



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

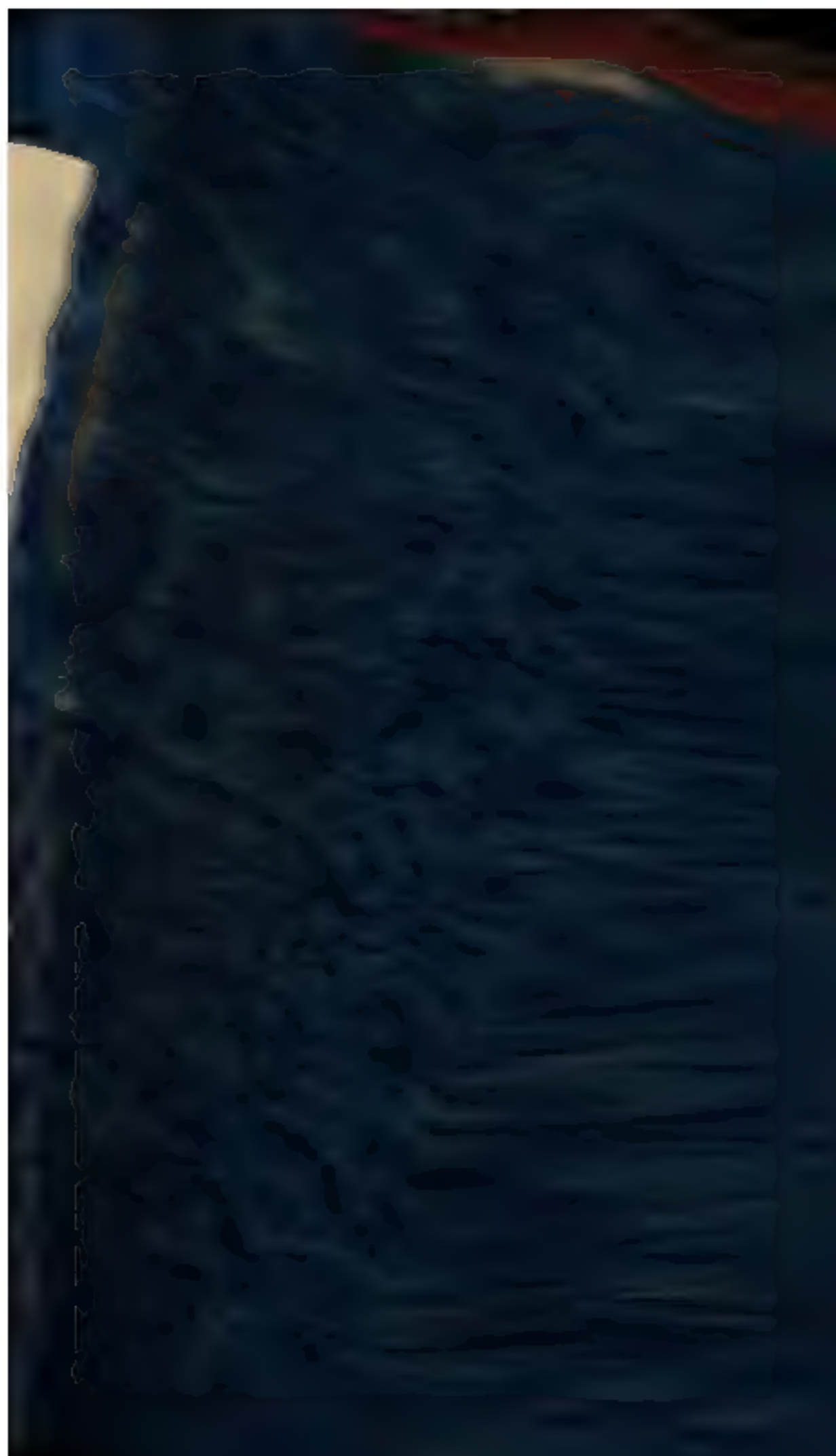
À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



ARTES SCIENTIA
LIBRARY OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN





well -

a

175

18/11/59

7



A B R É G É *CHRONOLOGIQUE*

**D'Édits , Déclarations , Réglemens ,
Arrêts & Lettres-Patentes des Rois de
France de la troisieme Race , concer-
nant le fait de Noblesse,**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

PHYSICS DEPARTMENT

RECEIVED

APR 11 1961

1961

A B R É G É CHRONOLOGIQUE

D'Édits , Déclarations , Réglemens ,
Arrêts & Lettres-Patentes des Rois de
France de la troisieme Race , concer-
nant le fait de Noblesse ;

P R É C É D É
D' U N D I S C O U R S

Sur l'origine de la NOBLESSE, ses différentes
especes , ses droits & prerogatives , la
maniere d'en dresser les preuves , & les
causes de sa décadence.

Par ^{depuis} L. N. H. CHÉRIN,
Conseiller de la Cour des Aides, & Généalogiste
des Ordres du Roi.



A P A R I S ,
Chez R O Y E Z , Libraire, Quai des Augustins ,
à la descente du Pont-Neuf.

M. D C C. L X X X V I I I .
Avec Approbation, & Privilege du Roi.

COMMUNICATION

TO THE DIRECTOR, FBI

FROM THE DIRECTOR, FBI

SUBJECT: [Illegible]

JN

2405

C52

RE: [Illegible]

DATE: [Illegible]

TIME: [Illegible]

PLACE: [Illegible]

BY: [Illegible]

FOR: [Illegible]

THRU: [Illegible]

INFO: [Illegible]

NOTE: [Illegible]

END

21 JAN 1964

TO: [Illegible]

FROM: [Illegible]

SUBJECT: [Illegible]

DATE: [Illegible]

AVERTISSEMENT.

J'AVOIS projeté, il y a quelques années, de composer un *Essai sur la Noblesse* considérée par rapport à son origine, ses progrès, ses différentes espèces, ses prérogatives, ses preuves, & les causes de sa décadence. Mon sujet s'étendant insensiblement sous ma plume, j'ai senti que l'exécution de cette entreprise étoit au-dessus de mes forces, & que son succès exigeoit l'application constante de plusieurs années. Je me suis borné, pour le moment, à publier une partie des matériaux de cet Ouvrage. Le Discours Préliminaire que j'ai placé à la tête de cet *Essai*, donnera une légère idée du plan que je m'étois formé. Ceux de ces matériaux, dont je puis dès à présent faire usage pour le service public, dans la place que j'occupe, sont le Recueil des différens Edits & Déclarations qui ont été rendus sur le fait de la Noblesse, & qui en composent par conséquent la Jurisprudence. Je les

iiij AVERTISSEMENT.

donnances du Louvre. J'ai tiré un grand nombre d'Edits & de Déclarations des Registres de l'Armorial de France. Je dois à l'Auteur de l'Histoire de Provence la connoissance de quelques Chartres curieuses. J'ai ajouté à la Collection chronologique plusieurs pièces qui m'ont paru propres à l'entrichir. Enfin, je n'ai rien négligé pour rendre cet Ecrit le moins imparfait qu'il m'a été possible. Je n'ai pas néanmoins prétendu, comme on en peut juger par ce que j'ai déjà dit, donner un Code complet de Jurisprudence Nobiliaire. Il m'a suffi que les loix fondamentales, qui en forment l'essence, fussent contenues dans cette compilation. Je ne promets pas autre chose.

Si l'Ordre de la Noblesse, à qui j'ai dévoué, à l'exemple de mon père, l'emploi de ma vie entière, daigne accueillir avec bonté ce premier essai de mes travaux, peut-être parviendrai-je à lui offrir un jour quelque Ouvrage plus digne d'elle.

DISCOURS PRÉLIMINAIRE.

DANS l'ordre de la nature, les hommes naissent égaux & libres. L'esclavage, né de la force, ne put former d'abord une inégalité réelle dans l'espèce humaine, par la raison que ce pouvoir n'étant point alors légitimé par une convention sociale, étoit nécessairement nul & périssable, par les changemens divers que devoit éprouver la cause qui l'avoit fait naître. Ce ne fut donc que lorsque, dans le progrès des choses, le droit positif succéda à la violence, que l'établissement des loix & de la propriété fixa pour toujours l'inégalité des conditions.

La formation des Gouvernemens amena dans la suite les distinctions politiques & l'inégalité entre le Peuple & ses Chefs.

D I S C O U R S

Les Magistratures furent d'abord électives. La préférence étoit accordée à l'âge & au mérite. Ainsi l'on vit les Anciens chez les Hébreux, les Gérontes à Sparte, les Aréopagistes à Athenes, & le Sénat à Rome, remplir les places de cette nature. Enfin, l'ambition ayant introduit, à la faveur des circonstances, la succession des Charges & des Places qui conferent la puissance publique des Peres aux Enfans, cette hérédité de Magistratures donna naissance à la distinction des familles Patriciennes ou Nobles & des familles Plebéiennes ou Roturieres.

Telle fut à Rome l'origine des races Patriciennes qui, dans les premiers temps, outre le droit d'image, jouirent du privilège exclusif de posséder les grandes Charges de la République.

Lorsque les Romains eurent conquis les Gaules, ils s'efforcèrent d'abolir, suivant la maxime générale qu'ils observoient à l'égard des peuples vaincus,

PRÉLIMINAIRE.

les Coutumes des habitans naturels ; y substituer leurs usages & leurs loix.

La Noblesse affectée ; chez les Gaulois au Sacerdote & à la profession des arts devint alors , par une suite du changement arrivé dans l'ordre civil ; l'attribut des familles qui se dévouerent , les villes , aux fonctions de la Magistature. La forme de cette institution : quelques siècles.

Les François vinrent ; les Romains furent chassés ; & la plupart de leurs usages détruits. La Nation victorieuse ne connoissoit encore d'autre illustration que celle que l'on acquiert par la guerre & les armes. Ainsi , par un retour nouveau l'ancien préjugé , la considération attachée à l'exercice de cette profession prévint.

Je n'entreprendrai point de fixer l'origine de la Noblesse chez les Français. La diversité des systèmes sur ce point de notre Histoire , prouve combien il est difficile de l'éclaircir.

Les uns (1) ont cru, qu'au moment de la conquête, les François & les Gaulois, ne formant qu'un corps de Société, les premiers furent tous *Gentilshommes*, & les derniers tous *Roturiers*. Les autres (2) veulent que, même au-delà du Rhin, les François aient connu une Noblesse réelle, & que des familles, par l'avantage de leur naissance, possédassent des prérogatives particulières & distinctives. D'autres (3) ont prétendu que les François, sous les premiers Rois, n'étoient point partagés en deux Ordres de Citoyens, comme nous le sommes aujourd'hui, & que toutes les prérogatives, purement personnelles, n'étoient point héréditaires. D'autres encore (4) ont cru reconnoître dans le Capitulaire arrêté dans

(1) M. le Comte de Boulaïnviillers.

(2) M. le Président de Montesquieu.

(3) M. l'Abbé du Bos & M. de Valois.

(4) M. Ardillier, Auteur d'un Manuscrit sous le titre d'*Essai sur la France féodale*.

l'Assemblée générale de la Nation, tenue à Aix la Chapelle en 813, qui rendit la composition de 600 sols héréditaire en faveur des *Antrustions*, le véritable fondement de la Noblesse Françoisé. D'autres enfin (1) l'ont placée dans le Traité d'Andely de l'an 587.

Sans m'attacher à aucune de ces opinions en particulier, je me contenterai de considérer la Noblesse au moment où le progrès de l'établissement des *Fiefs*, favorisé par la foiblesse du regne de Charles le Chauve, affermit l'hérédité de ses prérogatives.

Ce Prince, en rendant les Comtés héréditaires, acheva d'anéantir la Puissance Royale & précipita l'Etat vers sa ruine. L'ambition des Grands, flattée des avantages que leur procuroit cette condescendance, s'accrut. Ils usurperent bientôt d'eux-mêmes les droits régaliens des Os-

(1) M. l'Abbé de Mably.

fices qui leur étoient confiés par le Prince & se les rendirent patrimoniaux. Ils s'emparèrent des Provinces, s'y érigèrent en Souverains & se donnerent des vassaux. Les Seigneuries se multiplièrent. Chaque Seigneur tenoit dans l'oppression ses voisins. La Jurisdiction qu'il exerçoit dans sa Terre, fit chaque jour de nouveaux progrès, & dégénéra en tyrannie. Les devoirs des *Vassaux* envers leurs *Seigneurs*, & les droits de ceux-ci introduisirent naturellement la distinction des *Hommages*, des *Justices* & des *Suzéranités*, & cimentèrent enfin ces premières bases du Gouvernement féodal qui, consacré par le temps & légitimé par l'avènement de Hugues-Capet au Trône, acquit une forme & une discipline régulières.

L'état des personnes en France dépendit, par une suite de cette grande révolution, de la nature de leurs possessions, & de la dignité des Fiefs, par l'effet de la même cause qui régissoit tout, régla la subordination des rangs.

Les Vassaux immédiats de la Couronne, tels que les *Pairs de France*, composèrent la Noblesse du premier Ordre; les *Comtes*, subordonnés aux *Comtes Grands Vassaux immédiats*, les *Vicomtes*, les *Châtelains*, formerent le second Ordre; les *Vavasseurs* ou *Vassaux des Châtelains* représenterent la classe de la simple Noblesse, dans laquelle on peut ranger tous ceux qui dénaturèrent leurs possessions, pour les convertir en Fiefs, ainsi que les Bourgeois d'alors, qui reçurent la ceinture militaire des mains des Barons.

Les Nobles de ces différentes classes jouissoient chacun dans leur Ordre, de diverses prérogatives & privilèges considérables qui les distinguoient du reste de la nation, que l'Histoire de ces temps de barbarie nous représente comme vivant dans l'abjection & dans une véritable servitude. Exempts d'Impôts, ces Nobles, en observant leur rang, pouvoient seuls posséder des Fiefs & des Seis

gneuries , levoient des Subſides & des Tailles arbitraires ; faiſoient la paix ou la guerre , à leur gré , avec leurs voiſins , & n'étoient tenus envers leurs Suzérains qu'au ſervice militaire. Couverts de plâques & de mailles , ils combattoient à cheval , tandis que les non Nobles ou Roturiers marchotent à pied. Suivant la prééminence ou la ſubordination de leurs poſſeſſions , ils conduiſoient leurs Vaffaux ſous leurs bannières , ou ſuivoient celles de leurs Seigneurs. Il n'étoit permis qu'aux Gentilſhommes de fourrer leurs habits de vair & de petit gris ; l'hermine étoit réſervée aux Princes. Dans leurs Sceaux , ils étoient représentés à cheval , avec l'épée haute & leur écu ; leurs femmes y avoient un oiseau ſur le poing : On ne voit point dans les familles Nobles de *surnoms* héréditaires , avant le XI^e. ſiècle. On a cru devoir encore fixer vers cette époque l'origine des *Armoiries* & l'établiſſement marqué de la *Chevalerie*.

Ce fut au milieu des horreurs de l'anarchie féodale , où la France étoit plongée , que naquit cette institution merveilleuse , qui égale en politique , tout ce que l'antiquité a imaginé de plus grand , de plus sage , & qui devoit porter si loin la gloire du nom François. Devenue une Ecole d'honneur pour la jeune Noblesse , ce fut dans ses loix & dans ses usages qu'elle prit des leçons de bravoure , d'adresse & de vertu. Les divers degrés par lesquels elle passoit , pour obtenir cette dignité , lui faisoient sentir l'importance des obligations qu'elle imposoit , & la préparoient à les acquitter fidèlement. On promettoit , en la recevant , de défendre , au péril de son repos , de sa fortune & de sa vie , les veuves , les orphelins , les opprimés , les Eglises. L'amour & l'honneur des Dames étoient sur-tout gravés dans le cœur des Chevaliers ; le desir de leur plaire enfan-
toit des prodiges d'intrépidité.

Accord aimable & touchant de la

gloire, de la vertu & de la beauté! Combien une pareille association a de force sur les âmes généreuses! Platon, dans ses Institutions, prodigue les éloges aux admirables effets de cette belle Coutume des Samnites, qui permettoit que le plus sage & le plus valeureux de leurs jeunes Gens, choisît pour sa femme, dans toute la Nation, la fille qui lui plaisoit le mieux. Chez nous, la présence des Dames dans les Tournois, échauffoit le courage des Chevaliers qui s'étoient engagés à leur service, & l'espoir de recevoir de leur main des témoignages d'estime & de reconnaissance, les rendoit invincibles dans les combats sanglans de la guerre.

Mais cette institution, si utile & si célèbre, après avoir été l'appui de la France & son plus bel ornement pendant plusieurs siècles, éprouva le sort de tous les établissemens humains; elle dégénéra, ses honneurs furent prodigués, quelquefois avilis, dégradés, & après l'el-

prit de l'honneur François, que le temps, qui dénature tout, n'effacera fans doute jamais, il n'en est resté d'autres vestiges que la fondation des Ordres de S. Jean de Jérusalem, de S. Michel, du S. Esprit & de S. Lazare, & l'hérédité, dans les familles, des titres anciennement affectés aux Nobles de ces temps-là, savoir, de *Chevalier*, d'*Ecuyer*, de *Damoiseau* & de *Valet* ou *Varlet*, qui sont devenus les qualifications distinctives de la Noblesse d'avec la Roture.

L'Etablissement des Communes fit prendre par la suite des temps, assez de consistance à ce dernier Etat, pour composer un troisieme Ordre avec la Noblesse & le Clergé. Le luxe & l'affoiblissement de la Noblesse, causé par les guerres & les croisades, acheverent de lever cette séparation qui existoit dans l'état des personnes. Les Nobles appauvris par le fait, vendirent leurs terres aux Roturiers qui s'étoient enrichis par

de Commerce & les Arts. Les Institutions de S. Louis, en rendant ceux ci capables de posséder des Fiefs, moyennant certaines taxes, & en les élevant à la *Tierce-Foi*, au rang des Nobles, introduisirent une nouvelle espèce de Noblesse, qui régénéra l'ancienne ou plutôt l'antique Noblesse, & fut appelée *Anoblissement par les Fiefs* ou *Noblesse inféodée*. De cette espèce est celle qui fut accordée aux Habitans de Normandie par la célèbre Charte de Louis XI, du 5 Novembre 1470. Cette sorte d'Anoblissement, qui forma pendant long-temps le droit commun du Royaume, tira de la roture quantité de familles. Le paiement du droit de *Franc Fief* fut institué. Ce frein n'étant pas encore assez puissant pour réprimer la cause d'un accroissement excessif de Privilèges qui devenoient onéreux à l'Etat, il fut enfin aboli dans le XVI^e siècle.

Suivant les mêmes Institutions de Saint

Louis, les Femmes nobles transmettoient la Noblesse à leurs enfans , quoique le Pere fût roturier. L'usage de cette *noblesse* appelée *utérine* ou *coutumière*, fut admis dans une grande partie de la France, & a fini par ne plus régner que dans la Province de Champagne, où elle s'est éteinte depuis peu.

Indépendamment de ces sources de Noblesse , il s'en introduisit une autre dont les Souverains se réservèrent la dispensation, *c'est l'annoblissement par Lettres*, dont Raoul l'Orfèvre offre jusqu'à présent le premier exemple en 1270. La validité du titre qui le conféroit dépendit de la vérification qui devoit en être faite. Dans des besoins d'Etat , il fut accordé moyennant finance ; & quelquefois révoqué.

Les Capitouls de Toulouse, les Maires & Echevins des villes de Paris, Poitiers, la Rochelle, Saint-Jean-d'Angely, Angoulême, Saint-Maixent, Tours, Niort, Cognac, Bourg, Angers, Abbeville,

Lyon, Péronne & Nantes, acquirent successivement cette prérogative, qui, à différentes reprises, leur fût ôtée, rendue & enfin confirmée. C'est ce qu'on appelle *la Noblesse municipale* ou de *Cloche*.

Charles VII institua la Milice des Francs Archers ou Francs Taupins. Ces Francs-Archers étoient exempts de tous subsides. Leurs descendans se sont prétendus Nobles, c'est la *Noblesse Archère*.

Charles VIII, en confirmant les Notaires & Secrétaires de la Maison & Couronne de France, dans toutes les prérogatives qui leur avoient été accordées par ses prédécesseurs, les annoblit en tant que de besoin, & les déclara capables de recevoir tous Ordres de Chevalerie, comme si leur Noblesse étoit ancienne & au-delà de la quatrième génération, c'est la *Noblesse des Secrétaires du Roi*.

Les Docteurs-Régens & Professeurs en Droit, décorés par les Princes de plusieurs Prérrogatives distinguées, ont as-

piré aussi à celle de la Noblesse, & on prétendu la posséder au bout de vingt ans d'exercice ; c'est la *Noblesse Comitive*.

Les Magistrats tirés d'abord du Tiers-Etat , s'anoblirent par de justes considérations dans l'exercice de fonctions qui, par leur dignité, les faisoient participer aux principaux devoirs de la puissance royale. Quoique le titre de l'Anoblissement attribué aux Offices de Cours souveraines, ne remonte point au-delà du XVII^e siècle ; cependant ils jouissoient personnellement déjà, depuis long-temps, de toutes les Prerogatives de la Noblesse ; c'est l'*Anoblissement par Charges* ou la *Noblesse Civile*. Dans quelques Cours, les Offices acquierent aux pourvus & à leur postérité une *Noblesse parfaite* ; dans d'autres, elle est *graduelle*, & ne se consume qu'à la seconde génération.

Sans prétendre prononcer entre le mérite des fonctions de la Magistrature &

l'importance des travaux de la guerre , il a paru juste que les services de plusieurs générations dans cette dernière profession qui est , dans le fait , la source de l'ancienne & véritable Noblesse , en rendissent les Privilèges entièrement transmissibles ; c'est la *Noblesse Militaire* , que quelques uns ont cru exprimée dans l'Edit des Tailles , de l'an 1600 , & qui a été solennellement créée en 1750.

Ces différentes especes de Noblesse ont eu des Privilèges propres à chacune d'elles. Pour les reconnoître & les distinguer , il a fallu des *preuves*. Pour réprimer les usurpations , il a été fait des *recherches*.

L'usage des preuves de Noblesse paroît avoir commencé à l'occasion des Tournois. On en a demandé ensuite pour l'admission dans les Eglises , Chapitres , Collèges , Communautés , Compagnies , & Ordres Réguliers & Militaires , où l'on ne recevoit que des Nobles , & pour l'entrée aux Etats des Provinces

vinces. La forme de ces preuves a varié, suivant les temps & les lieux. On l'a appelée *Testimoniale*, quand elle a été faite par des témoins jurés, & *littérale*, quand elle a été constatée par des titres & documens.

En *Allemagne* & dans presque tout le Nord, où la multiplicité des Chapitres Nobles a rendu la Noblesse attentive à ne se point méfallier, les preuves se sont faites par de simples *quartiers*, qui sont de 16, 32 & 64, suivant que l'exigent les statuts de chaque Chapitre (1).

En *Angleterre*, en *Irlande* & en *Ecosse*, la Noblesse se prouve par des *Tables Généalogiques*, dans lesquelles sont cités les monumens qui servent de preuves, & les générations autorisées des dates de l'exis-

(1) Pour faire connoître la manière dont se dresse cette espèce de preuve, j'ai composé un Tableau des 16 quartiers de Mgr. le Dauphin. Il est placé à la fin d'un Recueil de pièces détachées, qui se trouve entre la compilation chronologique & la Table des Matières.

tence des personnes qui les forment. Ces Tables Généalogiques , dressées par les Rois d'Armes de ces Royaumes , sont certifiées par six ou huit Gentilshommes des Cantons & Provinces où la famille est domiciliée.

En *Espagne* , en *Italie* & en *France* , les preuves de Noblesse sont de l'espece de celles que l'on appelle *littérales* , c'est-à-dire , qu'elles se font par des titres de famille ; ce sont les plus sûres & les plus authentiques.

L'étendue de la preuve se mesure ou par le nombre des générations ou par celui des siècles , ou enfin par l'intervalle compris entre le temps où elle est faite & l'époque fixe qui en est le terme. Dans le premier cas , on pourroit l'appeller *graduelle* , dans le second , *séculaire* , & dans le troisieme , *dative*.

De la premiere espece , sont celles que l'on exige pour l'admission dans les Ordres du Roi , dans celui de S. Lazare ,

dans plusieurs Chapitres nobles, dans les places de Lieutenant des Maréchaux de France, & d'Elèves des Ecoles Militaires, & celles qu'on fait pour l'entrée au Service de terre & de mer.

Les preuves que font les Chanoines des divers Chapitres, & les Demoiselles des Maisons Royales de Saint-Cyr & de l'Enfant-Jesus, sont de la seconde espece.

Les preuves qui sont prescrites pour obtenir les honneurs de la Cour, les places de Pages chez le Roi & les Princes, appartiennent à la troisieme espece.

Le nombre des degrés est fixé à quatre pour l'admission dans l'Ordre du Saint-Esprit, de même que pour être agréé au service, aux places d'Elèves des Ecoles Royales Militaires, & à celles de Lieutenant des Maréchaux de France. Il en faut prouver neuf d'une Noblesse ancienne & sans principe connu, pour l'admission dans l'Ordre de Saint-Lazare. Je ne parle point de la forme des preuves des divers Chapitres Nobles de France,

parce que ce sujet est traité au long dans un Ouvrage intitulé : *la France Chevaleresque* , qui , à cet égard , ne laisse rien à désirer.

Les preuves des Sous-Lieutenans des Gardes-du-Corps doivent être remontrées à l'année 1400 sans annoblissement connu ; celles que sont tenus de faire les Pages remontent à l'année 1550 , également sans principe connu. Il faut établir une preuve de possession de Noblesse de 140 ans, pour être admis dans la Maison Royale de Saint-Cyr ; il est nécessaire qu'elle soit de 200 ans, pour avoir entrée dans la Maison de l'Enfant-Jesus.

Les honneurs de la Cour ne sont accordés généralement qu'à ceux qui peuvent établir une possession de Noblesse non interrompue , depuis l'année 1400 , sans annoblissement (1).

(1) L'on trouvera dans le Recueil des pièces détachées, page 435 , une notice des différentes preuves de Noblesse qui se font en France.

On a considéré deux choses dans les preuves, *la Filiation & la Noblesse*. La Filiation se justifie par la production de titres authentiques, qui expriment la liaison de chacun des degrés de la Généalogie entr'eux, *c'est* que les extraits de baptême ou de sépulture, les actes de partage, les contrats de mariage & les testamens. La Noblesse se justifie par la représentation des titres, qui sont ou *primordiaux*, ou *constitutifs* ou *confirmatifs* de la qualité, ou simplement *civils & portant qualification*.

Les titres primordiaux sont, à l'égard des Familles Anoblies, comme les Lettres-Patentes d'Anoblissement, ou comme les Provisions de Charges attributives de Noblesse.

Les titres constitutifs sont, pour les Gentilshommes de la Province de Bretagne, les partages faits suivant l'assise du Comte Geoffroy, & le gouvernement noble & avantageux, & en général,

pour ceux de toutes les Provinces du Royaume, les certificats de service dans l'arrière-ban, de séance dans l'Ordre de la Noblesse aux tenues des Etats, & d'exemption des taxes qui se levent sur les Roturiers, enfin les actes de foi & hommages rendus à la maniere des Nobles, ou les reprises de fiefs.

Les titres confirmatifs sont, à l'égard des Familles de Bretagne, ceux qui prouvent qu'elles ont été comprises dans les réformations de la Noblesse faites dans les XV^e, XVI^e & XVII^e siècles. A l'égard des Nobles de la Province de Normandie, ces titres sont ceux qui apprennent qu'ils ont été maintenus, lors de la recherche des faux Nobles, faite en 1463, par Rémond Monfaut, & en 1598 & 1599, par M. de Roissy. A l'égard de la Province du Dauphiné, les extraits des révisions de Feux qui ont eu lieu, pendant les XIV, XV, XVI, & XVII^e siècles; & enfin pour tous les Gen-

filshommes du Royaume , les Arrêts , soit du Conseil d'Etat , soit des Commissaires Généraux du Conseil , & les Jugemens des Commissaires départis dans les Généralités du Royaume , pour la recherche des Usurpateurs de Nob'esse, commencée en 1666 , interrompue en 1674 , & continuée en 1696 & années suivantes , qui ont maintenu leurs ayeux dans la possession de leur état.

Les actes civils , & portant qualification , sont les créations de tutelle & de curatelle , les garde-nobles , les partages , les transactions , les hommages , les aveux & dénombremens de Fiefs , les ventes , les échanges , les contrats de mariage , les testamens , les inventaires après décès , &c. &c.

Le caractère des qualifications nobles se tire de l'usage des Provinces. La qualité de *Chevalier* & d'*Ecuyer* est entièrement caractéristique de Noblesse dans tout le Royaume ; celle de *Noble* dans

les Provinces de Flandres , Hainaut , Artois , Franche - Comté , Lyonnais , Bresse , Bugey , Dauphiné , Provence , Languedoc & Roussillon , & dans l'étendue des Parlemens de Toulouse , Bordeaux & Pau ; celle de *Noble Homme* , en Normandie seulement.

La possession des qualifications doit être au moins centenaire (1) , pour constater la Noblesse. Si cette possession étoit

(1) Aux termes de la Déclaration de 1714 , la preuve d'une possession centenaire suffit pour être maintenu. Combien l'abus de cette Déclaration publiée pour l'exécution de la dernière recherche n'a-t-elle pas fait passer de familles roturières dans l'Ordre de la Noblesse ? Quelle confiance en effet peut-on prendre aujourd'hui dans une preuve de Noblesse qu'une famille , d'après ce principe , tenteroit d'établir depuis l'année 1688 , lorsqu'on sait qu'en 1696 , c'est-à-dire huit ans après , les usurpations s'étoient multipliées à un tel point , que Louis XIV , pour en réprimer le progrès , fut contraint de faire procéder de nouveau à la recherche des faux Nobles qui , ayant été commencée en 1666 , avoit été suspendue en 1674 à cause des guerres.

précédée par des traces de roture, qu'elle n'eut point été paisible, elle prévaudroit point; par la raison que France, la Noblesse n'est pas scriptible.

Pour donner une base quelconque la preuve de Noblesse, on exige de suivant la nature & l'étendue de preuve requise, pour les Familles Nobles d'*ancienne extraction*, un titre confirmatif de l'espèce de ceux que je viens de désigner; & pour ceux dont les pères auront été anoblis, le titre primordial de leur qualité.

Au défaut de l'un de ces deux titres il est d'usage de remonter la preuve à l'année 1560; parce que, dans la recherche des faux Nobles faite dans ce siècle dernier, le terme de la preuve centenaire requise étoit fixé à cette époque & il est certain qu'alors chacun restoit davantage dans les bornes de sa condition, les usurpations n'étoient pas

venues encore aussi fréquentes. Quand , au lieu de joindre à sa production le titre confirmatif de sa qualité , il a été vérifié au contraire , que la famille a été déclarée usurpatrice dans les recherches des faux Nobles , on n'a nul égard à la possession qu'elle auroit continuée après le jugement de sa condamnation ; il ne lui reste alors d'autre moyen , pour s'en relever , que de se pourvoir au Conseil , & de remplir les conditions de la même preuve qu'étoit tenu de faire l'auteur qui auroit été condamné. La preuve devient alors une preuve toute de rigueur ; c'est ce que l'on appelle *Preuve de Noblesse en matiere contentieuse*. L'on comprend en général sous cette dénomination , toutes les preuves faites par les familles pour être reconnues, maintenues, rétablies, réhabilitées dans leur Noblesse.

Si des traces de roture antérieures à la possession des qualifications nobles , en font perdre l'avantage , quelque espace de

temps qu'elle ait duré, la profession des Arts vils & mécaniques, exercée par des Sujets Nobles, établit un vice qui interrompt le cours de la Noblesse, c'est ce qu'on appelle *Dérogance*. L'on déroge par l'exercice du trafic & de charges jugées incompatibles avec la Noblesse, & par l'exploitation des fermes d'autrui. L'omission des qualifications nobles est encore une forte de dérogeance que l'on nomme *Tacite*, mais qui n'a l'effet de la première que, dans le cas où elle seroit prolongée pendant un certain nombre de générations. L'on distingue dans les effets de la dérogeance, l'enfant qui naît avant qu'elle ait été commencée par le pere & celui qui vient après. Le premier conserve sa Noblesse originelle dans toute sa pureté, & le second partage la dégradation de son auteur. Les Nobles de la Province de Bretagne jouissent, à l'égard de la profession des Arts dérogeans, de privilèges qui leur sont particuliers.

La Noblesse y dort , dit d'Argentré ; mais ne s'y éteint point. En effet , suivant les articles 51 & 52 de la Coutume de Bretagne , la Noblesse ne peut se perdre dans cette Province par *prescription* , par *dérogance* , ni même par *désistement*.

» Quelque longue qu'ait été la dérogance (1) , son seul effet est de suspendre ou d'assoupir dans ceux qui en font usage , les Droits & les Privilèges de la Noblesse , en l'assujettissant aux impositions roturieres , pendant la durée de la dérogance. Cette suspension leur est purement personnelle , & ne peut nuire au droit acquis à leurs descendans , qui ne sont pas même obligés d'obtenir des Lettres de réhabilitation ».

Lorsqu'une famille est dans le cas de dérogance , ou d'omission continuée , elle ne peut rentrer dans son premier état qu'en vertu de Lettres du Prince.

(1) Cabinet de l'Ordre du Saint-Esprit , Vol. Ier, de Bretagne , fol. 1. 2. 3. 4. 5. 6. 7.

C'est ce que l'on nomme *Lettres de relief* ou de *réhabilitation*. Ces Lettres sont sujettes à être vérifiées, & ne s'accordent, suivant les principes observés, qu'autant qu'on a prouvé qu'on étoit en possession de la Noblesse cent ans au-delà de la première dérogeance. L'on obtient des Lettres de réhabilitation, après même qu'elle a été continuée pendant deux degrés.

C'est une question de savoir, si on peut en obtenir, lorsque le cas de dérogeance ou d'omission embrasse entièrement trois générations. Dans l'usage commun, cette grace ne s'accorde pas. Quelques exemples néanmoins prouvent que la concession n'en est point véritablement limitée, principalement dans les cas où l'omission domine, & sur-tout à l'égard des Familles Nobles d'ancienne race & sans principe connu. Le plus grand nombre des Jurisconsultes pense même que la Noblesse d'ancienne extraction, sans principe con-

nu, est une propriété inhérente à la race, qui contient en elle-même un caractère indélébile, & qu'altérée ou obscurcie par plusieurs degrés, elle se relève, de sa propre force, par les seuls droits du sang.

Voilà les diverses distinctions que j'ai tenté d'introduire dans l'application de la maxime usitée pour la décision des cas de cette espèce, à l'occasion d'une affaire remarquable, où les preuves présentoient, avec la plus grande ancienneté, une distinction de Noblesse peu commune & capitulaire, depuis le XIII^e. siècle jusqu'au XVI^e. Les Supplians n'étoient pas même dans le cas de la rigueur de la maxime, puisqu'ils n'avoient que deux degrés & demi à réparer, dont la plus grande partie d'omission. Mon respect & mon zèle pour les droits de l'ancienne Noblesse m'ont fait apporter le plus grand soin dans le rapport que j'ai fait de cette demande, déjà examinée par M. de Beaumont & feu mon pere. J'ai vu avec satis-

faction que des Publicistes célèbres & éclairés qui ont été consultés, ont donné un avis entièrement conforme au mien. La Dissertation que je composai à cette occasion, renfermoit trois principes généraux. Le premier, que la Noblesse étant au nombre des droits de la Souveraineté, est imprescriptible & ne peut être acquise par quelque espace de temps que ce soit.

Le second principe que j'avançai étoit, que, si la Noblesse est imprescriptible, relativement à l'acquisition du Prince, il faut convenir qu'elle ne l'est pas moins par rapport à la perte en faveur de la race, & que les droits du sang sont aussi forts en ces matieres que ceux de la Souveraineté. Car de même que la Nature, disois-je alors, fait seule la véritable Noblesse de race, & que les Rois ne peuvent empêcher que le Sujet qu'ils anoblissent n'ait été Roturier, il semble que la Noblesse de ce caractère, conservant l'empreinte

I D I S C O U R S

e son origine, ne reconnoisse d'autre loi
ue celle du temps, subsiste en elle même
& par elle même, & ne puisse se dissoudre
u'avec le sang qui l'entretient & la recèle.

Mon dernier principe étoit que la No-
lesse de concession dont le titre pri-
ordial est connu, qui n'a la force que
une propriété conditionnelle & donnée
vec Charge, est véritablement la seule
ui puisse finir comme elle a commencé.
'appuyai ce dernier principe sur cette
ison, que l'anoblissement en lui-même
orte moins le caractère de la vraie No-
lesse, qui ne peut s'imprimer au Rotu-
er, que la concession faite par le Sou-
rain à ce Roturier, des privilèges &
érogatives dont jouissent les Nobles
origine, mais qu'il est toujours le maître
e retirer à ses descendans, lorsqu'ils s'en
ont rendus indignes, en violant les con-
tions sous lesquelles ils leur avoient été
onférés.

Le Conseil du Roi a consacré enfin ces

principes par sa décision , ce qui rend en quelque sorte l'Arrêt rendu en cette circonstance , un Règlement certain sur ce point de Jurisprudence , naturellement si délicat dans nos usages (*).

Cette particularité étoit nécessaire à citer pour éclaircir aux Lecteurs cette question de Jurisprudence , extrêmement importante pour la Noblesse ancienne &

(*) La famille de BRUNY , originaire de la Province de Bresse , est cet exemple. Les trois descendans de cette famille , après avoir obtenu de premières Lettres-Patentes en 1765 , enregistrées , qui leur avoient rendu une partie de leurs droits , ayant fait depuis , en 1777 , une addition de preuves qui remonte leur filiation à une époque où aucun Collège ni Ordre de Noblesse ne remonte celles qu'il exige , & après de nouveaux services , ont été rétablis en Novembre dernier , par Arrêt du Conseil , pleinement & entièrement , dans tous les droits , titres , honneurs & prérogatives de leur ancienne Noblesse de nom & d'armes.

Feu mon pere a dit de cette famille , dans son rapport de 1777 , qu'il ne connoissoit pas un second exemple dans le Royaume , d'une famille qui eût recouvré son ancienne Noblesse sur une production de cette ancienneté.

sans principe connu. Il en est peu en ces matieres qui méritent a tant d'examen & d'attention.

Mais poursuivons notre sujet. J'ai dit plus haut que les pteuves se faisoient par titres. Ces titres doivent être originaux. On n'admet aucunes copies collationnées, de quelques formalités qu'elles soient revêtues.

On nomme actes originaux, savoir; pour ceux passés devant Notaire, les premieres grosses délivrées sur les minutes par ceux mêmes qui les ont reçues; & pour les procès-verbaux de preuves de Noblesse, les Arrêts & Jugemens de Noblesse, les Lettres, Commissions & Brevets de grades militaires, nominations & réceptions dans l'Ordre de St. Louis, Brevers & Lettres de Pension & Provisions de Charges, les Expéditions délivrées par les Greffiers & autres personnes publiques à ce préposés. Chaque degré de la Généalogie doit être établi par trois

actes pour le XVIII^e. siècle , le XVII^e. & le XVI^e. , & par deux seulement pour les siècles antérieurs.

Quand les preuves de Noblesse sont parfaitement conformes à ce que je viens de dire , il n'existe qu'un seul moyen de les contester , qui est de démontrer la fausseté des titres produits. La fabrication des actes représentés se décèle bientôt , avec un peu d'attention , aux yeux d'un homme réellement exercé dans l'étude de la Diplomatique , par des vices dans le style , l'orthographe & le caractère d'écriture , qui changent dans les actes de 50 en 50 ans , par la façon du parchemin , qui étoit anciennement plus fort & plus épais qu'il ne l'est aujourd'hui & par la marque du papier qui n'a pas toujours été la même.

La mal-propreté affectée des Contrats , l'application des Sceaux que l'on tire d'un acte vrai , pour les attacher à des actes plus ou moins récemment fabriqués , les

contradictions qui s'y trouvent à l'égard des temps , des lieux & des personnes , sont autant d'indices de supposition qui tombent facilement sous les sens , quand l'attention & l'impartialité se trouvent jointes.

L'emploi de ceux à qui la vérification des preuves de Noblesse aura été confiée , ne sera pas indifférent , à cause de ses effets dans l'ordre civil (1). Cette fonction exigera , de la part de ceux qui l'exerceront , des lumières , une application sui-

(1) On a souvent agité s'il étoit plus convenable que la vérification des preuves de Noblesse se fit par un Tribunal que par un seul homme. Ce n'est point à moi à discuter cette question : quelque impartial que pût être l'examen que j'en ferois , je serois peut-être encore soupçonné de prévention personnelle. Je ne crois pas cependant qu'on eût le droit de m'en faire le reproche , si je disois que le projet nouvellement proposé de créer un Tribunal composé de 60 à 80 personnes , pour juger des choses qu'en général les familles ont le plus grand intérêt à tenir secrètes , doit paroître pour le moins fort extraordinaire.

vie, une extrême discrétion , & sur-tout une probité sévère & à toute épreuve. Quel courage , on le fait , ne leur faudra t-il pas pour résister aux prétentions exagérées de la vanité , & oser déplaire quelquefois à des familles puissantes ? de quelle fermeté n'auront - ils pas besoin pour se défendre constamment des attrait de la séduction , & maintenir de toutes leurs forces l'observation des loix dont dépend , d'une part , la sage dispensation des honneurs réservés à la naissance , & de l'autre , le ménagement des Peuples de plus en plus accablés par la multitude des Usurpateurs des privilèges de la Noblesse ? Si ces hommes , amis de la vérité , sans intérêt , sans passion , & pénétrés de l'importance du devoir de leur place , veulent le remplir dans toute son étendue , les refus , que la rigidité de leurs fonctions les contraindra de faire , leur susciteront certainement bien des inimitiés & des haines. Les mauvaises prétentions revien-

dront si fréquemment, qu'il y aura enfin un grand nombre de mécontents. L'on taxera d'injustice, de prévention, d'erreur, de fausses lumières, les difficultés qui naîtront seulement de l'insuffisance des preuves & de l'application nécessaire de Réglemens. Qui peut, d'après cet aspect, apprécier les ennuis, les tourmens, les dangers même attachés à cette profession, que la fureur de se déplacer & la contagion des faux préjugés ont rendue aujourd'hui si difficile. Je ne parle pas de ces inquiétudes profondes & de ces peines secrètes, d'autant plus douloureuses, qu'il n'est pas permis d'en révéler la cause.

Si les fonctions des Officiers publics, chargés de la vérification des preuves de la Noblesse, sont dignes de considération; si leur vigilance peut servir à maintenir l'ordre des distinctions qui constituent la subordination des rangs; si leurs travaux sont en effet de quelque utilité à la chose publique, ils méritent des égards;

4 de la sagesse du Gouvernement de
encourager , de les soutenir , de les
éger & de les défendre.

On doit écarter, s'il est possible, les
cultés de leur profession; on doit les
tre à couvert des pièges que leur ten-
t sans cesse les faussaires , arrêter l'au-
e de ceux-ci par des punitions exem-
res ; reprimer la licence effrénée des
pations , dont le progrès non moins
ste à la Noblesse, que préjudiciable au
de la Nation , jette tant d'amertume
s leurs fonctions. Les abus qui se sont
roduits par cette dernière porte sont
tés à leur comble. Combien n'est-il
déplorable de voir que les effets en
ennent de jour en jour aussi pern-
s. Ils altèrent la pureté de la No-
è, & en dégradent la possession aux
de ceux pour qui ses honneurs &
rèrogatives auroient été un juste mo-
l'émulation ; ils jettent la confu-
dans tous les Etats , & attaquent es-

sentiellement les mœurs , puisqu'ils détruisent cet esprit précieux de convenance & de modération , qui doit être propre à chaque classe de Citoyens. Le mal s'est accru avec une telle rapidité , qu'il est de nos jours presque universel. On voit aujourd'hui généralement dans tous les actes publics & passés devant Notaires , dans les actes de célébration de mariage , de baptême & de sépulture , & jusques dans les Tribunaux même , usurper avec audace & sans aucune espece de retenue , des qualités nobles , lorsqu'on n'est véritablement que Roturier par la naissance , s'arroger des titres & des qualifications superbes , lorsqu'on n'a de place marquée que dans l'Ordre de la plus simple Noblesse , & se parer fièrement de livrées & d'armoiries empruntées. Les suites pernicieuses de ces usurpations de qualifications , reclament la vigilance & l'attention du Gouvernement , & il est , sans doute ,
instant

instant que de sages Loix mettent un frein à ces désordres.

Pour peu qu'on veuille réfléchir, il est facile de s'appercevoir de la connexion qui existe entre le bon ordre à mettre dans le Corps de la Noblesse & l'administration des tribus d'un Etat , à cause des privilèges attachés à cette prérogative.

La Noblesse est une distinction d'Etat nécessaire à la constitution du Royaume. Elle en est la force, elle en est le soutien, elle est comme de l'essence de la Monarchie Françoisse.

La maxime fondamentale d'une Monarchie, dit Montesquieu, est celle-ci : *Point de Monarque, point de Noblesse, point de Noblesse, point de Monarque, mais on a un Despote.* Si la Noblesse est d'une grande ancienneté, elle représente les Fondateurs & les Défenseurs de la Monarchie, comme à Rome les Familles Patriciennes représentoient les premiers

Sénateurs qu'avoit eu la République. Si elle est nouvelle, elle transmet le souvenir des services qui ont été rendus à la Patrie, & celui des récompenses qu'y ont attachées les Souverains. Sous ces deux rapports, la Noblesse est utile, elle échauffe, elle élève les ames, elle excite aux actions généreuses, & entretient cet esprit d'honneur & d'héroïsme qui fait la base de notre caractère national; mais lorsque les sources de cette distinction si précieuse, par le peu de vigilance que l'on met à en resserrer le cours, menacent de tout submerger; lorsqu'on en prodigue les marques avec une profusion qui n'a plus de bornes; lorsque chacun les usurpe avec une impunité scandaleuse, le poids des charges publiques retombe alors tout entier sur le peuple; le pauvre accablé paye la dette du riche anobli ou de l'usurpateur heureux, les états se confondent, les idées d'ordre, de police & d'équité s'effacent, l'anar-

chie regne avec tous les maux qui la suivent.

Pour remédier aux effets de ces défordres & de ces usurpations, nos Rois ont rendu, à diverses époques, d'utiles & de sages Ordonnances. Parmi les différentes recherches particulieres à quelques Provinces ou générales dans tout le Royaume, qui ont été ordonnées, soit à l'égard des Francs Fiefs, soit à l'égard des Tailles, soit à l'égard des titres de Noblesse, durant les XIV^e, XV^e, XVI^e & XVII^e siècles, la plus fameuse, par la rigueur des procédures, la durée des poursuites, & la quantité des amendes versées dans les trésors publics, est celle qui fut commencée avec beaucoup de rigueur en 1666, à l'instigation du Grand Colbert, suspendue en 1674, à cause des guerres, reprise en 1696, avec moins de sévérité, & qui enfin n'a entièrement cessé qu'en 1727.

Cette opération politique, l'une des

plus intéressantes du siècle dernier , auroit produit toute l'utilité qu'on devoit en attendre, si l'on avoit formé un Catalogue exact de toutes les Familles déclarées Nobles ou Roturieres à cette époque. Par l'exécution de ce Catalogue, la racine des usurpations auroit été coupée, la condition de tous les Sujets du Royaume fixée, & la Noblesse, désormais exempte du soin de faire des preuves, auroit joui paisiblement & sans trouble des privilèges de son origine.

L'usurpation des titres de la Noblesse par les Roturiers, & des titres de la haute Noblesse, par celle qui lui est inférieure, n'est pas le seul vice qui attaque cet Ordre essentiel à la Monarchie, qui fait le lien entre le Souverain & le Peuple; il en est d'autres encore qui, ajoutés à ceux-ci, présagent sa ruine & son extinction.

Cette manie de quitter les Provinces, & d'abandonner les campagnes qui de-

viennent désertes, l'attachement aux maximes de Cour, l'envie d'y jouir de quelques distinctions passageres, le goût effrené des plaisirs de la Capitale, le luxe, la dissolution des mœurs qu'il entraîne, le célibat, voilà les maux qui détruisent la Noblesse, & qui altèrent tous les Ordres de l'Etat.

Combien de Familles illustres, combien de noms célèbres sont venus se perdre dans cette Capitale fameuse, où s'eng'outissent journellement, comme dans un abîme sans fond, toutes les races, toutes les fortunes & toutes les vertus.

La Cour des Rois brillera toujours d'un éclat assez imposant, les Grands Officiers de leur Couronne, & ceux de leur Maison, seront toujours assez nombreux pour le service de leur personne & la juste splendeur de leur Trône, les Capitales seront toujours assez peuplées d'habitans; mais les campagnes n'auront jamais trop de

riches possesseurs de terre pour les vivifier ; l'infortuné Villageois trop d'appui, trop de secours dans ses travaux & dans ses peines, & les hommes en général trop d'exemples de sagesse & de raison, qui leur apprennent combien est préférable aux vains & tumultueux amusemens des villes, le bonheur d'une vie douce, naturelle & simple.

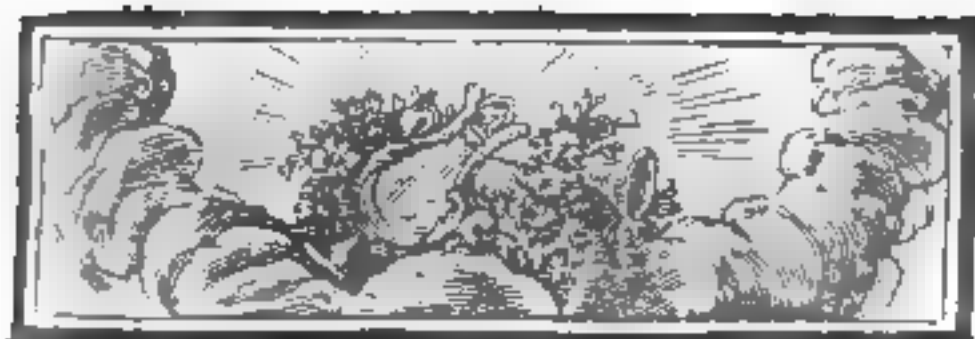
Combien nous reste-t-il de Familles issues des anciens possesseurs de Seigneuries sous la première & la seconde Race de nos Rois ? Je ne résoudrai point ce problème ; je craindrois d'anéantir un trop grand nombre de prétentions, & peut-être d'être injuste malgré moi. Combien en existe-t-il qui puissent remonter leur origine au delà de l'époque des premiers Anoblissemens ? un très-petit nombre. Combien y a-t-il de Nobles en France ? je l'ignore. Cette supputation, pour qu'elle fût exacte, ne pourroit être que le résultat d'une opération vaste & générale.

Mais ce dont je suis certain, c'est que dans la recherche de la Noblesse faite en France en 1666, il a été trouvé environ 2084 Familles Nobles dans la Province de Bretagne, environ 1322 dans la Généralité de Caen, environ 1686 dans la Généralité d'Alençon, environ 514 dans celle de Champagne, environ 1627 dans la Province de Languedoc, environ 766 dans la Généralité de Limoges, & environ 693 dans la Généralité de Touraine, Anjou & Maine (*).

Une vérité de cette espece ; que je puis encore avancer, sans craindre de me tromper ; c'est que de cette multitude innombrable de personnes qui composent l'Ordre des Privilégiés, à peine un vingtieme peut-il prétendre véritable-

(*) J'aurois désiré donner une notice générale de la Noblesse de toutes les Généralités du Royaume ; mais le défaut de Table & de Catalogue dans les Registres des Recherches de ces temps-là ne m'a pas permis de donner plus d'étendue à l'Etat qui précède.

ment à la Noblesse immémoriale & d'ancienne race. Si cette distinction est juste, que doit penser la saine politique de la quantité des Offices en France qui confèrent la Noblesse héréditaire. Je n'entreprendrai point de discuter les avantages & les inconvéniens de ces institutions. D'autres l'ont fait avant moi, & je ne répéterai point ce qu'ils ont dit sur cette matière, puisque tout le monde le fait.



ABRÉGÉ CHRONOLOGIQUE

*D'EDITS , Déclarations , Réglemens ,
Arrêts & Lettres-Patentes des Rois
de France de la troisième Race , con-
cernant le fait de Noblesse.*

ORDONNANCE de Louis VI , dit le Gros ,
1118.

Les Serfs ne seront point admis en jugement
avec les personnes franches pour y rendre té-
moignage ou pour combattre.

*Ordonnances des Rois de France de la troi-
sième Race , recueillies par MM. Laurière ,
Secousse , de Villevaut & Brequigny , tome 1 ,
page 3.*

ORDONNANCE de St. Louis , 1235.

Le Seigneur recevra l'hommage de l'Héri-
tier à la fin de l'année , pourvu que l'Héritier

lui donne assurance que , dans 80 jours , il lui paiera ce qui lui est dû de reste pour le relief.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome 1 , page 56.

ORDONNANCE de S. Louis , Mai 1235.

L'Héritier fera hommage au Seigneur , quand il aura joui du Fief pendant un an pour son relief.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome 1 , page 56.

ORDONNANCE de S. Louis , Mai 1246.

Les Mâles pourront tenir leurs Fiefs à vingt-un ans accomplis , & les Filles à quatorze ans accomplis.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome 1 , p. 59 & 60.

ORDONNANCE de S. Louis , 1250.

Les Fiefs tenus du Roi ne pourront être vendus sans son consentement.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome 1 , p. 65.

ORDONNANCE de S. Louis , en 1256.

Les Nobles ne pourront acquérir des Offices de Prévôt , Viguiers , Maires , Baillis ou autres Offices vénaux.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome 1 , p. 80.

ORDONNANCE de S. Louis , 1262.

Les Seigneurs ne pourront faire battre aucunes Monnoies d'or & d'argent.

CHRONOLOGIQUE.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 93.

ORDONNANCE de S. Louis , 1265.

Les Monnoies frappées par des Seigneurs n'auront cours que dans les terroirs des Seigneurs qui les auront fait frapper.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 95.

ÉTABLISSEMENTS de S. Louis , 1270.

L'aîné noble , dans la succession de son pere , fait partage à ses puînés ; & partageant un Fief avec ses puînés , en fait l'hommage seul.

Le fils aîné d'un Noble décédé sans avoir fait partage , entre ses enfans , qui ne laisse point de femme , a tous les meubles & paye toutes les dettes. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , chap. 8 , page 115.*

Si le Noble ne laisse que des filles , l'aînée aura le chezé (choix) ou le vol du chapon en avantage , pour garantir les puînées en parage , & le reste est partagé également entr'elles. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , chap. 10 , p. 116.*

La fille noble , qui est convaincue d'avoir eu quelque mauvais commerce , est privée de plein droit de sa part & portion dans la succession de ses pere & mere , quand même elle auroit épousé celui avec qui elle auroit eu commerce. *Ordonnances des Rois de France*

de la troisième race , tome 1 , ch. 12 , p. 118.

Le baïser à la bouche n'est accordé qu'aux Vassaux nobles qui rendent hommage , & non aux Villains ou Roturiers. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 18 , p. 268.*

Le Noble , en mariant son fils , ou en le faisant recevoir Chevalier , doit lui donner le tiers de sa terre , & le tiers de la terre de sa mere , si elle en a une. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 19 , p. 122.*

Le Baron a haute & basse Justice dans sa terre.

Bers si à toute Justice en sa terre. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 24 , p. 126.*

Le Seigneur qui suborne la fille de son homme , perd son fief. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 51 , p. 146.*

Le vassal qui suborne la fille de son Seigneur , perd son fief. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 50 , p. 145.*

Toutes personnes sont sujettes à l'arrière-ban , hors les femmes , les meüniers & les fourniers. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 61 , p. 152.*

La femme noble ayant enfans mâles n'a pas la propriété , mais seulement l'usufruit de sa terre.

CHRONOLOGIQUE.

Le Gentilhomme peut disposer par testament du tiers de ses propres , soit qu'il y ait des enfans ou non. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 64 , p.*

Si un Roturier appelle un Noble en justice pour crime , celui-ci se battra à cheval ; si le Gentilhomme appelle le Roturier , il se battra à pied. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 82 , p.*

Les Nobles seront exempts de la taille ; & néanmoins s'ils ont des biens roturiers & n'occupent pas , ils devront la taille pour ces biens. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 95 , p. 292.*

La Noblesse s'acqueroit par la possession d'un fief à la tierce foi , c'est-à-dire , qu'un Roturier acquérant un fief , les descendants étoient nobles au troisième hommage du fief , & partageoient noblement ledit fief à la troisième génération. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 100 , p. 227.*

Nul ne peut être Chevalier , s'il n'est Gentilhomme de parage , c'est-à-dire , par son pere , & s'il ne l'est que par sa mere , & qu'il ne se fasse recevoir Chevalier , le Baron lui couper les éperons sur un fumier , & confisquer ses meubles. *Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 1 , ch. 101 , p. 216.*

Nul bourgeois ni bourgeoise ne porteront vair, ni gris, ni hermines, ni or, ni pierres précieuses, ni couronnes d'or ni d'argent.

Nul Clerc, s'il n'est Prélat, ou établi en personnage ou en dignité, ne pourra porter vair, ni gris, ni hermines, sinon dans le chaperon seulement.

Les Ducs, les Comtes, les Barons, de 600 l. de terres ou plus, pourront faire quatre robes par an, & non plus, & leurs femmes autant.

Nul Chevalier ne donnera à aucun de ses compagnons que deux paires de robes par an.

Tous Prélats auront seulement deux paires de robes par an.

Tous Chevaliers n'auront que deux paires de robes par an, soit par achat, présent ou autrement.

Les Chevaliers qui auront 3000 livres de terre ou plus, ou les Bannerets, pourront avoir seulement trois robes par an, dont l'une sera pour l'été.

Nul Prélat ne donnera à ses compagnons qu'une paire de robes & deux chapes par an.

Tout Ecuyer n'aura que deux robes par an.

Tout garçon n'aura qu'une paire de robes par an.

Nulle Demoiselle, si elle est châtelaine, ou dame de 2000 liv. de terre, n'aura qu'une paire de robes par an.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome I, p. 541.

DÉCLARATION de Charles II, Roi de Naples, & Comte de Provence, 24 Janvier 1294.

Ce Prince , s'attribuant à lui seul & à ses successeurs le droit de conférer la Noblesse , défend de donner aux Roturiers l'Ordre de Chevalerie sans sa permission.

Histoire de Provence par M. l'Abbé Papon , Edition de Paris , 1784 , tome 3 , p. 423.

LETtres de Philippe IV , dit le Bel , 1295.

Les Nobles , soit qu'ils soient Chevaliers , Clercs , Seigneurs ou Damoiseaux , ne payeront rien de la valeur de leurs biens meubles , ni même de leur capital , *s'ils ne font point le négoce.*

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome XII , p. 334.

ORDONNANCE de Philippe-le Bel , 1296.

Tant que la guerre du Roi durera , il n'y aura ni joutes , ni tournois.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 328.

LETtres de Philippe-le Bel , 1297.

Les Capitouls de Toulouse ont la Police & le Gouvernement de la ville , ils font la recherche & la punition des crimes qui se commettent de nuit & par prévention avec le Sénéchal & le Viguiers.

Ils tiennent , suivant leur coutume , des biens nobles , sans pouvoir être contraints d'en vider leurs mains , ni d'en payer aucune finance.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 125.

LETtres de Philippe IV , 1308.

Les Nobles dans les coutumes de Charroux seront exempts des impôts , & assujettis seu-

lement à la reconstruction des ponts , routes , murs & fontaines.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome XI , p. 408.

EDIT de Philippe IV , Mars 1309.

Tout l'argent qui proviendra du droit de Chambellage , sera payé par les Evêques & Abbés , au serment de fidélité qu'ils rendront au Roi , & sera mis entre les mains du Grand-Aumônier pour être employé à marier de pauvres filles nobles.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 472.

ORDONNANCE de Louis X , dit le Hutin , 16 Mars 1314.

La prescription quadragénaire ou de quarante ans , aura lieu au Duché de Normandie , soit en matiere de Basse ou de Haute-Justice , soit en toute autre matiere , hors en celle du droit de Patronage.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 552.

LETtres de Louis X , Janvier 1315.

Il est permis aux Nobles des Etats de Languedoc de donner , en pure aumône , leurs Fiefs & leurs Aleux aux Eglises , & de les donner aux Roturiers pour récompense de services.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 617.

ORDONNANCE de Louis X , dit Hutin , du premier Avril 1315 , touchant les Fiefs & Aleux.

Il ne sera levé aucune finance pour les Aleux donnés en emphythéose ou à acapte , à moins que ce ne soit des Aleux de grande valeur avec Jurisdiction , dont l'aliénation ne peut être faite à des Roturiers.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 554.

ORDONNANCE de Louis X , Mai 1315 , rendue à la supplication des Nobles de Champagne.

Les Nobles de Champagne , en action réelle , & en accusation de crimes , ne pourront être jugés par les Baillis , s'ils ne se sont soumis volontairement aux Prévôts.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 575.

ORDONNANCE de Louis X , Mai 1315.

Les Nobles de Champagne ne pourront être appliqués à la question , que pour crimes , qui méritent la mort.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 579.

ORDONNANCE de Louis X , dit Hutin , 22 Juillet 1315.

Les Nobles & non-Nobles seront tenus de faire le service de l'arrière-Ban , nonobstant les autres services rendus à la guerre.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 588.

ORDONNANCE de Louis X , 22 Juillet 1315.

Celui qui en Normandie aura possédé par

an & jour , sera maintenu possesseur , nonobstant usage contraire.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 589.

ORDONNANCE de Philippe V , dit le Long , Mars 1320.

Les personnes non-nobles qui ont fait des acquisitions dans des Fiefs & arriere Fiefs nobles , si entre le Roi & ceux qui ont fait l'aliénation , il n'y a pas trois Seigneurs intermédiaires , quoiqu'elles tiennent ces choses à la charge de service compétent , payeront l'estimation des fruits de trois années , & si elles les possèdent affranchies des services compétens , l'estimation des fruits de quatre années.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 746.

ORDONNANCE de Charles IV , dit le Bel , 18 Juillet 1326.

Les personnes non-nobles , qui ont acquis des fonds dans les Fiefs & arriere - Fiefs du Roi , sans avoir eu le consentement de trois Seigneurs supérieurs intermédiaires , si elles possèdent ces biens avec abrégement de service , paieront la valeur des fruits de deux années.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome I , p. 798.

ORDONNANCE de Philippe de Valois , 1328.

Les personnes non-nobles payeront l'estimation des fruits de trois années , pour ce qu'elles ont acquis dans les Fiefs ou arriere-

Fiefs du Roi , pourvu qu'entre le Roi & celui qui a fait l'aliénation , il n'y ait pas trois Seigneurs intermédiaires.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 2 , p. 14.

ORDONNANCE de Philippe de Valois , 1328.

Les non-Nobles qui ont fait depuis trente ans des acquisitions dans les Fiefs & arriere-Fiefs du Roi , sans son consentement , paieront l'estimation des fruits de quatre années , quand même il y auroit plus de trois Seigneurs intermédiaires entr'eux & la personne qui a aliéné.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 2 , p. 24.

LETTRES de Philippe de Valois , 24 Août 1338.

Les non-Nobles qui achètent des Fiefs des Nobles , doivent payer une finance.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 2 , p. 130.

ORDONNANCE de Philippe de Valois , 1338 , touchant la solde des Gens de guerre.

Le Noble à pied , armé d'une tunique , d'une jambière ou gambière & d'un bassinnet , recevra pour sa solde 2 f. tournois ; s'il est mieux armé , 2 f. 6 d.

Le Chevalier , avec une bannière , aura 20 f. tournois pour sa solde.

Le Chevalier , avec une double bannière , & l'Ecuyer , avec sa bannière , recevront la solde ordinaire.

Le Roi ni ses successeurs n'exigeront rien des Barons, Comtes & Nobles, ni de leurs Sujets, Nobles ou non-Nobles pour les frais de leurs guerres.

Les Arbalétriers à pied auront 15 den., les Fantassins sans arbalette, 12 d.

Les Ecuyers ayant un cheval, du moins de 25 liv., non couvert, auront 7 s.

Un Chevalier avec bannière, 20 s.

Un simple Chevalier, 10 s.

Un Ecuyer ayant un cheval de 40 liv. au moins, couvert de fer, de cuir, de corne, 7 s. 6 den.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 2, p. 123.

LETTRES de Philippe VI, 13 Mars 1339.

Ce Prince accorde à la Chambre des Comptes, pour un temps fixé, le pouvoir d'accorder, au nom du Roi, des Lettres d'annoblissement.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 12, p. 53.

ORDONNANCE de Philippe de Valois, 1342.

Des Faussaires qui ont été justiciés pour leurs faussetés, ayant confessé que depuis dix ans, ils ont écrit, scellé, & passé plusieurs lettres de dons d'offices, & de plusieurs autres choses, il est ordonné à tous Baillis, Sénéchaux, Receveurs & autres, d'envoyer à la Chambre des Comptes de Paris tous annoblissemens faits & octroyés aux personnes demeurantes dans leurs ressorts, & qu'ils ne souffrissent pas qu'ils jouissent du bénéfice de ces Lettres

jusqu'à ce qu'elles eussent été envoyées au Roi.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 2 , p. 175.

LETTRES de Philippe de Valois , 1342.

Ce Prince donne à l'Evêque de Beauvais , son Lieutenant-Général dans le Languedoc , le pouvoir d'accorder des Lettres de Noblesse.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 8 , p. 375.

RÈGLEMENT pour les Gens de guerre , Jean premier , 1351.

Un Banneret aura 40 s. tournois de gages par jour , un Chevalier 20 s. , un Ecuyer armé 10 s. ; un valet avec lui armé de haubergeon , bassinet à camail , gorgerette , gantelet & chape , 5 s.

Les Gens d'armes seront distribués par compagnies , lesquelles seront depuis vingt-cinq jusqu'à quatre-vingt hommes , à la volonté des Capitaines. Le Connétable, les Maréchaux , le Maître des Arbalétriers , les Maîtres d'Hôtel feront une première revue de ceux qui se présenteront pour être Gens d'armes. Chaque Compagnie fera sa revue en particulier , & le Capitaine y assistera.

Les Valers ou Haubergeons passeront en revue comme les Gens d'armes.

L'Arbalétrier , qui aura bonne arbalète & sera fort , qui aura bon baudrier & sera armé de plates , de crevellièrre , de gorgerette , d'épée , de couteau , & de cuirasse de bras

de fer & de cuir , aura 3 s. tournois de gages par jour.

Le Pavoisier armé de plates ou de haubergeon , de bassinet à camail , de gorgerette , de harnas de bras , de gantelet , d'épée , de couteau , de lame , de pavois ou autre armure , aura 2 s. 6 den.

Les Piétons formeront des compagnies de vingt-cinq à trente hommes.

Le Connétable ou Capitaine aura doubles gages , & un pennoncel à queue , avec telles armes qu'il jugera à propos.

Les Arbalétriers & Pavoisiers feront une première revue , lors de laquelle seront écrits les noms & surnoms du Capitaine & de ses Compagnons.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 4 , p. 67.

ORDONNANCE de Jean premier , 1355.

Les Gens du Grand-Conseil , les Présidens du Parlement , des Requêtes ou Maîtres de l'Hôtel du Roi , les Maîtres des Comptes , les Trésoriers , Receveurs , Collecteurs , Maîtres des Eaux & Forêts , les Echançons , Sommeliers , Barilliers , Pannetiers , Maîtres d'Ecurie , Maîtres de Monnoie , Gardes , Contre-Gardes & Officiers d'icelle , Prévôts , Baillis , Procureurs du Roi , Secrétaires , & le Clerc de la marchandise de Paris de l'ave , Châtelains ou autres Juges du Roi ou de Seigneurs , ne pourront faire le commerce personnellement ni par personnes interposées , ni être associés avec des Commerçans.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 3, p. 32.

LETRES de Jean premier, Novembre 1355.

Les Serfs s'affranchissent de la servitude d'un Seigneur, en s'avouant Bourgeois du Roi.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 4, p. 721.

ORDONNANCE de Charles, fils aîné & Lieutenant de Jean premier, 1356.

Nuls Nobles ou Gens d'armes, ne pourront sortir du Royaume pendant la guerre, sans la permission du Roi.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 3, p. 138.

ORDONNANCE de Charles, fils aîné & Lieutenant de Jean premier, 1357.

Les Inféodations anciennement faites aux Habitans de Villefranche en Périgord, par des Gens d'Eglise, ou par des Nobles, sont confirmés.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 3, p. 209.

ORDONNANCE de Charles Régent, 1358.

Les Habitans de Condom, quoique non-Nobles, pourront acquérir des Fiefs nobles dans le Royaume, & même dans le Duché d'Aquitaine, sans payer de finance au Roi.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 3, p. 235.

ORDONNANCE de Jean I, 26 Février 1361.

Permission accordée par le Roi à trois Com-

missaires réformateurs par lui députés dans le Bailliage de Mâcon & dans les Sénéchaussées de Beauvais , de Toulouse , & de Carcassonne , d'annob'ir des Laïcs & de légitimer des Bâtards , sans finance ou moyennant finance.

Armorial de France , Edit. de Paris , 1734. Regist. 1er. seconde Partie , p. 657.

ORDONNANCE de Jean I , 1363.

Ce Prince nomme des Commissaires pour faire des informations sur le nombre effectif des feux de certaines villes.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 4 , p. 241.

ORDONNANCE de Charles V , 1365.

Les Secrétaires du Roi sont réduits au nombre de 11.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 4 , p. 558.

LETtres de Charles V , sans date.

Les Maire & Echevins de la Ville de S. Jean-d'Angely , au nombre de 25 , qui étoient perpétuels , obtiennent le privilège de la Noblesse pour avoir soutenu en faveur de la France les efforts des Anglois.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 123.

RÈGLEMENT fait par la Chambre des Comptes , 1366.

Les Gardes qui appartiennent au Roi dans la Normandie ne pourront être afferméés à des Nobles.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 4 , p. 719.

CHRONOLOGIQUE. 19

MANDEMENT de Charles V, Juillet 1368.

Les Lettres d'annoblissement doivent être passées par les Gens des Comptes qui fixeront la finance qui doit être payée par les impétrans de ces lettres.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 5, p. 119.

MANDEMENT de Charles V, 21 Juillet 1368.

Défenses aux Audiencier & Contrôleur de la Chancellerie Royale à Paris, de délivrer (tel commandement qui leur en fût fait par S. M.) aucunes Lettres d'Amortissement, Bourgeoisie, Légitimation & Annoblissement à telle personne que ce fût, avec injonction, aussi-tôt qu'ils les auroient scellées, de les envoyer en la Chambre des Comptes pour y être passées & y être réglé l'indemnité due à Sa Majesté, à peine pour lesdits Audiencier & Contrôleur d'être responsables en leurs noms de la somme à laquelle seroit fixée cette indemnité, dans le cas d'inexécution de leur part de cette injonction.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 657.

CHARTRES de Charles V, 1370.

Les non-Nobles nés de peres non-Nobles & meres Nobles, paieront les droits de francs-Fiefs pour les Fiefs & arriere-Fiefs qu'ils acquerront des Nobles, & pour ceux qui leur reviendront de la succession de leurs meres ou de celle de leurs parens Nobles du côté de leurs meres.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 5, p. 365.

ORDONNANCE de Charles V, 1370.

Les non-Nobles qui ont acquis des biens de personnes qui se disent Nobles, quoiqu'elles ne le soient ni d'origine, ni par Lettres Royaux d'annoblissement, ne paieront point de droits de francs-Fiefs, à moins que ces biens ne soient des Fiefs; car dans ce cas, il sera dû des droits.

Ordonnances des Rois de France, de la troisième Race, tome 5, p. 366.

ORDONNANCE de Charles V, 1370.

Les Annoblis paieront les droits de francs-Fiefs, pour les biens qu'ils auront acquis des Nobles, dans les Fiefs & arriere-Fiefs du Roi, avant leur annoblissement.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 5, p. 367.

LETRES de Charles V, 1371.

Les Citoyens de la Cité franche de Paris sont maintenus dans le privilège d'user de possessions franches, de freins dorés & autres ornemens appartenans à l'état de Chevalerie, & le droit de prendre Chevalerie armée, de même que les Nobles de lignée & de lignaige du Royaume.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 5, p. 418.

LETRES du Roi Charles V, du 9 Août 1371.

Ce Prince confirme les Bourgeois de Paris dans les privilèges de posséder Fiefs, Alleux & arriere-Fiefs, sans être tenus de payer aucune taxe pour raison desdites possessions, & dans le droit d'avoir la garde des biens de leurs enfans & parens, de se servir des orne-

CHRONOLOGIQUE. 21

mens appartenans à l'état de Chevalerie , & de porter les armes timbrées , ainsi que les Nobles d'extraction par possession immémoriale.

Ces Lettres sont énoncées dans les Lettres-Patentes du Roi , portant confirmation des privilèges des Prévôts des Marchands de Paris , du mois de Mars 1669 , rapportées ci-après.

LETTRES du 8 Novembre 1371.

Nuls Nobles pourront être reçus à enchérir les Fermes du Roi.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 657.

LETTRES de Charles V , 1372.

Les personnes non nobles & annoblies , qui auront acquis des fiefs nobles depuis 40 ans , payeront le droit de franc-fief.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome V , p. 594.

INSTRUCTION de Charles V , adressée au Gouverneur de Montpellier , 1372.

Il appartient au Roi seul de donner des lettres de nobiliation & de légitimation d'état , de sauvegarde & graces.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome V. p. 480.

ORDONNANCE de Charles V , 1372.

Les personnes annoblies , dont les lettres d'annoblissement n'auront point été expédiées à la Chambre des Comptes , payeront les droits de franc fief & d'amortissement , parce que les lettres d'amortissement ne doivent avoir d'effet qu'elles n'aient été expédiées à la Chambre des Comptes. Lorsque d

lettres d'annoblissement expédiées à la Chambre des Comptes, il ne sera pas dit formellement que ceux qui les auront obtenues pourront tenir comme nobles les biens qu'ils ont acquis, & ceux qu'ils acquerront, ils payeront le droit de francs-fiefs pour les biens qu'ils auront acquis des nobles avant le jour de la date de leurs lettres d'annoblissement.

Les Sergents d'armes & les autres Officiers du Roi qui ne seront point nobles, ou qui ne seront point annoblis par des lettres royaux expédiées en la Chambre des Comptes, payeront les droits de francs-fiefs pour les biens qu'ils acquerront des Nobles.

Ordonnance des Rois de France de la troisieme race, tome V. p. 609.

LETTRES du Roi Charles V, 8 Janvier 1372.

Le privilege de Noblesse, & le pouvoir de tenir des fiefs, même l'exemption des péages, des coutumes & de Barages, est accordé aux Maires, Echevins & Pairs de la Rochelle, & pour leurs enfans nés & à naître.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edit. de Rouen, 1734, p. 123.

LETTRES-PATENTES de Charles V, 8 Janvier 1372.

Ce Prince, en reconnoissance des services que les habitans de Poitiers lui avoient rendus contre les Anglois l'an 1371, sous le Maire Jean Régnaut, déclare nobles leur Maire & leurs 25 Echevins ou Pairs, leurs successeurs & toute leur lignée masculine & feminine, née & à naître en loyal mariage, & leur permet de tenir des fiefs & des arriere fiefs.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 122.

LETTRES de Charles V , 1373.

Création d'un Maire & d'Echevins dans la ville d'Angoulême ; avec attribution du privilège de Noblesse.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 123.

COMMISSION de Charles V , 1373. Les annoblis payeront finance , tant pour leur Noblesse , que pour les Fiefs par eux acquis avant leur Noblesse , à moins qu'ils n'en aient été exemptés par lettres du Roi. Si des hommes du Roi , tant de jurée que de morte-main , & taillables à volonté , ont obtenu des lettres de Noblesse , dans lesquelles il n'ait pas été fait mention de leur état , ces lettres seront déclarées subreptices , & ils payeront les droits de francs-fiefs.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome VI , p. 512.

RÈGLEMENT de Charles V , 18 Mai 1373.

Les personnes annoblies depuis 40 ans payeront finance selon leurs facultés , par rapport à leur annoblissement . à moins qu'elles n'en aient été exemptées par des lettres royaux expédiées en la Chambre des Compres. Si des bourgeois ou des gens de morte-main ou autrement , taillables à volonté , ont été annoblis , & que dans les lettres d'annoblissement , il n'ait pas été fait mention de leur état , ces lettres seront nulles comme subreptices , & ils payeront finance pour les biens nobles par eux acquis depuis ces lettres.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome V , p. 612.

LETTRES de Charles V , 24 Février 1374.

Ce Prince accorde le privilège de la Noblesse à un particulier qui se prétendoit Noble , mais qui n'avoit pu prouver suffisamment sa Noblesse , à la charge par celui-ci de payer 100 l.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race , tome VI , p. 126.

ORDONNANCE de la Chambre des Comptes , 14 Février 1375.

Sur ce qu'il fut proposé au Conseil du Roi , étant dans la Chambre des Comptes de Paris , si , lorsqu'un Noble vendoit à un Roturier un Fief qu'il tenoit du Roi , ou quelque chose qui dépendoit de ce Fief , le Receveur pour le Roi , qui , comme il étoit ordinaire , demandoit les lods de cette vente , devoit prendre ce droit sur l'indemnité due au Receveur-Général des Finances , le Conseil a décidé que le Receveur pour le Roi doit d'abord être payé des droits de lods , & qu'ensuite l'indemnité doit être payée aux Receveurs Généraux , sans aucune imputation de ces droits de lods.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 658.

LETTRES de Charles V , 21 Mai 1375.

Ce Prince accorde , moyennant une somme par composition , le privilège de la Noblesse à un particulier qui vouloit prouver sa Noblesse par certaines Lettres de certification faites sous le scel aux causes de la Ville d'Abbeville.

Ordonnances

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 6, p. 127.

LETTRES de Charles V, 10 Mars 1376.

Ce Prince accorde, moyennant une somme par composition, le privilège de Noblesse à un particulier qui proposoit de prouver sa Noblesse par témoins.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 6, p. 127.

LETTRES de Charles V, 4 Août 1377.

Ce Prince accorde, moyennant une somme par composition, le privilège de la Noblesse à un particulier qui, pour preuve de sa Noblesse, produisoit plusieurs Lettres scellées des sceaux de plusieurs Chevaliers de son lignage, & qui demandoit à faire une Enquête.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 6, p. 127.

LETTRES de Charles VI, 1380.

Ce Monarque donne au Duc de Berry, son frere & son Lieutenant dans le Languedoc & autres pays, le pouvoir d'accorder des Lettres d'annoblissement, & de faire payer finance aux annoblis.

Ordonnances des Rois de France de la troisième Race, tome 6, p. 529.

LETTRES de Charles VI, Février 1380.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la Rochelle leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edit. de Rouen, 1734, p. 122.

LETTRES de Charles VI, 1381.

Dans le Briançonnois, les Officiers Del-

phinaux & les Nobles ne pourront prendre à ferme les biens appartenans à l'Eglise, sous peine de 50 marcs d'argent fin. Les baux faits avant la date de ces Lettres, seront néanmoins exécutés.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 7, p. 731.

LETTRES de Charles VI, 1382.

Aucunes Fermes des Aides ne seront baillées ni délivrées à aucuns Gens Nobles, ni à autres qui soient tenus & obligés au Roi.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 7, p. 748.

LETTRES de Charles VI, 1383.

Sa Majesté ayant ordonné & fait publier que tous Nobles, Annoblis & tenans Fiefs vinssent, sur de grandes peines, servir dans les guerres, montés & armés; les Gens des Comptes à Paris & les Clercs d'en bas de ladite Chambre en sont exemptés, sans être obligés de payer aucune finance à ce sujet, par rapport aux Fiefs qu'ils possèdent.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 7, p. 26.

LETTRES de Charles VI, 1385.

Sa Majesté ordonne la levée d'un impôt sur toutes sortes de personnes, excepté Clercs, Bénéficiers & Nobles qui ont accoustumé de s'armer & qui de jour en jour s'arment.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race, tome 7, p. 759.

ORDONNANCE de Charles VI, 11 Février 1385.

Les non-Nobles qui, sans le consentement du Roi, auront depuis 40 ans acquis des Fiefs, arriere-Fiefs dans la Censive de S. M., seront tenus de les mettre hors de leurs mains sans fraude, sinon le Roi s'en emparera.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 658.

LETTRES de Charles VI, 1388.

Les Généraux des Aides veilleront à ce que aucuns Nobles, Officiers Royaux, ni Officiers des Seigneurs ne prennent & ne fassent prendre par leurs Gens, Officiers, Serviteurs ou autres, aucunes des Fermes des Aides.

Ordonnances des Rois de France de la troisieme race, tome 7, p. 248.

LETTRES de Philippe de Valois, 1388.

Ce Prince donne au Comte de Valentinois & de Diois, qu'il avoit fait son Lieutenant dans le Languedoc, le pouvoir d'accorder des Lettres d'annoblissement.

Ordonnances des Rois de France de la troisieme race, tom. 7, p. 195.

CHARTRE de Charles VI, 5 Août 1390.

Ce Prince confirme le privilège de Noblesse accordé aux Parisiens par Charles V, le 9 Août 1371, & leur permet en outre de se parer d'habillemens appartenans à l'Etat de la Chevalerie, comme Nobles d'origine, & de faire porter des brides d'or à leurs chevaux.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 122.

LETTRES de Charles VI, 1393.

Aucuns Nobles ou Officiers ne seront reçus

à mettre à prix aucunes des Fermes des Aides , ni à les renchérir , si ce n'est après un très-long délai.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 7 , p. 583.

LETTRES de Charles VI , 1400.

Parmi ceux qu'on élira pour remplir les places des Officiers du Parlement , qui vaqueront , il y sera pris & mis de nobles personnes qui seront à ce suffisantes.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 8 , p. 416.

LETTRES de Charles VI , du 10 Septembre 1409.

Les privilèges accordés aux Prévôt des Marchands¹ ; Echevins de Paris , leur sont confirmés.

Ces Lettres sont énoncées dans les Lettres-Patentes du mois de Mars 1669 , rapportées ci-après.

LETTRES de Charles VI , 1410.

Les Sergens d'armes , qui ne sont pas nobles , sont annoblis lorsqu'ils sont créés , sans être tenus de prendre des Lettres d'annoblissement.

Ordonnances des Rois de France de la troisième race , tome 9 , p. 541.

LETTRES de Jean , fils de France , Duc de Berry , & Comte de Poitou , 6 Juillet 1414.

L'Hôtel-de-Ville de Niort jouissoit , non-seulement du privilège de Noblesse , mais ses

CHRONOLOGIQUE.

Habitans avoient aussi l'exemption du
arrière Ban.

Traité de la Noblesse, par la Roque, de Rouen, 1734, p. 125.

LETTRES de Charles VII, alors Dauphin, 1419.

Les Capitouls de la ville de Toulou
ceux qui en auront exercé la charge, a
leur qualité, tant eux que leurs enf
postérité, pourront posséder toute so
Fiefs, de quelque nature qu'ils soient
payer finance.

Traité de la Noblesse, par Laroque, de Rouen, 1734, p. 130.

LETTRES de Charles Dauphin, 5. Août 1421.

Ce Prince voulant secourir Dreux, &
battre les Ennemis, donne ordre au G
neur de Dauphiné, de convoquer les
& tenans Fiefs & arrière Fiefs audit
pour se trouver en armes le 25 Novem
Vendôme, sur peine de confiscation de
& de biens, démolition de maisons, pri
de Forteresses, & des prérogatives a
blesse.

*Ordonnances des Rois de France de
sième race, tome 11, p. 126 & 127.*

LETTRES de Charles VII, 15 Mars

Le privilege de Noblesse accordé à
de la Rochelle lui est confirmé.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 123.

LETTRES de Charles VII , 1425.

Ce Prince confirme les privilèges qu'il avoit accordés en 1419 , aux Capitouls de Toulouse.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 131.

LETTRES de Charles VII , année 1437.

Les privilèges accordés aux Prévôt des Marchands & Echevins de Paris , leur sont confirmés.

Ces Lettres sont énoncées dans des Lettres-Patentes du Roi , du mois de Mars 1669 , rapportées ci-après.

LETTRES du Roi Charles VII , du mois de Septembre 1441.

Les privilèges accordés aux Prévôt des Marchands & Echevins de Paris , leur sont confirmés.

Ces Lettres sont énoncées dans des Lettres-Patentes du Roi , du mois de Mars 1669 , rapportées ci-après.

LETTRES de Charles VII , Avril 1444.

Ce Prince accorde aux deux Administrateurs de la ville de Saint-Maixent , en récompense de leur fidélité à son service , le privilège de la Noblesse.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 123.

LETTRES de Charles VII , 1459.

Les habitans de Bourges peuvent tenir des

Fiefs & des arriere Fiefs comme Noble sont exemptés du Ban & arriere-Ban.

Traité de la Noblesse , par Laroque , éa de Rouen , 1734 , p. 133.

LETTRES de Louis XI , Février 1461

Le privilege de Noblesse , avec perm de parvenir à l'état de Chevalerie , & de des fiefs , sans payer finance , & avec ex tion du Ban & arriere-Ban , est accord Maire de Tours , qui est annuel , & vingt-quatre Echevins qui sont perpétu à vie.

Traité de la Noblesse , par Laroque , éa de Rouen , 1734 , p. 123.

LETTRES de Louis XI , Novembre 1461

Le Maire , les douze Echevins & les c Conseillers jurés de la Maison commun Niort sont honorés du titre de Nobles , pouvoir de tenir tous Fiefs , arriere-Fiefs autres Droits noblement , sans payer au finance.

Ces Lettres d'annoblissement vérifiées Chambre des Comptes de Paris le 5 Fé 1462 , à la charge que le Maire , les c Echevins , les douze Conseillers jurés , étoient alors , & qui seroient à venir , vivre noblement , & serviroient le Roi & ses successeurs , quand les Nobles du pays seroient ma

Traité de la Noblesse , par Laroque , éa de Rouen , 1734 , p. 124

LETTRES de Louis XI , Novembre 1461

Le privilege de la Noblesse accordé à la de la Rochelle , lui est confirmé.

Traité de la Noblesse, par Laroque, édition de Rouen, 1734, p. 123.

CHARTRE de LOUIS XI, 18 Février 1464.

Les Parisiens sont confirmés dans leurs privilèges de Noblesse & exemptés du Ban & arrière Ban.

Traité de la Noblesse, par Laroque, édition de Rouen, 1734, p. 122.

LETTRES-PATENTES du Roi Louis XI, du mois de Septembre 1465.

Les Bourgeois de Paris ne pourront être contraints de loger en ladite ville aucuns Officiers du Roi, Gens de guerre & autres par fourriers & autrement, si bon ne leur semble.

Ces Lettres sont énoncées dans des Lettres-Patentes du Roi, du mois de Mars 1669, rapportées ci-après.

LETTRES PATENTEL du Roi Louis XI, du 14 Octobre 1465.

Ces Lettres déclarent les Prévôt des Marchands de Paris, & les Echevins exempts de tous subsides, tailles, aides & subventions quelconques, pendant qu'ils sont en charge seulement.

Ces Lettres sont énoncées dans les Lettres-Patentes du mois de Mars 1669, rapportées ci-après.

CHARTRE de Louis XI, Novembre 1465.

Les privilèges de Noblesse & de l'exemption du Ban & arrière-Ban accordés aux Parisiens, leur sont de nouveau confirmés.

Traité de la Noblesse, par Laroque, édition de Rouen, 1734, p. 122.

LETTRES-PATENTES du Roi Louis XI, du 9 Novembre 1465.

Ce Prince confirme les Bourgeois de Paris dans les Privilèges de ne pouvoir être tirés hors des murs & clôtures de cette ville, pour plaider ailleurs, s'il ne leur plaît. Par ces mêmes Lettres, les Nobles & les Bourgeois tenans Fiefs & arrières-Fiefs, ne seront point tenus de servir au Ban ou arrière-Ban.

Ces Lettres sont énoncées dans celles du mois de Mars 1669, rapportées ci-après.

LETTRES de Louis XI, 4 Mars 1466, vérifiées en la Cour des Aides le 23 desdits mois & an, & enregistrées devant les Elus de Poitou, sur le fait des aides pour la guerre, le 26 Mars 1467.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire, douze Echevins, & douze Conseillers-jurés de la ville de Niort, leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 124.

STATUTS de l'Ordre de Saint Michel, par Louis XI, premier Août 1469.

A R T. Ier.

En l'Ordre de S. Michel, y aura trente-six Chevaliers Gentilshommes de nom & d'armes, sans reproche, dont le Roi sera le Chef & Souverain en sa vie, & après ses successeurs Rois de France.

Ces Statuts sont imprimés.

LETTRES du Roi Louis XI, 24 Mars 1471.

Ce Prince accorde à la ville de Toulouse le privilège d'annoblir ses huit Capitouls.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 125.

CHARTRE de Louis XI , 11 Février 1474 , enregistrée au Parlement , à la Chambre des Comptes , à la Cour des Aides , & à la Chambre du Trésor.

Création d'un Corps de ville à Angers , composé d'un Maire , de dix-huit Echevins , de trente-six Conseillers , d'un Procureur & d'un Clerc de ville , avec attribution du privilège de Noblesse , & de la faculté de partager noblement , de même que leur postérité née & à naître en loyal mariage.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 134.

LETTRES de Louis XI , Mai 1474 , registrées à la Chambre des Comptes de Paris , le 26 Août 1475.

Annoblissement du Maire & des douze Echevins de la ville de Bourges.

Ces Lettres ont été renouvelées dans le mois de Juin de la même année.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 133.

EDIT du Roi , du mois de Novembre 1482.

Création de l'ancien Collège des Secrétaires du Roi , Maison , Couronne de France & de ses Finances , au nombre de 60 , Sa Majesté comprise comme Chef.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 658.

LETTRES de Charles VIII , Décembre 1483.

Le Privilège de Noblesse accordé à la ville de la Rochelle , lui est confirmé,

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 123.

LETTRES de Charles VIII , 1483.

Le Privilège de Noblesse accordé aux Maire, Echevins & Conseillers jurés de la ville de Niort leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 24.

LETTRES-PATENTES du Roi Charles VIII , 1483.

Les privilèges accordés aux bourgeois, habitans , & de la ville de Paris leur sont confirmés.

Ces Lettres sont énoncées dans les Lettres-Patentes du mois de Mars 1669 , rapportées ci-après.

LETTRES-PATENTES du Roi Charles VIII , du mois de Février 1484.

Ce Prince confirme les Clercs, Notaires & Secrétaires de la maison & Couronne de France , dans tous les privilèges qui leur avoient été accordés par les Rois ses prédécesseurs , & les annoblit en tant que de besoin, ensemble leurs enfans & postérité mâle & femelle, née & à naître en légitime mariage, les déclare capables de recevoir tous ordres de Chevalerie , comme si leur noblesse étoit ancienne , & au-delà de la quatrième génération, sans être tenus de payer aucune finance.

Armorial de France, Registre premiere, seconde Partie, p. 658.

DÉCLARATION du Roi, 17 Décembre 1485.

Les draps d'or & d'argent, soie en robes ou doublures, défendus à tous Sujets, excepté aux Nobles, vivans noblement, issus de bonne & ancienne Noblesse, sans dérogeance, auxquels il est permis de s'habiller de soie, savoir aux Chevaliers dont le revenu seroit de 2000 liv. permis de porter toutes sortes de draps de soie, & aux Ecuyers dont le revenu seroit pareil, permis de porter des draps de damas & satins figurés, mais point de velours, tant cramoisi qu'autre.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 659.

LETTRES-PATENTES de Charles VIII, 17 Juin 1487.

S. M. crée un Maréchal d'armes des François, & ordonne le catalogue de tous les noms & armes des Ducs, premiers Comtes, Barons, Châtelains & autres gens nobles du Royaume.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 659.

LETTRES de Charles VIII, Avril 1491.

Le privilege de Noblesse est confirmé aux Maire & Echevins de la ville de Bourges, lesquels sont réduits à 4.

Le Maire doit être natif de Bourges, & leur noblesse sera révoquée, si eux & leur postérité faisoient des actes dérogeans, comme le commerce & trafic de marchandise, &

s'ils exerçoient l'office de Notaire ou de Procureur.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 133.

LETTRES-PATENTES de Charles VIII, Décembre 1495 ou 1496.

Annoblissement des Echevins ou Consuls de la ville de Lyon , au nombre de 12.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 135.

LETTRES de Louis XII , Juin 1498.

Le privilege de Noblesse accordé aux Echevins de Lyon leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 135.

LETTRES de Louis XII , Juin 1498.

Le privilege de la Noblesse accordé à la ville de la Rochelle lui est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 123.

DÉCLARATION du Roi , 6 Septembre 1500.

S. M. permet à Me. Jean le Prévôt, Ecuyer, d'exercer l'office de Procureur en la Chambre des Comptes , sans déroger & sans qu'il soit contrainr à payer aucuns aides , l'en ayant exempté.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 660.

LETTRES de Louis XII , 1508.

Le privilege de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Niort ; leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 124.

CHARTRE de Louis XII , 1512.

Le privilege de Noblesse accordé aux Parisiens leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 122.

LETTRES de François I , 1514 , aliàs , 1515.

Le privilege de Noblesse accordé aux Maires , Echevins & Conseillers Jurés de la ville de Niort leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 124.

LETTRES de François I , Mars 1514.

Le Privilege de Noblesse accordé aux Maires & Echevins de la ville de la Rochelle leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 123.

CHARTRE de François I , 1515.

Le privilege de Noblesse accordé aux Parisiens leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 122.

LETTRES-PATENTES , Décembre 1518.

Les privileges accordés aux Secrétaires du Roi , maison , Couronne de France & de ses Finances leur sont confirmés.

Ces privileges ont été renouvelés par Déclaration de 1519 , & Lettres Patentes du 14 Octobre 1537.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 660.

CHRONOLOGIQUE. 39

LETTRES de François I, du 6 Septembre 1520.

Défenses à tous roturiers de tenir des héritages féodaux.

Ces Lettres sont imprimées.

LETTRES - PATENTES de François I, 1534, enregistrées devant le Sénéchal de Poitou, le 8 Août 1536.

Le privilege de Noblesse accordé aux Maire, chevins & Conseillers Jurés de Niort leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 124.

LETTRES-PATENTES du Roi, année 1536.

S. M. accorde aux 24 Conseillers de la ville de Paris d'avoir leurs causes commises aux Requetes du Palais à Paris.

Ces Lettres sont énoncées dans les Lettres-Patentes du Roi, du mois de Mars 1669, rapportées ci-après.

LETTRES-PATENTES de François I, 1536.

Ce Prince annoblit le majeur & les 4 Echevins de la ville de Péronne, en reconnoissance de la courageuse défense des habitans lorsqu'elle fut assiégée & battue en la même année, de 60 pieces de canons, par l'armée de l'Empereur Charles-Quint, que commandoient les Comtes de Nassau & de Reux, qui furent contraints de lever le siège.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 136

LETTRES-PATENTES, 4 Avril 1540.

Défenses aux Gentilshommes & aux gens

d'Ordonnance de prendre ni tenir aucunes fermes, à peine d'être imposés à la taille.

Compilation chronologique de Blanchard ;
Tome I. p. 531.

DÉCLARATION du 26 Mars 1543.

Tous biens & héritages ruraux & d'ancienne contribution, situés au pays de Languedoc, en telles mains qu'ils puissent tomber, d'Ecclésiastiques, Chapitres nobles ou gens de Cour souveraine, Docteurs ès universités, ou en Médecine, & Monnoyeurs, seront sujets à la taille, excepté ceux qui appartiendront aux Secrétaires du Roi & de la Maison & Couronne de France.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 660.

LETTRES-PATENTES du Roi, du mois de Septembre 1543.

Sa Majesté accorde aux Prévôt des Marchands & Echevins, Procureur, Greffier & Receveurs de la Ville de Paris, d'avoir leurs causes commises aux Requêtes du Palais du Roi à Paris.

Ces Lettres sont énoncées dans celles du mois de Mars 1669, rapportées ci après.

DÉCLARATION du 8 Décembre 1543.

Défenses à tous Princes, Seigneurs & Gentilshommes, à l'exception du Dauphin & du Duc d'Orléans, de porter aucun drap d'or ni d'argent, toile d'or ou d'argent, parfures, broderies, passemens d'or ni d'argent, velours ni soie barrés d'or ni argent en tels habillemens que ce soit, sinon sur les harnois.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 660.

LETTRES de François I , Janvier 1544.

Le privilege de Noblesse accordé aux Echevins de la ville de Lyon leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition Rouen , 1734 , p. 135.

DÉCLARATION , 9 Octobre 1546.

Ceux qui se disent Nobles , sans justifier par qualité , seront imposés aux rôles des tailles & subsides ordinaires.

Compilation chronologique de Blanchard , tome I. p. 603.

LETTRES de Henri II , 1547 , registrées à la Chambre des Comptes le 2 Mai 1552.

Le privilege de Noblesse accordé aux Maires , Echevins de la ville de Niort , leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 124.

LETTRES de Henri II , 1547.

Le privilege de Noblesse accordé aux Maires & Echevins de la ville de la Rochelle leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 123.

LETTRES de Henri II , du 7 Janvier 1547.

Injonction à toutes personnes non Nobles possédant fiefs , d'en fournir déclaration pour en payer le droit.

Ces Lettres sont imprimées.

DÉCLARATION du Roi , 9 Mai 1547.

Défenses à toutes personnes , exceptées

les Princesses du sang, & les Dames & Demoiselles étant à leur suite, de porter en habillemens aucuns draps ni toiles d'or & d'argent, parfilures, broderies, passemens, orfèvreries, cordons, canetilles, velours, satins & taffetas barrés d'or & d'argent, sinon les harnois, à peine de 1000 écus d'amende.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 660.

DÉCLARATION du Roi, 12 Juillet 1549

Défenses à toutes personnes de porter les robes en habits ni autres ornemens, aucuns draps d'or ou d'argent, parfilures, broderies, passemens, aboutissemens, orfèvreries, boutons, canetilles, velours, satins ou taffetas mêlés, couverts ou tracés d'or ou d'argent.

Permis aux Princes & Princesses de porter en robes tous draps de soie rouge, cramoisi, avec défenses à qui ce fût de porter de ces étoffes, sinon aux Gentilshommes, en pourpoint & en haut-de-chausses, & les Dames & demoiselles, en jupes & en manches. Permis aussi aux filles nourries dans les maisons des dites Princesses de porter des robes de velours de toute autre couleur que le cramoisi, avec défenses à celles qui étoient au service des dites Princesses & filles de porter d'autre velours que le noir & le tanné, & en draps de soie les couleurs non défendues.

Les Pages, soit des Princes, Seigneurs ou Gentilshommes, ne seront habillés que de

drap avec une bande de broderie de soie ou de velours.

Défenses à toutes bourgeoisies de change d'état, à moins que leurs maris ne soient Gentilshommes.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 661.

LETTRES de Henri II, Septembre 1550.

Le privilege de Noblesse accordé aux Echevins de la ville de Lyon leur est confirmé.

Traité de la Noblesse, par Laroque, édition de Rouen, 1734, p. 135.

EDIT du Roi, Janvier 1551.

Création d'une charge de Secrétaire du Roi audiençier en la Chancellerie du Parlement de Rouen, avec concession en faveur de ceux qui en seront pourvus des mêmes droits & privileges attribués aux Notaires, Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France.

Cet Edit est imprimé.

• DÉCLARATION du Roi Henri II, 1552.

Les Capitouls de la ville de Toulouse, & ceux qui l'auront été, jouissent des mêmes privileges & honneurs que les autres Nobles du Royaume.

Ce Prince avoit précédemment confirmé leur privilege de Noblesse.

Traité de la Noblesse, par Laroque, édition de Rouen, 1734, p. 132.

CHARTRE de Henri II, 1553.

Les privileges de Noblesse accordés aux Parisiens, leur sont confirmés.

• *Traité de la Noblesse, par Laroque, édition de Rouen, 1734, p. 122.*

LETTRES de Henri II , Octobre 1554.

Le privilege de Noblesse accordé aux Echevins de Lyon leur est confirmé.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 135.

ORDONNANCE du Roi Henri II , donnée à Amboise , 26 Mars 1555 , avant Paques , & publiées en la Cour des Aides & Finances de Normandie , le 23 Avril après Pâques 1556.

A B T. 7.

Défenses sont faites d'usurper la qualité de Noblesse , sous peine de 1000 liv. d'amende.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 384.

LETTRES de François II , 1559.

Création d'un corps, college & communauté dans la ville de Nantes , dont les manans & habitans éliroient entr'eux un Maire tous les ans , & dix Echevins de 3 en 3 ans , lesquels jouiroient de la qualité de la Noblesse , & de tels & semblables privileges que le Maire & les Echevins d'Angers.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 136.

LETTRES de François II , 1559 , enregistrées à la Cour des Aides le 16 Avril 1560.

Les privileges de Noblesse accordés aux Maire & Echevins de la ville de Niort , leur sont confirmés.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 124.

LETTRES de François II , Octobre 1559.

Le privilege de Noblesse , accordé aux Echevins de la ville de Lyon , leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 135.

LETTRES de François II , Décembre 1559.

Le privilege de Noblesses accordé aux Maires & Echevins de la ville de la Rochelle leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 123.

EDIT de Charles IX , 1560.

ART. 59.

Défenses à tous Gentilshommes de faire le trafic de marchandises , de prendre ou tenir fermes par eux ou personnes interposées , à peine auxd. Gentilshommes d'être privés des privilèges de la Noblesse , & imposés à la taille ; & quant aux Officiers , de privation de leur état.

ART. 110.

Ceux qui usurperont le nom & titre de Noblesse , ou porteront armoiries timbrées , seront mulctés d'amendes arbitraires.

ART. 123.

Afin que les Gentilshommes puissent se retenir des bienfaits de S. M. & être employés à son service , Elle ordonne qu'aucun ne pourra à l'avenir être pourvu de deux charges de Capitaines , ni tenir deux offices & charges dans les hôtels & maison de S. M.

*Armorial de France , Registre premier ,
seconde Partie , p. 661.*

ORDONNANCE du Roi Charles IX , faite aux
Etats d'Orléans , l'an 1560.

Ceux qui usurperont faussement & contre
vérité le titre de Noblesse , prendront ou por-
teront armoiries timbrées , seront par nos Ju-
ges mulctés d'amende arbitraire , & au paie-
ment d'icelles contraints par toutes voies.

*Traité de la Noblesse par Laroque , Edition
de Rouen , 1734 , p. 384.*

LETTRES de Charles IX , 9 Décembre 1560 ,
registrées en Parlement le 19.

Le Privilège de Noblesse accordé aux Mai-
res & Echevins de la ville de Niort leur est
confirmé.

*Traité de la Noblesse par Laroque , Edition
de Rouen , 1734 , p. 124.*

DÉCLARATION , 22 Avril 1561.

Défenses à tous Ecclésiastiques de porter
aucun drap de soie , avec injonction de porter
des habits longs , décens & convenables à leur
profession.

Les Cardinaux porteront toutes soies dis-
crètement , sans aucune superfluité ni enri-
chissement.

Les Archevêques & Evêques porteront des
robes de damas & de taffetas avec des pour-
points ou soutanes de velours ou de satin.

Permis aux seuls Princes & Princesses &
Ducs , de porter aucuns draps & toiles d'argent
ou d'or , d'user de parfitures , de broderies , de
passemens , de franges , de tortils ou de can-

tilles, bords ou bandes, recamures, velours ou soies barrés d'or ou d'argent, soit en robes, soie, pourpoints, chausses ou autres habillemens.

Défenses à tous Hommes & Femmes d'user dans leurs habillemens, ou dans ceux de leurs enfans, aucunes bandes de broderies, piquures ou emboutissemens de soie, passemens, franges, tortils ou canetilles, bords ou bande de quelque sorte que ce soit, si ce n'est seulement un bord de velours ou de soie de la largeur d'un doigt, ou pour le plus de deux bords chenettes ou arriere-points au bord de leurs habillemens, sur peine de 200 liv. parisis d'amende.

Permis aux Dames & Demoiselles de maison, qui demeurent à la campagne & hors des villes, de s'habiller de robes de draps de soie de toutes couleurs, selon leur état & qualité, sans aucun enrichissement.

Permis pareillement aux Dames veuves l'usage de toutes étoffes de soie, excepté celle de serge & de Camelot de soie, taffetas, damas, satins & velours plein; & quant à celles demeurant à la campagne, & hors des villes, sans aucun enrichissement, ni autre bord que celui qui seroit mis pour éviter la couture.

Défenses à tous Seigneurs & Gentilshommes, & à toutes autres personnes, de faire porter à leurs Pages aucuns draps de soie, broderie, bande de velours, ni autres enrichissemens.

Défenses aussi aux Prétidens , Maîtres Requêtes , Conseillers de Cours souverains du Grand Conseil , Gens des Comptes , tous Officiers & Ministres de Justice , & généralement à tous Officiers & Sujets demorans dans les villes du Royaume , de porter aucuns habillemens de soie , si ce n'est quant aux hommes pour les pourpoints , pour les femmes , jupes , manchons , doublures de manches , sans aucun enrichissement.

Ne pourront lefdites femmes porter dorure à la tête , de telle sorte qu'elles soient , jusqu'à la première année de leur mariage , & seront les chaînes , carcans & brasselets , qu'elles porteront , sans aucun émail , à peine de 200 livres parisis d'amende.

Défenses aux Trésoriers Généraux de France , Généraux des Finances , Notaires , Secretaires de Sa Majesté , sinon ceux étant en sa suite , de porter la soie en robes , bonnets , fouliers.

Défenses aux Artisans , Gens de métier , Serviteurs & Laquais , de l'usage de toutes soies , même en doublure , à peine de 50 livres d'amende , en cas de contravention par les Gens de métier , & de prison & confiscation d'habits contre les Serviteurs & Laquais.

*Armorial de France , Registre premier
seconde Partie , p. 662.*

EDIT de Philippe II , Roi d'Espagne , Souverain des Pays-Bas & Comté de Bourgogne , du 22 Juillet 1562.

Ce Prince rétablit à Dôle la Chambre des Comptes, qui avoit été incorporée à celle de Lille depuis l'année 1500.

Cet Edit est énoncé dans celui du mois d'Août 1706, rapporté ci-après.

DÉCLARATION du Roi, 28 Janvier 1563.

Défenses à toutes personnes d'enrichir leurs habillemens d'aucuns boutons, plaques, éguillettes & bijoux d'orfèvrerie.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 663.

DÉCLARATION du Roi, 10 Février 1563.

Les Présidens, Maîtres des Requêtes & Conseillers des Cours souveraines, Présidens & Maîtres des Comptes ordinaires, les Présidens & Généraux des Aides, les Trésoriers de France & Généraux des Finances, les Notaires, & Secrétaires & Trésoriers de l'Epargne, de l'ordinaire & extraordinaire des Guerres & de la Maison du Roi, porteront en robes le taffetas, & le saïn de soie, & non autre sorte de soie quelle qu'elle soit, pourvu, quant aux Officiers de Cours souveraines, que ce soit dans les Cours de Parlemens.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 663.

DÉCLARATION de Charles IX, 16 Août 1563.

Défense à tous Gentilshommes ayant gages, solde & état de Sa Majesté, de demeurer au Service d'aucun autre Prince ou Seigneur.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 663.

DÉCLARATION du Roi, 13 Janvier 1567.
 Les Montres de la Gendarmerie seront faites par Gentilshommes anciens, & bien expérimentés au fait de la Gendarmerie.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 663.

RÈGLEMENT, du 4 Février 1567.

Tous Gens d'Eglise se vêtiront d'habits modestes, convenables à leur état, sans qu'ils puissent porter aucun drap de soie, à l'exception des Cardinaux, lesquels en useront discrètement sans aucun enrichissement, & les Archevêques & Evêques pourront porter des robes de taffetas ou de Damas pour le plus, & du velours & satin plein pour les pourpoints & fourrures.

Les freres & sœurs du Roi, les oncles & tantes, les Princes & Princesses, Ducs & Duchesses seulement, pourront avoir des habits de drap ou toile d'or & d'argent, user de parures, de broderies, de passements, de torseils, de canilles, de recamures, de velours & de soie, ou toiles barrées d'or ou d'argent.

Tous Seigneurs, Gentilshommes & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, ne pourront faire porter à leurs Pages aucuns draps de soie, broderies, velours, ni autres enrichissements de soie, le tout réservé seulement aux Pages du Roi, de la Reine, & à ceux des Princes & Princesses, Ducs & Duchesses.

Les Gentilshommes, Dames & Demoiselles demeurans à la campagne hors des villes,

CHRONOLOGIQUE. 51

pourront s'habiller de robe de soie de toutes couleurs.

L'usage des robes de soie permis seulement aux Présidens des Cours souveraines, Maîtres les Requêtes de l'Hôtel du Roi, & Trésoriers Généraux de France, & leurs Femmes & Demoiselles pourront porter toutes soies en robes sans le velours; permis aussi aux Conseillers les Parlemens, Maîtres des Comptes, Conseillers en la Cour des Aides, Avocats, Procureurs-Généraux & Greffiers desdites Cours, Lieutenans Civils & Criminels des Sieges principaux du Royaume, Secretaires de la Chancellerie & Maison de France; toutes Personnes nobles vivans noblement dans les villes, & Receveurs Généraux des Provinces, & à leurs Femmes, Demoiselles de porter du taffetas & satin de soie en robes, même aux femmes de porter des jupes, manchons, doublures de manches de robes, de toutes sortes de soie & couleur, excepté le cramoiisi, & sans aucun enrichissement.

Dans la permission de porter le taffetas ne sont compris les taffetas veloutés ni chenillés, mais seulement le taffetas plein & sans déguisement.

Lesdites Demoiselles ne pourront porter diadèmes en leur tête, de quelque sorte qu'elles soient, sinon la première année qu'elles seront mariées, mais seulement des chaînes, caréans & brasselets sans émail, le Roi en interdisant l'usage dans le Royaume.

Les femmes de Marchands & autres de moye

état, ne pourront porter des perles ni autres dorures, sinon en brasselets.

Défenses aux Artisans, Gens de métier, Manouvriers, Valets & Laquais, de porter aucunes soies dans leurs habits, même en doublures, & de porter d'autres souliers que de cuir, sans mules ni chausses.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 663.

EDIT du Roi, Janvier 1568.

Sa Majesté anoblit, moyennant finance, douze personnes, qui seroient nommées par Elle, & qui jouiroient eux & leur postérité mâle & femelle, née & à naître, en loyal mariage, de tous les Privileges dont jouissoient les Gentilshommes du Royaume, comme s'ils étoient extraits d'ancienne Race noble.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 664.

EDIT du Roi, du mois d'Août 1568.

Sa Majesté rétablit les Chambres des Comptes de Dijon, Dauphiné, Provence, Montpellier, Nantes & autres.

Cet Edit est énoncé dans les Lettres-Patentes du mois de Février 1715, rapportées ci-après.

LETTRES de Charles IX, Avril 1570.

Le privilège de la Noblesse accordé aux Echevins de la Ville de Lyon leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 135.

DÉCLARATION du Souverain de Dombes, du mois d'Avril 1571.

Ce Prince accorde la Noblesse au premier

regre aux Officiers du Conseil & du Parlement de Dombes.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 16 Avril 1571.

Défenses à tous Gentilshommes, sous quelque prétexte que ce soit, de jouir des revenus des bénéfices, même de les prendre à ferme, à peine, dans le premier cas, d'être procédé contre eux extraordinairement, & dans le second, d'être déclarés Roturiers.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde partie, p. 664.

ORDONNANCE de Charles IX, 14 Octobre 1571.

Le Roi ayant été averti que par erreur quelques Lettres de naturalité & de légitimation avoient été adressées au Parlement de Paris, quoiqu'elles l'eussent toujours été à la Chambre des Comptes seule, S. M. mande à ses amés & à ceux les Gens desdits Comptes à Paris, de n'avoir aucun égard, ni aucune foi à toutes Lettres de naturalité adressées à ladite Cour de Parlement; mais qu'ils eussent à les faire réformer, voulant qu'elles fussent adressées à eux seuls, comme elles l'avoient été de tout temps.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 664.

LETtres de Charles IX, 1572.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la Ville de la Rochelle leur est de nouveau confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edit. de Rouen, 1734, p. 123.

DÉCLARATION du Roi, 15 Février 1573.

Défenses à toutes personnes, hommes & enfans au-dessous de l'âge de 10 ans, de porter en habillemens, ni autres ornemens, aucuns draps ni toiles d'or & d'argent, parfilures, broderies, &c. ; & aux femmes, de porter bordures, carcans, serre-tête, chaînes & ceintures de perles & de pierreries, & permis à elles seules de porter dorures, bordures & chaînes d'or sans émail.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 664.

LETTRES de Henri III, 1576.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la Ville de la Rochelle leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 123.

LETTRES de Henri III, 1576, registrées au Parlement le 21 Novembre 1578.

Le privilège de la Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la Ville de Niort leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 124.

EXTRAIT d'une Lettre en forme de Placard, touchant l'usurpation du titre de Noble, adressée par Dom Louys de Requesens, Grand-Commandeur de Castille, Lieutenant - Gouverneur & Capitaine Général, aux Président & Gens du Conseil d'Artois, du 17 Février 1576.

Certains abus se commettent pour & au-

jourd'huy, tant ez Villes que Villages du Pays & Comté d'Artois, à sçavoir qu'il y a une infinité de personnes non-Nobles, & de bien basse condition qui prennent & usurpent titres de Noble homme ou d'Ecuyer, se portant & qualifiant pour tels entre les Nobles & Gentilshommes du pays, & sous ombre de ce, prétendent exemption & franchise pour ne contribuer aux Tailles & Aydes dûes au Roi par les Roturiers.

Et comme la connoissance de ces matieres appartient aux Elus d'Artois, il leur est ordonné de faire la recherche des usurpateurs pour les faire traduire pardevant eux par le Procureur-Général de l'Election, & procéder contre eux par toutes voies de Justice, afin d'extirper lesdits abus & réprimer cette liberté dommageable à S. M. & à ses Sujets; & parce que ladite faute paroît procéder en partie des Notaires, il est enjoint aux Elus de leur faire défenses de donner à l'avenir tels titres d'Ecuyers & de Nobles, s'ils n'ont connoissance des personnes méritant iceux, & qu'elles vivent comme hommes Nobles, & soient réputées tels.

Il est ordonné de par S. M. auxdits Président & Gens du Conseil d'Artois, qu'ils aient à mander vers eux lesdits Elus & par ensemble aviser, comme se pourra, donner ordre pour ôter tels abus & faire observer tout ce que dit signamment contre les Notaires & personnes publiques passant contrats, esquels ils articulent indistinctement & sans jugement chacun de tels titres qui ne leur conviennent.

& spécialement, qu'ils fassent procéder contre eux par telles voyes qu'il appartiendra par-devant eux, en cas que soit trouvée difficulté en la Jurisdiction desdits Elus en ce fait.

EDIT du Roi, Juin 1576.

Annoblissement de plusieurs personnes dans les Généralités de Paris, Rouen, Caen, Amiens, Châlons, Tours, Bourges, Poitiers, Riom, Lyon & Orléans, pour jouir par elles & leurs enfans nés en loyal mariage, de tous les privilèges dont jouissent les Nobles du Royaume; & à la charge par eux de contribuer au ban & arrière-ban, pour les Fiefs qu'ils tiendront, & de payer les sommes pour lesquelles ils seroient taxés par les Commissaires à ce députés.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 665.

EDIT du Roi, Juillet 1576.

Défenses à tous Roturiers, non Nobles, ou qui n'auroient été annoblis, de prendre & usurper le titre de Noblesse, soit dans leurs qualités, leurs habillemens, même aux femmes desdits Roturiers, de porter l'accoutrement de Ddemoiselles, & l'atour de velours.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 665.

CHARTRE de Henri III, Janvier 1577.

La Noblesse des Bourgeois de Paris, réduite au Prévôt des Marchands & aux 4 Echevins qui avoient été en charge depuis l'avènement à la Couronne du Roi Henri II son pere.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 122.

EDIT du Roi Henri III, du mois de Janvier 1577.

Ce Prince accorde aux Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris & à leurs enfans nés & à naître en loyal mariage les titres, honneurs, droits & privilèges de Noblesse.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, Septembre 1577.

Annoblissement de certaines personnes dans la Province de Bretagne, lesquelles, leurs enfans & postérité née & à naître en loyal mariage, jouiroient de tous les privilèges dont jouissoient les Nobles du Royaume, même ceux du pays de Bretagne, qui dans leurs partages s'étoient gouvernés noblement & avantageusement dans leurs biens-nobles; savoir, aux deux parts & au tiers., suivant l'assise du Comte Geoffroi, pourvu toutefois que lescits annoblis & leur postérité en ligne directe véussent noblement, sans déroger à Noblesse, & à condition de contribuer au ban & arriere-ban pour les Fiefs à eux appartenans, comme les autres Nobles du Royaume.

Défenses à toutes personnes qui, ou leurs prédécesseurs, ne seroient de race noble, ou n'auroient pas obtenu des Lettres d'annoblissement, de prendre le titre, la qualité ou les armes des Nobles.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 665.

LETTRES-PATENTES du Roi Henri III, du mois de Janvier 1578.

Ce Prince confirme les droits & privilèges des Chambres des Comptes de Dijon , Dauphiné , Provence , Montpellier , Nantes & autres.

Ces Lettres sont énoncées dans celles du mois de Février 1715 , rapportées ci-après.

STATUTS de l'Ordre du S. Esprit , institué par Henri III , Décembre 1578.

A R T. X V.

Nul ne pourra être fait Commandeur & recevoir l'habit dudit Ordre, qu'il ne soit Gentilhomme de nom & d'armes , de trois races paternelles pour le moins , sans être remarqué d'aucun cas reprochable , ni prévenu en Justice , & n'ait pour le regard des Princes , 25 ans accomplis , & 35 ans pour les autres.

A R T. X I X.

Il sera dès-lors envoyé à chacun de ceux qui seront choisis particulièrement les commissions qui leur seront nécessaires pour la vérification , tant de leur Religion , âge , vie & mœurs , que de leur Noblesse & extraction. Par lesquelles Commissions ils seront bien au long avertis de la forme qu'ils devront tenir pour la vérification de leursdites preuves , ensemble des noms des Commissaires qui auront été commis & députés audit Chapitre , es mains desquels ils auront à remettre tous les contrats & titres qu'ils voudront produire , comme aussi dans quel temps ils le devront faire , afin que lesdits Elus observent en tout & par-tout ce qui est

joint & ordonné par les Statuts dudit Ordre
ceux qui y desireront entrer & y être associés
pour la vérification de leurs preuves.

A R T. X X.

Lesdites preuves se feront toujours pour le
égard de ladite Religion, vie & mœurs, &
semblablement pour l'âge, par l'Archevêque
ou Evêque du Diocèse, où les nommés & pro-
posés feront leur résidence, auquel sera à cette
fin décerné commission scellée du sceau de
l'Ordre, par laquelle lui sera mandé infor-
mer diligemment de la Religion, vie, âge &
mœurs dudit nommé, & laquelle information
sera envoyée close & scellée es mains du Che-
valier dudit Ordre, un mois devant le premier
jour de l'an. Outre laquelle information, il est
ordonné que ledit nommé, pour entrer audit
Ordre, sera tenu, avant qu'il y puisse être
reçu, faire profession de foi, selon la forme
prescrite par le S. Siège Apostolique, entre les
mains du Grand Aumônier, ou de l'un des
Prélats incorporés en l'Ordre, étant à la suite
du Roi, & de se soussigner au livre contenant
ladite profession avec les autres.

A R T. X X I.

Les preuves de Noblesse seront faites par
contrats de mariage ou partages, testamens,
donations, transactions, aveux, dénombrements
& hommages & extraits des fondations des
peres, ayeux & bisayeux, dont les nommés
seront tenus exhiber les originaux, es mains

des Commissaires qui auront été nommés pour la vérification de leurs preuves, 6 mois après qu'ils auront été avertis de leur élection. Et en cas que lesdits nommés ne puissent recouvrer lesdits originaux, lesd. Commissaires se transporteront, s'ils peuvent commodément le faire, sur les lieux où seront lesdites pièces originales, pour en leur présence, & de nos Officiers & Procureurs des lieux, faire faire lesdits extraits. Et où ils n'y pourroient aller, ils seront tenus avertir S. M. des noms d'anciens Seigneurs des Provinces, en présence desquels ledit nommé & proposé pourra faire lesdits extraits, & de cela, en bailler un acte audit prétendant, lequel sera après mis ès mains du Chancelier de l'Ordre, qui fera là-dessus expédier par le Greffier dudit Ordre, une commission auxdits Gentilshommes subdélégués par lesdits Commissaires, pour, appelés avec eux nos Officiers & Procureurs des lieux, être présents à voir faire lesdites copies collationnées.

A R T. X X I I.

Les Commissions pour la vérification desd. preuves de Noblesse seront toujours adressées à deux Commandeurs dudit Ordre qui seront par Nous élus auxdits Chapitres, pour appeler nos Officiers & Procureurs des lieux, si besoin est, informer diligemment & bien par témoins qu'ils choisiront d'office & qui en seront produits par lesdits nommés & par actes authentiques, si lesdits nommés, pour

entrer audit Ordre , seront Gentilshommes de trois races paternelles ; si les surnoms & armes qu'ils portent ont été portés par leurs pères , ayeux & bisayeux , & de quelles Terres & Seigneuries ils ont joui & pris le titre ; si le contenu aux preuves qui auront été représentées entre leurs mains est véritable , & si lesdits nommés ne sont atteints & convaincus de cas & crimes contrevenans à Noblesse , dont ils dresseront un procès-verbal , avec un extrait d'icelui , qu'ils enverront , un mois avant le premier jour de l'an , audit Chancelier , clos & scellé du scel de leurs armes , affirmé sur leur foi & honneur & signé de leur main , avec les titres , contrats & pièces produites par lesdits nommés , défendant Sadite Majesté audit Chancelier de les recevoir qu'ils ne lui soient présentés un mois devant ledit premier jour de l'an.

A R T. X X I I I.

Ledit Chancelier ayant reçu lesdits procès-verbaux , en avertira le Roi , lequel s'assemblera tous les ans , dix jours devant la fin du mois de Décembre au plus tard , avec les Cardinaux , Prélats . Commandeurs & Officiers qui seront à la Cour , par l'avis desquels il choisira & députera jusqu'à 8 desdits Commandeurs , en la présence desquels led. Chancelier ouvrira lesdits procès-verbaux. Et seront les titres desdits nommés visités , pour après en faire leur rapport audit Chapitre qui se tiendra ledit pénultième de Décembre , du nom ;

bre desquels 8 Commandeurs , y aura toujours l'un desdits Cardinaux , deux Prélats , les deux Commissaires qui auront vérifié lesd. preuves & trois autres Commandeurs , qui seront , ainsi que dit est , élus ; & où lesdits Commissaires seroient absens , deux autres Commandeurs seront subrogés en leur lieu. Et seront toujours lesdits procès-verbaux envoyés par lesd. Commissaires , soigneusement gardés par le Greffier de l'Ordre , pour servir où besoin sera.

A R T. X X V.

Et pour les Estrangers , Régnicoles & Naturalisés , il suffira qu'ils exhibent & mettent es mains dudit Chancelier , les originaux des contrats de mariage , testamens ou investitures de leurs peres , ayeux & bisayeux , ou des actes extraits des archives & lieux publics des villes & lieux de l'extraction & origine de leur maison , ou les copies des contrats & pièces ci-dessus dites , dûement faites avec lesdits extraits ; en vertu d'une Commission qui sera expédiée de l'Ordonnance du Souverain , & scellée du sceau de l'Ordre , adressantes à personnes qui seront pour cet effet nommées aux Chapitres , sans qu'ils soient tenus faire plus amples preuves.

A R T. X L I I I.

Il y aura un Chancelier de l'Ordre , lequel fera vœu & preuve de Noblesse , ne plus ne moins que lesdits Commandeurs. Aura mille écus sol de gages ordinaires , pour son en-

nement , & portera la Croix , comme un Commandeur. Il sera toujours prins & choisi de les plus doctes , notables , dignes & féa-
personnages du Royaume , afin que la-
charge soit administrée tant plus hono-
rablement & dignement.

A R T. X L V I.

S. M. crée un office de Prévôt-Maître des
cérémonies ; & celui qui en sera pourvu ,
sera vœu & preuve de Noblesse , ne plus ne
moins que lesdits Commandeurs ; il aura
500 écus sol de gages.

A R T. L I.

Un Trésorier , qui s'appellera *Grand-Tréso-
rier dudit Ordre* , lequel fera vœu de sa Re-
ligion , & aura 750 écus sol de gages.

A R T. L V I.

Un Officier , appelé *Greffier de l'Ordre* ,
sera vœu de Religion , & aura 500 écus
de gages ordinaires.

A R T. L X I X.

Et afin que le temps à venir chacun puisse
connoître au vrai la Noblesse , vertus & mérites
de tous ceux que S. M. appellera & associera
àudit Ordre , elle veut que tous lesdits
Commandeurs , après qu'ils auront été reçus ,

fassent faire en parchemin, un arbre de leur Généalogie & un mémoire des lieux auxquels ils l'auront servie, lesquels arbre & mémoire ils feront signer & certifier par ceux qui auront été commis à vérifier & rapporter leurs preuves. Laquelle certification contiendra le jour qu'ils en auront fait rapport audit Chapitre, & comme ils auront vu & vérifié bien exactement lescdites preuves. Voulant que la-dite Généalogie & ledit Mémoire soient écrits & registrés au Greffe de l'Ordre, & que le Greffier d'icelui certifie aussi comme lescdits Commandeurs-Commissaires auront eus à présence fait ledit rapport, pour à l'avenir y avoir recours, quand l'occasion se présentera, comme à chose véritable & à laquelle il sera à jamais ajouté foi.

Ces Statuts sont imprimés.

EDIT de Henri III, Mai 1579.

A R T. 256.

La principale force de la Couronne consiste dans la Noblesse; dont la diminution est l'affoiblissement de l'Etat.

A R T. 257.

S. M. veut que l'Ordonnance faite sur la remontrance des Etats tenus à Orléans, soit gardée contre ceux qui usurperoient fausement & contre vérité le titre de Noble, pren-

droient le nom d'Ecuyer & porteroient des armoiries timbrées, ordonnant qu'ils soient mulctés d'amendes arbitraires.

A R T. 258.

Les Roturiers ou non-Nobles, achetant Fiefs nobles, ne seront pour ce annoblis, ni mis au rang & degré des Nobles, de quelque revenu & valeur que soient les Fiefs par eux acquis.

A R T. 259.

N'entend S. M. que par-ci-après aucun soit reçu aux Etats des Gentilshommes de sa Chambre ou ès Compagnies de Cent Gentilshommes, ni aux places de Maîtres d'Hôtels, Gentilshommes servans, Ecuyers d'Ecurie, qu'ils ne soient Nobles de race; & si aucuns s'en trouvent qui ne soient de ladite qualité, y sera par S. M. pourvu d'autres en leur place.

A R T. 260.

Défend S. M. aux Capitaines des Gardes de son Corps, de recevoir aux Etats d'Archers de leurs Compagnies, aucuns qui ne soient Gentilshommes, Capitaines ou Soldats signalés.

A R T. 263.

Nul ne sera pourvu des Etats de Baillis & Sénéchaux des Provinces, qu'il ne soit Gentilhomme de nom & d'armes, âgé de 30 ans pour le moins, & qu'il n'ait commandé en l'Estat de Capitaine, Lieutenant, Enseigne ou Guidon des Gendarmes des Ordonnances.

Et afin qu'aux vacations qui adviendroient , S. M. pût faire choix de personnages dignes & capables , elle enjoint aux Lieutenans-Généraux des Provinces de lui envoyer une liste des plus notables Seigneurs & Gentilhommes.

Afin que le Roi ait moyen de récompenser sa Noblesse , S. M. déclare qu'elle n'entend que par ci-après nul ne puisse être pourvu de deux Etats , Charges & Offices , même des Etats de Grand-Maître , Maréchal ou Amiral de France , Grand-Chambellan , Grand-Maître de l'Artillerie , Général des Galeres , Grand-Ecuyer , Colonels de Gens de pied , & Gouverneur des Provinces ; lesquels Offices elle déclare incompatibles & ne pouvoir être tenus par une même personne , quelque dispense qui pût être obtenue d'elle.

Quiconque fera pourvu d'Office ou couché sur l'Etat de la Maison du Roi , ne pourra être en Etat ou Office d'aucun Prince ou Seigneur tel qu'il soit , autrement l'Etat & Office qu'il tient de S. M. sera réputé vacant.

Advenant nécessité de guerre , tous Gentilhommes faisant profession des armes seront tenus de prendre les armes & se rendre où il leur sera par S. M. mandé , pour servir

suivant l'obligation de leurs Fiefs , à peine de privation du titre de Noblesse & de leurs Fiefs,

A R T. 279.

Veut & entend S. M. que l'Ordonnance faite au mois de Juillet 1566 pour l'érection des Duchés , Marquisats , Comtés & union à son Domaine , soit inviolablement gardée , nonobstant toutes Lettres de jussion & dérogation au contraire. Et seront tenus ceux qui voudront obtenir telles érections aux charges & conditions de l'Ordonnance , de se purger préalablement par serment , si lescdites terres sont sujettes à fidei-commis ou substitution , à peine de décheoir de la concession & de privation des autres Fiefs qu'ils tiendront de Sa Majesté.

A R T 286.

Le vouloir de S. M. est qu'il ne soit donné aucune Compagnie de ses Gendarmes , sinon à Gentilshommes signalés , âgés au moins de 25 ans , & qui auparavant auront été Capitaines de Chevaux-Légers ou Guidons , Enseignes de Gendarmes , Chevaux-Légers ou Capitaines de Gens de pied pendant six ans continuels.

A R T. 287.

Pourront néanmoins lescdites Compagnies être données aux Princes qui auront atteint l'âge de 18 ans , & non auparavant.

A R T. 288.

Les Membres de la Compagnie de la Gen-

darmerie ne pourront être donnés qu'à des Gentilshemmes qui auront fait service dans les Compagnies d'Ordonnance, au moins pendant trois ans continuels, ou qui auront été Capitaines de Chevaux-Légers.

A R T. 289.

Nul ne pourra être Gendarme qu'il n'ait été Archer ou Cheval-Léger un an continué, ni être Archer qu'il ne soit de noble race.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 665.

LETTRES de Henri III, Décembre 1580.

Ce Prince confirme le privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Nantes.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edit. de Rouen, 1734, p. 136.

A R R Ê T de la Chambre des Comptes de Nantes, 28 Janvier 1581.

Le privilège de la Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Nantes leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edit. de Rouen, 1734, p. 136.

A R R Ê T de la Chambre de l'Edit, 8 Août 1582.

Cette Chambre fait défenses aux Roturiers de prendre la qualité d'Ecuyer, à peine de punition corporelle.

Annotation de Charondas,

Les Ecuyers étoient destinés à être hommes d'armes & accompagnoient les Chevaliers pour

le fait des armes , & pouvoient parvenir à l'état de Chevalier.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 667.

EDIT du Roi , du mois de Mars 1583 ; enregistré en la Cour des Aides de Paris le 27 Juillet audit an.

Le Roi ordonne qu'aucuns de ses Sujets , sinon ceux qui sont de Maison & race noble , ceux aussi , ou leurs ancêtres qui ont obtenu des Lettres d'annoblissement , n'usurperont dorénavant le titre de Noblesse , ni prendront le nom d'Ecuyer , ou porteront armoiries timbrées ; ce qu'il leur défend sous les peines portées par les Ordonnances des Etats de Blois , article 257.

Veut que tous ceux qui ont usurpé ledit titre de Noblesse , sous quelque prétexte que ce soit , soient dorénavant taxés & imposés par les Commissaires qui seront députés pour la réformation & règlement des Tailles ; & cela continué par les Présidens & Elus sur le fait d'icelles , à les y faire contribuer.

Seront également taxés & imposés tous ceux qui n'étant pas nobles de race , usurpent néanmoins ledit titre , sous prétexte d'aucunes Sentences & Jugemens par eux ou leurs prédécesseurs subreptivement obtenus : auxquels S. M. veut que l'on n'ait aucun égard , s'ils n'ont été confirmés par Arrêts des Cours de Parlemens ou des Aides.

Tous Gens des Ordonnances du Roi & Gardes seront exempts du paiement & con-

tribution desdites Tailles & Impositions, excepté toutefois ceux qui sont des Compagnies.

Sont exempts desdites Impositions les Officiers des sept Offices, servans actuellement; lesquels, quoiqu'ils perçoivent gages moindres de 20 écus par an, n'y seront point compris, attendu les services actuels qu'ils font à S. M. & ceux qui ayant servi ci-devant, sont après renvoyés à moitié gages en leurs maisons.

Seront de même imposés auxdites Tailles les enfans des Maires, Consuls & Echevins des villes qui, sous prétextes des privilèges attribués aux charges & dignités de leurs pères, se prétendent nobles & exempts, attendu que l'octroi desdits privilèges n'a été fait que pour décoration, peuplement, manutention des villes, & non pour les abandonner sans occasion, ainsi qu'ils font ordinairement.

Veut S. M., suivant les Ordonnances, que les Greffiers des Tailles établis dans les Paroisses du Royaume soient tenus d'insérer par chacun an, à la fin des Rôles des assiettes desdites Tailles & Impositions, les noms des anciens Nobles & Annoblis, les exempts desd. Tailles, & les privilégiés ci-dessus spécifiés, avec les causes de leurs privilèges & exemptions, & ce par chapitres séparés & distincts, comme il est porté par le 316^e. article de l'Ordonnance d'Orléans.

S. M. mande aux Commissaires qui seront députés, de procéder au fait de ladite Réformation & Règlement, soit en général ou en particulier, tant sur les Paroisses inégalement

C H R O N O L O G I Q U E .

taxées , que sur les particuliers , habitans d'icelles, décider & juger desdits indices, exemptions , fausse attribution de Noblesse & Réglement : même faire exécuter leurs Sentences & Jugemens par provision , nonobstant oppositions ou appellations quelconques , dont elle se réserve la connoissance ; ainsi qu'en son Conseil d'Etat , & l'attribue à la Cour des Aides à Paris pour y être jugées définitivement , après que les Appellans auront payé la somme à laquelle ils auront été condamnés. Desquels Réformation & Réglement , lesdits Commissaires expédieront deux Rôles qu'ils délivreront ; savoir , celui du Département & Réglement général des Paroisses ; aux Elus de chaque Election , respectivement pour y avoir égard ; & l'autre , pour le Réglement particulier des habitans de ces Paroisses , aux Receveurs , Collecteurs des Tailles , pour en faire la Collecte & y avoir égard par les Assesseurs , en faisant leur département.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi , 24 Mars 1583.

Défenses à qui que ce soit, hommes, femmes ou enfans , de quelque qualité & condition qu'ils soient , de porter sur eux ou habillemens , ni autres ornemens , aucuns draps , ni toiles d'or ou d'argent , parfilures , broderies , passemens , aboutissemens , cordons , canetilles , velours , satins , taffetas , crêpes , gazes , toiles & linges barrés , mêlés , convertis ou tracés d'or ou d'argent , si ce n'est en crêpes faits d'or ou d'argent ; servans à

coëffures de chaperon de velours aux Dames & aux Demoiselles , & en bourses à mettre ouvrage ou argent & demi-ceint d'argent d'Orfèvrerie pour les femmes.

Les plus riches habillemens , soit de velours , de satin , de damas , de taffetas & autres étoffes de soie , pleines ou veloutées , figurées & ouvrées , comme elles se font sur le métier ; & les habillemens qui ne seront d'étoffes de soie , comme camelots , draps , serges & autres étoffes de laine & poil , pourront être chamarrés de passemens , cordons ou étoffes de soie , sans toutefois mettre bord sur bord , ou bande sur bande de soie , mais un simple arrière-point pour les coudre , à peine de 50 écus seulement pour la première fois , 100 écus pour la seconde , & 200 écus pour la troisième.

Permis aux Princes & Princesses , Ducs & Duchesses , aux femmes des Officiers de la Couronne & des Chefs des Maisons qui portent les hermines mouchetées , de se parer de perles & de pierreries comme bon leur semblera , & pareille permission auxdits Princes , Ducs , Officiers de la Couronne & Chefs des Maisons.

Permis aux Chevaliers , Seigneurs , Gentilshommes & personnes de qualité , de porter chaînes au col & boutons d'or ; le tout sans émail , & des pierreries en anneaux dans les doigts.

Permis pareillement aux Princes , Seigneurs , Chevaliers ,

Chevaliers , Gentilshommes , Capitaines & autres personnes de qualité , de porter des gardes & poignées d'épées , ceintures & éperons dorés ou argentés.

Les Commandeurs , Chevaliers & Officiers des Ordres porteront continuellement à leur col leurs Croix & Ordres d'or émaillés , leurs Croix brodées d'Orfèvreries sur leurs vêtements , &c.

Permis aux Dames , Filles & Demoiselles des Reines & Princesses , aux autres Dames & Demoiselles de Maison & aux Femmes de ceux qui étoient du Conseil de Sa Majesté & à leurs Filles , de porter perles & pierreries en or émaillé & non - émaillé en accoustremens de tête , pendans d'oreilles , carcans , poinçons , bagues , chaînes , brasselets , ceintures , &c.

Les Demoiselles , femmes des Présidens , Maîtres des Requêtes , Conseillers des Cours Souveraines & du Grand-Conseil , Présidens & Officiers des Chambres des Comptes , Cour des Aides , Avocats & Procureurs-Généraux des Cours Souveraines , Baillis , Sénéchaux , Secrétaires de la Maison & Couronne de France , Trésoriers de l'Epargne , Trésoriers de France , Présidens Présidiaux , Lieutenans principaux des Baillis & Sénéchaux & des Officiers-Domestiques du Roi , de la Reine & des Princes & Princesses du Sang & leurs filles , tant qu'elles seront filles , pourront porter (quand elles seront Demoiselles) des brodures , un serre-tête , un carcan , des pierreries ou des perles , une bague & des anneaux de pierreries

en or émaillé & non-émaillé, & des chaînes & brasselets, des marques d'or à leurs patenôtres & chapelets; le tout sans émail, même des Heures à couvercles d'or émaillé & non-émaillé, y ayant pour le plus quatre pièces de pierreries aux quatre coins de chaque côté sur la couverture desdites Heures, ou une bague & pomme d'or émaillé, & de porter à leurs doigts des anneaux & des pierreries en or émaillé & non-émaillé.

Les femmes à chaperon de drap ne pourront porter qu'une chaîne d'or au col, des patenôtres, chapelets ou dixains, marqués de marques d'or non-émaillé & une pomme ou livre garni de pierreries au nombre de quatre pièces seulement & des anneaux aux doigts, de pierreries en or émaillé ou non émaillé.

Défenses, sur peine de 50 écus d'amende pour la première fois, 100 écus pour la seconde, & 200 pour la troisième, de l'usage de routes sortes de jais, émail ou verre en broderie ou bande & enrichissement d'habillemens; mais permis aux femmes & aux filles d'en mettre à leurs accoustremens de tête, d'en porter de crystal en chaîne, pendans d'oreilles & carcans.

Défenses d'user de longues housses de velours sur les chevaux pour hommes, si ce n'étoit aux Princes, Ducs & Officiers de la Couronne, & aux Chefs des Maisons qui portoient des hermines mouchetées.

Défenses aussi aux Pages des Princes, Seigneurs, Gentilshommes ou autres de s'habiller

d'autre étoffe que de drap ou d'étamine , avec un bord de velours ou de soie ; mêmes défenses aux Laquais , si ce n'étoit à ceux de S. M. de la Reine & des Princes & Princesses qui pourroient être habillés de velours ou autre drap de soie , sans aucun enrichissement qu'un simple bord..

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , page 668.

DÉCLARATION , 8 Mai 1583 , enregistrée en la Cour des Aides de Rouen le 19 Juillet.

Réglement pour le jugement des contestations qui concernent la Noblesse.

Compilation chronologique de Blanchard , Tome I , page 1155.

DÉCLARATION , 29 Octobre 1583 , enregistrée en la Chambre des Comptes le 3 Février suivant.

Réglement pour les Tailles & pour la recherche des usurpateurs de Noblesse.

Compilation chronologique de Blanchard , Tome I , page 1168.

Du mois de Novembre 1583.

Articles sur lesquels le Roi Henri III a voulu être délibéré par les Princes & Officiers de la Couronne , & autres Seigneurs de son Conseil qui s'étoient trouvés à St. Germain-en-Laye, au mois de Novembre 1583.

ARTICLE PREMIER.

Il est requis par ceux de la Noblesse qu'ils soient maintenu dans leurs privilèges , & qu'aucuns ne prennent le nom & le titre de

Noblesse qu'ils ne soient issus de trois races nobles du côté des pères, qu'ils ne puissent porter armoiries timbrées, qu'il y ait différence entre les armoiries des légitimes & des bâtards, & que lefdits bâtards ne puissent prendre le nom des familles dont ils sont issus, sans y mettre quelque différence.

A R T. I I.

Pareillement supplient d'être maintenus & conservés dans tous leurs droits de Justice.

A R T. I I I.

Qu'il ne soit loisible à aucun de chasser ; ni avoir en sa maison chiens, oiseaux & filets, si ce n'est à ceux & aux lieux où il est permis par les Ordonnances.

A R T. I V.

Que les annoblissemens faits par argent des personnes taillables, depuis le décès du Roi Henri, soient révoqués, & que les Annoblis soient rendus taillables comme auparavant.

A R T. V.

Qu'il plaise au Roi de ne recevoir aucun dans sa Gendarmerie, qu'il ne soit Noble, ni dans sa Maison, qu'il n'ait été des Ordonnances trois ans auparavant pour le moins.

A R T. V I I.

Que suivant l'Edit des Etats, aucun ne puisse être pourvu des Etats de Baillis & Sé-

néchaux, qu'il ne soit Gentilhomme de Robecourte, & que ceux qui en sont pourvus à présent, étant d'autre qualité, soient tenus dans six mois de s'en démettre; autrement; ledit temps passé; que lesdits Etats soient déclarés vacans.

Armorial de France, Registre 1er. seconde Partie, page 670.

ARREST du Parlement, 21 Avril 1584.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville d'Angers leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 134.

LETTRES de Henri III, 1589.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Tours leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 123.

LETTRES de Henri IV, 1591, registrées à la Cour des Aides de Paris le 28 Novembre 1602.

Le privilège de la Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Niort leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 124.

LETTRES de Henri IV, 1592.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de la Rochelle leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 123.

LETTRES-PATENTES du Roi Henri IV , du 30 Mars 1592.

Ce Prince confirme les privilèges ci-devant accordés aux Chambres des Comptes.

Ces Lettres sont énoncées dans celles du mois de Février 1715 , rapportées ci-après.

LETTRES-PATENTES en forme d'Edit du 9 Janvier 1595 , données dans l'Assemblée-Générale du Chapitre de l'Ordre du Saint-Esprit , en faveur de Bernard de Girard , Sieur du Haillau , Secrétaire des Finances , & Historiographe de France , pour dresser toutes les preuves & les Généalogies des Chevaliers , avec entrée aux Assemblées & Chapitres , pour y rendre compte desdites Généalogies.

Statuts de l'Ordre du Saint-Esprit , Edition de 1740 , p. 100.

ARREST de la Cour des Aides de Paris , du 14 Juin 1595.

Cette Cour ordonne des informations contre les Nobles qui ne font service au Roi.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT & Ordonnance de Philippe , Roi d'Aragon , Duc de Bourgogne , &c. touchant les armoiries timbrées , &c. pour les Pays-Bas & le Duché de Bourgogne , du 23 Septembre 1595.

Nul de nos Sujets , sinon ceux qui font ex-

traits d'ancienne noble race de Sang & Maison, ou que eux & leurs prédécesseurs paternels en ligne droite masculine, auront été honorés des ancêtres de S. M. ou d'elle du degré de Noblesse par Lettres-Patentes de nobilitation sur ce expressement octroyées & dépêchées, ou bien que tels des Sujets de S. M. aient vécu ou se soient comportés publiquement ou notoirement en personnes nobles, ne pourront dorénavant usurper, prendre, ni s'attribuer le titre, nom, ni qualité d'Ecuyer ou Noble, ou aussi porter publiquement, ni en secret, armoiries timbrées en leurs cachets, sceaux, timbres, tapis, peintures ou autres choses, es endroits publics ou privés, à peine que cela sera non-seulement rompu, rayé & effacé par autorité publique, mais que celui qui en aura usé sera aussi à ladite cause, mulcté d'amende arbitraire au jugement des Consaux ou Juges Royaux de S. M. en chacune Province & quartier des lieux de sa résidence; comme pareillement S. M. interdit très-expressement à tous ses vassaux, de quelque état & qualité qu'ils soient, de ne s'arroger, usurper, ni approprier, & à tous autres de ne donner, ni attribuer en parlant ou par écrit à qui que ce soit ledit titre & qualité de Baron ou autre semblable, ou plus grand, s'ils ne sont pareillement apparoir en forme dûe par enseignemens ou titres authentiques & valables, que les Terres, Fiefs & Seigneuries qu'ils possédoient esdits Pays-Bas de Bourgogne soient élevés & décorés en tel degré & titre, & qu'ils

aient sur ce Lettres-Patentes desdits Prédécesseurs de S. M. ou d'elle ; bien entendu toutefois qu'au cas d'être notoire que quelque titre ou Fief auroit été érigé ou tenu d'ancienneté pour Baronie, ou élevé à autre titre d'honneur ; mais que les Lettres & enseignemens auroient été perdus, interceptés ou égarés par guerre ou autres accidens qui se pourront vérifier, S. M. permet que sur ce soit pris recours à elle pour obtenir nouvelles Lettres de ladite érection & confirmation seulement de tel premier & ancien titre, & non autrement.

Défend aussi S. M. par exprès à tous ses Vassaux & Sujets, de quelque qualité ou condition qu'ils soient, de se nommer, ni souffrir être nommés, institués, qualifiés ou traités & qu'autres ne les instituent, qualifient, ni traitent de paroles, ni par écrit, Chevaliers, ni aussi que leurs femmes soient appelées Dames, si par enseignemens suffisans n'appert qu'ils aient été créés & faits tels de la propre main des Prédécesseurs de S. M. ou d'elle, ou bien par leurs Lettres-Patentes ou par les siennes.

Et d'autant qu'aucuns desdits Sujets de S. M. s'adressent à autres Princes étrangers pour obtenir d'eux légitimation, nobilitation, octrois d'armoiries ou changemens d'icelles, & que telles choses redondent à grande confusion, même au préjudice des droits de S. M. & à la surcharge de ses Sujets contribuables en aucunes Provinces desd. pays, à ses Tailles, Aides & Subsidés. S. M. déclare aussi très-expressement que nul Sujet ou Vassal ne se

pourra aider ou prévaloir esdits Pays-Bas, ni de Bourgogne, de telle légitimation, annoblissement, octrois d'armoiries, ni d'aucun changement en icelles qu'il aura obtenus ou obtiendra d'autres Princes que des Prédécesseurs de S. M., d'elle ou de ses Successeurs.

Ordonne S. M. qu'il soit apposé & ajouté aux armoiries des bâtards & de leurs descendants une différence & marque notable & spéciale par quelque barre ou autre note éminente, laquelle par tel moyen donne perpétuellement & à toujours à connoître telle bâtardise & défaut de leur sang légitime.

Ces Edit & Ordonnance sont imprimés.

DÉCLARATION du Roi Henri IV, du 12 Avril 1596, enregistrée en Parlement le 29 dudit mois.

S. M. déclare que la Commission qu'elle a ci-devant fait expédier pour la recherche des usures, des franchises & nouveaux acquêts, confirmation des foires & marchés, & recherche de ceux qui ont usé du titre de Noblesse, sans avoir obtenu de Lettres d'annoblissement, sera remise & surseie, jusqu'à ce qu'elle en ait autrement ordonné au Conseil.

Cette Déclaration est imprimée.

EDIT du Roi Henri IV, 1598: S. M. abolit le privilège de la Noblesse transmissible par les femmes, issues des freres de la Pucelle d'Orléans.

Cet Edit est confirmé par autre Edit du Roi Louis XIII, du mois de Janvier 1634; enregistré en la Cour des Aides de Paris le 8 Avril,

& en celle de Rouen le 30 Juin de ladite année.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, 1598.

S. M. ordonne que tous annoblissemens accordés depuis vingt ans (c'est-à-dire depuis 1578) sont révoqués, sans égard même aux privilèges de Noblesse obtenus par les Officiers de Judicature & de Finances.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Part. p. 671.

Nota. Il paroît que dans la recherche de 1666 on n'a point eu égard à cet Edit, puisque les annoblis du regne d'Henri IV furent tous maintenus.

RÈGLEMENT des Commissaires pour le ré-
galement des Tailles, 23 Août 1598, enregistré
en la Cour des Aides le 4 Septembre suivant.

A R T. I I.

Les Commissaires n'ajouteront point foi aux copies collationnées des titres que les Nobles, exempts ou privilégiés leur représenteront, & se feront représenter les originaux, & prendront bien garde que les Roturiers ne supposent des noms & armes des familles vraiment nobles.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 671.

EDIT contenant un Règlement sur les Tailles, Mars 1600.

A R T. X X V.

La licence & corruption des temps a été

cause que plusieurs, sous prétexte de ce qu'ils ont porté les armes durant les troubles, ont usurpé le nom de Gentilshommes pour s'exempter indûment de la contribution aux Tailles, pour à quoi remédier, S. M. défend à toutes personnes de prendre le titre d'Ecuyer, & de s'insérer au corps de la Noblesse, s'ils ne sont issus d'un ayeul & pere qui ayent fait profession des armes ou servi au Public en quelques charges honorables, de celles qui par les loix & maxims du Royaume peuvent donner commencement de Noblesse, sans avoir jamais fait aucun acte vil & dérogeant à ladite qualité, & qu'eux aussi se rendant imitateurs de leur vertu, les ayent suivis en cette louable façon de vivre, à peine d'être dégradés avec déshonneur du titre qu'ils auront osé indûment usurper.

A R T. X X V I.

Pour le regard des bâtards, encore qu'ils soient issus de peres Nobles, ne se pourront attribuer le titre & qualité de Gentilshommes, s'ils n'obtiennent des Lettres d'annoblissement, fondées sur quelques grandes considérations de leur mérite, ou de celui de leurs peres, vérifiées où il appartiendra.

A R T. X X V I I I.

Et pour l'avenir, S. M. Anjoïnt aux Capitaines des Compagnies des Gendarmes de les remplir de Gentilshommes ou de personnes qui ayent servi 10. ans pour le moins parmi les

Gens de pied & charges susdites de Capitains en chef, Lieutenant ou Enseigne.

A R T. X X X.

Pour le regard des Maîtres-de-Camp, Capitaines en chef, Lieutenans & Enseignes des Compagnies des Régimens entretenus, seront, autant que se pourra, pris du Corps de la Noblesse; ou bien vieux & expérimentés Soldats, ayant suivi les armes 10 ans pour le moins, & rendu quelque preuve signalée de leur valeur.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 671.

JUGEMENT des Commissaires nommés par le Roi pour le Règlement des Tailles en Poitou; enregistré à la Chambre des Comptes de Paris, le 1er. Juin 1601, & à la Cour des Aides le 29 Novembre 1602.

En faveur de la Noblesse du Maire, des 12 Echevins & des 12 Conseillers-Jurés de la ville de Niort & de leurs enfans mâles nés en loyal mariage & ligne masculine, qui vivoient & vivroient noblement, & qui auroient servi & qui serviroient en personne le Roi en ses armées, si ce n'étoit que par vieillesse ils ne pussent plus servir.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 124.

LETTRES de Henri IV, Novembre 1602.

Le privilège de Noblesse accordé aux Echevins de la ville de Lyon leur est confirmé, & iceux réduits au nombre de 4.

*Traité de la Noblesse par Laroque , Edia.
de Rouen , 1734, p. 136.*

EDIT du Roi , Septembre 1603 ; enregistré en
Parlement le 5 Juin 1604.

Exemption accordée par le Roi ; savoir , à
une personne dans les Paroisses au-dessous de
100 feux , & à deux personnes où il y en au-
roit plus , de toutes Impositions & charges de
villes , telles que Consuls , Maires , Echevins ,
Jurats , Capitouls , Syndics , Marguilliers ,
Receveurs , Collecteurs , Assécurs des Tailles ,
Tutelles , Curatelles , Gardes des biens de Jus-
tice , Commissaires à régime , Guet & Garde ,
exemption de logement de Gens de Guerre ,
corvée , fournitures de chevaux , harnois pour
l'artillerie & munitions de guerre , & généra-
lement à l'exception des Tailles , cruës & im-
positions pour le Roi , pour jouir par lesdits
exempts & leurs veuves seulement durant leur
viduité , de ladite exemption , moyennant une
finance qu'ils payeront volontairement aux
Parties casuelles de S. M. , suivant la taxe qui
en seroit faite au Conseil & qui seroit em-
ployée à retirer les plus belles & précieuses
bagues de la couronne engagées par les Rois
précédens à des Etrangers qui vouloient les
vendre.

*Armorial de France , Registre premier , se-
conde Partie , p. 672.*

DÉCLARATION du Souverain de Dombes ,
du mois de Mars 1604.

Ce Prince attribue la Noblesse au premier

degré aux Officiers du Conseil & du Parlement de Dombes.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST de la Cour des Aides, 27 Juin 1607.

Toutes personnes qui se sont attribuée qualité de Nobles ou Privilégiés en vertu de Lettres non vérifiées en ladite Cour, en conséquence des Sentences par eux obtenues des Commissaires députés pour le régallement des Tailles ou des Elus non-homologuées en ladite Cour, ou sous quelque prétexte que ce soit, seront obligées, dans trois mois de la publication, de poursuivre l'homologation à ladite Cour des Aides, desdites Lettres, Sentences, &c. sinon imposables à la Taille, selon leurs facultés.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 672.

ARREST du Conseil d'Etat, 7 Mars 1608.

Les Echevins Nobles de la ville de Niort ne pourront transmettre la Noblesse à leurs enfans, qu'en mourant dans leurs emplois.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edit, de Rouen, 1734, p. 125.

LETTRES de Henri IV, Mars 1609.

Le privilège de Noblesse accordé aux quatre Echevins de Lyon leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 136.

LETTRES de Henri IV, Septembre 1609, vérifiées au Parlement de Toulouse, le 3 Décembre.

Le privilège de Noblesse accordé aux Capitouls de Toulouse , est restreint aux seuls enfans nés depuis l'élection du Capitoul , sans avoir égard à la clause ordinaire des Chartres d'annoblissement , qui est d'annobir les enfans nés & à naître.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 126.

LETTRES-PATENTES du Roi , du 2 Mars 1610.

Attribution de la qualité d'Ecuyer aux Portenanteaux & Huitiers de la Chambre & du Cabinet du Roi.

Ces Lettres sont énoncées dans la Déclaration du 26 Mars 1697 , rapportée ci-après.

LETTRES du Roi Louis XIII, Juin 1610 ; registrées à la Chambre des Comptes le 12 Août & à la Cour des Aides le 3 Septembre.

Le privilège de Noblesse accordé aux Maire, Echevins & Conseillers-Jurés de la ville de Niort , leur est de nouveau confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 125.

LETTRES-PATENTES du Roi Louis XIII, du 17 Avril 1611.

Les privilèges des Chambres des Comptes de Dijon & autres , leur sont confirmés.

Ces Lettres sont énoncées dans celles du mois de Février 1715 , rapportées ci-après.

LETTRES-PATENTES du Roi , du mois de Mai 1611.

Attribution de la qualité d'Ecuyer aux Porte-

manteaux & Huissiers du Cabinet & de la Chambre du Roi.

Ces Lettres sont énoncées dans la Déclaration du 26 Mars 1697, rapportée ci-après.

EXTRAIT des Cahiers des Remontrances faites au Roi par la Noblesse du Royaume, aux Etats tenus à Paris en 1614.

Sa Majesté est très-humblement suppliée, 1^o. de tenir le plus grand nombre de Pages qu'elle pourra, & d'ordonner qu'ils soient tous de la qualité requise, conformément à l'article CXII de l'Ordonnance d'Orléans.

2^o. Que selon l'intention du Roi Henri III, nul ne seroit honoré de l'Ordre de St. Michel, qu'il ne fût Gentilhomme d'extraction.

3^o. Quo ceux qui par la licence du temps s'étoient injustement attribué la qualité de Gentilshommes, & jouissoient des privilèges de la Noblesse, en seroient déchus & seroient déclarés Roturiers, &c., sans qu'aucun n'étant point Noble pût être admis dans le rang de la Noblesse, & qu'à cet effet il seroit dressé un registre fidele des Gentilshommes du Royaume, du blazon de leurs armes & des honneurs & antiquités de leur race.

4^o. Que nul ne pourroit prendre la qualité d'Ecuyer, qu'il n'eût fait appatoir de son extraction & généalogie par titre, avec la distinction néanmoins qu'il plairoit à S. M. de faire entre les Gentilshommes de quatre races & les nouveaux annoblis par leurs charges.

5^o. Qu'à l'avenir, aucunes Lettres de Chevalerie ne seroient données qu'à des personnes

e valeur, & qui auroient grandement mérité au Public.

6°. Que les Gentilshommes qui voudroient retirer dans des villes de Province, ne seroient point contribuables aux impositions, entrées, guet & autres taxes.

7°. Que les non-Nobles qui auroient acquis des Terres & Seigneuries des plus Nobles & anciennes Maisons du Royaume, ne pourroient attribuer le nom ni les armes desd. Terres, mais seroient tenus de porter celui de leurs familles, à peine de confiscation desd. Terres.

8°. Que défenses seroient faites à toutes sortes de gens, non-Nobles de race, de prendre la qualité d'Ecuyer, & de timbrer leurs armes, sous quelque prétexte que ce fût.

9°. Que défenses seroient pareillement faites à toutes sortes de personnes qui n'étoient pas de la qualité requise, de s'attribuer le titre de Messire & de Chevalier, & à leurs femmes, de prendre le nom de Madame.

10°. Que toutes Lettres d'annoblissement accordées depuis 30 ans, seroient révoquées & annulées, sinon celles qui avoient été données pour des services signalés dans les armées.

11°. Que toutes preuves de Chevaliers de Malte se feroient par titres & non par enquêtes & témoins, & que les privilèges accordés audit Ordre demeureroient confirmés.

12°. Que les Baillis & Sénéchaux, conformément à l'article CCLXIII de l'Ordonnance de Blois, seroient Gentilshommes d'extraction & non autres.

13°. Que les Etats de Prévôts - Généraux ne pourroient être tenus que par Gentilshommes d'extraction.

14°. Que les offices de Grands-Maitres & Maitres particuliers ne seroient donnés aussi qu'à des Gentilshommes d'extraction.

15°. Qu'il seroit loisible & permis à la Noblesse de faire le grand trafic, sans déroger à la Noblesse, & ce, *sans préjudice à la Coutume de Bretagne.*

16°. Que nuls que Gentilshommes ne pourroient avoir les places de Capitaines de Vaisseau.

17°. Que nuls Annoblis ne pourroient prendre armoiries ni timbres, qu'elles ne leur fussent données de l'autorité de S. M., conformément à l'article CCLVII de l'Ordonnance de Blois, & à l'article CXC de l'Ordonnance d'Orléans : à l'effet de quoi S. M. établiroit un Juge d'armes, lequel dresseroit un registre universel des familles Nobles du Royaume, desquelles il employeroit dans ce registre les noms & les armes.

18°. Que les filles de noble extraction, majeures de 25 ans, ne pourroient se marier à personne de vile & abjecte condition, que par le consentement de quatre de leurs plus proches parens, autre que l'héritier, à peine par elles & leur postérité d'être privées de leur partage & des successions collatérales qui pourroient leur échoir, lesquelles, dès le jour de leur mariage, seroient acquises à leurs aînés ou successeurs.

19°. Et que nul ne pourroit être pourvu de l'état de Bailli ou Sénéchal, qu'il ne fût de Robe-courte & Gentilhomme de nom & d'armes. *Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 672.*

LETTRES-PATENTES du Roi, du 10 Mars 1615.

Attribution de la qualité d'Ecuyer aux Portemanteaux & Huissiers de la Chambre & du Cabinet du Roi.

Ces Lettres sont énoncées dans la Déclaration du 16 Mars, 1657, rapportée ci-après.

EDIT, Juin 1615.

Les Députés de la Noblesse du Royaume aux Etats-Généraux, tenus en la ville de Paris, ayant remontré très-humblement au Roi que les Nobles & illustres personnages qui desiroient anciennement faire montre de leur vertu aux rencontres & batailles où ils se trouvoient pour le service de leurs Princes, afin d'être mieux signalés dans la foule des combattans, portoient sur leurs armes certaines reconnoissances que leurs enfans avoient toujours retenues & gardées pour leur servir de titre de Noblesse, de rémoignage certain de la valeur de leurs ancêtres, & de preuve infailible à la postérité, de la conservation de leurs familles, desquelles il étoit aisé par ce moyen de faire la distinction. Que cette marque d'honneur & de gloire leur apportoit beaucoup d'aide & de secours dans les belles & généreuses actions, lorsqu'à la vue de ces mêmes marques, ils étoient incités à se rendre semblables à ceux desquels ils avoient tiré leur origine, &

point forligner ni démentir leur race ; que si toutes sortes de Nations avoient fait cas de ces signes de distinctions, les Gentilshommes François les avoient conservés en grande estime, en perçant autrefois jusque dans les déserts les plus éloignés, avoient eu recours à la mémoire & aux armoiries de leurs ancêtres, se sentant, par cette représentation, forcés aux beaux exploits qui leur avoient ouvert un chemin pour porter la gloire de leur nom par toute la terre habitable ; mais que comme les plus excellentes choses étoient poussées à leur diminution par la corruption des siècles, il étoit arrivé par la licence des guerres & par la tolérance des Magistrats, que plusieurs contrefaisant les Nobles, s'étoient donné des armes, la plupart faussement faites & plus mal blazonnées ; que d'autres voulant faire croire qu'ils étoient d'une tige plus ancienne & plus illustre, avoient usurpé des armoiries, & s'ingéroient de les porter confusément sans droit, titre, ni mérite ; de manière que l'on ne pouvoit, comme anciennement, distinguer par les armoiries l'aîné du puîné, les descendans en droite ligne de collatéraux ; & le Roturier du Noble ; à quoi voulant remédier, S. M. crée en titre d'office formé, un Conseiller-Juge général d'armes, aux gages, droits & appointemens qu'elle lui ordonneroit sur l'état de la dépense de sa grande Ecurie, & pour y être par elle pourvu, à la nomination du Grand-Ecuyer de France, d'un Gentilhomme d'ancienne race, expert & bien connoissant au fait

des armes & blazons , lequel seroit ordinairement à la suite de S. M. , avec plein pouvoir , autorité & mandement spécial , de juger des blazons , fautes & méséances des armoiries , & de ceux qui en pouvoient & devoient porter , de simples , timbrées , parties brisées , chargées , écartelées & tranchées , avec courverts , supports , cercles , chapeaux , couronnes , mantelets & pavillons , & connoître des différens qui pour raison desdites armes naistroient entre les particuliers. S. M. voulant que dans la suite ledit Juge général d'armes blazonnât les armes de ceux qu'elle honorerait du titre de Noblesse , sans que lesdites armes puissent être peintes au milieu des Lettres qui en seroient expédiées , qu'elles n'eussent été reçues & jugées par le Juge général d'armes , lequel en donneroit son attache ; S. M. ordonnant aussi que toutes les recherches , poursuites & registres des armes des Nobles du Royaume , ne puissent être faites que ce ne fût de son avis & Ordonnance , lui ayant à cet effet attribué toutes Cour , Jurisdiction & connoissance , lesquelles elle interdit à tous Juges & Officiers quelconques , sauf l'appel de ses Sentences & Jugemens devant les Maréchaux de France , &c. *Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 673.*

ORDONNANCE du Roi , 4 Novembre 1616.

A R T. X V.

S. M. ordonne que toutes & quelconques Lettres d'elle impétrées , ou qui seront impétrées en matiere d'annoblissement , por-

armes, augmentation ou changement d'icelles, légitimation, rétablissement de Noblesse, confirmation ou approbation d'icelles Lettres de Chevalerie, Election d'aucune Terre, Fief ou Seigneurie en titre d'honneur, & autre de même matière & sujet soient présentées à l'Officier d'armes, pour être par lui registrées & donner par lui son certificat de l'enregistrement qu'il en aura fait, à peine par les impétrans de perdre le fruit & effet de telles grâces concessions & octrois.

Armorial de France, Registre premier, le comte Parle, p. 674.

EDIT & ORDONNANCE rendus par Albert & Isabelle Clara-Eugenia, Infante d'Espagne, Duc de Bourgogne & Archiduc & Archiduchesse d'Autriche, touchant le port des armoiries, timbres, titres & autres marques d'honneur & de Noblesse, du 14 Décembre 1616.

Ces Prince & Princesse, informés que nonobstant l'Ordonnance du Roi Philippe II, faite à St. Laurent-le-Royal en Castille, le 23 Septembre 1595, touchant le port des armes, titres & autres marques de Noblesse, plusieurs se sont avancés d'y contrevenir & usurper les titres d'honneur qui ne leur appartiennent pas; Ordonnent que toutes Lettres obtenues d'eux depuis leur avènement aux Etats des Pays-Bas, ou qui seront à l'avenir obtenues en matières d'annoblissement, ports d'armes, augmentation ou changement d'icelles, légitimation, rétablissement de Noblesse, confirmation ou

approbation d'icelle, Lettres de Chevalerie, érection d'aucune Terre, Fief ou Seigneurie en titre d'honneur & autres de même sujet, seront présentées par les Impétrans au premier Roy d'armes, ou au Roy ou Héraut d'armes de la Province de leur résidence ou origine, ou bien de la Province ou la Terre nouvellement érigée en titre sera située, pour être enregistrées és registres de leurs charges respectivement & successivement endossées sous leurs signatures, avec certification de la notice en prise, & se fera semblablement enregistrement aux registres de l'Election d'Artois au regard de ceux en étant originaires, ou y résidens, à peine de perdre l'effet & fruit de telles graces, concessions & octroy.

Cet Edit & Ordonnance sont imprimés.

LETTRES de Louis XIII, du mois de Juin 1618.

Le privilege de Noblesse qui a été ci-devant accordé aux quatre Echevins de Lyon, leur est confirmé.

LETTRES-PATENTES du Roi, du 10 Mars 1622.

Attribution de la qualité d'Ecuyer aux Portemanteaux & Huissiers de la Chambre & du Cabinet du Roi, &c.

Ces Lettres sont énoncées dans la Déclaration du 26 du mois de Mars 1697, rapportée ci-après.

ARRÊT du Parlement de Paris , du 30 Mai
1624.

Le Prévôt des Marchands & les Echevins
de cette ville sont confirmés dans leurs an-
ciennes prérogatives.

*Traité de la Noblesse par Laroque , Edition
de Rouen , 1734 , p. 122.*

LETTRES de Louis XIII , 1628.

Sa Majesté révoque le **Privilege de Noblesse**
accordé aux Maire & Echevins de la ville de
la Rochelle.

*Traité de la Noblesse , par Laroque , édition
de Rouen 1734 , p. 123.*

EDIT du Roi , du mois de Décembre de
l'année 1629.

Création de la Cour des Aides de Guyenne
siégeant à Bordeaux , aux mêmes honneurs
pouvoir & Jurisdiction , autorités , préroga-
tives , privileges , exemptions , franchises , li-
bertés , droits d'épices & autres droits dont
jouissent les Officiers de la Cour des Aides de
Paris , qui constamment jouissent de la préro-
gative de transmettre à leur postérité la No-
blesse quand le pere & l'aïeul avoient été Offi-
ciers dans cette Cour.

Cet Edit est imprimé.

COMMISSION du Roi , pour l'établissement
de la Chambre sur la recherche des droits de
Franc-Fiefs , du 31 Août 1633 , enregistrée au
Parlement le 5 Septembre suivant , en
Chambre

CHRONOLOGIQUE. 97

Chambre des Comptes le 28 Novembre suivant, 1628, de la Chambre du Trésor le 19 Décembre 1628.

Sa Majesté ordonne qu'il sera fait les taxes, liquidation, & recouvrement en ce qui dépend de l'érendue & ressort du Parlement de Paris, des droits de Franc Fiefs, & nouveaux acquêts dus à Sa Majesté depuis le 1^{er} Janvier 1609.

Indiqué au Parlement le 21 Janvier 1634.

Sur la Commission est imprimée.

EDIT, Janvier 1634, contenant reglement sur les tailles.

ARTICLE PREMIER.

Nonobstant tous les anoblissemens accordés depuis vingt ans, moyennant finance ou autrement, & les usurpations des Privilèges de Noblesse; tous ceux qui seront nés & se trouveront de la condition roturière, seront imposés à la taille, excepté les douze anoblis par Edit du mois de Mai 1628, en faveur des Associés en la Compagnie de la Nouvelle-France.

ART. II.

Défendons à tous nos Sujets d'usurper le titre de Noblesse, prendre la qualité d'Ecuyer, & porter armoiries timbrées, à peine de 2000 livres d'amende, sans ne souz de maison & extraction noble.

ART. III.

Tous ceux qui n'étant nobles de race, usurpent ledit titre sous prétexte de quelques sen-

tences & jugemens obtenus par eux ou leurs prédécesseurs , si lesdites sentences ou jugemens n'ont été confirmés par Arrêts contradictoirement rendus avec parties valables ou intéressées , seront imposés aux tailles.

A R T. I V.

Il ne sera expédié aucunes Lettres d'anoblissement , sinon pour de grandes & importantes considérations.

A R T. V.

Les Bâtards , quoiqu'issus de peres nobles , ne pourront s'attribuer le titre & qualité de Gentilshommes , s'ils n'obtiennent des Lettres d'anoblissement , fondées sur quelque grande considération de leur mérite , & vérifiées dans les Cours des Aides , &c. autrement lesdits Bâtards , leurs veuves ou enfans , imposables aux tailles.

A R T. V I.

Les Maires , Consuls , Echevins & Conseillers des villes , ayant Privilège de Noblesse , par anciennes concessions , ne pourront jouir de l'exemption que pendant l'exercice de leurs Charges , sans que leurs enfans puissent jouir d'aucun Privilège de Noblesse.

A R T. V I I.

Les Descendans des freres de la Pucelle d'Orleans , insérés au Corps de la Noblesse & vivant noblement , jouiront des Privilèges de la Noblesse , & leur postérité de mâle en mâle ,

vivans noblement; mais ceux qui n'ont vecu ni ne vivent noblement, ne jouiront d'aucuns Privileges, & les filles & femmes descendans des freres de ladite Pucelle d'Orléans, n'annobliront plus leurs maris à d'avenir.

ART. XII.

Les pourvus des Charges de deux cens Gentilshommes de notre Maison, qui ne seront Nobles d'extraction, seront cotisés aux tailles.

ART. XIII.

Les Commissaires des Guerres jouiront de l'exemption, parce qu'aucun d'eux ne fussent Gentilshommes, à cause du service actuel qu'ils sont obligés de nous rendre. *Armorial de France, Regist. 1er, seconde Partie, page 375.*

ORDONNANCE rendue au Bureau de l'Election de Paris, le 26 Avril 1634, en execution des premier, deuxieme & troisieme Articles de l'Edit du Roi ou Règlement des tailles, donné au mois de Janvier précédent, vérifié à la Cour des Aides le 8 dudit mois d'Avril.

Défenses à toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, d'usurper le titre de Noblesse, prendre la qualité d'Ecuyer, & de porter armoiries timbrées, si elles ne sont d'extraction noble, pour jouir des Privileges & exemptions dus & attribués à ladite qualité, d'enlever le timbre de leurs armoiries en quelque part qu'elles soient apposées.

Cette Ordonnance est imprimée.

ARRÊT du Conseil, dernier Mai 1634.

Sa Majesté détermine la forme de la levée & perception des tailles, tant ordinaires qu'ex-

traordinaires , dans la Généralité de Dauphiné.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi , du 26 Juillet 1634 , adressé aux Trésoriers de France à Paris , pour le faire exécuter.

Le Roi ayant par son Edit du mois de Janvier dernier , ordonné qu'il seroit informé & fait toutes poursuites nécessaires contre ceux qui ont jusques à présent usurpé le titre de Noblesse , a estimé que les Elus auxquels appartient la seule connoissance des tailles , sont demeurés dans les termes de leurs Jurisdiccions ; néanmoins ayant reçu plusieurs plaintes de l'entreprise faite par lesdits Elus , contre les termes & pouvoirs portés par ledit Edit , en voulant se faire représenter les titres de ceux qui se prétendent nobles , pour à leur discrétion , les conserver dans leurs Privilèges , ou leur en ôter la jouissance , selon qu'ils seroient plus ou moins reconnus de leurs salaires : CASSE & ANNULLE , comme attentat , toutes les procédures & instructions faites par les Elus du Royaume contre les Nobles , pour raison de leurs titres , qualités & armoiries. Déclare nuls & de nulle valeur tous les Jugemens qu'ils peuvent avoir donné par raison de ce , & leur fait défenses de prendre aucune Jurisdiction ou connoissance des titres , qualités & armoiries desdits Nobles , à peine de nullité , & de 10,000 liv. d'amende.

Cet Arrêt est imprimé.

ÉDIT du Roi, 1635.

Sa Majesté confirme les Notaires-Secrétaires du Grand-Conseil dans la Noblesse au premier degré, en les assimilant aux quatre Notaires-Secrétaires du Parlement.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 27 Février 1759, rapporté ci-après.

RÉGLEMENT fait par le Roi, 30 Juillet 1615.

Les Nobles & tenans Fiefs seront tenus de comparoître au Ban & arriere-Ban, en équipage requis, sur peine de confiscation de leurs Fiefs, & d'être privés à jamais de porter les armes.

Ce Règlement est imprimé.

ARRÊT de la Cour des Aides, du 18 Décembre 1635 1735.

Cette Cour assujettit les Maire & Echevins de la ville de Bourges, lors de leur nomination, à déclarer au Greffe de ladite ville, s'ils entendent vivre noblement pour jouir du Privilège de Noblesse à eux accordés par les Rois.

Cet Arrêt est imprimé.

ÉDIT du Roi, 1636.

Sa Majesté confirme les les Notaires-Secrétaires du Grand-Conseil dans la Noblesse au premier degré, en les assimilant aux quatre Notaires Secrétaires du Parlement.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 27 Février 1759.

ARRÊT du Conseil, 9 Janvier 1636.

Sa Majesté détermine la forme de la levée & perception des tailles dans la Province de Dauphiné.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil, 23 Mai 1637.

Sa Majesté détermine la forme de la levée & perception des tailles dans la province de Dauphiné.

Cet Arrêt est imprimé.

LETTRES de Louis XIII, Mars 1638.

Les Echevins de la ville de Lyon, leurs successeurs & leur postérité, pourront faire le négoce & trafic, tant de l'argent par forme de banque, que de toutes marchandises en gros, & les tenir en magasin, sans que ce négoce leur soit imputé à dérogeance, pourvu qu'ils ne tiennent point de boutique ouverte.

La Communauté entiere sera exempte des franc-Fiefs, & du Ban & arriere-Ban.

Traité de la Noblesse, par Laroque, édition de Rouen, 1734, p. 136.

ARRÊT du Conseil, 6 Avril 1639.

Sa Majesté détermine la forme de la levée & perception des tailles dans la Province de Dauphiné.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, 29 Avril 1639.

Tous Gentilshommes & Nobles du Royaume ne peuvent être constitués prisonniers pour dettes, ni leurs biens immeubles décrétés pendant un

m, à compter du jour de la vérification de cette Déclaration, à la charge qu'ils serviront dans les armées de Sa Majesté en équipage convenable, & qu'ils feront apparoir de leurs services par bons & valables certificats.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 676.

RÈGLEMENT fait par le Roi entre les trois Ordres de la Province de Dauphiné, pour le fait des tailles, le 24 Octobre 1639, enregistré le 4 Novembre suivant.

ARTICLE PREMIER.

Les tailles de la Province de Dauphiné sont déclarées purement réelles & prédiales.

ART. VIII.

A l'égard des héritages roturiers acquis d'autres personnes, que celles qui sont déclarées nobles & exemptes par le présent Arrêt, & pour les acquisitions faites depuis le 15 Avril 1602, desdits nobles & exempts, par les Présidens, Conseillers, Avocats & Procureur-Généraux du Roi en ladite Cour de Parlement, Présidens, Maîtres, Correcteurs, Auditeurs, Avocat & Procureur-Généraux du Roi en ladite Chambre des Comptes, & ancien Trésorier de France en ladite Généralité, dont les peres ou ayeux n'ont été pourvus de pareils Offices, auparavant ladite année 1602, seront compris aux cadastres & taillables à perpétuité.

Désirant Sa Majesté pourvoir à la conservation des Familles de ceux qui ont obtenu Lettres de Noblesse depuis l'année 1602, ordonne qu'ils puissent prendre la qualité de Noble ; ainsi qu'ils faisoient auparavant l'Arrêt du dernier Mai 1634.

Que les Officiers du Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides & Bureau des Finances de la Généralité de Grenoble, qui ont eu ou qui auront père & ayeul exerçant ledits Offices, ou qui auront servi vingt ans en iceux, acquerront titre de Noblesse à eux & à leurs enfans sans préjudice de la réalité des tailles.

Ordonne Sa Majesté, que recherche soit faite de ceux qui depuis quarante ans ont usurpé le titre de Noblesse sans Lettres dûement vérifiées, pour être imposés aux tailles.

Et, pour juger du titre de Noblesse, S. M. ordonne, que conformément au premier Article de l'Arrêt, du 6 Avril 1639, ceux-là jouiront du Privilège de la Noblesse, qui rapporteront extraits des révisions des feux générales ou particulières, faites avant l'année 1602, ou lettres d'annoblissement, dûement vérifiées avant ledit temps, ou Arrêts donnés

Contradictoirement avec les Communautés intéressées, sur des titres légitimes & capables de donner la noblesse, ou qui se trouveront en PAISIBLE possession de ladite Noblesse quarante ans auparavant le Règlement de l'année 1602, & desquels elle n'a point été depuis contestée, sans que les rôles ou quittances d'arrière-Ban leur puissent servir de titres légitimes pour prouver ladite qualité de Nobles.

ART. XXIII.

Et quant aux Bâtards des Nobles & leurs descendans; Sa Majesté interprétant l'Article XII de l'Arrêt du dernier Mai 1634; veut & ordonne que ceux qui sont enfans légitimes, issus de peres & ayeux qui étoient pareillement nés en légitime mariage, & qui ont vécu noblement, jouissent de tous les Privilèges accordés aux Nobles de ladite Province, quoique leur bîsayeul fût bâtard. Veut Sadedé Majesté, que les descendans desdits bâtards, nés vingt ans avant l'année 1602, jouissent de la qualité de Nobles, sans préjudice de la réalité des tailles.

ART. XXX.

Ordonne S. M., qu'à l'avenir ne seront données aucunes Lettres d'Anoblissement, ou de déclaration de noblesse, ni établissement ou création faite d'Officiers nouveaux, &c.

Ce Règlement est imprimé.

DÉCLARATION, dernier Février 1640, & révisée le 15 Mars audit-an.

Toutes personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient, même les Nobles par Lettres, leurs Descendans, les Vétérans, les Maires, Echevins, Prêtres, Curés, Ecclésiastiques, ne pourront jouir de leurs Privilèges, qu'en payant les finances pour lesquelles ils seroient taxés, ensemble les deux sols pour livre, à faute de quoi ils seroient déchus de tous Privilèges, & contraints au paiement des impositions, & en payant lesdites taxes, confirmés dans la jouissance de tous lesdits Privilèges.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 676.

EDIT du Roi, Novembre 1640, enregistré le 26 dudit mois.

Sa Majesté révoque tous les Anoblissemens, accordés depuis trente ans, (c'est-à-dire depuis 1610), moyennant finance, & de tous Privilèges de Noblesse & autres exemptions, à l'exception de celles des Officiers des Cours souveraines & des Secretaires du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances, & suspension, pendant la guerre seulement, des Privilèges des Officiers, Domestiques de S. M., de ceux de la Reine, du Dauphin, & du Duc d'Anjou, du Duc d'Orléans, frere de S. M., & du Prince de Condé.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 13 Janvier 1667, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil privé, 6 Mai 1641.

Sa Majesté déclare Nobles de race, les Enfants des Echevins Nobles de la ville de Niort.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edition de Rouen, 1734, p. 125.

DÉCLARATION, Mai 1643, enregistrée le 30 Décembre suivant.

Anoblissement de deux Sujets du Roi dans chaque Généralité, fait par Sa Majesté, en faveur de son heureux avènement à la Couronne, lesquels anoblis seront choisis par Elle; jouiront eux, leurs femmes, leurs enfans & postérité, tant mâle que femelle, nés & à naître en loyal mariage, de tous les Privilèges de Noblesse, suivant les Lettres qui leur seront expédiées, porteront la qualité d'Ecuyer, parviendront à tous degrés de Chevalerie & de Gendarmerie, & sans qu'ils soient tenus de payer aucune finance à Sa Majesté, ni aux Rois ses successeurs, & aucune indemnité aux Habitans des Paroisses où ils feront leur demeure.

Armorial de France, Régistre premier, seconde Partie, p. 677.

DÉCLARATION du Roi, portant règlement sur les tailles, 18 Juin 1643, enregistrée en la Cour des Aides le 21 Juillet audit an.

Sa Majesté révoque les Anoblissemens accordés trente ans avant (c'est-à-dire depuis 1613), & ordonne que tous les Anoblis, moyennant finance ou autrement, depuis cette époque, hors les Officiers servans dans les armées, & les Commençaux & Domestiques, servans près de la personne pendant les voyages, seront imposés à la taille.

Cette Déclaration est énoncée dans celle du 8 Février 1661, rapportée ci-après.

DÉCLARATION du Roi , du 24 Octobre 1643.

Sa Majesté confirme les Conseillers-Secrétaires du Roi , Maison , Couronne de France & de ses Finances , dans le Privilège de la Noblesse à eux accordés par Lettres-Patentes de Charles VIII, du mois de Février 1484.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Edit du Roi , du mois d'Octobre 1727, rapporté ci-après.

LETtres de Louis XIV, Décembre 1643.

Le Privilège de Noblesse accordé aux quatre Echevins de la ville de Lyon , leur est de nouveau confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 136.

ARRÊT du Parlement, 4 Janvier 1644.

Vérification & enregistrement des Lettres de Noblesse des Echevins de Lyon , pour les Prévôts des Marchands & Echevins de cette ville.

Cet Arrêt est imprimé.

LETtres-PATENTES du Roi , Mars 1644. registrées au Parlement de Bretagne , en Décembre 1645.

Le Privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Nantes leur est de nouveau confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 136.

CHRONOLOGIQUE. 109

EDIT du Roi, du mois de Juillet 1644 ;
registré le 19 Août 1649.

Les Présidens , Conseillers , Avocat & Procureur-Général , le Greffier en chef & les 4 Notaires & Secrétaires du Parlement de Paris , pourvus desdits offices , & qui le seroient par la suite , déclarés Nobles & tenus pour tels par S. M. qui veut que lesdits Officiers , leurs veuves en viduité & leur postérité & lignée , tant mâle que femelle , née & à naître , jouissent de toutes les prérogatives & prééminences accordées aux Nobles , Barons & Gentilshommes du Royaume , pourvu que lesdits Officiers eussent servi pendant 20 années & qu'ils fussent décédés revêtus de leurs Offices , quoiqu'ils ne fussent point issus de Noble & ancienne race.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 677.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 26 Octobre 1644.

S. M. , vû la copie du Placard du Grand-Commandeur de Castille , Gouverneur des Pays-Bas , du 17 Février 1576 , portant injonction au Procureur du Roi de l'Election d'Artois , de procéder en l'Election contre les usurpateurs du titre de Noblesse.

Le Placard du Souverain d'Artois , du 25 Mars 1583 , qui ordonne entr'autres choses aux Procureurs de l'Election , de procéder contre lesdits usurpateurs.

Autre Placard du 4 Avril 1582 , au sujet du droit de nouvel-acquêt , qui porte que les

possédans Fiefs seront tenus de remettre leurs titres devant les Commissaires nommés à cet effet.

L'Extrait d'un Placard des Archiduc & Archiduchesse Albert & Isabelle, du 14 Novembre 1616, qui ordonnent, art. 15, que les Lettres de Noblesse, armoiries & changemens seront enregistrés en l'Election d'Artois.

La copie collationnée d'une Adresse de l'Archiduchesse d'Autriche, du 9 Novembre 1627, par laquelle elle demande aux Elus d'Artois leur avis sur des Lettres d'annoblissement.

L'Extrait tiré du Greffe de l'Election, d'un Placard du Roi d'Espagne, Comte d'Artois, du 15 Décembre 1543, portant injonction à tous ceux qui ont des Lettres d'honneur & de Noblesse, de les faire enregistrer au Greffe de l'Election.

Maintenant les Officiers de l'Election d'Artois dans le droit & possession de connoître du fait de la Noblesse, conformément aux Placards.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Décembre 1644. Attribution de la Noblesse au premier degré aux Officiers du Grand-Consail.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 27 Février 1759, rapporté ci-après.

EDIT du Roi, Janvier 1645, enregistré le 6 Juin 1658.

Les Présidens, Maîtres ordinaires, Correcteurs & Auditeurs, Avocats & Procureurs-Généraux & le Greffier en chef de la Chambre

des Comptes de Paris, déclarés Nobles, & tenus pour tels par S. M. qui veut qu'eux & leurs veuves en viduité, leur postérité & lignée, tant mâle que femelle, née & à naître, jouissent des privilèges de la Noblesse, comme les Nobles de race, Barons & Gentilshommes du Royaume, pourvu que lesdits Officiers eussent servi 20 ans, ou qu'ils fussent décédés revêtus de leurs offices, nonobstant qu'ils ne fussent point issus de noble race.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 677.

ARREST du Conseil d'Etat, 23 Septembre 1645.

Ceux qui ne faisoient point profession des armes, & qui n'avoient aucuns enfans dans le service actuel des armées, ou les annoblis depuis 1610, & ceux qui avoient obtenu des Lettres de réhabilitation ou de DÉROGANCE, qui ne se trouveroient pas dans le 3^e. degré, tenus de payer les taxes sur eux mises, à cause des rentes de la Province de Normandie.

Les anciens Nobles de nom, & d'armes, & portant l'épée de la Province de Normandie, déclarés exempts des rentes à recouvrer dans ladite Province, & principalement des taxes des nouveaux Nobles.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 678.

EDIT, Octobre 1645, enregistré le 14 Décembre audit an.

Création de 50 Nobles dans toutes les villes franches de la Province de Normandie, lesquels

Nobles seroient réputés tels à l'avenir , de même que leurs enfans , postérité & lignée , née & à naître en légitime mariage , & jouiroient de tous les privilèges dont jouissoient les autres Nobles & Gentilshommes du Royaume , avec permission de porter écussons & blazons de leurs armes timbrées , & même de continuer leur trafic pendant leur vie , sans que le fait de marchandise leur pût être imputé à dérogeance , ni à leurs descendans , à condition que si le Ban des Nobles & Gentilshommes étoit convoqué , ils seroient tenus , à peine de déchéance , du titre de Noblesse , de se trouver aux premières convocations dudit Ban , tant près de S. M. que dans ses armées.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 678.

E^dit du Roi , Juillet 1646.

Attribution de la Noblesse au premier degré aux Officiers du Grand-Conseil.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 27 Février 1759 , rapporté ci après.

ARREST du Conseil , 21 Août 1647.

S. M. instruite que , nonobstant la révocation ordonnée par sa Déclaration du mois de Novembre 1640 , de tous les anoblissemens accordés depuis 30 ans , moyennant finance , & que quoique par autre Déclaration du 16 Avril 1643 , portant règlement sur le fait des Tailles , il eût été dit que tous ces annoblis. seroient imposés à la Taille , plusieurs avoient trouvé le moyen de s'en exempter , & d'autres avoient obtenu des Lettres d'anoblis-

ément, dans lesquelles ils avoient fait insérer les clauses dérogoires à ces Déclarations ; elle ordonne que le dit Règlement sur le fait des Tailles seroit exécuté, & que non-seulement les annoblis y compris, mais même ceux qui avoient obtenu des Lettres d'annoblissement avec lefd. clauses dérogoires, seroient imposés aux Tailles, &c.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde partie, p. 678.

DÉCLARATION du Roi, 8 Novembre 1630.

Les Gentilshommes des Pays & Gouvernement de Beauce avant fait représenter au Roi que par défaut de Fermiers, ils s'étoient trouvés forcés de faire valoir par leurs Serviteurs & Domestiques, plus d'une de leurs Terres & Métairies ; mais que sous le prétexte des articles XXXIII & XLVIII du Règlement des Tailles de l'année 1634, par lesquels il est dit que les Nobles, Ecclésiastiques, Chevaliers de Maltre, Officiers privilégiés, & les Habitans de la ville de Paris, pourroient faire valoir une de leurs Terres & Maisons, même les adjacentes, & qu'à l'égard des autres Terres ou Métairies qu'ils feroient valoir par leurs Receveurs ou Serviteurs, ils seroient taxés d'office ; ce qui étoit entièrement contraire aux anciennes immunités de la Noblesse, aux intentions de S. M^t & aux Ordonnances des Rois ses Prédécesseurs, puisque celle du Roi Charles VI, de l'an 1388, portoit que toutes personnes seroient sujettes à la Taille, hors les Nobles extraits de noble lignée, & portant les armes ; que par l'article

CCLVI de l'Ordonnance de Charles IX, la Noblesse avoit été conservée dans ses honneurs, droits, franchises & immunités; que la même décision étoit prononcée par l'article CCLVI de l'Edit de Blois; que par l'article IX du Règlement des Tailles, fait en 1600, les Gentilshommes étoient en droit de tenir leurs Terres par leurs mains & Serviteurs; & que par l'article CLXXXIX de l'Ordonnance de 1629, le Roi Louis XIII avoit déclaré qu'il vouloit que la Noblesse du Royaume fût conservée dans tous ses droits; S. M., après avoir vu lesdits Edits, Réglemens & Ordonnances, ordonne que tous les Gentilshommes du Pays de Beauce jouiroient de leurs biens en toute liberté & franchise, suivant ledit article CLXXXIX de l'Ordonnance de l'an 1629, avec défenses aux Officiers des Elections, & aux Assesseurs & Collecteurs des Tailles, de comprendre à la Taille lesdits Gentilshommes de Beauce, ni leurs Serviteurs, pour raison de la gestion & du ménagement de leurs Terres.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 679.

LETTRES de Louis-le-Grand, Mars 1650, registrées à la Cour des Aides de Paris le 19 Juin 1658, au Parlement le 27 Avril 1660, à la Chambre des Comptes le 11 Mai.

Le privilège de Noblesse accordé au Maire, aux Echevins & aux Conseillers-Jurés de la ville de Niort, leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque, Edit. de Rouen, 1734, p. 125.

Édit de Philippe IV., Roi d'Espagne, du 4
Juillet, 1640.

Art. 115. du titre des qualités des personnes.
Il suffit de prouver une possession plus que
équivalente pour être maintenu dans la Noblesse.

Édit, Octobre 1650, enregistré le 14 Août
1651.

Le Roi Louis XIII, par Edit du mois de No-
vembre 1640, ayant révoqué les anoblisse-
mens accordés depuis 30 ans & ordonné que
les anoblis & leurs descendants seroient taxés
à l'avenir & imposés suivant leurs biens & fa-
cultés, & qu'au préjudice de cette Déclaration,
ceux qui avoient obtenu des Lettres de No-
blesse dans la Province de Normandie, s'é-
garant par leur crédulité, maintenus dans la
jouissance de leurs privilèges de Noblesse &
dans l'exemption de la Taille, S. M., pour
remédier à cet abus, confirme dans la Pro-
vince de Normandie les anoblissemens obte-
nus depuis l'an 1606, même ceux qui avoient
été accordés précédemment, & dont les Lettres
avoient été vérifiées en la Cour des Aides de
Rouen, sans qu'à l'aveu de ledits anoblis puis-
sents être inquiétés pour raison de ladite Dé-
claration de 1640, ni à la charge par eux de
payer à S. M. les sommes qui seroient par elle
ordonnées, à l'effet de quoi, ils seroient dé-
chus des privilèges de la Noblesse.

*Armorial de France, Regist. 200, Seconda
Partie, p. 678.*

Édit du Roi, du mois de Janvier 1661.

Sa Majesté accorde aux Officiers des Eids de

France les mêmes Privilèges dont jouissent les Officiers de la Maison.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil, du 9 Juillet 1697, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil, 8 Janvier 1653.

Le Roi s'étant fait représenter la Déclaration donnée par Henri le Grand, au mois de Mars 1606, portant confirmation des Anoblissemens accordés à plusieurs particuliers de la Province de Normandie, depuis l'an 1573, & le rétablissement de plusieurs Lettres & Chartres de Noblesse qui avoient été révoquées, en exécution de quoi lesdits Anoblis avoient payé à Sa Majesté quelque finance modérée, sachant que sous prétexte de cette finance, quelques autres avoient trouvé la facilité d'obtenir des Lettres de Noblesse, pour lesquelles ils avoient payé un supplément, quoiqu'il n'y eût que ceux anoblis avant ladite Déclaration qui dussent être reçus à le payer pour la confirmation de leurs anoblissemens depuis ladite année 1573; après aussi avoir vu l'Edit du mois d'Octobre de l'an 1650. portant confirmation des Anoblis depuis ladite année 1606, jusqu'au jour de ladite Déclaration; ensemble les procès-verbaux des avis que les Commissaires, tant de la Chambre des Comptes, que de la Cour des Aides de Rouen, avoient donnés sur les taxes que lesdits Anoblis pouvoient porter; & comme lesdits Commissaires n'avoient fondé leurs avis que sur des rapports suspects, qui leur avoient été faits de la condition & de la fortune desdits Anoblis, & que sous prétexte d'une fi-

nance modérée payée par chacun d'eux, ils avoient été d'avis qu'ils fussent déchargés desdites taxes ordonnées par l'Edit du mois d'Octobre 1606. Sa Majesté ayant cru raisonnable de traiter également tous lesdits Anoblis, puisqu'ils jouissoient tous du même bénéfice; considérant d'ailleurs qu'il y en avoit encore plusieurs qui avoient obtenu des lettres de Noblesse depuis l'Edit du mois d'Octobre 1650, & qui ne les avoient fait vérifier dans aucune Compagnie, pour éviter le paiement desdites taxes: Ordonne que les Anoblis depuis la Déclaration du mois de Mars 1606, lesquels en conséquence avoient payé la finance pour la confirmation de leur anoblissement, payeroient les sommes auxquelles ils avoient été taxés par le rôle qui avoit été arrêté au Conseil ledit jour 8 Janvier 1653, sur quoi seroit déduit ce qui avoit été payé depuis ladite Déclaration du mois de Mars 1606; sinon & à faute de ce, révoque toutes les Lettres, &c. avec injonction, sous mêmes peines, aux Anoblis depuis le mois d'Octobre 1650, de représenter leurs Lettres en la Chambre des Comptes, & en la Cour des Aides, pour y être vérifiées.

Armorial de France, Régistre premier, seconde Partie, p. 679.

LETTRES-PATENTES, du 11 Mars 1653, registrées en la Cour des Aides de Normandie, le 6 Mai suivant.

Sa Majesté déclare que son intention a été de ne faire dans ses Lettres de Déclaration, du

25 Juillet 1652, aucune exception des deux Notaires & Secretaires de la Cour des Aides de Rouen, mais au contraire, avoit entendu les y comprendre, comme faisant partie du Corps d'icelle, pour, par eux, participer aux Privilèges de Noblesse, & autres droits & prérogatives portés par lesdites Lettres, qu'elle veut être exécutées de point en point à l'égard desdits Notaires & Secretaires, de même que des autres Officiers y dénommés.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

ARREST du Conseil, 18 Juin 1653.

La Chambre des Comptes de Normandie ayant fait au Roi de très-humbles remontrances, que plusieurs Anoblis avoient été taxés par un rôle du 18 Janvier de ladite année, que pour le recouvrement de ce rôle, avoit été commis M. Louis Béchamel, & que ces taxes étoient la plupart de 1500 liv., quoique dans l'avis des Commissaires députés pour l'exécution de l'Edit du mois d'Octobre 1650, portant confirmation de tous les Anoblis depuis l'an 1606, l'évaluation des taxes n'eût été portée qu'à 1000 livres pour chaque Anobli, S. M. ordonne que ledit Edit du mois d'Octobre 1650, & la Commission dudit sieur Béchamel, seroient exécutés, voulant que les Anoblis avant l'an 1606, & qui avoient payé la taxe en conséquence de l'Edit du mois de Mars de ladite année, & qui n'avoient fait enregistrer leurs Lettres que depuis 1650, payassent ces sommes auxquelles ils avoient été taxés ou seroient taxés, surquoi leur seroit dé-

duit ce qu'ils auroient payé en vertu de l'Edit de 1606 ; voulant que ceux qui avoient obtenu ou qui obtiendroient des Lettres d'Anoblissement depuis l'Edit du mois d'Octobre 1650, jusqu'à la fin de l'année 1653, fussent pareillement taxés pour la confirmation, tout ainsi que s'ils n'avoient pas été compris, & que si par une même Lettre, il se trouvoit plusieurs Anoblis qui fussent taxés chacun séparément, ils fussent tous contraints au paiement de leurs taxes par saisie & vente de leurs biens.

Armorial de France, Registre premier, Seconde Partie, p. 680.

LETTRES-PATENTES du Roi, du mois de Juillet 1653.

Attribution de la qualité d'Ecuyer aux Portemanteaux & Huissiers de la Chambre du Cabinet du Roi.

Ces Lettres sont énoncées dans la Déclaration du 26 Mars 1697, rapportées ci-après.

ARREST du Conseil, 12 Juillet 1653.

Par Edit du mois d'Octobre 1650, & Arrêt du Conseil des 8 Janvier & 18 Juin de l'an 1653 ; le Roi ayant confirmé dans leur noblesse tous les Anoblis de la Province de Normandie jusqu'au 31 de Décembre de la même année 1653, moyennant certaines sommes auxquelles ils avoient été ou seroient taxés au Conseil, & S. M. instruite que plusieurs d'iceux Anoblis compris aux rôles desdites taxes, pour s'exempter d'en faire le paiement, s'étoient pourvus en modération devant différents Juges ; ordonne que ledit Edit du mois d'Octo-

bre 1650, & les Arrêts des 8 Janvier & 18 Juin de ladite année 1653, seroient exécutés selon leur forme & teneur, nonobstant oppositions ou appellations quelconques, que S. M. évoque à Elle & à son Conseil, renvoyant les Parties devant les sieurs d'Aligre, Montargis & Menardeau, Conseillers au Conseil, & Directeurs des Finances, pour être jugées, après la communication des instances, faite à M^r Pierre Emery, chargé du recouvrement desdites taxes.

Armorial de France., Registre premier, seconde Partie, p. 680.

DÉCLARATION du Roi, concernant la vérification des titres en Normandie, du 15 Mars 1655, enregistrée le premier Juillet suivant.

S. M. ordonne la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse, pour les imposer aux tailles & autres charges, & députe des Commissaires à cet effet.

Cette Déclaration est énoncée dans celle du 26 Janvier 1714, rapportée ci-après.

LETTRES-PATENTES, 15 Juillet 1655.

Commission pour l'exécution de la Déclaration du 15 Mars précédent, concernant la recherche des Usurpateurs de Noblesse.

Compilation chronologique de Blanchard, tome 2. p. 2053.

ARRÊT du Conseil 30 Mai 1656.

S. M. confirme les Gardes de son Corps & de celui de la Reine, ainsi que les Gardes de la Porte du Château, dans le droit de prendre la

la qualité d'Ecuyer, sans pouvoir y être troublés à l'avenir, ni être sujets à aucune taxe, pour raison de ladite qualité que l'on prétendroit qu'ils auroient usurpée.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 681.

EDIT du Roi, du mois de Juillet 1656.

S. M. confirme les Citoyens & Bourgeois de Paris dans tous les anciens Droits, Privilèges & Coutumes à eux ci-devant accordés.

Les Prévôt des Marchands & Echevins, le Procureur du Roi & de la ville, le Greffier & Receveur d'icelle étant en charge, & qui y entreront ci-après, ensemble leurs enfans nés à naître en légitime mariage, & leur postérité, jouiront du Titre, des Honneurs, Droits, Privilèges & Prérogatives de Noblesse, soit qu'eux, ou leurs enfans & descendans d'iceux, soient résidens en ladite ville ou hors d'icelle; ne sont tenus de faire autre preuve de leur noblesse que de montrer, qu'eux ou leurs peres aura exercé l'une desdites Charges de la ville de Paris.

Permission aux Marchands pourvus desdites Charges, ou après qu'ils seront hors de l'exercice d'icelles, de continuer le négoce & le trafic, tant en deniers en forme de banque, que de toutes marchandises en gros, & icelles tenir magasins, sans que pour ce, il leur puisse être imputé d'avoir fait acte dérogeant à Noblesse, pourvu qu'ils ne fassent point le débit des marchandises en détail, ni en boutique ouverte.

Et aussi à condition que le Procureur du Roi & de la Ville, le Greffier & le Receveur, dont les enfans & postérité jouiront dud't Privilege, auront exercé lesdites Charges pendant dix années consécutives.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi pour la recherche des Usurpateurs de Noblesse, du 30 Décembre 1656, vérifiée en la Cour des Aides, le 11 Septembre 1657.

Tous ceux qui depuis l'année 1606 se trouveront, sans être nobles & sans titre valable, avoir induement pris la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer avec armes timbrées, & usurpé le titre de Noblesse ou exemption des tailles, soit de leur autorité, force & violence, tant en vertu des Sentences & Jugemens donnés par les Commissaires députés pour le régalément des Tailles ou des Francs-Fiefs, que des Sentences des Elus & autres Juges, qui se trouveront avoir été données par collusion & sous faux donné à entendre, seront imposés aux rôles des Tailles des Paroisses où ils sont demeurans, eu égard aux biens & facultés qu'ils possèdent nonobstant lesdites Sentences & Jugemens, & pour l'indue usurpation par eux faite, seront tenus de payer, conformément au Règlement des Tailles de 1634, la somme de 2000 liv. & les 2 s. pour liv. sur les rôles qui seront arrêtés au Conseil. Et afin de connoître lesdits Usurpateurs, S. M. veut que, devant les Commissaires qui seront députés du Corps de la Cour des Aides de Paris, ceux qui pré-

tendent jouir du titre de Noblesse & des Privilèges d'icelle, soient tenus de représenter leurs titres, en originaux, aux premiers commandemens qui leur seront faits à la requête de son Procureur-Général en la Cour des Aides, pour être jugé souverainement & en dernier ressort de la Noblesse ou usurpation de ceux qui seront assignés.

Plus, S. M. voulant traiter favorablement les nouveaux Anoblis, les confirme dans leurs anoblissemens, à la charge de payer par chacun d'eux, dans le temps qui sera ordonné, la somme de 1500 liv. & les 2 s. pour livre.

Vent aussi S. M., que tous ceux qui ont obtenu des Lettres de dons, permissions, naturalité, bâtardise, deshérence, confiscation, dérogeances pures & simples ou autrement, légitimations, & généralement toutes Lettres Patentes, & Chartres émanées du Grand-Sceau de quelque nature qu'elles soient, depuis l'année 1606, jusqu'en fin de la présente, soient confirmés dans lesdites Lettres & attributions portées par icelles, à la charge de payer le droit de confirmation d'icelles, suivant qu'il sera réglé au Conseil, eu égard à la valeur & conséquence desdites Lettres.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil, 17 Janvier 1657.

S. M. ordonne que tous les Anoblis de la Province de Normandie mentionnés dans l'Edit de Décembre 1656. (& dans lequel n'étoient point compris les Gentilshommes de nom & d'armes, les Officiers des Cours souveraines,

& de la Grande Chancellerie, les Secretaires de S. M., Maison, Couronne de France & de ses Finances, & les Officiers de la Maison qui exerçoient ou servoient actuellement dans leurs Charges), paieroient les sommes auxquelles chacun d'eux seroit taxé au Conseil, pour être déchargés de l'indemnité par eux due à S. M., & être confirmés dans leur Privilège de Noblesse.

Armorial de France ; Regist. 1er. seconde Partie , p. 681.

ARREST du Conseil, 16 Avril 1657.

Les Gendarmes & Chevaux-légers de Sa Majesté s'étant plaints au Roi, que quoique la qualité d'Ecuyer ne leur eût jamais été contestée, Sa Majesté la leur ayant donné dans toutes ses Lettres-patentes, néanmoins le préposé à la recherche des usurpateurs de Noblesse, avoit poursuivi Guillaume Guerin, Ecuyer, sieur de la Housterie, l'un desdits Gentilshommes, pour le paiement de la somme de 500 livres à laquelle il prétendoit qu'il avoit été taxé, comme étant du nombre de ceux qui n'avoient pas le droit de prendre cette qualité; que dans pareil cas, la même question avoit été décidée en faveur d'André Champion, Ecuyer, sieur de Binaré, l'un des Gardes du Corps de Sa Majesté, par un Arrêt du Conseil du 30 Mai 1656, qui avoit déchargé, tant les Gardes du Corps du Roi, que ceux de la Reine, & les Gardes de la porte du château du Louvre, de toute taxe, pour ladite qualité. Sa Majesté décharge

ledit Guérin de ladite taxe de 500 liv. & fait défense audit préposé de faire aucunes contraintes, tant contre lui que contre les autres Gendarmes & Chevaux-légers, à peine de 1000 l. d'amende; voulant que les Gendarmes & les Chevaux-légers ne pussent, comme prétendus usurpateurs, être compris dans aucuns rôles de taxes qui seroient faites à ce sujet, & que les Officiers, Hommes d'armes & Chevaux-légers desdites Compagnies, pussent jouir sans trouble à l'avenir, comme par le passé, de ladite qualité d'Ecuyer.

Armorial de France, Registre premier, Seconde partie, p. 682.

DÉCLARATION du Roi, du 17 Septembre 1657, vérifiée en la Chambre des Comptes le 13 Octobre suivant.

Le Roi déclare que tous ceux qui, depuis l'année 1606, ont obtenu de S. M. & de ses Prédécesseurs Rois, Henri IV & Louis XIII, des Lettres d'annoblissement, depuis vérifiées en la Chambre des Comptes de Paris, ensemble des dons, permissions, légitimations, naturalités, bâtardises, & autres Lettres-Patentes en forme de Chartres émanées de son grand Sceau, de quelque nature qu'ils puissent être, qui ont été registrées en lad. Chambre, seront & demeureront maintenus en payant; savoir, par chacun Impétrant, des Lettres d'annoblissement, 1500 liv. & les 2 sols pour livre, & pour les Impétrans des autres Lettres-Patentes, les sommes auxquelles chacun Impétrant sera pour ce modérément taxé en son Conseil. Et à faute de

payer par eux lesdites taxes & 2^e fois pour livre d'icelles dans les temps qui leur seront par lui ordonnés, veut qu'ils y soient contraints ou demeurent déchus & leurs descendants dudit titre de Noblesse, privilèges & exemptions, & compris dans les rôles des Tailles.

Cette Déclaration est imprimée.

COMMISSION du Roi pour exécuter la Déclaration du 30 Décembre 1656, du 28 Septembre 1657.

S. M., par la Déclaration du 30 Décembre 1656, ayant ordonné entr'autres choses que les usurpateurs des titres de Noblesse seroient tenus de payer, conformément au Règlement des Tailles de 1634, la somme de 2000 liv. & les 2^e fois pour livre pour leur usurpation, & que les anoblis payeroient de même pour la confirmation & maintenance de leur anoblissement, celle de 1500 liv.

Commet pour procéder à la recherche desd. usurpateurs, les sieurs Amelot, Premier-Président, Dorieux & Lenoir, Présidents, de Bragelonne, du Mets, Puffort, Brissonnec, Sanguin, Lefevre, Royer, Le Bel, du Jardin, Le Tellier, Le Vayer & Le Camus, Conseillers en son Conseil, & le sieur Le Camus, Procureur-Général en la Cour des Aides de Paris.

Ordonne que seront assignés pardevant eux tous ceux qui prétendent jouir du titre de Noblesse & des privilèges y attribués, pour représenter les titres en originaux, en vertu desquels ils prétendent justifier leur Noblesse, & que

lesdits sieurs Commissaires députés fixeront un nombre de cinq pour l'absence des autres sur lesdits titres de la validité ou usurpation desd. Noblesses.

Ordonne aussi qu'il sera procédé à la recherche des Lettres de Noblesse qui se trouveront avoir été registrées en ladite Cour des Aides, pour être lesdits anoblis contraints au paiement du droit de confirmation.

Et comme pour servir de Greffier les sieurs Dupuy & Olivier, auxquels elle ordonne être faite une taxe raisonnable, pour leurs émolumens.

Cette Commission est imprimée.

RÈGLEMENT fait par les Commissaires Généraux pour l'exécution de la Déclaration du Roi du 30 Décembre 1656, du 8 Octobre 1657.

Ordonnent les sieurs Commissaires Généraux que les extraits des noms des personnes qui sont employées dans les rôles des Tailles en qualité d'exempts, comme Gentilshommes & Nobles depuis l'année 1640, seront envoyés au Greffe de la Commission par les Substituts du Procureur Général du Roi.

Qu'à la requête du Substitut dudit Procureur Général, pour suite & diligence de Me. François Baudin, il sera donné assignation à tous ceux qui ont indûment pris les qualités de Chevalier ou d'Ecuyer, & usurpé le titre de Noblesse & exemption des Tailles aux jours & délais ordinaires de la Cour, & seront les assignés tenus, dans la huitaine des jours de l'échéance de l'assignation, de déclarer s'ils en-

tendent maintenir leurs qualités & Noblesse ; auquel cas ils seront tenus dans ledit temps de produire leurs titres ; autrement , après une simple sommation , en seront déchus & déclarés usurpateurs.

Ordonnent que , faute par les assignés de comparoir , il leur soit donné défaut portant réassignation.

L'Assemblée des Commissaires se tiendra en la salle du grand Couvent des Augustins à Paris, les jours de Lundi & Jeudi de chaque semaine, depuis 10 heures jusques à midi , & ne seront les Parties ouïes en leurs remontrances & défenses que par Avocat & Procureur.

Ceux qui soutiendront leur Noblesse seront tenus dans les délais ci-dessus en rapporter les pieces justificatives en originaux , à faute de quoi déclarés usurpateurs.

Et à l'égard de ceux qui rapporteront leurs titres & pieces justificatives en bonne forme , seront tenus de les communiquer audit Baudin , pour fournir sa réponse dans la huitaine , après la communication desdits titres ; autrement , & à faute de ce faire , seront les assignés renvoyés absous après une sommation faite à personne ou domicile dudit Baudin.

Ce Règlement est imprimé.

ORDONNANCE des Commissaires-Généraux pour l'exécution de la Commission à eux donnée par le Roi le 28 Septembre 1657 , en conséquence de la Déclaration du 30 Décembre 1656 , du 8 Octobre 1657.

Ordonnent que tous ceux qui se trouveront

Sans être Nobles, ni titre valable, avoir pris induement la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer, même joi de l'exemption des Tailles, seront assignés pardevant eux en la salle du grand Convent des Augustins à Paris, pour représenter leurs titres en originaux, en vertu desquels ils ont pris lescdtes qualités; & à faute de ce, leur voir faire défenses de les plus prendre à l'avenir, & ordonner qu'ils seront imposés aux rôles des Tailles des Paroisses où ils le doivent être, suivant les Edits, Déclarations, Arrêts & Réglemens de la Cour, pour avoir pris & usurpé lescd. qualités de Chevalier & d'Ecuyer, & joi induement descdtes exemptions, & être condamnés chacun en 2000 liv. & 2 sols pour livre.

Qu'il soit fait commandement à tous Greffiers, Notaires & Tabellions, Gardes de registres & minutes, de fournir dans la huitaine, suivant ledit commandement fait à personne ou domicile, des extraits en bonne forme de tous les Jugemens, Contrats & autres Actes authentiques qu'ils auront pardevant eux, dans lesquels les qualités de Chevalier ou d'Ecuyer auront été employées, comme aussi la date & demeure de ceux qui auront pris lescd. qualités.

Leur allouent 15 sols pour chacun descdts extraits, & leur défendent de supprimer ou oblitérer aucuns noms de ceux qui ont pris dans lescdts actes lescdtes qualités, à peine de 500 liv. d'amende pour chacun des obmis.

Cette Ordonnance est imprimée.

DÉCLARATION du Roi, Mars 1658, regiftrée le 6 Août audit an.

Le Juge-Prévôt de la ville d'Angers s'étant pourvu contre un Arrêt rendu au Conseil & contre une Déclaration du Roi du mois d'Août 1656, par lesquels les Maire, Echevins & Corps de l'Hôtel de ladite ville avoient été confirmés dans les privilèges de la Noblesse & s'étoient fait exempter de la Jurisdiction dudit Juge-Prévôt, S. M., conformément à un Arrêt du Parlement de Paris, du 14 Juin 1555, confirme l'edit Juge-Prévôt dans la connoissance des causes desdits Maire & Echevins, & autres Officiers du Corps dudit Hôtel de Ville, sans néanmoins préjudicier à leur Noblesse, de laquelle eux & leur postérité jouissent, conformément à la susdite Déclaration, & de même que les autres Nobles du Royaume.

Annuaire de France, Regist. ter. seconde Partie, p. 1682.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 14 Mars 1658.

Le Roi s'étant fait représenter la Déclaration du 30 Décembre 1656, par laquelle il avoit ordonné que tous ceux qui, depuis l'année 1606 auroient induement pris la qualité de Chevalier ou Escuyer, avec armes timbrées, & qui se seroient par cette voye exemptés des Tailles, seroient imposés aux rôles d'icelles, & tenus pour leur usurpation, conformément aux Réglemens des Tailles de l'année 1634, duement vérifiés, de payer à S. M. la somme

de 2000 liv. par forme d'amende ; & afin de connoître lesdites usurpations , que pardevant les Commissaires qui seroient députés du Corps de la Cour des Aides de Paris , ceux qui prétendroient jouir du titre de Noblesse & privilèges d'icelles , seroient tenus de représenter les originaux de leurs titres au premier commandement qui leur seroit fait , pour être jugé souverainement de la Noblesse ou usurpation de ceux qui seroient assignés ; & outre par ladite Déclaration auroit été ordonné que par les nouveaux Anoblis , depuis l'année 1606 , il seroit payé la somme de 1500 livres par chacun an pour être confirmés.

Et encore pour soulager ceux qui seroient assignés pardevant les Commissaires de la Cour des Aides ; des frais & voyages qu'ils auroient à faire , voulant épargner les frais des voyages de la Noblesse à Paris pour y apporter ses titres , ordonne qu'il sera incessamment nommé des Commissaires en chacune des Généralités du ressort de la Cour des Aides de Paris , pardevant lesquels les titres seront représentés pour être procédé à la vérification d'iceux , la recherche contre les usurpateurs & anoblis dans l'étendue de la Généralité de Paris , continuée pardevant les Commissaires à ce députés.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi concernant le Parlement de Metz , du mois de Septembre 1658 , enregistré en Parlement le 24 Octobre suivant.

Le Roi déclare que les Présidens, Conseillers, Avocats & Procureur - Général & le Greffier en chef de la Cour de Parlement de Metz, présentement pourvus desdits Offices, & qui le seront ci-après, seront Nobles & tenus pour tels; qu'ils jouiront, eux & leurs veuves demeurant en viduité, leur postérité & lignée, tant mâles que femelles, nés & à naître, des mêmes droits, privilèges, franchises & immunités, rangs, séances & prééminences que les autres Nobles de race, Barons, Gentilshommes de son Royaume; qu'ils seront capables de parvenir à tous honneurs, charges & dignités, pourvu que lesdits Officiers aient servi vingt années, ou qu'ils décèdent revêtus desdits Offices, nonobstant qu'ils ne soient issus de noble & ancienne race.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, 1659.

Sa Majesté confirme aux Officiers de la Cour de Parlement & de celle des Aides de la ville de Paris le privilège de la Noblesse transmissible au premier degré qui leur étoit attribué.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, 1659.

Le Roi, sur le XLII Article des cahiers des Députés des trois Ordres de la Province de Normandie, ayant, le 29 de Décembre de l'an 1657, révoqué tous les Anoblis depuis

CHRONOLOGIQUE. 133

l'an 1610, & par des Lettres du 8. Octobre de l'an 1658, restreint cette révocation à ceux qui avoient été anoblis depuis son avènement à la Couronne; ayant aussi fait réflexion que plusieurs d'entr'eux, à cause de ladite qualité, s'étoient alliés dans les anciennes Noblesses, & s'étoient signalés à son service, & même, sous la foi publique, avoient payé le droit de confirmation de leur anoblissement; S. M. veut que tous les Anoblis de la Province de Normandie, depuis son avènement à la Couronne, & leurs descendans, soient & demeurent rétablis dans leur titre & qualité de Noblesse, & jouissent de tous les Privilèges attachés à la Noblesse, de même que les autres Gentilshommes du Royaume, en payant par chacun desdits Anoblis révoqués, & par chacun de leurs enfans nés avant les Lettres d'anoblissement de leur pere, les sommes auxquelles chacun d'eux seroit taxé au Conseil, &c.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 683.

EDIT, Janvier 1660, enregistré le 7 Septembre audit an.

La paix ayant été faite entre la France & l'Espagne, & le Roi voulant gratifier ceux qui se trouvoient avoir plus de mérite, & s'être distingués des autres, & suivre ce qu'elle avoit fait lors de son joyeux avènement à la Couronne, anoblit deux de ses Sujets dans chaque Généralité des ressorts des Parlemens, Chambres des Comptes, Cours des Aides, ensemble

leurs femmes, postérité & lignée, tant mâle que femelle, nées & à naître en loyal mariage, avec pouvbir de porter la qualité d'Ecuyer, & leurs armes timbrées en écusson, sans qu'ils puissent être sujets à aucune taxe, ni sans être obligés de rapporter aucuns certificats de service, ni de payer aucune indemnité aux Paroisses ou Communautés de leur demeure.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 683.

DÉCLARATION du Roi, du 8 Février 1661, enregistrée en la Cour des Aides le 30 Août audit an, pour le ressort de la Cour des Aides de Paris, pour la recherche & condamnation des Usurpateurs de Noblesse, à l'honneur des véritables Gentilshommes, & au soulagement des autres Sujets taillables du Royaume.

S. M. s'étant fait représenter les Réglemens des tailles des années 1600, 1634 & 1643, & les Arrêts & Déclarations qu'elle a donnés en conséquence pour la recherche des Usurpateurs de Noblesse, qui n'étant point Gentilshommes, prennent néanmoins les qualités de Chevalier & d'Ecuyer, portent armes timbrées, & s'exemptent du paiement des tailles & des autres charges auxquelles les roturiers sont sujets au préjudice de S. M., & des véritables Gentilshommes d'anciennes & nobles Maisons, & à l'oppression des Sujets taillables qui sont surchargés des tailles à cause des fausses exemptions dont jouissent ces Usur-

C H R O N O L O G I Q U E. 235

patens, qui sont pour l'ordinaire les plus riches & les plus puissans des Paroisses.

On donne que tous ceux qui se trouveront sans être nobles & sans titre valable, avoir indûment pris la qualité de Chevalier ou d'Escuyer, avec armes timbrées, ou usurpé le titre de Noblesse ou exemption des tailles, soit de leur autorité, force & violence, tant en vertu de Sentences & Jugemens donnés par les Commissaires députés pour le reglement des Tailles ou Francs-Fiefs, que des Sentences des Officiers des Elections ou autres Juges, qui se trouveront avoir été donnés par collusion & sous faux donnés à entendre, soient imposés aux rôles des tailles des Paroisses où ils sont demeurans, en regard aux biens & facultés qu'ils possèdent, notwithstanding lesdites Sentences & Jugemens; & pour l'indue usurpation par eux faite, qu'ils soient tenus de payer, conformément au Reglement des Tailles de l'année 1634, la somme de 1000 liv. & les 2 s. pour livre, & en outre qu'ils soient condamnés en telle somme qui sera arbitrée par la Cour pour l'indue exemption du passé de la contribution des tailles, au paiement desquelles sommes ils seront contraints comme pour les propres deniers & affaires de S. M.

Veu que les qualités par eux prises soient rayées & biffées de tous actes & contrats où ils se trouveront les avoir prises & usurpées, le timbre apposé à leurs armes lacéré & rompu, & qu'il soit fait au rôle de tous ceux qui auront été ainsi condamnés & dénomés

Usurpateurs du titre de Noblesse ou desdites qualités, par ladite Cour, & icelui mis ès Greffe des Elections, pour y avoir recours, & être lesdits Usurpateurs taxés par les Assesseurs & Collecteurs, ou d'office, & compris ès rôles des tailles & autres impositions.

Fait défenses à toutes personnes qui ne sont pas d'extraction noble ni Gentilshommes, de prendre à l'avenir lesdites qualités de Chevalier ou d'Ecuyer, & de porter armes timbrées, à peine de 2000 liv. d'amende. Et afin de connoître lesdits Usurpateurs, veut S. M. que, dans l'étendue du ressort de la Cour des Aides de Paris, tous ceux qui prétendront jouir du titre de Noblesse & des Privilèges d'icelle, seront tenus de représenter leurs titres en originaux aux premiers commandemens qui leur en seront faits à la requête du Procureur-Général du Roi en ladite Cour.

Et néanmoins désirant pourvoir à ce que les véritables Gentilshommes ne soient point vexés, S. M. ordonne qu'avant qu'il puisse être donné aucune assignation en exécution des présentes Lettres, Me Bousseau & du Cantion seront tenus de mettre au Greffe de ladite Cour un état signé d'eux, contenant les noms, surnoms, qualités, & demeures de ceux qu'ils prétendront être Usurpateurs, & faire assigner pour justifier de leur Noblesse ou desdites qualités, &c.

Veut qu'il soit donné Arrêt pour faire assigner en ladite Cour, & ce, dans les délais raisonnables, suivant les distances des lieux,

les particuliers dénommés esdites Requêtes, prétendus Usurpateurs de Noblesse ou desdites qualités de Chevalier ou d'Ecuyer en exécution des présentes Lettres.

Qu'il soit donné par ladite Cour Arrêt définitif, par lequel lesdits particuliers assignés seront déclarés Roturiers & Usurpateurs du titre de Noblesse ou desdites qualités de Chevalier ou d'Ecuyer, imposés à la taille, & condamnés à l'amende de 2000 livres. Veut que lesdites instances soient jugées par ladite Cour, sans frais, attendu que S. M. est seule partie.

Confirme dans leur anoblissement ceux à qui il en a été accordé depuis 1606 jusqu'à présent, à la charge de payer par chacun d'eux, à l'exception de ceux de Normandie qui ont déjà satisfait, la somme de 1500 l. & les 2 s. pour livre d'icelle; qu'à défaut de paiement, lesdites Lettres demeureront révoquées & lesdits Anoblis rétablis & confirmés, leurs veuves, enfans & descendans déchus du bénéfice & privilège d'icelle, imposés & taxés comme dessus es rôles des tailles de leurs Paroisses, comme Roturiers & Contribuables, si dans deux mois après la publication, ils ne font registrer dans les Elections de leur ressort lesdites quittances de confirmation.

Veut que lesdits enfans desdits Anoblis, réunis & confirmés, décédés, soient tenus de payer chacun 1000 liv. & les 2 s. pour livre pour leur confirmation seulement, au lieu desdites 1500 l., qui ne seront payés que par

les Anoblis , & confirmés vivans , ou par les enfans uniques seulement desdits Anoblis , rétablis & confirmés , décédés.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION , 30 Août 1661.

Tous ceux qui , sans être nobles , & sans titres valables , ont pris la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer , ou qui auront usurpé le titre de Noblesse , sont condamnés à 2000 liv. d'amende , & aux 2 s. pour livre.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 684.

ARREST de la Cour des Aides de Paris , 1663.

Un Descendant d'un Capitoul de Toulouse , déchargé de la taxe à laquelle il avoit été imposé parmi les faux Nobles en Bourgogne.

Traité de la Noblesse , par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 132.

ARREST rendu en la Cour de Parlement de Paris , le 13 Août 1663.

Défenses à tous Propriétaires de Terres , de se qualifier Barons , Comtes , Marquis , & d'en prendre les couronnes à leurs armes , sinon en vertu de Lettres-Patentes bien & dûment vérifiées en la Cour : A tous Gentilshommes de prendre la qualité de Messire & de Chevalier , sinon en vertu de bons & valables titres , & à ceux qui ne sont point Gentilshommes , de prendre qualité d'Ecuyers , à peine de 1500 liv. d'amende.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil, 5 Décembre 1663.

S. M. décharge de toutes taxes faites sur les Anoblis, depuis l'année 1606, & qui avoient été ordonnées par Déclâr du 8 Février 166

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 684.

DÉCLARATION du Roi, du 22 Juin 1664, enregistrée en la Cour des Aides le 5 Juillet audit an.

Réglement des procédures & formalités qui seront faites en exécution de la Déclaration de S. M., du 8 Février 1661, contre les Usurpateurs du titre de Noblesse.

Il sera expédié une Commission générale, en vertu de laquelle il sera fait commandement aux Usurpateurs des qualités de Chevalier ou d'Ecuyer, ou à ceux qui se sont induement exemptés de la contribution aux tailles, de représenter, dans les délais ordinaires, & suivant la distance des lieux, les originaux des titres de leur prétendue Noblesse.

Conformément à l'Arrêt de vérification de ladite Déclaration du 8 Février 1661, les Particuliers qui comparoîtront aux commandemens qui leur seront faits, seront tenus de produire les grosses originales, ou minutes des titres justificatifs de leur Noblesse, quinzaine après leur comparution.

Ceux qui soutiendront être nobles, seront tenus de produire leurs titres par une seule & même production; & à cet effet, toutes pro-

ductions nouvelles seront rejetées ; à la réserve de deux seulement , après la principale.

Tous les Procès pour raison desdites usurpations , seront jugés par absolution ou par condamnation : ce faisant , ceux qui justifieront par titres authentiques la possession de leur Noblesse depuis l'année 1550 , seront renvoyés absous , & ceux qui ne produiront des titres & contrats que depuis & au-dessous de l'année 1560 , seront déclarés roturiers , contribuables aux tailles & autres impositions , & condamnés en 2000 liv. d'amende & aux 2 s. pour livre.

Les Particuliers seront tenus de faire apporter , dans deux mois pour tous délais , les minutes de grosses par eux produites , contre lesquelles le Procureur-Général du Roi se sera inscrit en faux , sans qu'à l'égard des minutes des contrats passés depuis l'année 1560 inclusivement , ils puissent être dispensés de faire apporter lesdites minutes , & les fabricateurs & leurs Complices , punis selon la rigueur des Ordonnances.

Cette Déclaration est imprimée.

ARRÊT du Conseil d'Etat , du 8 Août 1664 , contre les Officiers Commençaux qui ne seront compris aux états fournis en la Cour des Aides en l'année 1664.

S. M. veut qu'aucun Officier des Maisons Royales ne jouisse d'aucuns privilèges ni exemp-

tions , s'ils ne sont compris aux états qui ont été ou qui seront fournis en la Cour des Aides de Paris , en conséquence de la Déclaration du 30 Mars 1664 , qu'ils ne justifient de leur service actuel , & comme ils ont été payés de leurs gages au-dessus de soixante livres , & n'observent les formalités portées par les Réglemens.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi , Août 1664.

Sa Majesté supprime toutes les Lettres de Noblesse qui avoient été accordées par elle ou les Rois ses prédécesseurs , depuis le premier Janvier mil six cens quatorze , dans la Province de Normandie , & depuis le premier Janvier de l'année mil six cens onze , dans le reste du Royaume.

Cet Edit est imprimé.

STATUTS de l'Ordre de Saint Michel par Louis XIV , 12 Janvier 1665.

ART. II.

S. M. ordonne que le nombre de ceux qui seront admis à l'avenir audit Ordre , seront réduits à cent , outre les Chevaliers du Saint Esprit , sans que ledit nombre puisse être augmenté en aucune maniere , desquels il y aura six Ecclésiastiques , Prêtres âgés de trente ans , & constitués en dignités d'Abbés ou de Charges

principales des Eglises Cathédrales & Collégiales , & six Officiers des Compagnies Souveraines ; lesquels S. M. ne veut pas exclure des récompenses d'honneur qu'ils peuvent mériter par des emplois & des services considérables , à condition toutefois qu'ils feront les mêmes preuves de leur naissance & de leurs services que les Chevaliers Militaires.

A R T. I I I.

Que sur le rapport qui sera fait à S. M. par les Commissaires à ce députés, des titres & preuves représentés par les Chevaliers reçus audit Ordre , par le passé , il en sera choisi par S. M. jusqu'au nombre de cent.

A R T. I V.

Et pour l'avenir : que nul ne pourra être admis à l'honneur de recevoir ledit Ordre qu'il ne soit de la Religion Catholique , Apostolique & Romaine (excepté les Etrangers) , de bonnes mœurs , âgés de 30 ans , *Nobles de deux Races* , & ayant servi S. M. & l'Etat en des emplois considérables dans les armées , au moins l'espace de 10 ans , & ceux de Justice , pendant le même temps de 10 années dans les Compagnies souveraines.

Ces Statuts sont imprimés.

DÉCLARATION du Roi contre les usurpateurs de Noblesse , du 26 Février 1665 , vérifiée en la Cour des Comptes , Aides & Finances d'Aix le 2 Juin 1665 , par Arrêt de ce jour.

Tous ceux qui se trouveront sans être Nobles & sans titres valables, avoir induement pris la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer, avec armes timbrées, ou usurpé le titre de Noblesse, soit de leur autorité, force & violence dans leurs Contrats, où ils sont intervenus, ou en vertu des Sentences ou Jugemens donnés, tant par les Commissaires députés pour la recherche des francs-Fiefs, que des Sentences des Officiers des Sièges Royaux & ordinaires, ou autres Juges donnés par collusion ou sous faux, donné à entendre, seront cotés aux capages & autres impositions personnelles qui se font & peuvent faire aux lieux où ils seront demeurans; & quoiqu'au pays de Provence les Tailles soient réelles, & que la qualité d'Ecuyer, Chevalier ou Noble n'en donne aucune exemption, néanmoins, cette qualité ne reste pas d'être d'un très grand préjudice, parce que, par la longueur du temps, les familles s'étendent dans les autres Provinces du Royaume; & au moyen de cette usurpation, ils jouissent des privilèges, & les droits de Noblesse se trouvent souvent contestés, la différence des véritables Nobles tant nécessaire d'être faite d'avec les Roturiers, & ceux qui ont pris ladite qualité sans titres valables: & pour la punition de leurs entreprises & indue usurpation par eux faite, veut S. M. que par les Commissaires députés, les Cours des Comptes, Aides & Finances de Provence, ils soient condamnés en l'amende qu'elle a modérée à la somme de 1000 liv. & aux 2 sols pour livre, au lieu de celle de

2000 liv. portée par l'Edit de Janvier 1654.

Fait très-expres des défenses à toutes personnes qui ne sont pas d'extraction noble ou Gentilshommes, de prendre à l'avenir lesdites qualités de Chevalier, Noble ou d'Ecuyer, & autres titres de Noblesse, & de porter armes timbrées, à peine desdits 2000 liv. d'amende.

Tous ceux qui prétendront jouir du titre de Noblesse & des privilèges d'icelle, seront tenus de représenter leurs titres & originaux aux premiers commandemens qui leur en seront faits à la requête du Procureur - Général en ladite Cour des Aides & Finances, à la diligence du Préposé à la recherche desdits usurpateurs.

Ordonne S. M. qu'avant qu'il puisse être donné aucune assignation en exécution des présentes Lettres, led. Préposé & sa caution seront tenus de mettre au Greffe desdits Commissaires un état signé d'eux, contenant les noms, surnoms, qualités & demeures de ceux qu'ils prétendent être usurpateurs, & les faire assigner pour justifier de leur Noblesse ou desdites qualités, & en cas que par l'événement ledit Préposé & sa caution fussent assignés par aucuns desdits véritables Gentilshommes, veut qu'ils soient condamnés en tous leurs dépens, dommages & intérêts, qui seront néanmoins liquidés.

Veut que toutes les Requêtes à fin d'inscription de faux, présentées par ledit Préposé, soient reçues, & les particuliers tenus de faire apporter, dans six semaines pour tout délai, les

les minutes des grosses par eux produites, contre lesquelles ledit Préposé se fera inscrire en faux, sans qu'à l'égard des minutes des Contrats passés depuis l'année 1550, inclusivement, ils puissent être dispensés de les faire apporter; & à faute de ce faire, mises au Greffe dans ledit temps; que les grosses soient mises dans un sac à part, préalablement paraphées par le Conseiller Rapporteur, pour y avoir recours au besoin.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION, 27 Février 1665.

Règlement pour l'exécution des Déclarations des 8 Février 1661 & 22 Juin 1664, pour la recherche des usurpateurs de Noblesse.

Compilation chronologique de Blanchard, tome 2, page 2159.

DÉCLARATION, 10 Mars 1665, enregistrée le 1er. Juillet suivant.

Recherche de la Noblesse en Normandie, par des Commissaires qui devoient dresser des Procès-verbaux des titres, & les envoyer au Conseil.

Cette Déclaration est imprimée.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 1er. Juin 1665, portant surseance de la recherche de la Noblesse.

Le Roi ayant, en conséquence des Ordonnances & des Réglemens des Tailles, ordonné la recherche de ceux qui ont usurpé le titre de Noblesse, pour les faire condamner au paiement de l'amende & les faire employer aux

Rôles des Tailles, pour le soulagement des Contribuables à icelles, S. M. auroit pour cet effet, donné les ordres nécessaires; mais ils ont été si mal exécutés, que souvent les Traitans ou leurs Commis ont iniqué de véritables Gentilshommes, lesquels, après avoir justifié de leurs titres, ont été renvoyés avec condamnation contre lesdits Traitans.

Et à l'égard des usurpateurs, il a été fait des compositions avec aucuns, moyennant lesquelles, les exploits d'assignations ont été supprimés, & d'autres sur des titres faux, ou fort foibles, ont été déclarés Nobles par la connivence desdits Traitans: à quoi S. M. a résolu de pourvoir, en sorte que les usurpateurs soient traités selon la rigueur des Ordonnances, & les véritables Gentilshommes exempts de vexation.

Ordonne que dans un mois, les Traitans & Sous-Traitans de la recherche desdits usurpateurs de Noblesse seront tenus de représenter pardevant les sieurs d'Aligre, de Séve, Pussort, de Brereuil, Marin & Colbert, Conseillers ordinaires audit Conseil, les états par le menu de la recette par eux faite.

Et cependant leur fait S. M. défenses de faire aucunes poursuites audit Conseil, aux Cours des Aides, ni ailleurs, ni faire exécuter aucunes contraintes, jusqu'à ce qu'autrement par S. M. en ait été ordonné, à peine de 3000 liv. d'amende contre les contrevenans, & de tous dépens, dommages & intérêts; se réservant S. M. de faire procéder à ladite re-

cherche par les voies & au temps qu'elle le jugera à propos.

Cet Arrêt est imprimé.

RÈGLEMENT de MM. de la Noblesse d'Artois pour entrer aux Etats, 1666.

L'intention de S. M. étant que ladite entrée ne soit permise qu'aux Gentilshommes d'ancienne Noblesse, possédant Terres à clocher, des plus seigneuriales.

MM. de la Noblesse ordonnent qu'il sera établi deux Gentilshommes, lesquels, secrètement avec le Député ordinaire, prendront connoissance de la qualité, de la naissance & des Terres, en faveur desquelles S. M. demandera avis pour l'entrée auxdits Etats, pardevant lesquels devra être faite preuve complète par les Prétendans de 4 générations nobles de sang, faisant au moins 100 ans, tout ainsi & en la même forme qu'il se pratique au regard des Chevaliers de Malte du même chef, lesquelles preuves seront rapportées en l'Assemblée la plus prochaine pour être examinées, reconnoître si elles sont suffisantes, &c.

Ce Règlement est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 22 Mars 1666.

Le recouvrement des amendes qui seront adjugées contre les usurpateurs du titre de Noblesse, sera fait sur les quittances du Trésorier des revenus casuels.

Cet Arrêt est prononcé dans celui du 22 Avril 1666, rapporté ci-après.

8 A B R É G É
du LETTRES - PATENTES du Roi Louis XIV ;
22 Mars 1666.

Les Officiers de la Chambre des Comptes
Blois seront reçus à payer le droit annuel.
*Ces Lettres sont énoncées dans celles du mois
de Février 1715 , rapportées ci-après.*

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 22
Mars 1666 ; qui leve la surseance portée par
l'Arrêt du 1er. Juin 1655 , & qui ordonne que
la recherche des usurpateurs du titre de No-
blesse sera continuée , &c.

S. M. ayant fait travailler à l'instruction &
jugement des instances par des Commissaires
choisis du Corps d'aucunes des Cours des
Aides , lesquels ont rendu divers Arrêts sur ce
sujet , sans beaucoup d'utilité pour S. M. , n
pour le Public ; mais au contraire , ont produit
quantité de vexations par la malice d'aucuns de
ceux qui ont été préposés à ladite recherche ,
& des Procureurs & autres Officiers subalter-
nes , lesquels ont fait tant de chicanes ; que
souvent il s'est rencontré qu'après un séjour
de 8 ou 10 mois des véritables Gentilshommes
à la suite desdites Cours , enfin ils ont été dé-
clarés tels , mais en payant des épices & autres
frais si excessifs , qu'ils en ont été fort incom-
modés , contre l'intention de S. M. qui auroit
jugé à propos de faire faire sans frais la repré-
sentation des titres dans chacune Généralité
pardevant les sieurs Commissaires députés p.
S. M. , auxquels elle ordonneroit d'y travail-
ler diligemment & exactement , sans pour ce fa-
souffrir aucun préjudice aux véritables Genti :

hommes. S. M. voulant que pour les distinguer des usurpateurs, il soit fait un catalogue contenant les noms, surnoms, armes & demeures desdits Gentilshommes, pour être enregistré dans les Bailliages & y avoir recours à l'avenir.

ART. I.

S. M. a levé la surseance de la recherche des usurpateurs du titre de Noblesse, portée par l'Arrêt du 1er. Juin 1665. Et en conséquence, ordonne que par les sieurs Commissaires par elle départis en ses Provinces, il sera procédé à la continuation de ladite recherche, auquel effet ils feront assigner es villes de leur résidence ordinaire, ou en chacune Election, les véritables Gentilshommes & les prétendus usurpateurs, pour représenter leurs titres, même les Arrêts rendus, tant au Conseil, Requêtes de l'Hôtel, Cour des Aides, qu'autres Juridictions, & les pièces sur lesquelles ils ont été rendus en faveur de quelques particuliers déclarés Nobles, pour être le tout communiqué à ceux qui seront préposés par S. M. à la poursuite de ladite recherche, laquelle vérification de titres sera promptement & exactement faite par lesdits sieurs Commissaires.

ART. II.

Et quant à ceux desdits prétendus usurpateurs qui soutiendront leur Noblesse, & laquelle néanmoins sera contestée par lesdits préposés, ils seront retenus pour être envoyés

A B R É G É
 des mains du Greffier des Commissions extraordinaires ; comme par S. M. pour travailler sous les sieurs Commissaires par elle députés audit Conseil , pour examiner & faire rapport des Procès-verbaux desdits sieurs Commissaires départis, contenant les contestations des Parties:

A R T. V.

S. M. donne pouvoir auxdits sieurs Commissaires départis de juger définitivement, tant ceux qui se laisseront contumacer, que ceux qui se désisteront du titre de Noblesse, lesquels seront par eux condamnés à telle amende qu'ils arbitreront, ou égard à leurs facultés, ou au bénéfice qu'ils auront eu de leur usurpation, & aux 2 sols pour liv. de peine comminatoire, s'ils le jugent à propos.

A R T. V I.

Déclarant S. M. que ceux qui seront ainsi jugés par lesdits sieurs Commissaires, ne se pourront pourvoir contre leurs Jugemens, ailleurs qu'audit Conseil, & 6 mois après la signification d'iceux à personne ou domicile, lequel temps passé, ils n'y seront plus reçus.

A R T. V I I.

Ordonne S. M. que sur deux extraits de contrats ou autres actes faits en Justice, ou pardevant Notaire, de quelque qualité qu'ils soient, ou un seul de partage, donation, testament & contrat de mariage, où les Parties contractantes auront signé & pris induement

CHRONOLOGIQUE. III

la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer, ils seront condamnés comme usurpateurs, suivant lesd. Déclarations & Réglemens de la Cour des Aides de Paris, faits en exécution d'icelles.

A R T. V I I I.

Que tous Notaires & Greffiers seront tenus de donner la communication de tous leurs registres, protocoles & minutes aux préposés à ladite recherche, à la première sommation qui leur sera faite, & de leur délivrer les extraits qui seront par eux demandés, en leur payant 3 sols pour chacun.

A R T. I X.

Seront déclarés usurpateurs ceux qui par leur autorité se sont fait mettre au nombre des exempts dans les Rôles des Tailles, & qui auront pris la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer par un seul autre acte signé d'eux, lequel, avec un extrait du Rôle des Tailles, suffiront pour être convaincus d'usurpation.

A R T. X I.

Ceux qui n'étant point Nobles de race & qui sont entrés dans les charges de la Maison de S. M. employés sur les Etats registrés en la Cour des Aides de Paris, depuis le mois de Juillet 1664, & qui ont pris la qualité d'Ecuyer avant leur réception, & après s'être démis de leursdites charges, seront condamnés comme usurpateurs, s'il n'y a ordre de S. M. au contraire.

• Pareillement ceux qui ont pris la qualité d'Ecuyer, avant que d'entrer dans les charges de Maire & Echevins des villes qui jouissent du privilège de Noblesse, seront aussi condamnés comme usurpateurs, & de même ceux qui ont acquis le privilège & y ont dérogé en exerçant la charge de Procureur postulant, conjointement ou séparément d'avec celle d'Avocat, ou fait trafic ou autre acte dérogeant à Noblesse.

A R T. X I I I.

Les Officiers des Maréchaussées, à l'exception des Prévôts-Généraux & Provinciaux & leurs Lieutenans anciens, servant près leurs personnes, lesquels n'étant Nobles de race & qui ont néanmoins pris la qualité d'Ecuyer, seront traités comme usurpateurs.

A R T. X V I.

S. M. évoque à elle & à son Conseil les instances d'inscriptions de faux, pendantes es Cours des Aides.

A R T. X V I I.

Ordonne qu'à la fin de la recherche il sera fait un catalogue contenant les noms, surnoms, armes & demeures desdits véritables Gent^h hommes, pour être registrés en chaque Bailliage & y avoir recours à l'avenir.

ART. XVIII.

Le Trésorier des Revenus casuels délivrera les quittances à ceux & ainsi qu'il lui sera ordonné par S. M., lesquelles quittances seront contrôlées au Contrôle-Général des Finances, faisant défenses aux particuliers condamnés de payer sur autre acquit, à peine de payer deux fois.

ART. XIX.

S. M. se réserve la connoissance des oppositions qui pourroient intervenir, & les interdit expressément à toutes ses Cours des Aides, & autres Juges, à peine de nullité & de cassation de tout ce qui seroit fait & ordonné au contraire.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 22 Mars 1666, pour la recherche de la Noblesse dans toute l'étendue du Royaume.

Deux actes en Justice, ou un seul de donation, testament, partage, contrat de mariage où la qualité d'Ecuyer ou de Chevalier aura été induement prise, de même que de s'être fait mettre au nombre des Exempts dans les rôles des tailles, suffiront pour être déclaré Usurpateur, & condamné comme tel.

Cette Déclaration est énoncée en celle du 4 Septembre 1696, rapportée ci-après.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 22 Avril 1666.

Le Roi ayant, par Arrêt de son Conseil,

du 22 Mars 1666 , ordonné entr'autres choses , que le recouvrement des amendes qui seroient adjudgées contre les Usurpateurs du titre de Noblesse , seroit fait sur les quittances du Trésorier des revenus casuels.

Ordonne que sur les rôles qui seront arrêtés au Conseil , le sieur de Barrillat , Garde du Trésor royal , expédiera ses quittances.

Cet Arrêt est imprimé.

COMMISSION Générale , du 14 Mai 1666.

S. M. commet les sieurs d'Aligre , de Verthamont , de Séve , de Mesgrigny , de la Fosse , de la Marguerie & Puffort , Conseillers ordinaires en ses Conseils , Colbert , Conseiller au Conseil royal , & Contrôleur Général des Finances , Marin & Hotman , Intendants desdites Finances , Besnard , Rouillé , Barillon & de Pommereux , Maître des Requêtes ordinaires de l'Hôtel , pour travailler à l'exécution de l'Arrêt du 22 Mars 1666 , en ladite Généralité de Paris , avec pouvoir de juger définitivement ceux qui se laisseront contumacer , & les Usurpateurs qui se départiront du titre de Noblesse ; & en cas d'inscription de faux , leur enjoint de les renvoyer aux Requêtes de l'Hôtel , pour y être instruites & jugées en dernier ressort.

Enjoint à tous Gouverneurs , Magistrats & Prévôts des Maréchaux de France , de presser main-forte , si besoin est.

Cette Commission est imprimée.

ARRÊT du Conseil d'Etat , 16 Août 1666.

S. M., en conséquence de l'Arrêt du 22 Mars dernier, a levé la surseance portée par celui du premier Juin 1665, & ordonné que par les sieurs de Séguiran, Premier Président, d'Aymar-Mene, d'Arnaud de Gassendy & Balchasar d'André, Conseillers en la Cour des Comptes, Aides & Finances d'Aix, & Simon, Avocat Général en ladite Cour, qu'elle a commis à cet effet, & Me Honoré Isnardy pour Greffier, il sera incessamment procédé à la recherche des Usurpateurs de Noblesse, conformément à la Déclaration du 27 Février 1665; & à des fins, tant les véritables Gentilshommes que les prétendus Usurpateurs, seront assignés devant eux, à la requête de Me Alexandre Beleguize, pour représenter leurs titres, & même les Arrêts de main-tenue.

Ordonne que les Jugemens que lesdits sieurs Commissaires rendront pour raison desdites usurpations, soient souverains, & en dernier ressort & exécutoire, nonobstant appellations.

Qu'il soit fait un Catalogue contenant les noms, surnoms, armes & demeures desdits véritables Gentilshommes, qui sera enregistré en registres des Sénéchaussées dudit Pays de Provence.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil, du 16 Août 1666.

Le Roi ayant été averti qu'il se commet un abus considérable par les héritiers des Tabellions.

Ordonne que toutes les minutes des Tabellions de Normandie seront gardées en un seul lieu.

Cet Arrêt est imprimé.

LETTRES-PATENTES du Roi, du 20 Septembre 1666.

S. M. commet le sieur Foucault, Procureur-Général ès Requêtes de son Hôtel & Chancelleries, pour son Procureur en la Commission de la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse.

Et à cet effet, veut qu'il ait à prendre communication de toutes les affaires & instances, tant civiles que criminelles, mues & à mouvoir en ladite Commission, circonstances & dépendances d'icelles, prendre sur icelles pour l'intérêt de S. M. & celui du Public, telles conclusions qu'il appartiendra.

Ces Lettres sont imprimées.

ARREST du Conseil d'Etat, 23 Septembre 1666.

Les Notaires, Greffiers & autres personnes publiques, représenteront aux Préposés à la recherche leurs minutes, registres, &c.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, pour procéder aux Inscriptions de faux, 30 Septembre 1666.

S. M. ayant fait expédier le 14 Mai dernier une Commission à aucuns des principaux Officiers du Conseil pour, entr'autres, faire rapport des avis des Commissaires par elle départis dans ses Provinces, avec ordre de renvoyer les

CHRONOLOGIQUE. 157

Inscriptions de faux aux Requêtes de l'Hôtel, pour y être instruites.

Ordonne, qu'après l'information faite par les sieurs Commissaires Généraux, & le décret par eux décerné, les Parties seront renvoyées aux Requêtes de l'Hôtel, pour procéder contre les accusés & complices des faussetés, à l'instruction de leurs Procès, & au Jugement d'iceux en dernier ressort; auquel effet S. M. en attribue la connoissance, à l'exclusion de tous autres Juges, auxdites Requêtes de l'Hôtel.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, du 14 Octobre 1666.

Outre l'amende, en laquelle les Usurpateurs du titre de Noblesse seront condamnés, ils payeront 2 sols pour livre d'icelle aux Porteurs des quittances du Trésor Royal.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, Novembre 1666.

Comme la Noblesse est l'appui le plus ferme des Couronnes, & qu'en la propagation des familles des Gentilshommes, consiste la principale puissance de l'Etat, S. M. voulant témoigner la considération qu'elle en fait, & se réservant de donner des marques particulières de son estime, à ceux qui se signaleront par leurs vertus.

Elle ordonne que les Gentilshommes & leurs femmes, qui auront dix enfans nés en loyal mariage, non Prêtres, Religieux ni Religieuses, & qui seront vivans, si ce n'est qu'ils

soient décédés portant les armes pour son service, jouissent de 1000 livres de pension annuelle; comme aussi ceux qui auront douze enfans vivans ou décédés comme dessus, jouissent de 2000 liv.

Veut pareillement que les Habitans des Villes franches du Royaume, Bourgeois non taillables ni nobles, & leurs femmes qui auront dix ou douze enfans comme dessus, jouissent en l'un & l'autre cas de la moitié des pensions accordées aux Gentilshommes & à leurs femmes, & aux mêmes conditions, & en outre exempts des charges de ville.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, du 8 Novembre 1666.

Les Particuliers, qui ont été assignés pour être déclarés Usurpateurs du titre de Noblesse; les Anoblis révoqués par Déclaration du mois d'Août 1664, & les Officiers privilégiés, dont les Privilèges ont été révoqués, & lesquels se sont retirés dans les villes franches, depuis le mois de Février 1661, que la recherche a commencé, seront cottisés d'office par les Commissaires départis par S. M. dans ses Provinces, & la décharge des Habitans des lieux où ils étoient actuellement demeurans, & payeront lesdites taxes, & autres qui pourront être sur eux faites pendant les premières dix années qu'ils auront demeuré auxdites Villes franches, suivant le Règlement des Tailles du mois d'Août 1664.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, du 6 Décembre 1666, pour la révocation des Privilèges des Mairies & Echevinages.

Il sera incessamment expédié Edit de révocation pour l'avenir, des Privilèges de Noblesse des Maires & Echevins des villes de Lzon, Bourges, Poitiers, Niort, Angoulême, Angers & autres du Royaume; & néanmoins ceux de présent en charge, & les Descendans de ceux qui anroient acquis lesdits Privilèges nés en loyal mariage, depuis le premier jour de Janvier de l'année 1600, y seront confirmés, en payant les sommes auxquelles ils seront taxés au Conseil, sur les avis des sieurs Commissaires départis par S. M. en ses Provinces; les Descendans desdits Maires & Echevins de la Rochelle & de Saint-Jean-d'Angely, seront compris dans les rôles desdites taxes, sans qu'il soit besoin à ceux qui auront payé lesdites taxes, d'obtenir Lettres pour ladite confirmation, dont S. M. les a dispensés; & à faute de paiement desdites taxes, quinzaine après la signification du présent Arrêt, S. M. ordonne que ceux qui n'y auront satisfait, seront compris aux rôles des tailles, à commencer en l'année prochaine 1667.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, 16 Décembre 1666.

Les Officiers supprimés, les Annoblis révoqués, & ceux qui seront déclarés Usurpateurs,

seront taxés d'office pendant trois ans par les
sieurs Commissaires départis.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, du 28 Décembre 1666, portant que les particuliers condamnés par défaut ou forclusions, seront reçus à produire, en consignat.

Les Particuliers qui auront été condamnés par défaut ou forclusion, par jugement desdits sieurs Commissaires députés pour la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse, & lesquels se trouveront compris aux rôles des amendes arrêtés au Conseil, pourront être reçus à produire leur titres pardevant les sieurs Commissaires, en consignat seulement les sommes qu'ils jugeront à propos, (eu égard aux facultés desdits particuliers,) es mains des Préposés à ladite recherche, & par maniere de provision, en attendant le jugement des instances sur les productions des Parties, conclusions des Procureurs de S. M. esdites Commissions, & sur les avis desdits sieurs Commissaires, auxquels S. M. ordonne de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, 1667.

Un Descendant d'un Capitoul de Toulouse est déchargé de la taxe à laquelle il avoit été imposé à la recherche des faux Nobles faite en Champagne.

Traité de la Noblesse par Laroque; Edit. de Rouen, 1734, p. 135.

ARREST du Conseil d'Etat, du 13 Janvier 1667, contre les Anoblis par Lettres, depuis le premier Janvier 1611, du ressort de la Cour des Aides de *Clermont-Ferrand*.

Tous les Anoblis par Lettres, dans le ressort de la Cour des Aides de *Clermont-Ferrand*, depuis le premier Janvier 1611, jusqu'au jour de la Déclaration du mois de Septembre 1664, seront imposés aux tailles, & cotisés d'office par les sieurs Commissaires, & Officiers des Elections. Déclarant qu'elle n'entend comprendre au présent Arrêt, les Anoblis qui auront obtenu des Lettres de confirmation sur des exposés véritables, & registrées ès Chambres des Comptes & Cour des Aides, depuis la Déclaration de 1664.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 13 Janvier 1667, contre les Anoblis par Lettres, depuis le premier Janvier 1611, du ressort de la Cour des Aides de *Paris*.

Tous les Nobles par Lettres, depuis le premier Janvier 1611, jusqu'au jour de la Déclaration de 1664, seront imposés aux tailles, & cotisés d'office par les sieurs Commissaires & Officiers des Elections, puis compris aux rôles des tailles par les Collecteurs.

S. M. n'entend néanmoins comprendre au présent Arrêt, les Anoblis qui auront obtenu Lettres de confirmation sur des exposés véritables, registrées ès Chambres des Comptes

& Cour des Aides, depuis ladite Déclaration de 1664.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 13 Janvier 1667, contre les Anoblis par Lettres, depuis le premier Janvier 1614, du ressort de la Cour des Aides de Rouen.

Tous les Anoblis par Lettres, dans le ressort de la Cour des Aides de Rouen, depuis le premier Janvier 1614, jusqu'au jour de la Déclaration du mois d'Août 1664, seront imposés aux tailles, & cotisés d'office par les sieurs Commissaires & Officiers.

S. M. n'entend néanmoins comprendre au présent Arrêt, les Anoblis qui auront obtenu des Lettres de confirmation sur des exposés véritables, & registrées ès Chambre des Comptes & Cour des Aides, depuis ladite Déclaration du mois d'Août 1664.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 13 Janvier 1667, contre les Gentilshommes qui ont dérogé.

Les Gentilshommes qui auront suffisamment prouvé leur Noblesse, & qui néanmoins se trouveront avoir dérogé par baux à ferme ou autrement, directement ou indirectement, dont ils demeureront d'accord volontairement ou coutumax; faute de défendre à ladite dérogeance, seront condamnés à l'amende par les sieurs Commissaires départis dans les Provinces, suivant leurs biens & facultés, & le bénéfice qu'ils auront tiré desdites dérogean-

ces , conformément aux anciennes Ordonnances , & seront imposés aux rôles des tailles , ainsi que les autres Sujets contribuables , jusqu'à ce qu'ils aient obtenu Lettres de réhabilitation duement vérifiées.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 13 Janvier 1667.

En rapportant , par les Préposés à la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse , un extrait d'un contrat ou autre acte passé pardevant Notaires , où la partie contractante aura signé , & pris induement la qualité d'Ecuyer ou de Chevalier , soit contrat de mariage , donation , échange ou autres , ils seront déclarés Usurpateurs.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 20 Janvier 1667.

S. M. ordonne aux Greffier des Elections d'envoyer aux Greffes des sieurs Commissaires départis es Généralités du Royaume , des extraits signés d'eux , contenant les noms , surnom & qualités de ceux qui sont compris aux Chapitres des Exempts , dans les rôles des Tailles des trois dernières années ; que les Notaires enverront pareillement auxdits sieurs Commissaires des états en un seul cahier , signés & certifiés d'eux véritables , des noms , surnoms & demeures de ceux qui ont pris la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer dans toutes les minutes qui sont par-devers eux , avec soumission de payer l'amende qui

164 A R R E T
sera jugée par lesdits sieurs Commissaires ;
en cas que par lesdits états il s'en trouve au-
cuns omis ; & pour les salaires desdits Gref-
fiers & Notaires , lesdits sieurs Commissaires
les feront payer par les Traitans , suivant la
taxe qui en sera faite par lesdits sieurs Com-
missaires ; & afin que ladite recherche ne soit
pas inutile par l'artifice des Usurpateurs , &
la connivence des Commis & Préposés à icelle,
S. M. accorde le tiers des amendes qui pour-
ront être adjugées , à ceux qui fourniront aux-
dits sieurs Commissaires des actes de déro-
geance , des preuves & pièces justificatives de la
fausseté des titres produits par lesdits Usurpa-
teurs , & dont lesdits Préposés n'auront donné
connoissance auxdits sieurs Commissaires.

EDIT du Roi , Mars 1667 , enregistré en la
Chambre des Comptes & Cœur des Aides , le
20 Avril audit an.

Révocation des Offices de Commissaires &
Contrôleurs des Guerres , & des Privilèges de
Noblesse accordés ci - devant aux Maires ,
Echevins & Conseillers des villes de Poitiers ,
Niort , Bourges , Angoulême , Tours , An-
gers , Abbeville & Cognac , attendu les abus
qui se commettent. Et veut S. M. , que ceux
qui se commettent. Et veut S. M. que ceux
qui ont joui bien & dûment jusqu'à présent ,
continuent d'en jouir ; à la charge toutesfois
que les Descendans desdits Maires , Echevins
& Conseillers qui ont exercé lesdites charges ,
depuis l'année 1600 , seront tenus de payer
les sommes auxquelles ils seront modérément

axés au Conseil, eû égard à leurs facultés, pour être confirmés en la jouissance desdits Privileges, sans être tenus de prendre Lettres.

Ceux néanmoins qui renonceroient audit titre de Noblesse, seront déchargés du paiement desdites taxes, ce qu'ils seront tenus de déclarer aux Greffes des Elections, six semaines après la publication du présent Edit. Et en cas de Submissiom au paiement desdites taxes, ils seront obligés d'y satisfaire dans les termes qui leur seront pour ce fixés, à peine d'être déchus desdits Privileges.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil, du 6 Mars 1667.

S. M. décharge les Huissiers de Chambre & de Cabinet de Monsieur, de la recherche de la Noblesse.

Cet Arrêt est énoncé dans l'Arrêt du Conseil, du 9 Juillet 1697, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat, du 19 Mars 1667.

S. M. ordonne que ceux qui soutiendront être Nobles, seront tenus de justifier pardevant les Commissaires comme, eux, leurs peres & ayeuls, ont pris la qualité de Chevalier & d'Ecuyer depuis l'année 1560. jusqu'à présent, & prouveront leurs descentes & filiations, avec possession de Fiefs, Emplois & Services de leurs Auteurs par des contrats de mariages, partages, actes de tutelles, aveux, dénombremens & autres actes authentiques, sans avoir fait ni commis aucune dérogance; moyennant quoi ils seront maintenus. Et néan-

lesdits Privilèges, & avoir ordonné que ceux qui avoient acquis la Noblesse par lesdites Charges seroient taxés au Conseil, ce qui priveroit lesdits Maire & Echevins de la récompense due à leurs services; S. M. ordonne, que les susdits Maire & Echevins de la ville de Bourges, lors en charge, ensemble leurs Prédécesseurs & leurs Descendants, jouiront du Privilège de la Noblesse, tant qu'ils ne feroient point d'acte de dérogeance, nonobstant la révocation portée par ledit Edit du mois de Mars; & qu'à l'avenir le Maire seul de ladite ville de Bourges, & ses Descendants en légitime mariage, jouiront du Privilège de ladite Charge, après l'avoir exercée pendant quatre années; qu'il ne pourroit être nommé qu'après avoir été Echevin; que les quatre années finies, il résideroit dans ladite ville, & qu'où s'il se retireroit à la campagne, il feroit profession des armes.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 686.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 10 Mai 1667.

Défenses aux Préposés à la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse, de faire aucunes poursuites à l'encontre de ceux qui sont & seront employés dans les troupes de S. M., & dont il sera justifié par bons certificats des Généraux d'armées ou du Secrétaire d'Etat, ayant le Département de la Guerre, &c., jusques à ce qu'autrement en ait été ordonné par S. M.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 14^e Mai 1667, contre les Descendans des Maires, Echevins, Conseillers, des villes & autres Officiers d'icelles,

Le Roi ayant, par son Edit du mois de Mars 1667, révoqué pour l'avenir le Privilège de Noblesse, ci-devant attribué aux Maires, Echevins & Conseillers d'aucunes villes du Royaume; & particulièrement à ceux de Poitiers, Niort, Bourges, Angoulême, Tours, Angers, Abbeville & Cognac, & néanmoins ordonné que les descendans desdits Maires & Echevins, qui ont acquis le titre de Noblesse depuis l'année 1609, y seront confirmés, sans être obligés de prendre Lettres de S. M., en payant les sommes auxquelles ils seroient modérément taxés audit Conseil, avec faculté de renoncer au bénéfice de ladite Noblesse, auquel cas ils seroient déchargés du paiement desdites taxes, & qu'ils seroient tenus de déclarer aux Greffes des Elections, six semaines après la publication dudit Edit, & qu'ils seroient soumis à payer lesdites taxes dans certains termes, & qu'ils manquassent d'y satisfaire, ils seroient purement déchus dudit privilège,

S. M. ordonne que les particuliers descendans des Maires, Echevins & Conseillers desdites villes & autres Officiers d'icelles qui ont acquis le privilège de Noblesse depuis l'année 1609, seront tenus de payer au Trésor Royal les sommes auxquelles ils seront modérément taxés au Conseil, pour être consommées auxdits privi-

vilèges ; à faute de quoi , & de faire leurs déclarations dans le temps prescrit par ledit Edit, ils seront déchus du bénéfice d'icelui ; & cependant ordonne S. M. qu'ils représenteront par-devant les sieurs Commissaires départis par S. M. en les Provinces , quinzaine après la signification du présent Arrêt , & des Rôles desdites Tailles , les titres & pièces justificatives servant à l'établissement de leur Noblesse , pour en être dressé des Procès-verbaux qui seront envoyés au Conseil , & moyennant le paiement desdites taxes , lesdits particuliers jouiront de la confirmation de leursdites Noblesses , sans être tenus de prendre Lettres de S. M. dont ils sont dispensés & déchargés.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 3 Octobre 1667.

Le Roi s'étant fait représenter en son Conseil l'Arrêt rendu en icelui le 6 Décembre 1666, par lequel S. M. auroit révoqué les privilèges de Noblesse des Maîtres & Echevins des villes de Bourges , Poitiers , Niort , Angers , Angoulême & autres qui en jouissoient lors , & néanmoins ordonné que ceux qui étoient en charges & les descendants de ceux qui les ont exercées depuis le 1er. Janvier 1600 , y seroient confirmés , en payant les sommes auxquelles ils seroient modérément taxés au Conseil ; à faute de quoi , ils seroient compris aux Rôles des Tailles. Comme aussi S. M. se seroit fait représenter son Edit du mois de Mars dernier , enregistré en la Cour des Aides de Paris , portant

révocation dudit privilège de Noblesse pour l'avenir, & que ceux qui en ont bien & dûment joui jusques alors, continueront d'en jouir, à la charge toutefois que les descendants desdits Maires & Echevins & Conseillers de ville qui ont exercé lefdites charges depuis l'année 1600, seroient tenus de payer à S. M. une somme modérée, eu égard à leurs facultés, pour être confirmés en la jouissance dudit privilège, sans être obligés de prendre de nouvelles Lettres de S. M., laquelle auroit ordonné que ceux qui renonceroient au titre de Noblesse, seroient déchargés du paiement desdites taxes en faisant leur déclaration au Greffe des Elections, six semaines après la publication & enregistrement dudit Edit en la Cour des Aides; & en cas qu'aucun desdits Maires, Echevins, Conseillers de Ville & les descendants de ceux qui ont exercé depuis 1600, fissent leur soumission de payer lefdites taxes pour jouir du bénéfice dud. Edit, ils seroient obligés d'y satisfaire dans les termes qui leur seroient préfix, à peine d'être déchus dudit privilège.

S. M. ordonne que les Maires, Echevins & Conseillers des Hôtels desdites Villes de Bourges, Poitiers, Niort, Angoulême, Angers, Coignac & autres, ensemble les descendants de ceux qui ont exercé pareilles charges depuis ladite année 1600, tant esdites Villes qu'en celles de la Rochelle & Saint-Jean d'Angely, seront confirmés en la jouissance dudit privi-

lège de Noblesse, après avoir représenté leurs titres pardevant les sieurs Commissaires départis par S. M. & payé les sommes auxquelles ils seront taxés par rôles qui seront arrêtés audit Conseil sur les avis desdits sieurs Commissaires, à peine d'être déchus dudit privilège, suivant ledit Edit; enjoint S. M. auxdits sieurs Commissaires de tenir la main à l'exécution du présent Arrêt, & des rôles qui seront expédiés en conséquence, nonobstant oppositions quelconques.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 3 Octobre 1667.

Sur ce qui a été représenté au Roi, que sous prétexte que par ses Lettres de Déclaration du 22 Juin 1664, il est dit qu'à l'égard des minutes des Contrats passés depuis l'année 1560, aucun des usurpateurs du titre de Noblesse ne pourra se dispenser de les faire apporter, lorsque les grosses seront arguées de faux, plusieurs des assignés produisent hardiment des grosses de Contrats & autres actes qu'ils ont fait fabriquer & dater d'un temps précédant lad. année; & lorsque pour moyens de faux, on allegue qu'il n'y a point de minute des grosses représentées, ou qu'on en demande la représentation devant le sieurs Commissaires députés pour la vérification des titres de Noblesse, lesdits assignés prétendent s'en excuser. Mais ce qui doit obliger lesdits particuliers d'y

satisfaites ; & qu'il s'est trouvé que la plupart desdits Contrats, datés avant l'Ordonnance de 1560, qui ordonne que les Parties & Témoins signeront les minutes, font mention de ladite Ordonnance qui ne fut faite que long-temps après ; ce qui justifie assez nettement la fausseté desdits Contrats.

S. M. ordonne que ceux qui auront produit des grosses de Contrats & autres actes de dates précédentes l'année 1560, jusques & compris l'année 1530, & auront déclaré qu'ils s'en veulent servir pour la preuve de leur Noblesse, seront tenus d'en faire apporter les minutes au Greffe desdits sieurs Commissaires, après que l'inscription de faux aura été formée contre icelles ; autrement & à faute de ce faire, elles seront rejetées ; & sans y avoir égard, seront condamnés aux peines portées par led. Déclaration & Arrêt du Conseil du 22 Mars 1666, comme usurpateurs du titre de Noblesse.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 13 Octobre 1667.

S. M. déclare n'avoir entendu faire jouir du bénéfice de la Turfiance accordée par l'Arrêt du Conseil du 10 Mai dernier, que les Officiers de Cavalerie & d'Infanterie, n'ayant point servi dans les troupes, servant les certificats des Généraux d'armées ou du Secrétaire d'Etat ayant le département de la Guerre.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 13 Octobre 1667.

Les Bourgeois de Paris qui ont pris et devant les qualités de Chevalier ou d'Ecuyer, seront tenus, dans 3 mois, du jour de la publication du présent Arrêt, de faire leur déclaration au Greffe de la Commission de la Recherche, s'ils entendent maintenir lesdites qualités ou y renoncer, pour en cas de renonciation, leur en être donné acte par lesdits sieurs Commissaires et renvoyés sans amende.

Et à faute par lesdits Bourgeois de Paris qui ont pris lesdites qualités de Chevalier ou d'Ecuyer, de faire leurs déclarations dans ledit temps de 3 mois, ils seront poursuivis comme usurpateurs de Noblesse, aux termes des Edits & Arrêts, sans qu'ils puissent plus être reçus à se désister après ledit temps, qu'en payant l'amende de 300 liv.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, du 17 Novembre 1667.

Tous particuliers employés aux Rôles des Tailles comme exempts, lesquels n'ont point été assignés pour représenter leurs titres, tenus de faire leurs déclarations.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi pour la recherche de la Noblesse en la Province de Bretagne, du 20 Janvier 1668; enregistrée au Parlement de Rennes le 14 Mai.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil, 27 Février 1668.

Les Bourgeois de Paris, qui, pour se sauver de l'exécution des Arrêts des 13 Octobre 1667

& le 12 Janvier 1668, avoient fait, par rapport à la qualité de Chevalier, ou d'Ecuyer par eux prise précédemment, des Déclarations collatoires ou conditionnées aux Greffes des Commissaires préposés à la recherche des usurpateurs du titre de Noblesse, obligés d'en faire d'autres, portant qu'ils entendoient soutenir lesdites qualités, ou y renoncer.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 687.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 6 Avril 1668.

Le Roi ordonne que toutes poursuites faites pour raison de la Noblesse aux Officiers de ses troupes, pardevant les Commissaires nommés par S. M. pour la vérification des titres de Noblesse, & pardevant les Commissaires départis dans les Provinces, à la requête des Commis préposés à la recherche des usurpateurs d'icelle, pour représenter les titres, en vertu desquels ils ont pris la qualité d'Ecuyers ou de Chevaliers, cesseront à l'égard des Officiers de ses troupes, tant d'Infanterie que de Cavalerie, même des Gardes de son Corps & des Gendarmes & Cheval-Légers des Compagnies de la Garde, jusqu'au dernier jour de Novembre prochain.

Considérant S. M. que les services qu'ils sont obligés de lui rendre durant la campagne prochaine, ne leur permettent pas de pouvoir y vacquer, & qu'il ne seroit pas juste que, pendant qu'ils exposent leur vie pour le service de S. M. & qu'ils font les actions d'h

176. TITRE D'ADRESSE

La véritable Noblesse prend sa source & son origine, elle n'est pas inquiète pour raison d'elle-même.

Lesdits Officiers tenus de rapporter un certificat du Secrétaire d'Etat & des Commandemens de S. M. ayant le département de la Guerre, du service qu'ils rendront à leurs charges ou auprès de S. M.

Cet Arrêt est imprimé.

Arrêt du Conseil d'Etat, 4 Juin 1668.

ARTICLE PREMIER.

Dans les titres qui seront produits par les particuliers assignés pour justifier de leur Noblesse, la qualité de Juge Royal, d'Avocat ou de Médecin, ne pourra être réputée faire titre de Noblesse, si elle n'est établie par une possession de qualité d'Ecuyer ou de Noble; & néanmoins, en cas que ladite qualité d'Ecuyer soit établie par titres authentiques & valables, celle de Juge Royal & d'Avocat, ou de Médecin seulement, & sans qualité de Noble ou d'Ecuyer, ne sera point censé déroger.

La qualité de Noble-homme, prise dans les Contrats, avant & depuis 1560, ne pourra point établir pareillement un titre, ni une possession de Noblesse, sans tirer à conséquence pour la qualité de Noble seulement, qui aura le même effet que celle d'Ecuyer.

A R T. I I I.

Tous les particuliers qui ont fait marchandise, même en la ville de Marseille, soit en boutique ouverte, seront censés Roturiers ou avoir dérogé : sans préjudice néanmoins des privilèges accordés aux habitants de ladite ville, par la Déclaration de 1566, en conformité de laquelle les habitants de ladite ville de Marseille faisant négoce sur la mer en gros, ne seront point censés avoir dérogé.

A R T. I V.

Ce qui aura lieu à l'égard des originaires des pays étrangers, dont les auteurs s'étant établis en France, auront été Nobles, & auront conservé leurs privilèges de Noblesse, nonobstant le trafic & négoce, pourvu qu'ils s'en soient mêlés de la manière permise aux Nobles des pays dont ils seront originaires.

A R T. V.

Que la qualité de Noble, prise dans les actes, dans lesquels les assignés ou leurs auteurs n'auront assisté que comme témoins, ne pourra faire conséquence pour établir la Noblesse ou l'usurpation.

A R T. V I.

Que pour prouver l'usurpation, il suffira de rapporter l'extrait d'un Contrat de mariage, partage de succession ou autre acte passé devant Notaire, dans lequel la Partie contractante

la véritable Noblesse prend sa source & son origine, ils fassent inquiétés pour raison d'icelle.

Lesdits Officiers tenus de rapporter un certificat du Secrétaire d'Etat & des Commandemens de S. M. ayant le département de la Guerre, du service qu'ils rendront à leurs charges ou auprès de S. M.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat, 4 Juin 1668.

ARTICLE PREMIER.

Dans les titres qui seront produits par les particuliers assignés pour justifier de leur Noblesse, la qualité de Juge Royal, d'Avocat ou de Médecin, ne pourra être réputée faire tige de Noblesse, si elle n'est établie par une possession de qualité d'Ecuyer ou de Noble; & néanmoins, en cas que ladite qualité d'Ecuyer soit établie par titres authentiques & valables, celle de Juge Royal & d'Avocat, ou de Médecin seulement, & sans qualité de Noble ou d'Ecuyer, ne sera point censé déroger.

ARTICLE II.

La qualité de Noble-homme, prise dans les Contrats, avant & depuis 1560, ne pourra point établir pareillement un titre, ni une possession de Noblesse, sans tirer à conséquence pour la qualité de Noble seulement, qui aura le même effet que celle d'Ecuyer.

A R T. I I I.

Tous les particuliers qui ont fait marchandise, même en la ville de Marseille, soit en boutique ou à boutique ouverte, seront censés Roturiers ou avoir dérogé : sans préjudice néanmoins des privilèges accordés aux habitants de ladite ville, par la Déclaration de 1566, en conformité de laquelle les habitants de ladite ville de Marseille faisant négoce sur la mer en gros, ne seront point censés avoir dérogé.

A R T. I V.

Ce qui aura lieu à l'égard des originaires des pays étrangers, dont les auteurs s'étant établis en France, auront été Nobles, & auront conservé leurs privilèges de Noblesse, nonobstant le trafic & négoce, pourvu qu'ils s'en soient mêlés de la manière permise aux Nobles des pays dont ils seront originaires.

A R T. V.

Que la qualité de Noble, prise dans les actes, dans lesquels les assignés ou leurs Auteurs n'auront assisté que comme témoins, ne pourra faire conséquence pour établir la Noblesse ou l'usurpation.

A R T. V I.

Que pour prouver l'usurpation, il suffira de rapporter l'extrait d'un Contrat de mariage, partage de succession ou autre acte passé devant Notaire, dans lequel la Partie contractante

Jun de l'an 1557, ensemble des Arrêts des 21 Janvier 1625, 21 Août 1637 & 5 Juin 1643, &c. seroient exécutés; moyennant quoi, elle maintient les Nobles du pays de Provence dans le même droit de compenser les biens roturiers par eux acquis depuis l'an 1556, avec les biens nobles par eux aliénés depuis ledit temps, comme ils auroient pu faire avant la Déclaration du mois de Février de l'an 1666, laquelle S. M. révoque; voulant néanmoins que ceux, qui par la suite voudroient compenser les biens nobles qu'ils aliéneroient avec les biens roturiers qu'ils acqueriroient, obtinssent des Lettres Patentes qu'ils feroient registrer avec les habitans des lieux où lesdits biens seroient situés, à peine de nullité; voulant en outre S. M. que les Fiefs & Domaines donnés par les Communautés aux Seigneurs des lieux, en paiement des dettes légitimes, demeurent auxdits Seigneurs francs & exempts de Tailles, au cas que lesdits Seigneurs justifient que ces mêmes Fiefs & Domaines aient été ci-devant démembrés, ou aient fait partie de leur Seigneurie, & qu'ils y soient retournés par collocation ou assignation, S. M. permettant aux Communautés de reprendre sur lefd. Seigneurs tous les Biens & Domaines qui ne procédroient pas de leur Seigneurie, ou qui n'y seroient pas retournés par lesdites voies, en remboursant néanmoins les Détenteurs du prix des aliénations; à moins que les possesseurs n'aussent mieux payer la Taille desdits Biens sur le pied des Biens roturiers de pareille nature;

CHRONOLOGIQUE. 184
déclarant S. M. que les Biens & Domaines
nobles qui pourroient être perpétuellement
compensables, seroient ceux qui auroient dé-
grader pendant cinq ans, sous le cadastre.)

*Armorial de France, Regist. 1er. seconde
Partie, page 687.*

ARREST du Conseil, 10 Octobre 1668.

Les Gentilshommes qui auront prouvé suffi-
samment leur Noblesse, & qui auront déroge
pour avoir pris des fermes sous leur nom ou
celui d'autrui, ou qui auront fait trafic ou
commerce, condamnés à l'amende, même
leurs enfans, nés après lesdites dérogeances,
sauf à eux à obtenir des Lettres de réhabilita-
tion; & à l'égard des enfans nés avant les-
dites dérogeances, S. M. déclare qu'ils ne sont
sujets à aucune peine, dont elle les décharge,
même de prendre des Lettres de réhabili-
tation.

*Armorial de France, Regist. 1er. seconde
Partie, p. 688.*

DÉCLARATION du Roi, du 5 Janvier 1669.

S. M. accorde aux Officiers des Fils de
France, les mêmes Privilèges dont jouissent les
Officiers de la Maison.

*Cette Déclaration est énoncée dans l'Arrêt
du Conseil, du 9 Juillet 1697, rapporté ci-
après.*

ARREST du Conseil, du 13 Février 1669.

Les Personnes pourvues de Dignités, seront
exemptes de la représentation de leurs titres.

*Ces Arrêts est énoncé dans celui du Conseil,
du 15 Mars 1669, rapporté ci-après.*

Édit du Roi, Mars 1669.

S. M. retire des Officiers du Grand Conseil la Noblesse au premier degré.

Cet Édit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil, du 27 Février 1759, rapporté ci-après.

LETTRES-PATENTES du Roi, du mois de Mars 1669, registrées au Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides.

S. M. confirme les Prévôt des Marchands & Échevins, le Procureur du Roi, Greffier, Receveur, Conseillers, Quarteniers, Bourgeois & Habitans de Paris, dans les Privilèges, Prérogatives, Immunités, Droits, Franchises & Libertés à eux octroyés, pour en jouir & user par eux, comme ils en ont bien & dûment joui, jouissent & usent encore de présent.

Suivant les Lettres du Roi Charles V, du 9 Août 1371.

Celles de Charles VI, du 10 Septembre 1409.

De Charles VII, en 1437.

De Louis XI, du mois de Septembre 1441.

du mois de Septembre 1465.

du 9 Novembre 1455.

du 14 Octobre 1465.

De Charles VIII, de 1483.

De François premier, de 1536.

du mois de Septembre 1543.

Et de Henri IV, du mois de Mars 1594.

Ces Lettres sont imprimées.

ARRÊT du Conseil d'Etat , du 15 Mars 1669.

Tous les véritables Gentilshommes seront tenus de représenter leurs titres de Noblesse & leurs Armes , pour être compris dans les Listes qui seront envoyées en la Bibliothèque Royale.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil , 17 Juillet 1669.

Tous ceux du Corps des anciens Capitouls de la ville de Toulouse , qui pouvoient avoir encouru l'amende , pour avoir pris la qualité de Nobles , après l'avoir perdue par des actes dérogeans à Noblesse , en sont déchargés.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 133.

ARRÊT du Conseil d'Etat , 20 Juin 1669.

Les Maires & Echevins de les Greffiers de la ville de Nantes , & leurs Descendans , depuis 1600 , maintenus & confirmés dans leur Noblesse à cause de leurs Charges , en payant chacun 1000 liv.

Ceux d'avant l'année 1600 , doivent jouir du privilege de Noblesse , sans être taxés.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Rouen , 1734 , p. 136.

EDIT du Roi , Juillet 1669.

Sa Majesté révoque la Noblesse au premier degré , accordée aux Officiers du Parlement & de la Cour des Aides de Paris , & remet lesdits Officiers à la Noblesse graduelle.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, Août 1669.

Ne pourront les Cours & Compagnies supérieures du Royaume, donner entrée & séance, ni voix délibérative aux Officiers qui se seront démis de leurs Charges, après avoir servi vingt ans, ni les faire jouir des Privilèges & Droits dont jouissent les vétérans, sous quelques titres & qualités que ce puisse être, sans qu'il leur soit apparu de Lettres à cet effet, à peine de nullité; & seront les Officiers qui auront été reçus Vétérans ou Honoraires, sans cesdites Lettres, tenus de se retirer dans six mois pardevant Sa Majesté, pour leur être pourvu autrement; & à faute d'en rapporter dans ledit temps, & icelui passé, seront & demeureront lesdits Officiers vétérans privés de l'entrée des Compagnies, & déchus des Privilèges attachés auxdites Charges.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, Août 1669.

Sa Majesté retire des Officiers du Grand-Conseil la Noblesse au premier degré.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 27 Février 1759, rapporté ci-après.

EDIT du Roi, du mois d'Août 1669.

Concession des Privilèges de la Noblesse au Procureur-Général & aux Présidens en la Chambre des Comptes de Nantes.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 7 Juillet 1693, rapporté ci-après.

EDIT, Août 1669.

Suppression des Offices de Secrétaires du

CHRONOLOGIQUE. 1585

Roi, Maison, Couronne de France & de ses
Finances, adjudgés à S. M. ; savoir, de Maître
Nicolas Menotot, Claude Girardin & Fran-
çois Passart, du College ancien des cent vingt,
Claude Boileve, du College des soixante-
six, Jacques Hervé, du College des trente-
six, & Adrien Bañce, du College de Na-
varre ; avec défenses à eux, de faire aucunes
fonctions desdits Offices, ni de prendre la qua-
lité de Secrétaire du Roi, à peine de faux ;
S. M. maintenant les autres Conseillers-Secré-
taires dans les immunités qui leur apparté-
noient, même dans les Privilèges de Noblesse
à eux accordés par les Lettres & Chartres des
Rois Louis XI, Charles VIII & Henri II, des
mois de Novembre 1482, Février 1484 &
Septembre 1549, à condition que les Pourvus
des Offices de Secrétaires du Roi, qui s'en dé-
mettroient, ou qui décéderoient avant vingt
années de service actuel, & qui n'auroient
pas, après lesdites vingt années de service, ob-
tenu des Lettres de Vétéran, seroient & dé-
meureroient privés, ensemble leurs veuves &
enfant, du Privilège de Noblesse, & sans que
les Particuliers qui avoient obtenu des Lettres
de Conseillers-Secrétaires, Vétéran & Hono-
raires, sans avoir servi vingt ans en ladite
qualité de Conseillers-Secrétaires dans les
Chancelleries, pussent prendre ladite qualité
de Conseillers-Secrétaires, Vétéran & Ho-
noraire, ni jouir du Privilège de Noblesse,
ni autres Droits & Prérrogatives appartenans
auxdits Conseillers & Secrétaires ; Vétéran &

nonobstant lesdites Lettres, que S. M. révoque, & déclare nulles & de nul effet.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 688.

EDIT du Roi, qui déclare le Commerce de mer ne point déroger à la Noblesse, du mois d'Août 1669, vérifié en Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides, le 13. desdits mois & an.

Tous Gentilshommes peuvent par eux ou par personnes interposées, entrer en société, & prendre part dans les Vaisseaux marchands, denrées & marchandises d'iceux, sans que, pour raison de ce, ils soient censés ni réputés déroger à Noblesse, pourvu toutesfois qu'ils ne vendent point en détail.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, du 26 Octobre 1669.

S. M., qui avoit fait arrêter au Conseil Royal des Finances, des Etats particuliers pour le paiement des Pensions & Gratifications accordées à plusieurs Gentilshommes, qui ont le nombre de dix à douze Enfants, suivant & conformément à la Déclaration du mois de Novembre 1646, attendu que les Procès-verbaux dressés par les Commissaires départis dans les Provinces, pour la vérification du nombre desdits Enfants, ont été envoyés après que les Etats de recettes générales des finances de la présente année ont été arrêtés audit Conseil.

Ordonne que les sommes contenues auxdits

Etats particuliers, seront payées aux Gentilshommes dénommés en iceux, par les Receveurs Généraux des Finances en exercice, sur les certificats du sieur Contrôleur Général des Finances ; à quoi faire, ils seront contraints comme pour les deniers & affaires de S. M.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, 11 Novembre 1669.
Exemption en faveur des Habitans de Navarre & de Béarn, de la recherche générale des Usurpateurs de la Noblesse, ordonnée en 1666.

Cet Arrêt est imprimé.

Cette exemption a été renouvelée par Arrêt du 13 Novembre 1701.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 2 Juin 1670.

Il sera dressé des Listes de tous les véritables Gentilshommes, pour être déposées à la Bibliothèque Royale.

Cet Arrêt est énoncé dans la Déclaration du Roi, du 4 Septembre 1696, rapportée ci-après.

ARREST du Conseil, 23 Septembre 1670.

Les Maire & Echevins de la ville d'Angers, qui auront été élus deux différentes fois, & qui auront servi pendant quatre ans dans l'exercice de ladite Charge, jouiront du privilège de la Noblesse, ensemble leur postérité, née & à naître, en légitime mariage, en vivant noblement, ne faisant aucun acte dérogeant à Noblesse, & résidant en la ville

d'Angers , ou faisant profession des armes , s'il se retiroient à la campagne.

*Armorial de France , Registre premier ,
Seconde Partie , p. 689.*

ARREST du Conseil , du 18 Décembre 1670.

Evocation au Conseil , des instances en état de juger , sur le fait de la recherche des Usurpateurs de Noblesse , pour y être jugées sur le rapport des Commissaires Généraux , députés à ladite recherche.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi , Février 1671.

S. M. maintient les Aumôniers , Huissiers , Fourriers , Ciriers , Valets-Chaufecires , Portes-Coffres , Officiers suppôts , servant dans la Grande-Chancellerie , leurs successeurs & leurs veuves en viduité , dans le titre de ses Domestiques & Commensaux , dans la jouissance d'exemption de toutes Tailles , Aides , Gabelles , Logement de Gens de Guerre , & dans la possession de tout Droit de vétérance , après vingt années de service , & Franc-salé d'un minot de sel , &c.

*Armorial de France , Registre premier ,
Seconde Partie , p. 689.*

ORDONNANCE du Roi , du 4 Mars 1671.

Aucun des Sujets des Provinces de Lorraine & Barrois , ne seront à l'avenir exempts des Logemens de Gens de Guerre , ni de contribuer aux Impositions , sinon les Ecclésiastiques , les Gentilshommes reconnus tels , &

ceux qui ont été annoblis par Lettres-Patentes des Ducs de Lorraine auparavant l'année 1661.

Cette Ordonnance est énoncée dans la Déclaration du Roi, du 18 Septembre 1696, rapportée ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 12 Novembre 1671.

Règlement pour l'Election des Citoyens-Nobles & immatriculés de la ville de Perpignan.

Cet Arrêt est énoncé dans l'Arrêt du Conseil, du 22 Décembre 1785, rapporté ci-après.

EDIT du Roi, du mois d'Avril 1672.

Les Conseillers-Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances, confirmés dans la Noblesse à eux accordée par l'Edit de Novembre 1482.

Cet Edit est énoncé dans celui du mois de Juin 1715, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil, du 10 Mai 1672.

Commission pour instruire & rapporter les affaires concernant la Noblesse.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, du 19 Juillet 1672.

Défense à ceux qui ont été condamnés comme Usurpateurs de Noblesse, de prendre la qualité de Nobles & d'Ecuyer, sous peine d'une nouvelle amende.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, 5 Décembre 1672.

Les quinze Conseillers-Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France, les Audienciers, Contrôleurs & autres Officiers, servant

dans la Chancellerie , près le Parlement de Bretagne , confirmés dans tous leurs Privilèges , dont ils jouiroient à l'instar des Conseillers-Secrétaires du Roi , Maison , Couronne de France & des Finances , suivant les Edits & Déclarations des années 1482 , 1484 , 1549 , 1639 & 1669.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 689.

LETTRES-PATENTES , 1673.

Le Privilège de Noblesse rétabli pour la personne du Maire de la ville d'Angers seulement , à la charge qu'il ne le seroit que quatre ans.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edit. de Rouen , 1734 , p. 135.

DÉCLARATION du Roi , 7 Janvier 1673.

Les Privilèges & Droits accordés en faveur des Secrétaires du Roi , Audienciers en la Chancellerie du Parlement de Rouen , leur sont confirmés.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil , 27 Août 1673.

Le Privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Bourges , leur est confirmé.

Traité de la Noblesse par Laroque , Edition de Rouen , 1734 , p. 133.

ARREST du Conseil , du 6 Janvier 1674.

Révocation de la Commission établie pour la recherche des Usurpateurs de Noblesse , & défense aux Préposés de s'immiscer au recouvrement de ce qui est dû des condamnations & amendes adjugées contre les Usurpateurs.

Cet Arrêt est énoncé dans la Déclaration du 4 Septembre 1696 , rapportée ci-après.

LETTRES-PATENTES , Mai 1674.

Le Privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Bourges , leur est confirmé.

Traité de la Noblesse , par Laroque , édition de Reuen , 1734 , p. 133.

ARRÊT de la Cour des Aides de Paris , du 15 Juin 1675.

Enregistrement des Lettres Patentes , confirmatives des Privilèges attribués aux Maire & Echevins de la ville d'Angers.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil , du 13 Février 1676.

Sa Majesté accorde aux Officiers des Fils de France , les mêmes Privilèges dont jouissent les Officiers de la Maison du Roi.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 29 Juillet 1697 , rapporté ci-après.

DÉLIBÉRATION de la Chambre de la Noblesse , en l'Assemblée des Etats tenus à Dijon , le 18 Août 1679.

Messieurs de la Chambre de la Noblesse ayant reconnu qu'il étoit entré plusieurs personnes dans leur Chambre , pendant cette tenue des Etats qui se seroient fait inscrire & auroient donné leur voix pour l'élection de M. le Comte de Briord , Elu de la prochaine Triénnalité , quoiqu'ils ne fussent de la qualité requise , pour avoir entrée & voix délibéra-

nive dans ladite Chambre ; & voulant prévenir les abus qui se sont glissés depuis quelque temps , & qui pourroient augmenter dans la suite , il a été résolu & conclu qu'à l'avenir il n'entreroit dans ladite Chambre de MM. de la Noblesse aucune personne qui ne fût Gentilhomme , & non pas Noble simplement , & qui n'ait une Terre ou Fief en Justice en l'étendue de la Province.

Que pour empêcher les preuves par écrit , qui causeroient des longueurs & des embarras fâcheux , personne n'entreroit dans ladite Chambre , dont les peres ou les collatéraux de mêmes noms & de mêmes armes n'y soient entrés avant trente ans passés , tout au moins , ou bien celui qui prétend cet honneur. Et pour cet effet , chaque Gentilhomme fera tenu de se présenter pardevant les Commissaires de son Bailliage , & rapporter d'eux , ou du moins de deux d'iceux , un certificat en bonne forme , comme ils sont de la qualité ci-dessus , possédant une Terre ou Fief en Justice en la Province.

Et afin que lesdits sieurs Commissaires en puissent attester sûrement , il leur sera remis des extraits fideles & signés du Greffier de la Chambre , des rôles & des noms des Gentilshommes qui sont entrés auxdits Etats depuis l'année 1620 jusqu'en 1750.

Quant aux Gentilshommes nouvellement établis au Duché de Bourgogne , ils rapporteront un certificat attesté & signé des Commissaires

saies de leurs Bailliages, comme ils sont bons Gentilshommes, de la qualité requise, & non-Nobles simplement, ayant une Terre ou Fief en Justice audit Pays.

Pour les autres Gentilshommes qui tirent leur Noblesse de la Robe, ils seront tenus aussi de rapporter un certificat desdits sieurs Commissaires de leur Bailliage, comme ils font profession des armes & non de la Robe, & qu'ils sont de la qualité ci-dessus spécifiée.

Ladite Délibération signée par M. le Comte de la Feuillée, ancien Élu & Président de la Chambre, comme il est accoutumé, & arrêtée à la pluralité des voix à Dijon.

Cette Délibération est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 10 Avril 1683.

Tous les Jugemens de confirmation & de condamnation rendus, tant par les sieurs Commissaires-Généraux que par ceux départis dans les Provinces, armes, généalogies, seront incessamment remis au sieur Clairambault.

Cet Arrêt est renouvelé par un autre du 12 Juin suivant.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 11 Mai 1728, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil & LETTRES-PATENTES, 4 Janvier 1685 & Décembre 1686.

Les Maire & Echevins, Bourgeois & Habitans de la ville de Poitiers, ayant remontré au Roi que les Maire & Echevins de ladite ville avoient joui continuellement du privilège de la Noblesse, qui leur avoit été accordée par

Lettres-Patentes du Roi Charles V, du mois de Décembre de l'an 1372, en considération de ce que les Habitans de ladite ville s'étoient volontairement conservés sous sa domination, nonobstant le délaissement qui avoit été fait de ladite ville au Roi d'Angleterre, par le Traité de Bretigny; que de regne en regne ils avoient été confirmés dans ce privilège, même par Lettres-Patentes de S. M., du mois de Juillet 1643. Mais qu'en l'année 1667, les privilèges de Noblesse accordés aux Maire & Echevins des villes du Royaume ayant été révoqués, ils se trouvoient privés de la seule marque qui leur restoit de leur fidélité, quoiqu'il eût plû à S. M. de rétablir ce même privilège en faveur de quelques villes, & particulièrement en faveur de celles de Bourges, par Arrêt du Conseil du 7 Mai 1667, de Nantes, par Arrêt du 26 Juin 1669, d'Angoulême, par Arrêt du 4 Février 1673, & d'Angers, par Arrêt du 23 Septembre 1670. S. M. déclare que l'Edit de l'année 1667, portant révocation du privilège de la Noblesse accordée à quelques Officiers du Corps des Villes du Royaume, seroit exécuté; & ayant égard à la Requête desdits Maire, Echevins, Habitans & Bourgeois de la Ville de Poitiers, ordonne que lesdits Maires qui auroient été élus par deux différentes fois, & auroient servi pendant quatre ans dans l'exercice de ladite charge de Maire, jouiroient du privilège de Noblesse, ensemble leur postérité, née & à naître en loyal mariage, en vivant noblement, & ne faisant aucun acte dérogeant à la Noblesse.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 690.

EDIT du Roi, du mois de Novembre 1690.

Attribution de la Noblesse transmissible au premier degré aux Officiers du Parlement de Paris.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, portant création d'un Président, 5 Conseillers-Maîtres, un Correcteur, 2 Auditeurs & un Garde des Archives en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Montpellier, du mois de Novembre 1690, enregistré en la Cour des Comptes, Aides & Finances de Montpellier.

S. M. confirme les Officiers de la Cour des Comptes, Aides & Finances de Montpellier en la possession & jouissance de tous les privileges à eux accordés ci-devant, ensemble de tous les honneurs, prérogatives, privileges & exemptions dont jouissent les Officiers des Chambres des Comptes & Cour des Aides de Paris ;

Attribue à cette Cour la connoissance de la Noblesse, des fonds & des personnes, des impôts sur le tabac, chapeaux, glaces, poudre ; des droits de marque sur l'or & l'argent, étain & autres métaux ; sur le fer, acier, mines de fer ; des droits sur le papier & parchemin timbrés, des droits d'entrée des villes ; & généralement de tous droits de subsides & impôts mis & à mettre à l'avenir sur les peuples.

Accorde au Garde des Archives les mêmes honneurs, prérogatives, prééminences, exemp-

sions & libertés dont jouissent les **Correcteurs & Auditeurs** de ladite Cour.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, 2 Janvier 1691.

Ceux qui seront pourvus de la charge d'Avocat du Roi aux Requêtes du Palais, ensemble le Greffier en chef criminel & le Premier Huissier de la Cour de Parlement, leurs successeurs auxdits Offices, leurs veuves & leurs enfans, nés & à naître en loyal mariage, jouiront des privilèges de la Noblesse, de même que les Officiers de la Cour de Parlement, créés par Edit du mois de Novembre 1690.

Armorial de France, Registre premier, seconde. Partie, p. 691.

EDIT du Roi, Mars 1691.

Création de deux Offices de Président en la Cour des Aides de Paris, & de six Offices de Conseiller, d'un troisième Avocat-Général & de deux Huissiers héréditaires; S. M. voulant que ceux des Présidens de ladite Cour, Conseillers, Avocats & Procureurs - Généraux, Greffiers en chef, quatre Notaires & Secrétaires, & le premier Huissier de ladite Cour, pourvus, ou qui le seroient par la suite, lesquels ne seroient pas de race noble, ensemble leurs enfans & descendans, tant mâles que femelles, nés & à naître en loyal mariage, fussent tenus Nobles & jouissent de tous les privilèges des autres Nobles de race du Royaume, pourvu que lesdits Officiers eussent servi 20 ans, ou qu'ils fussent décédés revêtus de leurs Offices.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 691.

EDIT du Roi , Mars 1691.

Création d'un Conseiller Chevalier d'Honneur dans chacun des Présidiaux du Royaume , lequel sera tenu de faire preuve de Noblesse pardevant les Officiers du Présidial , dans lequel il aura séance immédiatement après les Lieutenans - Généraux , Présidens & autres Chefs desdites Compagnies , & avant les Conseillers titulaires & honoraires , & même avant les Prévôts Royaux qui pourroient avoir séance dans lesdits Présidiaux.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , mois de Mars 1691 , vérifié le 12 dudit mois.

Création de deux Présidens , 6 Conseillers , un troisième Avocat Général & 2 Huissiers à la Cour des Aides de Paris , & attribution de la Noblesse au premier degré à tous les Officiers de ladite Cour jusqu'au premier Huissier, inclusivement , pourvu que lesdits Officiers aient servi 20 ans , ou qu'ils décèdent revêtus desdits Offices.

Nota. Cet Edit n'a point été révoqué par l'Edit de 1715.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , du mois de Juin 1691 , vérifié en Parlement le 7 dudit mois.

S. M. , par son Edit du mois de Mars 1667 , ayant révoqué les privilèges de Noblesse accordés aux Maires , Echevins & Officiers des villes de Bourges , Angers , Poitiers , Angoulême , &

autres du Royaume pour l'avenir ; & ordonné que ceux qui en avoient bien joui jusqu'audit jour , continueroient d'en jouir , à la charge néanmoins que lesdits Maires , Echevins & Officiers qui ont exercé lesdites charges depuis l'année 1600 , & leurs Descendans , seroient tenus de payer les sommes auxquelles ils seroient taxés en son Conseil , pour être confirmés en la jouissance desdits privileges , sans prendre de Lettres dont ils sont dispensés ; & voulant néanmoins que ceux qui renonceroient au titre de Noblesse soient déchargés du paiement desdites taxes.

Ordonne que les Maires , Echevins & Officiers des villes de Lyon, Toulouse, Bordeaux, Angoulême, Cognac, Poitiers, Niort, la Rochelle, St. Jean d'Angely, Angers, Bourges, Tours, Abbeville, Nantes & autres du Royaume, jouissant ci-devant des privileges de Noblesse révoqués par ledit Edit du mois de Mars 1667, qui ont exercé lesdites charges depuis l'année 1600, & leurs Descendans, lesquels ont été compris aux Rôles arrêtés au Conseil en exécution dudit Edit, & ont payé les sommes y portées, seront confirmés dans la jouissance du privilege de la Noblesse, de même que les Maires & Echevins auxquels S. M. avoit accordé la continuation desdits privileges, qui ont exercé jusqu'au dernier Décembre de l'année 1687, & leurs Descendans,

Ceux desdits Maires, Echevins & Officiers compris auxdits Rôles, & qui n'ont point payé leurs taxes; ceux qui ont renoncé au titre de

Noblesse , suivant la faculté portée par ledit Edit , & ceux qui , sans avoir financé , & au préjudice de leur renonciation , n'ont laissé de jouir du privilège de Noblesse , en jouiront également & sans distinction à l'avenir , sans être tenus de prendre des Lettres dont S. M. les dispense , à la charge par eux de payer les sommes auxquelles ils seront taxés par les Rôles arrêtés au Conseil.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi , du 10 Juillet 1691.

S. M. maintient les Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon qui ont exercé lesdites charges jusqu'au dernier Décembre 1639 , & leurs Descendans dans la jouissance des privilèges de Noblesse , sans payer aucune finance.

Elle confirme ceux qui ont exercé depuis 1640 jusqu'au dernier Décembre 1650 , & leurs Descendans dans la jouissance desdits privilèges , en payant les sommes auxquelles ils seront taxés au Conseil.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION du Roi , du 6 Mai 1692 , enregistrée au Grand-Conseil du Roi le 26 Juin 1692.

S. M. veut que les Prévôts-Généraux , Provinciaux & Particuliers , Vice-Baillifs & Vice-Sénéchaux & Lieutenans-Criminels de Robecourte , leurs Lieutenans , Assesseurs , les Procureurs du Roi , les Commissaires & Contrôleurs à faire les Montres , Greffiers , Exempts , Premiers Archers , & généralement tous les

Officiers en titre d'Office des Maréchaussées du Royaume, Pays, Terres & Seigneuries de son obéissance, même des Pays nouvellement conquis, jouissent à perpétuité de l'exemption des Tailles, aux termes des Edits des mois d'Août 1666 & Mars 1667, de l'exemption de Tutelle & Curatelle, de nomination de Tuteurs, logement de Gens de Guerre, Guer, Garde, levée de deniers ordinaires & extraordinaires, & autres charges & dettes communes, soit par Capitation, ou autrement. Encore qu'il soit ordonné qu'elles seront payées par les privilégiés & non privilégiés, & que leurs gages ne puissent être saisis, si ce n'est pour nourriture, achat d'habits, armes ou chevaux.

Maintient lesdits Prévôts Généraux, Prévôts Provinciaux & Particuliers, Vice-Baillifs, Vice-Sénéchaux, Lieutenans - Criminels de Robecourte & leurs Lieutenans - Assesseurs & les Procureurs du Roi, en la faculté de prendre la qualité de Noble & d'Ecuyer, avec le titre & qualité de Conseillers du Roi, tant qu'ils seront revêtus de leurs charges seulement.

Cette Déclaration est imprimée.

EDIT, Août 1692.

Création d'une Chancellerie près le Parlement de Besançon, composée d'un Conseiller-Garde-Scel, réuni à l'Office de Premier-Président dudit Parlement, de 4 Conseillers-Secrétaires Audienciers, de 4 Conseillers-Secrétaires Contrôleurs, de 4 Conseillers-Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France en ladite Chancellerie, 4 Référéndaires & 4 Intendants.

2 Conseillers-Trésoriers-Réceveurs des Emolumens du Sceau ; 2 Chauffecires , 2 Valets de Chauffecire ; & 2 Poite-coffres , pour lesdits Secrétaires-Audienciers , Secrétaires-Contrôleurs ; & 4 Secrétaires , jouir des mêmes honneurs , droits , franchises , privilèges de Noblesse ou autres dont jouissoient pareils Officiers des autres Chancelleries établies près les Parlemens de France , même des droits de Vétérans , après 20 années , conformément aux Edits & Déclarations des années 1482 , 1484 , 1549 , 1639 , Février 1671 , Avril & Décembre 1672 , 7 Janvier & 24 Mars 1673 .

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 692.

LETTRES - PATENTES , qui confirment les Capitouls de Toulouse & leurs Descendans , datis leurs Privilèges de Noblesse , du mois de Septembre 1692 , enregistrée au Parlement de Toulouse , le 15 Novembre suivant .

S. M. , par Edit du mois de Juin 1691 , auroit ordonné que les Maires , Echevins & Officiers des villes de Toulouse , Lyon , Angoulême & autres , jouissans ci-devant du Privilège de Noblesse , révoqué par l'Edit du mois de Mars 1667 , qui ont exercé lesdites Charges depuis l'année 1600 , & leurs Descendans , lesquels ont été compris aux rôles arrêtés au Conseil , en exécution de l'Edit du mois de Mars 1667 , ensemble les Maires , Echevins & Officiers desdites villes , auxquels elle a accordé la continuation dudit

Privilège , lesquels ont exercé jusqu'au dernier Décembre 1687 , y seroient & demeure- roient confirmés , & que ceux compris esdits rôles , qui n'ont payé leurs taxes , ceux qui ont renoncé au titre de Noblesse , & ceux qui , sans avoir financé , & au préjudice de leur renonciation , n'ont laissé de jouir dudit Privi- lège , en jouiront également & sans distinction , en payant les sommes auxquelles ils seroient taxés , & bien que ladite ville de Toulouse n'eût été comprise dans l'Edit de 1667 , & que l'intention de S. M. eût été qu'elle ne le fût pas non plus dans celui du mois de Juin 1691 , rendue en conséquence ; néanmoins , parce que par erreur , on n'a pas laissé de l'y com- prendre , & qu'en exécution dudit Edit , il a été arrêté un rôle au Conseil le 15 Mars der- nier , dans lequel les Capitouls de ladite ville , & leurs Descendans depuis 1600 jusqu'à 1687 ont été taxés.

Déclare n'avoir entendu comprendre dans les Edits des mois de Mars 1667 & Juin 1691 , les Capitouls de la ville de Toulouse , leurs Enfans & Descendans ; & par celui-ci , ordonne que lesdits Capitouls de ladite ville de Tou- louse , leurs Enfans & Descendans , nés & à naître en loyal mariage , jouissent à l'avenir , comme par le passé , des prérogatives , préémi- nences , & de tous les autres avantages dont jouissent les Nobles d'extraction & de parenté , dans lesquels elle les a maintenus.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

EDIT du Roi, du mois de Décembre 1692.

S. M. révoque toutes Lettres de réhabilitation de Noblesse, non registrées aux Cours des Aides, depuis le premier Janvier 1600.

Confirme celles enregistrées depuis ledit temps dans lesdites Cours, en payant par ceux qui les ont obtenues, les sommes pour lesquelles ils seront taxés par les rôles du Conseil, & enjoint aux Officiers & Greffiers desdites Cours des Aides, de fournir au Traitant desdites taxes, sans frais, les extraits de leurs registres, dont il aura besoin, contenant les noms, surnoms & demeures de ceux qui ont obtenu lesdites Lettres, & qui les auront fait registrer.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Décembre 1692.

Les Auditeurs de la Chambre des Comptes de Nantes & leurs Descendans, maintenus dans les Privilèges de Noblesse, & autres immunités accordées aux Présidens, Maîtres & Correcteurs de ladite Chambre, par Edit du mois d'Août 1669, comme étant & faisant partie du Corps de la Noblesse.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 7 Juillet 1693, rapporté ci-après.

DÉCLARATION, 14 Janvier 1693.

Attribution aux Officiers de la Chancellerie du Parlement de Besançon, créés par Edit d'Août 1652, des Droits dont jouissent les Officiers, tant de la Grande Chancellerie de France, que des autres Chancelleries du Royaume.

*Compilation chronologique de Blanchard ,
Tome II , p. 2499.*

ARREST du Conseil d'Etat , & Lettres-
Patentes , justifiant la Noblesse des Conseillers
du Roi , Secretaires & Auditeurs de la Cham-
bre des Comptes de Bretagne , ledit Arrêt du
7 Juillet 1693 , & les Lettres du 18 Août
1693.

Sur la Requête présentée au Roi en son
Conseil par ses Conseillers , Secretaires & Au-
diteurs de la Chambre des Comptes de Bre-
tagne : contenant que , S. M. ayant par son
Edit du mois de Décembre 1692 , voulu expli-
quer , en tant que besoin , son Edit du mois
d'Août 1669 , au sujet des Supplians , & faire
cesser les contestations qui ont été faites con-
tre leurs Privilèges , même par le Procureur-
Général des Etats de la Province de Bretagne
en son Conseil d'Etat , où pour raison d'iceux
seroit intervenu Arrêt le 9 Janvier 1669 ,
S. M. les auroit maintenus & confirmés , &
leurs Descendans , dans les mêmes Privilèges de
Noblesse & autres Droits , franchises & immu-
nités accordées aux Présidens , Maîtres & Cor-
recteurs de ladite Chambre des Comptes ,
conformément à son Edit du mois d'Août
1669 , comme étant & faisant partie des Corps
d'icelle ; que la religion a été surprise par ceux
qui ont donné des Mémoires contr'eux , en ce
qu'il étoit certain que ladite Chambre des
Comptes a été établie par les anciens Ducs de
Bretagne , & que depuis que cette Province a
été réunie à la France , les Rois ont accordé

aux Officiers d'icelles les mêmes Privilèges, Exemptions, Prééminences, Prérrogatives, & autres Immunités, qu'aux Officiers de la **Chambre des Comptes de Paris**, à l'instar de laquelle elle a été réglée sans aucune différence.

Que leurs Offices servent de degré pour parvenir à la Noblesse, & l'acquérir à leurs enfans & postérité, quand l'ayeul & le pere, successivement en avoient été revêtus, & qu'ils les ont exercés pendant vingt années ou jusqu'à leur décès, ce qui étoit commun à tous les Officiers des Cours supérieures, & a été confirmé par tant d'Edits, Déclarations & Arrêts, que c'est une loi généralement reçue, qui n'est point révoquée en doute. Qu'il étoit vrai, que S. M. ayant, depuis l'année 1644, accordé aux Officiers de toutes les Cours supérieures une pleine Noblesse, & à leurs enfans & postérité, par plusieurs de ses Edits; ceux de ladite **Chambre des Comptes de Bretagne** furent honorés de la même grace, par un Edit du mois d'Avril 1659, dans lequel les Auditeurs furent nommés dans leur rang, comme faisant un des Ordres d'icelle inséparable de son Corps; mais cet Edit ayant été depuis révoqué par celui du mois de Juillet 1669; cette pleine Noblesse a été ôtée, non-seulement aux Officiers de ladite **Chambre**, mais aussi aux Officiers du **Parlement de Bretagne**, comme à tous les Officiers des autres Cours supérieures du Royaume, sans exception, & on ne la peut plus regarder que

bués à leurs Charges, sans toutefois qu'eux ni leurs Descendans puissent jouir des Privilèges de Noblesse & autres Droits, Franchises, Exemptions & Immunités à eux accordés par Edits & Déclarations, pendant & depuis l'année 1644, que S. M. auroit révoqués & annulés, ensemble toutes autres concessions de Noblesse, Privilèges, Exemptions & Droits, de quelque nature & qualité qu'ils puissent être, accordés en conséquence aux Officiers servans dans lesdites Compagnies, que S. M. auroit pareillement déclarés nuls & de nul effet.

S. M. les a maintenus & confirmés, & leurs Descendans, dans les mêmes Privilèges de Noblesse & autres Droits, Franchises & Immunités accordés aux Présidens, Maîtres & Correcteurs de ladite Chambre, conformément à l'Edit du mois d'Août 1669; en conséquence duquel Edit du mois de Décembre 1692, Elle auroit fait arrêter un rôle en son Conseil le 30 dudit mois, dans lequel elle les auroit fait employer chacun pour la somme de 3000 liv., & les 2 s. pour liv., pour jouir de 120 liv. d'augmentation de gages, à commencer du premier Janvier audit an 1692, & pour être maintenus & confirmés, & leurs Descendans, dans les mêmes Privilèges de Noblesse & autres Droits, Franchises & Immunités accordés aux Présidens, Maîtres & Correcteurs de ladite Chambre des Comptes, ainu qu'il est porté audit Edit.

Et décharge lesdits Auditeurs du paiement des sommes pour lesquelles ils ont été employés au rôle.

Cet Arrêt & ces Lettres sont imprimés.

DÉCLARATION du Roi , du 21 Février 1694.

Les Privilèges accordés aux Officiers du Parlement à Dôle , leur sont confirmés.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Edit du Roi , du mois d'Août 1706 , rapporté ci-après.

DÉCLARATION du Roi , du 11 Mars 1694.

Attribution de la Noblesse transmissible au premier degré , aux Officiers du Parlement de Besançon.

Cette Déclaration est imprimée.

EDIT du Roi , du mois d'Avril 1694.

Les Trésoriers de France , comme étant du Corps des Cours supérieures , sont exempts du Droit de Joyeux Avènement.

Cet Edit est énoncé dans l'Arrêt du Conseil , du 14 Mai 1725 , rapporté ci-après.

EDIT du Roi , du mois de Septembre 1694.

S. M. réserve cent quarante Offices de Commissaires ordinaires des Guerres.

Cet Edit est énoncé dans celui d'Octobre 1709 , rapporté ci-après.

DÉCLARATION du Souverain de Dombes , du mois de Novembre 1694.

Attribution de la Noblesse au premier degré , aux Officiers du Conseil & du Parlement de Dombes.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil, 6 Décembre 1695.
 En faveur des Officiers du Bureau des Finances de Grenoble.

Cet Arrêt est énoncé dans l'Edit du Roi, du mois d'Octobre 1706.

ARREST du Conseil, du 13 Décembre 1695.

En faveur des Gentilshommes de la grande Vennerie.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 26 Novembre 1697, rapporté ci-après.

DÉCLARATION du Roi, du 17 Janvier 1696, enregistrée en la Chambre des Comptes & la Cour des Aides, les 17 & 23 Février suivans.

Tous ceux qui ont obtenu des Lettres de maintenue ou de rétablissement dans leur ancienne Noblesse, sous quelque prétexte que ce soit, ou de réhabilitation, avec anoblissement en tant que de besoin, enregistrées aux Cours des Aides depuis le premier Janvier 1600

Comme aussi ceux qui ont obtenu des Lettres d'Anoblissement depuis les Edits des mois d'Août & de Septembre 1664, jusqu'à ce jour, ou le rétablissement par Lettres ou par Arrêts du Conseil, de leur Noblesse révoquée, tant par lesdits Edits, que par les Arrêts du Conseil, du 13 Janvier 1667, jouiront eux & leurs enfans, nés & à naître, en légitime mariage, du bénéfice desdites Lettres & Arrêts, pleinement & paisiblement.

En payant par chacun d'eux & non autre.

ment, ainsi que les réhabilités, les sommes contenues aux rôles, qui seront pour cet effet arrêtés au Conseil, sans qu'à l'avenir, pour quelque cause que ce soit, ils puissent être recherchés ni tenus de rapporter autres motifs, titres ni preuve de leur Noblesse, que leurs Lettres dûment enregistrées, avec leurs quittances de finance : A tous lesquels titres S. M. donne la même force, & veut qu'ils produisent le même effet que des Lettres de confirmation de Noblesse, accordée en pleine connoissance de cause.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 24 Janvier 1696.

Le Roi ayant, par le résultat de son Conseil du 17 du présent mois de Janvier, chargé M. L'espinafle du recouvrement de la finance qui doit provenir de l'exécution de la Déclaration du 17 du présent mois, rendue en interprétation de l'Edit des réhabilitations du mois de Décembre 1692, pour confirmer, moyennant finance, ceux qui ont obtenu des Lettres de maintenue dans leur ancienne Noblesse, sous quelque prétexte que ce soit, ou de réhabilitation avec anoblissement en tant que besoin, enregistrées aux Cours des Aides du Royaume, depuis le 1er. Janvier 1600, comme aussi ceux qui ont obtenu des Lettres d'anoblissement depuis les Edits des mois d'Août & Septembre 1664 jusqu'à ce jour, ou le rétablissement par Lettres ou par Arrêts, de leur Noblesse révoquée, tant par lesdits Edits des mois d'Août &

Septembre 1664, que par Arrêt du Conseil du 13 Janvier 1667.

ORDONNE que tous ceux qui ont obtenu des Lettres de maintenue dans leur ancienne Noblesse, sous quelque prétexte que ce soit, ou de réhabilitation avec anoblissement en tant que besoin, enregistrées auxdites Cours des Aides depuis le 1^{er}. Janvier 1600; comme aussi ceux qui ont obtenu des Lettres d'anoblissement depuis les Edits des mois d'Août & Septembre 1664, ou le rétablissement par Lettres ou par Arrêts donnés audit Conseil, de leur Noblesse révoquée, tant par lesdits Edits des mois d'Août & Septembre 1664, que par Arrêt du Conseil du 13 Janvier 1667, jouiront, ensemble leurs enfans nés & à naître en légitime mariage, du bénéfice desdites Lettres & Arrêts, suivant & conformément à ladite Déclaration, en payant par chacun d'eux les sommes contenues aux Rôles qui seront pour cet effet arrêtés audit Conseil, entre les mains dud. L'Espinafle, &c. Et pour faciliter audit L'Espinafle la confection desdits Rôles, ordonne S^a dite M. à tous Greffiers, tant des Chambres des Comptes & Cours des Aides, que des Elections, de lui délivrer, ou à ses Procureurs & Commis, des Etats par extrait & certifiés de toutes les Lettres de maintenue & de confirmation de Noblesse ou de réhabilitation en tant que besoin, enregistrées auxdites Cours des Aides depuis le 1^{er}. Janvier 1600.

Cet Arrêt est imprimé.

ÉDIT du Roi , du mois de Mars 1696 , enregistré en Parlement le 20 Mars suivant.

Anoblissement de 500 personnes qui seront choisies parmi ceux qui se sont le plus distingués par leurs mérite , vertus & bonnes qualités.

Seront préférés ceux qui , par des emplois & des charges qu'ils auront exercés ou qu'ils exercent , se sont rendus recommandables & dignes d'être élevés à ce degré d'honneur & de distinction , même les Négocians & les Marchands faisant commerce en gros , qu'ils pourront continuer sans déroger à ladite qualité de Noble.

A la charge de payer à S. M. les sommes auxquelles ils seront modérément fixés au Conseil par les Rôles qui y seront arrêtés sur les quittances du Garde du Trésor Royal en exercice , qui leur seront délivrées , sans que lesdits anoblissemens puissent être supprimés , ni révoqués , ni sujets à aucune taxe pour être confirmés , attendu la finance qu'ils paient dans les besoins pressans pour lesquels on les accorde.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 3 Avril 1696.

Tous ceux qui ont obtenu ci-devant des Lettres de Noblesse qui ont été révoquées , seront reçus à obtenir des Lettres de Noblesse créées par Edit du mois de Mars 1696 , lesquelles leur tiendront lieu de Lettres de confirmation de Noblesse , en payant la finance ;

à quoi lesdites Lettres ont été fixées , & ce qu'il doit coûter pour l'enregistrement.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 31 Juillet 1696.

Tous ceux qui ont obtenu des Lettres de réhabilitation , de maintenue , ou de rétablissement de Noblesse depuis le 1^{er}. Janvier 1600 , ou leurs Descendans , seront tenus de les représenter dans deux mois pour tout délai , du jour de la publication du présent Arrêt , par-devant les Commissaires départis en chaque Généralité , pour être taxés au Conseil , & pour jouir de la confirmation de Noblesse , suivant & au terme de l'Edit de 1692 , & Déclaration de 1696. Comme aussi , ceux qui n'ont encore satisfait au paiement des sommes auxquelles ils ont été taxés aux Rôles arrêtés au Conseil , pour jouir de la confirmation desdites Lettres , sans avoir égard aux privilèges des charges que les Impétrans ont possédées après lesdits enregistrements , pour avoir joui ou dû jouir de l'effet d'icelles , & pour y être confirmés & dispensés de faire à l'avenir d'autres preuves de Noblesse , paieront lesd. taxes dans un mois pour tout délai , du jour de la signification du présent Arrêt.

Et faute par lesdits Impétrans ou leurs Descendans d'y avoir satisfait après ledit temps passé , que toutes lesdites Lettres de réhabilitation , de maintenue & de rétablissement de Noblesse , obtenues par eux ou leurs prédécesseurs , seront cassées & révoquées , en vertu

du présent Arrêt, sans pouvoir à l'avenir être rétablis dans leur Noblesse d'extraction ; à cet effet , qu'il sera fait un état au Conseil par noms & surnoms des Impétrans desdites Lettres par dates , pour être en conséquence icelui envoyé dans les Généralités , & enregistré dans chaque Election des lieux des demeures des Impétrans ou leurs Descendans , pour être imposés au prochain département , & à l'avenir aux charges roturieres.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 7 AOÛT 1696.

En payant la somme de six mille livres & les deux sols pour livre d'icelle , es mains du chargé de la vente des 500 Lettres de Noblesse qui ont été accordées par Edit du mois de Mars dernier , pour toute l'étendue du Royaume, lesdites Lettres seront expédiées.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi pour la recherche de la Noblesse , du 4 Septembre 1696 , enregistrée en la Cour des Aides le 13 Septembre suivant.

S. M. , pour soulager ses Sujets contribua-
bles aux Tailles , ayant ordonné une recherche exacte de tous les faux Nobles , par des Dé-
clarations & Réglemens des 15 Mars 1655 ,
pour la Province de Normandie ;

30 Décembre 1656 , pour les ressorts de
toutes les Cours des Aides ;

8 Février 1661 , pour le ressort de la Cour
des Aides de Paris ;

22 Mars 1666 , pour toute l'étendue du Royaume ;

Et 20 Janvier 1668 , pour la Province de Bretagne.

Pour les imposer aux Tailles & autres charges des Paroisses de leurs demeures , & pour leur faire payer , à cause de leurs usurpations , les amendes & restitutions portées par les Coutumes , Ordonnances & Réglemens , & particulièrement par les Ordonnances d'Orléans & de Blois , & les Edits des années 1600 , 1634 & 1643.

Et ayant de même , pour rendre l'ancienne Noblesse plus recommandable , & empêcher qu'il ne se fît à l'avenir de semblables usurpations , ordonné par Arrêts de son Conseil des 15 Mars 1669 & 2 Juin 1670 , qu'il seroit dressé des listes & catalogues de tous les véritables Gentilshommes , pour être déposés à la Bibliothèque Royale , & des Etats contenant les noms , surnoms & demeures des Particuliers condamnés comme usurpateurs , afin de les imposer.

ORDONNE qu'il soit fait une exacte recherche , tant de ceux qui auront continué d'usurper les qualités de Noble homme , d'Ecuyer , de Messire & de Chevalier , depuis les condamnations rendues contre eux ou leurs peres , soit par des Arrêts du Conseil , par des Jugemens des Commissaires nommés pour les recherches de la Noblesse & des francs-Fiefs , Arrêts de la Cour des Aides ou autres Jugemens , que de tous autres usurpateurs , des mêmes

mêmes titres & qualités qui se trouveront les avoir usurpé avant & depuis, & qui n'auront été recherchés, poursuivis, ni condamnés, lesquels, sur des actes où ils auront pris lesdites qualités, seront assignés au mois pour tout délai, pardevant les Commissaires départis dans les Provinces & Généralités du Royaume, & condamnés en 2000 liv. d'amende, & en telles Sentences qui seront arbitrées par lesd. sieurs Commissaires pour l'indue exemption du passé de la contribution aux Tailles, ensemble les 2 sols pour livre.

Seront contraints au paiement desdites sommes, comme pour les propres deniers & affaires de S. M., sauf néanmoins l'appel au Conseil.

Excepte, quant à présent, de ladite recherche, les Officiers servant actuellement dans les armées de Terre & de Mer.

Fait défenses de plus usurper à l'avenir les titres de Noble homme, d'Ecuyer, de Messire, & de Chevalier.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat, & Lettres-Patentes, 4 Septembre 1696.

La recherche des Usurpateurs de Noblesse, ordonnée par la Déclaration de ce jour est suivie, les Usurpateurs assignés au mois, & condamnés à 2000 liv. d'amende.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 18 Septembre 1696.

Quoique par son Ordonnance du 4 Mar-

1671, S. M. eût réglé qu'aucun de ses Sujets des Provinces de Lorraine & Barrois, ne seroient à l'avenir exempts des logemens des Gens de Guerre, ni de contribuer aux Impositions, sinon les Ecclésiastiques, les Gentilshommes reconnus tels, & ceux qui ont été Anoblis par Lettres-Patentes des Ducs de Lorraine, auparavant l'année 1661, cela pour soulager seldits Sujets.

Cependant elle veut que tous les Anoblis par les Ducs de Lorraine; depuis le premier Janvier de l'année 1610, dans l'étendue des Duchés de Lorraine, de Bat, & Pays en dépendans, & leurs Descendans en ligne directe, ensemble ceux faits par les Evêques des Diocèses de Metz, Toul & Verdun, jouissent des mêmes & semblables titres de Noblesse, & des Privilèges & Exemptions dont jouissent les autres Gentilshommes desdits Duchés & Pays, nonobstant l'adite Ordonnance du 4 Mars 1671, & toutes autres choses contraires.

Rétablit en tant que de besoin, & confirme seldits Anoblis, & leurs Descendans en ligne directe, dans leurs Titres, Facultés, Privilèges & Exemptions.

Confirme de même tous les Anoblis par les Evêques de Metz, Toul & Verdun, & leurs Descendans en ligne directe, dans les titres de Noblesse à eux accordés par seldits Evêques, en payant par eux & leurs Descendans en ligne directe les sommes pour lesquelles ils seroient modérément taxés au Conseil.

Cette Déclaration est imprimée.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 2^e Octobre 1696.

Ceux qui ont, ou leurs peres, usurpé les titres de Noblesse, Privilèges & Exémptions y appartenans, avant & depuis la Déclaration du 8 Février 1661, demeureront déchargés, tant de la recherche ordonnée par la Déclaration du 4 Septembre 1696, que de toutes les peines, amendes & restitutions qu'ils pourroient avoir encourues, en obtenant des Lettres de Noblesse, du nombre des cinq cens créés par Edit du mois de Mars 1696.

Cet Arrêt est imprimé.

COMMISSION en conséquence de la Déclaration du Roi, du 4 Septembre 1696, du 24 Octobre 1696.

S. M. commet les sieurs Puffort, le Pelletier & d'Aguesseau, Conseillers ordinaires au Conseil Royal des Finances, Phelypeaux de Pontchartrain, Conseiller ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur Général des Finances, le Pelletier & de Breteuil, Conseiller ordinaire au Conseil d'Etat, Intendant des Finances, de Harlay, Conseiller au Conseil d'Etat, Dubuiffon, de Caumartin, Chamillart & Fleuriau d'Armenonville, aussi Conseillers ordinaires au Conseil d'Etat, Intendants des Finances, Phelypeaux, Conseiller au Conseil d'Etat, & les sieurs le Blanc, de Fieubet, Bignon de Blanzay & de Caumartin de Boissy, Conseillers du Roi en ses Conseils, Maîtres des Requêtes ordinaires de son Hôtel, pour juger les contestations qui surviendront

en exécution des Ordonnances qui seront rendus par les sieurs Commissaires départis dans les Provinces & Généralités, circonstances & dépendances, & ce sur les conclusions du sieur d'Argenson, Conseiller du Roi en ses Conseils, Maître des Requêtes ordinaires de son Hôtel, que S. M. a commis pour son Procureur-Général.

Elle commet aussi pour Greffier de ladite Commission le sieur Hersen, Conseiller, Secrétaire, Greffier des Commissions extraordinaires du Conseil.

Cette Commission est imprimée.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 30 Octobre 1696.

Il sera arrêté au Conseil de S. M. des rôles des sommes qui doivent être payées par les Particuliers qui, ayant ou leurs pères, renoncé à la Noblesse, & été condamnés comme Usurpateurs, lors de la précédente recherche, n'ont pas laissé de continuer d'en usurper le titre au préjudice desdites renonciations & condamnations.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Novembre 1696.

Les Privilèges accordés aux Officiers du Parlement de Dole, leur sont confirmés.

Cet Edit est énoncé dans celui du mois d'Août 1706, rapporté ci-après.

EDIT du Roi, Novembre 1696, enregistré le 28 dudit mois.

Le Roi Louis XIV étant persuadé que rien n'é.

toit plus digne de la gloire du Royaume, que de retrancher les abus qui s'étoient glissés dans le port des armoiries, & de prévenir ceux qui pourroient s'y introduire dans la suite, s'étant aussi rappelé l'exemple de Charles VIII, qui par ses Lettres données à Angers, le 17 de Juin l'an 1487, avoit créé un Maréchal d'Armées, pour écrire, faire peindre, & blazonner dans des registres publics le nom & les armes de toutes les personnes qui avoient droit de porter cette marque de distinction, & après s'être fait représenter les remontrances faites au Roi Louis XIII en 1614, par la Noblesse de France, qui avoit supplié ce Prince de faire une recherche de ceux qui avoient usurpé des armoiries au préjudice de l'honneur & du rang des grandes Maisons & anciennes Familles, sur lesquelles remontrances, suivant les motifs des Ordonnances des Rois Charles IX & Henri III, des années 1560 & 1579, il avoit établi un Juge d'Armes, pour dresser des registres universels, dans lesquels il devoit employer le nom & les armes des personnes nobles, lesquelles à cet effet, seroient tenues de fournir aux Baillis & Sénéchaux, les blazons & les armes de leurs Maisons, pour être envoyées au Juge d'Armes, mais tous les pourvus de cet Office, n'ayant pu par le défaut d'autorité sur les Baillis & Sénéchaux, former des registres assez complets pour conserver le lustre des armes de toutes les grandes & anciennes Maisons, & faire connoître celles des autres personnes, qui par leur naissance, leurs

charges , leurs services ou leurs emplois , étoient en droit d'en porter.

S. M. crut qu'il étoit de la grandeur de son regne , de mettre la dernière main à un ouvrage , qui n'avoit été pour ainsi dire qu'ébauché par les Rois ses prédécesseurs ; & à cet effet , elle créa & établit dans sa bonne ville de Paris une grande Maîtrise , générale & souveraine , avec un Armorial général ou Dépôt public des Armes & Blazons du Royaume , ensemble le nombre des Maîtrises particulières qu'elle jugeroit à propos.

La Maîtrise générale à laquelle seroit jointe la Maîtrise particulière de Paris , qui connoîtroit des armes de tous les Particuliers de son ressort , & de toutes les personnes de la suite de la Cour & des Camps & Armées de S. M. , devoit être composée d'un Conseiller en ses Conseils , Grand Maître ; d'un Conseiller en ses Conseils , Grand Bailli & Sénéchal ; d'un Conseiller du Roi , Lieutenant - Général ; d'un Conseiller du Roi , Lieutenant - Particulier ; d'un Conseiller , Garde dudit Armorial ; de dix Conseillers & Commissaires ; d'un Conseiller , Procureur - Général du Roi ; d'un Conseiller , Secrétaire & Greffier ; d'un Héraut & Grand Audiencier , de huit Huisriers ordinaires , de huit Procureurs , d'un Conseiller du Roi , Substitut du Procureur - Général de S. M. ; d'un Conseiller du Roi , Trésorier , Receveur des gages & droits d'enregistrement , & d'un Conseiller du Roi , Contrôleur dudit Trésorier , & chaque Maîtrise particulière à

d'un Conseiller du Roi, Maître particulier; d'un Conseiller, Sous-Lieutenant; d'un Conseiller Procureur du Roi; d'un Greffier & Receveur des gages & droits d'enregistrement, & d'un premier Huissier, de deux Huissiers, de trois Procureurs, S. M. supprime l'Office de Juge d'Armes de France, sauf à le dédommager, &c.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 695.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 13 Novembre 1696.

Sur la Requête présentée au Roi par les Valets de chambre de S. M., contenant, que par Lettres-Patentes du mois d'Octobre 1594, le Roi Henri IV leur auroit accordé & aux Porte-manteaux de S. M., le droit de se qualifier & user du titre d'Ecuyer, pour en jouir avec tous les honneurs & privilèges en dépendans, duquel Privilège le Roi Louis XIII leur auroit accordé la confirmation par autres Lettres du 10 Mars 1615, lesquels Privilèges ont été aussi continués par Lettres-Patentes de S. M., du mois de Juillet 1654, Depuis, ceux d'entr'eux qui ont été troublés dans leur Noblesse, y ont été maintenus par des Arrêts du Conseil, & entr'autres par celui du 25 Avril 1669.

S. M. décharge les Valets de Chambre du Roi des taxes, pour lesquelles ils pourroient avoir été compris dans les rôles annexés au Conseil pour les Droits de Franc-Fief, à cause des Fiefs qu'ils possèdent.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, du 18 Décembre 1696.

S. M. par Edit de Mars 1696, ayant accordé cinq cens Lettres de Noblesse, pour être distribuées dans tout le Royaume, & les armes des nouveaux Anoblis devant être réglées par le sieur d'Hozier, Juge d'Armes de France, dont l'Office avoit depuis été supprimé par Edit du mois de Novembre de ladite année; voulant le traiter favorablement, jusqu'à ce qu'il eût été pourvu à son remboursement; ordonne que les armoiries de ceux qui avoient levé ou qui leveroient lesdites cinq cens Lettres de Noblesse, seroient réglées par lui, & que l'adresse des Lettres continueroit de lui être faite comme avant la suppression de son Office de Juge d'Armes de France, à condition néanmoins que les Armes du nouvel Anobli seroient envoyées à l'Armorial général pour y être registrées.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 696.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 15 Janvier 1697.

Les Greffiers des Elections sont tenus d'envoyer aux Greffes des sieurs Intendants des Généralités du Royaume, des extraits signés d'eux, des noms & qualités de ceux qui sont compris au chapitre des Exempts dans les rôles des tailles, censives & autres impositions des dix dernieres années, un mois après la fi-

signification du présent Arrêt, pour tout délai, à peine de 500 liv. d'amende.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Grand Conseil du Roi, du dernier Janvier 1697.

Les Gardes de la porte de S. M. sont maintenus dans les Honneurs, Privilèges, Préférences & Prééminences attribués à leurs Charges.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, du 18 Février 1697.

Sur la Requête présentée au Roi par les Valets de Garde-robe de S. M., contenant que le Roi Henri-le-Grand ayant voulu confirmer les privilèges qui avoient été accordés par les Rois ses Prédécesseurs à leurs Valets-de-Chambre & de Garde-robe, Huissiers de la Chambre & Porte-manteaux, il auroit fait expédier ses Lettres-Patentes, en date du mois d'Octobre 1594, par lesquelles il auroit accordé à ses Valets-de-Chambre & de Garde-robe, Huissiers de la Chambre & Porte-manteaux, le titre & qualité d'Ecuyers; ce qui auroit été confirmé par Lettres du mois de Mai 1611, & de Juillet 1653.

S. M. maintient ses Valets de Garde-robe en la qualité d'Ecuyer, & les décharge des taxes pour lesquelles ils peuvent avoir été compris dans les Rôles arrêtés au Conseil pour les droits de francs-Fiefs, à cause des Fiefs qu'ils possèdent.

Cet Arrêt est imprimé.

ou non mariées qui avoient Offices, Bénéfices ou Emplois, de porter les armoiries de leurs pères, mères ou autres, telles qu'elles fussent, & qu'après avoir fait registrer lesdites armoiries dans l'Armorial général.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 696.

ARRÊT du Conseil, 19 Mars 1697.

Tous ceux qui ont fait registrer leurs armes dans l'Armorial général, pourront les mettre sur leurs carrosses, vaisselle, & cachets.

Deux, qui au lieu de les faire registrer, les ont ôtées de leurs carrosses, vaisselle, & cachets, fera dressé Procès-verbal par les sieurs Intendants, qui le renverront au Conseil avec leur avis.

Et les Commissaires Généraux, en procédant à la réception des armoiries, n'admettront aucunes fleurs-de-lys d'or en champ d'azur, & qu'il ne leur soit apparu de titres ou de possession valable.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 697.

DÉCLARATION du Roi, du 26 Mars 1697, portant attribution de la qualité d'Ecuyer aux Porte-manteaux & Huissiers de la Chambre, & du Cabinet, Valets de Chambre & de Garderobe, du Roi.

Sur les remontrances faites au Roi par les Porte-manteaux, les Huissiers de la Chambre & du Cabinet de S. M. & les Valets de Chambre & de Garderobe, qu'entre toutes les grâces que les Rois ses Prédécesseurs & elle

leur auroient faites, ils auroient obtenu ce de se pouvoir dire & qualifier Ecuyers, auquel il est porté aux Lettres-Patentes de Henri le Grand, son ayeul, du mois d'Octobre 1584 & Mars 1610, & celles du mois de Mai 1610 Mars 1615, 10 Mars 1622, Juillet 1653 & Mars 1661. Et d'autant que l'enregistrement desdites Lettres a été négligé par les précédés des Supplians, ils ont été souvent troublés; ce qui les a obligés d'avoir recours à S. M. dans les occasions; & elle auroit dernier lieu rendu Arrêt en son Conseil, le 11 Novembre 1695, par lequel elle auroit chargé ses Valets-de-Chambre des taxes pour lesquelles ils pouvoient avoir été compris dans les Rôles arrêtés au Conseil pour les droits de francs Fiefs, à cause des Fiefs qu'ils possèdent; & depuis, par autre Arrêt du Conseil du 18 Février 1696, S. M. auroit accordé pareille décharge à ses Valets de Garde-robe & déclaré communs avec eux les Lettres du mois de Juillet 1653, dans lesquelles lesdits Valets de Garde-robe n'avoient été particulièrement compris. Sur quoi, tant lesdits Valets de Garde-robe que les Porte-manteaux, Huissiers de la Chambre & Cabinet, & Valets-de-Chambre de S. M. l'ont très-humblement suppliée de déclarer de nouveau sa volonté sur ladite qualité d'Ecuyer à eux attribuée.

S. M., en confirmant lesdites Lettres, Henri IV, de Louis XIII & les siennes, a maintenu ses Porte-manteaux, Huissiers de Chambre & de son Cabinet & ses Valets-

Chambre & de Garde-robe en la qualité d'Ecuyer, voulant qu'ils en jouissent tant qu'ils seront revêtus de leurs charges ou qu'ils auront obtenu des Lettres de Vétérain, sans qu'ils puissent y être troublés ni inquiétés, sous quelque prétexte que ce soit.

Cette Déclaration est imprimée.

COMMISSION du Roi, du 21 Mai 1697.

S. M. commet les sieurs Le Pelletier & de Pommeroy, Conseillers Ordinaires au Conseil Royal, Le Pelletier, Conseiller Ordinaire au Conseil d'Etat, Intendant des Finances, d'Aguesseau, Conseiller Ordinaire au Conseil Royal, de Breteuil, Conseiller Ordinaire au Conseil d'Etat, Intendant des Finances, de Harlay, Conseiller au Conseil d'Etat, Phélypeaux de Pontchartrain, Conseiller Ordinaire au Conseil Royal, Contrôleur Général des Finances, du Buisson de Caumartin, Chamillart & d'Armenonville, Conseillers au Conseil d'Etat, Intendants des Finances, Phélypeaux, Conseiller au Conseil d'Etat, & les sieurs Le Blanc, Ficubet, Bignon de Blanzay & de Boilly, Conseillers au Conseil, Maîtres des Requêtes Ordinaires de l'Hôtel du Roi, pour juger en première instance & en dernier ressort les contestations qui surviendront, en exécution de la Déclaration du mois de Septembre dernier, entre le Chargé de la recherche des Usurpateurs des titres de Noblesse & lesdits Usurpateurs demeurant dans la ville, faubourgs, Election de Paris, circonstances & dépendances, & ce, sur les conclusions du sieur

d'Argenson, que S. M. a commis pour son Procureur - Général, & pour Greffier de ladite Commission, le sieur Hersant, son Conseiller-Secrétaire, Greffier des Commissions d'extraordinaire du Conseil.

Cette Commission est imprimée.

ARREST du Conseil, du 11 Juin 1697.

Ceux qui n'ont point été maintenus, ni par les Commissaires députés dans les Provinces, ni par ceux du Conseil, tenus de prouver leur Noblesse depuis 1560.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, 11 Juin 1697.

Règlement de la procédure qui se doit observer contre les Usurpateurs du titre de Noblesse de la ville & Election de Paris.

Tous ceux qui demeurent dans la ville & Election de Paris, & qui auront usurpé la qualité de Noble, d'Ecuyer, de Chevalier, de Messire ou autres, tenus de produire leurs titres justificatifs de Noblesse, généalogie, filiations, &c. & de ne faire qu'une seule production. Le tout communiqué au Procureur-Général & remis au Rapporteur.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, 18 Juin 1697.

Tous les Particuliers auxquels S. M. a accordé, ou accorderoit par la suite aucune des Lettres de Noblesse, créées par Edit du mois de Mars 1696, ne seront tenus de faire que dans les Chambres des Comptes, l'enquête de leurs vie & mœurs, avant que de procéder à l'enregistrement desdites Lettres. *Armorial de France, Registre 1er. seconde Partie, p. 697.*

ARREST du Conseil d'Etat, du 9 Juillet 1697, qui décharge les Porte-manteaux & Valets-de-Chambre de MONSIEUR de toutes recherches, pour raison de la qualité d'Ecuyer.

Sur la Requête présentée au Roi par leldis Porte-manteaux & Valets-de-Chambre de S. A. R. MONSIEUR, Frere unique du Roi, contenant que par Edit du mois de Janvier 1652, Déclarations des 19 Juillet 1661, 29 Novembre 1663 & 5 Janvier 1669, & Arrêt du Conseil du 13 Février 1676, & autres Arrêts & Réglemens du Conseil de S. M. ayant accordé aux Officiers des Fils de France les mêmes privilèges dont jouissent les Officiers de la Maison de S. M., il seroit néanmoins arrivé que sous prétexte que par l'Arrêt du Conseil du 26 Février 1697, portant Règlement pour l'exécution de la Déclaration du Roi, du 4 Septembre 1696, contenant la recherche des Usurpateurs des titres de Noblesse; il est dit que ceux qui n'étant point Nobles de race, & qui sont entrés dans les charges de la Maison de S. M., couchés & employés sur les états registrés en la Cour des Aides de Paris, depuis le mois de Juillet 1664, & qui ont pris la qualité d'Ecuyer avant leurs réceptions, & après s'être démis de leursdites charges, seront condamnés comme Usurpateurs, s'il n'y a ordre au contraire.

Les Supplians se trouvant inquiétés pour raison de la qualité d'Ecuyer, en ce que ledit Arrêt ne prononce que pour les Officiers de S. M., & non des Maisons Royales. Et d'autant

que la question a déjà été jugée , tant en faveur des Huissiers de Chambre & de Cabinet de MONSIEUR , par Arrêt du Conseil du 6 Mars 1667 , qui les décharge de la recherche lors contre eux faite pour raison de la qualité d'Ecuyer , comme devant jouir des mêmes privilèges des Huissiers de la Chambre & Cabinet de S. M. , qu'en faveur des Maréchaux-des-Logis & Fourriers de MONSIEUR , par autre Arrêt du 5 Juin 1665. Les Porte-manteaux & Valets-de-Chambre de MONSIEUR , dont les fonctions sont aussi honorables , puisqu'ils ont l'honneur de porter l'épée du Prince qui est proprement la fonction d'un Ecuyer , ont recours à S. M.

S. M. ayant égard à leur Requête , les décharge de toutes recherches pour raison de la qualité d'Ecuyer par eux prise depuis qu'ils sont pourvus de leurs Offices , & qu'ils continueront de prendre , tant & si long-temps qu'ils les exerceront , comme aussi des assignations qui leur ont été données.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi , du 22 Juillet 1697 , enregistrée en Parlement le 21 Août 1687. Confirmation des Lettres de naturalité & de légitimation.

Par les anciennes Ordonnances & Réglemens du Royaume , les Etrangers venant s'y habiter , doivent à S. M. un tribut ou redevance annuelle , appelé *droit de Chevalage* , & ils ne peuvent s'y établir qu'à des personnes étrangères comme eux , sans sa permission , à peine

jouissent les légitimes Sujets nés en loyal mariage, conformément néanmoins aux Coutumes des lieux, même qu'ils portent les noms & armes de leurs peres, avec la marque néanmoins de bâtardise, pour les distinguer des enfans légitimes.

Veut que ceux qui auront obtenu des Lettres de légitimation soient dispensés d'obtenir des Lettres de confirmation, en vertu des quittances de finance des paiemens qu'ils auroient faits desdites taxes, & qu'il soit expédié des Lettres de légitimation aux autres qui n'en ont point obtenu, dérogeant à cet effet à tous dons & remises qu'elle a fait de la finance qui lui est due pour les Lettres de naturalité, déclarations & légitimations qu'elle a accordées.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat, du 23 Juillet 1697.

Evocation de toutes les Instances concernant le fait de Noblesse, pendantes aux Parlemens, Cours des Aides & autres Cours & Jurisdiccions, & renvoie pardevant les sieurs Commissaires départis dans les Provinces.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, 6 Août 1697.

Les Trésoriers des Gardes-du-Corps de S. M. lui ayant remontré que par deux Arrêts contradictoires des 10 Mai 1669 & 11 Août 1673, elle avoit eu la bonté de les maintenir dans le privilège de prendre la qualité d'Ecuyer, avec défense de les inquiéter pour raison de leur Noblesse & de ladite qualité, elle ordonne que

lesdits Arrêts seroient exécutés selon leur forme & teneur ; & en conséquence , maintient lesdits Trésoriers des Gardes de son Corps dans le droit de prendre ladite qualité d'Ecuyer , & les décharge des assignations qui leur avoient été données à la requête du Préposé à la recherche de la Noblesse.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 697.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 26 Novembre 1697.

S. M. maintient le Trésorier-Général & le Gentilhomme Ordinaire de ses Véneries dans le droit de prendre la qualité d'Ecuyer.

Cet Arrêt est imprimé.

SENTENCE & Condamnation de mort contre un fabricant de faux titres de Noblesse , rendue par M. de Lamoignon , Intendant de Languedoc , le 2 Mai 1698.

Le nommé Martel , dûment atteint & convaincu d'avoir fait & fabriqué plusieurs faux titres & faussetés , est jugé & condamné en dernier ressort , & sans appel , à être conduit dans la Place publique de la ville de Montpellier , ayant deux écriteaux devant & derrière , avec ces mots : *Fausfaire insigne* , pour y être pendu & étranglé.

Cette Sentence est imprimée.

DÉCLARATION du Roi , du 16 Mai 1698 , enregistrée à la Cour des Aides le 2 Juin suivant.

Les Officiers de la Maison de Madame la Duchesse de Bourgogne jouiront des mêmes privilèges que les Officiers des Maisons de la

Reine & de Madame la Dauphine en ont joui.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat & LETTRES-PATENTES, 1er. Juillet & 21 Août 1698.

S. M. ordonne l'enregistrement des Lettres de Noblesse, créées par Edit de Mars 1696.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 2 Août 1698, enregistrée à la Cour des Aides le 21 Août.

Les seuls Officiers, Gardes, Gendarmes & Chevan-Légers, employés dans les Etats, & qui serviront actuellement, jouiront des privilèges & exemptions dont jouissent les Officiers Commençaux.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 26 Août 1698.

Les assignés pour la recherche de la Noblesse, qui rapporteront des Lettres de Réhabilitation dans leur Noblesse ancienne, dûment enregistrées, seront tenus de représenter devant les Commissaires Généraux ou ceux départis dans les Provinces, toutes les pièces justificatives de leur Noblesse, sur lesquelles ils ont obtenu lesdites Lettres, pour être prononcé sur la validité ou invalidité d'iceux.

Elle ordonne également, que ceux qui auront été maintenus dans la précédente recherche, ne seront point tenus de représenter de nouveau les titres (qui auront servi à leur jugement).

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi , du mois de Novembre 1698.

S. M. confirme les Privilèges accordés aux Officiers du Parlement de Besançon.

Cet Edit est énoncé dans celui du mois d'Août 1706, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil, 6 Décembre 1698.

Les Conseillers du Roi, Chevaliers d'honneur, établis dans les Sièges Présidiaux, & qui auront fait preuves de leur Noblesse avant leur réception, jouiront des Privilèges & Immunités dont jouissent les Gentilshommes du Royaume.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 698.

DÉCLARATION du Roi, du 3 Mars 1699, enregistrée au Parlement de Besançon.

Par l'article 335, du titre des qualités des Personnes, tiré de l'Edit de Philippe IV, Roi d'Espagne, du 4 Juillet 1650; il suffit de prouver une possession plus que centenaire, pour être maintenu dans la Noblesse, suivant les articles 1709, du titre de la Noblesse, & 339, du titre des qualités des Personnes, tirés des Réglemens des 13 Mars 1619 & 30 Juillet 1629.

Par l'article 1709, du titre 7 de la Noblesse, & l'article 325, du titre des qualités des Personnes, les titres d'Illustre, d'Eminent, Puissant, Haut & Généreux Seigneur, sont étroitement défendus à toutes personnes.

Ce même article défend encore aux Roturiers de timbrer leurs armoiries, & aux fem-

mes, si elles n'ont épousé des Chevaliers ; de mettre des cordelières autour de leurs écussons.

Suivant l'article 326, du même titre 8, nul ne peut prendre des titres de Marquis, Comtes, Vicomtes, Barons ou autres semblables, sans une concession expresse, ou une possession plus que centenaire.

L'article 327, défend de se dire Chevalier, si l'on n'a été fait tel par les Comtes de Bourgogne.

Par l'article 328, il est défendu aux Anoblis de se qualifier Ecuyers.

Aux termes de l'article 330, les Anoblis & tous autres ne peuvent prendre le DE avant leurs noms, & signer autrement que des noms propres de leurs familles.

Suivant l'article 331, les Lieutenans des Bailliages & Grueries, & autres Officiers subalternes, ne doivent pas s'arroger, ni permettre qu'on leur donne les qualités de Messire, Conseiller, Secrétaire ou Noble, si ce n'est qu'ils soient Nobles, ou qu'ils aient une permission expresse.

L'article 333, ne permet qu'aux Femmes ou Veuves de Marquis, Comtes, Vicomtes & Barons, de prendre le titre de Dames.

Par l'article 1707, du titre de la Noblesse, les Etrangers Nobles, ou Anoblis par les Princes, autres que les Comtes de Bourgogne, n'y sont point reconnus pour Nobles.

L'article 334, fait défense de prendre la qualité de Demoiselles, si ce n'est aux Femmes
ou

ou Veuves de Gentilshommes, ou Nobles ou des Officiers principaux, & des Docteurs en Droit ou en Médecine.

S. M. ordonne qu'il sera fait une exacte recherche dans la Province de Franche-Comté de ceux qui ont usurpé les qualités de *Noble, Noble-Homme, Ecuyer, Messire, Chevalier, Illustre, Eminent, Haut & Puissant & Généreux Seigneur, Marquis, Comtes, Vicomtes & Barons*, & tous les autres titres portés par les Ordonnances & Reglemens faits pour cette Province; la preuve doit être de plus de cent ans, à compter du 4 Septembre 1696, date de la Déclaration dudit jour.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat, du 24 Mars 1699.

S. M., en interprétant ses Lettres-Patentes du 26 Mars 1697, permet aux Porte-manteaux, Huissiers de la Chambre & de son Cabinet, & ses Valets de Chambre & de Garde-robe, de prendre la qualité d'Ecuyers, tant qu'ils seront revêtus de leurs Charges, ou qu'ils en auront obtenu des Lettres de Vétérain après vingt-cinq ans de service, sans qu'ils puissent prendre cette qualité, s'ils se démettent desdites Charges avant ledit temps, & sans qu'en aucun cas, ladite qualité d'Ecuyer puisse passer à leurs Descendans.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 18 Mai 1699, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil, 7 Avril 1699.

Les Acquéreurs des Offices de Secretaires

du Roi en la Chancellerie , établie près la Chambre des Comptes de Dole , & créés par Edit du mois de Novembre 1698 , jouiront eux & leur postérité , tant mâle que femelle , nés & à naître en légitime mariage , de tous les Priviléges dont jouissoient les Secretaires des autres Chancelleries du Royaume , & anciens Secretaires de ladite Chancellerie.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie, p. 699.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 5 Mai 1699.

S. M. permet aux Huissiers de son Antichambre , de prendre la qualité d'Ecuyer , tant qu'ils seront revêtus de leurs Offices , & les assimile aux Valets de Chambre , &c.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 5 Mai 1699.

S. M. ayant ordonné par les Arrêts de son Conseil des 10 Avril & 12 Juin 1683 , que tous les Jugemens de Confirmation & de Condamnation rendus , tant par les sieurs Commissaires Généraux de la recherche des Usurpateurs de Noblesse , que par les sieurs Commissaires départis dans les Provinces , les Inventaires de production , les Armes , Généalogie & autres pièces concernant ladite recherche , seroient incessamment mis es mains du sieur Clairambault , pour faire travailler aux Catalogues , suivant les Arrêts de 1666 & 1669. La plus grande partie des Greffiers chargés desdits papiers y ayant satisfait , &

voulant tirer de ce dépôt les secours nécessaires , pour faciliter au Public & au Traitant de la présente recherche les expéditions dont ils peuvent avoir besoin , & lever les difficultés que l'on pourroit faire d'ajouter foi aux expéditions signées dudit sieur Clairambault :

Ordonne que lesdits Arrêts des 10 Avril & 12 Juin 1683 , seront exécutés , & que ledit sieur Clairambault délivrera des expéditions des Jugemens de maintenue de Noblesse , condamnations ou autres actes dont il a été chargé par lesdits Arrêts auxquelles S. M. veut qu'il soit ajouté foi lorsqu'elles seront produites dans les instances pendantes pardevant les sieurs Commissaires départis , ou les sieurs Commissaires Généraux établis pour la recherche de la Noblesse.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 11 Mai 1728 , rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat , du 18 Mai 1699.

S. M. permet aux six Garçons de la Chambre , de prendre la qualité d'Ecuyers , comme les Porte-manteaux , Huissiers de la Chambre & du Cabinet , & les Valets de Chambre & de Garde-robe.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 26 Mai 1699.

S. M. ordonne que l'Arrêt du 16 Mars 1669 , sera exécuté , & que les Particuliers recherchés pour l'usurpation des titres de No-

blesse, qui rapporteront des titres faux, seront condamnés en 100 liv. d'amende.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 22 Septembre 1699.

S. M. leve la surseance accordée par la Déclaration du 4 Septembre 1696, aux Officiers qui ont servi dans les Armées de terre & de mer, qui avoient usurpé le titre & qualité d'Ecuyer & de Chevalier, & ordonne qu'ils seront assignés pour la recherche de la Noblesse, pour représenter leurs titres.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 6 Octobre 1699.

Ceux qui ont obtenu des certificats de confirmation de M. le Marquis de Louvois, sont maintenus dans leur Noblesse.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 10 Novembre 1699.

Défenses aux Officiers des Maréchaussées, autres que les Prévôts-Généraux & Provinciaux, & les anciens Lieutenans servans près leurs personnes, de prendre la qualité d'Ecuyer ou de Noble, s'ils ne sont Nobles de race; & néanmoins de grace, & sans tirer à conséquence, décharge tous les autres Officiers des Maréchaussées, qui en conséquence de la Déclaration du 6 Mai 1692, auront pris lesdites qualités, des amendes ordonnées contre les Usurpateurs du titre de Noblesse.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat, du 1^{er}. Décembre 1699.

Les Lettres de Noblesse délivrées aux Particuliers qui ont fait des soumissions pour ces Lettres qu'ils n'exécutent pas, seront rapportées, faute d'exécution de la soumission, & lesdits Particuliers imposés à la taille.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 8 Décembre 1699, enregistrée en Parlement le 5 Février 1700, pour la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse dans les Provinces de Flandres, Haynaut & Artois.

S. M., par la Déclaration du 4 Septembre 1696, & son Arrêt du Conseil, rendu en conséquence le 26 Février 1697, a ordonné la recherche de ceux qui ont usurpé les titres de *Noble*, *Noble Homme*, *Ecuyer*, *Messire* & *Chevalier*, & que ceux qui se prétendent Nobles, seront tenus de rapporter des titres de Filiation & de Noblesse depuis l'année 1560 jusqu'à présent, & a fixé les peines des Usurpateurs à 2000 liv. pour l'amende, & aux 2 s. pour livre. Et comme ces dispositions sont nouvelles pour les Provinces d'Artois, Flandres & Haynaut, dans lesquelles les Ordonnances faites par les Rois Catholiques, au sujet de la recherche de la fausse Noblesse s'exécutent encore à présent:

Par l'article premier du Reglement fait par l'Archiduc Albert & l'Infante Isabelle, du 14 Décembre 1616, il suffit de prouver une possession de Noblesse de l'ayeul du pere & des

filz , lesquels trois degres sont communément estimés faire le nombre de cent années , temps de la plus longue possession. Par le même article , la peine des Usurpateurs des titres d'Ecuyer , Nobles & autres titres de Noblesse est de cinquante florins pour chaque contravention.

L'article II , contient des défenses , tant aux Roturiers qu'aux Nobles , de prendre le nom ou armes d'autres Maisons ou Familles Nobles , à l'exception des Gentilshommes qui en avoient permission , à peine de cent florins d'amende.

Par l'article IV , il est défendu à ceux qui deviennent propriétaires d'une Terre ou Fief , dont le nom est le surnom d'une Famille Noble , d'en porter le nom & les armes , ne leur étant permis que de se dire Seigneurs d'une pareille Terre. Et il est encore défendu aux Roturiers qui ont des Terres titrées , d'en porter les titres honorables , à peine de cent florins d'amende par chaque contravention.

L'article V ordonne aux Cadets des Maisons nobles de porter des brisures dans leurs armoiries , à la différence de leurs armes , sous peine de cinquante florins d'amende.

Par l'article VI , il est défendu à ceux qui ont dérogé de prendre les titres propres à la Noblesse , sans être réhabilités , sous peine de cent florins d'amende.

Suivant l'article VII , les Nobles qui prennent la qualité de Baron ou autres , sans avoir

des Terres titrées , doivent être condamnés en cinquante florins.

L'article VIII ordonne , que ceux qui se diront Chevaliers , sans avoir été créés tels , seront condamnés en cent florins d'amende.

L'article X défend à toutes personnes qui ont été faits Chevaliers par des Princes étrangers , d'en prendre la qualité ; comme aussi à ceux qui ont obtenu des Lettres de Noblesse , ou des Lettres d'Exécution de leurs Terres en dignités des Princes étrangers , de s'en servir , à peine de deux cens florins d'amende.

Et par l'article XI , il est ordonné que ceux qui , sans aucuns titres ni droits , porteront des casques en pleine face , des Couronnes de Princes , Ducs , Comtes & Marquis , seront condamnés en trois cens florins d'amende.

Et quoique la plupart des Lettres d'ano-blissement , de confirmation ou de réhabilitation , accordées depuis 1600 , par les Rois Catholiques , ont été données sans aucune finance , & sans causes légitimes , ayant été surprises par ceux qui trouvoient de l'accès auprès des Gouverneurs ; Sa Majesté veut bien les confirmer , en payant par ceux qui les ont obtenues ou leurs descendans , une légère finance , & afin d'empêcher davantage les usurpations qui sont à charge au Public , & qui déshonorent la véritable Noblesse , il est nécessaire d'ordonner à l'avenir la peine de 2000 liv. contre ceux qui usurperont les titres de Noblesse.

Veut S. M. , qu'il soit fait une exacte re-

cherche dans les Provinces de Flandres , Artois & Haynaut , de tous ceux qui ont pris induement les qualités de Nobles , Ecuyer & autres titres de Noblesse. Comme aussi de tous ceux qui ont contrevenu aux Ordonnances & aux Reglemens faits pour ces Provinces par les Rois d'Espagne , en quelque sorte & maniere que ce soit , & que sur les assignations qui ont été données jusqu'à présent , & qui le seront ci-après , ils soient condamnés pour chaque contravention , & sur un seul acte , dans lequel ils auront pris lescdites qualités , en l'amende de cinquante florins.

Que les Roturiers qui auront pris les noms & armes des Maisons Nobles , & même les Nobles qui auront pris les noms & armes d'autres Familles Nobles , sans permission , seront condamnés en cent florins d'amende.

Ceux qui auront usurpé les noms des Fiefs & Terres qu'ils possèdent , & dont le nom a donné le surnom à une Famille Noble.

Comme aussi les Roturiers qui auront pris les qualités de Marquis , Comte , Baron & autres titres honorables , des Terres titrées qu'ils possèdent , seront condamnés en cent florins d'amende.

Ordonne que ceux , qui ayant dérogé à la Noblesse , ont pris les titres & qualités avant que d'avoir obtenu Lettres de réhabilitation , seront condamnés en pareille amende de cent florins.

De même que ceux , qui sans avoir été faits Chevaliers , en auront pris la qualité.

Les Nobles qui auront pris les qualités de Comte, Vicomte, Baron & autres, sans avoir des Terres décorées de pareils titres, seront condamnés en cinquante florins d'amende.

Comme aussi, veut S. M. que ceux, qui ayant été faits Chevaliers par des Princes étrangers, ensemble ceux qui, ayant obtenu des Lettres d'Anoblissement ou d'Erection de leurs Terres en dignité d'aucuns Princes étrangers, en auront pris les titres, seront condamnés en deux cens florins d'amende. Outre toutes lesquelles amendes, les Usurpateurs des Provinces d'Artois, Flandres & Haynaut, seront condamnés aux sommes qui seront arbitrées par les sieurs Intendans & Commissaires départis dans lesdites Provinces, pour la restitution des exemptions dont ils ont induement joui.

Maintient dans leur Noblesse, ceux qui justifieront par titres authentiques de Noblesse & de Filiation, qu'eux & leurs auteurs sont en possession de la Noblesse depuis *cent années*, à compter du 4 Septembre 1696.

Confirme toutes les Lettres de Noblesse, confirmations & réhabilitations accordées par les Rois d'Espagne, les Archiducs & Gouverneurs des Pays-Bas, dans les Provinces d'Artois, Flandres & Haynaut depuis 1600, à la charge par ceux qui ont obtenu lesdites Lettres, ou leurs Descendans, de payer les sommes auxquelles ils seront modérément taxés par les rôles qui en seront arrêtés au Conseil,

sur les avis des sieurs Intendans & Commissaires départis dans lesdites Provinces.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION du Roi , 9 Mars 1700, concernant les Droits d'Amortissement , nouvel Acquêt & Franc-Fiefs.

A R T. I I I.

Le recouvrement des Droits de Franc-Fiefs qui sont dûs à S. M. dans les Provinces de son Royaume , se fera sur tous les Roturiers possédans Fiefs , pour les Fiefs & autres biens nobles par eux acquis & possédés , à la réserve des Fiefs qui seront échus en ligne directe ou collatérale auxdits Roturiers , dont les droits auront été payés par leurs auteurs.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Arrêt du Conseil , du 11 Janvier 1716 , rapporté ci-après.

ARRÊT du Conseil d'État du Roi , du 29 Juin 1700.

S. M. , par sa Déclaration du mois de Septembre 1692 , a déclaré n'avoir entendu comprendre les Capitouls de Toulouse dans les Edits des mois de Mars 1667 & Juin 1691, leurs enfans ni leurs descendans.

Par l'Arrêt de son Conseil de 1669 , Elle fait défense à ceux qui dérogeront à l'avenir , de prendre la qualité , sous les peines portées contre les Usurpateurs. Il est bien vrai que par ledit Arrêt , ceux qui avoient été Capitouls , & qui étoient pour lors en charge , ont été déchargés ; mais à l'égard de ceux qui étoient

morts lors dudit Arrêt, ou qui ont été faits Capitouls depuis, s'ils sont tombés dans le cas de la dérogeance ou de l'usurpation, il n'y a aucun doute qu'ils ne soient susceptibles de la nouvelle recherche.

S. M. ordonne l'exécution de l'Arrêt du 19 Avril 1669

Cet Arrêt est imprimé.

ARRET du Conseil d'Etat du Roi, du 13 Juillet 1700, rendu en faveur d'un Valet de Chambre de Madame la Dauphine, & qui le maintient dans la Noblesse.

Sur la Requête présentée au Conseil par René Havart, Valet de Chambre de Madame la Dauphine, contenant entr'autres choses, que l'assignation à lui donnée par le Préposé à la recherche, & la demande formée par ledit Préposé, de 2000 liv. d'amende, sont insoutenables; 1°. parce qu'en qualité de Valet de Chambre de Madame la Dauphine, on ne peut pas raisonnablement lui contester celle d'Ecuyer, qui en fait une des prérogatives.

2°. Que le Préposé lui-même donne au Suppliant cette qualité d'Ecuyer, Valet de Chambre, par son Exploit.

3°. Que l'acquisition (si c'en est une) a été jugée contre ce Préposé en faveur des Huissiers de Chambre & Valets de Chambre de la Reine, de ceux de Madame la Dauphine, & de Madame de Bourgogne, par plusieurs Ordonnances de M. M. les Intendans, & Arrêts du Conseil, entr'autres par celui du 8 Avril 1698.

S. M. maintient ledit Valet de Chambre de Madame la Dauphine dans la qualité d'Ecuyer, & fait défenses au Préposé de l'y troubler, sous peines de dépens &c.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT, Août 1700.

Suppression de la Grande Maîtrise & des Maîtrises particulières, créés par Edit de Novembre 1696, pour tenir un Armorial général de toutes les Armes & Blazons du Royaume, avec confirmation à ceux qui avoient fait registrer leurs armoiries, & payé les droits d'enregistrement, du droit & faculté de les porter.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 701.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 18 Décembre 1700.

Les Particuliers qui auront été déclarés Usurpateurs par les Commissaires départis, & qui en auront interjetté appel pardevant les Commissaires Généraux, & dont l'appel aura été reçu, seront tenus dans l'an du jour de la signification qui leur aura été faite du jugement, de faire juger leur appel, & jusqu'à ce, ne pourront être imposés aux tailles par les Collecteurs des Paroisses de leurs domiciles, ou taxés d'Offices par les sieurs Commissaires départis; & faute par eux dans ledit temps de faire juger leur appel, ils seront imposés aux tailles & autres charges publiques, ainsi qu'il appartiendra.

Cet Arrêt est imprimé.

CHRONOLOGIQUE. 253

ARREST du Conseil , du 15 Février 1701.

Les Usurpateurs condamnés par les Commissaires départis dans les Provinces où les railles étoient réelles , & qui en auroient interjeté appel devant les Commissaires Généraux qui l'auroient reçu , seront tenus dans l'an de faire juger leur appel , sinon ledit temps passé , les jugemens seront exécutoires.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT , Avril 1701 , enregistré en la Chambre des Comptes le 23 , & à la Cour des Aides le 20 Mai audit an.

Le Roi ayant par Edit de Novembre 1696 , créé une grande Maîtrise générale & souveraine , un Armorial général ou Dépôt public des Armes & Blazons du Royaume , & nombre de Maîtrises particulières , pour connoître du fait des armoiries ; & par le même Edit , ayant supprimé l'Office de Juge d'Armes de France , ayant aussi depuis , par Edit d'Août 1700 , supprimé tous les Offices créés par ledit Edit d'Août 1696 , S. M. rétablit ledit Office de Juge d'Armes de France , auquel elle se réserve de pourvoir sur la nomination du Grand Ecuyer de France , entre les mains duquel le pourvu prêteroit serment , &c. pour en jouir comme en avoient joui ou du jouir les précédens pourvus de pareil Office.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , page 701.

EDIT du Roi , du mois d'Octobre 1701.

Création des Offices de Secretaires du Roi , dans les Chancelleries près les Cours.

Cet Edit est énoncé dans celui du mois de d'Avril 1707 , rapporté ci-après.

EDIT, Octobre 1701.

Attribution de 60,000 liv. d'augmentation de gages, aux Officiers des Chancelleries établies près les Cours supérieures, & à ceux des Chancelleries Prévôtales. Attribution du Privilège de Noblesse, de l'exemption des Droits Seigneuriaux, & généralement de tous les Privilèges, Exemptions & Droits qui leur avoient été accordés par les Edits & Déclarations d'Avril 1672, Juillet 1673, Juillet 1650, & 2 Décembre 1691, & qui ont été révoqués.

Compilation chronologique de Blanchard; tome 2, page 2634.

EDIT du Roi, du mois de Décembre 1701, enregistré en Parlement le 30 Décembre aud. an.

S. M., en confirmant & renouvelant, en tant que de besoin seroit, l'Edit du mois d'Août 1669, concernant le commerce de mer, ordonne que tous ses Sujets, Nobles par extraction, par charges ou autrement, excepté ceux qui sont actuellement revêtus de charges de Magistrature, pourront faire librement toute sorte de commerce en gros, tant au-dedans qu'au-dehors du Royaume, pour leur compte ou par commission, sans déroger à leur Noblesse.

Ceux qui font le commerce en gros seulement, pourront posséder des charges de Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France & de ses Finances, & continuer en

même temps le commerce en gros , sans avoir besoin pour cela d'Arrêts , ni Lettres de compatibilité.

Cet Edit est énoncé dans celui de Juin 1716 , rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat , du 10 Décembre 1701.

S. M. accorde aux Officiers actuellement dans le service , délai d'une année , à compter du jour & date du présent Arrêt , pour rapporter leurs titres de Noblesse ; pendant lequel temps , elle veut qu'il soit sursis à toutes poursuites , faites ou à faire contre eux , pour raison de ce.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi , Mars 1702.

Création de 100 Offices de Commissaires de la Marine & des Galeres.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , du mois de Mai 1702 , enregistré en Parlement le 16 Juin 1702.

Anoblissement de 200 personnes qui seront choisies parmi ceux qui se sont le plus distingués pour son service & par leur mérite , vertus & bonnes qualités.

A chacun d'eux seront expédiées des Lettres particulieres d'anoblissement , qui seront enregistrées dans les Cours de Parlement , Chambre des Comptes , Cour des Aides , Bureaux des Finances , même aux Greffes des Bailliages , Sénéchaussées & Elections où les Impétrans seront domiciliés.

A la charge de vivre noblement , sans déro-

ger à ladite qualité , & de payer à S. M. les sommes qui seront fixées par les Rôles qui seront arrêtés au Conseil , sur les quittances du Garde du Trésor Royal en exercice , qui leur seront délivrés , sans que lesdits anoblissemens puissent être par S. M. & ses Successeurs supprimés ni révoqués , ni sujets à aucune taxe , pour confirmation ou autrement , pour quelque cause ou sous quelque prétexte que ce soit.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi , du 30 Mai 1702 , enregistrée en la Cour des Aides le 13 Juin 1702 , pour continuer la recherche des faux Nobles & Usurpateurs de qualités nobles.

Ceux des Particuliers qui ont usurpé les qualités de *Noble-Homme* , d'*Ecuyer* , de *Messire* ou de *Chevalier* , lesquels n'ont point encore été condamnés comme Usurpateurs , seront & demeureront déchargés des peines par eux encourues , en payant seulement la somme de 300 liv. & les 2 sols pour livre , au lieu de celle de 2000 liv. & 2 sols pour livre , portée par la Déclaration du 4 Septembre 1696.

A la charge toutefois de faire par eux , dans les 3 mois du jour de la publication des Présentes , leur déclaration précise aux Greffes des Elections de leur domicile dans les pays d'Elections & à ceux des Justices Royales dans les autres Provinces du Royaume , qu'ils renoncent auxdits titres & qualités pour l'avenir.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 20 Juin 1702.

Ceux dont les Lettres de Noblesse ont été ci-devant révoquées, seront admis à en acquérir de nouvelles qui leur tiendront lieu de confirmation, & les acquéreurs desdites Lettres seront exempts du service personnel de l'arrière-ban & de toutes contributions à icelui pendant deux années.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION, 24 Juin 1702.

S. M. ordonne que, conformément aux Edits d'Avril 1672 & Novembre 1690, les Conseillers, Notaires & Secrétaires, créés par Edit dudit mois d'Avril près des Requêtes de l'Hôtel, dans les Chambres des Enquêtes & des Requêtes du Palais du Parlement de Paris & près de la Cour des Aides de Paris, jouiroient des privilèges & prérogatives des Conseillers-Secrétaires de la Grande Chancellerie, & que ceux qui seroient pourvus desdits Offices, ensemble leurs veuves en viduité & leurs enfans & descendans mâles & femelles, nés & à naître en légitime mariage, seroient réputés Nobles & comme tels, jouiroient de tous les privilèges dont jouissent tous les autres Nobles du Royaume, pourvu que lesdits Officiers eussent servi 20 ans, ou qu'ils fussent décédés revêtus desdits Offices.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 702.

EDIT du Roi, du mois de Juillet 1702, enregistré au Parlement, Chambre des Comptes

& Cour des Aides , les 20 Juillet , 1er. & 8 Août 1702.

S. M. crée en titres d'Offices formés & héréditaires , 2 Chevaliers d'Honneur au Grand-Conseil , 2 dans la Cour des Monnoies , 2 en chacun des Parlemens , Chambre des Comptes & Cours des Aides du Royaume , où il n'en a point encore été établi , à l'exception seulement du Parlement de Paris , & 1 dans chacun des Bureaux des Finances , lesquels auront rang & séance dans lesdites Cours & Bureaux des Finances , tant aux Audiences qu'aux Chambres du Conseil , en habit noir , avec le manteau , le collet & l'épée au côté , sur le banc des Conseillers , & avant le Doyen d'iceux.

Veut qu'ils jouissent de tous les privilèges , honneurs , prérogatives , droit de *Committimus* & franc-salé dont jouissent les Officiers desdites Cours , ensemble des gages qui seront réglés par les Rôles qui seront arrêtés au Conseil.

Veut que les Acquéreurs desdits Offices n'en puissent être pourvus qu'après en avoir obtenu son agrément & fait preuve de leur Noblesse entre les mains du sieur d'Hozier , Juge-Général des armes & blazons , & Garde de l'Armorial de France , dont ils seront tenus de rapporter le certificat en la manière ordinaire.

Cette Déclaration est énoncée dans celle du 8 Décembre 1703 , rapportée ci-après.

DECLARATION , 19 Août 1702.

A R T. X V I I I.

Les Maires & leurs Lieutenans des Villes

où la Noblesse leur est attribuée , en jouiront paisiblement , suivant les Edits des mois d'Août 1692 & 1701.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 703.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 9 Septembre 1702.

Le Roi , par son Edit du mois de Juillet 1702 , ayant créé deux Chevaliers d'Honneur dans toutes les Cours dans lesquelles il n'en a point encore été établi , & un dans chacun des Bureaux des Finances , auxquels Offices il ne peut être reçu que des Gentilshommes d'extraction , & S. M. voulant faciliter à ceux qui se présentent pour lever ces Offices , le moyen de faire leurs preuves de Noblesse ,

Ordonne que les Gentilshommes , auxquels S. M. aura donné son agrément pour se faire pourvoir d'aucuns des Offices de Chevaliers d'Honneur , créés par ledit Edit du mois de Juillet dernier , remettront leurs titres de Noblesse entre les mains des sieurs Intendants & Commissaires départis des Provinces dans lesquelles ils sont domiciliés , lesquels en dresseront leurs Procès-verbaux pour être remis entre les mains du sieur d'Hozier , Juge-Général des armes & blazons , & Garde de l'Armorial de France , lequel donnera son certificat , conformément audit Edit , de même & ainsi que si lesdits titres étoient représentés.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 13 Septembre 1702.

Les privilèges accordés aux Citoyens Nobles & immatriculés de la ville de Perpignan , leurs sont confirmés.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 22 Décembre 1785 , rapporté ci-après.

EDIT du Roi , Novembre 1702.

Création & Etablissement de deux cents Chevaliers héréditaires dans les Provinces de Flandres , Artois & Hainault , dont le nombre sera rempli de ceux des Gentilshommes desdites Provinces qui seront les plus distingués par leur mérite & par leurs services.

Et ordonne que lesdits Chevaliers qui possèdent une Terre à clocher dans les Provinces d'Artois & Cambresis , soient appelés aux Etats desdits Pays.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , du mois de Janvier 1703.

Création des Offices de Secrétaires du Roi dans les Chancelleries qui sont près les Cours.

Cet Edit est énoncé dans celui d'Avril 1707 , rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat , du 16 Janvier 1703.

Au moyen du paiement de 40,000 liv. & des 2 sols pour livre qui sera fait au Préposé à la recherche des faux Nobles par les Etats-Généraux d'Artois , il ne sera fait aucune recherche de la Noblesse , traités , ni recouvrements , soit pour usurpation , réhabilitation , confirmation ou autrement dans la Province d'Artois.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 30 Janvier 1703, enregistrée en la Cour des Aides le 12 Février suivant.

Tous ceux qui auront repris les qualités de Noble-homme, d'Ecuyer & de Chevalier, au préjudice de leurs renonciations ou des condamnations prononcées contre eux ou leur pere dans les recherches de 1661 & 1664, paieront en entier les sommes pour lesquelles ils ont été employés dans les Rôles, conformément aux Arrêts du Conseil des 30 Octobre 1696 & 8 Août 1702; & ceux qui auront repris lescdites qualités depuis les condamnations portées contre eux, en exécution de la Déclaration du 4 Septembre 1696, paieront une nouvelle amende de 2000 liv. & les 2 sols pour livre.

Il sera incessamment procédé à la révision des Jugemens obtenus pour confirmation de Noblesse par ceux contre lesquels il a été décrété à la requête du Procureur-Général en la Chambre de l'Arsenal, pour pièces fausses, où contre lesquels il y aura des charges; & s'ils se trouvent avoir obtenu lescdits Jugemens sur de faux titres, ils seront condamnés au double de l'amende portée par ladite Déclaration du 4 Septembre 1696, sans aucune remise ni modération.

Ceux qui produiront dans leurs preuves de Noblesse des titres imprégnés de faux, paieront 100 liv. d'amende pour chacun de ceux dont ils se désisteront avant le Jugement des Instances, & 300 liv. aussi d'amende pour

chacun desdits titres qui seront déclarés faux par lesdits Jugemens, sans que lesdites sommes ni l'amende puissent être modérées en aucune manière.

Cette Déclaration est imprimée.

EDIT du Roi, du mois de Février 1703.

Fixation du nombre des Secrétaires du Roi des Chancelleries auprès des Cours, & attribution à ces Officiers des mêmes privilèges qu'aux Secrétaires de la Grande Chancellerie, & droit de *Committimus* dans l'étendue des Parlemens de leur domicile, ensemble les veuves & enfans des décédés ou de ceux qui auront exercé pendant 20 ans.

Cet Edit est énoncé dans celui d'Avril 1707, rapporté ci après.

DÉCLARATION, 4 Mars 1703.

Les Juges & les Avocats ne dérogent point à la Noblesse.

Compilation chronologique de Blanchard, Tome I, p. 572.

ARREST du Conseil, 15 Mars 1703.

La recherche de la Noblesse continuée, excepté contre les Officiers de Terre & de Mer, actuellement au service.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, du 24 Avril 1703.

La révision des Instances, sur lesquelles étoient intervenus des Jugemens de condamnation de Noblesse, rendus sur titres faux, est renvoyée aux Commissaires-Généraux de la Noblesse, ensemble celles contre ceux de-

arrêtés par la Chambre de l'Arsenal, sauf l'appel au Conseil.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, 8 Mai 1703.

Permission à Claude Pellemoine, pourvu de l'Office de Lieutenant de Maire de la ville de Chartres, moyennant 1500 liv. de finance, d'exercer sans incompatibilité l'art de Chirurgien, avec exemption de taille, ustensiles & autres impositions, suivant l'Edit de Création de 1702.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 705.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, servant de Règlement, du 15 Mai 1703,

S. M. auroit ordonné que ceux qui produiront à l'avenir des titres faux, seroient condamnés en 300 liv. pour chacun desdits titres déclarés faux, & en celle de 100 liv. pour chacun de ceux dont les Produisants se défisteront avant le jugement des instances, sans pour cela que l'amende ordinaire de 2000 liv. portées par les déclarations qu'ils auront encourue pour leurs usurpations, puisse être modérée.

ART. III.

Tous ceux qui ont pris la qualité de Noble Homme; d'Ecuyer ou de Chevalier dans un seul acte passé pardevant Notaire ou autre Officier public, où la Partie contractante en son nom aura pris induement ladite qualité, seront assignés au mois pardevant lesdits sieurs

Commissaires généraux , ou pardevant les Commissaires départis.

A R T. I V.

Déclare S. M. , qu'outre les qualités d'Ecuyer & de Chevalier , celle de Noble est une qualification de Noblesse dans les Provinces de Flandres , Haynaut , Artois , Franche-Comté , Lyonnais , Dauphiné , Provence , Languedoc , Roussillon , & dans l'étendue des Parlemens de Toulouse , Bourdeaux & Pau , & que celle de Noble Homme est pareillement une qualification noble dans la Province de Normandie.

A R T. X I V.

La surseance accordée par S. M. aux Officiers des Troupes de terre & de mer ne pourra servir , tant pour le passé que pour l'avenir , qu'à ceux qui serviront actuellement , & qui auront été assignés en leurs propres & privés noms , & non aux simples intervenans.

A R T. X V.

Ordonne S. M. , que l'Arrêt du Conseil du 11 Juillet 1697 , par lequel elle a évoqué toutes les instances concernant la Noblesse pendantes dans les Parlemens , Cours des Aides & autres Jurisdicions du Royaume , & icelles renvoyées devant les sieurs Commissaires généraux & départis dans les Provinces , sera exécuté selon sa forme & teneur.

A R T. X I X.

Ordonne en outre , que ceux qui auront
continuer

continué dans ladite usurpation , au préjudice desdites condamnations & dénonciations , paieront les sommes portées par les rôles & les frais faits en conséquence , sans aucune modération , attendu leur récidive , conformément à la Déclaration du 30 Janvier 1703.

A R T. X X I.

L'appel des Ordonnances ou Jugemens définitifs qui seront rendus par les sieurs Commissaires départis , ne sera reçu par les sieurs Commissaires généraux , s'il n'a été interjeté dans le mois du jour de la signification de l'ordonnance ou jugement faite à personne ou domicile , si l'acte d'appel ne contient assignation pardevant lesdits sieurs Commissaires , avec constitution d'Avocat , si l'Appellant n'a payé par forme de consignation l'amende entière , & s'il n'en rapporte la quittance avec la production principale , & les causes & moyens d'appel qu'il sera tenu de remettre au Greffe desdits sieurs Commissaires.

A R T. X X I I.

La revision des instances sera introduite par une simple assignation nouvelle qui sera donnée aux maintenus , leurs veuves , enfans ou héritiers à leurs domiciles.

A R T. X X I V.

Tous les assignés à fin de revision , seront tenus de rapporter les titres sur lesquels les jugemens auront été rendus.

A R T. X X X I I I.

Les Officiers qui ont le droit & la faculté de prendre la qualité d'Ecuyer & de Noble , par le titre de leurs Charges , pourront continuer de prendre lesdites qualités , sans être réputés Usurpateurs , à condition d'y ajouter la qualité desdites Charges , pourvu néanmoins , à l'égard des Officiers des Maisons Royales , qu'ils soient employés dans les Etats de la Cour des Aides , ou que leurs brevets & provisions y soient enregistrés.

A R T. X X X V I.

S. M. , conformément à l'Arrêt du Conseil , du 26 Août 1698 , ordonne que les réhabilités ou ceux qui ont été confirmés dans leur Noblesse , seront tenus de rapporter tous les titres justificatifs de leur Noblesse depuis l'année 1560 , quand bien même ils auroient payé la taxe ordonnée par la Déclaration du mois de Janvier 1696 , pour y être confirmés.

A R T. X L I I.

Ordonne S. M. , que les Greffiers des Elections ou autres Justices , aux Greffes desquelles il aura été fait des désistemens ou renonciations à Noblesse , en exécution de la Déclaration du 30 Mai 1702 , seront tenus d'en remettre au Préposé des extraits signés d'eux , au bas desquels ils certifieront qu'ils n'ont reçu d'autres désistemens & renonciations que ceux qui seront employés dans lesdits

extraits, le tout sans autres frais que ceux du papier timbré.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 8 Décembre 1703, registrée en Parlement le 19 dudit mois.

Les Offices de Chevaliers d'honneur, créés par Edit du mois de Juillet 1702, dans les Chambres des Comptes, Cours des Aides & Bureaux des Finances, restans à vendre, pourront être levés par ceux des Sujets de S. M. qu'elle en jugera digne, par les services qu'eux ou leurs pères & ayeuls lui auront rendus, & qui depuis auront vécu noblement encore qu'ils ne soient d'extraction Noble, auquel effet, elle déroge à cet égard à l'Edit du mois de Juillet 1702, & pour les mettre en état de posséder lesdits Offices, S. M. les anoblit, ensemble leurs enfans & postérité, nés en loyal mariage; pourvu qu'ils meurent revêtus desdits Offices, ou les aient possédés pendant vingt années accomplies.

Veut qu'ils jouissent de tous les avantages dont jouissent les autres Nobles du Royaume, sans aucune distinction ni différence; ordonne que son Edit sera exécuté, & que ceux qui auront levé aucuns desdits Offices en conséquence des présentes, jouissent de tous les Honneurs, Privilèges & Exemptions portées par ledit Edit; de même que les Nobles d'extraction qui auroient levé lesdits Offices. N'entend néanmoins, qu'en cas de vente desdits Offices, ils puissent être remplis par d'autres,

que par des Nobles d'extraction , entre lesquels elle admet les enfans de ceux qui auront levé lesdits Offices, en conséquence des présentes & autres anoblis.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat, du 22 Décembre 1703.

S. M. leve la surseance par Elle accordée, en faveur des Usurpateurs de la Noblesse qui servent dans les Armées de terre & de mer, contre lesquels il y a des décrets ou des charges dans les procédures criminelles faites à la Chambre de l'Arsenal, ou contre quelques-uns de leurs familles, & veut qu'il soit passé outre à l'instruction des instances contr'eux commencées.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi , Mars 1704 , enregistré en Parlement , au Grand-Conseil, Chambre des Comptes & Cour des Aides.

S. M. , pour continuer à ses Conseillers-Secretaires les marques de la protection singulière dont elle les a toujours honorés , & de l'estime qu'elle fait de leur Noblesse , qui est nécessairement attachée à la dignité des fonctions qu'ils font auprès d'Elle & de son Chancelier , en confirmant la grace que Charles VIII leur a faite par ses Lettres-Patentes du mois de Février 1484 ; veut que lesdits trois cens quarante Conseillers-Secretaires soient réputés Nobles de quatre Races , & capables de tous les Ordres de Chevalerie du Royaume.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Mars 1704, enregistré en Parlement le 11 Avril audit an.

Création en titre d'Office formé, & héréditaire de trente Offices de Conseillers-Commissaires ordinaires Provinciaux des Guerres, pour être départis dans les Généralités du Royaume.

.. Veut S. M., qu'ils prennent la qualité d'Ecuier comme les autres Commissaires ordinaires; mais de plus qu'ils fassent souche de Noblesse, lorsqu'eux & leurs enfans, successivement & sans interruption, auront possédé & exercé lesdits Offices pendant vingt années; en sorte que comptant les années de service du pere, & ceux des enfans, ensemble se trouveront vingt années de service entr'eux, la Noblesse leur soit acquise pour eux & leur postérité.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, Avril 1704.

Création de huit Offices d'Inspecteurs Généraux de la Marine & des Galeres, &c.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois d'Avril 1704.

Attribution de la Noblesse transmissible au premier degré, aux Officiers de la Chambre des Comptes de Paris.

Cet Edit est imprimé.

ORDONNANCE des Commissaires du Conseil députés par le Roi, du 24 Avril 1704.

Le seul Lieutenant de la Prévôté Générale des Monnoies & Maréchaussée de France, est

déchargé de l'assignation à lui donnée au sujet de la qualité d'Ecuyer.

Cette Ordonnance est imprimée.

DÉCLARATION du Roi, du 13 Mai 1704.

S. M., pour témoigner la satisfaction qu'elle a des services des 4 Chauffecires-Scelleurs héréditaires de la Grande Chancellerie, & afin que l'omission qui a été faite dans l'Edit du mois de Mars 1704, ne leur puisse nuire ni préjudicier, d'autant plus que leurs privilèges ne diffèrent en rien de ceux des Conseillers-Secrétaires du Roi; & voulant les y confirmer, tant à cause de leurs services, ancienneté de leurs Offices & avantage de leurs fonctions par l'honneur qu'ils ont d'approcher de S. M., & des Chanceliers, Gardes des Sceaux, ainsi qu'il est porté par les Lettres-Patentes du Roi Charles IX, qu'elle a confirmées au mois de Décembre 1679.

Ordonne que les 4 Chauffecires-Scelleurs héréditaires de la Grande Chancellerie jouiront de tous les privilèges, droits & exemptions mentionnés dans l'Edit de création de 40 Offices de Secrétaires du Roi, du mois de Mars 1704, & les maintient & confirme dans cette jouissance.

Cette Déclaration est imprimée.

EDIT, Octobre 1703.

Création en titre d'Office formé & héréditaire d'un Conseiller-Lieutenant-Général d'Epée en chaque Bailliage & Sénéchaussée.

F O N C T I O N S.

Les Lieutenans-Généraux d'Epée, en l'ab-

fence & sous l'autorité des Baillis & Sénéchaux, commanderont le Ban & l'arrière-Ban dans leur ressort.

Quand la Noblesse de plusieurs Bailliages sera assemblée pour former un Corps , le plus ancien en réception desdits Lieutenans-Généraux commandera en chef sous l'autorité des Baillis & Sénéchaux.

Dans les Bailliages & Sénéchaussées , où les Offices de Baillis & Sénéchaux n'ont point été levés , lesdits Lieutenans-Généraux d'Épée en feront les fonctions , & les Sentences seront intitulées en leurs noms.

S É A N C E.

Ils auront entrée en habit ordinaire , l'épée au côté , dans les Bailliages & Sénéchaussées , tant à l'Audience qu'en la Chambre du Conseil , immédiatement après les Lieutenans-Généraux des Bailliages & Sénéchaussées , avec voix délibérative dans toutes les Causes , même les criminelles , lorsqu'ils seront gradués , & même rang dans toutes les cérémonies publiques , précédant par-tout les Officiers des Justices , & ayant rang immédiatement après les Baillis & Sénéchaux , & précédant aussi tous les autres Gentilshommes dans les Assemblées générales ou particulières.

A T T R I B U T I O N S.

Ceux desdits Lieutenans-Généraux d'Épée , qui dans le Ban & arrière-Ban ne seront pas en état de marcher , ne seront tenus à aucune contribution.

Ledits Offices ne seront possédés que par des personnes Nobles , auxquelles il sera permis de prendre la qualité de Chevalier.

Prêteront serment & seront reçus dans les Cours de Parlement , à l'instar des Baillis & Sénéchaux.

Compatibilité avec toutes autres charges , exemption de tutelle , curatelle , séquestres , &c.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 705.

DÉCLARATION du Roi , 29 Juin 1704.

Le Roi , par Edit du mois de Novembre 1690 , ayant déclaré que les Présidens , Conseillers , les Avocats & Procureurs-Généraux du Parlement de Paris , ensemble le premier & le principal Commis au Greffe Civil , alors pourvus , & qui le seroient ci-après , lesquels ne seroient pas issus de noble race , ensemble leurs veuves pendant leur viduité , & leurs enfans mâles & femelles légitimes , seroient réputés Nobles & jouiroient des privilèges de la Noblesse , & entre autres en ligne directe ou collatérale , de tous profits de Fiefs , lods & ventes , & autres droits seigneuriaux dans les mouvances de S. M. ; ordonne par cette Déclaration , que les Substituts de son Procureur-Général au Parlement de Paris , déclarés par Lettres du mois de Janvier 1658 , agrégés au Corps dudit Parlement , & lesquels ne seroient pas issus de noble race , ensemble leurs veuves en viduité , & leurs enfans & descendans mâles & femelles nés & à naître en légitime mariage , soient réputés Nobles & jouissent de tous les

droits des Nobles du Royaume (pourvu que lesdits Substituts eussent servi 20 ans , ou qu'ils fussent décédés revêtus de leurs Offices) même de l'exemption de droits de lods & ventes & seigneuriaux dans les mouvances de S. M.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 707.

DÉCLARATION , 30 Juin 1704 , enregistré en la Cour des Aides le 20 Novembre suivant.

Par Edits des mois de Mars 1702 & Avril 1704 , le Roi ayant créé en titre d'Office plusieurs emplois dans la Marine , autrefois exercés par Commission , S. M. veut que ceux qui seront pourvus des Offices d'Inspecteurs-Généraux de la Marine & des Galeres , jouissent des exemptions dont jouissent les Nobles du Royaume , & qu'après 20 années de service , soit par eux ou par leurs enfans successivement , en sorte que les années du service du pere & celles du service des enfans , composant le nombre de 20 années entières , la Noblesse leur soit acquise & à leur postérité mâle & femelle née & à naître en légitime mariage , & qu'ils en jouissent tant qu'ils ne feront acte dérogeant à Noblesse ; & S. M. ordonne qu'après ces 20 années de service expirées , ils seront inscrits dans le catalogue des Nobles du Royaume.

L'Edit d'Août 1715 porte suppression dudit privilège de Noblesse.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 707.

EDIT du Roi , portant dispense d'un degré de service en faveur de 4 Officiers de chaque

Cour Supérieure., du mois d'Octobre 1704.
registré en la Cour des Aides le 20 Novembre
audit an.

Le Roi ayant remarqué qu'un des avantages qui décore le plus les charges des Officiers des Cours Supérieures du Royaume est la Noblesse qui a été attachée de tout temps, lorsque le pere & le fils sont morts revêtus desdites charges, ou qu'ils les ont exercées pendant 20 années ;

Accorde aux Officiers de chacune des Cours de Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides, Conseils Supérieurs & Bureaux des Finances du Royaume, quatre dispenses d'un degré de service, pour pouvoir acquérir la Noblesse & la transmettre à leur postérité ; au moyen de quoi, après avoir servi 20 années dans leurs Offices, ou étant décédés revêtus d'iceux, eux, leurs veuves demeurant en viduité & leurs enfans nés & à naître en loyal mariage seront Nobles & jouiront de tous les mêmes droits, privilèges, &c. dont jouissent les autres Nobles de race du Royaume, comme si leur pere & leur ayeul étoient décédés revêtus de pareils Offices, en prenant par chacun desdits Officiers 300 liv. effectives d'augmentation de gages au denier 20, sur les quittances du Garde du Trésor Royal.

Plus, accorde deux dispenses d'un degré pour les Doyen & Sous-Doyen de chacun desdits Corps, au lieu desdites 4 dispenses, lesquelles seront remplies tous les cinq ans, à commencer au 1er. Janvier 1705 & sur les

nominations données par la Compagnie, sur lesquelles sera à chacun d'eux expédié des Lettres en la Grande Chancellerie, qu'ils seront tenus de faire registrer dans leur Compagnie seulement.

Lorsque le Doyen & le Sous-Doyen seront remplis desdites dispenses, ou qu'ils se trouveront, par leur naissance, n'en avoir pas besoin, permet S. M. auxdites Compagnies de nommer tous les cinq ans, à la pluralité des voix, ceux de leurs Confreres auxquels, sur cette nomination, veut pareillement S. M. qu'il soit expédié des Lettres en la Grande Chancellerie, & ensuite enregistrées, à la charge par lesdites Compagnies d'indemniser S. M. seulement des sommes qu'elle auroit pu recevoir des quatre dispenses ci-dessus accordées, ce qu'elles seront tenues de déclarer dans les deux mois de l'enregistrement du présent Edit, lequel temps passé les quatre dispenses seront accordées à ceux de leur Corps qui se présenteront pour les lever. Permet S. M. à toutes sortes de personnes d'acquérir desdits Corps ou des Officiers en particulier, lesdites augmentations de gages, desquelles, en cas de vente, l'emploi en sera fait dans ses Etats sous le nom des acquéreurs, sans qu'ils soient tenus de prendre d'elle aucunes Lettres; & d'autant que quelques-unes de ces Compagnies pourroient prétendre que la Noblesse au premier degré étant attachée à leurs Offices, elles doivent être exceptées de l'exécution du présent Edit, S. M. croit qu'ayant été conservés

dans la jouissance de leurs privileges , elles voudront bien lui donner, dans l'état présent de ses affaires , des marques de la continuation du zele qu'elles ont toujours fait paroître pour son service , sans néanmoins que ce secours puisse donner atteinte , ni être tiré à conséquence contre la validité de leurs privileges qu'elle leur confirme en tant que de besoin , à l'effet de quoi elle crée 70,000 liv. d'augmentations de gages , dont le fonds sera fait dans ses Etats , & remis à ceux qui sont chargés de payer les gages aux Officiers des Compagnies , auxquelles elle permet d'emprunter en Corps les deniers nécessaires pour acquérir lesdites augmentations de gages , auxquels emprunts les Offices seulement de chacun de ces Corps demeureront , avec lesdites augmentations de gages , affectés & hypothéqués par privilege spécial & préférence à tous créanciers.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , du mois d'Octobre 1704.

Les privileges accordés aux Officiers du Parlement de Besançon , leur sont confirmés.

Cet Edit est énoncé dans celui d'Août 1706 , rapporté ci-après.

EDIT du Roi , du mois d'Octobre 1704 , enregistré en Parlement en vacations, le 28 dud. mois.

Suppression de 100 Lettres de Noblesse du nombre des 200 créées par Edit du mois de Mai 1702 , lesquelles n'ont point encore été levées.

Les acquéreurs des Lettres de Noblesse , créées , tant par l'Edit du mois de Mars 1696 , que par celui du mois de Mai 1702 , ou leurs

enfants en corps & solidairement , paieront la somme de 3000 liv. chacun sur les quittances du Garde du Trésor Royal , & les 2 sols pour livre sur celle du Préposé à l'exécution du présent Edit , pour jouir de 150 liv. de rente effective.

Tous ceux qui ont exercé les fonctions de Capitouls de la ville de Toulouse depuis 1687, & d'Echevins de la ville de Lyon depuis 1690 jusqu'à la fin de la présente année , ou leurs enfants en Corps & solidairement , seront aussi tenus de payer chacun la somme de 4000 liv. sur les quittances du Garde du Trésor Royal , & les 2 sols pour livre , pour jouir de 200 liv. de rente effective.

Cet Edit est imprimé.

RÉSULTAT du Conseil , du 7 Octobre 1704.

Me. Louis Clouet , Bourgeois de Paris , est chargé du recouvrement de la finance qui doit provenir de l'exécution de l'Edit du mois d'Octobre 1704 , portant que les Acquéreurs de Lettres de Noblesse , créées par les Edits des mois de Mars 1696 & Mai 1702 , ou leurs enfants en Corps & solidairement , paieront la somme de 3000 liv. chacun , &c.

Ce Résultat est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 21 Octobre 1704 , rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat , du 21 Octobre 1704.

Le Roi ordonne que le Résultat de son Conseil , du 7 Octobre 1704 , sera exécuté , & qu'il sera en conséquence incessamment arrêté des Rôles au Conseil , à la diligence du sieur

Clouet , des sommes qui doivent être payées , en exécution de l'Edit dudit présent mois d'Octobre , portant que les Acquéreurs de Lettres de Noblesse , créées par Edits des mois de Mars 1696 & Mai 1702, ou leurs enfans en Corps & solidairement , paieront la somme de 3000 liv. chacun sur les quittances du Garde du Trésor Royal , & les 2 sols pour livre sur celles dudit Clouet , pour jouir de 150 l. de rente effective.

Comme aussi , que ceux qui ont exercé les fonctions de Capitouls de la ville de Toulouse depuis l'année 1687 , & d'Echevins de la ville de Lyon depuis 1690 jusqu'à présent , ou leurs enfans en corps & solidairement , paieront pareillement chacun 4000 liv. & les 2 sols pour livre , pour jouir de 200 liv. de rente effective. Au moyen de quoi , lesdits Acquéreurs de Lettres de Noblesse , Capitouls & Echevins , leurs veuves & enfans nés & à naître en légitime mariage , demeureront confirmés dans leur Noblesse & privilèges y attachés.

Et faute par eux de payer lesdites sommes , S. M. veut qu'ils y soient contraints comme pour ses propres affaires , & déchus de leur Noblesse & privilèges , & imposés aux Tailles.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi , Novembre 1704 , enregistré en la Cour des Aides le 10.

Création de 2 Offices de Président , 6 Offices de Conseillers & un Substitut du Procureur-Général de la Cour des Aides de Paris , l'un desdits Présidens , pour servir dans la deuxième Chambre , & l'autre dans la troisième , & les

6. Conseillers pour être départis également dans chacune des trois Chambres ; voulant S. M. que le Substitut créé dans cet Edit, ainsi que les autres revêtus de pareilles charges, lesquels ne seroient pas issus de Noble race, ensemble leurs veuves, tant qu'elles resteroient en viduité, & leurs enfans & descendans nés & à naître en légitime mariage, tant mâles que femelles, soient Nobles, réputés tels, & jouissent de tous les droits dont jouissent les autres Nobles du Royaume, pourvu que lesdits Officiers aient servi 20 années, ou qu'ils décèdent revêtus de leurs Offices.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 707.

EDIT du Roi, Février 1705.

Création en titre d'Offices formés & héréditaires de 90 Capitaines-Généraux pour servir sur les côtes maritimes, 90 Lieutenans-Généraux pour servir sous lesdits Capitaines, un Major & un Aide Major pour chacune des Capitaineries-Générales, avec attribution de la qualité d'Ecuyer auxdits Officiers, droit de *Committimus*, exemption de Tailles, Tutelle, Curatelle, Impositions, &c.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 708.

EDIT du Roi, Février 1705.

S. M. révoque celui du mois d'Octobre 1704, par lequel elle avoit ordonné que tous ceux qui avoient exercé les fonctions d'Echevins de la ville de Lyon, depuis l'année 1690, jusques à la fin de ladite année 1704, seroient

tenus de payer la somme de 4000 liv. ; au moyen de quoi, eux, leurs veuves & enfans nés & à naître en légitime mariage, demeureroient confirmés dans leur Noblesse & privilèges y attachés.

Et confirme lesdits Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon dans le privilège de la Noblesse à eux accordée par Lettres-Patentes du Roi Charles VIII, au mois de Décembre 1495, sans être tenus par eux de prendre de nouvelles Lettres de confirmation, ni payer aucune finance.

Cet Edit est imprimé.

EDIT, Avril 1705.

Par Edit de Novembre 1690, S. M. ayant attribué la Noblesse au premier degré aux Officiers du Parlement, qui ne seroient pas issus de Noble race, ensemble à leurs veuves demeurant en viduité, & à leurs enfans & descendans, nés & à naître en légitime mariage, pourvu que lesdits Officiers eussent servi vingt ans, ou qu'ils fussent décédés revêtus de leurs Offices; ayant aussi par Edit de Mars 1691, accordé le même Privilège aux Présidens, Conseillers & autres Officiers de la Cour des Aides de Paris; & par Edit d'Avril 1704, aux Présidens, Conseillers-Maîtres, Correcteurs, Auditeurs & autres Officiers de la Chambre des Comptes de Paris. S. M., par celui-ci, attribue aux Présidens, Trésoriers Généraux de France, & Chambre du Domaine à Paris, aux Avocats & Procureur du Roi audit Bureau, & au Greffier en Chef,

pourvus ou à pourvoir, lesquels ne seroient pas issus de noble race, ensemble à leurs veuves pendant leur viduité, & à leurs enfans & descendans, nés & à naître en légitime mariage, tant mâles que femelles, la Noblesse au premier degré, avec tous les droits attribués aux Nobles du Royaume, pourvu que lesdits Officiers servent vingt ans, ou qu'ils décèdent revêtus de leurs Offices.

Et à l'égard de ceux des Officiers dudit Bureau qui seront issus de race noble, veut Sa Majesté que le présent Edit leur serve d'accroissement d'honneur par le témoignage qu'elle y donne de l'estime qu'elle fait des services qu'ils lui ont rendus dans l'exercice de leurs charges. Confirme lesdits Trésoriers de France dans la Jurisdiction du Domaine, telle & semblable qu'en ont joui ou dû jouir ses Conseillers & Officiers de la Chambre du Trésor réunie à leur Corps par Edit de Mars 1693, & conformément à l'Edit de Février 1704. Elle attribue en outre auxdits Présidens, Trésoriers de France, Avocat & Procureur du Roi audit Bureau des Finances, & Chambre du Trésor & Domaine, & Greffier en chef, 8000 liv. de rente, faisant partie de celles créées par Edit du mois de Juin 1703, moyennant la somme de 128,000 liv. qu'ils ont volontairement offert de payer dans le premier Juillet prochain. Permet S. M. à tous particuliers de lever & acquérir lesdites rentes à l'acquit & décharge desdits Trésoriers de France, pour en jouir conformément au présent Edit. Elle réunit par ce présent Edit, au Corps desdits Présidens, Trésoriers de France, l'Office de

Trésorier de France , créé audit Bureau des Finances de Paris , par Edit du mois de Février 1704 , avec les 3000 liv. de gages qui y sont attribués , dont ils jouiront en commun , sans que , pour ladite union , ils soient tenus de prendre aucunes provisions dudit Office , ni payer à l'avenir plus grand droit annuel ; leur permet néanmoins de vendre & disposer dudit Office , ainsi que bon leur semblera ; veut qu'en cas de désunion & vente dudit Office , celui qui en sera pourvu jouisse de tous les droits , fonctions & privileges dont jouissent les autres Trésoriers de France dudit Bureau des Finances , à la charge par lesdits Officiers de payer à S. M. la somme de 60,000 liv. & les 2 sols pour livre.

Confirme lesdits Officiers du Bureau des Finances de Paris , dans tous les droits , fonctions , honneurs , privileges & attributions portés par les Edits , & ceux des Rois ses prédécesseurs , concernant leurs charges.

Cet Edit est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi , du 5 Mai 1705.

Permission de poursuivre devant MM. les Commissaires-Généraux de la recherche , les Particuliers qui , pour faire cesser les poursuites , se sont faits pourvoir d'Offices de Secrétaires du Roi.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION , 12 Mai 1705.

Permission aux Acquéreurs des Lettres de Noblesse , créées par les Edits des mois de Mars 1696 , & Mai 1702 , de convertir les rentes qui leur sont attribuées par l'Edit

l'Octobre 1704, en rentes sur les Aides & Gabelles, au denier 16, créées par celui de Juin 1703.

Compilation Chronologique de Blanchard, Tome II, p. 2735.

ARREST du Conseil d'Etat, du 9 Juin 1705.

Le sieur Ferrand, Préposé à la recherche de la Noblesse en est déchargé, & à commencer du premier Juillet 1705, elle est continuée pour le compte & aux frais de S. M.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 28 Juillet 1705.

Par Edit du mois de Décembre 1692, & par une Déclaration du Roi, du 17 Janvier 1696, S. M. avoit réhabilité, maintenu & confirmé les Anoblis; mais les Préposés à la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse, qui en même temps étoient chargés du recouvrement des taxes faites sur lesdits Anoblis, n'ayant pas assuré les deniers de ces recouvrements selon les vus du Roi :

S. M. ordonne qu'à compter du premier Juillet 1705, la recherche de la Noblesse continuera d'être faite sous le nom de François Ferrand, qu'elle avoit substitué au sieur de la Cour de Beauval, pour le compte & aux frais de S. M.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, Juillet 1705, enregistré en Parlement le 28 Août suivant.

A l'avenir, aucuns Bourgeois de la ville &

fauxbourgs de Paris, des villes franches & abonnées du Royaume, ne pourront jouir des exemptions & franchises qui leur ont été accordées pour les maisons & héritages qu'ils possèdent en propre ou à loyer dans les Paroisses des environs desdites villes, s'ils n'ont autres titres pour en jouir que celui de Bourgeoisie, sans avoir obtenu des Lettres de Bourgeoisie, lesquelles leur seront expédiées par les Prévôt des Marchands & Echevins, Maîtres, Consuls, Jurats & autres, Magistrats desdites villes, sinon déclarés déchus des Privilèges & Exemptions.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois d'Août 1705, concernant les Privilèges des différens Ordres du Royaume.

S. M. ordonne qu'à commencer du premier Octobre 1705, tous les Privilèges & toutes les Exemptions de tailles & de fixations de cotes, de collecte, ustensile, ban & arriere-ban, milice, logemens de Gens de guerre, & de contribution, tutelle, curatelle, nomination auxdites tutelle & curatelle, guet & gardes, & autres charges publiques, & généralement tous Privilèges & toutes Exemptions qu'Elle a accordés par l'établissement des Offices de Judicature, de Police ou de Finance, créés depuis le premier Janvier 1689, jusqu'à présent ou autrement, en quelque sorte que ce puisse être, demeureront éteints & supprimés, non-obstant les Edits, & Déclarations & Lettres-Patentes qu'Elle a pu donner, auxquels Elle déroge par ces présentes.

N'entend néanmoins comprendre dans la présente révocation les Officiers des Cours supérieures, ceux des Bureaux des Finances, des Présidiaux, des Bailliages & des Sénéchaussées, ressortissant nuement en nos Cours, ceux des Elections & des Greniers à Sel, ni les Gouverneurs des Villes, les Lieutenans des Maréchaux de France, les Baillis & Lieutenans d'Epée en chaque Bailliage, les Officiers des Monnoies, des Amirautés, des Eaux & Forêts & des Maréchaussées, les Officiers de la Grande Chancellerie, & des petites Chancelleries, les Receveurs & les Contrôleurs des Domaines & des Bois & Forêts, les Titulaires des Offices de Trésoriers, de Commissaires & de Contrôleurs des Guerres & de la Marine, les Possesseurs en titre de toutes les Charges, & de tous les Offices de l'Artillerie, les Recruteurs, les Regens & les Principaux des Universités, exerçant actuellement, les Receveurs Généraux des Finances, les Receveurs des tailles & leurs Contrôleurs, les Receveurs & les Contrôleurs en titre des Gabelles, en chaque Grenier & Chambre à Sel, ni les Maîtres des Postes : tous lesquels Officiers jouiront des Privilèges à eux accordés par Edits & Déclarations.

Veut S. M., que les Commis & Employés aux Fermes, jouissent des Privilèges & des Exemptions portés par l'Ordonnance du mois de Juillet 1681, les Maires, les Assesseurs, les Echevins, les Lieutenans des Prévôts des Marchands, les Lieutenans & les Commissaires

res de Police , & tous autres Officiers de Judicature de Police & de Finance , non compris dans les articles ci-dessus , & créés depuis le premier Janvier 1689 , dont la finance se trouvera de 4000 liv. & au-dessus , jouiront des Privilèges , & Exemptions à eux accordés.

Veut que les Privilèges & les Exemptions des Charges & Offices de pareille qualité , dont la finance sera au-dessus de 4000 liv. , demeurent éteints & supprimés , à commencer du premier Octobre prochain.

N'entend pareillement comprendre dans la présente révocation , les Officiers , Domestiques & Commensaux de la Maison de S. M. , ni ceux des Maisons Royales , lesquels jouiront des Privilèges & Exemptions à eux accordés , à la charge qu'ils ne feront acte dérogeant , qu'ils seront compris dans les états qui seront envoyés tous les ans à la Cour des Aides , qu'ils recevront réellement au moins 60 liv. de gages par an , & qu'ils feront le service actuel.

Cet Edit est énoncé dans celui de Septembre 1706 , rapporté ci-après.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi , du 20 Octobre 1705.

S. M. , par les Déclarations des 4 Septembre 1696 , 30 Mai 1702 & 30 Janvier 1703 , registrées en la Cour des Aides , avoit établi une Commission pour la recherche de la Noblesse , dont les jugemens étoient rendus en dernier ressort. Par ces Déclarations , il est

défendu à la Cour des Aides & à tous autres Juges de connoître du fait de Noblesse, que les Cours doivent déférer aux jugemens des sieurs Commissaires qui sont établis par S. M.; & comme il y auroit une injustice énorme de souffrir que les Sujets de S. M. fussent réduits à la nécessité de faire leurs preuves dans les Cours après les avoir fait devant les Commissaires à ce députés :

S. M. casse un Arrêt de la Cour des Aides de Paris, qui a condamné un Particulier à rapporter ses titres de Noblesse, nonobstant un Arrêt de maintenue de MM. les Commissaires Généraux.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 22 Décembre 1705.

Permission à ceux qui ont été décrétés à la Chambre de l'Arsenal, pour fabrication de titres, d'acquérir des Lettres de Noblesse en purgeant les décrets.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT, Mars 1706.

Par Edit du mois d'Octobre 1704, le Roi avoit accordé aux Officiers des Cours de Parlemens, Chambre des Comptes, Cour des Aides, Conseils supérieurs & Bureaux des Finances du Royaume, quatre dispenses d'un degré de service, pour pouvoir par quatre Officiers de chaque Compagnie, acquérir une pleine Noblesse, & la transmettre à leur postérité; au moyen de quoi, après 20 années de service, ou étant décédés revêtus de

leurs Offices , leurs veuves & leurs enfans nés & à naître en loyal mariage , seroient Nobles & jouiroient des Privilèges dont jouissoient les autres Nobles du Royaume ; & ensuite , au lieu desdites quatre dispenses , avoit accordé à perpétuité deux dispenses d'un degré de service au Doyen & sous-Doyen de chacune desdites Cours , lesquelles dispenses seroient remplies tous les cinq ans , à commencer au premier Janvier 1705 ; mais les Officiers du Parlement de Besançon ayant remontré qu'ils n'étoient pas dans le cas de l'Edit du mois d'Octobre 1704 , parce que la Noblesse au premier degré , avoit été attachée de tout temps à leurs Offices , tant par Lettres-Patentes & Edits des Archiducs , ci-devant Souverains du Comté de Bourgogne , des 24 Octobre 1607 & 9 Décembre 1620 , que par une possession immémoriale , d'entrer dans les Collèges de la Noblesse & aux Assemblées des Etats , sans autre titre que celui d'être Officiers dudit Parlement , ou fils d'un Officier de cette Compagnie ; S. M. déclare que les Officiers dudit Parlement de Besançon jouiroient de la Noblesse au premier degré , comme par le passé , & les confirme même dans ce Privilège.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 708.

ARREST du Conseil , 9 Mars 1706.

Le Roi , par Edit du mois de Novembre 1696 , crée dans la ville de Paris une grande Maîtrise , un Armorial général ou un Dépôt public

Public des armes & blazons du Royaume, & imprimé l'Office de Juge d'Armes de France, qui avoit été créé par Edit de 1615, mais qui fut depuis, par Edit du mois d'Août 1700, supprimé ladite-Maîtrise, & par Edit d'Avril 1706, rétabli l'Office de Juge d'Armes de France, dont le sieur D'hozier, qui en étoit devant pourvu, ayant obtenu de nouvelles provisions le 23 d'Août de ladite année. S. M. voulant le rétablir dans ses fonctions, & remédier à différens abus, ordonne que nul ne pourra porter des armoiries timbrées, si elles n'ont été réglées par ledit sieur D'hozier, en qualité de Juge d'Armes de France, & enregistrées dans l'Armorial général.

Qu'il lui sera permis, lorsqu'il en sera requis par les Particuliers, de réformer les armoiries, qui ayant été enregistrées, auront été mal prises, mal données ou mal expliquées dans l'Armorial.

Et qu'il ne sera expédié aucunes Lettres, tant de Noblesse, que de mutation de nom, ou d'armes ou de concession d'armoiries, & qu'elles ne seront vérifiées dans aucune Cour, que les Particuliers auxquels elles seront accordées, n'ayent obtenu l'acte de reglement du Juge d'Armes, pour être attaché sous le contre-scel desdites Lettres.

Armorial de France, Regist. 1er. Seconde Partie, p. 709.

DÉCLARATION du Roi, du 10 Avril 1706, enregistrée au Parlement de Grenoble, le 2 Juin suivant.

Les Officiers du Parlement de Grenoble, qui avoient pere & ayeul exerçants lesdites Offices, ou qui auront servi vingt ans en iceux, acquerront titre de Noblesse à eux & à leurs enfans, & dispense de l'exécution de l'Edit d'Octobre 1704.

Compilation Chronologique de Blanchard, Tome II, p. 2767.

EDIT du Roi, du mois d'Août 1706, enregistré en la Chambre des Comptes, Aides, Domaines & Finances du Comté de Bourgogne, séante à Dole.

S. M. ordonne, que les Officiers de la Chambre & Cour des Comptes, Aides, Domaines & Finances de la Province & Comté de Bourgogne, établie à Dole, continuent de jouir eux, leurs veuves, demeurant en viduité, ensemble leurs enfans, nés & à naître en loyal mariage, du Privilège de Noblesse, au premier degré, comme ils en ont bien & dûment joui par le passé, & de la même manière qu'en ont joui ou dû jouir les Officiers du Parlement de Dole, séant à Besançon, dans lequel, en tant que besoin seroit, Elle les a confirmés par le présent Edit.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Septembre 1706, enregistré en Parlement le 6 Septembre audit an.

Suppression de tous les Privilèges acquis depuis 1689, excepté ceux conservés par l'Edit de 1705, ou qui ont payé au moins 4000. liv. de finance.

Permission à ceux qui n'ont pas 4000 liv. de finance de payer un supplément.

Au moyen de quoi les Privilèges des Officiers & autres Exempts, demeureront rétablis.

Ledits Officiers & Privilégiés sont déclarés non-recevables, sous quelque prétexte que ce soit, à faire leurs offres pour ledit supplément, après le premier Octobre 1706, & à payer ledit supplément après le premier de Janvier 1707.

Suppression des Offices de Milice Bourgeoise, & des affranchissemens volontaires de taille.

Les Intendans dresseront leurs Procès-verbaux de la finance des acquéreurs. Il sera pourvu à leur remboursement, & cependant les intérêts leur seront payés.

Les Titulaires des Emplois des Fermes ayant 4000 liv. de finance, jouiront de l'exemption entière de la taille, &c.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, Octobre 1706.

Ceux qui sont à présent, & seront à l'avenir pourvus des Offices de Présidens, Trésoriers généraux de France, Avocat & Procureur du Roi au Bureau des Finances, à Grenoble, continueront de transmettre, comme ils ont fait par le passé, la Noblesse à leurs enfans, nés & à naître en légitime mariage, tant mâles que femelles, & à leurs veuves demeurant en viduité, par le service de vingt années d'un seul officier, ou par ceux du pere ou

yeul ; qui seront morts revêtus desdits Offi-
 es , conformément au Reglement du 24
 Octobre 1639 , les confirmant en tant que de
 besoin dans lesdits Privilèges.

Lesdits Officiers du Bureau des Finances de
 Grenoble seront aussi réputés du Corps des
 Compagnies supérieures , & jouiront des Hon-
 ours , Prérrogatives , Franchises , Libertés ,
 onctions , Droits , Exemptions & Privilèges
 attribués à leurs Offices , conformément
 aux Edits , Déclarations & Arrêts sur ce
 endus.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , du mois de Novembre 1706 ,
 enregistré en Parlement.

Le Prévôt des Marchands de la Ville de
 Paris est confirmé dans le titre de Chevalier ;
 les Echevins , le Procureur du Roi , le Greffier
 & le Receveur de l'Hôtel de ladite Ville , en-
 semble leurs enfans nés & à naître en légiti-
 me mariage sont de même confirmés dans les ti-
 res de Noblesse qui leur avoient été accordés par
 Edit du mois de Juillet 1656 , qui n'avoit point
 eu d'exécution par le défaut d'enregistrement.

Permission aux Marchands , Négocians , lors-
 qu'ils tiendront lesdites charges , ou après
 qu'ils seront hors de l'exercice d'icelles , comme
 aussi à leurs enfans & postérité nés & à naître
 en loyal mariage , de continuer le négoce &
 trafic , tant en deniers , en forme de Banque ,
 que de toutes marchandises en gros & tenir
 magasins , sans que pour cela il leur puisse
 être imputé d'avoir fait aucun acte dérogeant

à Noblesse , conformément à l'Edit du mois de Décembre 1701.

Pour marque d'honneur & de Noblesse , il leur suffira , & à leur postérité , de faire apparoir qu'ils ont tenu l'une desdites charges , pourvu toutefois qu'ils ne fassent point le débit des marchandises en détail , ni en boutique ouverte , & que le trafic soit par eux honorablement & fidèlement exercé , comme aussi à condition que le Procureur du Roi , le Greffier & le Receveur de ladite Ville auront exercé lesdites charges pendant le temps & espace de 20 années consécutives , ou qu'ils soient morts revêtus d'icelles.

Cet Edit est imprimé.

EDIT , Novembre 1706 , enregistré le 26.

Comme il avoit été ordonné par Edit du mois de Juin 1691 , que les Maires, Echevins & Officiers des Villes de Lyon , Toulouse , Bordeaux , Angoulême , Cognac , Poitiers , Niort , la Rochelle , St. Jean-d'Angely , Angers , Bourges , Tours , Abbeville , qui jouissoient des privilèges de la Noblesse , révoqués par Edit dudit mois de Mars 1667 , & qui avoient exercé leurs charges depuis l'année 1600 , même leurs Descendans qui avoient payé les sommes réglées par ledit Edit de Mars 1667 , ensemble ceux qui avoient exercé jusqu'au dernier Décembre 1687 , & leurs Descendans demeureroient confirmés dans la jouissance desdits privilèges ; que ceux qui n'avoient point payé leurs taxes , ou qui avoient renoncé au titre de Noblesse , même qui sans avoir

financé , & au préjudice de leur renonciation , n'avoient pas laissé de jouir desdits privilèges , en jouiront tous également , en payant les sommes pour lesquelles ils feroient taxés , si mieux ils n'aimoient renoncer à la Noblesse , ce qu'ils déclareroient dans six semaines. Enfin , comme par Edit de 1704 , les taxes des Capitouls de Toulouse qui avoient exercé depuis l'année 1687 , & des Echevins de Lyon , depuis 1690 jusqu'à la fin de l'année 1704 , avoient été réglées à 4000 liv. & les 2 sols pour livre. S. M. voulant que les Maires & Echevins desdites autres Villes pussent acquérir ce même privilège , déclare que ceux d'entr'eux qui avoient exercé leurs charges depuis l'année 1687 , ensemble leurs veuves & enfans nés & à naître en légitime mariage , demeureroient confirmés dans la jouissance de la Noblesse , même ceux qui avoient exercé leurs charges depuis l'année 1600 jusqu'en 1687 , sans qu'ils eussent payé de finance , pourvu néanmoins qu'ils n'eussent pas renoncé au privilège de Noblesse , & à la charge de payer seulement 3000 liv. sur les quitrances du Garde du Trésor Royal , pour jouir de 150 liv. de rente , &c.

Voir l'Edit d'Août 1715.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 709.

EDIT , Janvier 1707 ; enregistré le 1er. Avril suivant.

S. M. révoque à l'égard des Capitouls de la ville de Toulouse l'Edit de Novembre 1706 , qui les avoit assujettis à certaines taxes pour

être confirmés dans leur Noblesse, & veut que lesdits Capitouls, leurs Veuves & Descendans en légitime mariage soient Nobles & jouissent des privilèges attribués aux Nobles d'extraction.

Armorial de France, Regist. 1^{er}. seconde Partie, p. 710.

Edict du Roi, Janvier 1707, enregistré le 4 Mars suivant.

Les Echevins de la ville de Lyon, qui, avant l'Edit de révocation du mois de Mars 1687, avoient joui du privilège de la Noblesse; ayant été compris au nombre de ceux qui par Edit de Novembre 1706, devoient être continués dans ce privilège; & ayant fait représenter à S. M. que ce dernier Edit donnoit une atteinte considérable aux privilèges anciens desdits Officiers; privilège qui leur avoit été accordé par Lettres-Patentes du Roi Charles VIII, du mois de Décembre 1495, confirmées par tous les Rois ses Successeurs. S. M. révoque à leur égard l'Edit de Novembre 1706; & conserve dans le privilège de la Noblesse & autres ceux qui avoient fait les fonctions d'Echevins de ladite ville de Lyon, sans être obligés de prendre de nouvelles Lettres, ni payer aucune finance.

Armorial de France, Regist. 1^{er}. seconde Partie, p. 710.

DÉCLARATION du Roi, 15 Mars 1707.

Les Echevins de la ville de Paris ne pourront être dépossédés de l'Echevinage que par le remboursement qui sera fait à chacun d'eux par leurs successeurs, de la somme de 20,000 l.

Cette Déclaration est imprimée.

EDIT du Roi, du mois d'Ayril 1702, enregistré en Parlement le 7 Mai audit an, portant création des Offices de Secrétaires du Roi dans les Chancelleries qui sont près les Cours,

S. M. ordonne que le nombre des Offices des Conseillers Secrétaires dans les Chancelleries près les Parlemens & Cours Supérieures sera pour toujours fixé à un nombre uniforme qui ne puisse être augmenté ; & à cet effet, règle le nombre des Offices de les Conseillers-Secrétaires Maison & Couronne dans les Chancelleries près les Parlemens de Bretagne & Rouen, comme étant d'un ressort plus étendu, à 40 Offices dans chacune desdites Chancelleries & dans chacune de celles près les autres Parlemens & Cours Supérieures, à 20 desdits Offices, en comptant dans ce nombre, tant les anciens Offices & ceux créés par les Edits des mois d'Octobre 1701 & Janvier 1703, que ceux qui le seront par le présent Edit, & érige les Offices desdits Conseillers-Secrétaires du Roi Maison & Couronne dans chacune des Chancelleries près lesdits Parlemens & Cours Supérieures du Royaume, savoir : dans la Chancellerie près le Parlement de Bretagne, 10 Offices, pour faire avec les 20 qui y sont établis, le nombre de 40. Dans la Chancellerie près le Parlement & Cours des Aides de Rouen, 18, pour faire avec les 22 qui y sont déjà établis, le nombre de 40. Dans la Chancellerie près le Parlement de Dijon, 6. Dans celle près le Parlement de Metz, ainsi que dans

chacune de celles près la Cour des Aides de Clermont & près la Chambre des Comptes de Dôle, 8. Dans celle près le Parlement de Toulouse, 11. 12 dans chacune de celles près les Parlemens de Bordeaux, d'Aix, de Grenoble & de Besançon, & près les Cours des Comptes, Aides & Finances de Montpellier, de Montauban & d'Aix, comme aussi en celle près le Conseil Supérieur d'Alsace; 13 dans celle près le Parlement de Pau, & dans celle près le Conseil Provincial d'Artois, & 14 en celle près la Cour des Aides de Bordeaux, pour faire dans chacune desdites Chancelleries ledit nombre de 20 avec ceux qui se trouvent déjà établis.

Veut que les Offices ci-dessus créés ne fassent avec ceux ci-devant établis qu'un seul & même Corps, & qu'ils jouissent tous des mêmes titres de Noblesse, honneurs, &c. accordés aux Offices de semblable nature par tous les Edits de création, sans aucune différence, & comme s'ils avoient tous été créés par un même Edit, & ainsi qu'en jouissent les Conseillers-Secrétaires du Roi & Officiers de la Grande Chancellerie. Veut que lesdits nouveaux Officiers jouissent comme les anciens du bénéfice porté par l'Edit du mois d'Octobre 1701, ensemble de tous droits mentionnés, tant en icelui qu'en ceux de Février 1703 & Janvier 1706.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Mai 1707.

Création de Commissaires-Provinciaux des Guerres.

Cet Edit est énoncé dans celui d'Octobre 1709 , rapporté ci-après.

EDIT du Roi , du mois de Novembre 1707.

Le Prévôt des Marchands de la Ville de Paris est confirmé dans la qualité de Chevalier.

Cet Edit est énoncé dans celui de Juin 1716, rapporté ci-après.

ARRÊT des Commissaires - Généraux , 11 Octobre 1708.

Un fils & petit-fils de Substitut du Procureur-Général du Parlement de Paris , ensemble ses successeurs , les enfans & sa postérité née & à naître en légitime mariage , maintenus dans la qualité de Noble & d'Ecuyer , & jouissent des honneurs , privilèges & exemptions dont jouissent les Gentilshommes du Royaume, avec défenses à toutes personnes de les y troubler , tant qu'ils ne feront acte de dérogeance.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 711.

EDIT du Roi , du mois de Décembre 1708, enregistré en la Chambre des Comptes.

Ceux qui sont à présent & qui seront à l'avenir pourvus des Offices de Présidens , Maîtres , Correcteurs , Auditeurs & autres Offices du Corps de la Chambre des Comptes de Dauphiné , séant à Grenoble , qui ont eu ou qui auront pere & ayeul , exerçant lesdits Offices , ou qui auront servi 20 ans en iceux , acquerront titre de Noblesse , à eux & à leurs enfans nés & à naître en légitime mariage , & à leurs veuves demeurantes en viduité , S. M. les dispense d'acquérir les augmentations de gages

qui ont été attribués aux Officiers des Cours Supérieures, par Edit du mois d'Octobre 1704, pour lefdites dispenses d'un degré de service.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Mars 1709.

Suppression de quatorze Offices de Commissaires Ordinaires des Guerres, faisant partie des cent quarante réservés par l'Edit de Septembre 1694.

Cet Edit est énoncé dans celui d'Octobre 1709, rapporté ci-après.

DÉCLARATION du Roi, du 11 Juin 1709.

Suspension des Privilèges & Exemptions de Taille, Collecte, Solidités, & autres Charges publiques.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Edit d'Août 1715, portant Règlement des Tailles, rapporté ci-après.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 25 Juin 1709.

Commission à Benoît Michel, au lieu de feu Jean-François Michel de la Brosse, son frère, à la perception & recette de sommes provenantes, tant de la recherche des Usurpateurs de Noblesse, que des taxes faites sur les Anoblis, réhabilités, maintenus & confirmés, en exécution de l'Edit du mois de Décembre 1692, & de la Déclaration du 17 Janvier 1696.

Cet Arrêt est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 10 Septembre 1709.

S. M. déclare n'avoir entendu comprendre dans la Déclaration du 11 Juin 1709, (laquelle porte suspension des Tailles & autres Impositions attribuées à des Offices de Judicature, Police & Finance, créés depuis le premier Janvier 1689.), les Lettres de Noblesse ou de confirmation, créées par Edits de Mars 1696 & Mai 1702.

Veut que les Acquéreurs desdites Lettres, jouissent des Privilèges & exemptions portés par lesdits Edits, tout ainsi que les autres Nobles de naissance, & fait défenses de les y troubler.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, du mois d'Octobre 1709, enregistré au Parlement en vacations le 19 d'Octobre audit an.

S. M., qui par Edit du mois de Mars 1708, avoit supprimé quatorze Offices de Commissaires Ordinaires des Guerres, faisant partie des cent quarante qu'Elle avoit réservés par Edit du mois de Septembre 1694, & avoit accordé la Noblesse au premier degré aux trente trois Commissaires Provinciaux des Guerres qu'Elle avoit créés par Edits des mois de Mars 1704, Mai 1707 & Février 1708.

Accorde par le présent Edit la Noblesse aux cent trente Commissaires des Guerres & à leurs successeurs auxdits Offices, au même degré qu'Elle l'avoit accordée aux Commissaires Provinciaux desdites Guerres, créés par lesdits Edits des mois de Mars 1704, Mai 1707 &

Février 1708. Et veut que ceux qui sont actuellement pourvus desdits Offices, & ceux qui le pourront être à l'avenir, fassent souche de Noblesse, lorsqu'eux & leurs enfans, successivement & sans interruption, auront possédé lesdits Offices pendant vingt années; en sorte que comptant les années que le pere aura été revêtu d'une desdites Charges, & celle de ses enfans, ensemble se trouvant vingt années de services entr'eux, à compter du jour de la réception du pere, la Noblesse soit acquise, tant au pere qu'à ses enfans, nés & à naître en légitime mariage, & à leur postérité & qu'ils jouissent des Honneurs, Prérogatives, Privilèges, Prééminences, Franchises, Libertés, Exemptions & Immunités, dont jouissent les autres Nobles du Royaume, sans distinction, tant & si longuement qu'ils ne feront acte dérogeant à Noblesse.

Crée 32000 liv. d'augmentations de pages héréditaires au dernier vingt, qu'elle attribue aux cent trente Commissaires Ordinaires des Guerres réservés; en payant par chacun des Commissaires Ordinaires la somme de 6000 livres; savoir, moitié dans un mois, à compter du jour des rôles qui seront arrêtés au Conseil, & l'autre moitié un mois après.

Veut aussi S. M., que la jouissance des vingt années pour acquérir la Noblesse, ne soit comptée à ceux desdits Commissaires qui n'auront pas payé ladite finance avant le premier Avril de l'année prochaine; que du jour & date des quittances de ladite finance des

dites augmentations de gages ; & au moyen du paiement d'oldites sommes , les pourvus d'oldits Offices de Commissaires Ordinaires , & ceux qui le seront ci-après , seront & demeureront confirmés , comme elle les confirme dans tous les Honneurs , Droits , Privilèges & Exemptions à eux attribués par les Edits des mois de Décembre 1691 , Septembre 1704 & Mars 1709.

Cet Edit est imprimé.

EDIT , Novembre 1709 , enregistré le 27 dudit mois.

Création en titre d'Office , formé de deux Conseillers du Roi , Trésoriers , Payeurs des augmentations de gages acquises ou à acquies , par les Conseillers-Secrétaires & autres Officiers de la grande & petite Chancellerie , avec attribution des Privilèges , Immunités & Droits de Noblesse , dont jouiroient les Trésoriers , Payeurs des gages d'oldites Chancelleries & des Cours supérieures , portés par l'Edit de Mars 1704.

Armorial de France , Registre premier , seconde Partie , p. 711.

EDIT du Roi , Décembre 1709.

Augmentation de gages , appointemens , &c. attribués aux Offices d'Inspecteurs généraux & Commissaires de la Marine , &c.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , Janvier 1710.

Attribution de rentes aux Acquéreurs des Lettres de Noblesse , créées par les Edits des mois de Mars 1696 , Mai 1702.

Cet Edit est énoncé dans celui de Décembre 1711, rapporté ci-après.

EDIT du Roi, Juillet 1710, enregistré le 30 dudit mois.

S. M. attribue aux Pourvus des Offices de Commissaires Ordinaires Provinciaux des Guerres, créés par Edits de Mars 1704, Mai 1707 & Février 1708, & qui lors de l'acquisition par eux faite desdits Offices, possédoient des Offices de Commissaires Ordinaires des Guerres, la Noblesse au même degré, & ainsi qu'elle leur avoit été accordée par lesdits Edits, à compter les vingt années de service qu'eux & leurs enfans devoient avoir, pour en jouir, & la transmettre à leur postérité du jour de leur récéption dans les Offices de Commissaires Ordinaires.

L'Edit d'Août 1715, porte la suppression dudit Privilège de Noblesse,

Armorial de France, Registre premier, Seconde Partie, p. 712.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 8 Juillet 1710.

Création d'Inspecteurs généraux & Commissaires de la Marine.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT, Mai 1711, enregistré le 10 Juin suivant.

S. M. attribue la Noblesse aux quatre Commissaires des quatre Compagnies de ses Gardes-du-Corps, aux deux Commissaires des deux Compagnies des Mousquetaires de la Garde, à celui de la Compagnie des Grenadiers.

diers à Cheval, à celui des Gendarmes de la Garde, à celui des Chevaux-Legers de la Garde, aux quatre des Compagnies de Gendarmerie, aux deux premiers Commissaires du Régiment des Gardes-Françoises, aux quatre Commissaires suivant ledit Régiment, au Commissaire Général du Régiment des Gardes-Suisses, & aux Successeurs auxdits Offices, & au même degré qu'au cent trente Commissaires Ordinaires des Guerres, créés par Edit du mois d'Octobre 1709, de maniere que les Pourvus fissent souche de Noblesse, lorsqu'eux & leurs enfans auroient possédé successivement lesdits Offices pendant vingt ans; en sorte que comptant les années du pere & celles de ses enfans, & se trouvant entr'eux vingt années de services, à compter du jour de la réception du pere, la Noblesse seroit acquise, tant au pere qu'à ses enfans, nés & à naître en loyal mariage, & à leur postérité, & qu'ils jouiroient de tous les Privilèges & Prérogatives, dont jouissoient les autres Nobles du Royaume, tant qu'ils ne feroient acte dérogeant à Noblesse.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 712.

DÉCLARATION du Roi, du 5 Mai 1711.

L'intention de S. M., en créant les Offices de Syndics des Commissaires & Contrôleurs Ordinaires des Guerres, par Edit de 1691, avoit été que ces Syndics jouissent, entr'autres Privilèges, de la Noblesse attribuée aux Com-

affaires Ordinaires des Guerres, conformément à l'Edit d'Octobre 1709, portant attribution dudit Privilège de Noblesse ; mais cette prérogative n'ayant pas été expliquée assez clairement, à l'égard desdits Syndics : le Roi, en interprétant lesdits Edits, & celui du mois de Septembre 1710, veut que les deux Commissaires Syndics des Commissaires Ordinaires des Guerres, jouissent des mêmes Prérogatives, & spécialement de la Noblesse, attribuée aux Commissaires Ordinaires des Guerres, par lesdits Edits de Décembre 1691, & Octobre 1709.

L'Edit d'Août 1715, pour suppression de ce Privilège de Noblesse.

Annuaire de France. Registre premier, seconde Partie page 21.

Par Edit du Roi, du mois de Décembre 1711, portant création de cent nouvelles Lettres de Noblesse.

Par Edit du mois de Mars 1696, S. M. a anobli le nombre de cinq cens Personnes, qui ont été choisies parmi ceux qui se sont le plus distingués par leurs mérites, vertus & bonnes qualités.

Par autre Edit du mois de Mai 1702, elle a de même anobli le nombre de deux cens.

Et par le présent Edit, elle anoblit pareillement cent Personnes, qui seront aussi choisies parmi ceux qui se sont le plus distingués pour son service, & par leurs mérites & vertus. A la charge d'une finance, sans que lesdits anoblissement ou Lettres de confirmation

sent être supprimés ni révoqués ; ni sujets à aucune taxe , pour confirmation ou autrement , pour quelque cause & sous quelque prétexte que ce soit , voulant qu'ils soient déchargés d'acquiescer ci après aucunes rentes pareilles à celles qui ont été attribuées par Edits des mois d'Octobre 1704 & Janvier 1710 , aux Acquéreurs des Lettres de Noblesse créées par lesdits Edits.

Déclare S. M. , conformément à l'Arrêt du Conseil , du 13 Septembre 1709 , qu'elle n'a point entendu comprendre les Lettres de Noblesse ou de confirmation créées , tant par les Edits de Mars 1696 & Mai 1702 , que par le présent Arrêt , dans la Déclaration du 11 Juin 1709 , portant révocation des Exemptions de tailles , & autres Privilèges attribués à des Offices de Judicature , Police & Financé , créés depuis le premier Janvier 1689 , dont la finance est au-dessous de 10000 liv. , ni dans aucune autre révocation ou suspension de Privilèges : voulant que tous les Acquéreurs desdites Lettres , jouissent de tous les Privilèges de Noblesse , comme les autres Nobles du Royaume , sans pouvoir être ci après sujets à aucune suppression , révocation ni suspension , pour quelque cause , & sous quelque prétexte que ce puisse être , & afin qu'ils ne puissent être inquiétés , sous prétexte de confirmation ou autrement , veut S. M. , que le tiers des sommes qu'ils paieront sur les rôles arrêtés au Conseil , soit censé & réputé pour taxe de confirmation , & leur tienne lieu d'augmentation de finance.

Cet Edit est énoncé dans celui d'Août 1715, rapporté ci-après.

ARRÊT du Conseil d'Etat , du 15 Décembre 1711.

En payant par ceux qui désireront obtenir des Lettres de Noblesse , la somme de 6000 livres de finance principale , & les 2 sols pour livre , entre les mains d'un Préposé par S. M. , lesdites Lettres leur seront expédiées en la forme & maniere accoutumées , sans que pour l'enregistrement ils soient tenus de payer autres & plus grands droits que la somme de 50 livres , suivant la Déclaration du 12 Mars 1697 , & Arrêts du Conseil rendus en conséquence , qui seront exécutés selon leur forme & teneur. S. M. se réserve la connoissance de toutes oppositions qui pourroient intervenir à l'exécution du présent Arrêt , & l'interdit à toutes ses autres Cours & Juges.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION , du 20 Décembre 1712, enregistrée au Parlement de Cambrai , le 3 Février 1713.

S. M. ayant créé par Edit du mois d'Avril 1704 , deux Présidiaux ; l'un dans la ville d'Ypres , pour toute la Flandre occidentale , & l'autre dans celle de Valenciennes , pour le Pays de Haynaut , & ayant converti le Présidial de Valenciennes en Conseil Provincial du Haynaut , par Edit du mois d'Avril 1706 , & par les mêmes Edits , établi dans chacun desdits Conseil Provincial & Présidial , une Chancellerie pour y sceller tout ce qui seroit

sujet à signification, elle veut que ceux qui seroient pourvus des Offices de Conseillers-Secrétaires, Audienciers & Contrôleurs dans les Chancelleries établies près le Conseil Provincial de Valenciennes & le Préludial d'Ypres, pussent se dire & qualifier Conseillers-Secrétaires de S. M., Maison & Couronne de France, Audienciers & Contrôleurs desdites Chancelleries, & qu'ils jouissent des privilèges de Noblesse dont jouissoient les Conseillers-Secrétaires de la Chancellerie établie près le Conseil Provincial d'Artois ; & que lesdits Officiers, ensemble leurs veuves demeurantes en viduité, leurs enfans & descendans, tant mâles que femelles, nés & à naître en loyal mariage, fussent réputés Nobles, & jouissent des mêmes prééminences dont jouissoient les autres Nobles du Royaume, pourvu que lesdits Officiers eussent servi pendant 20 ans, ou qu'ils décédassent revêtus desdits Offices.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 713.

EDIT du Roi, Janvier 1713, enregistré le 1er Février suivant.

S. M. supprime 3 Offices de Commissaires Ordinaires des Guerres, restans à vendre de ceux qui avoient été créés par Edit de Mars 1709, & de 2 Offices de Commissaires Provinciaux, restans aussi à vendre, de ceux qui avoient été créés par Edits des mois de Mars 1704, Mai 1707 & Février 1708, avec confirmation en faveur des pourvus de pareils Offices & de leurs successeurs, dans la jouissance

s privilèges de Noblesse, attribués par Edit 1691, Mars & Septembre 1704, Mai 1707, Janvier 1708, Mars & Octobre 1709; & comme S. M. a été informée que quelques-uns des Commissaires de la Maison, avoient négligé d'acquiescer les augmentations de gages attribuées avec le privilège de Noblesse, par Edit de Mai 1711, elle déclare que les Commissaires de la Maison, qui dans le 1er. de Juin de ladite année 1713, n'auroient pas satisfait au paiement de la finance ordonnée pour esdites augmentations de gages, seront déchus pour toujours dudit privilège de la Noblesse.

L'Edit d'Août 1715 porte la suppression de ce privilège de Noblesse.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 713.

EDIT du Roi, Décembre 1713.

Attribution de la Noblesse héréditaire au premier degré aux Présidens, Conseillers, Avocats & Procureurs - Généraux du Parlement de Flandres.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, Janvier 1714.

Les Maires, Echevins & Capitouls des villes du Royaume seront tenus de payer une finance pour être confirmés.

Cet Edit est imprimé.

Nota. Cet Edit n'a été exécuté que dans les Généralités de Bretagne, Toulouse, Limoges & la Rochelle.

DÉCLARATION du Roi pour la recherche

de la Noblesse, du 16 Janvier 1714, enregistrée en la Cour des Aides le 30 dudit mois.

La preuve de Noblesse limitée à 100 ans. Continuation de la recherche qui doit finir au plus tard dans le courant de l'année 1715.

L'utilité des Nobiliaires ou Catalogues des Nobles, dont l'établissement a été demandé par le Corps même de la Noblesse, a obligé S. M. de commencer par faire faire la recherche des Usurpateurs des titres de Noblesse qui déshonorent ce Corps, & sont à charge aux autres Sujets ; pour y parvenir, elle a, par ses Déclarations des 15 Mars 1655, 30 Décembre 1656, 8 Février 1661 & 2 Juin 1664, ordonné la recherche générale des Usurpateurs & ordonne que ceux qui se prétendoient Nobles seroient tenus d'en rapporter la preuve, depuis & compris l'année 1560 ; & par Arrêt de Règlement du 22 Mars 1666, elle a jugé à propos de faire faire cette recherche par les sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces en première instance, & sur l'appel par les sieurs Commissaires-Généraux du Conseil, & ordonne entr'autres choses, par l'article 17, qu'à la fin de ladite recherche, il seroit fait un Catalogue contenant les noms, surnoms, qualités, armes & demeures des véritables Gentilshommes qui auroient été maintenus ; en exécution de quoi, cette recherche a été lors commencée jusques 1672, qu'elle a été surseise ; mais la continuation de cette recherche ayant été ordonnée par Déclaration du 4 Septembre 1696, & autres rendues en

conséquence, le travail en a été si heureux, qu'il reste peu d'affaires à décider; & comme il est nécessaire de les terminer, avant que de faire faire les Catalogues publics, que d'ailleurs le temps des preuves, fixé à l'année 1560, a été suivi jusqu'à présent, il paroît juste de limiter à 100 années complètes le temps des preuves qui restent à juger.

S. M. ordonne que la présente recherche des Usurpateurs de Noblesse sera incessamment terminée, & au plus tard dans le courant des années 1734 & 1735, par les sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces, & par les sieurs Commissaires Généraux à ce dévoués; ce faisant, tous ceux qui se prétendent Nobles ne seront tenus de prouver leur possession de Noblesse que pendant 100 années complètes, à compter du 30 Janvier 1614.

Et afin de terminer promptement ladite recherche, ordonne que dans trois mois du jour de l'enregistrement de la présente, tous ceux qui prétendent avoir la Noblesse, dont les instances sont encore indéçises, seront tenus de les faire juger.

La surseance accordée par l'Arrêt du Conseil du 15 Mai 1703, à ceux qui servent dans les armées de Terre ou de Mer, sera exécutée pendant la Guerre seulement, en rapportant un certificat de service de celui des Secrétaires d'Etat dans le département duquel il aura servi six mois après la paix, ils seront assignés pour représenter leurs titres par devant les sieurs Intendans & Commissaires départis, & par de-

vant les sieurs Commissaires-Généraux ; pour leur être fait droit ; faute de quoi , seront condamnés comme Usurpateurs , & imposés aux Tailles.

Cette Déclaration est imprimée.

EDIT du Roi, du mois d'Avril 1714.

Attribution de la Noblesse au premier chef, aux Officiers de la Chambre des Comptes & Cours des Aides de Paris, à l'occasion d'une création d'Officiers.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 8 Décembre 1714.

Sur la Requête présentée au Roi en son Conseil par des Descendans des Officiers du Parlement de Dombes, Vétérans ou morts revêtus d'Offices dudit Parlement, dans laquelle ils ont représenté à S. M. que par les Déclarations des Souverains de Dombes, entr'autres par celles des mois d'Avril 1571, Mars 1604 & Novembre 1694, la Noblesse a été attribuée au premier degré aux Officiers du Conseil & du Parlement de Dombes, & contenant que le Préposé à la recherche des Usurpateurs des titres de la Noblesse a prétendu que les Officiers du Parlement de Dombes ne doivent pas avoir plus de privilège que ceux des autres Parlemens du Royaume ; ce qui forme une question générale qui ne peut être décidée que par S. M. ; & d'autant que les Déclarations des Souverains de Dombes accordent précisément la Noblesse transmissible au premier degré aux Officiers de leur Conseil & de leur Parlement, qu'ils en ont toujours

Toujours joui paisiblement , que le Parlement de Besançon a le même privilège , & y a été confirmé par la Déclaration de S. M. , du 11 Mars 1694.

Le Roi a ordonné que l'Arrêt du Conseil du 11 Mars 1669 sera exécuté , & en conséquence a maintenu les Officiers du Parlement de Dombes dans tous les privilèges à eux accordés , sans néanmoins que ceux qui ont été ou seront à l'avenir pourvus des Offices créés par augmentation audit Parlement , depuis ledit Arrêt , ou de ceux qui pourroient y être ci-après créés , puissent jouir desdits privilèges.

Cet Edit est imprimé.

ARRÊT du Conseil , du 12 Février 1715.

Le Roi , informé que la plupart de ceux qui ont été impliqués dans la recherche des Faussaires qui a été poursuivie & jugée à la Chambre de l'Arsenal , prétendent jouir du bénéfice de la Déclaration du 16 Janvier 1714 , par laquelle l'époque de la recherche a été réduite à 100 années ; qu'ils produisent des titres de 1600 , & demandent leur maintenance ; & l'intention de S. M. n'étant point de favoriser les Particuliers qui ont été accusés d'avoir fait fabriquer des titres , & qu'en effet , il n'est pas juste qu'ils trouvent par ce moyen l'impunité de leur crime , & qu'ils se procurent une Noblesse qu'ils ont voulu acquérir par de mauvaises voies :

S. M. , en expliquant en tant que de besoin la Déclaration du 16 Janvier 1714 , ordonne que lesdits Particuliers qui ont été im-

prétexte , raison , ni nécessité , le nombre en puisse être augmenté , ni diminué.

A R T. X.

Pour prévenir tous les prétextes de donner atteinte aux privilèges de ses Conseillers-Secrétaires , S. M. confirme , en tant que de besoin seroit , tous les privilèges généralement quelconques , qui leur ont été accordés par les Rois ses Prédécesseurs & par elle , nonobstant tous Edits , Déclarations & Arrêts de son Conseil , qui auroient pu être rendus au préjudice desdits privilèges & exemptions , lesquels elle n'entend nuire ni préjudicier à ses Conseillers-Secrétaires , & auxquels elle a expressément dérogé.

A R T. X I.

Et sans déroger à cette confirmation générale , laquelle ne pourra passer pour nouvelle concession , veut S. M. que , conformément à ses Edits & Déclarations , & des Rois ses Prédécesseurs , les 340 Conseillers-Secrétaires de sa Grande Chancellerie , soient réputés Nobles de 4 races , & capables d'être reçus dans tous les Ordres de Chevalerie du Royaume.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , du mois de Juin 1715 , enregistré en Parlement le 10 Juillet suivant.

S. M. , pour soulager ses Sujets en rendant aux Impositions publiques un grand nombre de personnes qui s'en trouvoient exemptes par les privilèges attachés à leurs Offices.

Supprime tous les Offices de Conseillers-Gardes des Sceaux, Conseillers-Gardes-Scels, Conseillers-Secrétaires-Audienciers, Conseillers-Secrétaires-Contrôleurs & Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France, par quelques Edits qu'ils aient été créés, tant dans les Chancelleries établies près les Cours, Conseils Supérieurs & Provinciaux, que dans les Chancelleries Présidiales du Royaume.

Fixe le nombre des Officiers desdites Chancelleries à un Conseiller-Garde des Sceaux, 4 Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France, Audienciers, 4 Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France, Contrôleurs, & 12 Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France pour chacune des Chancelleries établies près les Cours, Conseils Supérieurs & Provinciaux ; à 2 Conseillers Gardes des Sceaux dans chacune des Chancelleries près les Cours qui sont Sémestres ; & à 1 Conseiller-Garde-Scel, 2 Conseillers-Secrétaires-Audienciers, 2 Conseillers-Secrétaires-Contrôleurs, & 2 Conseillers-Secrétaires dans chacune des Chancelleries Présidiales.

Crée en titre d'Office formé 1 Conseiller-Garde des Sceaux, 4 Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France, Audienciers, 4 Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France, Contrôleurs, & 12 Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France dans chacune des Chancelleries près les Cours, Conseils Supérieurs & Provinciaux, & 2 Conseillers-Gardes des Sceaux dans chacune des

Chancelleries près les Cours qui sont Sémestres , & 1 Conseiller-Garde-Scel, 2 Conseillers-Secrétaires-Audienciers , 2 Conseillers Secrétaires-Contrôleurs , & 2 Conseillers-Secrétaires dans chacune des Chancelleries Présidiales , pour y servir & y signer concurremment les Expéditions.

Veut S. M. que les Officiers supprimés ci-dessus soient préférés à tous autres pour acquérir les Offices créés par le présent Edit , & qu'il leur soit tenu compte sur la finance à laquelle lesdits Offices sont fixés , de celle qui sera liquidée pour raison des Offices dont ils étoient pourvus.

Elle attribue aux Conseillers-Gardes-Scels des Chancelleries Présidiales , des gages effectifs au denier trente.

Dispense ceux qui étoient pourvus des Offices supprimés par le présent Edit , & qui feront leurs soumissions pour acquérir les mêmes Offices , de prendre de nouvelles provisions , de prêter un nouveau serment , & de payer le droit de survivance pour cette fois seulement.

Veut que ceux des Officiers supprimés qui feront leurs soumissions pour acquérir un autre Office que celui dont ils étoient pourvus , soient tenus d'obtenir de nouvelles provisions , sans payer cependant aucun droit de marc d'or.

Confirme les Officiers établis près les Cours Supérieures & les anciens Officiers qui acquerront les nouveaux Offices , dans le privilège de Noblesse au premier degré , encore qu'elle n'eût pas été attribuée à tous lesdits Officiers

par leurs Edits de création , leur attribuant , en tant que de besoin est ou seroit.

Leur attribue tous les honneurs & avantages dont jouissent les Nobles du Royaume , après 20 années de services , ou en cas qu'ils décèdent revêtus de leursdits Offices ; en conséquence , les décharge de toute recherche de Noblesse pour avoir pris la qualité d'Ecuyer avant le présent Edit.

Attribue aux Conseillers-Gardes-Scels des Chancelleries Présidiales , le privilège de Noblesse au premier degré , en considération de l'honneur qu'ils reçoivent d'être dépositaires du Sceau de S. M. , & les décharge de la recherche.

Pour assurer l'Etat de tous les Officiers supprimés par cet Edit , S. M. ordonne que la suppression des privilèges attachés auxdits Offices supprimés commencera le premier jour du mois d'Août 1715.

Déclare lesdits Officiers supprimés déchus du privilège de Noblesse attribué à leurs charges , s'ils ne les ont pas exercées pendant 20 années accomplies , & veut qu'ils soient recherchés & poursuivis.

Excepte de la révocation du privilège de Noblesse ceux des Officiers supprimés qui feront leur soumission dans le mois de l'enregistrement du présent Edit , à celui qui sera commis par S. M. , ou au porteur de la procuration dans les Provinces , & de payer la finance portée en l'état ci-attaché , & qu'elle agréera , pour être conservée dans leurs mêmes

Offices , ou qui acquerront ceux créés par le présent Edit , lesquels pourront joindre le temps de leur premier service à celui qu'ils rendront dans la suite pour remplir le nombre des années nécessaires pour acquérir leurs privilèges dont ils jouiront , sans que l'interruption ordonnée par le présent Edit du premier jour d'Août prochain jusqu'au jour de leur quittance de finance ou de leurs nouvelles provisions puisse leur nuire ni préjudicier.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , du mois d'Août 1715 , enregistré en Parlement.

S. M. ordonne :

ARTICLE PREMIER.

Nonobstant tous les anoblissemens que S. M. a accordés depuis le 1^{er}. Janvier 1696 par Lettres , moyennant finance , en conséquence des Edits des mois de Mars 1696 , Mai 1702 & Décembre 1711 , ou autrement , lesquels elle révoque , tous les Particuliers qui ont été anoblis depuis ledit jour 1^{er}. Janvier 1689 , ensemble leurs enfans & descendans , même les enfans & descendans de ceux d'édits anoblis qui sont décédés , à la réserve de ceux qu'elle jugera à propos d'excepter , en considération de services importans rendus à l'Etat , seront imposés à la Taille & autres Impositions & charges publiques , & à cet effet compris à l'avenir dans les Rôles des Villes , Bourgs & Paroisses taillables de leur résidence , à proportion de leurs biens , tenures & facultés , & ce ,

CHRONOLOGIQUE. 321
à commencer au premier Octobre 1715.

A R T. I I.

Révoque pareillement la Noblesse au premier degré qu'elle a accordée, en conséquence de son Edit du mois d'Octobre 1704, à ceux des Officiers des Cours & Compagnies Supérieures & Bureaux des Finances du Royaume qui ont acquis les 4 dispenses d'un degré de service, ou qui ont été nommés par lesdites Cours & Compagnies pour remplir tous les cinq ans deux dispenses d'un degré de service, ainsi qu'il leur avoit été permis par le même Edit.

Veut que ces Officiers & leurs enfans & descendans, ensemble les enfans & descendans de ceux d'entr'eux qui sont morts revêtus de leurs charges, après avoir acquis lesdites dispenses, soient remis & rétablis au même & semblable état qu'ils étoient avant ledit Edit du mois d'Octobre 1704, & les Déclarations & Arrêts rendus en conséquence. N'entendant comprendre dans ladite révocation les Officiers de la Cour de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides de Paris, ni les Officiers & Secrétaires de la Grande Chancellerie, & de celles près des Cours & Présidiaux créés par Edit du mois de Juin dernier.

A R T. I I I.

Révoque la Noblesse au premier degré qu'elle a accordée aux Officiers du Bureau des Finances de la Généralité de Paris, par Edit du mois d'Avril 1705.

A R T. V.

Révoque aussi , non-seulement la Noblesse au premier degré qu'elle a accordée par Edit du mois de Novembre 1706 , aux Echevins au Procureur du Roi, au Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Paris , & celle qu'elle pareillement attribuée par plusieurs Edits & Déclarations à différens Officiers , tant Militaires que de Judicature , Police & Finance soit que ces Officiers aient été créés depuis le même jour 1^{er}. Janvier 1689 , ou qu'ils l'eussent auparavant ; mais encore la Noblesse graduelle , aussi accordée depuis le même temps moyennant finance , en quelque sorte & manière que ce soit , tant aux Corps & Compagnies , qu'à quelques Officiers seulement qui n'en jouissoient pas avant ladite année 1696.

A R T. V I.

Révoque purement & simplement tous les privilèges & exemptions de Taille , ustensiles , collecte , solidité & autres charges publiques , ensemble celui de fixation de cote , accordés , moyennant finance , ou attribués à tous les Offices , tant Militaires que de Judicature , Police & Finance , créés depuis le 1^{er}. Janvier 1696 , dont la première finance ne se trouvera pas de la somme de 10,000 liv.

A R T. X V I.

Comme le principal objet de la révocation actuelle des privilèges & exemptions attribués

à ceux créés depuis le 1^{er}. Janvier 1689, dont la finance est au-dessous de 10,000 liv. est de procurer à ses Sujets contribuables aux Tailles un soulagement effectif, S. M. ordonne qu'à l'avenir, & à commencer du 1^{er}. Octobre, tous les Rôles des Tailles qui seront faits pour la prochaine année 1716 & suivantes, dans les Villes & Paroisses taillables de l'étendue des 19 Généralités des Pays d'Élections, seront distingués en 2 Chapitres, dans le premier desquels seront compris tous les Annoblis par Lettres, depuis le 1^{er}. Janvier 1689; & dans le second, tous les contribuables domiciliés dans les Paroisses.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil, du 14 Décembre 1715.

Le Roi ayant, par sa Déclaration du 16 Janvier 1714, ordonné que la recherche des Usurpateurs des titres de Noblesse seroit terminée au plus tard dans le courant des années 1714 & 1715 par les Commissaires départis:

Ordonne qu'elle sera continuée pendant l'année 1716, à la poursuite & diligence de M^c. François Ferrand, pardevant les sieurs Intendants & Commissaires départis dans les Provinces & Généralités du Royaume, & pardevant les sieurs le Pelletier & d'Aguesseau, Conseillers d'Etat Ordinaires & au Conseil de Régence, de Caumartin, de Harlay & Bignon de Blanzay, aussi Conseillers d'Etat Ordinaires, le Pelletier des Forts, Conseiller d'Etat & au Conseil des Finances, Rouillé, Conseiller

d'Etat, Directeur des Finances, le Pelletier de la Houssaye, aussi Conseiller d'Etat & au Conseil des Finances, Trudaine, Conseiller d'Etat, & Fagon, Conseiller d'Etat & au Conseil des Finances, de Fieuber, Maître des Requêtes & Conseiller du Conseil du dedans du Royaume, Machault, le Cocq & d'Ormesson du Cheré, Conseillers de S. M. en ses Conseils, Maîtres des Requêtes Ordinaires de son Hôtel, Commissaires-Généraux à ce députés par S. M.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 11 Janvier 1716.

Le recouvrement des droits de francs-Fiefs sera fait dans l'étendue des Provinces & Généralités du Royaume, conformément à la Déclaration du 9 Mars 1700, sur tous les Roturiers possédant Fiefs & autres biens nobles, qui, par les anoblissemens, privilèges & exemptions dont ils étoient revêtus, étoient exempts & dispensés du paiement desdits droits de francs-Fiefs avant la suppression de leursdits anoblissemens, privilèges & exemptions.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 10 Mars 1716.

Le Roi ayant, par Edit du mois de Juin 1715, supprimé tous les Offices de Gardes des Sceaux, Audienciers, Contrôleurs & Secrétaires des Chancelleries près les Cours, Conseils Supérieurs & Provinciaux, & ceux des Chancelleries Présidiales du Royaume, il a été ordonné par l'article 21 du même Edit, que

lesd. Officiers supprimés demeureroient déchu du privilège de Noblesse attribué à leurs Offices, s'ils ne les avoient pas exercés pendant 20 années accomplies ; à l'effet de quoi, ils seroient poursuivis & recherchés pour avoir pris la qualité d'Ecuyer avant d'être pourvus desdits Offices supprimés ; de laquelle recherche ils avoient été déchargés, en considération de leurs Offices.

Le même article ordonne qu'ils seroient tenus de payer les droits dûs pour raison des acquisitions par eux faites de Terres relevantes du Domaine, s'ils n'avoient pas possédé leurs Offices pendant 10 ans, à compter du jour de leur serment jusqu'au 1^{er}. Août 1715, conformément à l'Edit du mois d'Avril 1712.

S. M. ordonne que l'article 21 dudit Edit du mois de Juin 1715 sera exécuté ; qu'en conséquence, ceux desdits Officiers supprimés qui n'ont pas exercé leurs Offices pendant 20 années accomplies, à compter du jour de leur serment jusqu'au 1^{er}. Août 1715, qui avoient été recherchés pour avoir pris la qualité d'Ecuyers avant d'être pourvus desdits Offices, seront de nouveau poursuivis pour être condamnés aux amendes qu'ils avoient encourues, conformément aux Edits, Arrêts & Déclarations rendus contre les faux Nobles.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, du mois d'Avril 1716, enregistré en Parlement le 29 dudit mois.

Par Edit du mois de Mars 1702, il a été

créé cent Offices de Commissaires de la Marine & de Galeres.

Par autre Edit du mois d'Avril 1704, on y a ajouté 8 Offices d'Inspecteurs-Généraux de la Marine & des Galeres, 100 de Commissaires aux Classes de la Marine, & 8 de Commissaires-Inspecteurs des vivres de la Marine & des Galeres.

Et par autre Edit dudit mois d'Avril, il a été créé 8 Offices de Prévôts, 8 de Lieutenans, 8 d'Exempts, 8 de Procureurs du Roi, 8 de Greffiers, & 100 d'Archers, pour servir dans les différens ports du Royaume.

Et par le présent Edit, S. M. supprime les 100 Commissaires de la Marine & des Galeres, les 8 Offices d'Inspecteurs-Généraux de la Marine & des Galeres, les 100 Offices de Commissaires de la Marine aux Classes, les 8 Offices de Commissaires-Inspecteurs des vivres de la Marine & des Galeres, &c., ensemble les gages attribués auxdits Offices, tant par les Edits ci-dessus que par autre Edit du mois de Décembre 1709, & Arrêts des 8 Juillet & 25 Novembre 1710.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, portant concession de la Noblesse aux principaux Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Paris, du mois de Juin 1716,; enregistré en Parlement & dans les autres Cours.

Quoique le feu Roi, en confirmant par son Edit du mois de Novembre 1707 le Prévôt des Marchands & ceux qui lui succédroient à l'avenir dans le titre, dignité & qualité de Cheva-

lier, eût en même temps accordé aux Echevins, au Procureur, Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville, qui étoient en charge, & qui y entreroient dans la suite, les honneurs, droits & prérogatives de la Noblesse : cependant ce titre de Noblesse dont ils avoient joui paisiblement pendant près de 9 années, avoit été révoqué par l'article V de l'Edit du mois d'Août 1715 ; & comme tous ceux qui ont rempli ces différentes charges depuis l'année 1706, s'en sont acquittés avec une vigilance, un zèle & une application non-interrompue, S. M. maintient le Prévôt des Marchands de la Ville de Paris, étant présentement en charge, & ceux qui lui succéderont à l'avenir, dans les titres, dignité & qualité de Chevalier & dans toutes les prérogatives qui leur ont été ci-devant accordées.

Octroye aux Echevins, au Procureur du Roi, au Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Paris, qui sont présentement en charge, & à ceux qui exerceront les mêmes charges à l'avenir, ensemble aux anciens Echevins qui ont été dans l'Echevinage depuis l'année 1706, à leurs enfans nés & à naître en légitime mariage & à leur postérité, les titres, honneurs, droits, privilèges, prééminences & prérogatives de Noblesse, soit qu'eux ou leurs enfans & descendans soient résidens en ladite Ville de Paris ou hors d'icelle, sans être obligés de faire autre preuve de Noblesse, en cas qu'elle fût contestée à eux ou à leurs descendans, que de faire apparoir qu'eux ou leurs peres ont été

Echevins de la Ville de Paris , ou qu'ils ont possédé l'un des Offices de Procureur du Roi, Greffier ou Receveur dudit Hôtel-de-Ville de Paris , à condition néanmoins qu'ils ne pourront , les uns , ni les autres , faire d'autre commerce que le commerce en gros , pour lequel il ne pourra leur être imputé d'avoir fait acte dérogeant à Noblesse , conformément à l'Edit du mois de Décembre 1701. Et au cas qu'aucun d'eux vînt à faire faillite , passer Contrat d'attermoyement , ou obtenir des Lettres de répi , ils seront déchus & privés de la Noblesse qui leur est accordée ; comme aussi , à condition que le Procureur du Roi , le Greffier & le Receveur de ladite Ville auront exercé lesdites charges pendant le temps de 20 années consécutives , ou qu'ils s'en trouveront revêtus au jour de leur décès.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , concernant la recherche des Usurpateurs de Noblesse , du 1^{er}. Mai 1717.

Le Roi ordonne que la recherche des Usurpateurs de Noblesse , pour raison seulement des procès qui ont été intentés à ce sujet , sera continuée pendant la présente année 1717, comme par le passé , à la poursuite & diligence de Me. François Ferrand , pardevant les sieurs Intendans & Commissaires départis dans les Provinces & pardevant les sieurs le Pelletier, Conseiller d'Etat Ordinaire & au Conseil de Régence , de Caumartin , de Harlay & Bignon de Blanzay , aussi Conseillers d'Etat Ordinaires ,

le Pelletier des Forts, Conseiller d'Etat & au Conseil des Finances, Rouillé, Conseiller d'Etat & au Conseil des Finances, le Pelletier de la Houssaye, aussi Conseiller d'Etat & au Conseil des Finances, Trudaine, Conseiller d'Etat, Fagou, aussi Conseiller d'Etat & au Conseil des Finances, de St. Contest, Conseiller d'Etat, de Fieubet, Maître des Requêtes & Conseiller au Conseil du dedans du Royaume, de Machault, le Cocq & d'Ormesson du Chéré, Conseillers de S. M. en ses Conseils, Maîtres des Requêtes Ordinaires de son Hôtel, Commissaires-Généraux à ce députés par S. M. ; qu'à cet effet, les Particuliers se prétendant Nobles, qui ont été assignés, & dont les instances sont encore indéci-
sées, seront tenus de les mettre en état dans deux mois pour tout délai, à compter du jour de la publication du présent Arrêt, pour ensuite par lesdits sieurs Intendans & par lesdits sieurs Commissaires-Généraux, sur les Conclusions du sieur de Caumartin de Boissy, Procureur-Général de ladite Commission, leur être fait droit, suivant la Déclaration du 16 Janvier 1714, & autres Réglemens faits pour ladite recherche ; & faute par eux d'y satisfaire dans ledit délai, ordonne S. M. qu'ils seront condamnés comme Usurpateurs & imposés aux Rôles des Tailles.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, qui accorde la Noblesse aux Officiers du Grand-Conseil, & l'exemption des droits seigneuriaux & féodaux, du mois d'Août

1717 ; enregistré en Parlement le 26 dudit mois

Par un Edit du mois de Novembre 1690 à l'occasion d'une création d'Officiers dans le Parlement de Paris , S. M. a accordé à cette Cour des privilèges pour la Noblesse & l'exemption des droits seigneuriaux & féodaux ; & comme il a été omis d'insérer une pareille disposition dans l'Edit du mois de Février 1690 de création d'Officiers au Grand-Conseil , quoiqu'il en eût joui , en vertu des Edits des mois de Décembre 1644 & Juillet 1646 :

Le Roi , pour donner aux Officiers de son Grand - Conseil des marques publiques de la satisfaction qu'elle a de ses services , lui accorde les mêmes privilèges & droits pour la Noblesse , & l'exemption des droits seigneuriaux & féodaux qu'il a accordés aux trois Compagnies Supérieures de Paris.

Ordonne que ceux des Premier-Président , Présidens , Conseillers , Avocat & Procureur-Généraux , Greffier en chef , & Premier-Huissier du Grand-Conseil , & Huissier Ordinaire en la Grande Chancellerie , présentement pourvus , & qui le seront ci - après , lesquels ne seront pas issus de race Noble , ensemble leurs veuves pendant leur viduité , & leurs enfans & descendans nés & à naître en légitime mariage , tant mâles que femelles , seront Nobles & tenus pour tels , & jouiront de tous les privilèges dont jouissent les Nobles , pourvu que lesdits Officiers aient servi 20 ans , ou qu'ils décèdent revêtus de leursdits Offices.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, concernant les **Usurpateurs** du titre de Noblesse, du 7 Octobre 1717, enregistrée en la Cour des Aides le 11 Décembre suivant.

Le Roi ayant ordonné par sa Déclaration du 16 Janvier 1714, rendue pour la recherche de la Noblesse, que tous ceux qui se prétendroient Nobles ne seroient tenus de prouver leur possession de Noblesse que pendant 100 années complètes, à compter du jour de l'enregistrement de ladite Déclaration aux Greffes des Cours des Aides, à l'égard de ceux dont les instances étoient indécises, & pour celles qui n'étoient pas encore commencées, a été informé qu'il est survenu des contestations entre François Ferrand, chargé de ladite recherche, & plusieurs de ses Sujets qui soutiennent leur Noblesse; que ceux qui ont été déclarés Usurpateurs par des Jugemens rendus avant la Déclaration du 16 Janvier 1714, & ceux mêmes à qui l'on oppose des renonciations, s'étant depuis pourvus par appel, par opposition ou autrement, & n'ayant point fait juger leurs instances, prétendent être aujourd'hui dans le cas de ladite Déclaration & se faire maintenir dans leur Noblesse sur une possession centenaire, qui n'ayant point été paisible, & ne leur étant acquise que depuis leur condamnation, ne peut jamais avoir été l'objet de la Déclaration du 16 Janvier 1714. Et comme l'établissement d'une maxime si dangereuse renverseroit toutes sortes de regles, détruiroit des Jugemens qui ont été bien rendus,

rendroit Nobles une infinité de Roturiers, S. M. ordonne que ceux de ses Sujets qui ont été déclarés Usurpateurs par des Jugemens rendus avant le 16 Janvier 1714, & qui se feront pourvus par appel, par opposition ou autrement, ou ceux dont les auteurs ont renoncé, & ceux qui auront été maintenus dans leur Noblesse par des Jugemens contre lesquels le Poursuivant de la recherche, ou autre Particulier se seroit pourvu, seront tenus de prouver une possession centenaire, antérieure à l'assignation qui leur a été donnée.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 18 Décembre 1717.

Le Roi qui, par Arrêt de son Conseil du 1er. Mai 1717, avoit ordonné que la recherche des Usurpateurs des titres de Noblesse, pour raison seulement des procès qui ont été intentés, seroit continuée pendant ladite année, comme par le passé, à la poursuite & diligence de Mr. François Ferrand; proroge jusqu'au 1er. Juillet prochain le délai fixé par ledit Arrêt du 1er. Mai 1717.

Et ordonne que, faute par les Particuliers se prétendant Nobles, qui ont été assignés, & dont les instances sont indécises, de les mettre en état dans deux mois, ils seront condamnés comme Usurpateurs, & imposés aux Rôles des Tailles, sans que ledit Ferrand puisse intenter de nouveaux procès pour raison de ladite recherche.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, Avril 1718.

S. M. rétablit des Offices de Secrétaires de la Cour des Aides de Bordeaux ; & ne leur accorde que la qualification de Secrétaires du Parlement, & non celle de Secrétaires du Roi.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Arrêt du 7 Février 1759, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat, pour la suppression de la Commission de la recherche de la Noblesse, du 26 Juin 1718.

Le Roi qui, par Arrêt du Conseil du 18 Décembre 1717, avoit prorogé jusqu'au 1^{er}. Juillet 1718 le délai fixé par autre Arrêt du 1^{er}. Mai 1717 :

Ordonne que la Commission de la recherche de la Noblesse demeurera supprimée au 1^{er}. Juillet 1718, & que ceux qui ont été assignés comme Usurpateurs, à la requête du Préposé, tant pour représenter leurs titres devant les Commissaires-Généraux, que sur l'appel par lui interjetté des Jugemens rendus à leur profit par les sieurs Intendans & Commissaires départis pour l'exécution des ordres du Roi dans les Provinces & Généralités du Royaume, dont les instances n'ont point été jugées, demeureront, quant à leur Noblesse, en l'état où ils étoient avant ladite assignation.

Et que les Appellans des Ordonnances de condamnation desdits sieurs Commissaires départis, dont les instances n'ont point été jugées dans les délais, seront réputés Usurpateurs du titre de Noblesse, suivant lesdites Ordonnances, & imposés aux Rôles des Tailles, sans qu'aucune Cour puisse prendre connois-

sance des appellations interjettées des Ordonnances de condamnation sur le fait de la Noblesse.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, du 6 Mars 1719.

Les Notaires-Secrétaires près le Grand-Conseil jouiront des mêmes privilèges & fonctions contenus dans les Edits de création de 1635 & 1636, où les Officiers du Grand-Conseil n'avoient point la Noblesse au premier degré.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Arrêt du Conseil du 27 Février 1759, rapporté ci-après.

EDIT du Roi, qui accorde la Noblesse aux Officiers de la Cour des Monnoies de Paris, du mois de Mars 1719, enregistré en Parlement le 27 Juin audit an.

Le Roi ayant accordé par Edit du mois de Novembre 1690, à la Cour du Parlement de Paris, la Noblesse au premier chef, à l'occasion d'une création d'Officiers qui fut faite dans la-dite Cour par cet Edit ;

La même grace ayant été depuis accordée aux Officiers des Chambres des Comptes & Cours des Aides de Paris, en considération de pareilles créations faites par Edits des mois de Mars 1691, Avril & Novembre 1714, & par l'Edit du mois d'Août 1717 :

Les mêmes prérogatives, dont la concession avoit été obmise lors de la création qui fut faite de quelques Officiers du Grand-Conseil, par Edit du mois de Novembre 1690, ayant été accordées à cette Compagnie :

S. M. ordonne que le Premier-Président, les Présidens, Conseillers, Avocats & Procureurs Généraux de la Cour des Monnoies de Paris, qui sont actuellement pourvus, & qui le seront ci après, ensemble leurs veuves pendant leur viduité, & leurs enfans & descendans nés & à naître en légitime mariage, tant mâles que femelles, soient Nobles, & tenus pour tels, pourvu que lesdits Officiers aient servi 20 ans, ou qu'ils décèdent revêtus de leursdits Offices.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, 22 Mai 1719.

Attribution de la Noblesse au premier degré au Doyen des Substituts du Procureur-Général du Roi au Grand-Conseil.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Arrêt du Conseil du 27 Février 1759, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil du 24 Octobre 1719.

Le Roi ayant ordonné, par Arrêt de son Conseil du 26 Juin 1718, entr'autres choses, que ceux dont les instances n'avoient point été jugées, demeureroient, quant à leur Noblesse, en l'état où ils étoient avant lesdites assignations, & que les Appellans des Ordonnances de condamnation des sieurs Intendans, dont les instances n'avoient pas été jugées dans les délais fixés, seroient réputés Usurpateurs du titre de Noblesse, & imposés aux Rôles des Tailles; a nommé de nouveaux Commissaires & a ordonné, qu'à commencer du 1er. Janvier 1720, toutes les affaires de Noblesse qui depuis l'Arrêt du Conseil du 26 Juin 1718, ont été renvoyées à l'ancien Bureau de la Noblesse, seront

instruites à la poursuite & diligence de Lambert, pardevant les Commissaires y nommés, pour après qu'elles auront été communiquées au sieur de Caumartin de Boissy, S. M. a nommé pour Procureur - Général ladite Commission, être sur ses Conclusions fait droit aux Parties par lesdits sieurs Commissaires-Généraux, définitivement & en dernier ressort, ainsi qu'il appartiendra, suivant la Déclaration du 16 Janvier 1714, & autres Réglamens intervenus sur le fait de la recherche de la Noblesse, leur attribuant S. M. cette fin, toute Cour, Jurisdiction & connaissance, & icelles interdisant à toutes les Cours & autres Juges.

Ordonne en outre l'exécution dudit Arrêt du 26 Juin 1718, la présente Commission valable seulement pour six mois.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 11 Février 1720.

Permission à toutes personnes Nobles de recouvrer & prendre à ferme les Terres & Seigneuries appartenantes aux Princes & Princesses du Sang, sans que sous prétexte de l'exploitation desdites Fermes, tant pour le passé que pour l'avenir, lesdits Nobles puissent être inquiétés ni recherchés pour cause de dérogeance à leur Noblesse & Privilège.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT, Septembre 1720.

Le Roi, par Edit de 1705, avoit maintenu les Officiers du Bureau des Finances de Paris

Membre

Membres de la Chambre des Comptes & de la Cour des Aides dans la Noblesse au premier degré ; mais ces Officiers ayant été nommément compris dans la révocation de plusieurs anoblissemens , portée par l'Edit d'Août 1715 , & cette décision leur portant préjudice , S. M. maintient & conserve les Présidens , Trésoriers de France , Avocat & Procureur du Roi , & Greffier en chef au Bureau des Finances & Chambre du Domaine de Paris , lesquels ne seroient pas issus de noble race , ensemble leurs veuves pendant leur viduité , & leurs enfans & descendans nés & à naître en légitime mariage , tant mâles que femelles , même les veuves & enfans décedés depuis ladite révocation , dans le privilège de Noblesse au premier degré , tel qu'en jouissent les Officiers de la Chambre des Comptes & de la Cour des Aides , & ainsi que les Officiers dudit Bureau des Finances avoient droit d'en jouir avant la susdite révocation.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 724.

ARREST du Conseil d'Etat , du 28 Juin 1720.

S. M. proroge la Commission de la recherche de la Noblesse jusqu'au 1er. Avril 1721.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 21 Juillet 1722 , rapporté ci-après.

ARREST du Conseil , du 29 Novembre 1720.

S. M. proroge jusqu'au 1er. Avril suivant le temps prescrit par l'Arrêt du 28 Juin 1720 , pour le Jugement des affaires de Noblesse qui

étoient en instance devant les Commissaires-Généraux , nommés par l'Arrêt du Conseil du 24 Octobre 1719.

Et faite par les Particuliers de les avoir fait juger pendant le temps fixé , ils demeureront déchus de toutes prétentions de se pourvoir contre les Jugemens qui auront été ci-devant rendus contre eux pour raison de leur Noblesse.

Cet Arrêt est imprimé.

Mai 1721 & Juillet 1727.

MÉMOIRE de ce qu'il est nécessaire de faire pour être reçu Page du Roi dans la grande Ecurie.

Il faut que la famille du Gentilhomme que l'on desire de faire élever Page du Roi dans la grande Ecurie , demande ou fasse demander une place à Son Altesse Monseigneur le Prince Charles de Lorraine , Pair & Grand-Ecuyer de France , & le fasse inscrire en même temps sur la liste qu'en dresse tous les ans le Gouverneur , lequel en rend compte à Son Altesse & instruit le Gentilhomme de tout ce qu'il a à faire pour son entrée & pour la réception.

Pour être admis au nombre des Pages que S. M. fait élever dans la grande Ecurie , il faut être d'une Noblesse ancienne & Militaire , au moins depuis l'an 1550 , conformément à l'intention du Roi , expliquée précisément , & contenue dans l'ordre qui est ci-après joint à ce Mémoire.

Celui qui sera agréé pour y être reçu , doit représenter en original à M. d'Hozier , Juge-

Général d'Armes de France, Chevalier de l'Ordre du Roi, son Conseiller-Maître Ordinaire en la Chambre des Comptes de Paris, Généalogiste de la Maison & des Ecuries de S. M. & de celle de la Reine, les titres qui établissent la preuve de son ancienne Noblesse, afin que, sur l'examen qu'il en fera, il donne au Roi son certificat de leur validité, sur lequel certificat, qui sera présenté à Monseigneur le Grand-Ecuyer, & remis ensuite au Gouverneur des Pages; le Gouverneur donnera les ordres nécessaires pour faire fournir la livrée au Gentilhomme agréé.

Les titres de Noblesse qu'il faudra produire, & sur lesquels M. d'Hozier vérifiera d'abord, dressera ensuite & certifiera au Roi & à Son Altesse Monseigneur le Grand-Ecuyer, la preuve du Gentilhomme agréé pour être Page de S. M., doivent être :

Son Extrait baptismaire légalisé, avec les Contrats de mariage de ses père, ayeul, bisayeul, trisayeul, quatrième ayeul, & même de son cinquième ayeul, en cas que celui du quatrième ayeul ne remonte pas au terme de l'année 1550.

Il est nécessaire que le Gentilhomme joigne à chacun de ces Contrats de mariage deux autres actes, comme testamens, créations de tutelles, Gardes nobles, Partages, Transactions, Sentences, Lettres Royaux, Hommages, Aveux, Contrats d'acquisitions, de ventes ou d'échanges, Procès-verbaux de Noblesse, pour être reçu dans l'Ordre de Malte; ou dans d'au-

tres Chapitres nobles , Provisions de Charges , Commissions , &c.

Il faut encore y ajouter les Arrêts , les Ordonnances ou les Jugemens rendus sur la Noblesse dont on a fait la preuve , soit par le Conseil d'Etat , par les Commissaires du Conseil & par les Cours des Aides , soit par les Intendans des Provinces , pendant les dernieres recherches , afin que celle du Gentilhomme agréé , & sa filiation directe paternelle soit incontestablement établie sur chacun des degrés de la preuve à faire , sans aucun anoblissement , relief de Noblesse , ou privilège attributif de Noblesse , depuis l'année 1550.

Il faut aussi que les actes que l'on demande soient tous en original ; & en cas que les originaux ou premieres grosses se trouvent perdues , on pourra y suppléer par de secondes grosses délivrées par les Notaires , propriétaires des minutes , en observant que les Notaires le déclareront au bas de l'acte délivré , & que leurs signatures seront légalisées par le principal Officier de la Justice d'où ressortit le lieu du domicile des Notaires.

Le Gentilhomme agréé aura soin encore de fournir les blazons bien expliqués & figurés des armes de sa famille & de celles de sa mere , de son ayeule , de sa bisayeule , de sa trisayeule , de sa quatrième ayeule , &c. du côté paternel seulement.

C'est au renouvellement de la livrée que les Pages entrent ordinairement ; on ne les reçoit pas qu'ils n'aient environ quinze ans , qu'ils

ne soient bien faits , & connus pour être de bonnes mœurs.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 724.

ARREST du Conseil du 21 Juillet 1722.

S. M. ordonne , qu'à commencer du 1er, Août prochain , toutes les instances & affaires restées indécises au Bureau établi par l'Arrêt du 24 Octobre 1719 , pour la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse , ensemble celles qui y ont été ou pourront être ci-après renvoyées , continueront d'être instruites , à la poursuite & diligence de Me. Lambert , par-devant les sieurs Bignon de Blanzay , le Pelletier des Forts , Rouillé du Coudray , de Vaubourg & de Courson , Conseillers d'Etat & Intendans des Finances , & les sieurs de la Vigerie , Pajot , Bignon d'Argençon , Angran , Parisot & de Villayer , Maîtres des Requêtes , qu'elle a commis à cet effet , pour , après qu'elles auront été communiquées au sieur le Fevre de Caumartin , Maître des Requêtes , qu'elle a nommé pour Procureur-Général de ladite Commission , au lieu & place de défunt sieur de Caumartin de Boissy , être , sur ses Conclusions , fait droit aux Parties par lesdits sieurs Commissaires , définitivement & en dernier ressort , ainsi qu'il appartiendra , suivant la Déclaration du 16 Janvier 1714 , & autres Réglemens intervenus sur le fait de la recherche de la Noblesse.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi , du 27 Septembre

1723, pour le paiement du droit de confirmation , à cause de l'Avénement du Roi à la Couronne.

Le droit de confirmation des Offices , des Privilèges accordés , soit à des Particuliers , soit aux Communautés des Villes , Bourgs & Bourgades du Royaume , aux Corps des Marchands , Arts & Métiers où il y a Jurande , Maîtrise & Privilège , Hôteliers & Cabaretiers étant un des plus anciens droits de la Couronne,

S. M. ordonne que tous les Officiers de Judicature , Police & Finance & autres , de quelque nature qu'ils soient , toutes les Communautés des Villes , Fauxbourgs , Bourgs & Bourgades , les Communautés & les Particuliers qui jouissent des droits de Communes , de Chauffage , de Pacage , de Foires & Marchés , & autres droits & privilèges , les Communautés des Marchands où il y a Jurande & Maîtrise , les Communautés des Arts & Métiers , ensemble des Privilégiés , les Hôteliers & Cabaretiers du Royaume , Pays , Terres & Seigneuries de son obéissance , soient confirmés dans ces Privilèges , à la charge par eux de payer la finance qu'ils doivent , suivant les Rôles qui en seront arrêtés au Conseil.

N'entend S. M. comprendre en la présente Déclaration les Présidens & Conseillers des Cours Supérieures du Royaume , les Maîtres , Correcteurs & Auditeurs des Chambres des Comptes , les Procureurs & Avocats du Roi dans lesdites Cours , ensemble leurs Substituts , les Greffiers en chef , & les Premiers Huissiers

lesdites Cours , sans que les Compagnies qui prétendent devoir jouir des mêmes droits que lesdites Cours Supérieures , puissent être comprises dans ladite exception qui n'aura lieu que pour les Parlemens , Grand-Conseil , Chambre des Comptes , Cours des Aides & Cours des Monnoies.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 30 Septembre 1723.

A R T. V.

Ceux qui ont obtenu des Lettres de Noblesse ou de rétablissement depuis l'année 1643, ou qui jouissent du privilège de Noblesse , à cause des Mairies , Prévôtés des Marchands , Echevinages , ou Offices de Capitouls ou Jurats des Villes , soit pour avoir été par eux possédés , soit par leurs ancêtres , depuis l'année 1643 jusqu'au décès du feu Roi , seront compris dans les Rôles qui seront arrêtés au Conseil sur le pied de 2000 liv. chacun ; & faute par eux d'avoir payé ladite taxe dans trois mois , ils ne pourront prendre dans aucuns actes la qualité d'Ecuyers , ni jouir des privilèges de Noblesse , à peine d'être poursuivis comme faux-Nobles.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 2 Mai 1730 , rapporté ci-après.

ARREST du Conseil , 4 Janvier 1724.

S. M. , en interprétant une clause insérée dans les Lettres de confirmation de Privilège obtenues par les Maires , Echevins , Pairs ,

Bourgeois & Habitans de la ville de Poitiers ; au mois de Décembre 1718 , ordonne que ceux desdits Bourgeois & Habitans , propriétaires des Fiefs , qui avoient contribué aux abonnemens ordonnés par l'Arrêt du Conseil du 25 Juillet 1693 , jouiroient de l'exemption des Francs Fiefs pendant vingt ans.

Armorial de France , Registre premier , seconde partie , p. 725.

EDIT du Roi , du mois de Juillet 1724.

Suppression de cent Offices de Conseillers-Secretaires du Roi , Maison , Couronne de France & de ses Finances , réduits par ce moyen à deux cens quarante , conformément à l'Edit du mois d'Avril 1672 , au lieu de trois cens quarante , dont la Compagnie étoit composée avant cette suppression , avec révocation de la Noblesse au premier degré , accordée aux Secretaires du Roi & autres Officiers des Chancelleries près des Cours & Conseils supérieurs & provinciaux , & aux Gardes-Scels des Chancelleries Présidiales.

Lesdits Offices qui auront été exercés successivement pendant soixante années sans interruption , donneront la Noblesse aux Titulaires qui la transmettront à leur postérité ; & les Titulaires desdits Offices des Chancelleries , près des Cours & Conseils supérieurs & provinciaux , & Gardes-Scels des Chancelleries Présidiales , jouiront eux & leurs successeurs auxdits Offices des Privilèges dont jouissent les Nobles , tant qu'ils seront revêtus de ces mêmes Offices.

Cet Edit est énoncé dans celui de Décembre 1727, rapporté ci-après.

EDIT du Roi, Juillet 1724, enregistré en Parlement.

Pour marquer à ses Conseillers-Secretaires l'estime & la satisfaction que mérite de sa part le zele qui les a distingués en toute occasion, & les preuves qu'ils continuent de donner de leur attachement à son service. S. M. veut que lesdits Conseillers-Secretaires soient & demeurent maintenus & confirmés en tous les Droits, Avantages, Immunités, Privilèges, Exemptions & Prérogatives qui leur ont été accordés, ou dans lesquels ils ont été confirmés par Elle & par les Rois ses prédécesseurs, pour en jouir conformément aux Edits, Déclarations, Lettres-Patentes & Arrêts rendus en leur faveur, & notamment aux Edits des mois de Novembre 1482, Février 1484, Avril 1672, Mars 1704 & Juin 1715, & à la Déclaration du 24 Octobre 1643.

Cet Edit est imprimé.

EDIT, Septembre 1724.

Suppression de la Compagnie des cent Gentilshommes de la Maison du Roi, & cependant S. M. veut que ceux qui étoient pourvus lors de cette suppression, jouissent pendant leur vie, ensemble leurs veuves pendant leur viduité, des Privilèges dont ils avoient joui précédemment.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 726.

ARREST du Conseil, du 15 Août 1724.

Commissaires nommés par le Roi , pour l'exécution de l'Edit du mois de Juillet de la même année , par lequel S. M. avoit supprimé cent Offices de ses Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France & de ses Finances, & par lequel il avoit été ordonné que ladite suppression auroit lieu pour les Offices qui étoient alors vacans, ensuite pour les Offices des derniers pourvus, à l'exception de ceux qui, par les Charges dont ils se trouvoient revêtus, étoient obligés d'avoir des Offices de Conseillers-Secrétaires, & de ceux qui avoient la Noblesse, indépendamment de leurs Offices; & S. M. interprétant ledit Edit, ordonne que les Secrétaires du Roi, qui se prétendoient dans le cas des exceptions, seroient tenus dans la quinzaine pour tout délai, (à compter de la publication dudit Arrêt,) de justifier de leur Noblesse, d'en remettre les titres au Greffe de la Commission, & de payer la somme de 10000 liv. que chaque Secrétaire devoit contribuer, pour, ladite somme, être constituée en rente sur la Compagnie, & employée au remboursement des cent Offices supprimés par ledit Edit, à faute de quoi lesdits Secrétaires qui se prétendoient, à cause de leur Noblesse, dans le cas de l'exception, en demeureroient déchus.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 726.

REGLEMENT de 1725.

Les Places de Pages des Ecuries de la Reine, sont à la nomination du premier

cuyer de S. M., & ils sont tenus de faire
s mêmes preuves de Noblesse que les Pages
u Roi.

*Armorial de France, Registre premier, se-
conde Partie, p. 726.*

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du pre-
mier Juillet 1725.

A R T. V.

Ceux qui ont obtenu des Lettres de No-
blesse ou de rétablissement, ou qui jouissent
du Privilège de Noblesse à cause des Maires,
&c. depuis l'année 1643, payeront 2000 li-
vres, &c,

*Cet Arrêt est énoncé dans celui du 2 Mai
1730, rapporté ci-après.*

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 10
Juillet 1725.

Permission de faire insinuer jusqu'au der-
nier Décembre 1725, les Lettres de Noblesse,
Légitimation, Naturalité, Erections de Ro-
ture en Fiefs, Erections de Marquisats, Com-
tés, Baronnie & autres Dignités, Concessions
de Justices, Foires & Marchés, dont l'enre-
gistrement a déjà été fait dans les Cours de
Parlement, Chambres des Comptes & autres
Juridictions, sans qu'elles fussent insinuées,
en payant par les Impétrans, Greffiers & au-
tres, les droits fixés par le tarif du 26 Sep-
tembre 1722.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 14
Mai 1726.

Les Présidens, Trésoriers de France, Chevalier d'Honneur, Procureurs & Avocats du Roi, Greffier en Chef & premiers Huissiers du Bureau des Finances des Généralités de Soissons, Amiens, Châlons, Orléans, Tours, Bourges, Moulins, Riom, Lyon, Poitiers, Limoges, La Rochelle, Bordeaux, Montauban, Rouen, Caen, Alençon, Grenoble, Dijon, Toulouse, Montpellier, Aix, Metz & Lille, leurs veuves & Vétérans, seront reçus opposans aux articles des rôles, dans lesquels ils ont été compris pour raison du Droit de confirmation, en exécution de la Déclaration du 27 Septembre 1723, à cause de l'avènement de S. M. à la Couronne.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 30 Juin 1726.

Les Particuliers dont les instances ont été instruites au Bureau de la Noblesse avant l'Arrêt du 26 Juin 1718, feront leurs diligences pour les faire juger.

Cet Arrêt est énoncé dans celui du 8 Septembre 1726, rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, concernant la Noblesse, du 8 Septembre 1726.

Prorogation jusqu'au premier Avril 1727, du délai porté par l'Arrêt du 30 Juin précédent, qui avoit ordonné que les Particuliers, dont les instances ont été instruites au Bureau de la Noblesse avant l'Arrêt du 26 Juin 1718, & sont restées indéçises, feront leurs diligences pour les faire juger dans deux mois.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST, 27 Avril 1727.

Le Roi voulant protéger le Commerce de ses Sujets, ordonne que les Edits des mois l'Août 1669, & Décembre 1701, concernant le Commerce de mer & le Commerce en gros, seront exécutés; & en interprétant l'Arrêt du Conseil du 11 Janvier 1724, Elle déclare n'avoir entendu par ledit Arrêt, que ceux qui feroient le Commerce de mer ou le Commerce en gros, pussent être réputés faire acte dérogeant à leur Noblesse, & à leurs Privilèges.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 727.

EDIT du Roi, Octobre 1727.

Conformément à l'Edit du mois d'Avril 1672, les Greffiers en Chef, Civils & Criminels des Cours de Paris, même les Greffiers des Conseils du Roi & du grand Conseil, ont tenu de se faire pourvoir dans trois mois de l'un des Offices de Conseiller-Secrétaire du Roi, Maison, Couronne de France, & de ses Finances.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 727.

EDIT du Roi, du mois d'Octobre 1727, enregistré en Parlement, le 12 Décembre audit an, portant rétablissement de soixante Offices de Secretaires du Roi, des cens supprimés en 1724.

S. M. ordonne que la suppression de cent Offices de Secretaires du Roi, Maison, Cou-

ronne de France & de ses Finances, qui a été faite par l'Edit du mois de Juillet 1724, sera réduite à quarante; à l'effet de quoi Elle en rétablit soixante, pour faire avec les deux cens quarante qui avoient été réservés par l'Edit du mois de Juillet 1724, le nombre de trois cens, dont la Compagnie sera à l'avenir composée; & il sera arrêté au Conseil deux Etats, l'un des noms des soixante qu'Elle rétablit, & l'autre des quarante qui resteront supprimés.

Que le temps de leur service qui a précédé ladite suppression, & celui qui s'est écoulé depuis jusqu'à la nouvelle réception de ceux qui sont rentrés, & au rétablissement des soixante, leur soit compté sur les vingt années de service nécessaires pour obtenir des Lettres d'Honneur.

Veut en outre que les Veuves, Enfans & Descendans de ceux desdits Conseillers-Secrétaires, qui sont décédés depuis l'Edit du mois de Juillet 1724, & dont les Charges supprimées par ledit Edit, se trouveront du nombre des rétablis, suivant l'état qui en sera arrêté au Conseil, jouissent des Privilèges de la Noblesse, & de tous les avantages dont jouissent & ont droit de jouir les Veuves, Enfans & Descendans des Conseillers-Secrétaires, décédés revêtus de leurs Offices, sans que l'interruption causée par ladite suppression puisse nuire ni préjudicier.

Et pour marquer auxdits Conseillers-Secrétaires la satisfaction qu'Elle a de leur zèle,

S. M. les maintient dans tous les Droits & avantages, Immunités, Privilèges, Exemptions & Prérogatives qui leur ont été accordés, ou dans lesquels ils ont été confirmés par elle ou les Rois ses prédécesseurs, pour en jouir conformément aux Edits, Déclarations, Lettres-Parentes & Arrêts rendus en leur faveur, & notamment aux Edits du mois de Novembre 1482, Février 1484, Avril 1672, Mars 1704 & Juin 1715, & à la Déclaration du 24 Octobre 1643.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, concernant les Secretaires du Roi, près les Cours & Chancelleries Prévôtiâles, du mois de Décembre 1727, enregistré en Parlement le 30 Janvier 1728.

S. M. rétablit les Conseillers Gardes-des-Sceaux, Conseillers-Secretaires, Maison, Couronne de France, Audienciers, Conseillers-Secretaires, Maison, Couronne de France, Contrôleurs, Conseillers-Secretaires, Maison, Couronne de France, créés par Edit du mois de Juin 1715, dans chacune des Chancelleries établies près les Cours, Conseils supérieurs & provinciaux du Royaume, ensemble les Payeurs des Gages des Officiers desdites Chancelleries, lesdits Payeurs créés par Edit du mois de Novembre 1707, dans le Privilège de la Noblesse au premier degré.

Veut que les vingt années nécessaires à chacun desdits Officiers, pour obtenir des Lettres d'Honneur & de Vétérance, leur soient comptées du jour de leur réception, & qu'ils jouis-

sent eux , leurs Veuves & Enfans , nés & à naître en légitime mariage , de tous les Privilèges , Avantages , Droits & Prérrogatives à eux attribués par les Rois ses prédécesseurs & Elle , & notamment par l'Edit du mois de Juin 1715 , ainsi & de la même manière qu'ils en jouissoient , & avoient droit d'en jouir avant l'Edit du mois de Juillet 1724 , auquel elle a dérogé.

Veut aussi que les Veuves , Enfans & Descendans de ceux desdits Officiers qui sont décédés depuis l'Edit du mois de Juillet 1724 , jouissent des mêmes Privilèges de la Noblesse , & de tous les autres Privilèges , Droits , Prérrogatives , & Avantages dont ils avoient droit de jouir avant ledit Edit , sans que l'interruption causée par la révocation portée par icelui , leur puisse nuire , préjudicier , ni leur être opposée , les en ayant relevés , en tant que de besoin.

Ordonne S. M. qu'il lui sera payé par lesdits Officiers des Chancelleries , près les Cours & Conseils supérieurs & provinciaux , leurs héritiers ou ayans cause , propriétaires desdits Offices , suivant leurs offres & les rôles qui en seront arrêtés au Conseil , & sur les quittances du Trésorier des revenus casuels la somme de 1,680,000 liv. par forme d'augmentation de finance sans aucuns nouveaux gages ; que faute par chacun desdits Officiers de payer sa cote-part dans les termes fixés , celui qui payera en son lieu & place , jouira du bénéfice de la différence du denier 50 au denier 30.

Que ceux qui n'auront pas satisfait au paiement de leur cote-part de la finance en entier desdits 1,680,000 l. en trois paiemens égaux, de trois en trois mois, demeurent déchus de l'effet du présent Edit.

Et qu'il ne sera à l'avenir expédié aucunes Lettres de Vétérance, ni Provisions pour lesdits Offices, qu'en rapportant par les Impétrans la quittance du paiement de leur cote-part desdits 1,680,000 liv.

Supprime tous les Offices de Conseillers-Garde-Scels, de Conseillers-Secretaires-Audienciers, Conseillers-Secretaires Contrôleurs, & Conseillers-Secretaires, créés par l'Edit du mois de Juin 1715, dans chacune des Chancelleries Présidiales du Royaume.

Veut que les Pourvus desdits Offices soient tenus de représenter leurs quittances de finance, provisions & autres titres de propriété pardevant les Commissaires du Conseil à ce députés, à l'effet d'être par eux procédé à la liquidation de la finance desdits Offices supprimés.

Au moyen de laquelle suppression, S. M. ordonne que les fonctions du sceau dans lesdites Chancelleries Présidiales soient faites à l'avenir; savoir, par le Garde-du Sceau, par le Doyen des Conseillers de chaque Présidial, ou par telle autre personne y commise par le Chevalier Garde-des-Sceaux de France; & à l'égard des fonctions d'Audienciers, de Contrôleurs & de Secretaires, par les Greffiers des Appaux des Présidiaux, en l'absence des Con-

seillers Secretaires des Chancelleries près le
Cours, conformément aux Edits des mois de
Décembre 1557 & Février 1575.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 11
Mai 1728.

Sur la Requête présentée au Roi par le
sieur Clairambault, Généalogiste de ses Or-
dres, contenant qu'il a été chargé par Arrêt
du Conseil des 10 Avril & 12 Juin 1683, de
rassembler tous les jugemens de confirmation
& de condamnation de Noblesse, rendus par
les sieurs Commissaires Généraux, & par les
sieurs Commissaires départis à cet effet dans
les Provinces : ensemble les Inventaires de
productions, Armes, Généalogies & autres
pièces concernant le même fait, afin de par-
venir à faire le Catalogue général de la No-
blesse du Royaume, ordonné par la Déclar-
tion du 8 Février 1661, & par plusieurs Arrêts
du Conseil, particulièrement par celui du 21
Mars 1666, & plusieurs autres depuis rendus
en conséquence, & ledit Catalogue être déposé
dans la Bibliothèque du Roi, & envoyé dans
les Bailliages & autres Juridictions, & que
par Arrêt du 5 Mai 1699, l'exécution de ceux de
1683 auroit encore été ordonnée, & en outre
qu'il délivreroit des expéditions desdits juge-
mens, qu'il a mis en ordre tout ce qu'il a pu
rassembler :

S. M. ordonne que le sieur Nicolas-Pascal
Clairambault, Généalogiste des Ordres en
survivance, conjointement & concurremment

avec ledit sieur Pierre Clairambault son oncle, continuera de rassembler lesdits jugemens & papiers, & délivrera des expéditions des jugemens de maintenue de Noblesse, condamnations ou autres actes, dont le sieur Clairambault son oncle a été chargé par lesdits Arrêts, auxquels S. M. veut qu'il soit ajouté foi dans toutes les instances où elles seront produites.

Cet Arrêt est imprimé.

ORDONNANCE du Vice-Légat d'Avignon,
4 Février 1729.

Défenses à toutes personnes, tant de la ville que des autres villes & lieux du Comtat d'Avignon, de s'arroger ni prendre le titre & qualité de Noble dans aucuns actes ni écritures, soit privés ou publics, si elles ne sont véritablement nobles, à peine de cinq cens écus d'amende pour la première fois, & de mille écus pour la seconde.

Cette Ordonnance est imprimée.

Juin 1729.

MÉMOIRE pour la petite Ecurie.

Il faut l'extrait baptistaire du Gentilhomme qui se présente, & que cet extrait baptistaire soit légalisé.

Et pour prouver indispensablement, & établir les degrés de sa filiation, qui doivent remonter au moins jusqu'à son quatrième ayeul, & jusqu'en l'an 1550, sans aucun anoblissement, relief de Noblesse ou Privilege attributif de Noblesse, depuis ladite année 1550. Il faut qu'à chacun des contrats de mariage

de ces degrés, il joigne nécessairement d'autres Actes, comme Testamens, Créations de Tutelles, Garde-Nobles, Partages, Transactions, Arrêts, Sentences, Lettres de Chancellerie, Hommages, Aveux, Contrats d'acquisitions, de ventes ou d'échanges, Brevets, Provisions, ou Lettres de retenues de Charges, Commissions, Procès-verbaux de preuves dans l'Ordre de Malthe, &c. afin que les filiations & les qualifications soient suffisamment justifiées dans chacun des degrés qui faut prouver.

Il faut que ceux de ces titres qu'on produira, soient tous en original & authentiques; car on n'admettra aucune copie collationnée dans quelque forme qu'elle puisse être.

Il faut de plus, le Blazon des Armes de la famille du Gentilhomme qui se présente, & que ses armoiries soient bien figurées & peintes en couleur, afin qu'on ne s'y trompe pas en les expliquant, & l'on donnera encore, autant qu'on le pourra, les Blazons des Armes de la Mere, de l'Ayeule, de la Bisayeule, & de la Trisayeule, du même côté paternel & au-delà même, si on le peut savoir, afin de rendre la preuve plus exacte & plus complete.

A tout cela, il faudra ajouter les Arrêts, les Ordonnances ou les Jugemens de maintenue de Noblesse qui auront été rendus, tant par les Cours des Aides que par les Intendans, les Commissaires du Conseil ou le Conseil, pendant le cours de la recherche générale des Nobles du Royaume, commencée l'an 1660,

afin d'appuyer par ces témoignages la vérité & la validité des pieces qu'on emploiera pour justifier que le Gentilhomme qui se présente pour être Page de S. M., est incontestablement d'une Noblesse, dont la possession ne sauroit être révoquée en doute.

Armorial de France, Registre 1er. seconde Partie, p. 728.

DÉCLARATION du Roi, qui renvoye aux Cour des Aides les instances indéçises, concernant l'usurpation du titre de Noblesse, du 8 Octobre 1729, registrée en la Cour des Aides le 27 dudit mois.

Le Roi, par ses Déclarations des 8 Février 1661, 22 Mars 1666 & 20 Janvier 1668, avoit ordonné une recherche exacte de tous les faux Nobles, pour empêcher un mélange aussi contraire à l'honneur de la vraie noblesse, que préjudiciable à ceux qui n'en ont pas le caractère; & cette recherche ayant cessé au mois de Janvier 1674, S. M. a ordonné par sa Déclaration du 4 Septembre 1696 qu'il en seroit fait une nouvelle qui a été générale dans toutes les provinces du Royaume, & qui a eu l'effet qu'on s'en étoit promis, les Sujets taillables ayant reçu un soulagement considérable dans leurs impositions, par les Jugemens de condamnation qui ont été rendus contre un grand nombre d'Usurpateurs, & qui ont donné lieu de les comprendre dans les rôles dont ils s'étoient injustement soustraits depuis l'avènement de Sa Majesté à la Couronne.

Sa Majesté ordonne que la recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse ordonnée par la Déclaration du 4 Septembre 1696 , soit & demeure finie à compter du premier Avril 1727 ; & pour faire droit sur toutes les instances qui étoient indéçises audit jour par-devant les Commissaires du Conseil , renvoie lescdites instances aux Cours des Aides , dans le ressort desquelles les Parties ont leur domicile.

Veut qu'à l'avenir toutes les contestations concernant l'usurpation du titre de Noblesse , qui surviendront à l'occasion de la levée des tailles ou autres impositions , soient portées auxdites Cours des Aides , chacun dans son ressort , sans qu'elles puissent prendre connoissance d'aucune des contestations qui ont été jugées dans les deux dernières recherches , soit par des Ordonnances des Commissaires départis dans les Provinces du Royaume pour l'exécution de ses ordres , soit par des jugemens des Commissaires du Conseil , ou par des Arrêts rendu audit Conseil ; *mais seront tenus lescdites Cours des Aides* , de renvoyer pardevant S. M. les contestations de ce genre qui auront été portées ou renouvelées devant elles , & ce , quand même les Parties intéressées n'auroient ni interjeté appel desdites Ordonnances ni formé opposition à l'exécution desdits Jugemens ou Arrêts. N'entendant néanmoins S. M. empêcher que ses Cours de Parlement , & les Juges ordinaires qui leur sont subordonnés ,

ne prennent connoissance, ainsi qu'ils ont fait par le passé, des questions de Noblesse incidentes aux matieres & contestations qui sont de leur compétence.

Cette Déclaration est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 2 Mai 1730.

Tous ceux qui jouissent de la Noblesse, en conséquence de Lettres obtenues, soit qu'elles soient d'annoblissement, maintenue, confirmation, rétablissement ou réhabilitation, ou par Mairies, Prévôtés des Marchands, Echevinages ou Capitoulats, depuis 1643 jusqu'au 1^{er}. Septembre 1715, seront tenus de payer dans trois mois, à compter de la date du présent Arrêt, la somme de 2000 liv. & les 2 sols pour livre, pour le droit de confirmation dû à S. M., à cause de son Avénement à la Couronne; faute duquel paiement, ils seront déchus de la Noblesse & des privilèges y attachés, & compris dans les Roles des Impositions, comme Roturiers.

Cet Arrêt est imprimé.

ORDONNANCE de François, Duc de Lorraine, 19 Décembre 1730.

Tous ceux qui auront obtenu des Lettres de Noblesse, de réhabilitation & de confirmation de Noblesse depuis l'année 1697, seront tenus de représenter dans un mois au Greffe de la Cour les titres de leur Concession; & si dans le cours du mois suivant, ils n'ont pas obtenu la confirmation de leurs Privilèges, ils demeureront privés & déchus, & seront in-

posés comme Roturiers à toutes les charges publiques sans distinction.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION , 20 Février 1731.

Les Substituts du Procureur-Général du Roi en la Cour des Comptes, Aides & Finances du Comté de Bourgogne , séante à Dôle , quoique non compris dans la Déclaration du 28 Mai 1706 , jouiront de la portion colonique , ainsi qu'en jouissent les Substituts du Procureur-Général du Parlement de Besançon.

Armorial de France , Regist. 1er. seconde Partie , p. 729.

ARREST du Conseil d'Etat de François , Duc de Lorraine , du 27 Février 1731.

Le Duc François de Lorraine proroge d'un mois le délai de deux mois porté par son Ordonnance du 19 Décembre 1730 ; & en conséquence , surfit pendant ce temps aux peines de déchéance prononcées contre les Défaillans.

Cet Arrêt est imprimé.

ORDONNANCE de François , Duc de Lorraine , 18 Mai 1731.

Défenses à tous ceux qui n'auroient point rempli les devoirs qu'il a prescrits , concernant les Lettres de Noblesse , de s'attribuer aucun titre de Noblesse ou d'Ecuyer , sous peine de 2000 liv. d'amende , & d'être déchus du privilège de Noblesse , & déclarés incapables de posséder aucuns Fiefs ni Biens nobles.

Cette Ordonnance est imprimée.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi , du 18 Mars 1732.

S. M. accepte les offres qui lui ont été faites par les Prévôts des Marchands & Echevins de la Ville de Lyon, de la somme de 200,000 liv.; au moyen de quoi, les Anoblis par l'Echevinage de ladite Ville, depuis l'année 1643 jusques & compris l'année 1715, demeurent déchargés du paiement des sommes à eux demandées pour la confirmation de leur Noblesse, en exécution de la Déclaration du 27 Septembre 1723, & Arrêts du Conseil des 5^e Juin & 1^{er} Juillet 1725, & 2 Mai 1723. Cet Arrêt, signé D'AGUESSEAU, CHAUVELIN & ORRY, est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 30 Mai 1733.

Règlement pour l'Election des Citoyens Nobles & Immatriculés de la Ville de Perpignan.

Cet Arrêt est énoncé dans l'Arrêt du Conseil du 22 Décembre 1785, qui fixe le droit de marc d'or de Noblesse, rapporté ci-après.

RÈGLEMENT signé par le Roi, 18 Septembre 1734.

Les places de Pages de la Chambre du Roi sont à la nomination des 4 Premiers Gentilshommes de la Chambre de S. M., chacun dans son année.

Pour être admis au nombre de ces Pages, il faut prouver sa Noblesse dès l'an 1550, par titres originaux qui établissent une filiation paternelle, suivie depuis le présent jusqu'à cette époque, sans aucun anoblissement, re-

lies ou privilège attributif de Noblesse, depuis ladite année 1550.

On entend par titres originaux les premières grosses des actes passés devant Notaires & les premières expéditions des actes faits en Justice. Or, comme par les dérangemens assez ordinaires dans les familles, ces premières grosses ou expéditions ne se trouvent pas toujours, on admet comme titres originaux les secondes grosses ou expéditions délivrées, soit par les Notaires, soit par les Greffiers, propriétaires des minutes; & dans ces derniers cas, il faut faire attester les signatures par le principal Officier de la Justice, d'est ce que l'on appelle *légaliser*; mais avant tout, il est bon de consulter M. d'Hozier, Juge-Général d'Armes de France, Généalogiste de la Chambre du Roi, sur les titres qui sont nécessaires pour faire les preuves complètes, & de tels que le Roi les lui a prescrites.

Armorial de France, Registre premier, seconde Partie, p. 729.

RÈGLEMENT pour les Demeiselles de Saint-Cyr, 1736.

Aucune Demeiselle ne peut être admise dans la Maison Royale de St. Louis, fondée par le Roi à St. Cyr, dans le parc de Versailles, avant l'âge de sept ans, & après celui de douze ans.

Il faut que la Demeiselle justifie une possession de Noblesse, au moins de 140 ans consécutifs, sans aucun anoblissement, relief ou privilège de Noblesse.

Les titres de Noblesse seront remis entre les mains de M. d'Hozier, Juge-Général d'Armes de France, Chevalier de l'Ordre du Roi, Conseiller en ses Conseils, Maître Ordinaire en la Chambre des Comptes de Paris, & Généalogiste de la Maison, de la Chambre & des Ecuries de S. M. & de celles de la Reine. Ces titres doivent être originaux, sans aucune copie collationnée. On entend par titres originaux les premières grosses des actes reçus par les Notaires, ou délivrées par les Greffiers, & à leur défaut, des secondes expéditions délivrées par les Notaires & Greffiers, des minutes, & légalisées par le principal Officier de la Justice : la légalisation est un acte qui atteste la signature du Notaire ou du Greffier qui délivre.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, page 730.

ARRÊT du Conseil d'Etat, 24 Janvier 1736.

Les redevables du droit de confirmation qui prétendront avoir des moyens de décharge ou de modération, adresseront à l'avenir au sieur Contrôleur Général des Finances, leurs Pièces & Mémoires pour y être fait droit en la manière accoutumée.

Cet Arrêt est imprimé,

DÉCLARATION, 26 Juin 1736, enregistré le 28 Août de ladite année.

ARTICLE PREMIER.

Aucuns Membres des trois Ordres ne pourront avoir entrée & séance dans l'Assemblée

des Etats de Bretagne, avant l'âge de 25 ans accomplis.

A R T. I I.

N'auront entrée & séance dans l'Ordre de la Noblesse que ceux qui auront au moins 100 ans de Noblesse & de Gouvernement noble non contesté, & dont l'ayeul & le pere auront partagé, ou auront été en droit de partager noblement ; à peine contre les contrevenans d'être exclus de l'Assemblée, & leurs noms rayés sur les registres.

A R T. I V.

Les Gentilshommes, Intéressés ou Commis dans les Fermes de la Province, ne pourront avoir entrée dans lesdits Etats, tant qu'ils seront Intéressés ou Employés dans lesdites Fermes ; & à l'égard de ceux qui useront de bourse commune & feront trafic de marchandise ou autre commerce que celui de la Mer, ils ne pourront avoir entrée & séance aux Etats dans l'Ordre de la Noblesse, qu'après qu'ils auront déclaré devant le Juge Royal de leur domicile, qu'ils veulent reprendre l'exercice & le privilège de leur Noblesse, conformément à l'article 561 de la Coutume de Bretagne.

Armorial de France, Regist. 1er. seconde Partie, p. 730.

EDIT du Roi, Novembre 1750, enregistré en Parlement le 25 audit an, portant création d'une Noblesse militaire.

ARTICLE PREMIER.

Aucun des Sujets servant dans les troupes de S. M. en qualité d'Officier, ne pourra être imposé à la Taille pendant qu'il conservera cette qualité.

A R T. I I.

Tous Officiers-Généraux non Nobles, actuellement au service, seront & demeureront anoblis avec toute leur postérité née & à naître en légitime mariage.

A R T. I I I.

Veut S. M. qu'à l'avenir le grade d'Officier-Général confère la Noblesse de droit à ceux qui y parviendront, à toute leur postérité légitime, lors née & à naître, & jouiront lesdits Officiers-Généraux de tous les droits de la Noblesse, à compter du jour & de la date de leurs Lettres & Brevets.

A R T. I V.

Tout Officier non-Noble, d'un grade inférieur à celui de Maréchal-de-Camp, qui aura été créé Chevalier de l'Ordre Royal & militaire de St. Louis, & qui se retirera après 30 ans de services non interrompus, dont il aura passé 20 avec la Commission de Capitaine, jouira, sa vie durant, de l'exemption de la Taille.

A R T. V.

L'Officier dont le pere aura été exempt de la Taille, en exécution de l'article précédent,

s'il veut jouir de la même exemption en quittant le service du Roi , sera obligé de remplir auparavant toutes les conditions prescrites par l'article IV.

A R T. V I.

S. M. réduit les 20 années de Commission de Capitaine , ci-dessus exigées , à 18 ans , pour ceux qui auront eu la Commission de Lieutenant-Colonel , à 16 , pour ceux qui auront eu celle de Colonel , & à 14 pour ceux qui auront eu le grade de Brigadier.

A R T. V I I.

Pour que les Officiers non-Nobles qui auront accompli leur temps de service puissent justifier qu'ils ont acquis l'exemption de la Taille , accordée par les articles IV & V, veut S. M. que le Secrétaire d'Etat chargé du département de la Guerre , leur donne un certificat , portant qu'ils l'ont servi le temps prescrit par les articles IV & VI , en tel corps & dans tel grade.

A R T. V I I I.

Les Officiers devenus Capitaines & Chevaliers de l'Ordre de St. Louis , que leurs blessures mettront hors d'état de continuer leurs services , demeureront dispensés de droit du temps qui en restera lors à courir; veut en ce cas, S. M. que le certificat mentionné en l'article précédent spécifie la qualité des blessures desdits Officiers , les occasions de guerre dans lesquelles ils les ont reçues , & la nécessité

dans laquelle ils se trouvent de se retirer.

ART. IX.

Ceux qui mourront au service du Roi, après être parvenus au grade de Capitaine, mais sans avoir rempli les autres conditions imposées par les articles IV & VI, seront censés les avoir accomplies, & s'ils laissent des fils légitimes qui soient au service de S. M., ou qui s'y destinent, il leur sera donné par le Secrétaire d'Etat chargé du département de la Guerre, un certificat, portant que leur pere la servoit au jour de sa mort, dans tel corps & dans tel grade.

ART. X.

Tout Officier né en légitime mariage, dont le pere & l'ayeul auront acquis l'exemption de la Taille, en exécution des articles ci-dessus, sera Noble de droit, après toutefois qu'il aura été par S. M. créé Chevalier de l'Ordre de S. Louis, qu'il l'aura servi le temps ci-dessus prescrit, ou qu'il aura profité de la dispense accordée par l'article VIII. Veut S. M., pour le mettre en état de justifier de ses services personnels, qu'il lui soit délivré un certificat, tel qu'il est ordonné par les articles VII & VIII, selon qu'il se sera trouvé dans quelqu'un des cas prévus par ces articles, & qu'en conséquence il jouisse de tous les droits de la Noblesse, du jour daté dans ledit certificat.

ART. XI.

La Noblesse acquise en vertu de l'article

précédent , passera de droit aux enfans légitimes de ceux qui y seront parvenus , même à ceux qui seront nés avant que leurs peres soient devenus Nobles ; & si l'Officier qui remplit ce troisiéme degré meurt dans le cas prévu par l'article IX , il aura acquis la Noblesse : veut S. M. , pour en assurer la preuve, qu'il soit délivré à ses enfans légitimes un certificat , tel qu'il est mentionné audit article IX.

A R T. X I I.

Dans tous les cas où les Officiers de S. M. seront obligés de faire les preuves de la Noblesse acquise en vertu du présent Edit , outre les actes de célébration & Contrats de mariage , Extraits baptistaires & mortuaires , & autres titres nécessaires pour établir une filiation légitime , ils seront tenus de représenter les Commissions des grades des Officiers qui auront rempli les trois degrés ci-dessus établis , leurs provisions de Chevaliers de l'Ordre de S. Louis & les certificats à eux délivrés , en exécution des articles VII & VIII , IX , X & XI , selon que lesdits Officiers auront rempli les conditions auxquelles S. M. a attaché l'exemption de la Taille & la Noblesse ; ou selon qu'ils auront été dispensés desdites conditions , par blessures ou par mort , conformément aux dispositions du présent Edit.

A R T. X I I I.

Les Officiers non-Nobles , actuellement au service de S. M. , jouiront du bénéfice de pré-

sent Edit, à mesure que le temps de leurs services prescrit par les articles IV, VI & VIII sera accompli, quand même ce temps auroit commencé à courir avant la publication dudit Edit.

A R T. X I V.

N'entend néanmoins S. M. par l'article précédent, accorder auxdits Officiers d'autre avantage rétroactif que le droit de remplir le premier degré. Défend à ses Cours & à toutes Jurisdictions qui ont droit d'en connoître, de les admettre à la preuve des services de leurs pères & ayeux, retirés ou morts au service avant la publication dudit Edit.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, portant création d'une Ecole Royale Militaire, Janvier 1751, enregistré en Parlement.

A R T. X V.

On recevra les Enfants depuis l'âge de 8 à 9 ans jusqu'à celui de 10 à 11.

A R T. X V I.

Il ne sera admis aucun Eleve dans ledit Hôtel, qu'il n'ait fait preuve de 4 générations de pere au moins; à l'effet de quoi, les parens desdits Eleves remettront au Secrétaire d'Etat chargé du département de la Guerre, un cahier contenant les faits généalogiques de leur naissance, avec les copies collationnées des titres justificatifs d'icells, lesquels cahier & titres seront déposés aux archives de ladite Ecole,

après avoir été examinés & reconnus pour véritables par le Généalogiste qui sera choisi par S. M., & mention en sera faite sur le registre d'admission & d'entrée dans ladite École, & seront en outre tenus de rapporter la preuve que lesdits Elèves sont dans l'une des classes portées en l'article XIV.

Nota. Ces preuves doivent être faites par titres originaux, suivant l'article IX de la Déclaration du 24 Août 1760.

Cet Edit est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, 22 Janvier 1752.

L'intention de S. M., en donnant son Edit de Novembre 1750, portant création d'une Noblesse militaire, a été que la profession des armes pût anoblir de droit à l'avenir ceux de ses Officiers qui auroient rempli les conditions qui y sont prescrites, sans qu'ils eussent besoin de recourir aux formalités des Lettres particulières d'anoblissement. Elle a cru devoir épargner à des Officiers parvenus aux premiers grades de la Guerre, & qui ont toujours vécu avec distinction, la peine d'avouer un défaut de naissance souvent ignoré; & il lui a paru juste que les services de plusieurs générations dans une profession aussi noble que celle des armes pussent par eux mêmes conférer la Noblesse; mais en accordant à ses Officiers une grace aussi signalée, son intention a été qu'elle ne pût jamais devenir opérative à ses Sujets taillables; c'est pourquoi elle ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER

Ceux qui seront actuellement dans le service & qui n'auront point encore rempli les conditions prescrites par l'Edit de Novembre 1750, pour acquies l'exemption de Taille, n'auront pas le droit qu'ont les Nobles, ni même les Privilégiés, de faire valoir aucune charge.

Ceux qui auront rempli ces conditions, soit qu'ils soient encore au service, soit qu'ils s'en soient retirés, pourront faire valoir deux charges seulement.

Au lieu des certificats de services dont il est parlé dans l'article V. II dudit Edit de 1750 & dans les articles suivans, veut que ceux qui auront accompli leur temps, ou qui seront dans quelques uns des autres cas prévus, il soit délivré des Lettres du Grand Sceau, sous le titre de Lettres d'approbation de services, lesquelles contiendront les mêmes attestations que devoient porter lesdits certificats, & ne seront lesdites Lettres sujettes à aucun enregistrement.

Ordonne qu'à l'avenir il ne sera expédié des Lettres d'approbation de services, même les Lettres d'approbation de services violées, que des noms de Baptême

de famille , & les surnoms de ceux à qui elles seront accordées , n'y soient insérés.

A R T. V.

Pourront lesdits Officiers déposer cesdites Lettres aux Greffes des Cours de Parlemens, dont leur sera délivré des Expéditions sans frais ; pourront pareillement faire lesdits dépôts aux Chambres des Comptes & Cours des Aides , dérogeant à l'article XV dudit Edit de 1750.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION du Roi, du 4 Janvier 1755, enregistrée en Parlement le 15.

S. M. confirme les Président, Conseillers, Avocat & Procureur-Généraux en la Cour de Parlement de Flandres , dans le privilège de la Noblesse héréditaire au premier degré , qui leur a été accordé par l'Edit du mois de Décembre 1713 , en obtenant toutefois par eux des Lettres de Vétérance.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION du Roi , 1759.

Ceux des Sujets de S. M. qui , nés taillables, s'étoient affranchis par acquisition d'Offices , du paiement de la Taille, rentrent dans la classe des contribuables.

Cette Déclaration est énoncée dans l'Edit du Roi du mois de Juillet 1766 , rapporté ci-après.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, du 27 Février 1759.

S. M. , en confirmant une Ordonnance du

lieux de Levignen, Intendant de la Généralité d'Alençon, du 29 Mai 1736, déclare que la Noblesse au premier degré appartient à l'ancien Office de Secrétaire, établi avec le Grand-Conseil en 1498, de même qu'aux autres Offices de Secrétaires qui y ont été créés par les Edits de Février 1635, & d'Avril 1636, à l'instar & aux mêmes fonctions, droits, privilèges & exemptions que les quatre Conseillers-Notaires-Secrétaires du Parlement de Paris; & qu'en conséquence, les enfans des Conseillers-Secrétaires du Grand-Conseil sont, comme Nobles, exemptés des droits de franc-fiefs.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCISION ou RÈGLEMENT approuvé par le Roi le 17 Avril 1760, concernant les présentations des femmes à la Cour.

A l'avenir, nulle femme ne sera présentée à S. M. qu'elle n'ait préalablement produit devant le Généalogiste de ses Ordres trois titres sur chacun des degrés de la famille de son époux; tels que Contrat de mariage; Testament; Partage; Acte de tutelle, Donation, &c, par lesquels la filiation sera établie clairement depuis l'an 1400. Défend S. M. audit Généalogiste d'admettre aucun des Arrêts de son Conseil, de ses Cours Supérieures, ni de Jugemens rendus par ses différens Commissaires, lors de diverses recherches de Noblesse faites dans le Royaume; & de ne recevoir, par quelque considération que ce puisse être, que des originaux des titres de familles. Eu voulant à l'exemple

des Rois ses Prédécesseurs, n'osons en qu'on
seules senties de ceux qui sont us d'one No-
blesse de race, l'honneur de la réputation,
S. M. enjoint également à son Général de
se délivrer aucun certificat, Brevet ou autre
moindre que la Noblesse dont on voudra faire
preuve, n'ait pris son principe dans l'exercice
quelque charge de Robe ou d'autres semblables
Offices, son père ou l'un de ses ancêtres
seul ou plusieurs fois, et le dernier des dits
sont de pareilles lettres n'ont été accor-
dés pour des services signalés rendus à l'Etat,
conservant en surplus l'exception de l'usage
ceux qui seroient pourvus de Charges de la
Couronne ou dans la Maison, des dits des en-
fants par un des dits Chevaliers de l'Ordre,
lesquels seront seuls de prouver leur
jonction avec ceux qui auront été décernés des
dits Offices, en vertu d'un Brevet, à
N. S. M. Réglement sur le même sujet, qui
seront de même de l'honneur de l'Empire
chacun d'eux, d'un 24 1775 206 207 171
- 1. Edit du Roi, sur le même sujet, 7 1775
- 2. Les Prévôts, Lieutenant, 80 1775, des
Compagnies de Mâchouilles, seules, privés de
privilege d'exemption de Taille personnelle
- 3. Cet Edit est ennobli dans un Brevet, d'un
1766, rapporté ci-après, 1766 21 20 171
- 4. Ordonnance du Roi, sur le même sujet, 1775
- 5. Il se trouve dans la ville de Paris un Brevet
Général, où sont enregistrés les Armes de
S. M., celles de la Reine et de la Famille

royale, celles des Princes & Princesses du sang, & généralement celles de toutes les Maisons, Familles & Personnes, ayant droit d'Armoiries, comme aussi celles des Provinces, Pays d'Etats, Gouverneurs des Villes, Terres & Seigneuries, celles des Archevêchés, Evêchés, Chapitres, Abbayes, Prieurés & autres Bénéfices, Compagnies, Confrairies, Corps & Communautés, ayant pareillement droit d'Armoiries. S. M. voulant avoir une connoissance détaillée, & un dénombrement exact de toutes les Maisons & Familles Nobles du Royaume, ordonne que tous ceux qui composent l'Ordre de la Noblesse, de quelque état & qualité qu'ils soient, seront tenus de remettre ou envoyer, savoir, ceux qui résident à la Cour & à sa suite, ou dans la ville de Paris, aux sieurs Commissaires qui seront nommés, & ceux qui demeurent dans les Provinces & Généralités du Royaume, devant les sieurs Intendants & Commissaires de S. M., qui y sont départis, des mémoires par eux signés & certifiés véritables, contenant leurs noms, surnoms, titres & qualités, ceux de leurs enfans, nés en légitime mariage, le blazon des armoiries qu'ils portent, & s'ils jouissent de la Noblesse d'extraction, ou si elle leur est acquise avant ou depuis l'an 1710, ou vertu de Lettres d'annoblissement, ou de Charges & Offices auxquels le Privilège de Noblesse est attribué.

Cette Ordonnance qui n'a point eu d'exécution est imprimée.

ARRÊT du Parlement , du 22 Août 1760.

Défenses d'exécuter l'Ordonnance du Roi, du 29 Juillet 1760, concernant les Armoiries, comme contraire aux Loix, maximes & usages du Royaume.

Cet Arrêt est imprimé.

DÉCLARATION du Roi, concernant l'Ecole Royale Militaire, du 24 Août 1760, registrée en Parlement.

A R T. I X.

Il ne sera reçu aucun Eleve dans l'Hôtel de l'Ecole Royale Militaire, qu'il n'ait fait preuve de quatre degrés de père au moins, y compris le Produisant ; & lesdites preuves de Noblesse seront faites par titres originaux, & non par simples copies collationnées, dérogeant à cet égard à la disposition de l'art. XVI, de l'Édit de Janvier 1751, lequel au surplus sera exécuté selon sa forme & teneur, en ce qui n'y est pas dérogé par cette présente.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION du Roi Stanislas, Duc de Lorraine & de Bar, concernant les 4 Chapitres de Dames Chanoinesses de Lorraine, Janvier 1761, registrée en la Cour Souveraine, par Arrêt du 31 Mars 1761.

A R T. I I.

S. M. ordonne qu'à l'avenir, dans les quatre Chapitres de Lorraine, de Remiremont, Bouxieres, Epinal & Poussay, les preuves de

Noblesse, pour y avoir entrée, seront faites de huit degrés du côté paternel, au lieu de quatre, restreignant celles du côté maternel aux mêmes huit degrés, pour la dernière mère seulement.

Cette Déclaration est imprimée.

ARRÊT de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand, du 28 Mai 1762.

Tous Jouissans des Privileges de la Noblesse, ou autres Exemptions quelconques, dans l'étendue du ressort de la Cour, seront tenus, dans l'espace de six mois, de rapporter au Greffe d'icelle, les titres en vertu desquels ils prétendent des Privileges (sauf à accorder des surseances à ceux qui se trouveront absens de leur domicile pour le service de S. M., suivant l'exigence des cas), pour y être enregistrés & maintenus dans leur Noblesse, & jouissance de leurs Privileges, ainsi qu'il appartiendra, à peine d'être compris dans les rôles des taillables, & poursuivis comme Usurpateurs de Noblesse.

Pour ce qui concerne les Nobles d'extrac-tion, leurs titres seront registrés sans frais, le présent Arrêt sera imprimé, & il en sera envoyé nombre suffisant d'exemplaires dans toutes les Elections du ressort de la Cour, pour y être lû, publié & affiché dans toutes les Paroisses desdites Elections en la maniere ordinaire.

Cet Arrêt est imprimé.

EDICT du Roi, concernant les Privileges

d'Exemption de tailles, du mois de Juillet 1766, enregistré en Parlement.

A R T. P R E M I E R.

Le Clergé, la Noblesse, les Officiers des Cours supérieures, ceux des Bureaux des Finances, les Secrétares & Officiers des grandes & petites Chancelleries, pourvus des Charges qui donnent la Noblesse, jouiront seuls à l'avenir du Privilège d'Exemption de taille, d'exploitation dans le Royaume, en se conformant par les Officiers des Cours, & ceux des Bureaux des Finances, à la Déclaration du 13 Juillet 1764, (laquelle concerne la répartition des impôts & la résidence).

A R T. I I I.

Les Officiers Commençaux, ceux des Elections, & ceux qui parmi les Officiers de Judicature ou de Finance étoient exempts de taille, seront maintenus dans le Privilège d'Exemption de taille personnelle.

A R T. I V.

Les Prévôts, Lieutenants & Enseignes des Compagnies de Mâréchaussées (qui avoient été privés du Privilège d'Exemption de taille personnelle par l'Edit de Mars 1760, jouiront à l'avenir de l'Exemption de taille personnelle, dans le lieu où leur service exige résidence de leur part, tant qu'ils y résideront effectivement, & qu'ils ne feront point d'autre acte de dérogance.

ART. VI.

Les Bourgeois de la ville de Paris ne pourront être imposés à la taille, pour raison de leurs châteaux ou maisons de campagne, & de l'exploitation qu'ils pourront faire des clos closés de murs, fossés ou haies joignant immédiatement lesdits châteaux ou maisons de campagne.

et Edit est imprimé.

LETTRES-PATENTES en forme d'Edit, qui ordonnent la Noblesse aux Officiers du Châtelet après un certain temps d'exercice de leurs fonctions, du mois d'Août 1768, registrées en Parlement le 17 dudit mois.

ART. PREMIER.

Les Lieutenans Généraux, Civil, de Peuple & Criminel, & les Lieutenans particuliers ne seront issus de race noble, seront à l'avenir réputés Nobles, tant qu'ils rempliront les fonctions de leurs Offices, eux, leurs femmes, & leurs enfans, nés & à naître en légitime mariage, jouiront de tous les Droits, Privilèges, Franchises, Immunités, Rangs, Titres & Prééminences, dont jouissent les Nobles du Royaume. Leurs veuves survivantes en viduité, & leurs descendans, auront des mêmes Privilèges & Prérrogatives, que lesdits Lieutenans auront rempli les fonctions desdits Offices pendant vingt années consécutives, ou qu'ils seront devenus revêtus de leurs Offices.

A R T. I L.

Les Conseillers , Avocats & Procureur du Roi audit Châtelet , actuellement en charge & leurs successeurs audits Offices , qui seroient issus de race noble , & qui ont ou auront dix années entières de services dans lesdits Offices , jouiront ainsi que leurs femmes & enfans , de tous lesdits Droits & Privileges attachés à la Noblesse , & ce seulement , pourvu qu'ils demeureront pourvus de leurs Offices.

A R T. I I I.

Ceux des Conseillers , Avocats & Procureur du Roi , qui ne seroient issus de race noble , & qui ont ou auront rempli les fonctions de leurs dits Offices pendant quarante années entières & consécutives , comme aussi les veuves demeurantes en viduité , & leurs enfans , nés & à naître en légitime mariage , seront réputés Nobles ; & dès à présent S. M. les tient pour tels , & ils jouiront de tous lesdits Droits & Privileges de Noblesse.

A R T. I V.

Veut néanmoins que lorsque lesdits Officiers auront servi pendant vingt années entières , s'ils viennent à décéder revêtus de leurs Offices , après l'expiration desdites vingt années , & avant que lesdites quarante années soient accomplies , leurs veuves demeurantes en viduité , & leurs descendans , nés en légitime mariage , seront réputés Nobles ; & dès à présent S. M. les tient pour tels , & ils jouiront de tous lesdits Droits & Privileges de Noblesse.

ime mariage , soient & demeurent réputés Nobles , de même que si lesdits Officiers avoient servi pendant lesdites quarante années.

A R T. V.

Et où lesdits Conseillers & lesdits Avocats & Procureurs du Roi viendroient à quitter leurs Offices par vente , démission ou autrement , avant d'avoir rempli lesdites quarante années de service , ils demeureront , ainsi que leursdites femmes , & enfans & descendans , déchus de tous Droits & Privilèges de Noblesse , encore que lesdits Officiers eussent exercé leurs Offices pendant plus desdites vingt années.

A R T. V I.

Ceux qui prétendront jouir de la Noblesse & des Exemptions , seront tenus de représenter les provisions de l'Officier , ou une copie collationnée d'icelle , l'Arrêt ou la Sentence de réception , & une attestation des Officiers du Châtelet , portant que l'Officier a rempli les conditions ci-dessus prescrites , & sera la dite attestation , signée de l'un des Lieutenans , de dix Conseillers au moins , & de l'un des Avocats & Procureur du Roi & du Greffier du Siège.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

ARRÊT du Conseil d'Etat , du 13 Janvier 1770.

Les Docteurs & Professeurs en Droit ; quoique décorés du titre de Chevaliers & de

Comtes , ne jouiront point du Privilège de la Noblesse.

C'est ce qui a été jugé par différens Arrêts & décisions du Conseil, rendus contre les Docteurs des Universités , qui prétendoient à cette prérogative.

Par Arrêt du Conseil , du 23 Décembre 1718.

Par celui du 17 Mars 1739.

Par une décision du Conseil , du 22 Avril 1750.

Par une autre du 29 Juillet 1750.

Et enfin par un Arrêt du Conseil , du 23 Janvier 1770.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi , Avril 1770.

La Noblesse Corse peut faire ses preuves devant le Conseil Supérieur de l'Isle , dont les Arrêts serviront à perpétuité de titre & de reconnoissance de Noblesse.

Les preuves de Noblesse fixées à deux cens ans au moins.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi , qui détermine le Droit de Marc d'or , qui sera perçu à l'avenir , du mois de Décembre 1770 , enregistré ès registres de l'Audience de France.

Il ne pourra être scellé dans la grande Chancellerie aucunes Lettres de provision ou commission d'Offices , de quelque nature qu'elles soient , soit que lescdites provisions ou commissions soient expédiées en commandement,

par les Secrétaires d'Etat, ou en la forme ordinaire, qu'au préalable le Marc d'or desdits Offices n'ait été payé par les Impétrans, que sur la quittance du Droit.

Le Droit de Marc d'or sur tous les Offices de Finance sera fixé au quarantième de la finance.

Si les Offices tomboient au remboursement, ils ne seront remboursés que sur le pied de l'évaluation qui leur aura été donnée par ceux qui paieront le Droit de Marc d'or.

Ceux qui pourroient avoir été pourvus desdits Offices en survivance, ne pourront entrer en exercice, qu'au préalable ils n'aient payé ledit Droit de Marc d'or.

Tous ceux pourvus de Charges, Places & Offices auprès de la Personne du Roi, assujettis au paiement du Droit de Marc d'or, & à en joindre la quittance à leurs provisions.

Les Pourvus de Lettres de Noblesse, reconnaissance ou confirmation de Noblesse, assujettis au même Droit.

Les Pourvus d'Offices qui donnent la Noblesse, assujettis, outre le Droit de Marc d'or, à un second Droit pareil à celui des Lettres de Noblesse.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, du mois de Février 1771, enregistré au Parlement, portant attribution au Conseil Supérieur d'Arras.

A R T. I V.

Le Conseil Supérieur d'Artois connoîtra de

toutes les matieres d'Aides & Impositions, comme le Conseil Provincial en connoissoit, ainsi que de tout ce qui concerne la Noblesse, Armoiries, Port-d'Armes, Titres & distinctions de Terres.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, pour confirmation des Annoblis depuis 1715, du mois d'Avril 1771, enregistré en Parlement le 26 Juillet 1771.

A R T. P R E M I E R.

Tous ceux des Sujets de S. M., qui depuis le premier Janvier 1715, ont été Maires, Echevins, Jurats, Consuls, Capitouls ou revêtus de quelques Offices municipaux des différentes Villes du Royaume, ou autres auxquels sont attachés les Privilèges de la Noblesse transmissible, à l'exception de la ville de Paris : tous ceux qui ont été pareillement annoblis, comme ayant obtenu des Lettres de Vétérances, après avoir été pourvus, soit au second degré d'Offices de Présidens, Trésoriers de France, Avocats du Roi, Procureurs & Greffiers en Chef aux Bureaux des Finances, des Généralités & Provinces du Royaume, soit au premier degré de pareils Offices, au Bureau des Finances & Chambre du Domaine de Paris, comme aussi d'Offices de Conseillers-Secrétaires-Audienciers, Gardes-des-Sceaux, & autres, dans les Chancelleries près des Cours & Conseils Supérieurs ; tous ceux auxquels depuis ladite époque, il a été accordé

des

es Lettres d'Anoblissement, Lettres ou Arrêts du Conseil, de maintenue ou réhabilitation, avec anoblissement en tant que besoin, seront & demeureront confirmés à perpétuité dans tous les Droits & Privileges de Noblesse, eux & leurs enfans, & descendans en ligne directe, & de légitime mariage, en payant par chacun d'eux la somme de 6000 liv. & les deux sols pour livre.

A R T. I I.

Les enfans & descendans mâles de ceux dits Anoblis, mentionnés au précédent article, dont les peres sont décédés depuis ledit jour premier Janvier 1715, ou pourroient décéder dans l'intervalle de six mois, à compter du jour de la publication du présent Edit, sans avoir payé la finance portée par icelui, seront également confirmés dans les Droits & Privileges de Noblesse, tout ainsi que s'ils étoient issus de Noble & ancienne extraction, en payant par les enfans ou représentans en ligne directe du défunt, en quelque nombre qu'ils soient, la somme de 6000 liv. s'ils veulent être maintenus dans les Privileges de la Noblesse.

A R T. I I I.

Maintient les veuves restées en viduité, des différens Anoblis, même les filles demeurées dans le célibat, après l'âge de majorité, dans la jouissance des Exemptions, Droits & Privileges de Noblesse, à condition par elles de payer; savoir, par les veuves sans postérité

de leur mariage, & par les filles, la somme 1500 liv., & par les veuves, ayant de leur mariage des enfans, ou autres descendans, la somme de 6000 liv. seulement.

A R T. I V.

Confirme pareillement dans la jouissance, leur vie durant, des Exemptions, Droits & Privileges attachés à la Noblesse personnelle, ceux qui après avoir été pourvus au premier degré d'Offices de Présidens, Trésoriers de France, d'Avocats du Roi, Procureurs & Greffiers en chef aux Bureaux des Finances des Généralités & Provinces du Royaume, ont obtenu des Lettres de Vétérance, sans avoir d'enfans pourvus des mêmes Offices, même les veuves restées en viduité, tant desdits Officiers Vétérans que de ceux décédés titulaires desdits Offices, à condition de payer; savoir, par lesdits Officiers Vétérans, la somme de 1800 liv., & par les veuves, celle de 900 liv. seulement, ensemble les 2 sols pour livre desdites sommes.

A R T. V.

Les sommes ci-dessus mentionnées seront payées entre les mains du Trésorier des Revenus casuels en deux termes égaux, dont le premier dans 6 mois de la publication de cet Edit, & le second dans les 6 mois suivans.

A R T. V I.

Les quittances de finance seront enregistrées aux Greffes des Villes & Communautés, ou au

A R T. V I I.

Faute par aucun desdits Anoblis , leurs veuves , enfans & descendans d'avoir dans les délais prescrits payé lesdites sommes , & fait registrer leurs quittances de finance par tout où il est ordonné , S. M. veut qu'ils demeurent déchus du titre de Noblesse acquis par Charges ou Lettres , qui leur a été accordé depuis le 1^{er}. Janvier 1715 , & de tous les privilèges , prérogatives & exemptions y attachés , sans que ladite peine puisse être réputée comminatoire.

A R T. X.

N'entend S. M. comprendre dans les dispositions du présent Edit ceux desdits Anoblis depuis 1715 , par Charges ou autrement , ou leurs enfans & descendans qui seront actuellement dans les armées de Terre & de Mer , & les veuves , enfans & descendans de ceux qui pourroient avoir été tués , ou qui seroient décédés dans les armées. N'entend pareillement comprendre ceux qui sont actuellement revêtus de Charges & Offices donnant la Noblesse au premier degré ou graduelle , à la réserve des Offices des Villes , les Pourvus des Offices des Chancelleries près les Cours , qui auroient acquis la Vétéranee depuis le mois de Septembre 1755 , ou seroient décédés ayant payé le supplément de finance ordonné par ledit Edit , ni leurs veuves , enfans & descendans , ni ceux qui pourroient avoir obtenu des Lettres d'ano-

blissement pour services rendus dans les grades d'Officiers des troupes de Terre, sur les vaisseaux & dans les Colonies, ou pour autres services rendus à l'Etat, tous lesquels S. M. confirme dans tous les droits & privilèges de la Noblesse, pour eux & leur postérité, sans payer aucun droit de confirmation, dont elle les dispense.

A R T. X L

Les Commissaires & Contrôleurs Provinciaux & Ordinaires des Guerres, & autres qui jouissent actuellement, à cause desdites Charges, de l'exemption du droit de franc-Fief pour les Biens nobles qu'ils possèdent, en vertu d'Arrêts ou Décisions du Conseil, continueront de jouir de ladite exemption tant qu'ils exerceront lesdites Charges, même après en avoir obtenu des Lettres de Vétérance, ainsi que les veuves desdits Officiers restées en viduité, encore que ladite exemption ne soit exprimée dans les Edits de création, Provisions & autres titres desdites Charges, ou qu'il y ait été depuis dérogé, sous la condition toutefois de payer chacun respectivement pour ladite confirmation, entre les mains du Trésorier des Revenus casuels, dans 6 mois pour tout délai, à compter du jour de la publication du présent Edit, les sommes ci-après, ensemble les 2 sols pour livre d'icelles; savoir, par les Commissaires Provinciaux & Ordinaires des Guerres, & ceux à la suite de la Maison du Roi, actuellement titulaires, 2700 l.; par les Vétérans, 1350 liv. & par leurs veuves,

900 liv. : par les Contrôleurs Provinciaux & Ordinaires des Guerres, 750 liv. seulement, en considération du supplément des finances par eux payé, en vertu de l'Arrêt du Conseil du 26 Mai 1757 ; par les Vétérans, 1350 liv. , & par leurs veuves, 900 liv. ; & faite par lesdits Officiers & leurs veuves, d'avoir payé lesdites sommes dans ledit délai, veut S. M. qu'ils soient contraints au paiement du droit de franc-Fief pour les Biens nobles qu'ils possèdent, à moins qu'ils ne justifient de la Noblesse d'extraction.

Cet Edit est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat du Roi, du 5 Septembre 1771 ; portant Règlement en faveur des Pourvus d'Offices des Chancelleries près les Cours, qui ont payé le supplément de finance ordonné par l'Edit de Septembre 1755, ensemble des Anoblis par 'Lettres' ou autres titres, & de leurs enfans & descendans qui sont dans le cas de jouir de l'exemption du droit de confirmation de Noblesse, portée par l'Edit du mois d'Avril dernier.

ARTICLE PREMIER.

Les Pourvus d'Offices des Chancelleries près les Cours, qui ont acquis la Vétérance depuis le mois de Septembre 1755, ou qui sont décédés, ayant payé le supplément de finance ordonné par l'Edit de Septembre 1771, ensemble leurs veuves, enfans & descendans, seront & demeureront maintenus & confirmés, conformément à l'Edit du mois d'Avril dernier, dans tous les droits & privilèges de la Noblesse,

pour eux & leur postérité, sans par eux payer le droit de confirmation porté par icelui, à la charge de faire enregistrer dans 6 mois, à compter du jour de la publication du présent Arrêt, aux Greffes des Villes & Communautés où ils sont résidens, même dans les Pays d'Etats, au Greffe de l'Election du ressort, leurs Lettres de Vétérance pour ceux qui en ont obtenu, & pour ceux qui sont décédés, leurs Provisions & Extrait mortuaire, ensemble dans l'un & l'autre cas, un Duplicata ou Copie dûment collationnée du supplément de finance par eux payé, en exécution de l'Edit du mois de Septembre 1755; & à défaut par eux de satisfaire audit enregistrement, veut S. M. qu'ils soient imposés à la Taille & autres Charges & Impositions, poursuivis pour le droit de franc-Fief & réputés déchus de tous privilèges de Noblesse, jusqu'à ce qu'ils y aient satisfait, conformément à l'Edit du mois d'Avril dernier.

A R T. I I.

Seront pareillement maintenus & confirmés, conformément audit Edit, pour eux & leur postérité, sans payer aucuns droits de confirmation, ceux qui depuis le 1^{er} Janvier 1715 pourroient avoir obtenu des Lettres ou autres titres d'anoblissement, pour services rendus dans les grades d'Officiers dans les troupes de Terre, sur les vaisseaux de S. M. ou dans les Colonies, & pour autres services rendus à l'Etat, Ordonne néanmoins S. M. à l'égard de ceux qui auroient obtenu lesdites Lettres ou

tres d'anoblissemens pour autres services que services militaires , qu'ils ne pourront jouir de exemption dudit droit de confirmation ; qu'ils n'en aient été spécialement déchargés par un Arrêt du Conseil , qu'ils seront tenus de faire enregistrer aux Greffes des Hôtels-de-Ville de l'Election & par le Directeur-Général des Domaines & francs-Fiefs ; & qu'à défaut par eux le faire enregistrer ledit Arrêt , ou de payer le droit de confirmation & d'en faire enregistrer la quittance dans les délais portés par ledit Edit d'Avril dernier , ils soient déchus du titre de Noblesse & de tous les privilèges , prérogatives & exemptions y attachées , conformément à l'article VII d'icelui.

A R T. I I I.

A l'égard des Commissaires & Contrôleurs Ordinaires & Provinciaux des Guerres , & autres confirmés par ledit Edit dans l'exemption du droit de franc-Fief , ordonne qu'en payant par eux la finance pour laquelle ils y sont compris , dans trois mois pour tout délai , à compter du jour du présent Arrêt , ils seront & demeureront déchargés des 2 sols pour livre.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi , portant suppression du Parlement de Dombes , enregistré en Parlement le 31 Décembre 1771.

Suppression de la Cour du Parlement de Dombes & de la Chancellerie établie près la-dite Cour.

Ces Officiers jouiront de tous les droits dont

ils jouissoient avant la suppression de leurs Offices, même de la Noblesse, comme s'ils avoient obtenu des Lettres de Vétérance, encore qu'aucuns d'eux n'eussent pas le temps de service requis, dont S. M. les dispense.

Cet Edit est imprimé.

EDIT du Roi, portant création d'un Conseil Supérieur à Douay, enregistré en Parlement le 9 Mai 1772.

Les Présidens & Conseillers du Conseil Supérieur de Douay, & l'Avocat & Procureur-Généraux jouiront de la Noblesse personnelle & transmissible, dans le cas où le pere & le fils auront successivement rempli un desdits Offices, chacun pendant 20 ans, ou seront morts dans l'exercice desdits Offices, avant les 20 ans révolus.

Cet Edit est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat, 30 Septembre 1772, concernant les Capitouls de Toulouse.

Les Edits du mois de Septembre 1692, Septembre 1706, Janvier 1707, les Arrêts du Conseil & Lettres-Patentes du 17 Juillet & Septembre 1717, & 25 Mars 1727, & autres précédemment rendus au sujet du privilège de Noblesse attaché à l'exercice des Charges de Capitouls de Toulouse, seront exécutés selon leur forme & teneur. S. M. déclare n'avoir entendu comprendre dans la taxe portée par l'Edit d'Avril 1771, les Capitouls originaires de la ville de Toulouse & du ressort du Parlement de la ville, ou ceux qui y avoient au temps de leur élection, & y ont continué leur résidence

actuelle & habituelle, leurs enfans & descendans; lequel Edit sera & demeurera nul & comme non-venu à leur égard & en conséquence, maintient lesdits Capitouls originaires de Toulouse ou domiciliés en cette ville & dans le ressort de son Parlement, lors & après leur élection, leurs enfans & postérité née & à naître en légitime mariage, dans leur état & qualité de Nobles de race & d'extraction.

Maintient pareillement dans leur Noblesse de race & d'extraction, les Capitouls non-originaux, ni domiciliés réellement & de fait, lors de leur élection & depuis, dans la ville de Toulouse & dans le ressort du Parlement qui y est établi, leur postérité, en satisfaisant par eux audit Edit d'Avril 1771, lequel sera, à leur égard seulement, exécuté suivant la forme & teneur; veut néanmoins qu'en payant par eux la somme portée par ledit Edit, dans le terme de trois mois, ils soient dispensés des 2 sols pour livre.

Lettres-Patentes, confirmatives dudit Arrêt du 12 Novembre, avec l'Arrêt de registre du Parlement du 15 Décembre 1772.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, qui proroge jusqu'au 1er. Juillet prochain le délai fixé pour le paiement du droit de confirmation de Noblesse, ordonné par l'Edit d'Avril 1771, du 29 Novembre 1772.

8. M. ordonne ce qui suit :

ARTICLE PREMIER.

Les délais accordés par l'Edit du mois d'Avril

1771 aux Anoblis, depuis le 1^{er}. Janvier 1715, & à leurs veuves, enfans & descendans, pour être maintenus & confirmés dans la Noblesse & les Privilèges & Prérrogatives y attachés, en payant entre les mains du Trésorier des Revenus casuels le droit de confirmation porté par ledit Edit, seront & demeureront prorogés jusqu'au 30 Juin 1773, inclusivement : Ordonne S. M. à l'égard de ceux qui ont satisfait au paiement du droit de confirmation, encore que ledit paiement ait été fait lors des délais prescrits par ledit Edit, pour jouir de l'exemption des 2 sols pour livre, ou qui y satisferont avant le 1^{er}. Avril prochain, qu'ils seront & demeureront exemptés des 2 sols pour livre, sans que ladite exemption puisse avoir lieu, passé ledit délai.

A R T. I I.

Ceux desdits Anoblis, leurs veuves, enfans & descendans qui n'auront pas satisfait au droit de confirmation au 30 Juin prochain, inclusivement, & qui n'en auront pas fait enregistrer la quittance dans le mois de Juillet suivant, en la forme prescrite par l'article VI de l'Edit du mois d'Avril 1771, ne pourront plus y être admis, pour quelque raison & sous quelque prétexte que ce soit, & seront & demeureront déchus, eux & leur postérité, du titre de Noblesse acquis par Charges, Lettres, ou autres titres, depuis le 1^{er}. Janvier 1715, & de tous les privilèges, prérrogatives & exemptions y attachés, conformément à l'article VI dudit

Edit, & sans que ladite peine puisse y être réputée comminatoire. Veut en conséquence S. M. que, conformément au même article, ils soient compris à l'avenir aux Rôles des Tailles & autres Impositions comme les autres contribuables, & assujettis comme eux aux loagemens des Gens de Guerre & autres Charges publiques.

A R T. I I I.

Ordonne S. M. à l'égard de ceux deldits Anoblis, leurs veuves, enfans & descendans qui, faute d'avoir payé le droit de confirmation dans les délais portés par l'Edit du mois d'Avril 1771, pourroient avoir été compris dans les Rôles des Tailles ou autres Impositions, & qui auront satisfait audit droit avant le 1er. Juillet prochain, qu'ils en seront retranchés au prochain département, à condition néanmoins par eux de payer l'année pour laquelle ils auront été imposés, lequel paiement ne pourra leur être, en aucun cas, imputé à dérogance.

A R T. V I.

Veut & entend S. M. que ceux qui, depuis le 1er. Janvier 1715, auront été réversés d'Offices municipaux, auxquels le privilège de Noblesse est attribué, à l'exception de ceux de l'Hôtel-de-Ville de Paris, ou qui auront été pourvus d'Offices dans les Bureaux des Finances & dans les Chancelleries près les Cours & Conseils Supérieurs, dont ils auront acquis

Vétérance depuis ladite époque , & leurs
 ives , enfans & descendans ; ensemble ceux
 xquels , depuis le même jour (& dans les
 ichés de Lorraine & de Barrois , depuis le
 Décembre 1736.) il pourroit avoir été ac-
 dé des Lettres d'anoblissement, Lettres ou
 rêts du Conseil, de maintenue, confirma-
 n , réhabilitation , reconnoissance de No-
 lle , ou reprise de Noblesse maternelle , &
 rs veuves , enfans & descendans ne puissent
 'avenir être admis à faire aucune preuve de
 oblesse pour être reçus dans aucun Ordre,
 rps , Chapitres ou Charges pour lesquels la
 oblesse est requise , qu'en justifiant de la
 rtance du droit de confirmation , ordonné
 l'Edit du mois d'Avril 1771 , & de l'enre-
 trement d'icelle , ou d'un Arrêt du Conseil
 i les en ait spécialement déchargés , con-
 mément à celui du 5 Septembre suivant,
 peine de nullité desdites preuves , & ce ,
 obstant toutes qualifications de Nobles ou
 yers , ou autres qualifications de Noblesse
 pourroient avoir été prises par leurs au-
 rs , à moins qu'ils ne justifient d'un titre
 stitutif de Noblesse antérieure au premier
 vier 1715.

A R T. V I I.

seront compris dans l'exception portée par
 ticle X de l'Edit du mois d'Avril 1771 ,
 ore qu'ils soient retirés du service , ceux
 ont mérité d'être faits Chevaliers de Saint-
 is ; ladite exception encore en faveur de

ceux qui pourroient avoir obtenu des Lettres d'anoblissement pour services rendus dans des grades d'Officiers dans lesdites troupes de Terre & de Mer, & dans les Colonies, & des veuves, enfans & descendans de ceux qui pourroient avoir été tués, ou qui seroient décédés dans les armées, ou qui seroient actuellement pourvus de Charges & Offices donnant la Noblesse au premier degré ou graduelle; tous lesquels seront & demeureront maintenus & confirmés dans tous les droits & privilèges de la Noblesse, pour eux & leur postérité, sans payer aucun droit de confirmation dont ils demeureront dispensés, conformément audit Edit.

A R T. V I I I.

A l'égard de ceux qui ont obtenu des Lettres ou titres d'anoblissement, pour autres services que services militaires; personnellement rendus; ordonne S. M. qu'ils ne pourront, en aucun cas, être réputés compris dans l'exception portée par l'article X dudit Edit, ni jouir de l'exemption du droit de confirmation de Noblesse, qu'ils n'en aient été spécialement déchargés par un Arrêt du Conseil, qu'ils seront tenus de faire enregistrer aux Greffes des Hôtels-de-Ville, d'Election & par le Directeur-Général des Domaines & fones-Riefs; & qu'à défaut par eux de faire enregistrer ledit Arrêt ou de payer le droit de confirmation & d'en faire enregistrer la quittance dans les délais accordés par le présent Arrêt, ils seront &

demeureront déchus du titre de Noblesse & de tous les privilèges y attachés.

A R T. I X.

Ordonne S. M. en confirmant en tant que de besoin l'Arrêt de son Conseil du 30 Septembre dernier, concernant les Capitouls de Toulouse, depuis 1715, qu'ils seront maintenus, ainsi que leurs veuves, enfans & descendans, dans tous les droits & privilèges de Noblesse, sans être tenus de payer aucuns droits de confirmation dont ils demeureront dispensés, laquelle exemption toutefois demeurera restreinte à ceux desdits Capitouls nés & habitans dans la ville & dans le ressort du Parlement de Toulouse, & à leurs veuves, enfans & descendans ; voulant & entendant S. M. que, conformément audit Arrêt, ceux desdits Capitouls Etrangers, & qui ne sont point nés dans la ville & ressort du Parlement de Toulouse, ou qui depuis leur élection n'y ont point fait leur résidence actuelle & habituelle, ne puissent jouir, sous aucun prétexte, de ladite exemption, ni leurs veuves, enfans, descendans ; & qu'à défaut par eux d'y satisfaire avant le 1er. Juillet prochain, ils soient & demeurent déchus du titre de Noblesse, conformément à l'article VII de l'Edit du mois d'Avril 1771, & aux articles II, V & VI du présent Arrêt.

Cet Arrêt est imprimé.

RÈGLEMENT fait par Louis XV, Souverain Chef, Fondateur & Protecteur des Ordres de

Notre-Dame du Mont-Carmel & de Saint-Lazare, du 20 Mars 1773; lu & publié au Chapitre du 17 Décembre suivant.

Pour être admis dans les Ordres de Notre-Dame du Mont-Carmel & de Saint-Lazare, il faut avoir 30 ans & faire preuve de 8 degrés ou générations d'une Noblesse paternelle non-interrompue, sans anoblissement connu, & ce non-compris le présenté.

Nota. Ces dispositions ont été renouvelées par MONSIEUR, Grand Maître desdits Ordres, par son Règlement du 31 Décembre 1778.

Ce Règlement est imprimé.

ARRÊT du Conseil d'Etat, 27 Juillet 1773.

Le Roi s'étant fait représenter son Edit, donné à Versailles au mois d'Avril 1771, portant confirmation des Anoblis depuis 1715, par l'article X duquel S. M. a déclaré n'entendre comprendre dans les dispositions dudit Edit, pour le paiement de la finance de ladite confirmation, ceux des Anoblis depuis 1715, par charges ou autrement, ou leurs enfans & descendans; qui servoient actuellement dans les Armées de terre & de mer, ensemble ceux qui étoient lors dudit Edit revêtus de Charges & Offices, donnant la Noblesse au premier degré ou graduelle:

S. M. ordonne que les enfans & descendans des Anoblis depuis 1715, qui se trouvoient, lors dudit Edit, pourvus de Charges & Offices, donnant la Noblesse au premier degré ou graduelle, soient affranchis du paiement du

Droit de confirmation ordonné par ledit Edit, de la même manière que S. Moïse a exempté & affranchi les enfans descendans des Anobles depuis 1715, qui servoient, lors dudit Edit, dans les Armées de terre & de mer, conformément à l'art. X d'icelui.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil, du 10 Février 1774.

De tous les Offices des Bureaux des Finances, il n'y a que ceux de Paris qui donnent la Noblesse au premier degré, & l'énonciation insérée en l'Arrêt du Conseil du 13 Avril 1773, ne pourra nuire ni préjudicier aux Officiers du Bureau des Finances de Grenoble, ni leur être opposée dans quelque cas que ce soit.

Cet Arrêt est imprimé.

EDIT du Roi, Juillet 1775.

Suppression de la Chambre des Comptes de Blois, ensemble de tous les Offices composant ladite Chambre.

A R T. I.

Les pourvus d'icelles Offices, leurs veuves & enfans, jouiront pendant leur vie des mêmes Honneurs, Privilèges & Prérogatives, dont ils avoient droit de jouir avant la suppression d'iceux.

Cet Edit est imprimé.

LETTRES PATENTES du Roi, 13 Avril 1777.

Les Demoiselles Corfès seront dispensées de faire d'autres preuves, pour entrer à S. Cyr, que celles que leurs parens ont faites au Con-

seil supérieur de l'Isle, c'est-à-dire, en représentant les Arrêts en bonne forme du Conseil supérieur de l'Isle de Corse, de la reconnoissance de leur Noblesse, & les preuves de leurs descendances, de ceux qui les auront obtenues.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

LETTRES-PATENTES sur Brevet, Mai 1777, registrées en Parlement le 28 Juillet suivant.

De trente-huit Canonicats ou Prébendes, dont le Chapitre de l'insigne Eglise de Metz est composé, vingt-huit seront à l'avenir & à perpétuité remplis par des Ecclésiastiques qui auront justifié de trois degrés de Noblesse paternelle au moins, & ne pourront être conférés à d'autres sujets que ceux qui auront fait ladite preuve, lors de la vacance dans les six mois appartenans audit Chapitre, en vertu du Concordat Germanique.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

EDIT du Roi, concernant la Noblesse de Provence, du mois d'Avril 1778, enregistré en Parlement le 21 Août suivant.

Il ne sera fait aucune distinction entre les Familles Nobles de Provence, sous prétexte de descendance ou alliance avec des Juifs, Sarrafins, Mahométans & autres Infidèles, & les Sujets Nobles de Provence seront admis sans distinction dans les Ordres, Chapitres, Corps & Communautés Nobles, même dans les Ordres étrangers qui possèdent des biens dans le Royaume, en justifiant des degrés de Noblesse requis par les Statuts, Constitutions

& Règlement desdits Ordres , Chapitres
Corps & Communautés autorisées par S. M.

Défenses de les contraindre à faire de plus
amples preuves , ou à justifier de leur origine
ou alliance au-delà desdits degrés , & notam-
ment de leur opposer la prétendue liste de fa-
milles imposées comme Juives en 1510.

Cet Edit est imprimé.

DÉCISION du Roi , 22 Mai 1781.

Tous les Sujets qui seront proposés pour
être nommés à des Sous-Lieutenances dans les
Régimens d'Infanterie Française , de Cava-
lerie , de Chevaux-Legers , de Dragons & de
Chasseurs à Cheval , seront tenus de faire les
mêmes preuves que ceux qui sont présentés à
S. M. pour être admis & élevés à son Ecole
Royale Militaire ; & S. M. ne les agréera
que sur le certificat du sieur Chérin , Généalo-
giste de ses Ordres.

Elle agréera en même-temps les fils de Che-
valiers de Saint-Louis.

Cette décision est imprimée.

ORDONNANCE du Roi , concernant la Com-
pagnie des Cadets-Gentilshommes des Trou-
pes des Colonies , 10 Août 1781.

A R T. I I I.

S. M. ne nommera aux places de Cadets-
Gentilshommes , que des Sujets âgés de quinze
à vingt ans révolus , *Gentilshommes* ou *fils*
d'Officiers , décorés de la Croix de S. Louis ,
tués ou morts de leurs blessures au service.
Lesdits Cadets-Gentilshommes seront tenus de
fournir , pour justifier leur état , leur extrait

de Baptême , & les attestations de service de leur pere , lesquelles pieces seront adressées en bonne forme au sieur Chérin , Généalogiste des Ordres du Roi , qui sera chargé de la vérification des mêmes.

Cette Déclaration est imprimée.

DÉCLARATION du Roi , 9 Septembre 1781 ,
registrée en la Chambre des Comptes le 28.
Novembre audit an.

S. M. , en interprétant son Edit du mois de Juillet 1775 , concernant les Officiers de la Chambre des Comptes de Blois : Ordonne que ceux des Officiers de ladite Chambre des Comptes de Blois supprimés , qui , lors de ladite suppression , étoient pourvus d'Offices auxquels le Privilège de la Noblesse au deuxième degré étoit attaché , & dont les peres , pourvus de semblables Offices , avoient obtenu des Lettres de Vétérance , ou étoient morts revêtus de leurs Offices , ensemble leurs enfans & descendans , jouissent du privilège de Noblesse héréditaire , comme si lesdits Pourvus avoient obtenu des Lettres de Vétérance.

Cette Déclaration est imprimée.

RÈGLEMENT du 20 Juin 1782.

Lorsque la Corse a passé sous la domination du Roi , elle étoit totalement dévastée & ruinée , par une guerre civile de plus de quarante ans , que S. M. a jugé digne de sa bonté d'épargner à la Noblesse du pays les frais qu'elle auroit été obligée de faire pour constater son état , en suivant les formes usitées en France ;

en conséquence , Elle lui a permis de faire ses preuves devant le Conseil supérieur de l'Isle, par Edit d'Avril 1770 ; & ordonné que les Arrêts de ce Tribunal serviroient à perpétuité de titre & de reconnoissance de Noblesse.

S. M. ensuite a ordonné , par ses réponses aux Cahiers des Etats de l'Isle de 1775 , que les Enfans des familles Corfes , qui auroient été reconnus Nobles par le Conseil supérieur , pourroient , en représentant les Arrêts en bonne forme de la reconnoissance de leur Noblesse , & les preuves de leurs descendance , de ceux qui auroient obtenu lesdits Arrêts , être reçus à l'Ecole Militaire & à S. Cyr , concurremment avec les autres Sujets , sans qu'on pût leur opposer le défaut de services en France , de leurs peres ou de leurs ayeux , ni exiger d'autres preuves que l'Arrêt du Conseil supérieur.

Enfin le Roi a confirmé ces réponses , par Déclaration du 13 Avril 1777 , rendue en faveur des Demoiselles Corfes qui se présenteroient pour entrer à S. Cyr.

Les preuves nécessaires pour être reconnu Noble Corse , doivent être de deux cens ans au moins , suivant l'Edit d'Avril 1770.

Ce Règlement est imprimé.

LETTRES-PATENTES du Roi , en forme d'Edit , concernant les Annoblissemens dans les Colonies Françoises , & les preuves de Noblesse à faire dans le Royaume par les Habitans desdites Colonies , 24 Août 1782 , enregistré en la Cour des Aides le 18 Décembre.

ARTICLE PREMIER.

Les Lettres d'Anoblissement accordées par S. M. ou par les Rois ses Prédécesseurs à aucuns Habitans de ses Colonies, ou à ceux qui, depuis qu'ils auroient transporté leur domicile dans lesdites Colonies, auroient été anoblis, continueront d'avoir leur effet à leur égard, ou à l'égard de leurs enfans mâles & femelles, & descendans en ligne directe, & en légitime mariage, soit dans les Colonies, soit dans le Royaume, pourvu que lesdites Lettres d'anoblissement aient été revêtues des formalités ordinaires & accoutumées, & qu'il ne puisse être valablement opposé, soit auxdits Anoblis ou à leurs descendans, aucune dérogeance.

A R T. I I.

Leur Noblesse sera comptée, à dater des enregistrements desdites Lettres d'Anoblissement dans les Parlemens, & autres Cours & Conseils supérieurs des Colonies, en la forme ordinaire & accoutumée. Veut qu'ils en jouissent pleinement, sans qu'on puisse leur opposer en aucun cas la Déclaration du 27 Septembre 1664, l'Edit du mois d'Août 1715, la Déclaration du 27 Septembre 1723, l'Arrêt du Conseil du 2 Mars 1771, ni aucune autre Ordonnance ou Règlement, dont Elle n'a pas ordonné l'enregistrement dans les Conseils supérieurs des Colonies.

A R T. I I I.

S. M. ordonne que lesdits Anoblis, ou ceux

de leurs descendans , nés dans les Colonies , qui seront dans le cas de faire preuve de leur Noblesse , seront tenus de rapporter , indépendamment de leurs Lettres d'Anoblissement ou titres constitutifs de leur Noblesse , & des titres & actes nécessaires pour justifier de leur filiation & possession de Noblesse , un acte de notoriété du Conseil supérieur , dans le ressort duquel leur domicile sera établi , portant que les Anoblis depuis la date de leur titre d'anoblissement , & leurs descendans , n'auront exercé aucun état incompatible avec la Noblesse , dont ils seront revêtus , qu'ils auront pris les qualités nécessaires pour la conserver. Ne pourra ledit acte de notoriété être donné que d'après les conclusions du Procureur-Général du Roi , par le Conseil supérieur assemblé en nombre compétent ; & sera ledit acte signé par tous les Juges qui auront assisté à la séance , & par le Procureur-Général.

A R T. I V.

Attendu les partages des familles , dont les titres originaux restent ordinairement en la possession de la branche aînée , & vu le danger de confier à l'incertitude de la navigation les originaux des titres justificatifs de la Noblesse : Veut S. M. , sans tirer à conséquence , que les copies collationnées des titres constitutifs de Noblesse , & Arrêts d'enregistrement d'iceux , soient admis dans les preuves que les Habitans des Colonies seroient obligés de faire dans le Royaume , & seront lesdites co-

pies attestées conformes aux originaux , & signées par les Conseils supérieurs , chacun dans leur ressort , en observant les mêmes formalités prescrites par l'article III ; & sera en outre indiquée dans ladite attestation la branche de la famille , entre les mains de laquelle lesdits titres originaux seront restés.

A R T. V.

Les Descendans des Annoblis , pour obtenir l'acte mentionné en l'Article III , & dans la forme qui y est désignée , seront tenus de rapporter , outre le titre de leur annoblissement , les titres & autres actes civils , tels que contrats de mariage , partages , transactions , testamens & autres pièces admises dans les preuves de Noblesse , & de les joindre à la Requête qu'ils feront présenter au Conseil Supérieur du ressort , à l'effet d'avoir ledit acte , lequel leur sera donné comme ci-dessus , d'après les conclusions du Procureur-Général du Roi , de laquelle production , il sera fait mention dans ledit acte.

A R T. V I.

N'empêche S. M. , soit les Procureurs-Généraux esdits Conseils , soit lesdits Conseils supérieurs , chacun dans leur ressort , de requérir & ordonner , s'ils avisent qu'il en soit besoin , d'après les requêtes des Parties , pour avoir le certificat de non-dérogeance , une enquête dans laquelle seront entendus au moins quatre témoins notables , entre ceux

que les Parties pourront indiquer au nombre de six, & que les Procureurs-Généraux pourront choisir.

A R T. V I I.

L'enquête ne pourra être donnée que pour avoir le certificat de non-dérogeance : N'entend S. M. , qu'elle puisse suppléer au défaut de titres , ni au défaut de qualités nécessaires pour la conservation de la Noblesse.

A R T. V I I I.

Les Annoblis , pour avoir ledit acte , ne seront tenus de joindre à leur requête que les Lettres d'annoblissement , ou le titre constitutif de leur Noblesse.

Ces Lettres sont imprimées.

LETTRES-PATENTES du Roi , portant règlement pour les preuves de Noblesse exigées en Provence.

Du 18 Octobre 1783.

Tous ceux du pays de Provence qui seront dans le cas de faire preuves de leur Noblesse , ou de recourir à S. M. pour obtenir des Lettres de maintenue , confirmation , réhabilitation de Noblesse , ou des Lettres de relief , d'omission de qualifications nobles , ou des demandes des certificats de Noblesse , pour être présentés à la Cour ou être admis dans les Chapitres , dans les Ordres du Saint-Esprit , de Saint-Lazare , de Malthe , aux Pages , à l'Ecole Royale Militaire & à Saint-Cyr ,

Cyr, seront tenus de représenter aux Généalogistes à ce préposés, leurs titres en grosses ou expéditions premières, justificatifs de leur Noblesse, & de leur généalogie ou filiation.

Dans le cas où il n'auroit pas été délivré dans le principe des grosses ou expéditions desdits titres, ou que lesdites grosses ou expéditions premières se trouveroient perdues : Veut S. M. qu'elles soient suppléées par des expéditions anciennes ou nouvelles, qui seront vérifiées quant aux anciennes, & délivrées quant aux nouvelles, dans la forme ci-après prescrite.

Il sera présenté aux Syndics de la Noblesse de Provence, par ceux qui désireront constater l'authenticité des expéditions anciennes dont ils seront porteurs, & qui n'auront pas été délivrées par les Notaires qui en auront reçu les minutes, ou se faire délivrer des expéditions nouvelles des titres probatifs de leur Noblesse, une requête à l'effet d'obtenir la nomination de deux Commissaires du Corps de la Noblesse, qui ne pourront être leurs parens ou alliés aux degrés prohibés par l'Ordonnance, l'un desquels sera choisi de préférence parmi les Militaires, Chevaliers de l'Ordre de Saint-Louis, s'il y en a dans le voisinage du lieu où se trouvent les originaux des registres, pour présider & assister à la vérification des expéditions anciennes, & à la délivrance des expéditions nouvelles, sur les minutes des actes insérés dans les registres tenus & conservés dans ledit pays de Provence.

Et pour constater légalement l'authenticité des Expéditions qui auront été faites depuis la délivrance des grosses ou expéditions premières, les Commissaires qui auront été nommés doivent être tenus, après avoir par eux préalablement prêté le serment, en tel cas requis & accoutumé, pardevant le plus prochain Juge des lieux, de se transporter, soit dans les études des Notaires détenteurs des minutes sur lesquelles les expéditions auroient été faites, soit chez tous les autres Dépositaires d'icelles, ou des registres qui les contiendront, se feront représenter lesdites minutes ou registres; & après avoir vérifié en présence dudit Juge & des Notaires ou autres Dépositaires des minutes, que les expéditions sont exactement conformes auxdites minutes, lesdits sieurs Commissaires les collationneront mot à mot, en présence dudit Juge & des Notaires ou Dépositaires, en certifieront la parfaite conformité avec les minutes, en signeront leur certificat avec ledit Juge, & les Notaires & Dépositaires, & y feront apposer le sceau de leurs armes, & seront ensuite lesdits certificats légalisés par un Officier de la Justice royale la plus voisine des lieux, autre néanmoins que celui qui aura certifié lesdites anciennes expéditions. A l'égard des actes dont les grosses ou expéditions premières n'auroient pas été délivrées, ou qui se trouveroient perdues, Veut S. M. que lesdits sieurs Commissaires, après le serment ci-dessus ordonné, se transportent chez les No-

CHRONOLOGIQUE. 411

naires ou autres Dépositaires des minutes ou des registres qui les contiennent , qu'en présence dudit Juge , ils se les fassent représenter pour , après avoir par eux vérifié & constaté l'état desdites minutes , en faire faire des expéditions en présence dudit Juge , soit par les Notaires détenteurs , soit par les Notaires qu'ils appelleront à cet effet , dans les cas où les minutes se trouveroient dans les mains de simples Dépositaires , s'en faire délivrer des expéditions par lesdits Notaires , lesquelles expéditions ils collationneront mot à mot avec ledit Juge & lesdits Notaires , sur les minutes , en certifieront l'exacte conformité avec les minutes , en signeront comme dessus leur certificat avec ledit Juge , & lesdits Notaires & Dépositaires , & feront sur leur certificat apposer chacun le sceau de leurs armes , & seront ensuite lesdites expéditions & certificats , légalisés comme il est ordonné ci-dessus. Déclare au surplus S. M. , qu'elle n'entend point déroger aux dispositions des Mémoires publiés de son ordre pour l'admissions des Officiers des Troupes de terre & de mer , en ce qui concerne les rapports des Arrêts du Conseil , & des Jugemens des Commissaires départis dans les Provinces du Royaume , portant maintenue de Noblesse , ainsi que des procès-verbaux des preuves de Noblesse , des Lettres-Patentes & de Chancellerie , contenant Annoblissement , des Commissions & Brevets , des provisions de Charges ,

conférant la Noblesse transmissible , & autres actes de cette espece.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

LETTRES-PATENTES du Roi , portant règlement pour les preuves de Noblesse exigées dans la Ville d'Avignon & le Comté Venaissin.

Du 30 Avril 1784.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

Nota. Les formalités dont doivent être revêtues les expéditions représentées en preuves par les familles d'Avignon & du Comté Venaissin , sont les mêmes que celles que prescrivent les Lettres-Patentes qui précèdent.

La seule différence qui existe , est que les Requêtes , aux fins de constater l'authenticité des expéditions , doivent être présentées , à l'égard des habitans de la ville d'Avignon , aux Consuls de cette Ville , & à l'Elu de la Noblesse , pour ceux du Comté Venaissin.

LETTRES-PATENTES du Roi , du 18 Juillet 1784 , registrées en Parlement le 3 Septembre suivant , concernant les privilèges des Offices de Secrétaires des Finances , & Greffiers du Conseil privé.

S. M. attribue à ses Conseillers en ses Conseils , Secrétaires des Finances & Greffiers du Conseil privé , le droit & privilège de Noblesse héréditaire.

Ces Lettres-Patentes sont imprimées.

ARREST du Conseil d'Etat , du 29 Juillet 1784 , concernant les Annoblis depuis 1715 ,

qui sont en retard du paiement des sommes auxquelles ils ont été taxés par l'Edit d'Avril 1771, pour droit de confirmation.

Les Anoblis depuis 1715, qui ayant été admis au droit de confirmation après le délai fixé par l'Arrêt du 29 Novembre 1772, (lequel renouvelle la peine de déchéance du titre de Noblesse, prononcée par l'art. VII, de l'Edit d'Avril 1771, contre lesdits Anoblis qui n'auront pas payé le droit de confirmation, lequel Arrêt proroge jusqu'au 20 Juin 1773 le délai accordé par ledit Edit de 1771), n'auront pas fait enregistrer leur quittance, avant la demande du Franc-Fief, seront tenus d'acquitter ce droit pour vingt années entières, à commencer du premier Juillet 1773.

A l'égard de ceux de ces Anoblis qui auront fait enregistrer leur quittance de paiement avant la signification de la contrainte, ils acquitteront le Droit de Franc-Fief, à raison du temps qui sera écoulé depuis leur déchéance jusqu'au relevement qu'ils en auront obtenu. Non compris dans ces dispositions les Anoblis qui se trouvant dans l'un de ces deux cas, peuvent avoir obtenu des Jugemens ou décisions qui les admettent purement & simplement au paiement du Droit de confirmation, lesquels continueront d'être exécutés.

Les Intendans & Commissaires départis dans les Provinces, commis à l'exécution du présent Arrêt.

Cet Arrêt est imprimé.

ARREST du Conseil d'Etat du Roi, qui fixe

le Droit du Marc d'or de Noblesse , qui sera payé à l'avenir par les Citoyens Nobles de Perpignan , du 22 Décembre 1785.

Le Roi s'étant fait représenter les Arrêts rendus en son Conseil les 22 Novembre 1671 , 26 Mai 1714 & 30 Mai 1733 , revêtus de Lettres-Patentes , portant Reglement pour l'Election des Citoyens Nobles & immatriculés de la ville de Perpignan ; celui rendu le 13 Septembre 1702 , également revêtu de Lettres-Patentes , qui a maintenu & confirmé lesdits Citoyens-Nobles & immatriculés dans leurs Privileges ; & en conséquence a déclaré , que comme Nobles & Gentilshommes , ils doivent jouir de tous les Honneurs , Droits & Privileges attribués à la Noblesse ; considérant que l'élection & l'admission desdits Citoyens à la Matricule de Perpignan , contient un véritable Anoblissement , & ne differe point de celui qui résulte des Lettres de Noblesse que S. M. accorde à ses Sujets.

Ordonne que les Habitans de Perpignan , qui par la distinction de leurs services , seront élevés à l'avenir à l'état de Citoyen-Noble & immatriculé de la ville de Perpignan , & dont l'Election sera faite , conformément auxdits Arrêts du Conseil , paieront le Droit de Marc d'or d'Anoblissement , conformément au Tarif arrêté au Conseil pour les Lettres de Noblesse.

Ceux à qui S. M. accordera des Lettres de Citoyen-Noble de la ville de Perpignan , seront

CHRONOLOGIQUE. 415
tenus de payer le même Droit de Marc d'or d'Anoblissement.

S. M. confirme en tant que besoin la nomination de ceux de ses Sujets qui ont été ci-devant élus Citoyens-Nobles immatriculés de la ville de Perpignan , les dispense de payer le Droit de Marc d'or d'Anoblissement , établi par le présent Arrêt , dont elle leur fait remise & don.

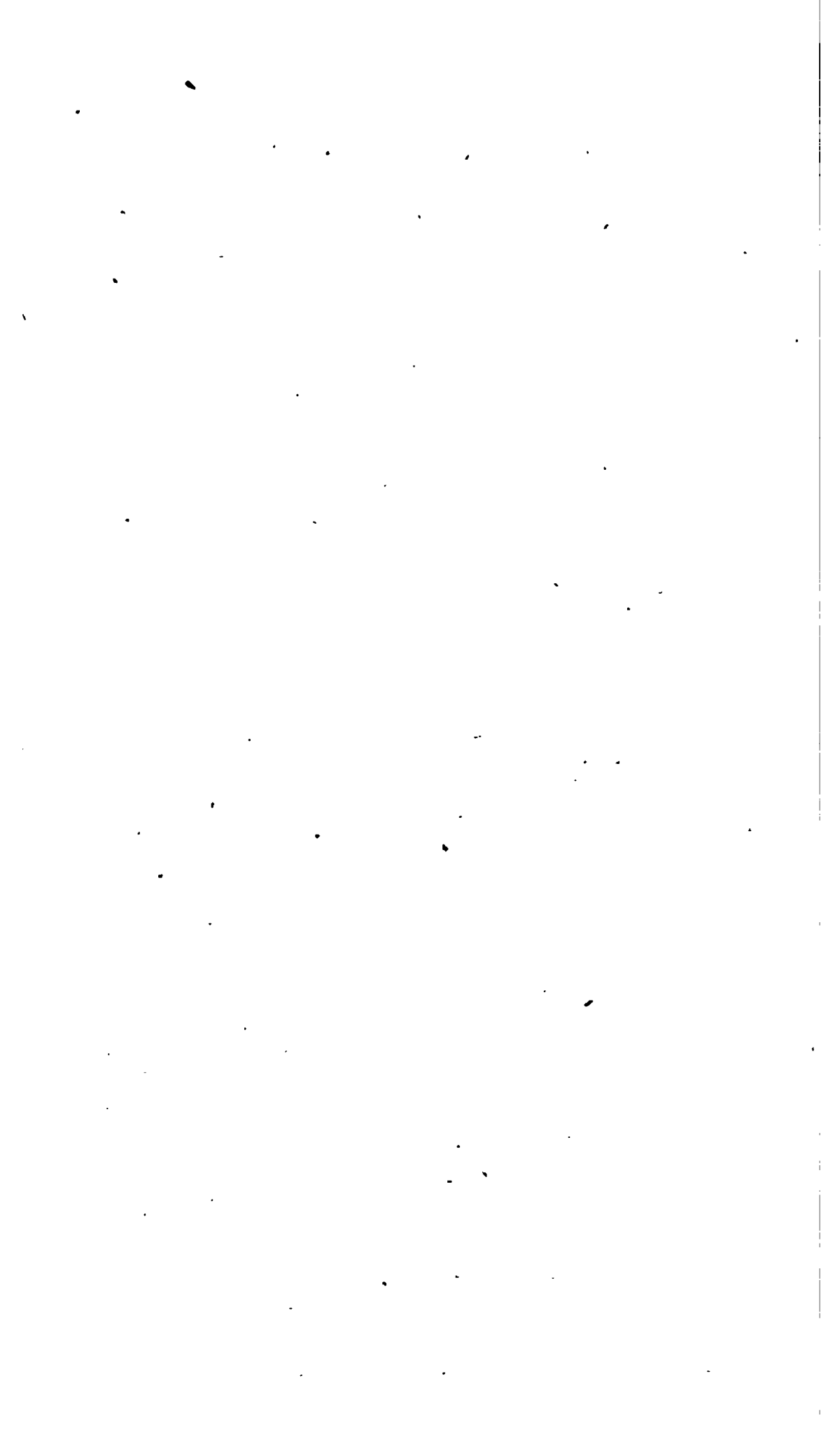
Cet Arrêt est imprimé.

ORDONNANCE du Roi, concernant la Marine , premier Janvier 1786.

A R T. X.

Il ne sera admis dans les Colleges , comme destinés au Service de la Marine , que des jeunes Gens , qui feront les preuves de Noblesse exigées pour le Service Militaire , (c'est-à-dire , de quatre génération , la préférence sera accordée aux fils & neveux de nom des Officiers généraux de la Marine , & des Capitaines des Vaisseaux de S. M.

Cette Ordonnance est imprimée.



R E C U E I L

D E

PIÈCES DÉTACHÉES.

*DE la forme des preuves des Gentils-
hommes d'ITALIE qui ont le dessein
de faire reconnoître leur Noblesse en
France.*

RÉPUBLIQUE DE GENEVE.

LES familles de Genève qui desirent se procurer des Expéditions d'actes nécessaires pour composer leurs généalogies , doivent auparavant présenter requête aux Syndic & Consuls de cette République , pour qu'ils lui en délivrent des Extraits qu'ils revêtiront des formalités suivantes :

On caractérisera les Registres & Actes , c'est-à-dire , qu'on spécifiera s'ils sont du temps de leurs dates , s'ils sont en parchemin ou en papier ; si ce sont des Délibérations du Conseil , des Procès-verbaux , &c. On citera les pages ou folios , & on marquera le lieu où ils sont déposés. On écrira mot pour mot le ~~texte même~~ , dans le style & l'orthographe du temps , & on insérera , dans un même cahier , toutes les pièces de même espece , afin d'éviter la diversité des signatures. A l'égard des Actes qui ne sont pas dans des Registres , on dira s'ils sont en

Extrait
de divers
Mémoi-
res com-
posés par
feu Mr.
Chérin ,
Généa-
logiste
des Or-
dres du
Roi.

Cabi-
net de
l'Ordre
du Saint-
Esprit.

parchemin ou en papier, Originaux ou Expéditions, d'après des Originaux ou Copies tout au long & dans un seul cahier, ceux qui concernent particulièrement chacune desdites familles.

Après la confection des Expéditions, de ces Extraits & Actes, on priera M. le Secrétaire d'Etat de la République de les signer & sceller du Sceau de la même République, & le Résident pour le Roi de les légaliser.

On fera copier également tout au long par les Notaires, les Actes qui se trouveront dans leurs Etudes, & on mettra dans un seul cahier tous ceux qui sont tirés d'une même Etude, & sans laisser de blanc entre chacun. Ces Notaires déclareront si ces Actes sont de leurs prédécesseurs, ou si ce sont des dépôts faits entre leurs mains. Ces Copies ou Expéditions seront faites sous les yeux des Syndic & Conseil de la République, qui attesteront à la fin qu'ils les ont collationnées avec les Notaires, & qu'elles sont conformes aux Originaux sur lesquels elles auront été prises; ensuite on les fera légaliser comme les autres.



RÉPUBLIQUE DE LUCQUES.

Formes sous lesquelles on peut , au défaut des Originaux , admettre les expéditions des Actes passés dans cette République , pour les preuves de Noblesse.

Ces Expéditions doivent être délivrées sur les Originaux déposés dans les archives de la République , & légalisés , 1°. à Lucques par les Anciens & Gonfalonier de Justice de la même République , signées de son Grand-Chancelier & scellées de son Sceau. 2°. à Florence , par l'Envoyé à la Cour de Toscane , signées de lui , & par le Ministre plénipotentiaire de S. M. en cette Cour , ou en son absence , par le Chargé des affaires du Roi en la même Cour.

On regarde comme caractéristiques de Noblesse pour les Sujets de cette même République , les qualités de *Seigneur , Noble-Seigneur , Spectable , Noble de Lucques.*

B O L O G N E.

Maximes usitées pour les preuves de Noblesse.

Les preuves de Noblesse se font en Italie , & spécialement à Bologne , à-peu-près comme en France , c'est-à-dire , par titres civils , tels

que Contrats de mariage , Testamens , Tutelles , Investitures , &c. , passés devant des Notaires , portant des qualifications caractéristiques de Noblesse.

Ces qualifications sont pour les familles Bolonoises ; celles de *Très-Illustre Seigneur* , *Très-Illustre & Noble-Homme* , *Très-Illustre Homme* , & de *Citoyen Noble*.

Elles se trouvent dans les titres de la preuve faite en 1737 pour l'Ordre du St. Esprit , par M. le Marquis de Monti , originaire de Bologne.

Un Certificat , concernant une famille de cette même ville , y ajoute celle d'*egregius vir Dominus*.

Indépendamment des titres , portant ces qualifications , la preuve de M. le Marquis de Monti , citée ci-dessus , est fortifiée sur chacun de ses-degrés d'un Extrait des Registres des Tribuns du Peuple , portant que les Sujets qui les forment , sont inscrits au nombre des Gonfaloniers tirés du Corps de la Noblesse.

I S L E D E C O R S E .

Usages de l'Isle de Corse , relativement aux preuves de Noblesse , & Maximes du Conseil qui en dirigent la forme.

Extrait
in Mé- L'exposé de ces deux objets est tiré prin-
dre cipalement d'une Lettre très-instructive &

DE PIÈCES DÉTACHÉES. 423

ès-sage , écrite en 1776 par M. de Bou- composé
reporne , Intendant de Corse , à M. le par feu
Comte de St. Germain, Ministre de la Guerre. M. Ché-
rin, Gé-

Il y a eu de tout temps dans cette Isle des néalogis-
nobles possesseurs de Fiefs , ayant des Vaf- te des
aux , & obligés , à ce titre , de servir à la Ordres
Guerre. Ils jouissent , entr'autres privilèges , du Roi.
de l'exemption des Tailles. Les plus distin- Cabinet
gués d'entre ces Nobles sont nommés *Ca-* de l'Or-
oraux. On ignore quelles étoient ci-devant dre du
la forme & l'étendue de leurs preuves. Après S. Esprit
la conquête de cette Isle , le feu Roi donna
un Edit qui statua sur cette matiere ; cet
Edit , qui est du mois d'Avril 1770 , porte
en substance , que ceux qui se prétendent
Nobles , sont tenus de produire au Greffe
du Conseil Supérieur de la même Isle , des
titres qui prouvent leur filiation & leur No-
blesse , depuis 200 ans au moins ; que dans
les cas où les preuves n'y seront pas jugées
suffisantes , S. M. se réserve de prononcer
sur l'état des familles , relativement aux cau-
ses de la perte de leurs titres & sur la con-
sidération de leurs services , de leur attachement à leurs Souverains , &c.

Quant aux ~~maximes~~ générales qui pres-
crivent la forme , l'espèce & le nombre d'Ac-
tes admis en preuves , comme le même Edit
de 1770 ne les a point déterminées , on en va
décrire la substance.

Les preuves se font par titres originaux
& par Expéditions ; on n'y admet aucunes

Copies collationnées, de quelques formalités qu'elles puissent être revêtues.

On appelle *titres originaux* les premiers grosses délivrées sur les minutes par les Notaires ou autres Officiers publics qui les ont reçues, & Expéditions, les transcriptions faites sur les mêmes minutes par les Notaires ou autres Officiers publics qui en sont détenteurs, comme successeurs des premiers.

Ces titres sont les Contrats de mariage, création de Tutelle, Curatelle & de Garde-Nobles, Partages, Transactions, Hommages, Aveux, Dénombrements, Provisions de Charges & Places, &c. Les Actes d'Eglise ne sont jamais admis en preuves de Noblesse; mais de filiation seulement.

Chaque degré doit être établi par deux Actes au moins, dans lesquels le sujet qui le forme stipule.

Ces maximes sont fondées sur un nombre d'Edits, de Déclarations & d'Ordonnances, & elles sont suivies pour les Maisons ou familles d'Italie qui ont été dans le cas de faire constater leur état.



B I G O R R E E T B É A R N.

Maximes du Conseil sur la forme des preuves de Noblesse des familles Nobles de Bigorre & Béarn.

Les Maximes du Conseil sur la forme des preuves de Noblesse en cette Province est absolument la même que pour les autres en France.

Un des usages qui lui sont particuliers , & qu'elle a en commun avec la Navarre & le Béarn , c'est que les Possesseurs des Biens-Nobles y jouissent des privilèges de la Noblesse , entrent aux Etats & passent pour Nobles d'extraction , lorsque cette possession dure 100 années.

Un tel usage , qui met entre les mains des Particuliers l'une des plus éminentes prérogatives de la puissance souveraine , devrait sans doute être pros crit : mais on prétend qu'il a pour base l'Edit de réunion à la Couronne du Royaume de Navarre & de la Province de Béarn, de l'année 1620, qui confirme leurs anciens Habitans dans leurs anciens privilèges , & ce sentiment est favorisé par deux Arrêts du Conseil des 11 Novembre 1669 & 13 Novembre 1701, qui ont exempté ces mêmes Habitans de la recherche générale de la Noblesse, ordonnée en 1666 & 1696.

Extrait
de deux
Mémoi-
res com-
posés par
feu M.
Chérin ,
Généa-
logiste
des Or-
dres du
Roi.
Cabinet
de l'Or-
dre du St
Esprit.

Extrait
d'un Mé-
moire
composé
par M.
de Beau-
jon, Gé-
nealogis-
te des
Ordres
du Roi.
Cabinet
de l'Or-
dre du S.
Esprit.

PROVINCE DE BRETAGNE.

*Maximes de la Province de Bretagne , con-
cernant les preuves de Noblesse & les Cou-
tumes anciennes qui lui servent de base.*

Il y a deux moyens de prouver la No-
blesse en Bretagne. La première est tirée des
anciennes réformations de la Noblesse de
cette Province faites dans les XV & XVI^e
siècles ; & le second, du Gouvernement no-
ble & avantageux. On expliquera plus bas
ce qu'on entend par les termes de Gouverne-
ment noble.

Ceux qui ne peuvent remonter leur filia-
tion & leur Noblesse à ces anciennes réfor-
mations , se servent de la preuve du Gou-
vernement noble , c'est-à-dire , qu'ils doi-
vent produire un partage noble fait cent ans
auparavant , pour servir de souche certaine
de Noblesse , & d'autres partages sur les de-
grés où il y a eu occasion d'en faire.

Ces partages , pour être censés Nobles ,
demandent trois conditions. La première ,
que les aînés recueillent en entier , & aient
la saisine de la succession de leurs peres &
meres incontinent après leur décès , & avant
d'en faire le partage. La seconde , que les
puînés ou juveigneurs donnent à l'aîné la
qualité d'héritier principal & noble. Et la

sième, que l'aîné ait & prenne pour sa part les deux tiers de tout le bien noble, & qu'il laisse à ses puînés l'autre tiers, pour le partager également entr'eux. Ces trois conditions caractérisent, & sont tellement l'essence du partage noble, que si l'une d'elles y manquoit, il ne serviroit pas de preuve de gouvernement noble, quand même ceux qui les auroient faits, auroient vécu pendant cent ans & au-delà dans leurs autres actes la qualité de *Noble & d'Ecuyer*, & même celles d'*héritier principal & noble*. Le second moyen est particulier à la Province de Bretagne; car il suffit pour prouver la Noblesse dans les autres Provinces du Royaume, de produire sur chaque degré des titres qui établissent la filiation, & dans lesquels les sujets soient qualifiés Nobles, Ecuyers, Chevaliers, &c. & il est d'autant mieux fondé pour la Bretagne, qu'anciennement la Noblesse n'y prenoit souvent aucune qualité dans les titres, & qu'il ne lui restoit l'autre preuve de son état que les partages nobles.

C'est sur ces maximes que la Chambre Royale établie à Rennes en 1668, pour la réformation de la Noblesse de Bretagne, a rendu ses Arrêts. Elles doivent encore servir de fondement aux preuves de Noblesse des Familles de cette Province, & on va voir qu'elles naissent de l'esprit de la Coutume.

Cette Coutume (1) porte au titre des *Cessions & Partages* » que (1) les Maî-
 » Fiefs, Rentes de Convenans, & Doma-
 » congéables nobles, & autres biens nob-
 » soit d'ancien patrimoine ou d'acquêts.
 » les meubles, seront partagés noblemen-
 » tre les Nobles que l'ainé
 » par préciput en succession de pere &
 » mere, & en chacune d'icelles, le Châ-
 » ou principal Manoir avec le *Pourpris*,
 » outre les deux tiers, & l'autre tiers
 » baillé aux puînés pour être par-
 » tagé par l'ainé entr'eux par égales por-
 » tions, &c. Que (2) quand la femme no-
 » ble se remarie avec l'homme de condit-
 » roturiere, leurs successions seront parta-
 » gées entre leurs enfans & descendans d'au-
 » également, sauf le préciput (à l'ainé) au-
 » héritages nobles Que (3) les biens
 » meubles des Bourgeois & autres du Tiers-
 » Etat, seront partagés par moitié, &c.
 » Que (4) les enfans & autres héritiers des
 » Bourgeois, & autres du Tiers-Etat parta-
 » geront également, tant en meubles que
 » héritages, & choisiront les enfans mâles
 » descendans d'eux, les uns après les autres,

(1) Coutume générale de France & des Gaules.
 par Dumoulin, in-folio, Paris, 1604, tom. II, fol.
 786, 787, 788 & 789.

(2) Art. 541.

(3) Art. 555.

(4) Art. 583.

(5) Art. 587.

» & après eux les filles selon l'ordre de leur
 » nativité , & que le fils aîné aura la princi-
 » pale maison ».

ROYAUME D'IRLANDE.

*Maximes du Conseil sur la forme des preuves
 de Noblesse du Royaume d'Irlande , d'après
 les usages particuliers du même Royaume.*

La forme usitée pour les Généalogies des Familles d'Irlande , consiste dans une Généalogie en Table ou en Discours , dressée par les Rois d'Armes de ce Royaume sur les registres de leur Office , signée par eux , scellée du sceau de leur dit Office , légalisée à Dublin , souvent par deux Notaires de cette ville , & toujours par le Lord Lieutenant-Gouverneur Général du même Royaume , ou à son défaut , par le Lord-Maire , de la même ville de Dublin , puis à Londres , par le Secrétaire d'Etat d'Angleterre au département du Sud , ou par les Rois ou Héraults & Poursuivans d'Armes du Royaume , d'Angleterre , & nécessairement par l'Ambassadeur du Roi en Angleterre.

Comme le plus grand nombre des Familles Nobles de ce Royaume , n'ont que très-peu de titres , il ne leur reste d'autre moyen de prouver leur état que les Généalogies dressées par les Rois d'Armes. Alors , pour obvier aux inconvéniens qu'il y auroit

d'accorder ou de refuser inconsidérément la confiance à ces ouvrages , & d'aggraver ainsi au Corps de la Noblesse des Familles roturieres ou de compromettre l'état & le nombre de Maisons vraiment Nobles , & par leur attachement à leurs Souverains ont perdu les preuves dans les troubles & ont dévasté leur Patrie. On a depuis quel temps proposé des moyens de s'affurer , tant qu'il est possible , de l'exactitude de ces Rois d'Armes , & ces moyens ont été approuvés par plusieurs Gentilshommes Irlandois instruits des usages de leur pays. Ils consistent , indépendamment des formalités ci-dessus rapportées ,

1°. A exiger de ces Rois d'Armes, que, dans les Généalogies qu'ils composent, ils citent les monumens qui leur servent de preuves ; qu'ils mettent des dates à chaque degré ; qu'ils spécifient les titres & qualités des sujets de chacun de ces degrés , ainsi que ceux de leurs alliances , & y fassent peindre le blazon de leurs armes , ou en donnent la description.

2°. A faire certifier ces Généalogies, d'abord en Irlande après leur confection , & avant leur légalisation , par six ou huit Gentilshommes publiquement reconnus pour tels , & même titrés autant qu'il sera possible des lieux , cantons & Provinces où les Familles traitées dans ces Généalogies , sont domiciliées ou l'étoient avant leur émigration , puis

Paris par six ou huit autres Gentilshommes domiciliés en France, natifs ou originaires des mêmes lieux, cantons & Provinces, & âgés autant qu'on le pourra. On entend par ces certificats, des actes par lesquels ces Gentilshommes, tant ceux domiciliés en Irlande, que ceux qui le sont en France, attestent qu'ils connoissent & ont connu les derniers Sujets, vivans ou morts, rapportés dans ces Généalogies, qu'ils sont ou étoient nobles, qu'ils vivent ou ont vécu noblement, ont occupé des Places affectées à la noblesse ou compatibles avec elles; que leurs Familles sont anciennes & Nobles, ont joui des Privilèges de la Noblesse, &c.

Après qu'on a ainsi établi la preuve de la noblesse, pour les temps où les Familles ont domiciliées en Irlande; elles doivent faire preuve pour les temps qui ont suivi leur émigration en France, conformément aux usages de ce Royaume, c'est-à-dire, par les titres originaux.

BATARDS DES NOBLES.

Mémoire succinct sur le rang des enfans naturels des Nobles en France, avant 1600.

C'est une maxime universellement reçue en France, que les Enfans naturels des Gentilshommes, y ont joui dès les plus anciens temps & jusqu'à l'année 1600 des Privilèges

Extrait d'un Mémoire composé par feu M. Chérin, Généalogiste des Ordres

du Roi. de la Noblesse, & ont conservé les prérogatives du nom & des armes (avec une **Cabinet** sursure), des Maisons dont ils tiroient **de l'Ordre du S. Esprit.** origine. Leur état étoit tel, (disent les Auteurs de la seconde édition du *Glossaire de du Cange*), qu'à peine faisoient quelque différence entr'eux & les enfans légitimes. C'est sur ce fondement, qu'ils mêmes employoient pour désigner leur état, un terme peu usité aujourd'hui dans notre Langue, & on en trouve une foule qui se qualifient Bâtards. La Chambre des Comptes & le Cabinet de l'Ordre du S. Esprit, contiennent une infinité d'actes qui prouvent ce fait, ainsi que leur rang & leur Noblesse. On les voit servir dans les armées avec les autres Gentilshommes, parvenir ainsi qu'eux à la Chevalerie, aux places de Capitaines des Compagnies de l'ancienne Ordonnance, de Chambellans de nos Rois, & de Gentilshommes de leurs Maisons, à celles de Capitaines & de Châtelains des villes. Entre un nombre d'exemples qui établissent la considération qu'on accordoit aux Enfans naturels des grands Maisons, on a choisi les quatre suivans.

Le premier est tiré d'un registre des Chartres du Roi. Il apprend que Garcior, fils naturel de la Maison de Cominges, Capitaine de cinquante hommes d'armes au service du Comte de Pardiac, se battit vers l'année 1409 avec Jean de Lautar, Chevalier, parce que celui-ci lui avoit reproché qu'il n'étoit

n'étoit pas digne d'être appelé Bâtard de Cominges.

Le second est celui de Jean de Lescun , fils naturel d'Arnaud-Guillaume de Lescun & d'Anne d'Armagnac , (dite de Termes) , lequel se faisoit appeller *le Bâtard d'Armagnac*. Il fut Maréchal de France & Comte de Cominges & de Briançonnois , Gouverneur de Dauphiné , & Lieutenant-Général en Guyenne , premier Chambellan du Roi Louis XI , & Chevalier de l'Ordre de Saint Michel à son institution en 1469. Il épousa Marguerite , fille de Louis , Marquis de Saluces & d'Isabelle Paleologue Montferrat , & en eut deux filles mariées dans les Maisons d'Amboise & de Montferrand.

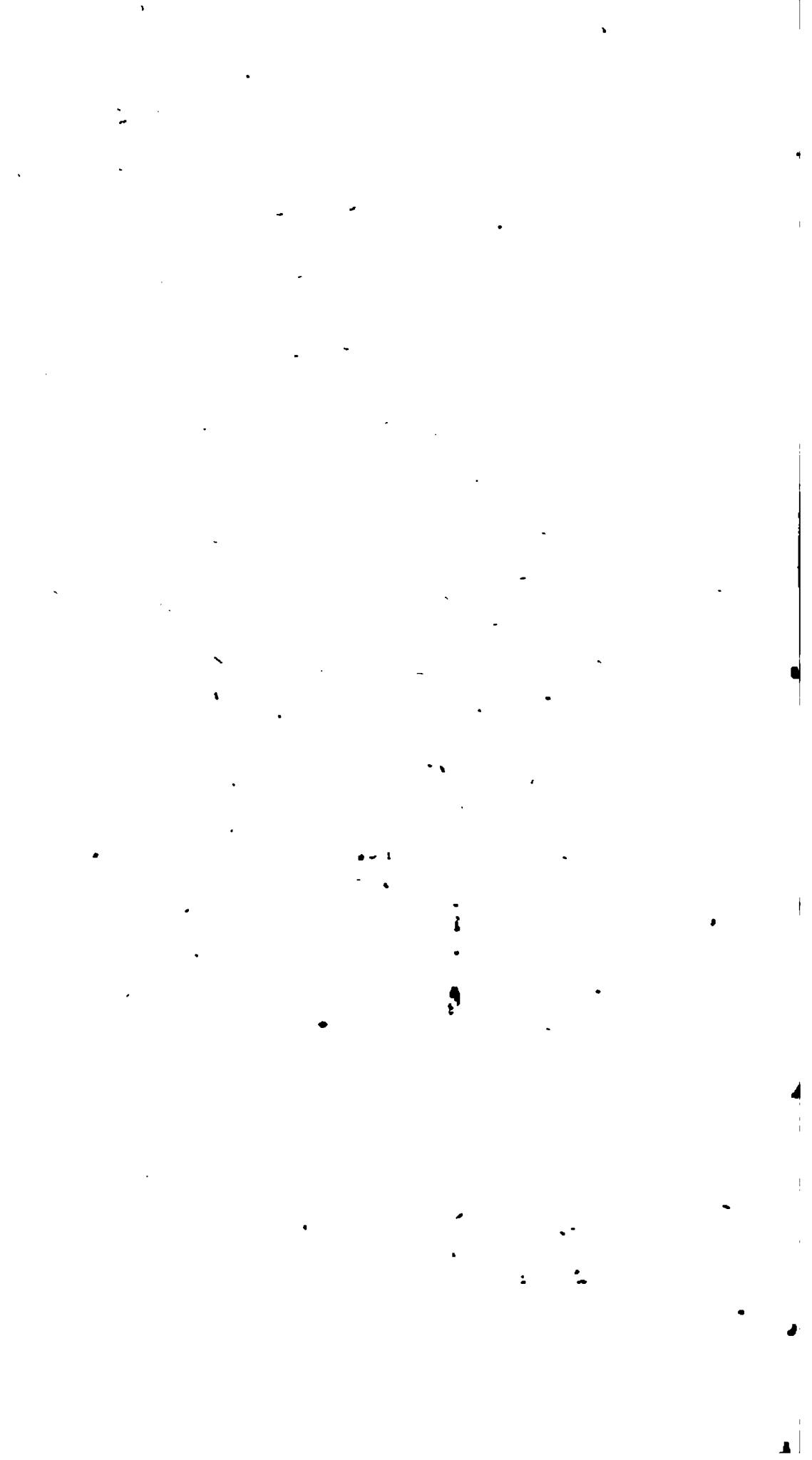
Le troisieme concerne Jean d'Harcourt , fils naturel de Jean VII , Comte de Harcourt. Les archives de Lorraine apprennent qu'il signa le premier , & avant Jean de Ligneville , & autres des plus apparens de la Cour de Lorraine , l'acte de cession qu'Ioland d'Anjou , Duchesse de Lorraine fit de son Duché à René de Lorraine , son fils aîné , le 2 Août 1473 , ainsi que le contrat de mariage de Charles d'Anjou , Comte du Maine , avec Jeanne de Lorraine , du 21 Janvier suivant. Ce Prince , qui fut depuis Roi de Sicile , lui transporta la Seigneurie de Gironde en Poitou , par Lettres du 4 Avril 1475 , dans lesquelles il le qualifie son *cher & aimé Cousin*.

Le quatrieme enfin , regarde Armand , Bâtard de la Maison de Cleves. Le Roi Louis XII le qualifie *son cher & féal Cousin* , dans les Lettres de Légitimation qu'il lui accorda au mois de Janvier 1506.

On peut joindre à ces exemples un trait de l'Histoire de Languedoc , qui prouve que la qualité de Bâtard d'une grande Maison ne peut être un objet d'ambition ; c'est qu'André de Ribes , Capitaine de Routiers en 1426 , se faisoit appeller le Bâtard d'Armagnac , quoiqu'il ne le fût pas.

F I N.

AUPHIN.



NOTICE

Des différentes Preuves de Noblesse qui se font en France , avec l'indication des époques où elles doivent être remontées , ou du nombre des degrés ou quartiers qui les composent.

*Fixation des
Époques.*

*Nomb. des deg.
ou quartiers.*

ORDRES de Chevalerie, & Confréries nobles.

Ordre du S. Esprit.	. . .	4 degrés.
— de S. Michel.	. . .	3 degrés.
— de S. Lazare.	. . .	9 degrés sans prin- cipe connu.
— de Notre-Dame du Mont-Carmel.	. . .	4 degrés.
— de Malte.	8 quartiers du côté paternel , & 8 du côté maternel.
Confrérie de Saint- Georges en Fran- che-Comté.	16 quartiers.
— de S. Hubert de Bar.	5 deg. non comp. le présenté.

HONNEURS de la
Cour, ou Présentat. 1400 sans anobl.
connu.

MAISON DU ROI.

Sous-Lieutenans des
Gardes-du-Corps. 1400 sans anobl.
connu.

Fixation des *Nomb. des deg.*
Epoques *ou quarries.*

Gardes-du-Corps. Preuve de
 naiss. noble.

Pages de la Grande-
 Ecurie. 1550. sans ano-
 bliss. connu.

Ecuyers, 200 ans.

MAISON DE LA REINE.

Pages, & Ecuyers. 200 ans.

MAISON DE MONSIEUR.

Pages, & Ecuyers. 200 ans.

MAISON de Mgr Comte D'ARTOIS.

Pages de la Cham-
 bre, & Ecuyers. 200 ans,

MAISON de Mgr le Duc D'ORLÉANS,

Pages & Ecuyers. 1550 sans ano-
 bliss. connu.

MAISON de Mgr le Prince de CONDÉ.

Pages, & Ecuyers. 1550 sans ano-
 bliss. connu,

MAISON de Mgr le Prince de CONTY.

Pages, & Ecuyers. ;

MAISON de Mgr le Duc de PENTHIEVRE.

Pages, & Ecuyers.

Emplois Militaires.

Troupes réglées. 4 degrés.

Fleves de la Marine. 4 degrés.

	<i>Fixation des Epoques.</i>	<i>Nomb. des deg. ou quartiers.</i>
Troupes des Colonies		3 degrés.
Sous - Lieutenans du Régiment des Gar- des - Françaises.		5 degrés.
Lieutenans des Maré- chaux de France.		4 degrés.

*MAISONS D'ÉDUCATION d'Hommes & de
Femmes.*

Ecoles Royales-Mili- taires.	4 degrés.
College Royal de la Flèche.	4 degrés.
College de Rennes	4 degrés.
College Mazarin.	4 degrés.
Séminaire de Joyeuse.	4 degrés.
Maison Royale de Saint-Cyr.	140 ans.
Maison Royale de l'En- fant-Jesus.	200 ans.
Maison de Demoisel- les de Rennes.. . . .	5 degrés patern.

Chapitres nobles d'Hommes.

Chapitre de S.Jean de Lyon.	8 deg. 4 patern. 4 mat. la ligne patern. remon- à 1400 sans anob. connu.
--	--

*Fixation des
Epoques.*

*Nomb. des deg.
ou quartiers.*

Chapitres nobles de Femmes.

Chapitre de Bour- bouig.	1400 sans anob. connu.	& 3 degrés maternels
— de Bouxieres-aux- Dames.	1400 sans anob. connu.	& 8 degrés maternels
— de Coyse en l'Ar- gentière.		9 degrés patern. & 4 matern.
— de Laveine. . . .	1400 sans anob. connu.	& 3 degrés maternels
— de Lons - le - Sau- nier.		9 degrés patern. & 4 matern.
— de Maubeuge.		8 quart. patern. & 8 maternels.
— de Poulangy.		10 deg. patern. & 4 maternels.
— de Saint-Louis de Merz.	1400 sans anob. connu.	& 3 degrés matern.

Chapitres nobles d'Hommes.

V. la Fr. Chev.	Chapitre d'Ainai.	100 ans de noblesse patern.
	— d'Aix	Preuve de naissance noble.
	— d'Amboise. . .	Preuve d'ancienne noblesse.
	— de Beaume-les- Messieurs.	16 quart. 8 patern. & 8 maternels.

*Fixation des
Epoques.*

*Nomb. des deg.
ou quartiers.*

Chapitre de Besan-

çon.	<i>idem</i>
— de Brioude.	<i>idem.</i>
— de Gigny.	4 quart. sans les all. du côté pat. & 4 du côté mat. avec les all.
— de Lescar.	Preuve de nais- sance noble.
— de Lure & de Murback.	16 quart. 8 pat. & 8 matern.
— de Metz.	3 degrés.
— de Nancy.	4 degrés.
— de Saint-Claude.	16 quart. 8 du côté pat. & 8 du côté mat.
— de Saint-Diez.	3 degrés.
— de Saint-Maxe de Bar.	3 degrés.
— de Saint Pierre de Mâcon	4 deg. tant pat. que matern.
— de Saint-Pierre de Vienne	9 deg. du côté pat. & du côté matern.
— de Saint-Victor de Marseille.	150 ans.
— de Savigny.	4 degrés.
— de Strasbourg.	8 deg. de haute noblesse.
— de Toul.	3 degrés.

Voyez la France Chevaleresque.

NOTICE

*Fixation des
Epoques.*

*Nomb. des deg.
ou quartiers.*

Chapitres nobles de Femmes.

Chapitre d'Alix.	8 degrés pat. sans anob. & 3 degrés maternels.
— d'Andlaw.	16 quart. 8 patem. & 8 maternels.
— d'Avesne.	<i>idem.</i>
— de Beaume-les- Dames.	<i>idem.</i>
— de Blesle.	4 degrés.
— de Château-Châ- lons.	16 quart. 8 pat. & 8 matern.
— de Denain.	16 quart. de nob. anc. & milit.
— d'Epinal.	200 ans de nob. chevalier des deux côtés.
— d'Estrun.	8 quart. 4 patem. & 4 maternels.
— de Leigneux.	5 degrés.
— de Loutre. Preuve de naiss. noble.	
— de Migette.	16 quart. 8 pat. & 8 maternels.
— de Montfleury.	4 degrés.
— de Montigny.	8 quart. patem. & 4 matern.
— de Neuville.	9 degrés.

DE PREUVES DE NOBLESSE. 441

*Fixation des
Epoques.*

*Nomb, des deg.
ou quartiers.*

Chapitre de Poussay. . .	16 quart. 8 pat. & 8 matern.	} V. la Fr. Ch.
— de Remiremont. 200 ans.		
— du Ronceray.	8 quart. 4 pat. 4 maternels.	
— de S.-Martin de Salles. . .	8 degrés.	

États des Provinces.

ETATS de la Province d'Artois. 100 ans.

— de la Province de Bretagne. 100 ans.

— de la Province de Bourgogne. 100 ans.

— de la Province de Languedoc.

Les Barons. . . . 1400 ans.

Et les Envoyés des Barons. 6 degrés.

— du Pays de Provence. 100 ans. 3 degrés.

T A B L E

RAISONNÉE DES MATIÈRES.

ABRÉVIATIONS employées dans cette Table.

<i>Signifie</i>	<i>Signifie</i>
<i>ab. ch. — abrégé chron.</i>	<i>ibid. — ibidem.</i>
<i>arr. — arrêt.</i>	<i>lett. — lettres.</i>
<i>comm. — commission.</i>	<i>lett.-pat. — lettres-pa.</i>
<i>cel. — conseil.</i>	<i>mand. — mandement.</i>
<i>décl. — déclaration.</i>	<i>ord. — ordonnances.</i>
<i>délib. — délibération.</i>	<i>p. — page.</i>
<i>disc. prél. — discours</i>	<i>r. d. p. d. — recueil &</i>
<i>préliminaire.</i>	<i>pièces détachées.</i>
<i>éd. — édit.</i>	<i>régl. — règlement.</i>
<i>établ. — établissemens.</i>	<i>stat. — statuts.</i>
<i>id. — idem.</i>	

A

ABBEVILLE, (Maires & Echevins d')
voyez *Maires & Echevins.*

ACTES produits en preuves de Noblesse,
voyez *Titres & Preuves.*

ADMINISTRATEURS (les) de la ville de
Saint-Maixent honorés du Privilège de Noblesse.
Lettres de Charles VII, de l'année 1444, Abré-
gé chronologique, page 30.

AGE. Age que doivent avoir les Chevaliers
du St. Esprit. *Statuts de cet Ordre, de l'année*
1578, ab. ch. p. 58. Age que doivent avoir les
Chevaliers de St. Michel, *Statuts de cet Ordre,*
12 Janvier 1665, id. p. 142. Age que doivent

avoir les Chevaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel & de Saint Lazare de Jérusalem. *Règlement de Louis XV, Souverain Chef, du 20 Mars 1773, id. p. 398 & 399. Renouvelé par MONSIEUR le 31 Décembre 1778, ibidem.* Age auquel sont reçus les Elèves de l'Ecole Royale Militaire. *Edit du Roi, du mois de Janvier 1751, id. p. 369.*

AIDES, (Cour des) voyez *Cours.*

AINÉ. Avantages de l'aîné noble dans la succession de son père. *Etablissements de S. Louis, de l'année 1270, ab. ch. p. 3.*

AIX, (Bureau des Finances d') voyez *Trésoriers de France.*

ALENÇON, (Bureau des Finances d') voyez *Trésoriers de France.*

ALLEMAGNE. Comment se font les preuves de Noblesse en Allemagne. *Discours préliminaire, p. 25.*

ALLEU, avec Jurisdiction, ne peut être donné à un Roturier à bail emphytéotique, sans expresse permission du Roi. *Ordonnance de Louis X, dit Hutin, du 1er. Avril 1315, ab. ch. p. 10 & 11.*

AMENDE. En quel cas le Roturier encoure l'amende de 60 sous. *Etabl. de S. Louis, de l'année 1270, ab. ch. p. 6.*

Amende décernée contre les Usurpateurs du titre de Noblesse. Ord. de Henri II, du 26 Mars 1555, id. p. 44. Ed. de Charles IX, de l'année 1560, p. 45. Ed. du mois de Janvier 1634, id. p. 97. Ord. du Bureau de l'Election de Paris, du 26 Avril 1634, id. p. 99. Ord. du 8 Octobre 1667, id. p. 129. Déclaration du 8 Février 1661, id. p. 135. Décl. du 30 Août 1661, id. p. 138. Autre du 26 Février 1665, id. p. 143 & 144. Arrêt du Conseil du 14 Octobre 1666, id. p. 157. Décl. du 4 Septembre 1696, id. p. 217. Contre

les Usurpateurs qui rapporteront des titres faux. *arr. du Conf. du 26 Mai 1699, id. p. 243 & 244, du 15 Mai 1703, id. p. 263.* Contre les Nobles qui prennent les qualités de Comtes, Vicomtes, Barons & autres, sans avoir de Terres décorées de pareils titres. *Décl. du 8 Décembre 1699, id. p. 249.* Contre ceux qui, dans leurs preuves, produisent des titres faux. *Décl. du 30 Janvier 1703, id. p. 261.* Contre ceux qui, depuis leur renonciation à la Noblesse, auront pris la qualité d'Ecuyer, Chevalier ou autres. *Même Décl. id. p. 261.* Contre les Gentilshommes qui auront dérogé, *Arrêt du Conseil du 13 Janvier 1667, idem, p. 162 & 163.* Contre les Usurpateurs du titre & qualité de Noble dans le Comtat d'Avignon. *Ordonnance du Vice-Léga d'Avignon, du 4 Février 1729, id. p. 355.*

Amendes. Le recouvrement des amendes adjudgées contre les Usurpateurs de Noblesse, sera fait sur les quittances du Trésorier des Revenus casuels. *Arr. du Conseil du 22 Mars 1666, ab. ch. p. 147.*

AMIENS, (Bureau des Finances d') voyez *Trésoriers de France.*

ANGERS, (Maires, Echevins & Officiers de la ville d') voyez *Maires & Echevins.*

Angers (le Juge-Prévôt de la ville d') est confirmé dans le pouvoir de connoître des causes des Maire & Echevins de ladite ville. *Décl. du mois de Mars 1658, ab. ch. p. 130.*

ANGLETERRE. Comment se font les preuves de Noblesse en Angleterre ? *Discours préliminaire, p. 25.*

ANGOULÊME, (Maires & Echevins de la ville d') voyez *Maires & Echevins.*

ANNOBLIR (pouvoir d') donné aux Gens des Comptes. *Lettres de Philippe VI, du 13 Mars 1339, ab. ch. p. 14.*

ANNOBLIS. Les personnes non-Nobles & annoblies qui ont acquis des Fiefs nobles depuis 40 ans, (c'est-à-dire, depuis l'année 1332) paieront les droits de francs-Fiefs. *Lett. de Charles V, de l'année 1372, ab. ch. p. 21.* Les Annoblis paieront les droits de francs-Fiefs pour les biens qu'ils auront acquis des Nobles, dans les Fiefs & arriere-Fiefs du Roi, avant leur annoblissement. *Ord. de Charles V, de l'année 1372, id. p. 21 & 22.* Sont tenus de payer finance, tant pour leur Noblesse, que pour les Fiefs par eux acquis avant leur annoblissement, à moins qu'ils n'en aient été exemptés par Lettres du Roi. *Commission de Charles V, de l'année 1373, id. p. 23.* Le Roi Charles VI donne au Duc de Berry, son frère & son Lieutenant dans le Languedoc & autres Pays, le pouvoir d'accorder des Lettres d'annoblissement & de faire payer finance aux Annoblis. *Lett. de ce Prince, de l'année 1380, id. p. 25.* Le Roi ayant ordonné que tous les Nobles, Annoblis, & tenans Fiefs, vinssent sur de grandes peines, le servir dans ses guerres, montés & armés, il exempté les Gens des Comptes à Paris & les Clercs d'en bas de cette Chambre du service militaire, sans être même tenus de payer aucune finance à ce sujet, par rapport aux Fiefs qu'ils possédoient. *Lett. de Charles VI, de l'année 1383, id. p. 26.* Les Sergens d'Armes qui ne sont pas Nobles, sont annoblis, lorsqu'ils sont créés, sans être tenus de prendre des Lettres d'annoblissement. *Lettres de ce Prince, de l'année 1410, id. p. 28.* Les Roturiers & non-Nobles achetant Fiefs nobles, ne sont pour ce annoblis, de quelque revenu que soient les Fiefs par eux acquis. *Edit de Henri III, du mois de Mai de l'année 1579, id. p. 65.* Les Annoblis par des Princes Etrangers ne jouiront point du Privilège de leur annoblissement dans le Duché

de Bourgogne & les Pays-Bas. Dans quel cas, *Ed. de Philippe, Roi d'Arragon, Duc de Bourgogne, du 27 Septembre 1595, id. p. 81.* Annoblis depuis l'année 1578 jusqu'en 1598, révoqués. *Ed. de l'année 1598, id. p. 82.* Annoblis depuis l'année 1610, moyennant finance, révoqués. Qui sont ceux qui en sont exceptés. *Ed. du mois de Novembre 1640, id. p. 106.* Annoblis, moyennant finance ou autrement, 30 ans avant la Déclaration de l'année 1643, révoqués. *Décl. du 18 Juin 1643, id. p. 107.* Ceux qui auroient obtenu des Lettres d'annoblissement avec des clauses déroatoires, imposés aux Tailles. *Arr. du Conseil, du 21 Août 1647, id. p. 112 & 113.* Les Annoblis depuis l'année 1606, dans la Province de Normandie, sont confirmés. En quel cas & à quelle condition. *Ed. du mois d'Octobre 1650, id. p. 115.* Les Annoblis de cette Province, avant 1606, qui n'ont fait enregistrer leurs Lettres que depuis 1650, taxés. *Arrêt du Conseil du 18 Juin 1653, id. p. 118 & 119.* Les Annoblis de cette même Province, depuis 1650 jusqu'à la fin de l'année 1653, taxés pour confirmation. *Arr. du Conseil du 12 Juillet 1653, id. p. 119 & 120.* Les Annoblis depuis 1606, confirmés dans leur Noblesse, moyennant finance. *Décl. du 30 Décembre 1656, id. p. 122.* Les Annoblis de la Province de Normandie, mentionnés dans l'Edit du mois de Décembre 1656, sont confirmés dans leur Noblesse, moyennant finance. *Arrêt du Conseil d'Etat du 27 Janvier 1657, id. p. 123 & 124.* Les Annoblis de cette même Province, depuis l'avènement de Louis XIV à la Couronne, rétablis dans le titre & la qualité de Nobles. Par quel motif & à quelle condition. *Décl. du Roi, du 14 Juin 1659, id. p. 133.* Les Annoblis, depuis 1606 jusqu'à 1661, excepté ceux de Normandie, confirmés, moyen-

ant finance, faute de paiement de laquelle dé-
 nus. *Décl. du 8 Février 1661, id. p. 137.* Les
 Annoblis depuis 1606, déchargés de toutes taxes.
Arr. du Conseil du 5 Décembre 1663, id. p. 139.
 Les Annoblis depuis 1614, dans la Province de
 Normandie, & depuis 1611 dans le reste du
 Royaume, supprimés. *Ed. du mois d'Août 1664,*
id. p. 141. Les Annoblis révoqués par la Décla-
 ration du mois d'Août 1664, qui se sont retirés
 dans les villes franches, sont cotisés d'Office.
Arr. du Conseil du 8 Novembre 1666, id. p. 158.
 Les Annoblis par Lettres, depuis le 1er. Janvier
 1611 jusqu'à la Déclaration du mois d'Août 1664,
 dans le ressort de la Cour des Aides de Paris,
 imposés aux Tailles. Ceux qui ont obtenu des
 Lettres de confirmation depuis ladite Déclara-
 tion de 1664, exceptés. *Arr. du Conseil du 13*
Janvier 1667, id. p. 161. Les Annoblis par
 Lettres, depuis 1611 jusqu'au mois de Septem-
 bre 1664, dans le ressort de la Cour des Aides
 de Clermont-Ferrand, imposés à la Taille. Qui
 sont ceux qui en sont exceptés. *Arr. du Conseil*
du 13 Janvier 1667, id. p. 161. Les Annoblis par
 Lettres, depuis le 1er. Janvier 1614 jusqu'au
 mois d'Août 1664, dans le ressort de la Cour des
 Aides de Rouen, imposés à la Taille. Qui sont
 ceux qui en sont exceptés. *Arr. du Conseil du*
13 Janvier 1667, id. p. 162. Les Annoblis par
 les Ducs de Lorraine & de Bar & par les Evêques
 de Metz, Toul & Verdun, révoqués par l'Or-
 donnance du 4 Mars 1671, sont confirmés,
 moyennant une taxe. *Décl. du 18 Septembre*
1696, id. p. 218. Les Annoblis depuis le 1er.
 Janvier 1689, révoqués. *Edit du mois d'Août*
1715, id. p. 320. Ceux depuis 1643 jusqu'au 1er.
 Janvier 1715, tenus de payer une taxe. *Arrêt du*
Conseil du 2 Mai 1730, idem, p. 359. Les An-
 noblis depuis 1715, par Charges ou par Lettres,

confirmés, moyennant une taxe de 6000 livres; faute du paiement de laquelle, déchus. Qui sont ceux qui en sont exceptés. *Ed. du mois d'Avril 1771, id. p. 384-387.* Les Annoblis par l'Echevinage de la ville de Lyon, depuis l'année 1643 jusques & compris l'année 1715, déchargés du droit de confirmation, au moyen du paiement de la somme de 200,000 liv. que les Prévôt des Marchands & Echevins de ladite ville ont payée. *Arrêt du Conseil, 18 Mars 1732, id. p. 361.* Les Annoblis depuis 1715 qui, ayant été admis au droit de confirmation après le délai par l'Arrêt du 29 Novembre 1772, n'auront pas fait enregistrer leur quittance avant la demande du franc-Fief, sont tenus d'acquitter ce droit pour 20 années entières. *Arr. du Conseil du 29 Juillet 1784, id. p. 413.*

Annoblis des Colonies Françoises. Comment doivent être faites les preuves de Noblesse des Descendans des Annoblis des Colonies. Voyez *Colonies & Preuves de Noblesse.* Les Descendans des Annoblis dans les Colonies Françoises confirmés, nonobstant différentes Déclarations. A quoi tenus dans leurs preuves de Noblesse. *Let. Pat. du 24 Août 1782, ab. ch. p. 404 & suiv.*

ANNOBLISSEMENT par les Fiefs. Comment s'est introduit en France. *Disc. prél. p. 20.* Régénere l'ancienne Noblesse, *id.* devient le droit commun du Royaume, *id.* est enfin aboli dans le 16^e. siècle, *id.*

Annoblissement (l') paroît moins porter le caractère de la véritable Noblesse que la concession du Privilège des Nobles. *Disc. prél. p. 40.*

Annoblissement. Les annoblissemens octroyés depuis 10 ans sont envoyés à la Chambre des Comptes pour y être vérifiés. *Ordonnance de Philippe de Valois, de l'année 1342, ab. ch. p. 14 & 15.*

Annoblissement de 12 personnes , moyennant finance. *Ed. du mois de Janvier 1568 , ab. ch. p. 52.* — De plusieurs personnes dans onze des Généralités du Royaume , moyennant finance. *Ed. du mois de Juin 1576 , ab. ch. p. 56.* — De certaines personnes dans la Province de Bretagne , & à quelle condition. *Ed. du mois de Septembre 1577 , id. p. 57.* — De 2 Sujets dans chaque Généralité , en faveur de l'avènement de Louis XIV au Trône. *Décl. du mois de Mai 1543 , id. p. 107.* — De 50 personnes dans toutes les villes franches de la Normandie , Privilèges qui leur sont accordés , & à quelle condition. *Ed. du mois d'Octobre 1645 , id. p. 111 & 112.* — De 2 Sujets dans chaque Généralité , en faveur de la Paix entre la France & l'Espagne. *Ed. du mois de Janvier 1660 , id. p. 133.* — De 500 personnes , moyennant finance. *Ed. du mois de Mars 1696 , id. p. 213.* — De 200 personnes , moyennant finance. *Ed. du mois de Mai 1702 , id. p. 225.* — De 100 personnes , à quelle charge. *Ed. du mois de Décembre 1711 , id. p. 305 & 306.* — Des Chevaliers d'honneur créés dans les Cours. *Décl. du 8 Décembre 1703 , id. p. 267.*

Annoblissement. Voyez *Annoblis.*

Annoblissement (Lettres d'). Voyez *Lettres.*

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville d'Abbeville. Voyez *Maires & Echevins.*

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville d'Angers. Voyez *Maires & Echevins.*

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville d'Angoulême. Voyez *Maires & Echevins.*

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville de Bourges. Voyez *Maires & Echevins.*

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville de Cognac. Voyez *Maires & Echevins.*

Annoblissement des Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon. Voyez *Lyon.*

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville de Nantes. Voyez Maires & Echevins.

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville de Niort. Voyez Maires & Echevins.

Annoblissement des Prévôt des Marchands, Echevins & Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Paris. Voyez Paris.

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville de Péronne. Voyez Maires & Echevins.

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville de Poitiers. Voyez Maires & Echevins.

Annoblissement des Maire & Echevins de la ville de la Rochelle. Voyez Maires & Echevins.

Annoblissement des Maires & Echevins de la ville de Saint-Jean-d'Angely. Voyez Maires & Echevins.

Annoblissement des Administrateurs de la ville de Saint-Maixent. Voyez Administrateurs.

Annoblissement des Capitouls de Toulouse. Voyez Capitouls de Toulouse.

Annoblissement des Maires & Echevins de la ville de Tours. Voyez Maires & Echevins.

ANTICHAMBRE du Roi. Les Huissiers de l'Antichambre du Roi peuvent prendre la qualité d'Ecuyer, tant qu'ils sont revêtus de leur Office, & sont assimilés aux Valets-de-Chambre.

Arr. du Conseil du 5 Mai 1699, ab. ch. p. 242.

ARCHER. Qui peut l'être. *Ed. de Henri III, du mois de Mai 1579, ab. ch. p. 68.*

ARCHERE (Noblesse). Ce que c'est. *Disc. prél. p. 22.*

ARMES (les) ne peuvent être décorées d'aucunes couronnes de Barons, Comtes, sinon en vertu de Lettres-Patentes. *Arrêt du Parlement du 13 Aout 1663, ab. ch. p. 138.*

ARMOIRIES. Epoque de l'origine des armoiries. *Disc. prél. p. 16.* Droit de porter des armoiries timbrées accordé aux Bourgeois de

Charte de Charles V, du 9 Août 1371, h. p. 20 & 21. Ceux qui usurperont le titre de Noblesse, prendront ou porteront des armoiries timbrées, mulctées d'amendes arbitraires.

Ordonnance de Charles IX, de l'année 1560, l. 45. Armoiries des Nobles défendues en France à ceux qui ne seroient pas Nobles.

Ed. du mois de Septembre 1577, id. p. 57. Nul ne pourra porter des armoiries timbrées, s'il n'est Noble.

Ed. du mois de Mars 1583, id. l. 9. Nul, dans le Duché de Bourgogne & Pays-Bas, ne pourra porter des armoiries timbrées, s'il n'est Noble.

Ed. de Philippe, d'Arragon, Duc de Bourgogne, du 23 Septembre 1595, id. p. 78. Défenses à toutes personnes, si elles ne sont d'extraction noble, de porter des armoiries timbrées, sous quelle peine.

Ordonnance du Bureau de l'Élection de Paris, du 26 Avril 1634, id. p. 100. Armoiries timbrées défendues à ceux qui ne sont pas d'extraction noble, ni Gentilshommes, sous quelle peine.

Écl. du 26 Février 1665, id. p. 144. Établissement à Paris d'une Grande Maîtrise Générale & Souveraine des armoiries.

Ed. du mois de Novembre 1696, ab. ch. p. 220, 221, 222 & 223. Les armoiries des peres & meres ou autres ne peuvent être portées, si elles n'ont été registrées dans l'Armorial.

Voyez Armorial. Dispositions sur les armoiries.

Arr. du Conseil du 19 Mars 1697, id. p. 228. Les armoiries registrées dans l'Armorial sont confirmées, nonobstant la suppression de la Grande Maîtrise des armoiries.

Ed. du mois d'Août 1700, id. p. 252. Il sera établi dans la ville de Paris un Dépôt général où seront enregistrées les armoiries du Roi, celles de la Reine, de la Famille Royale, celles des Princes & Princesses du Sang, & généralement celles de toutes les Maisons, Familles, Personnes

452 **T A B L E R A I S O N N É E**
ayant droit d'armoiries. *Ordonnance du Roi.*
29 Juillet 1760, *id.* p. 374 & 375. Décret
d'exécuter l'Ordonnance du 29 Juillet 1760,
concernant les armoiries. *Arr. du Parlement.*
22 Août 1760, *id.* p. 376.

ARMORIAL général de France. Armes des
nouveaux Annoblis envoyées à l'Armorial. *Ar.*
du Conseil du 18 Décembre 1696, *ab. ch.* p. 22.
Les armoiries des peres & meres ou autres
peuvent être portées, si elles n'ont été enre-
gistrées dans l'Armorial. *Arr. du Conseil* du 5 Mars
1697, *id.* p. 227 & 228. Ceux qui ont fait regis-
trer leurs armes dans l'Armorial, peuvent les
mettre sur leurs carrosses. *Arr. du Conseil* du 19
Mars 1697, *id.* p. 228. Confirmation des ar-
moiries registrées dans l'Armorial, nonobstant
la suppression de la Grande Maîtrise des armoi-
ries. Voyez *Armoiries*.

ARMURE de Noble-Homme (l'), quelle
étoit anciennement. *Ordonnance de Philippe de*
Valois, de l'année 1338, *ab. ch.* p. 13.

ARRIERE-BAN. Toutes personnes y sont
sujettes, hors les Femmes, les Meüniers & les
Fourniers. *Ordonnance de St. Louis*, de l'année
1270, *ab. ch.* p. 4. Il est dû, nonobstant les au-
tres services rendus à la guerre. *Ord. de Louis*
X, du 22 Juillet de l'année 1315, *id.* p. 11.

ARTOIS. Les Elus d'Artois tenus de faire la
recherche des Usurpateurs de Noblesse, & dé-
fense d'usurper les titres d'Ecuyer & de Noble à
quiconque n'a pas le droit de les prendre. *Lettre*
du Lieutenant-Gouverneur & Capitaine-Général
du Pays d'Artois, du 17 Février 1576, *ab. ch.*
p. 54 & 55. Les Elus d'Artois maintenus dans la
connoissance du fait de Noblesse. *Arr. du Con-*
seil d'Etat du 26 Octobre 1644, *id.* p. 109 & 110.
Espèce de la preuve que sont tenus de faire les
Prétendans à l'entrée aux Etats d'Artois. *Règle*,

ment de MM. de la Noblesse d'Artois, de l'année 1666, id. p. 147.

Artois, Flandres & Hainaut. Recherche des faux Nobles ordonnée dans ces Provinces. Décl. du 8 Décembre 1699, ab. ch. p. 245. Confirmation de toutes les Lettres de confirmation & de réhabilitation accordées depuis 1600 par les Rois d'Espagne & les Archiducs & Gouverneurs des Pays-Bas dans ces mêmes Provinces. Même Décl. ab. ch. p. 249. Création de 200 Chevaliers héréditaires dans ces Provinces. Ed. du mois de Novembre 1702, id. p. 260.

Artois. La recherche des faux Nobles n'a point eu lieu dans la Province d'Artois. Arr. du Conseil du 16 Janvier 1703, id. p. 260. Attribution au Conseil Supérieur d'Artois de tout ce qui concerne la Noblesse, Armoiries, Ports-d'armes, Titres, distinctions de Terres & de toutes les matières d'Aides & Impositions. Ed. du mois de Février 1771, id. p. 384.

AUDIENCIERS & Contrôleurs de la Chancellerie Royale de Paris. V. *Chancellerie Royale.*

AUDITEURS (les) de la Chambre des Comptes de Nantes maintenus dans le Privilège de la Noblesse, ainsi que les Présidens, Maîtres & Correcteurs de la même Chambre. *Ed. du mois de Décembre 1692, ab. ch. p. 203.*

AVÈNEMENT de Louis XIV à la Couronne, motif d'un annoblissement. V. *Annoblissement.*

Avénement de S. M. à la Couronne (Droit de joyeux). Voy. Confirmation & Taxe.

AVIGNON. Défenses à toutes personnes, tant de la ville que des autres lieux & villes du Comtat d'Avignon, de s'arroger ni prendre la qualité de Noble, si elles ne le sont véritablement. Sous quelle peine. *Ordonnance du Vice-Légat d'Avignon, du 4 Février 1729, ab. ch. p. 355.*

454 TABLE RAISONNÉE

Avignon. (Citoyens d'Avignon & du Comté Venaissin.) Règlement sur les formalités qu'ils doivent faire revêtir les Expéditions qui représentent en preuves de Noblesse. *Lett. Pat. au 30 Avril 1784, ab. ch. p. 412.*

AVOCAT. Qualité d'Avocat. Voy. *Qualification.*

Avocat du Roi aux Requêtes du Palais joint du Privilège de la Noblesse transmissible au 1er. degré. *Decl. du 2 Janvier 1691, ab. ch. p. 196.*

Avocats (les) ne dérogent point à la Noblesse. *Decl. du 4 Mars 1703, ab. ch. p. 161.*

B

BAILLIS & SÉNÉCHAUX (les) des Provinces doivent être Gentilshommes de nom & d'armes. *Edit de Henri III, du mois de Mai 1579, ab. ch. p. 65.*

BAISER à la bouche n'étoit accordé qu'aux Vassaux nobles qui rendoient hommage, & non aux Villains ou Roturiers. *Etablis. de S. Louis, de l'année 1270, id. p. 4.*

BAN & Arriere-Ban. Les Bourgeois de Paris sont exempts d'y servir. *Charte de Louis XI, de l'année 1464, ab. ch. p. 32.* Les Nobles & Tenans Fiefs tenus d'y comparoître. Sous quelle peine. *Régl. du 30 Juillet 1635, id. p. 101.* Les Bourgeois de la ville de Bourges en sont exempts. Voyez *Bourges.*

BAR. Annoblis par les Ducs de Lorraine & de Bar. Voyez *Annoblis.*

BARON. Il a Haute & Basse Justice dans la Terre. *Etabl. de St. Louis, de l'année 1270, ab. ch. p. 4.*

Baron (titre ou qualité de). V. *Qualification.*

BASTARD (le) n'hérite point de ses parents.

Etabl. de St. Louis, de l'année 1270, ab. chr.

6. Les Bâtards tenus dans le Duché de Bourgogne & dans les Pays-Bas d'ajouter à leurs armoiries une marque distinctive & spéciale qui annonce leur bâtardise. *Edit de Philippe, Roi d'Arragon, Duc de Bourgogne du 23 Septembre 1595, id. p. 81.* Les Bâtards des Nobles ne pourront s'attribuer le titre de Gentilhommes, s'ils n'obtiennent des Lettres d'annoblissement. *Ed. du mois de Mars 1600, id. p. 82. Ed. du mois de Janvier 1634, id. p. 98.* Les enfans légitimes, issus de peres & ayeux aussi légitimes, jouiront du Privilège de la Noblesse dans la Province du Dauphiné, quoique leur bisayeul fut bâtard. *Régl. du 24 Octobre 1639, id. p. 105.* Les Bâtards des Nobles ont joui dès les plus anciens temps & jusqu'à l'année 1600, des Privilèges de la Noblesse, & conservé les prérogatives des noms & des armes des Maisons dont ils tiroient leur origine. Exemples d'enfans naturels de grandes Maisons qui ont joui d'une grande considération. *Rec. de p. dét. p. 431 & 432.*

BEAUCE. Remontrances faites au Roi par les Gentilshommes du Pays de Beauce. *Décl. du 8 Novembre 1650, ab. ch. p. 113.* Déclaration donnée en conséquence, lesdits Gentilshommes non compris à la Taille pour raison de la gestion de leurs Terres, *ibid. p. 114.*

BEAUMONT (Collège de). Voyez *Collège*.

BÉARN. Exemption en faveur des Habitans de Navarre & de Béarn de la recherche des Usurpateurs de Noblesse, ordonnée en 1666 & 1696. *Arr. du Conseil du 11 Novembre 1669, ab. ch. p. 187.*

Béarn & Bigorre. La recherche des faux-Nobles n'a point eu lieu dans ces Provinces. *Rec. de p. dét. p. 424.*

BESANÇON (Parlement de). V. *Parlement*.

BIGORRE & Béarn. Voy. *Béarn & Bigorre*.

BLOIS (Chambre des Comptes de). Voy. *Chambre des Comptes*.

BOLOGNE en Italie. Formes des preuves des familles nobles de Bologne. *Rec. d. p. d. f.* & 422.

BORDEAUX (Maires & Echevins de). Voy. *Maires & Echevins*.

Bordeaux. (Cour des Aides de Guyenne ~~seu~~ à) Voyez *Cour des Aides*.

Bordeaux. (Bureau des Finances de). Voyez *Trésoriers de France*.

BOURGEOIS du Roi. Les Serfs s'affranchissent de la servitude d'un Seigneur en s'avouant Bourgeois du Roi. *Lett. de Jean Ier. du mois de Novembre 1355, ab. ch. p. 17.*

Bourgeois. Habits des Bourgeois & leurs ornemens. *Ordonnance de Philippe IV, de l'année 1294, ab. ch. p. 8.*

Bourgeois de Paris. Voy. *Paris*.

Bourgeois de Bourges. Voy. *Bourges*.

Bourgeois de la Rochelle. Voy. *La Rochelle*.

Bourgeois de Poitiers. Voy. *Poitiers*.

Bourgeoises ne doivent point changer d'état, à moins que leurs maris ne soient Gentilshommes. *Décl. du 12 Juillet 1549, ab. ch. p. 43.*

BOURGES. Les Bourgeois de la ville de Bourges peuvent tenir des Fiefs & arriere-Fiefs. Ils sont exempts du Ban & arriere-Ban. *Lett. de Charles VII, de l'an. 1457, ab. ch. pag. 30 & 31.*

Bourges (Maires & Echevins de la ville de). Voyez *Maires & Echevins*.

Bourges (Bureau des Finances de). Voyez *Trésoriers de France*.

BOURGOGNE. Nul dans le Duché de Bourgogne ne pourra prendre la qualité d'Ecuyer ou des armoiries timbrées, s'il n'est Noble, celle de Baron, s'il n'a Fief décoré de ce titre, ni le

nommer Chevalier, s'il ne l'a été créé réellement. *Edit de Philippe, Roi d'Arragon, Duc de Bourgogne, du 23 Septembre 1595, ab. ch. p. 78, 79 & 80.*

Bourgogne. Etats de Bourgogne. Nul ne pourra entrer dans la Chambre de la Noblesse des Etats de Bourgogne, qu'il ne soit Gentilhomme & non pas Noble simplement. Conditions nécessaires à remplir pour y être admis. *Délibération de la Chambre de la Noblesse des Etats de Bourgogne, du 18 août 1679, ab. ch. p. 191, 192 & 193.*

Bourgogne (Cour des Comptes, Aides & Finances de). Voy. *Cour des Comptes.*

BUREAU de la Noblesse pour la recherche des Usurpateurs. Etablissement de ce Bureau. *Arr. du Conseil du 24 octobre 1719, ab. ch. p. 335. Autre Arr. du 21 juillet 1722, id. p. 341.*

Les Particuliers dont les Instances étoient restées indécises à ce Bureau, sont tenus de les faire juger dans deux mois. *Arrêt du Conseil du 30 juin 1726, idem, p. 348.* Prorogation de ce délai.

Autre Arr. du Conseil du 8 septembre 1726, id. p. 348.

Bureaux des Finances. Voy. *Trésoriers de France.*

BOUTTONS, chaînes, plaques, éguillettes, à qui l'usage en est permis. *Décl. du 28 janvier de l'année 1563, ab. ch. p. 49.*

BRETAGNE. Privilèges de la Noblesse de la Province de Bretagne, relativement aux effets de la dérogeance. *Disc. prél. p. 35.* Annoblissement de certaines personnes dans cette Province. Voy. *Annoblissement.* La recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse y est ordonnée. *Arr. du Conseil du 26 janvier 1668, id. p. 174.* A quel âge on peut ~~avoir~~ entrée aux Etats de cette Province. Combien d'années de Noblesse

il faut compter pour y avoir séance dans l'Ordre de la Noblesse. Qui sont ceux qui en sont exclus, *Décl. du 26 juin 1736, id. p. 364.* Moyens de prouver la Noblesse en Bretagne. *R. d. p. 2. p. 426.* Gouvernement noble. En quoi il consiste. Partage noble. Ses conditions, *id. p. 426.* Quelles sont les qualités caractéristiques de Noblesse dans cette Province, *id. p. 426 & 427.*

BRISURES. Les enfans naturels des Maisons doivent en porter dans leurs armoiries. *R. d. p. d. p. 432.*

BRODERIE, piquures, défendues à toutes personnes. *Décl. du 22 avril 1561, ab. ch. p. 46, 47 & 48.*

C

CABINET du Roi. Voyez *Chambre du Roi.* Cabinet de Monsieur. Voyez *Chambre de Monsieur.*

CADASTRE. Biens qui ont demeuré cinq ans sous le cadastre déclarés perpétuellement compensables en faveur des Nobles de Provence. Voyez *Provence.*

CADETS-Gentilshommes des Troupes des Colonies. Ne seront que des Gentilshommes, ou fils d'Officiers décorés de la Croix de Saint-Louis, ou de ceux qui sont morts, ou qui ont été tués au service. *Ordonn. du Roi du 10 Août 1781, Abr. chr. p. 402 & 403.*

CAEN. (Bureau des Finances de Caen) Voy. *Trésoriers de France.*

CAPITAINES-Généraux. (création de 90) & autres Officiers, avec attribution de la qualité d'Ecuyer. *Edit du mois de Février 1705. Abr. Chron. p. 279.*

CAPITOULS de Toulouse. Les Capitouls de Toulouse ont la police & le gouvernement de

ville , tiennent des biens nobles sans pouvoir
 e contraindre d'en vuidier leurs mains , ni d'en
 yer aucune finance. *Lettr. de Philippe-le-Bel*
l'année 1297. Abr. chr. p. 9. Ils peuvent pos-
 der des Fiefs , *Lettr. de Ch. VII, Dauphin,*
l'année 1419. Abr. chr. p. 29. Sont annoblis.
Lettr. de Louis XI du 14 Mars 1471. Abr. chr.
33 & 34. La Noblesse du Capitoul restreinte
 x seuls enfans nés depuis son élection. *Lettr.*
Henri IV. de l'année 1609, Abr. chr. p. 86
87. Un Descendant d'un Capitoul est déchargé
 : la taxe- à laquelle il avoit été imposé dans la
 recherche des faux Nobles faite en Bourgogne.
Arr. de la Cour des Aides de Paris de l'année
1663. Abr. chr. p. 138. Un Descendant d'un
 apitouls est également déchargé de la taxe à la-
 uelle il avoit été imposé dans la recherche faite
 n Champagne. *Arr. du Conf. de l'année 1667.*
b. ch. p. 160. Tous ceux du corps des anciens
 apitouls de Toulouse , qui avoient encouru
 amende pour avoir pris la qualité de Noble ,
 près l'avoir perdue par des actes dérogeans , en
 ont déchargés. *Arr. du Conf. du 19 Avril 1669.*
b. ch. p. 183. L'exécution de cet Arrêt ordonnée
Arr. du 29 Juin 1700. ab. ch. p. 250. Les Capi-
 ouls de Toulouse , leurs enfans & descendans
 ion compris dans l'Edit de révocation du mois
 le Mars 1667 , & maintenus dans leur noblesse.
Décl. du mois de septembre 1692. ab. ch. p. 201-
02. Les Capitouls de Toulouse , qui ont exercé
 depuis 1687 , tenus de payer 4000 liv. *Edit du*
mois d'octobre 1704. ab. ch. p. 276. Les Capi-
 ouls de Toulouse déchargés des taxes , & main-
 tenus dans la jouissance de leur noblesse. *Edit du*
mois de Janvier 1707 ab. ch. p. 294. Les Capi-
 ouls qui ont exercé depuis 1643 , ou leurs des-
 cendans taxés pour droit de confirmation , & à
 faute de paiement , déchus. *Arr. du Conf. du 30*

sept. 1723 & 1er. juillet 1725. ab. ch. p. 343 & 347. Ceux qui jouissent de la noblesse par Capitoulats depuis 1643 jusqu'au 1er. janvier 1715, tenus de payer une taxe à cause de l'avènement du Roi à la Couronne, à faute du paiement de laquelle déchu. *Arrêt du Conf. du 3 Mai 1732. ab. ch. p. 359.* Tous ceux qui, depuis le 1er. janvier 1815, ont été Capitouls, Jurats, Consuls, ou revêtus de quelque Office municipaux des différentes villes du Royaume, ou autres auxquels sont attachés les privilèges de la noblesse transmissible, Paris excepté, confirmés, moyennant une taxe de 6000 liv. *Edit du mois d'Avril 1771. id. p. 384.* Les Capitouls de Toulouse, non originaires ni domiciliés, lors de leur élection, & depuis dans ladite ville & dans le ressort de son Parlement, eux & leur postérité maintenus dans leur noblesse d'extraction, à la charge de satisfaire à l'Edit d'Avril 1771. *Arr. du Conf. du 30 septembre 1772. Id. p. 393.* Ceux originaires de la ville & du ressort de son Parlement exceptés du paiement de la taxe portée par l'Edit d'Avril 1771. *Même Arrêt id. p. 392-393.*

CATALOGUE contenant les noms, surnoms, armes & demeures des véritables Gentilshommes du Royaume, pour être enregistré dans chaque Bailliage ordonné. *Arrêt du Conf. du 22 Mars 1666. ab. ch. p. 152.* Le catalogue contenant les noms, surnoms, armes & demeures des véritables Gentilshommes du pays de Provence, ordonné. Doit être enregistré es Sénéchaussées de ladite province. *Arr. du Conf. du 16 Août 1666. id. p. 155.* Ordre aux Gentilshommes de représenter leurs armes & leurs titres de noblesse pour être compris dans le catalogue des Nobles. *Arr. du Conf. du 15 Mars 1669. id. p. 183.* Le catalogue de tous les véritables Gentilshommes

era dressé pour être déposé à la Bibliothèque royale. *Arr. du Conf. du 2 juin 1670. id. p. 187.* Le Généalogiste des Ordres chargé de dresser le catalogue général de la Noblesse du Royaume. *Arr. du Conf. des 10 Avril & 12 juin 1683. id. p. 193 & 11 mai 1728. id. p. 354.*

CENTENAIRE (possession) de noblesse. V. *Preuves de Noblesse.*

CERTIFICATS. Ceux qui ont obtenu des certificats de confirmation de Noblesse de M. le Marquis de Louvois sont maintenus dans leur noblesse. *Arr. du Conf. du 6 octobre 1699. ab. ch. p. 244.*

Certificats de service du Secrétaire d'Etat ayant le département de la Guerre , requis pour constater la noblesse des Officiers qui y prétendent , en vertu de l'Edit de Novembre 1750. Ce qu'ils doivent porter. *Déclar. du 26 juin 1736. ab. ch. p. 366 & 367.* Sont remplacés par des Lettres du grand Sceau , sous le titre de Lettres d'approbation de services. *Déclar. du 22 janvier 1752. id. p. 371.*

CHALONS. (Bureau des Finances de) Voy. *Trésoriers de France.*

CHAMBELLAGE. Droit que payoient les Evêques & les Abbés , lorsqu'ils prêtoient serment de fidélité. L'argent qui en provenoit au Roi étoit destiné à marier de pauvres filles nobles. *Edit de Philippe-le-Bel de l'année 1309. ab. ch. p. 10.*

CHAMBRES des Comptes. Le pouvoir d'annoblir donné aux gens de la Chambre des Comptes. *Lettr. de Philippe VI du mois de mars 1339. ab. ch. p. 14.* Toutes Lettres d'annoblissement doivent être vérifiées dans cette Cour. *Edit du mois de juillet de l'an. 1368. id. p. 19.* Conseil du Roi tenu dans la Chambre des Comptes. Sa décision. *Ordonn. de la Chambre des*

462 **TABLE RAISONNÉE**
Comptes du 14 février 1375 id. p. 24. U-
reur de la Chambre des Comptes déclaré
point dérogé. *Décl. du 6 septembre 1500*
37. Confirmation des privilèges ci-devant
dés aux Chambres des Comptes. *Lett. de*
Henri IV. du 30 mars 1592. id. p. 20.
quête de vie & mœurs, relativement à
tion des Lettres de noblesse faites dans les
Chambres des Comptes. *Arr. du 18 juin*
id. p. 231.

Chambre des Comptes de Paris. Les g-
cette Chambre exempts de service militaire.
de Charles VI de l'année 1383. ab. ch. 7.
Elle est chargée de réformer les Lettres de
ralité & de légitimation qui sont adressées
Parlement de Paris. *Ordonn. de Charles V.*
14 octobre 1571 id. p. 53. Les Présidens,
tres ordinaires, Correcteurs, Auditeurs, &
tres gens de la Chambre des Comptes de Pa-
déclarés nobles sous la condition de 20 années
service, ou en cas de mort dans l'exercice de
charge. *Edit du mois de janvier 1645. id. p. 1.*
& 111. La noblesse au premier degré attribuée
aux Officiers de cette même Cour. *Edit du R.*
du mois d'Avril 1704 & 1714. id. p. 269 & 111.

Chambre des Comptes de Dôle. Cette Cham-
bre est rétablie. *Edit de Philippe II, Roi d'E-*
pagne, & Souverain du Comté de Bourgogne,
du 22 Juillet 1652, ab. ch. p. 49. Les acqui-
reurs des nouveaux Offices de Secrétaire du Roi
en la Chancellerie près la Chambre des Comptes
de Dôle jouissant des privilèges des autres Chan-
celleries. Voy. *Secrétaires du Roi.* Les Officiers
de cette Cour sont confirmés dans leurs privilè-
ges. *Edit du mois d'août 1706. id. p. 290.* Les
Substituts du Procureur-Général en la Cour des
Comptes, Aides & Finances de Bourgogne siégeant
à Dôle, jouissent de la portion colonique. *Décl.*

RAISON Février 1731. *id.* p. 360.

Chambre des Comptes de Dijon. Cette Chambre est rétablie. *Edit du mois d'août 1568. ab. ch. p. 52.* Ses privilèges lui sont confirmés. *Edit du mois de janvier 1578. id. p. 57 & 58. & Let. Louis XIII du 17 avril 1611. id. p. 87.*

Chambre des Comptes de Grenoble (Dauphiné) rétablie. *Edit du mois d'août 1568. ab. ch. p. 52.* Confirmée dans ses privilèges. *Edit du mois de janvier 1578. id. p. 57 & 58.* Les Officiers de cette Chambre jouissent de la noblesse après 20 années d'exercice, ou lorsque leur pere ou aïeul a exercé lesdits Offices. *Régl. du 24 Octobre 1639. id. p. 104. & Edit du mois de novembre 1708. id. p. 298 & 299.*

Chambre des Comptes de Nantes (Bretagne) rétablie. *Edit du mois d'août 1568. ab. ch. p. 52.* Confirmée dans ses privilèges. *Edit du mois de janvier 1578. id. p. 57 & 58.* L'exercice des charges de Procureur-Général & de Président en cette Chambre confere la noblesse. *Edit du mois d'août 1667. id. p. 184.* Les Auditeurs de cette Chambre sont maintenus dans le privilege de noblesse, ainsi que les Présidens, Maîtres & Correcteurs. Voyez *Auditeurs.*

Chambre des Comptes de Provence rétablie. *Edit du mois d'août 1568. ab. ch. p. 52.* Confirmée dans ses privilèges. *Edit du mois de janvier 1578. id. p. 57 & 58.*

Chambre des Comptes de Montpellier rétablie. *Edit du mois d'août 1568. ab. ch. p. 52.* Confirmée dans ses privilèges. *Edit du mois de janvier 1578. id. p. 57 & 58.*

Chambre des Comptes de Blois. Les Officiers de cette Chambre seront reçus à payer le droit annuel. *Lett. pat. du 22 mars 1666. ab. ch. p. 48.* Ils sont confirmés dans leurs privilèges. *Autres du mois de février 1715 id. p. 315. Sup-*

pression de tous les Offices qui composent la Chambre. Le privilège de la noblesse conféré aux pourvus desdits Offices, à leurs veuves & enfans pendant leur vie. *Edit du mois de juin 1775. id. p. 400.* Le privilège de la noblesse héréditaire accordé aux Officiers de cette Chambre qui étoient pourvus, lors de la suppression donnée par Edit de juillet 1775, d'offices auxquels le privilège de la noblesse au second degré étoit attachée, ensemble à leurs veuves, & & descendans. *Déclar. du 9 septembre 1781. id. p. 400.*

Chambre du Franc-fief. Etablissement de cette Chambre sur la recherche des droits de franc-fiefs dus depuis le 21 février 1609. *Commiss. du 13 août 1633. ab. ch. p. 96 & 97.*

Chambre de l'Edit (Arrêt de la) du 8 août 1582. ab. ch. p. 68.

Chambres des Enquêtes. (Secrétares du Roi près ces Chambres) Voy. *Secrétares du Roi.*

Chambre du Domaine. Voy. *Trésoriers de France.*

Chambre de l'Arsenal, établie pour procéder à l'instruction des procès-criminels concernant la fabrication des titres. *Décl. du 30 janvier 1701. ab. ch. p. 262. Arr. du Conseil des 24 avril & 22 décembre 1703. id. p. 263 & 268. Autres des 22 décembre 1705 & 12 février 1715. id. p. 287 & 313.*

Chambre du Roi. Les Gentilshommes de la Chambre du Roi doivent être nobles de race, ainsi que les Maîtres d'Hôtel & autres. *Edit d'Henri III du mois de mai 1579. ab. ch. p. 65.* Les Porte-manteaux du Roi peuvent prendre la qualité d'Ecuyer. *Lettr. pat. des 2 mars 1610 & 10 mars 1622. id. p. 87 & 5.* Sont maintenant dans cette qualité. *Décl. du 26 mars 1697. id. p. 228-229 & 230. Arr. du Conf. du 24 mars*

599. *id.* p. 141. Les Huissiers de l'anti-Chambre, de la Chambre & du Cabinet du Roi ont qualité d'Ecuyer. *Lettr. pat. des 2 mars 1618* & *10 mars 1622. id.* p. 87 & 95. *Arr. du Conf. du 24 mars 1699 id.* p. 241. Sont maintenus dans cette qualité. *Décl. du 26 mars 1697. id.* p. 228, 229 & 230. Les Valets de Chambre du Roi sont déchargés du paiement des Francs-fiefs. *Arr. du Conf. du 13 novembre 1696. id.* p. 223. Sont maintenus dans leurs privilèges. *Arr. & Lettr. pat. du 26 mars 1697. id.* p. 228, 229 & 230. *Arrêt du Conf. du 24 mars 1699. id.* p. 241. Les Valets de Garde-robe sont maintenus dans leurs privilèges. *Arr. du Conf. du 18 février 1697. id.* p. 225. Ils sont de nouveau maintenus, ainsi que les Garçons de la Chambre. *Arr. & Lettr. pat. du 26 mars 1697. id.* p. 228, 229 & 230, & *Arr. du Conf. des 24 mars & 18 mai 1699. id.* p. 241 & 243.

Chambre du Roi. Quelles preuves de noblesse ont tenus de faire les Pages de la Chambre du Roi. *Régl. du 18 sept. 1734. ab. ch.* p. 361 & 362. Les quatre premiers Gentilshommes ont la nomination des places de ces Pages. Quel ordre on observe dans cette nomination. *Même régl. id.* p. 361.

Chambre de Monsieur. Les Huissiers de la Chambre de Monsieur déchargés de la recherche des faux nobles. *arr. du conf. du 6 mars 1667. ab. ch.* p. 165. Les Porte-manteaux & les Valets de Chambre de Monsieur déchargés de la recherche des faux nobles, pour raison de la qualité d'Ecuyer. *arr. du conf. du 9 juillet 1697. id.* p. 232 & 233.

Chambre de Madame la Dauphine. Un valet-de-chambre de Madame la Dauphine maintenu dans la qualité d'Ecuyer. Voyez *Qualification.*

CHANCELIER de l'Ordre du Saint-Esprit.

Est créé. Il fera preuve de noblesse. Ses fonctions , gages & droits. *Stat. de cet Ordre 12 mois de décembre 1578. ab. ch. p. 62.*

CHANCELLERIE. (grande) Voyez *grande Chancellerie.*

Chancelleries. Chancellerie royale à Paris. Ce que doivent faire les Audienciers & Contrôleurs de cette Chancellerie , avant que de délivrer aucunes lettres d'amortissement , de bourgeoisie, &c. *édit du mois de juillet 1368. ab. ch. p. 19.*

Chancellerie près le Parlement de Bretagne. Les Secrétaires du Roi Audienciers & autres Officiers de cette Chancellerie confirmés dans leurs privilèges. Voy. *Secrétaires du Roi.*

Chancellerie du Parlement de Rouen. Création d'une charge de Secrétaire du Roi Audiencier dans cette Chancellerie , avec concession à ceux qui en seront pourvus , des privilèges attribués aux Notaires-Secrétaires du Roi , maison , couronne de France , &c. Voy. *Secrétaires du Roi.* Ce privilège leur est confirmé. *id.*

Chancellerie près le Parlement de Besançon. Création de cette Chancellerie. Nombre des Officiers dont elle doit être composée. Leurs privilèges. *édit du mois d'août 1692. ab. ch. p. 200 & 201.* Ces Officiers jouissent des mêmes droits que ceux tant de la grande Chancellerie de France que des autres Chancelleries du Royaume. *décl. du 4 janvier 1693. id. p. 203.*

Chancellerie près la Chambre des Comptes de Dôle. Les Secrétaires du Roi de cette Chancellerie jouissent du privilège de la noblesse. Voy. *Secrétaires du Roi.*

Chancelleries près les Cours , Conseils supérieurs & provinciaux & présidiaux du Royaume. Création de Secrétaires du Roi dans ces Chancelleries. *édit des mois d'octobre 1701 , janvier 1703, & avril 1707. ab. ch. p. 253, 260 & 296.*

ixation de leur nombre , & attribution des mêmes privilèges dont jouissent les Secrétaires de la grande Chancellerie. *édit des mois de février 703 & avril 1707. id. p. 262 & 296.* Les Officiers des Chancelleries établies près les Cours supérieures du royaume & Chancelleries présidiales jouissent des privilèges de la noblesse. *éd. du mois d'octobre 1701. id. p. 254.* Suppression de tous les Officiers de ces Chancelleries , & création de nouveaux en moindre nombre : qui sont ceux de ces Officiers supprimés qui sont déchus des privilèges de noblesse , & à quelle condition ils en obtiendront la confirmation. *édit du mois de juin 1715. id. p. 317 , 318 & 319.* Tous les pourvus d'offices de Gardes des Sceaux , Audienciers , Contrôleurs & Secrétaires près ces Chancelleries , qui , supprimés en 1715 , n'auront pas exercé leurs offices pendant 20 ans , seront poursuivis comme Usurpateurs , pour avoir pris antérieurement la qualité d'Ecuyer. *arr. du conf. du 10 mars 1716. ab. ch. p. 324 & 325.* Révocation de la noblesse au premier chef accordée aux Secrétaires du Roi . & autres Officiers de ces Chancelleries , & aux Gardes-Scels des Chancelleries Présidiales , & leur noblesse restreinte à un exercice successif de 60 années, *éd. du mois de juillet 1724. id. p. 344.* Dans quelle occasion les offices de Secrétaires du Roi de ces Chancelleries donnent la noblesse aux titulaires. *arr. du conf. du 15 août 1724. ab. ch. p. 346.* Les Conseillers Gardes des Sceaux , Conseillers-Secrétaires , Maison , Couronne de France Audienciers , Conseillers-Secrétaires-Maison-Couronne de France Contrôleurs , Conseillers-Secrétaires-Maison-Couronne de France créés par Edit du mois de juin 1715 dans ces Chancelleries , ensemble les Payeurs des gages des Officiers desdites Chancelleries , sont rétablis dans

le privilège de la Noblesse au premier degré. A quelle charge comment se compte le temps de leur service. *édit du mois de décembre 1711. id. p. 351.* Tous ceux qui, depuis 1715, ont été annoblis, comme ayant obtenu des lettres de vétérance, après avoir été pourvus d'offices de Conseillers-Secrétaires-Audienciers, Gardes des Sceaux & autres dans ces chancelleries, confirmés moyennant une taxe de 6000 liv. *édit du mois d'avril 1771. id. p. 384.*

Chancelleries présidiales. Suppression de tous les offices de Conseillers-Gardes-Scels, Conseillers-Secrétaires-Audienciers, Conseillers-Secrétaires-Contrôleurs, & Conseillers-Secrétaires créés par l'édit de juin 1715 dans chacun de ces Chancelleries. *édit du mois de décembre 1727. ab. ch. p. 353.*

Chancelleries. (Officiers des) Voy. *Secrétaires du Roi.*

CHAPITRES nobles d'hommes & de femmes du royaume. Notice des preuves de noblesse qui sont exigées dans chacune des divers Chapitres nobles de France. *R. d. p. d. p. 437 & suiv.*

CHAR défendu aux Bourgeoises. *ordonn. de Philippe-le-Bel de l'année 1294. ab. ch. p. 8.*

CHASSE. Peine du roturier qui chasse dans les garennes de son Seigneur, ou sur ses terres, sans la permission. *établi. de S. Louis, année 1270. ab. ch. p. 6.*

CHATELAINS. Ce qu'ils étoient dans l'Ordre de la Noblesse. *Disc. prél. p. 15.*

CHATELET de Paris. Attribution de la Noblesse aux Lieutenans-Généraux, Civil, de Police & Criminel, aux Lieutenans particuliers, aux Conseillers, Avocats & Procureur du Roi au Châtelet de Paris. A quelle condition. *Lettres-Patentes du mois d'août 1768. Ab. ch. p. 369 & 380.*

CHAUFE-CIRE-Scelleurs héréditaires de la grande Chancellerie, confirmés dans le Privilege de Noblesse. Voyez *grande Chancellerie*.

CHEVALERIE. Epoque de l'établissement marqué de la Chevalerie. *Disc. prél. p. 16*. Naît au milieu de l'Anarchie féodale. *Id. p. 17*. Avantages merveilleux de cette institution pour la Noblesse françoise & pour les Mœurs. *Id. p. 17 & 18*. Elle dégénere; ce qui nous en est resté. *Id. p. 18 & 19*. Les Citoyens de Provence qui avoient obtenu l'Ordre de Chevalerie avec la permission ou de la main de Raymond Berenger ou de Charles Ier. Exempts des Charges publiques, ainsi que les Nobles d'ancienne race. *Décl. de Charles II, Roi de Naples, & Comte de Provence de l'année 1290. Ab. ch. p. 7*. L'Ordre de Chevalerie ne pouvoit être donné en Provence aux Roturiers sans la permission du Souverain. *Autre Décl. du même Prince du 24 janvier 1294. id. p. 8 & 9*.

CHEVALIER avec Banniere, sa solde. Chevalier avec double Banniere, sa Solde. *Ord. de Philippe de Valois de l'année 1338. Ab. ch. p. 13*. Les Chevaliers doivent être Gentil-hommes de parage. *Ordonnance de S. Louis de l'année 1270. id. p. 5*. Nombre des habits qu'ils devoient avoir par an. *Ord. de Philippe IV. de l'année 1294. id. p. 8*.

Chevaliers de l'Ordre de Saint-Michel. Les Chevaliers de l'Ordre de Saint-Michel doivent être Gentilshommes de nom & d'armes. *Stat. de cet Ordre du premier août 1469. ab. ch. p. 33*. Leur nombre fixé à 16 par les *Statuts du premier août 1469*, & à 100 par ceux du 12 janvier 1665. *id. p. 141*.

Chevaliers de l'Ordre du Saint-Esprit. Le Chevalier de l'Ordre du Saint-Esprit doit être

Catholique , Gentilhomme de nom & d'armes , de trois races paternelles pour le moins , & âgé de 35 ans. *Stat. de cet Ordre du mois de décembre 1578. id. p. 58.*

Chevaliers des Ordres de Notre-Dame de Mont-Carmel & de Saint-Lazare de Jérusalem. Age & preuves de ces Chevaliers. Règlement de l'année 1773, renouvelé par Monsieur en 1788. Ab. ch. p. 398.

Chevaliers de l'Ordre de Saint-Jean de Jérusalem, dit de Malte. Quelle est leur preuve. R. d. p. d. p. 435.

Chevaliers de Saint-Georges , en Franche-Comté. Quelle est leur preuve. R. d. p. d. p. 436.

Chevaliers de Saint-Hubert. Quelle est leur preuve. R. d. p. d. p. 435.

Chevaliers de l'Ordre de S. Louis de Bar. Les fils de ces Chevaliers dispensés de faire preuve de Noblesse pour entrer au service Militaire. Décision du Roi du 22 mai 1781. Ab. ch. p. 401.

Chevaliers d'honneur. Création d'un Conseiller-Chevalier d'honneur, dans chacun des Présidiaux du Royaume, lequel sera tenu de faire preuve de Noblesse. Edit du mois de mars 1691. Ab. ch. p. 197. Les Chevaliers d'honneur établis dans les Présidiaux qui auront fait preuve de Noblesse, jouiront des privilèges. Arrêt du Conseil du 6 décembre 1698. Ab. ch. p. 214. Création de deux Chevaliers d'honneur dans les cours, quels seront leur office, leur rang & leur séance. Ils seront tenus de faire preuve de Noblesse. Edit du mois de juillet 1702. id. p. 258. Les Gentilshommes auxquels S. M. aura donné son agrément pour se faire pourvoir d'aucuns des Offices des Chevaliers d'honneur, tenus de représenter leurs titres de Noblesse. A quelle fin. Arrêt du Conseil du 9 Septembre 1702. id. p. 259. Les Offices de Chevaliers

neur peuvent être acquis par des Rotu-
 , lesquels seront annoblis par l'exercice
 10 ans ou par le décès dans l'Office. *Decl.*
8 décembre 1703. id. p. 267.

Chevaliers héréditaires (création de 200)
 les Provinces de Flandres, Artois & Har-
 . *Ed. du mois de novembre 1702. Ab. ch.*
60.

Chevalier, (titre ou qualité de) Voyez *Qua-*
tion.

CHEVAUX-LEGERS (les) & les Gendar-
 s maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *Arr.*
Conseil du 16 avril 1657. Ab. ch. p. 124.
125.

CITOYENS de la Ville d'Avignon & du
 mté Venaissin. Règlement sur les formalités
 nt ils doivent faire revêtir les expéditions
 ils représentent en preuves de Noblesse.
tt. Pat. du 30 avril 1784. Ab. ch. p. 412.

Citoyens nobles & immatriculés de la Ville
Perpignan. Règlement pour leur Election.
rr. du Consf. du 22 novembre 1671. Ab. ch.
189. Sont confirmés dans leurs privilèges.

rr. du Conseil du 13 Septembre 1702. id. p.
60. Sont sujets au droit de Marc-d'or. *Arr.*
Conseil du 22 Décembre 1785. id. p. 414 &
5.

CIVILE. (Noblesse) Ce que c'est. *Disc.*
él. p. 22.

CLERCS Ecclésiastiques. Leurs habits & la
 uler dont ils devoient être. *Ord. de Phi-*
ppe IV. de l'année 1294. Ab. ch. p. 8.

CLERMONT-FERRAND. (Cour des Aides
 e) Voyez *Cour des Aides.*

CLOCHE. (Noblesse de) Voyez *Muni-*
ipale.

COGNAC. (Maires & Echevins de la Ville
 e) Voyez *Maires & Echevins.*

COLLEGE de Beaumont. Quelle est la preuve requise pour y être admis. *R. d. p. d. p.*

College Royal de la Fleche. Quelle est la preuve requise pour y être admis. *R. d. p. d. p.*

College Mazarin. Quelle est la preuve nécessaire pour y être admis. *R. d. p. d. p. 457*

College de Rennes. Quelle est la preuve requise pour y être admis. *R. d. p. d. p. 437*

COLONIES Françoises Lettres-Patentes en faveur des Habitans de ces Colonies du 2 août 1782. *Ab. ch. p. 404*. Les Lettres d'abolissement accordées à aucuns d'eux, confirmées nonobstant différentes Déclarations portant révocation ou imposition de Taxes. Conditions de la preuve qu'ils sont tenus de faire en France. *id. p. 406 & 407*.

COMITIVÉ. (Noblesse) Ce que c'est. *D. prélim. p. 22*. Voyez aussi *Docteurs-Professeurs en Droit*.

COMMANDEURS, (les) Chevaliers & Officiers des Ordres, tenus de porter continuellement leurs Croix. *Ed. du mois de mars 1581. Ab. ch. p. 73*.

COMMENSAUX de la Maison du Roi, qui sont ceux qui seront regardés comme tels. *D. du mois de Février 1671. Ab. ch. p. 188*.

COMMERCE interdit aux gens du Grand Conseil, Maîtres des Requêtes, Présidens du Parlement, Maîtres d'Hôtel du Roi, soit qu'ils le fassent personnellement, soit par personnes interposées. *Ordonnance de Jean Ier. de l'année 1355. Ab. ch. p. 16*. Le Commerce & le trafic de Marchandises non imputés à dérogeance aux nouveaux Nobles, créés dans les Villes franches de Normandie. A quelle condition. *Edit du mois d'Octobre 1645. id. p. 111 & 112*. Le Commerce déclaré compatible avec la Noblesse. *Edit du mois d'août 1669. id. p. 186*.

sujets nobles par extraction & par charge
 nt faire le Commerce en gros. Qui en
 exceptés. Quelles charges on peut possé-
 Qui sont ceux qui seront réputés Mar-
 s. *Edit du mois de décembre 1701. id. p.*
 Ceux des Nobles qui font le Commerce de
 ou en gros, non censés déroger à la No-
 , par quelle raison. *Arrêt du Conseil du*
Avril 1727. id. p. 349.

COMMISSAIRES. Commissaires - Réforma-
 s-Députés dans le Bailliage de Maçon, dans
 Sénéchaussées de Toulouse, de Beaucaire,
 : pouvoir d'annoblir & de légitimer. *Ord.*
6 février 1361. Ab. ch. p. 17 & 18.

Commissaires nommés pour faire des infor-
 ions sur le nombre effectif des feux de cer-
 es Villes. *Ord. de Jean Ier. de l'année*
13. Ab. ch. p. 18.

Commissaires & Commissions ordonnés pour
 vérification des religion, âge, vie, mœurs
 noblesse de ceux nommés à l'Ordre du Saint-
 prit. *Stat. de cet Ordre du mois de décembre*
78. Ab. ch. p. 58 & 60.

Commissaires députés pour la recherche des
 usurpateurs du titre de Noblesse dans la Pro-
 vince de Normandie. *Décl. du 15 Mars 1655.*
b. ch. p. 120. Autres Commissaires députés
 our l'exécution de cette Déclaration. *Lett.*
at. du 15 juillet 1655. id. p. 120. Commis-
 aires députés pour la recherche des Usurpa-
 eurs de la Noblesse, tirés de la Cour des Aides
 le Paris. *Décl. du 30 décembre 1656. Ab. ch. p.*
22. Autres Commissaires nommés en chacune
 des généralités du ressort de la Cour des Aides
 de Paris, pour l'exécution de la recherche de
 la Noblesse. *Arrêt du Conf. du 14 mars 1658.*
id. p. 131. Les Commissaires départis dans les
 Provinces, chargés de procéder à la recherche

474 T A B L E R A I S O N N É E
des faux nobles. *Arrêt du Conseil du 22
1666. id. p. 148 & 149.* Avec pouvoir de
définitivement. *id. p. 150.* Commission générale
établie pour juger définitivement ceux qui
laisseront contumacer, & les Usurpateurs
déparuiront du titre de Noblesse, *du 14
1666. id. p. 154.* Commissaires nommés
la recherche des Usurpateurs du titre de No-
blesse en Provence. *Arrêt du Conseil le
août 1666. id. p. 155.* Un Procureur du Roi
nommé en la Commission de la recherche des
faux Nobles. *Let. Pat. du 20 septembre 1666.
id. p. 156.* Les Commissaires départis pour la
recherche des Usurpateurs de Noblesse, au-
torisés à recevoir les titres de ceux qui ont été
par eux condamnés par défaut ou forclus.
*Arrêt du Conf. du 28 décembre 1666. id. p.
160.* Les Commissaires départis dans les gé-
néralités des Pays d'Élections, & en celle de
Bourgogne, pour l'exécution de la recherche
des faux Nobles, autorisés à juger définitive-
ment les instances contestées entre les Partic-
culiers prétendus Usurpateurs de Noblesse, &
les Préposés au recouvrement des amendes, sans
l'appel au Conseil. *Arrêt du Conseil du 5 mai
1667. id. p. 166 & 167.* Commission établie pour
instruire & rapporter les affaires, concernant la
recherche de Noblesse. *Arrêt du Conseil du 10
mai 1672. id. p. 189.* Révocation de la Com-
mission établie pour la recherche des Usurpate-
urs de Noblesse. *Arrêt du Conf. du 6 janvier
1674. id. p. 190.* Commissaires départis dans les
Provinces & généralités du Royaume, chargés
de l'exécution de la recherche des faux Nobles.
Déclaration du 4 septembre 1696. id. p. 217.
Commissaires-généraux nommés en conséquence
de cette Déclaration, pour juger les contesta-
tions qui surviendroient en exécution des Or-

donnances rendues par les Commissaires départis dans les Provinces. *Commission du 24 Octobre 1696. id. p. 219 & 220.* Commissaires-généraux nommés pour juger en première instance & en dernier ressort les contestations qui surviendront en exécution de la Déclaration du mois de septembre 1696. Entre le préposé à la recherche des Usurpateurs de Noblesse & les Usurpateurs. *Comm. du 21 mai 1697. id. p. 230.* Les instances contre les faux Nobles, décrétés par la Chambre de l'Arsenal, sont renvoyées aux Commissaires généraux. *Arrêt du Conseil du 24 avril 1703. id. p. 262 & 263.* Commission établie pour la perception des sommes provenantes, tant de la recherche des Usurpateurs de Noblesse, que des taxes faites sur les annoblis réhabilités, maintenus, confirmés. *Arrêt du Conf. du 25 juin 1709. id. p. 299.* La Commission de la recherche de la Noblesse supprimée. *Arrêt du Conseil du 26 juin 1718. id. p. 333.* Commission établie pour instruire les affaires de Noblesse qui, depuis l'Arrêt du Conseil du 26 juin 1718, avoient été renvoyées à l'ancien Bureau de la Noblesse. *Arrêt du Conseil du 24 octobre 1719. id. p. 335 & 336.* Prorogation de cette commission jusqu'au premier avril 1721. *Arrêt du Conf. du 28 juin 1720. id. p. 337.* Toutes les affaires restées indécises au Bureau, établi par l'Arrêt du 24 octobre 1719, pour la recherche des faux Nobles, continueront d'être instruites devant les Commissaires-généraux. *Arr. du Conf. du 21 juillet 1722. id. p. 341.*

Commissaires nommés par le Roi pour l'exécution de l'Edit portant suppression de cent Offices de Secrétaires du Roi, Maison, Couronne. *Arrêt du Conseil du 15 août 1724. ah. ch. p. 346.*

Commissaires des Compagnies des Gardes-du-Corps, des Mousquetaires & autres de la Maison du Roi.. La Noblesse leur est attribué. *édit du mois de mai 1711. ab. ch. p. 303 & 304.*

Commissaires des Guerres. Révocation des Offices de Commissaires & Contrôleurs ordinaires des Guerres. *édit du mois de mars 1667. ab. ch. p. 164.* Cent quarante Offices de Commissaires ordinaires des Guerres sont réservés. *édit du mois de septembre 1694. ab. ch. p. 109.* Suppression de 14 Offices de Commissaires ordinaires des Guerres. *édit du mois de mars 1709. id. p. 299.* La Noblesse est accordée aux 130 Commissaires ordinaires des Guerres. Comment se comptent les années de leur service, & de combien est le supplément de Finance. *édit du mois d'octobre 1709. id. p. 300 & 301.* Les Syndics des Commissaires & Contrôleurs ordinaires des Guerres jouissent des mêmes prérogatives que les Commissaires ordinaires des Guerres. *décl. du 5 mai 1711. id. p. 304 & 305.*

Commissaires ordinaires provinciaux des Guerres, (création de 20 Offices de) & attribution de la qualité d'Ecuyer & de la Noblesse transmissible. A quelle condition, & comment se comptent les années de leurs services. *édit du mois de mars 1704. id. p. 269.* Création de Commissaires provinciaux des Guerres. *édit du mois de mai 1707. id. p. 297.* Les Commissaires provinciaux des Guerres jouissent de la Noblesse au même degré que les Commissaires ordinaires des Guerres. *édit du mois de juillet 1710. id. p. 301.* Suppression de 3 Offices de Commissaires ordinaires des Guerres, & de deux de Commissaires provinciaux des Guerres, avec confirmation du privilege de la Noblesse, en faveur des pourvus de pareils Offices & de leurs Succes-

seurs. *édit du mois de janvier 1713. id. p. 308 & 309.*

Commissaires de la Marine & des Galeres. (création de 100 Offices de) *édit du mois de mars 1702. ab. ch. p. 255.* Leurs gages sont augmentés. *édit du mois de décembre 1709. id. p. 302.* Création d'Inspecteurs-généraux & Commissaires de la Marine. *arrêt du Conseil du 8 juillet 1710. id. p. 303.* Suppression des Commissaires de la Marine & des Galeres. *édit du mois d'Avril 1716. id. p. 326.*

Commissaires Inspecteurs des Vivres de la Marine & des Galeres. Suppression de leurs Offices. *édit du mois d'avril 1716. ab. ch. p. 326.*

Commissaires de la Marine aux Classes. Suppression de leurs Offices. *édit du mois d'avril 1716. ab. ch. p. 326.*

Commissaires de la Maison du Roi (les) qui n'auront pas satisfait au paiement de la Finance ordonné pour augmentation de gages, déchus. *édit du mois de janvier 1713. ab. ch. p. 309.*

COMMISSION. Voyez *Commissaires.*

COMMUNES. L'établissement des Communes donne naissance au Tiers-Etat. *disc. prél. page 19.*

COMPAGNIES des Gendarmes données aux seuls Gentilshommes. *éd. d'Henri III. du mois de mai 1579. ab. ch. p. 67.*

COMPTES. (Chambre des). Voy. *Chambre.*

COMTE (titre ou qualité de) Voyez *Qualification.*

COMTÉ VENAISSIN. Règlement sur les formalités dont les Citoyens d'Avignon & du Comté Venaissin doivent faire revêtir les expéditions qu'ils représentent en preuves de Noblesse. *Lett. pat. du 30 avril 1784. ab. ch. p. 412.*

Comtes, Vicomtes & Châtelains. Ce qu'ils étoient dans l'Ordre de la Noblesse. Disc. prél. p. 15.

CONDAMNATION. Les familles condamnées comme usurpatrices de Noblesse ne peuvent en être relevées qu'au Conseil. *Disc. pr. p. 34.* Condition de la preuve qu'elles doivent faire. *id. p. 34.*

CONFIRMATION. Confirmation de la Noblesse accordée aux 4 Echevins de Lyon. *Lettre de Louis XIII, du mois de juin 1618, ab. ch. p. 95. Lett. de Louis XIV, du mois de décembre 1643, id. p. 108.* Des prérogatives des Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Paris. *Arr. du Parlement du 30 mars 1624, id. p. 96.* De la Noblesse des Secrétaires du Grand-Conseil. *Ed. de l'année 1635, id. p. 101. Ed. de l'année 1636, ibid.* Des annoblissemens accordés en Dauphiné en 1602, nonobstant l'Arrêt du dernier Mai 1634. *Réglem. du Roi, du 24 octobre 1639, id. p. 104.* De la Noblesse acquise par Lettres, Mairie, Echevinage, moyennant finance. *Décl. du dernier février 1640, id. p. 106.* Du Privilège de la Noblesse accordée aux Secrétaires du Roi, Maison, Couronne, &c. *Décl. du 24 octobre 1643, id. p. 108.* Du Privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Nantes. *Lett.-Pat. du mois de mars 1644, id. p. 108.* Du Privilège de Noblesse accordé aux Maire & Echevins de la ville de Niort. *Lett.-Pat. du mois de mars 1650, id. p. 114.* Des annoblissemens obtenus depuis 1606, dans la Province de Normandie. *Ed. du mois d'octobre 1650, id. p. 115.* Des taxes mises sur les Anoblis de la Province de Normandie depuis 1606. *Arr. du Conseil du 8 janv. 1653, id. p. 117.* Des annoblissemens accordés dans ladite Province depuis 1650, moyennant finance. *Arr. du Conseil*

du 18 juin 1653 , *id.* p. 118. De la qualité d'Ecuyer en faveur des Gardes-du-Corps du Roi, de celui de la Reine , ainsi que des Gardes de la Porte du Château. *Arr. du Conseil du 30 mai 1655* , *id.* p. 121. Des droits & privilèges des Pré-vôt des Marchands , Echevins , Procureur du Roi , Greffier , Receveur , Citoyens & Bourgeois de la ville de Paris. *Ed. du mois de juillet 1656* , *id.* p. 121. Des annoblissemens depuis 1606 , moyennant finance. *Décl. du 30 décembre 1656* , *id.* p. 123. Des Annoblis de la Province de Normandie , mentionnés dans l'Edit de Décembre 1656 , moyennant finance. *Arrêt du Conseil du 27 janvier 1657* , *id.* p. 123 & 124. Qui sont ceux qui ont été déclarés exempts du paiement de cette finance. *Même Décl. id.* p. 123 & 124. Des Lettres d'annoblissement , légitimation , &c. obtenues depuis 1606 , moyennant finance. *Décl. du 17 septembre 1657* , *id.* p. 125. De la Noblesse au premier degré accordée aux Officiers du Parlement & de la Cour des Aides de Paris. *Ed. de l'année 1659* , *id.* p. 132. Des Annoblis de la Province de Normandie , moyennant finance. *Décl. du 14 juin 1659* , *id.* p. 133. Des Annoblis depuis 1606 jusques à 1661 , excepté ceux de Normandie , moyennant finance. *Décl. du 8 février 1661* , *id.* p. 137. De la Noblesse des descendans de ceux qui l'ont acquise par la possession d'Offices de Maires & Echevins , moyennant une taxe , faute du paiement de laquelle ils sont déchus. *arr. du Conseil du 6 décembre 1666* , *id.* p. 159. Les descendans des Maires , Echevins & Conseillers des villes de Poitiers , Niort , Bourges , Angoulême , Tours , Angers , Abbeville & Cognac , qui ont exercé depuis 1600 , sont tenus de payer le droit de confirmation. *Ed. du mois de mars 1667* , *id.* p. 164 & 165. Confirmation du privilège de Noblesse en faveur des Maires

(seuls) de la ville de Bourges. *arr. du Conseil du 7 mai 1667, id. p. 168.* De la Noblesse accordée aux descendans des Maires & Echevins des villes d'Abbeville, Angers, Angoulême, Bourges & autres, à quelle charge. *arr. du Conseil du 14 mai 1667, id. p. 169.* De la Noblesse accordée aux Maires & Echevins desdites villes & à leurs descendans, à quelle condition. *arr. du Conseil du 3 octobre 1667, id. p. 171.* Des privilèges accordés aux Prévôt des Marchands, Echevins & principaux Officiers de l'Hôtel-de-Ville & aux Bourgeois de Paris. *Lett.-Pat. du mois de mars 1669, id. p. 182.* De la Noblesse des Maires, Echevins & Greffier de Nantes, depuis 1600, & de leurs descendans, moyennant une taxe. *arr. du Conseil dn 20 juin 1669, id. p. 183.* De la Noblesse attribuée aux Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France, par l'Edit de Novembre 1482. *Ed. du mois d'avril 1672, id. p. 189.* De la Noblesse accordée aux Secrétaires du Roi servans dans la Chancellerie près le Parlement de Bretagne. *Décl. du 5 décembre 1672, id. p. 190.* Des Privilèges accordés aux Secrétaires du Roi, Audienciers en la Chancellerie du Parlement de Rouen. *Décl. du 7 janvier 1673, id. p. 190.* De la Noblesse des Maire & Echevins de Bourges. *arr. du Conseil du 27 août 1673, id. p. 190, & Lett.-Pat. du mois de mai 1674, id. p. 191.* Des Privilèges des Officiers de la Cour des Comptes, Aides & Finances de Montpellier qui doivent en jouir à l'instar de ceux des Chambres des Comptes & Cour des Aides de Paris. *Ed. du mois de novembre 1690, id. p. 195.* De la Noblesse accordée aux Maires & Echevins de Lyon, Toulouse, Bordeaux, Abbeville, Angers, Angoulême, Cognac, Nantes, Niort, Poitiers, la Rochelle & autres qui ont exercé depuis 1600. Ceux même

qui

qui ont renoncé au titre de Noblesse, confirmés pour l'avenir, à quelle condition. *Ed. du mois de juin 1691, id. p. 197, 198 & 199.* De la Noblesse accordée aux Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon qui ont exercé ces charges jusqu'au dernier Décembre 1639, & leurs descendans, sans payer aucune finance. Ceux qui ont exercé depuis 1640 jusqu'au dernier Décembre 1650, & leurs descendans, confirmés, à quelle condition. *Décl. du 10 juillet 1691, id. p. 199.* Des Lettres de réhabilitation de Noblesse enregistrées aux Cours des Aides depuis 1600, à quelle charge. *Ed. du mois de décembre 1692, id. p. 203.* De la Noblesse accordée aux Auditeurs de la Chambre des Comptes de Bretagne. *arr. du Conseil du 7 juillet 1693, ed. p. 208.* De celle accordée aux Officiers du Parlement de Dôle. *Décl. du 21 février 1694, id. p. 209.* Confirmation des Lettres de réhabilitation, maintenue ou rétablissement obtenues depuis le 1er. Janvier 1600, moyennant une taxe. *arr. du Conseil des 17 & 24 janvier & 31 juillet 1696, id. p. 210, 211 & 214.* Des Anoblis par les Ducs de Lorraine & par les Evêques de Metz, Toul & Verdun, révoqués par l'Ordonnance du 4 Mars 1671, moyennant une taxe. *Décl. du 18 septembre 1696, id. p. 218.* Confirmation des Privilèges accordés aux Officiers du Parlement de Dôle. *Ed. du mois de novembre 1696, id. p. 220.* De la Noblesse de ceux du Parlement de Besançon. *Ed. du mois de novembre 1698, id. p. 239.* De toutes les Lettres de confirmation & de réhabilitation accordées par les Rois d'Espagne & les Archiducs & Gouverneurs des Pays-Bas dans les Provinces de Flandres, Hainaut & Artois depuis 1600, à quelle condition. *Décl. du 8 décembre 1699, id. p. 249.* Des Privilèges accordés aux Citoyens nobles de

Perpignan. *arr. du Conseil du 13 septembre 1702, id. p. 260.* Des Privilèges accordés aux Officiers du Parlement de Besançon. *Ed. du mois d'octobre 1704, id. p. 276.* De la Noblesse accordée aux Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon. *Ed. du mois de février 1705, id. p. 279 & 280.* Des privilèges accordés aux Officiers de la Chambre des Comptes de Dôle. *Ed. du mois d'avril 1706, id. p. 290.* De la qualité de Chevalier accordée au Prévôt des Marchands de Paris. *Ed. du mois de novembre 1706, id. p. 292 & 293.* *Ed. du mois de novembre 1707, id. p. 298.* De la Noblesse accordée aux Maires, Echevins & Officiers des villes de Lyon, Toulouse, Bordeaux, Angoulême, Cognac, Poitiers, Nantes, Niort, la Rochelle, S. Jean-d'Angely, Angers, Bourges, Tours & Abbeville, qui ont exercé depuis 1600, à quelle condition. *Ed. du mois de novembre 1706, id. p. 294.* De la Noblesse accordée aux Maires, Echevins & Capitouls des villes du Royaume, à quelle charge. *Ed. du mois de janvier 1714, id. p. 309.* De la Noblesse transmissible au premier degré accordée aux enfans des Officiers du Parlement de Dombes. *arr. du Conseil du 8 Décembre 1714, id. p. 313.* Des Privilèges des Officiers de la Chambre des Comptes de Blois. *Lett.-Pat. du mois de février 1715, id. p. 315.* Des Privilèges accordés aux Secrétaires du Roi. *Ed. du mois de juin 1715, id. p. 315.* Des Privilèges de tous les Offices de Judicature, Police, Finance & autres, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne, à quelle charge. Les Cours Supérieures seules en sont exceptées. *Décl. du 27 septembre 1723, id. p. 342 & 343.* Les Présidens-Trésoriers de France des différentes Généralités du Royaume sont reçus opposans à l'exécution de la Déclaration du 27 Septembre 1723, qui ordonne le droit de

confirmation, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne. *arr. du Conseil du 14 mai 1726, id. p. 348.* Ceux qui jouissent de la Noblesse, soit par Lettres d'annoblissement, maintenue, confirmation, rétablissement ou réhabilitation, soit par Mairies, Prévôtés des Marchands, Echevinages ou Capitoulats, depuis 1643 jusqu'au 1^{er}. Janvier 1715, tenus de satisfaire dans trois mois au paiement d'un droit de confirmation, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne, sinon déchus. *arr. du Conseil du 2 mai 1730, id. p. 359.* Les Echevins de Lyon sont exempts de ce droit. *arr. du Conseil du 18 mars 1732, id. p. 361.* Les redevables du droit de confirmation qui prétendent avoir des moyens de décharge ou de modération, tenus d'adresser au sieur Contrôleur-Général des Finances leurs Pièces & Mémoires pour y être fait droit. *arr. du Conseil du 24 janvier 1736, id. p. 363.* Les Officiers du Parlement de Flandres sont confirmés dans la Noblesse au premier degré à eux accordés. *Décl. du 4 janvier 1755, id. p. 372.* Toutes les Lettres de confirmation de Noblesse, assujetties au droit de Marc d'or. *Ed. du mois de décembre 1770, id. p. 382 & 383.* Tous les Annoblis par Charges ou par Lettres, depuis le 1^{er}. Janvier 1715, tenus de payer un droit de confirmation. Qui sont ceux qui en sont exceptés? *Ed. du mois d'avril 1771, id. p. 384 & 387. arr. du Conseil du 5 septembre 1771, id. p. 389, 390 & 391. Autre du 30 septembre 1772, id. p. 392. Autre du 29 novembre 1772, id. p. 396 & 398. Et autre du 17 juillet 1773, id. p. 399.*

CONFRÉRIE noble de St. Georges en Franche-Comté. Quelle est la preuve requise pour y être admis. *R. d. p. d. p. 435.*

Confrérie noble de St. Hubert de Bar. Quelle

est la preuve requise pour y être admis. *Rec. de p. d. p.* 435.

CONSEIL de Dombes (attribution de la Noblesse au premier degré aux Officiers du). *Décl. du Souverain de Dombes , du mois de mars 1604 , ab. ch. p. 85 & 86.*

Conseil - Privé. (attribution de la Noblesse au premier degré aux Secrétaires des Finances & Greffiers du) *Lett. Pat. du 18 juillet 1784. ab. ch. p. 412.*

CONSEILS supérieurs. *Conseil supérieur d'Artois.* Voyez *Artois.*

Conseil supérieur de Douay. (la Noblesse transmissible accordée aux Officiers du) A quelle condition. *éd. de l'année 1772. ab. ch. p. 392.*

Conseil supérieur de l'Isle-de-Corse. Les Arrêts de ce Conseil servent de titres de reconnaissance de Noblesse. *éd. du mois d'avril 1770. ab. ch. p. 382.*

Conseils du Roi. (les Greffiers des) Voyez *Greffiers.*

CONSULS , Maires & Echevins des Villes qui se prétendent Nobles , (les enfans des) sous prétextes des Charges de leurs peres , imposés aux Tailles , pour quelle raison. *édit du mois de mars 1583. ab. ch. p. 70.*

CONTROLEURS (les) dans les Chancelleries établies près les Conseils d'Ypres & de Valenciennes , jouissent de la Noblesse. A quelle condition. *décl. du 20 déc. 1712. ab. ch. p. 307.*

COPIES collationnées sont inadmissibles en preuves de Noblesse. *disc. prél. p. 42. régl. pour le regalement des Tailles du 23 août 1598. ab. ch. p. 81. & décl. du 24 août 1760. id. p. 376.* De quelles formalités doivent être revêtues celles admises dans les preuves que les habitans des Colonies Françaises sont tenus de faire. *Lett.*

Pat. du 24 août 1782. id. p. 406 & 407. Voy. Preuves, originaux & titres.

CORSE. La Noblesse de l'Isle-de-Corse peut faire ses preuves de Noblesse devant le Conseil supérieur de cette Isle. *éd. du mois d'avril 1770. ab. ch. p. 382.* Les Demoiselles Corfes sont dispensées de faire d'autres preuves, pour entrer à Saint-Cyr, que celles que leurs parens ont faites au Conseil supérieur de l'Isle. *Lett. Pat. du 13 avril 1777. id. p. 400 & 401.* Forme dans laquelle les enfans des familles Corfes peuvent faire leurs preuves de Noblesse pour entrer à l'Ecole Royale Militaire, & à Saint-Cyr. *régl. du 20 juin 1782. id. p. 104.* Quelle est la preuve nécessaire pour être reconnu noble Corse. *Même règlement. id. p. 404.* Quelles sont les preuves de Noblesses à faire par les familles Corfes. A quelle époque elles doivent remonter. Par quelle espece de titres elles se font. *rec. d. p. d. p. 422, 423 & 424.*

COUR. Honneurs de la Cour. Voyez *Honneurs de la Cour* ou *Présentation.*

Cour des Aides de Paris. Commissaires nommés en chacune des généralités du ressort de la Cour des Aides de Paris, pour l'exécution de la recherche de la Noblesse. *arrêt du Conf. du 14 mars 1658. ab. ch. p. 131.* Révocation de la Noblesse au premier degré, accordée aux Officiers de la Cour des Aides de Paris, & lesdits Officiers remis à la Noblesse graduelle. *édit du mois de juillet 1669. id. p. 183.* Attribution de la Noblesse au premier degré à tous les Officiers de cette Cour, jusqu'au premier Huissier inclusivement. *édit du mois de mars 1691. id. p. 197.* Les Présidens, Conseillers, Avocats & Procureurs-généraux, Greffier en chef, Notaires & Secrétaires de cette même Cour jouissent de tous les privileges des Nobles de

race du Royaume. A quelle charge. *édit du mois de mai 1691. id. p. 197.* Attribution de la Noblesse aux Offices créés dans ladite Cour des Aides de Paris. *éd. du mois de nov. 1704. id. p. 278 & 279.* Attribution de la Noblesse au premier chef aux Officiers de la Chambre des Comptes, & de la Cour des Aides de Paris, à l'occasion d'une création d'Officiers. *éd. du mois d'avril 1714. id. p. 312.* Tous les annoblis par lettres dans le ressort de la Cour des Aides de Paris, depuis le premier janvier 1611, jusqu'à la déclaration de 1664. Imposés à la Taille. *arr. du Conf. du 13 janvier 1667. id. p. 161.*

Cour des Aides de Bordeaux. Création de cette Cour avec concession de la Noblesse au second degré à ses Officiers. *édit du mois de décembre 1629. ab. ch. p. 96.* Rétablissement des Offices de Secrétaires de cette Cour, avec la qualité de Secrétaires du Parlement. *décl. du mois d'avril 1718. id. p. 333.*

Cour des Aides de Grenoble. Les Officiers de cette Cour acquerront la Noblesse après 20 ans d'exercice, ou lorsque leur pere ou aïeul auront exercé lesdits Offices. *régl. du 24 octobre 1639. ab. ch. p. 104.*

Cour des Comptes, Aides & Finances de Montpellier. Cette Cour est confirmée dans la possession de la Noblesse; à l'instar des Chambre des Comptes, & Cour des Aides de Paris. *éd. du mois de novembre 1690, ab. ch. p. 195.*

Cour des Aides de Clermont-Ferrand. Tous les annoblis par Lettres dans le ressort de cette Cour, depuis le premier janvier 1611, jusqu'au jour de la déclaration du mois de septembre 1664, imposés aux Tailles. *arrêt du Conf. du 13 janvier 1667. ab. ch. p. 161.* Arrêt de cette même Cour, qui ordonne la représentation des

titres de Noblesse ou autres Exemptions dans l'étendue de son ressort, du 28 mai 1762. *ab. ch. p. 377.*

Cour des Aides de Rouen. Tous les annoblis par lettres dans le ressort de cette Cour, depuis le premier janvier 1614, jusqu'au jour de la déclaration du mois d'août 1664, imposés à la Taille. *arrêts du Conf. du 13 janvier 1667. ab. ch. p. 162.*

Cour des Comptes, Aides & Finances de Bourgogne, (les Substituts du Procureur général en la) jouissent de la portion colonique. *décl. du 20 février 1731. ab. ch. p. 360.*

Cours des Aides. La connoissance des oppositions qui pourroient intervenir dans l'exécution de la recherche des faux Nobles, interdite à toutes les Cours des Aides, & autres Juges, à peine de nullité, S. M. se la réservant. *arrêt du Conf. du 22 mars 1666. ab. ch. p. 153.* Il est défendu à ces Cours de connoître des instances de Noblesse. Cette connoissance est réservée aux sieurs Commissaires établis par S. M. *décl. des 4 septembre 1656, 30 mai 1702, 30 janvier 1703, & arrêt du Conf. du 20 octobre 1709. id. p. 215, 256, 261 & 286.* Les Cours des Aides sont maintenues dans la connoissance qu'elles avoient eu par le passé des questions de Noblesse incidentes aux matieres de leur compétence. Elles ne peuvent prendre connoissance d'aucune des contestations qui ont été jugées dans les deux dernières recherches, soit par des Ordonnances des Commissaires départis dans les Provinces du Royaume, soit par des jugemens des Commissaires du Conseil, ou par des arrêts rendus audit Conseil, mais sont tenus de renvoyer toutes ces contestations pardevant S. M. *décl. du 8 octobre 1729. id. p. 358.*

Cours supérieures (Officiers des) exceptés de la révocation des annoblissemens , accordés depuis 30 ans , à compter de l'année 1640. édit du mois de novembre 1640. ab. ch. p. 106: Ces Cours sont exemptes du droit de joyeux avènement. édit du mois d'avril 1694. id. p. 207. Attribution à chacune de ces Cours de 4 dispenses, d'un degré de service, pour acquérir la Noblesse. édit du mois d'octobre 1704. id. p. 274.

Cour des Monnoies. (la Noblesse au premier degré accordée aux premier Président , Présidens , Conseillers , &c. de la) A quelle condition. édit du mois de mars 1719. ab. ch. p. 335.

COURONNES de Barons , Comtes ou Marquis (aucunes) ne peuvent être mises sur les armes , sinon en vertu de Lettres-Patentes. Sur quelle peine. *arrêt du Parlement du 13 août 1663. ab. ch. p. 138.*

CRAMOISI défendu ; à qui il étoit permis. *décl. du 17 octobre 1485. ab. ch. p. 36.*

CRÉATION de nouveaux Officiers dans les Chancelleries près des Cours supérieures , & celles des Présidiaux avec privilege de Noblesse. *éd. du mois de juin 1715. ab. ch. p. 317 , 318 & 319.*

D.

DAMAS & Satin figuré , permis aux Ecuyers. *décl. du 17 décembre 1485. ab. ch. p. 36.*

DAMES & Demoiselles (les) de la suite des Princesses du Sang , ont seules droit de porter en habillemens des draps d'or ou d'argent. *décl. du 9 mai 1547. ab. ch. p. 41 & 42. Les Robes de soie permises aux Dames & Demoiselles. régl. du 4 fév. 1567. id. p. 50 & 51.*

Les Dames, Filles & Demoiselles des Reines peuvent porter des perles & pierreries en or émaillé. *décl. du 24 mars 1583. id. p. 73.*

DAMOISEAU (qualité de) V. *Qualification.*

DAUPHINÉ. Fixation de la forme de la levée & perception des Tailles, tant ordinaires qu'extraordinaires dans cette Province. *arrêt du Conf. du dernier mai 1634, 9 janvier 1636, 23 mai 1637, & 6 avril 1639. ab. ch. p. 100, & 102.* Règlement fait par le Roi entre les trois Ordres de cette Province, pour le fait des Tailles. *du 24 octobre 1639. id. p. 103, 104 & 105.* Les Familles de cette même Province qui ont été annoblies depuis l'année 1602, sont confirmées dans leur Noblesse, nonobstant l'arrêt du Conseil du dernier mai 1634. *Même Régl. id. p. 104.*

DÉCHÉANCE du privilege de Noblesse. Peine de déchéance prononcée contre les Gentilshommes qui prendront les revenus des bénéfices à ferme. *ord. de Charles IX du 14 oct. 1571. ab. ch. p. 53.* Contre les Nobles qui ne prendront point les armes, suivant l'obligation de leurs Fiefs. *édit d'Henri III du mois de mai 1579. id. p. 66.* Contre les annoblis qui ne payeront point le droit de confirmation ordonné. *décl. du dernier février 1640. id. p. 105 & 106.* Contre les annoblis de Normandie qui ne payeroient point les Taxes auxquelles ils auroient été imposés. *arrêt du Conf. du 8 janvier 1653. id. p. 117.* Contre les annoblis depuis 1606, qui ne payeroient point le droit de confirmation. *décl. du 17 septembre 1657. id. p. 125.* Contre les descendants des Maires & Echevins qui ont acquis la Noblesse depuis l'année 1600, & n'ont point satisfait à la Taxe ordonnée. *arr. du Conf. du 6 décembre 1666. id. p. 159. édit du mois de mars 1667. id. p. 164 & 165*

Contre les Officiers vétérans des Cours & Compagnies supérieures du Royaume qui n'auront point pris de lettres d'honneur. *édit du mois d'août 1669. id. p. 184.* Contre les Secrétaires du Roi qui, après 20 années de service, n'auroient pas obtenu des lettres de vétéran, leurs veuves & postérité. *Même éd. id. p. 185.* Contre ceux qui, aient obtenu des lettres de réhabilitation & de maintenue de Noblesse, n'ont point payé la Taxe à laquelle ils ont été imposés. *arrêt du Conf. du 31 juillet 1696. id. p. 114.* Contre les Commissaires de la Maison du Roi qui n'auront pas satisfait au paiement de la Finance ordonnée pour augmentation de gages. *éd. du mois de janvier 1713. id. p. 309.* Contre ceux qui ont obtenu des Lettres de Noblesse depuis l'année 1643, & qui n'ont point payé la Taxe. *arr. du Conf. du 30 septembre 1713. id. p. 343.* Contre les Prévôts des Marchands, Maires, Echevins, Capitouls ou Jurats des Villes qui ont exercé depuis 1643, ou leurs descendants qui n'auroient point payé le droit de confirmation ordonné *arrêt du Conf. du 30 septembre 1713, & premier juillet 1715. id. p. 343 & 347.* Contre les Secrétaires du Roi qui n'auront point payé l'augmentation de gages. *édit du mois de décembre 1717. id. p. 353.* Contre ceux qui, jouissant de la Noblesse, soit par lettres d'annoblissement, maintenue, confirmation, rétablissement ou réhabilitation, soit par Mairies, Prévôts des Marchands, Echevinages ou Capitouls, depuis 1643, jusqu'au premier Janvier 1715, n'auront pas satisfait au paiement de la Taxe à laquelle ils ont été imposés pour droit de confirmation, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne. *arrêts du Conf. du 2 mai 1730. id. p. 359.* Contre ceux qui, dans la Province de

Lorraine, n'auront pas obtenu de lettres de réhabilitation & de confirmation depuis 1697. *ord. de François, Duc de Lorraine, du 19 décembre 1730. id. p. 359.* Contre les annoblis par charges ou lettres depuis le premier janv. 1715, qui n'auroient point satisfait au paiement de la Taxe de 6000 liv. sur eux imposée, pour droit de confirmation. *éd. du mois d'avril 1771. id. p. 387.*

DÉCLARATION que les Maire & Echevins de la Ville de Bourges sont tenus, lors de leur nomination, de faire au Greffe de la Ville, pour jouir de la Noblesse à eux accordée. *arrêt de la Cour des Aides du 18 décembre 1635. id. p. 101.*

DEMOISELLES. Nombre des robes qu'elles doivent avoir. *ord. de Philippe IV de l'année 1294. ab. ch. p. 8.* Les Demoiselles femmes de Présidens & Maîtres des Requêtes. Ce qu'elles peuvent porter. *décl. du 24 mars 1583. id. p. 73 & 74.*

DÉROGEANCE. (ce qu'on entend par) *Disc. prél. p. 34.* Ce qui l'établit. *id. p. 34.* Comment on s'en relève. *id. p. 34.* Après combien de degrés de dérogeance ne s'en relève-t-on plus dans l'usage commun. *id. p. 36 & 37.* Idée de distinction dans l'application des principes qui jugent le cas de dérogeance des Familles Nobles d'ancienne race, & des Familles Nobles par concession. *id. p. 37, 38, 39 & 40.* Exemple d'une famille propre à justifier la justesse de cette distinction. *id. p. 38 & 40.* Exemple d'un Gentilhomme à qui il fut permis d'exercer un Office de Procureur, en la Chambre des Comptes sans déroger. *décl. du 6 sept. 1500. id. p. 37.* Ceux qui ont dérogé, condamnés comme usurpateurs de Noblesse. *arrêt du Cons. du 22 mars 1666. id. p. 192.* Les Gen-

tilshommes qui auront suffisamment prouvé la
 Noblesse, & qui néanmoins se trouveront
 avoir dérogé, condamnés à l'amende, & tenus
 d'obtenir des lettres de réhabilitation. *arrêt du*
Conf. du 13 janvier 1667. id. p. 162 & 163,
& 10 oct. 1668. id. p. 181. La preuve de dé-
 rogeance, fut-elle antérieure à la possession
 centenaire, suffit pour rendre celle-ci nulle.
arrêt du Conf. du 19 mars 1667. id. p. 165.
 Ceux qui ont fait marchandise, même en la
 Ville de Marseille, en détail ou à boutique
 ouverte, sont censés roturiers ou avoir dérogé,
 le négoce sur la mer excepté. *arrêt du Conf. du*
4 juin 1668. id. p. 177. Les enfans & dé-
 cendans d'un Noble non tenus de rapporter
 aucunes lettres de réhabilitation, si leur pere
 ou leur auteur n'ont dérogé avant leur nais-
 sance. *Même arrêt. id. p. 178.* Les Notaires,
 même avant l'année 1560, censés avoir dérogé
 & exercé une profession roturiere. *Même arr.*
id. p. 178. Distinction entre les enfans nés
 avant & après la dérogeance. Les premiers dis-
 pensés de prendre des lettres de réhabilitation.
arrêt du Conf. du 10 octobre 1668. id. p. 181.
 Tous ceux du corps des anciens Capitouls de
 Toulouse qui avoient encouru l'amende pour
 avoir pris la qualité de Noble après l'avoir
 perdue par des actes dérogeans en sont dé-
 chargés. *arr. du Conf. du 19 avril 1669. id. p.*
183. Le commerce de mer ou le commerce en
 gros, non imputé à dérogeance. *édit du mois*
d'août 1669. édit du mois de décembre 1701.
& arrêt du 27 avril 1727. id. p. 186, 254 &
& 349. Ceux qui, ayant dérogé à la Noblesse
 ont pris des qualités avant que d'avoir obtenu
 des lettres de réhabilitation, condamnés à l'a-
 mende. *décl. du 8 décembre 1690. id. p. 248.*
 Tous Nobles peuvent prendre à ferme les Ter-

res & Seigneuries appartenantes aux Princes & Princesses du Sang, sans déroger. arr. du Conf. du 25 Février 1720. id. p. 336.

DIGNITÉS. Les Personnes pourvues de dignités exemptes de la représentation de leurs titres dans la recherche. *arrêt du Conf. du 13 février 1669. ab. cb. p. 181.*

DIJON. (Bureau des Finances de) Voyez *Trésoriers de France.*

Dijon. (Chambre des Comptes de) Voyez *Chambre des Comptes.*

DISPENSE d'un degré de service pour acquérir la Noblesse, créée en faveur de quatre Officiers de chaque Cour supérieure. A quelle condition. *édit du mois d'octobre 1704. ab. ch. p. 273 & 274.* Révoquée. Quels sont les Officiers qui sont exceptés de cette révocation. *éd. du mois d'août 1715. id. p. 321.*

DOCTEURS & Professeurs en droit, quoique décorés du titre de Chevaliers & de Comtes ne jouissent point du privilège de la Noblesse ; ce qui a été jugé par différens arrêts & décisions du Conseil, rendus contre les Docteurs des Universités qui prétendoient à cette prérogative. *arrêt du Conseil du 23 janvier 1771. ab. ch. p. 381.*

DOLE. (Parlement de) Voyez *Parlement.*

Dole. (Chambre des Comptes de) Voyez *Chambre des Comptes.*

Dole. (Chancellerie près la Chambre des Comptes de) Voyez *Chancellerie.*

DOMAINE. (Chambre du) Voyez *Chambre du Domaine.*

DOMBES. (Parlement de) Voyez *Parlement.*

Dombes. (Conseil de) Voyez *Conseil.*

DORURES (les) à la tête, permises aux Femmes des Présidens, Maîtres des Requêtes.

494 **T A B L E R A I S O N N É E**
la première année de leur mariage. *décl. de 2
avril 1461. ab. ch. p. 48.* L'usage des dours
permis aux demoiselles la première année de
leur mariage. *régl. du 4 février 1567. id. p. 51.*

DOUAY. (Conseil supérieur de) Voyez
Conseil supérieur.

DRAPS d'or & d'argent. (Règlement sur les)
décl. du 17 décembre 1485. ab. ch. p. 36. Les
draps ou toiles d'or ou d'argent, en habillem-
ent défendus. *décl. du 9 mai 1547. id. p. 41
& 42. autre décl. du 15 février 1573. id. p. 54*
Les draps de soie défendus aux Ecclésiastiques.
décl. du 12 juillet 1549. id. p. 42. Les draps
de soie rouge cramoisi permis aux Princes &
Princesses du Sang. *Même décl. id. p. 42.*

DROITS de Confirmation Voyez *Confirma-
tion & Taxe.*

DUCS (habits des) & de leurs Femmes.
*ordonn. de Philippe IV de l'année 1294. ab.
ch. p. 8.*

DUEL. Les Nobles se battoient à cheval,
& les Roturiers à pied, mais si un Noble ap-
pelloit un Roturier en duel pour crime, il se
battoit à pied. *établi. de S. Louis de l'année
1170. ab. ch. p. 5.*

E

ECHEVINS de la ville de Paris. Voy. *Paris.*
Echevins de la ville de Lyon. Voyez *Lyon.*

Echevins des différentes villes du royaume
ayant privilege de noblesse. Voyez *Maires &
Echevins.*

ECUYER. (titre ou qualité d') Voyez *Quali-
fication.*

Ecuyer. (usurpateurs du titre d') Voyez
usurpateur.

Ecuyer distingué du noble homme, ou Gen-
tilhomme, par sa solde. *ord. de Philippe de Va-*

*Des, de l'année 1338, ab. ch. p. 14. Banniere
1^{er} Ecuyer. Sa solde. même ord. ibid. p. 14.*

*Ecuyer (le grand) de France a la nomination
des places de Pages de la grande Ecurie. régl. des
mois de mai 1721 & juillet 1727. ab. ch. 338.*

*Ecuyer du Roi. Quelle preuve il est tenu de
faire. R. d. p. d. p. 436.*

*Ecuyer de la Reine. Quelle preuve il est tenu
de faire. R. d. p. d. p. 436.*

*Ecuyer de Monsieur. Quelle preuve il est tenu
de faire. R. d. p. d. p. 436.*

*Ecuyer de Mgr Comte d'Artois. Quelle preuve
il est tenu de faire. R. d. p. d. p. 436.*

*Ecuyer de Mgr le Duc d'Orléans. Quelle preuve
il est tenu de faire. R. d. p. d. p. 436.*

*Ecuyer de Mgr le Prince de Condé. Quelle
preuve il est tenu de faire. R. d. p. d. p. 436.*

*Ecuyers (les) d'écurie doivent être nobles de
race. éd. de Henri III, du mois de mai 1579.
ab. ch. p. 65.*

*ECOLE Royale-Militaire. (Création d'une)
à quel âge peuvent être reçus les Eleves. Quel-
les sont les preuves: A quoi sont tenus les parens
des Eleves pour leur admission. éd. du mois de
janvier 1751. ab. ch. p. 369, & décl. du 24 août
1760. id. p. 376.*

*Ecoles Royales-Militaires. (Quelles sont les
preuves des) R. d. p. d. p. 437.*

*ÉCOSSE. (Comment se font les preuves en)
Dist. prél. p. 26.*

*ÉGALITÉ. L'égalité des hommes entr'eux est
de droit naturel. Dist. prél. p. 9. comment a
été détruite par l'établissement du droit positif.
ib. p. 9.*

*ELECTIONS (les Greffiers des) tenus d'en-
voyer aux Intendans des généralités du royaume
des extraits des noms & qualités des exempts des
tailles, par l'exécution de la recherche des faux.*

496 **TABLE RAISONNÉE**
nobles, sous quelle peine. *arr. du c. du 15 j^ovier 1697. ab. ch. p. 224 & 225.*

ELEVÉ de la Marine. Voyez *service de la Marine.*

ÉLUS (les procédures faites par les) contre les nobles, pour raison de leur noblesse, cassés & annullés. *art. du C. du 26 j^oillet 1634.* La connoissance des titres & qualités des nobles leur est interdite. *même arrêt, id. p. 99 & 100.*

ENFANT Jesus. (Maison Royale de l') Voy. *Maison Royale de l'Enfant Jesus.*

ENQUÊTE de vie & mœurs, relativement à l'obtention de lettres de noblesse faite dans les seules chambres des comptes. *arr. du c. du 18 j^oin 1697. ab. ch. p. 231.*

ENQUÊTES. (chambre des) Voyez *Chambre.*

ÉPÉES (les gardes ou poignées d') les ceintures & éperons dorés & argentés, à qui permis. *décl. du 24 mars 1583. ab. ch. p. 72 & 73.*

ÉPERONS. On pouvoit couper sur le fumier les éperons à celui qui n'étant noble que par sa mere, s'étoit fait recevoir chevalier. *Ord. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 5.*

ESPAGNE. (comment se font les preuves en) *Disc. prél. p. 26.*

ÉTAT (changement d') défendu aux bourgeois. *décl. du 12 j^oillet 1549. ab. ch. p. 42 & 43.*

Etats d'Artois. Voyez Artois.

Etats de Bourgogne. Voyez Bourgogne.

Etats de Bretagne. Voyez Bretagne.

Etats de Languedoc. Voyez Languedoc.

Etats de Provence. Voyez Provence.

ÉTOFFES. Règlement concernant les étoffes que chacun peut porter suivant sa condition. *ord. de Philippe-le-Bel, de l'année 1294. ab. ch. p. 7 & 8.*

ÉTRANGERS Regnicoles & naturalisés pour-

ont entrer dans l'ordre du Saint-Esprit, en faisant preuve de noblesse. *stat. de cet ordre, du mois de décembre 1578. ab. ch. p. 62.*

ÉVOCATION au conseil de toutes les instances concernant la recherche des faux nobles. *arrêt du conseil du 18 décembre 1672. ab. ch. p. 188.*

EXEMPTION de toutes impositions & charges de ville pour ceux qui voudront contribuer à retirer les plus précieuses bagues de la couronne, engagées à des étrangers *éd. du mois de septembre 1603. ab. ch. p. 83.*

EXPEDITIONS (les) des jugemens de maintenue de noblesse, condamnation ou autres actes délivrés par le généalogiste des ordres, auront foi en justice. *arr. du conf. du 5 mai 1699. ab. ch. p. 243.* de quelles formalités doivent être revêtues les expéditions que représenteront les habitans du pays de Provence dans les preuves de noblesse qu'ils feront dans le cas de faire. *lett. pat. du 18 oct. 1783. id. p. 408.* de quelles formalités doivent être revêtues les expéditions que représenteront les citoyens de la ville d'Avignon & du comté Venaissin, dans les preuves de noblesse qu'ils feront dans le cas de faire. *lett. pat. du 30 avril 1784. id. p. 412.* quelles sont les formes dont doivent être revêtues les expéditions d'actes produits par les familles nobles de Genève, pour établir leurs généalogies. *R. d. p. d. p. 419 & 420.* forme des expéditions des actes admises en preuves de noblesse pour les gentilshommes de la république de Lucques. *R. d. p. d. p. 420 & 421.*

Expéditions. Voyez Preuves.

F

FAMILLES nobles. Idée de ce qu'il s'est trou-

478 **T A B L E R A I S O N N É E**
vé de Familles nobles en 1666 dans quelques
Généralités du Royaume. *Disc. prél. p. 54 & 55.*

FAUSSAIRE. Jules Martel condamné à mort
le 2 Mai 1698, par Sentence de M. l'Intendant
de Languedoc, pour avoir fabriqué des titres de
Noblesse. *ab. ch. p. 237.* La recherche des Fau-
saires poursuivie & jugée à la Chambre de l'Ar-
senal. *Voy. Chambre de l'Arsenal.* Seroit uilt à
renouveler. *Disc. prél. p. 46.*

FERMES du Roi. L'enchere dans ces Fermes
défendues aux Nobles. *Lett. du 8 novembre*
1371, *ab. ch. p. 21.* Les Nobles & les Officiers
Delphinaux ne pourront prendre à ferme les
biens appartenans à l'Eglise, sous quelles peines.
Lett. de Charles VI, de l'année 1381, id. p. 25
& 26. Les Nobles ne pourront avoir les Fermes
des Aides. *Lett. de Charles VI, de l'année 1382,*
id. p. 25 & 26. Les Nobles, Officiers Royaux
ou Seigneuriaux ne peuvent prendre les Aides à
ferme, ni les faire prendre par leurs Officiers ni
Serviteurs. *Lett. de Charles VI, de l'année 1388,*
id. p. 27. Les Nobles ne pourront prendre au-
cunes Fermes des Aides, si ce n'est après un très-
long délai, & dans le cas où il ne se sera pré-
senté aucun enchérisseur. *Lett. de Charles VI,*
de l'année 1393, id. p. 27 & 28. Défenses aux
Gentilshommes & aux Gens d'Ordonnances de
prendre ni tenir aucunes Fermes, à peine d'être
imposés à la Taille. *Lett.-Pat. du 4 avril 1540,*
id. p. 39 & 40. L'exploitation des Fermes des
Princes & Princesses du Sang permise aux Nobles,
sans être imputée à dérogeance. *arr. du Conseil*
du 25 février 1720, id. p. 326.

FIEFS. Progrès de l'établissement des Fiefs
favorisé par la foiblesse du regne de Charles-le-
Chauve. *Disc. prél. p. 13.* Ils portent atteinte
à la prérogative royale, *id. p. 13.* Introduisent
la distinction des Seigneurs & des Vassaux, des

Hommages & des Justices, *id.* p. 14. Leur gouvernement consacré par le temps & légitimé par l'avènement de Hugues-Capet au Trône, *id.* p. 14. Leur dignité règle la subordination des rangs, *id.* p. 14. Le Seigneur reçoit l'hommage de l'héritier à la fin de l'année, pourvu que l'héritier lui donne assurance que, dans 80 jours, il le paiera de ce qui lui est dû de reste pour le relief. *Ord. de St. Louis, de l'année 1235, ab. ch. p. 1 & 2.* Les mâles peuvent tenir leurs Fiefs à 21 ans commencés, & les filles à 14 ans accomplis. *Ord. de St. Louis, du mois de mai 1246, id. p. 2.* Les Fiefs tenus du Roi ne peuvent être vendus sans son consentement. *Ord. de St. Louis, de l'année 1250, id. p. 2.* Un Roturier acquérant un Fief, ses descendans deviennent Nobles à la tierce-foi. *Ord. de St. Louis, de l'année 1270, id. p. 5.* Le Vassaleur fait hommage du même Fief à deux Seigneurs, lorsque l'un en a la mouvance, & l'autre la justice. *Étab. de St. Louis, de l'année 1270, id. p. 6.* Philippe-le Hardi le fait payer des finances par les non-Nobles qui avoient acquis des Fiefs avec diminution de service. *Ord. de ce Prince, de l'année 1275, id. p. 7.* Philippe-le Bel fait payer des finances par les Roturiers qui avoient acquis des Fiefs, quoique le service du Roi n'en soit pas diminué. *Ord. de ce Prince, de l'année 1291, id. p. 7.* Philippe-le Long fait payer une finance pour acquisition de Fiefs. *Ord. de ce Prince, du mois de mars 1320, id. p. 12.* Charles-le Bel veut que les non-Nobles ne paient de finances pour l'acquisition de leurs Fiefs, que lorsque le service du Roi en est diminué, ou lorsque la condition du Fief est détériorée. *Ord. de ce Prince, du 18 juillet 1326, id. p. 12.* Les non-Nobles qui achètent des Fiefs des Nobles, doivent payer une finance. *Ord. de Philippe de Valois, du 24 août 1338, id. p. 13.*

Les habitans de Condom, quoique non-Nobles, peuvent acquérir des Fiefs nobles dans le Royaume, & même dans le Duché d'Aquitaine, sans payer de finance au Roi. *Ord. de Charles Régent, de l'année 1358, id. p. 17.* Les non-Nobles nés de peres non-Nobles & de meres Nobles, paient les droits de francs-Fiefs pour les Fiefs qu'ils ont acquis des Nobles. Voy. *Francs-Fiefs*. Droit de posséder des Fiefs & Alleux, sans payer finance, accordé aux Bourgeois de Paris. *Charte de Charles V, du 9 août 1371, id. p. 20 & 21.* Les personnes non-Nobles & annoblies, qui ont acquis des Fiefs nobles depuis 40 ans, paient le droit de francs-Fiefs. Voy. *Francs-Fiefs*. Fiefs & arriere-Fiefs dans la Censive du Roi, acquis par des personnes non-Nobles. Ce qui est ordonné sur cela. *Régl. de Charles V, du 12 mai 1373, id. p. 24.* Fief dans la mouvance du Roi, vendu par un Noble à un Roturier, ce qu'on paie pour cela, & entre les mains de qui. *Ord. de la Chambre des Comptes de Paris, du 14 février 1375, id. p. 24.* Les non-Nobles qui, sans le consentement du Roi, auront depuis 40 ans acquis des Fiefs, arriere-Fiefs dans la Censive de S. M., sont tenus de les mettre hors de leurs mains sans fraude, sinon, le Roi s'en emparera. *Ord. de Charles VI, du 11 février 1385, id. p. 26-27.* Les Capitouls de Toulouse peuvent posséder des Fiefs. Ils sont exempts du droit de francs-Fiefs. *Lett. de Charles VII, Dauphin, de l'année 1419, id. p. 29.* Les Maire, Echevins & Officiers de la ville de Niort peuvent tenir des Fiefs sans payer de finance. *Lett. de Louis XI, de l'année 1461, id. p. 31.* Les non-Nobles possédant Fiefs, tenus d'en fournir déclaration pour en payer le droit. *Lett. de Henri II, du 7 janvier 1547, id. p. 41.* Les roturiers & non-nobles achetant des fiefs nobles ne sont pour ce an-

oblis de quelque revenu que soient les fiefs par
 acquis. *édit d'Henri III du mois de mai*
579. id. p. 65. La possession des fiefs nobles
 annoblit point les roturiers. *même édit. p. 65.*
 La possession des fiefs en Bigorre & Béarn an-
 noblit les possesseurs, après cent ans. *R. d. p. d.*

^{425.}
Fiefs. Les Maire & Echevins de la Rochelle
 peuvent tenir des fiefs.

Fiefs. Les Bourgeois de la ville de Bourges
 peuvent tenir des fiefs & arriere-fiefs. En quelle
 qualité. Voyez *Bourges.*

FILIATION. Comment se justifie dans les
 preuves. *Disc. prél. p. 29.*

FILLE. Le Seigneur qui suborne la fille de son
 homme perd son fief. Le vassal qui suborne la
 fille de son Seigneur perd aussi le sien. *établi. de*
S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 4.

FILS de France. (les Officiers des) jouissent
 des mêmes privilèges que les Officiers de la Mai-
 son du Roi. *Lett. pat. du mois de janvier 1652.*
ab. ch. p. 115 & 116.

FINANCE. Il n'est levé aucune finance pour
 les alleux donnés en emphythéose ou à accep-
 ter, à moins que ce ne soient des alleux de
 grande valeur avec juridiction, dont l'aliéna-
 tion ne peut être faite à des roturiers. *ord. de*
Louis X du premier avril 1615. abr. chron. p.
10 & 11. Les personnes non nobles tenues
 de payer des finances pour l'acquisition des fiefs.
ord. de Philippe de Valois de l'année 1328. id.
p. 12 & 13. Toutes lettres d'annoblissement &
 autres doivent être passées par les gens des
 Comptes qui fixeront la finance à payer par les
 impétrans de ces lettres. *Mandem. de Charles V*
du mois de juillet 1368. id. p. 19. Les annoblis-
 paient une finance pour les biens qu'ils ont ac-
 quis des Nobles avant leur annoblissement. *ord.*

de Charles V de l'année 1370. id. p. 20. Les non-nobles qui ont acquis des biens de personnes qui se disent nobles sans l'être, sont exempts de payer une finance, à moins que ces biens ne soient des fiefs, car dans ce cas il est dû une finance. *ord. de Charles V de l'année 1370. id. p. 20.* Les personnes non nobles & anoblies qui ont acquis des fiefs depuis 40 ans, paient le droit de franc-fief. *let. t de Charles V de l'année 1372. id. p. 21.*

Finances. Voyez Taxe.

Finances. (Bureaux des) Voy. Trésoriers de France.

FLANDRES. (Parlement de) *Voyez Parlement.*

FLANDRES, Hainaut & Artois. Recherche des faux Nobles ordonnée dans ces provinces, conformément aux anciennes ordonnances. Amende imposée aux Usurpateurs. Possession centenaire de Noblesse déclarée suffisante pour être maintenue. Lettres de confirmation & de réhabilitation accordées par les Rois d'Espagne & les Archiducs & Gouverneurs des Pays-Bas. Confirmées. A quelle condition. *déclarat. du 8 décembre 1699. ab. ch. p. 245, 246, 247, 248 & 249.* Création des Chevaliers héréditaires dans ces provinces. *id. du mois de novembre 1702. id. p. 260.*

FLECHE. (Collège royal de la) *V. Collège.*

FLEURS de lys d'or en champ d'azur ne peuvent être admises par les Commissaires généraux dans la réception des armoiries, sinon en vertu de titres ou de possessions valables. *arr. du Conf. du 19 mars 1697. ab. ch. p. 228.*

FRANCHE-COMTÉ. Recherche de la Noblesse dans cette province. *Voyez Recherche.*

FRANCS-FIEFS. (droit de) Origine de son institution. *Disc. prél. p. 20.* Le droit de francs-

est levé par Philippe-le-Bel. *ord. de ce Prince de l'année 1291. ab. ch. p. 7.* Il est de même levé par Philippe le Long. *ordonn. de ce Prince du mois de mars 1326. id. p. 12.* Les non-nobles, qui ont fait depuis trente ans des acquisitions dans les fiefs & arriere-fiefs du Roi, sans son consentement, paieront l'estimation des fruits de quatre années, quand même il y auroit plus de trois Seigneurs intermédiaires entre eux & la personne qui a aliéné. *ordonn. de Philippe de Valois de l'année 1328. id. p. 12 & 13.* Les personnes non nobles paieront l'estimation des fruits de trois années, pour ce qu'elles ont acquis dans les fiefs ou les arriere-fiefs du Roi, pourvu qu'entre le Roi & celui qui a fait l'aliénation, il n'y ait pas trois Seigneurs intermédiaires. *ordonn. de Philippe de Valois de l'année 1328. id. p. 12 & 13.* Les non-nobles paient des droits de francs-fiefs pour l'acquisition de leurs fiefs. *ordonn. de Philippe de Valois de l'année 1328. id. p. 12 & 13.* Les personnes non-nobles & annoblies, qui ont acquis des fiefs nobles depuis 40 ans, paient le droit de francs-fiefs. *Lett. de Charles V de l'année 1372. id. p. 21.* Les non-nobles, qui ont acquis des biens de personnes qui se disent nobles sans l'être, sont exemptes des droits de francs-fiefs, à moins que ces biens ne soient des fiefs, car dans ce cas il est dû des droits. *Ord. de Charles V de l'année 1370. id. p. 20.* Les non-nobles, nés de peres non-nobles & de meres nobles, paient les droits de francs-fiefs pour les fiefs qu'ils ont acquis des nobles. *ord. de Charles V de l'année 1370. id. p. 13.* Les annoblis paient des droits de francs-fiefs pour les acquisitions qu'ils ont faites des nobles avant leur annoblissement. *ord. de Charles V de l'année 1370. id. p. 20.* Des hommes du Roi, tant de jurées que

de main-morte & taillables à volonté, ayant obtenu des Lettres de noblesse, dans lesquelles il n'a pas été fait mention de leur état, tenus de payer les droits de francs-fiefs. *Comm. de Charles V de l'année 1373. id. p. 23.* Le recouvrement des droits de francs-fiefs ordonné dans le ressort du Parlement de Paris. *Comm. du 13 août 1633. id. p. 96.* Le recouvrement de ces droits ordonné sur les roturiers possédans fiefs. *décl. du 9 mars 1700. id. p. 250.* Les Bourgeois & Habitans de Poitiers, qui ont contribué aux abonnemens ordonnés par le Conseil, déclarés exempts de francs-fiefs pendant 20 ans. *arr. du Conf. du 4 janvier 1724. id. p. 343 & 344.* Les annoblis depuis 1715 qui, ayant été admis au droit de confirmation après le délai fixé, n'auront pas fait enregistrer leur quittance avant la demande du franc-fief, tenus de l'acquitter pour 20 années entières. *arr. du Conf. du 29 juillet 1784. id. p. 413.*

FRANÇOIS. (Ce que c'étoit originairement que la noblesse chez les) Difficulté de fixer son origine. *disc. prél. p. 11.*

FRAPPER. Le roturier qui frappe son Seigneur avant que d'en avoir été frappé, est condamné à avoir le poing coupé. *établi. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 6.*

FORCLUSION. Les particuliers condamnés par forclusion, ou par jugement des Commissaires députés à la recherche de la Noblesse, reçus à produire leurs titres en consignat une somme. *arr. du Conf. du 28 décembre 1666. ab. ch. p. 160.*

G

GALERES. (Inspecteurs généraux des) Voy. *Inspecteurs généraux.*

Gardes

Gardes & poignées d'épées, (usage des) ceintures & éperons dorés ou argentés permis , à qui. *décl. du 24 mars 1583. ab. ch. p. 72 & 73.*

Gardes & gens des ordonnances du roi (les) exempts des tailles. *edit du mois de mars 1587. ab. ch. p. 69.*

Garde des archives (le) de la cour des Comptes , aides & finances de Montpellier assimilé aux Correcteurs & Auditeurs de la cour. *edit du mois de novembre 1690. ab. ch. p. 195.*

Gardes-du-corps du roi (les archers des) ne peuvent être que des gentilshommes , des capitaines ou des soldats signalés. *edit d'Henri III du mois de mai 1579. ab. ch. p. 67.*

Gardes-du-corps du roi (les) & de la reine, confirmés dans la qualité d'écuyers. *arr. du conseil du 30 mai 1656. ab. ch. p. 120 & 121.*

Gardes de la porte du roi (les) maintenus dans leurs privilèges. *arr. du grand-conseil , du dern. janvier 1697. ab. ch. p. 120 & 121.*

Gardes des sceaux dans les chancelleries. Voy. Chancelleries présidiales.

Gardes-scelés des chancelleries. Voyez Chancelleries & Secrétaires du Roi.

GAULOIS. (Ce que c'étoit que la noblesse chez les) *Disc. prél. p. 11.*

GENDARMERIE (Par qui les montres de la) seront faites. *décl. du 13 janvier 1567. ab. ch. p. 50.*

GENDARMES. (De quelle sorte de personnes les compagnies des) doivent être remplies , combien il faut d'années de service pour y être reçu. *edit d'Henri III du mois de mai 1579. ab. ch. p. 68.*

GENDARMES (les) & les Cheval-Legers maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conf. du 16 avril 1657. ab. ch. p. 124 & 125.*

GENEALOGISTE des Ordres. (Création de

la charge de) Ses fonctions. *Lett. pat. du 9 janvier 1595. ab. ch. p.* Il est chargé de rassembler tous les jugemens de confirmation & de condamnation de noblesse rendus par les sieurs Commissaires généraux & par les sieurs Commissaires départis dans les provinces , pendant la recherche des faux nobles , afin de dresser le catalogue général de la noblesse du royaume. *arr. du Conf. des 10 avril & 12 juin 1683. id. p. 193 & 11 mai 1728. id. p. 354.* Autorisé à délivrer des expéditions des jugemens de maintenue de noblesse , de condamnation ou autres actes. *arr. du Conf. du 5 mai 1699. id. p. 242 & 243.*

GENÈVE. Quelles sont les formes dont doivent être revêtues les expéditions d'actes produits par les familles nobles de Geneve pour établir leurs généalogies. *R. d. p. d. p. 419 & 420.*

GENTILHOMME (le) peut disposer par testament du tiers de ses propres , soit qu'il ait enfans ou non. *établ. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 5.*

Gentilshommes (défenses aux) & aux gens d'ordonnance de prendre ni tenir aucunes fermes , à peine d'être imposés à la taille. *lett. pat. du 4 avril 1540. ab. ch. p. 39.* Les Gentilshommes peuvent porter des étoffes de soie en pourpoints & en haut de chausses. *déclar. du 12 juillet 1549. ab. ch. p. 42.* Les robes de soie leur sont permises. *Régl. du 4 février 1567. id. p. 50 & 51.* Les Gentilshommes ne peuvent faire trafic de marchandises. *édit de Charles IX. de l'année 1560. id. p. 45.* Ceux qui ont solde du Roi ne peuvent demeurer au service d'un autre Prince ou Seigneur. *décl. de Charles IX du 15 août 1563. id. p. 49.* Les Gentilshommes ne peuvent jouir des revenus des bénéfices , ni les prendre à ferme. *déclar. du 16 avril 1571. id.*

2. 53. Ils sont tenus de prendre les armes en temps de guerre. *édit d'Henri III du mois de mai 1579, id. p. 66.* L'Ordre de S. Michel est réservé aux Gentilshommes d'extraction. *Cahier des remontrances faites par la Noblesse du royaume en 1614, id. p. 88.* Les Gentilshommes ne peuvent être constitués prisonniers pour dettes. Pour quel temps & à quelle condition ce privilège leur est accordé. *décl. du 29 avril 1639. id. p. 102 & 103.* Les Gentilshommes & leurs femmes, qui auront dix enfans légitimes non Prêtres, Religieux ni Religieuses, vivans ou décédés au service du Roi, gratifiés d'une pension de 1000 liv. *édit du mois de novembre 1666. id. p. 157.* Les Gentilshommes qui auront suffisamment prouvé leur noblesse, & qui néanmoins se trouveront avoir dérogé, condamnés à l'amende, & imposés à la taille, jusqu'à ce qu'ils aient obtenu des lettres de réhabilitation. *arr. du Conf. du 13 janvier 1667. id. p. 162 & 163. & 10 octobre 1668. id. p. 181.* Les Gentilshommes peuvent faire le commerce de mer sans déroger. *édit du mois d'août 1669. id. p. 186.* Les Gentilshommes chargés de dix à douze enfans recevront le paiement des pensions qui leur sont accordées par les mains des Receveurs généraux des Finances. *arr. du Conf. du 26 octobre 1669. id. p. 186 & 187.* Les Gentilshommes du pays de Beauce sont confirmés dans leurs privilèges. *décl. du 8 novembre 1650. id. p. 113 & 114.*

Gentilshommes (les) de la Chambre, Maîtres-d'Hôtels, Ecuyers d'Ecurie, doivent être nobles de race, ainsi que les Gentilshommes servans & ceux des Compagnies des cent Gentilshommes. édit d'Henri III du mois de mai 1579. ab. ch. p. 65.

Gentilshommes de la Maison du Roi. (la compagnie des cent) est supprimée. édit du mois de

Greffiers. (tous) Notaires & Tabellions ; Gardes des Registres & Minutes , tenus de fournir pour l'exécution de la recherche des faux Nobles , des extraits des jugemens , contrats , ou autres actes dans lesquels la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer aura été employée. *ord. des Commissaires-Généraux dn 8 octobre 1657. ab. ch. p. 129.* Les Greffiers , Notaires , & autres personnes publiques tenus de représenter leurs minutes aux préposés à la recherche. *arr. du Conf. du 23 septembre 1666. id p. 156.*

Greffiers des Tailles. A quoi ils sont tenus. *édit du mois de mars 1583. ab. ch. p. 70.*

GRENOBLE. (Parlement de) Voyez *Parlement.*

Grenoble. (Chambre des Comptes de) V. *Chambre des Comptes.*

Grenoble. (Bureau des Finances de) Voyez *Trésoriers de France.*

GUERRE. Règlement pour les gens de guerre. Quels étoient les gages des gens d'armes à cheval. Troupes à pied. Gages de l'Arbalestrier , ceux du Pavoisier , & la manière dont les uns & les autres devoient être armés. *Régl. de Jean I, de l'année 1351. ab. ch. p. 15 & 16.*

Guerres. (Commissaires des) Voy. *Commissaires.*

H

HABILLEMENTS de draps d'or ou d'argent interdits à toutes personnes. Quelles exceptées. *décl. du 17 décembre 1485. ab. ch. p. 36.*

Habillemens des Ecclesiastiques. *décl. du 22 avril 1561, id. p. 46.* Habillemens des Cardinaux , des Archevêques & Evêques , des Princes , Princesses , Ducs , des Dames & Demoiselles de Maisons qui demeurent à la campagne , & des

Dames veuves & de celles qui demeurent à la campagne. *Même décl. id. p. 46 & 47.* Habillemens des Nobles interdits aux Roturiers. *éd. du mois de juillet 1576, id. p. 47.* Habillemens des Laquais du Roi & de la Reine. *décl. du 24 mars 1583, id. p. 73.* Quels seront les plus riches habillemens. *Même décl. id. p. 72.* Règlement sur les habillemens d'or & d'argent, *id. p. 71.*

HABITS (le nombre d') que les Prélats doivent avoir par an. *ord. de Philippe IV, de l'année 1294, ab. ch. p. 8.* Nombre des habits que les Ecuyers pouvoient avoir par an. *Même ord. id. p. 8.* Quel prix, chacun selon la condition, pouvoit mettre aux étoffes dont il s'habilloit. *Même ord. id. p. 7 & 8.* Habits de draps ou toiles d'or ou d'argent, parfilures & broderies défendues à tous Sujets. *décl. du 8 décembre 1543, id. p. 40.* Habits des filles nourries dans les maisons des Princesses. *décl. du 12 juillet 1549, id. p. 42.* Habits des Gens d'Eglise, des Cardinaux, des Evêques & Archevêques, des freres, sœurs, oncles & tantes du Roi, & des Princes & Princesses. *régl. du 4 février 1567, id. p. 50.* Habits des Demoiselles défendus aux femmes Roturieres. *éd. du mois de juillet 1576, id. p. 56.*

HAINAUT, Flandres & Artois. Recherche des faux Nobles ordonnée dans ces Provinces. *décl. du 8 décembre 1599, ab. ch. p. 245.* Confirmation de toutes les Lettres de confirmation & de réhabilitation accordées par les Rois d'Espagne & les Archiducs & Gouverneurs des Pays-Bas dans ces mêmes Provinces, depuis 1600. *Même décl. id. p. 249.* Création de 200 Chevaliers héréditaires dans lesdites Provinces. *éd. du mois de novembre 1702, id. p. 260.*

HÉRITAGES féodaux (Défenses à tous Roturiers de tenir des). *lett. de François Ier. du 6*

septembre 1520, ab. ch. p. 39.

HOMMAGE. L'héritier doit faire hommage au Seigneur, quand il a joui du Fief pendant un an. *ord. de St. Louis, de l'année 1235, ab. ch. p. 1.*

HOMOLOGATION des Lettres de Noblesse, Privilèges ou autres, ordonnée, sous quelle peine, *arr. de la Cour des Aides du 27 juin 1607, ab. ch. p. 86.*

HONNEURS de la Cour. L'abus des honneurs de la Cour peut avoir des effets nuisibles pour la Noblesse, les Provinces & les mœurs. *disc. prél. p. 52 & 53.* Espece de la preuve exigée pour jouir de ces honneurs. Pardevant qui doit être faite. A quelle époque elle doit être remontée. Motif d'exclusion. Qui sont ceux qui sont exceptés de la règle. *Décision du Roi, du 17 avril 1760, ab. ch. p. 373 & 374.*

HOTEL du Roi (Maîtres d'). Voy. *Maîtres d'Hôtel.*

Hôtel (Requêtes de l'). Voy. *Requêtes.*

Hôtel de-Ville de Paris. Voy. *Paris.*

HOUSSES longues de velours sur les chevaux défendues. *décl. du 24 mars 1583, ab. ch. p. 74.*

HUISSIER (Premier) du Parlement. Voy. *Parlement de Paris.*

Huissier Ordinaire de la Grande Chancellerie. Voy. *Grande Chancellerie.*

I

INFÉODATIONS faites anciennement aux habitans de Villefranche en Périgord, par des Gens d'Eglise ou par des Nobles, sont confirmées par le Roi, *ord. de Charles, fils aîné & Lieutenant de Jean Ier. de l'année 1357, ab. ch. p. 17.*

INFORMATION (l') des religion , âge , vie & mœurs d'un nommé à l'Ordre du Saint-Esprit , sera faite par l'Archevêque ou Evêque de son Diocèse. *stat. de cet Ordre, du mois de décembre 1578, ab. ch. p. 59.*

INSINUATION. Les Lettres de Noblesse, légitimation, naturalité, érection de roture en Fiefs, érection de Marquisat, Comtés, Baronnies & autres dignités, concessions de Justice, &c. dont l'enregistrement a déjà été fait dans les Cours de Parlement, Chambre des Comptes & autres Jurisdicitions, sans qu'elles fussent insinuées, peuvent l'être jusqu'au dernier Décembre 1725. *arr. du Conseil du 10 juillet. 1725, ab. ch. p. 347.*

INSCRIPTION de faux (toutes les instances d') pendantes aux Cours des Aides, sont évoquées au Conseil. *arr. du Conseil du 22 mars 1666, ab. ch. p. 152.* Les inscriptions de faux sont renvoyées aux Requêtes de l'Hôtel pour y être instruites & jugées en dernier ressort. La connoissance en est attribuée aux Requêtes de l'Hôtel seules. *commis. du 14 mai & arr. du Conseil du 30 septembre 1666, id. p. 154 & 157.*

INSPECTEURS, Généraux de la Marine & des Galères (création de 8 Offices d'). *éd. du mois d'avril 1704, ab. ch. p. 269.* Jouissent du Privilège de la Noblesse. A quelle condition. Comment se comptent les années de leurs services. *décl. du 30 juin 1704, id. p. 173.* Sont supprimés. *éd. du mois d'avril 1716, id. p. 326.*

Inspecteurs-Généraux & Commissaires de la Marine. Leurs gages sont augmentés. *éd. du mois de décembre 1709, ab. ch. p. 302.* Création d'Offices d'Inspecteurs-Généraux & Commissaires de la Marine. *arr. du Conseil du 8 juillet 1710, id. p. 303.*

INSTANCES (les) concernant le fait de No-

blesse, pendantes aux Parlements, Cours des Aides & autres Cours, renvoyées pardevant les Commissaires départis pour l'exécution de la recherche des faux Nobles. *arr. du Conseil des 13 juillet 1697, ab. ch. p. 236, & 15 mai 1703, id. p. 264.* Toutes les Instances au sujet de la Noblesse, pendant l'exécution de la recherche, renvoyées aux Cours des Aides. *arr. du Conseil du 8 octobre 1729, id. p. 358.*

INSTITUTIONS de Saint-Louis (Différens articles de Jurisprudence nobiliaire pris dans les) *ab. ch. p. 3, 4, 5 & 6.*

JOYEUSE (Séminaire de). Voy. *Séminaire.*

JOYEUX avènement (Droit de). Voy. *Confirmation.*

IRLANDE (Comment se font les preuves en). *dis. prél. p. 26.* En quoi consiste la forme usitée pour les généalogies des familles de ce Royaume. Par qui ces généalogies doivent être dressées & certifiées. Moyen approuvé pour s'assurer de l'exactitude de ces généalogies. *r. d. p. d. p. 418 & 419.*

ITALIE. Forme des preuves des Gentilshommes d'Italie pour faire reconnoître leur Noblesse en France. *r. d. p. d. p. 419.*

JUGE d'Armes de France (Établissement de l'Office de). Sa qualité, ses fonctions. Toutes Lettres d'annoblissement doivent lui être présentées. *éd. du mois de juin 1615, ab. ch. p. 91 & 92.* Il est chargé de réformer les armoiries mal prises. Il enregistre toutes Lettres de Noblesse, mutation de nom &c. sans quoi elles ne peuvent être vérifiées dans aucunes Cours. *arr. du Conseil du 9 mars 1706, id. p. 289.*

Juge Royal. Voyez *Qualification.*

Juges (les) ne dérogent point à la Noblesse. *décl. du 4 mars 1703, ab. ch. p. 262.*

JUGEMENS de maintenue & de condamna-

tion. Les Expéditions de ces Jugemens, délivrées par le Généalogiste des Ordres, auront foi en Justice. *arr. du Conseil du 5 mai 1699, ab. ch. p. 243.* Les Jugemens de confirmation & de condamnation rendus pendant la recherche des faux Nobles, faite par les Commissaires-Généraux départis dans les Provinces, seront remis au Généalogiste des Ordres, chargé de dresser le catalogue général de la Noblesse du Royaume. *arrêts du Conseil des 12 avril, 12 juin 1683, id. p. 193, & 11 mai 1728, id. p. 354.* Les Jugemens obtenus sur de faux titres sont déclarés nuls. *décl. du 30 janvier 1703, id. p. 261.*

L

LANGUEDOC. Il est permis aux Nobles de cette Province de donner leurs Fiefs & leurs Alleux aux Eglises, en pure aumône, & aux non-Nobles pour récompense de services. *ord. de Louis X, du mois de janvier 1315, ab. ch. p. 10.* Les héritages ruraux d'ancienne contribution, situés au pays de Languedoc, sont sujets à la Taille. *décl. du 26 mars 1543, id. p. 40.*

Languedoc. Etats de Languedoc. Quelle est la preuve nécessaire pour y avoir entrée. *r. d. p. d. p. 441.*

LÉGITIMATION. (Lettres de). V. Lettres.

LETTRES. Lettres d'amortissement & de Bourgeoisie. Lettres d'approbation de services. Lettres d'honneur. Lettres de légitimation & de naturalité. Lettres de Noblesse, ou d'annoblissement, de maintenue, confirmation, relief, rétablissement ou réhabilitation de Noblesse.

Lettres d'amortissement & de Bourgeoisie. Ces Lettres doivent être vérifiées en la Chambre des Comptes. Défenses aux Audienciers & Contrôleurs de la Chancellerie de les délivrer, si elles

n'ont passé en la Chambre des Comptes. *Maxime de Charles V, du 21 juillet 1368, ab. ch. p. 19.* A l'avenir, aucuns Bourgeois de la ville de Paris, des villes franches & abonnées du Royaume ne jouiront des exemptions qui leur ont été accordées pour les maisons & héritages qu'ils possèdent, s'ils n'ont obtenu des Lettres de Bourgeoisie. *édit du mois de juillet 1705, id. p. 284.*
Lettres d'approbation de services. Il sera expédié aux Officiers qui auront rempli leur temps des Lettres du grand Sceau, sous le titre de Lettres d'approbation de services, au lieu de Certificats de services nécessaires pour constater l'acquisition de la Noblesse militaire, lesquelles ne seront sujettes à aucun enregistrement. *décl. du 22 janvier 1752, ab. ch. p. 371.*

Lettres d'honneur ou de vétéranee. Les Officiers des Cours & Compagnies supérieures qui se seront démis de leurs Charges, après avoir servi 20 ans, & qui n'auront point obtenu de Lettres d'honneur ou de vétéranee, seront privés de l'entrée des Compagnies & des privilèges attachés à leurs Charges. *édit du mois d'août 1669, ab. ch. p. 184.* Les Secrétaires du Roi qui se démettront de leurs Offices ou qui décéderont avant 20 années de service, & qui n'auront pas, après lesdites 20 années de service, obtenu des Lettres de vétéranee, demeureront privés, eux, leurs veuves & postérité, du Privilège de la Noblesse. *Même édit id. p. 185.* Les Lettres d'honneur accordées aux Secrétaires du Roi qui n'auront pas servi 20 ans en cette qualité, déclarées nulles. *Même éd. id. p. 185.*

Lettres de légitimation & de naturalité. Le Roi seul peut donner des Lettres de légitimation, de grace, &c. *Instruction de Charles V, de l'année 1372, ab. ch. p. 21.* Les Lettres de naturalité, légitimation, & autres doivent être

adressées à la seule Chambre des Comptes. Nul égard aux Lettres adressées à la Cour de Parlement. *ord. de Charles IX, du 14 octobre 1571, id. p. 53.* Les Lettres en matière de légitimation, &c. Doivent être présentées à l'Officier d'Armes. *ord. du 4 novembre 1616, id. p. 93 & 94.* Les Lettres de légitimation dans les Pays-Bas seront à l'avenir enregistrées. *éd. & ord. d'Albert & Isabelle-Clara-Eugenia, Infante d'Espagne, Archiducs d'Autriche, du 14 décembre 1616, id. p. 94 & 95.* Les Lettres de légitimation, naturalité, bâtardise & autres obtenues depuis l'année 1606, sont confirmés. A quelle condition. *décl. du 17 septembre 1607, id. p. 125.* Les Lettres de naturalité, légitimation, confirmées. A quelle charge. *décl. du 22 juillet 1697, id. p. 233, 234, 235 & 236.*

Lettres de Noblesse ou d'annoblissement, de maintenue, de confirmation, rétablissement ou réhabilitation de Noblesse. Annoblissement par lettres. Quel est le plus ancien. *Discours préliminaire, page 21.* Philippe de Valois donne à l'Evêque de Beauvais, qu'il établit son Lieutenant-Général dans le Languedoc, le pouvoir d'accorder des Lettres de Noblesse. *Lett. de ce Prince, de l'année 1342, ab. ch. p. 15.* Le Roi seul peut donner des Lettres de Noblesse & autres. *Instruction de Charles V, de l'année 1372, id. p. 21.* Les personnes dont les Lettres de Noblesse n'auront point été expédiées à la Chambre des Comptes, paieront les droits de francs-Fiefs & d'amortissement. *ord. de Charles V, de l'année 1372, id. p. 21.* Des hommes du Roi, tant de jurée que de main-morte & taillables à volonté, ayant obtenu des Lettres de Noblesse, dans lesquelles il n'a pas été fait mention de leur état, ces Lettres sont déclarées subreptices, & eux tenus de payer les droits de francs-

Fiefs. *commis. de Charles V, de l'année 1373, id. p. 23.* Philippe de Valois donne au Comte de Valentinois, qu'il avoit fait son Lieutenant dans le Languedoc, le pouvoir d'accorder des Lettres d'annoblissement. *Lett. de ce Prince, de l'année 1388, id. p. 27.* L'homologation des Lettres de Noblesse, Privilèges ou autres, ordonnée, sous quelle peine. *arr. de la Cour des Aides du 17 juin 1607, id. p. 86.* Les Lettres-Parentes d'annoblissement ou d'armoiries doivent être présentées au Juge d'Armes. *ord. du 4 novembre 1616, id. p. 93 & 94.* Les Lettres d'annoblissement, de port d'armes, augmentation ou changement d'icelles, rétablissement de Noblesse, confirmation ou approbation d'icelle, dans les Pays-Bas, doivent être présentées au Roi ou au premier Roi ou Hérault d'Armes pour être enregistrées. *éd. & ord. d'Albert & Isabelle-Clara-Eugenia, Infante d'Espagne, Archiducs d'Autriche, du 14 décembre 1616, id. p. 94 & 95.* Ceux qui ont obtenu des Lettres d'annoblissement depuis 1614, imposés à la Taille. *régl. des Tailles du mois de janvier 1634, id. p. 97.* Les Lettres d'annoblissement ou autres, obtenues depuis l'année 1606, sont confirmés, à quelle condition. *décl. du 17 septembre 1657, id. p. 125.* Les Lettres de Noblesse accordées depuis 1634, sont révoquées. *décl. du mois de septembre 1664, id. p. 141.* Les Lettres de réhabilitation non-enregistrées aux Cours des Aides depuis 1600, sont également révoquées. Celles enregistrées sont confirmées, à quelle charge. *éd. du mois de décembre 1692, id. p. 203.* Les Lettres de maintenance ou de rétablissement d'ancienne Noblesse, ou de réhabilitation, en tant que de besoin, accordées depuis 1600, confirmées, moyennant une taxe. *décl. du 17 & arr. du Conf. du 24 janv. 1696, id. p. 210 & 211.* Les Lettres d'annoblissement

obtenues depuis les mois d'Août & Septembre 1664, confirmés de même, moyennant une taxe. *Mêmes décl. & arr., id. p. 210 & 211.* Création de 500 Lettres de Noblesse, moyennant finance. *éd. du mois de mars 1696, id. p. 213.* Leur prix. *arr. du Conseil du 7 août 1696, id. p. 215.* Ceux qui ont obtenu des Lettres de Noblesse qui ont été révoquées, sont reçus à obtenir celles créées par Edit du mois de Mars 1696, pour leur tenir lieu de confirmation, à quelle charge. *arr. du Conseil du 3 avril 1696, id. p. 213.* Ceux qui ont obtenu des Lettres de mainzenuë, de réhabilitation ou de rétablissement de Noblesse, depuis le 1^{er} Janvier 1600, ou leurs descendants, sont tenus de les représenter pardevant les Commissaires départis, pour être confirmés, moyennant une taxe. *arr. du Conseil du 31 juillet 1696, id. p. 214.* Les assignés pour la recherche de la Noblesse sont tenus de représenter les pièces justificatives de Noblesse ancienne, sur lesquelles ils auroient obtenu des Lettres de réhabilitation. *arr. du 26 août 1698, id. p. 238.* Les Lettres de Noblesse délivrées aux Particuliers qui ont fait des soumissions pour ces Lettres qu'ils n'ont point exécutées, doivent être rapportées. *arr. du Conseil du 1^{er} décembre 1699, id. p. 245.* Confirmation de toutes ces Lettres de confirmation & de réhabilitation de Noblesse accordées par les Rois d'Espagne & les Archiducs & Gouverneurs des Pays-Bas dans les Provinces de Flandres, Hainaut & Artois, depuis 1600, à quelle condition. *éd. du 8 décembre 1699, id. p. 249.* Création de 200 Lettres de Noblesse, à quelle charge. *éd. du mois de mai 1701, id. p. 255.* Ceux dont les Lettres de Noblesse ont été révoquées, sont admis à en acquiescer de nouvelles qui leur tiendront lieu de confirmation, & les acquiesces desdites Lettres sont exempts du service personnel

nel de l'arrière-ban & de toutes contributions à icelui pendant 2 années. *arr. du Conseil du 12 juin 1702, id. p. 257.* Suppression de 100 Lettres de Noblesse du nombre des 200 créées par Edit de Mai 1702, lesquelles n'étoient point encore levées. *éd. du mois d'octobre 1704, id. p. 14.* Les acquéreurs des Lettres de Noblesse créées par les Edits des mois de Mars 1696 & Mai 1702, tenus de payer une finance. *éd. du mois d'octobre 1704, id. p. 276.* Les acquéreurs des Lettres de Noblesse créées par les Edits des mois de Mars 1696 & Mai 1702, sont autorisés à convertir les rentes qui leur sont attribuées par l'Edit d'Octobre 1704, en rentes sur les Aides & Gabelles. *décl. du 12 mai 1705, id. p. 282 & 283.* Les Lettres de Noblesse peuvent être acquises par ceux qui ont été décrétés à la Chambre de l'Arsenal pour fabrication de titres, de quelle manière. *arr. du Conseil du 22 décembre 1705, id. p. 287.* Aucunes Lettres de Noblesse, de mutation de nom, &c. ne peuvent être vérifiées, si l'on n'a obtenu l'acte de règlement & d'enregistrement du Juge d'Armes. *arr. du Conseil du 9 mars 1706, id. p. 289.* Les acquéreurs des Lettres de Noblesse sont exceptés de la révocation des Privilèges portée par la Déclaration du 11 Juin 1705. *arr. du Conseil du 10 septembre 1709, id. p. 300.* Rentes attribuées aux acquéreurs des Lettres de Noblesse créées par Edits des mois de Mars 1696 & Mai 1702. *éd. du mois de janvier 1710, id. p. 302.* Création de 100 Lettres de Noblesse, à quelle charge. *éd. du mois de décembre 1711, id. p. 305 & 306.* Lettres de Noblesse expédiées à ceux qui desireront en obtenir, à quelle condition. *arr. du Conseil du 15 décembre 1711, id. p. 307.* Ceux qui ont obtenu des Lettres de Noblesse depuis l'année 1643, confirmés, moyennant une taxe ; faute du paiement de laquelle,

déchu. *arr. du Conseil du 30 septembre 1723, p. 343.* Ceux qui jouissent de la Noblesse par Lettres d'annoblissement, maintenue, confirmation, rétablissement ou réhabilitation depuis 1543 jusqu'au 1^{er} Janvier 1715, tenus de payer une taxe, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne, sinon déchu. *arr. du Conseil du 2 mai 1730, id. p. 359.* Ceux qui, dans la Province de Lorraine, auront obtenu des Lettres de Noblesse & de confirmation depuis 1697, tenus de représenter les titres de leur concession; & dans le cas où ils n'auroient pas obtenu leur confirmation, ils seront déchu & imposés aux Tailles. Voyez *Lorraine*. Toutes les Lettres de Noblesse, de reconnoissance & de confirmation de Noblesse sont assujetties au droit de Marc d'or. *éd. du mois de décembre 1770, id. p. 382 & 383.* Les Lettres d'annoblissement, de maintenue ou réhabilitation avec annoblissement, en tant que de besoin, confirmées, moyennant une taxe. *éd. du mois d'avril 1771, id. p. 385.* Les Lettres d'annoblissement accordées aux habitans des Colonies ou à ceux qui, depuis qu'ils auroient transporté leur domicile dans lesdites Colonies, auroient été annoblis, continuent d'avoir leur effet, tant à leur égard, qu'à celui de leur postérité légitime, tant dans le Royaume que dans lesdites Colonies, dans quel cas. *lett.-pat. du 24 août 1782, id. p. 405.*

Lettres de relief ou de réhabilitation (Ce qu'on entend par). *disc. prél. p. 36.* La concession en est-elle limitée dans certains cas, *id. p. 37.*

LIEUTENANT-GÉNÉRAL d'Epée en chaque Bailliage & Sénéchaussée (Création d'un): Ses fonctions, son rang & ses attributions. *éd. du mois d'octobre 1703, ab. ch. p. 270 & 271.*

LIEUTENANS des Maréchaux de France (Espece de la preuve des). *disc. prél. p. 27, & r. d. p. d. p. 437.*

LILLE (Bureau des Finances de). Voy. *Trésoriers de France*.

LIMOGES (Bureau des Finances de). Voy. *Trésoriers de France*.

LITTÉRALE (Preuve). Ce que c'est. *disc. prél. p. 25*. Est usitée en Espagne, en Italie, en France, *id. p. 26*. Est la plus sûre & la plus authentique, *id. p. 26*.

LORRAINE (Annoblis par les Ducs de). Voyez *Annoblis*.

Lorraine & Bar (Aucuns des Sujets des Provinces de), à l'exception des Gentilshommes, reconnus tels, & les Annoblis par les Ducs de Lorraine, avant l'année 1661, ne seront à l'avenir exempts de logement de gens de guerre ni d'impositions. *ord. du 4 mars 1671, ab. ch. p. 188*. Les Annoblis par les Ducs de Lorraine & par les Evêques de Metz, Toul & Verdun, révoqués par l'Ordonnance du 4 Mars 1671, sont confirmés, moyennant une taxe. *décl. du 18 septembre 1696, id. p. 218*. Tous ceux qui ont obtenu des Lettres de Noblesse, de réhabilitation & de confirmation de Noblesse depuis 1697, tenus de représenter dans un mois leurs titres de concession, sous quelles peines. *ord. du Duc François de Lorraine, du 19 décembre 1730, id. p. 359*. Ce délai prorogé. *arr. du Conseil d'Etat de ce Prince, du 27 février 1731, id. p. 360*. Défenses à ceux qui n'ont point rempli ces conditions, de s'attribuer à l'avenir aucun titre de Noble ou d'Ecuyer, sous quelles peines. *ord. du Duc François de Lorraine, du 18 mai 1731, id. p. 360*.

LUCQUES en Italie. Formes des expéditions des actes admises en preuves de Noblesse pour les Gentilshommes de cette République. *R. d. p. d. p. 420, 421*.

LYON. (Bureau des Finances de) Voy. *Trésoriers de France*.

Lyon. (Prévôt des Marchands , Maire , Echevins ou Consuls de la ville de) Annoblissement des Echevins ou Consuls de la ville de Lyon au nombre de douze. *lett. pat. de Charles VIII des mois de septembre 1550 & octobre 1554. id. p. 43 & 44. lett. de François II du mois d'octobre 1559. id. p. 45. lett. de Charles IX du mois d'avril 1550, id. p. 52.* Les Maire & Echevins de la ville de Lyon sont confirmés dans la Noblesse à eux accordée , & réduits au nombre de quatre. *lett. de Henri IV. du mois de novembre 1602. id. p. 84.* Les quatre Echevins de Lyon sont de nouveau confirmés. *lett. du même Prince du mois de mars 1609 id. p. 86. lettres de Louis XIII du mois de juin 1618 id. p. 95 , & autres lettres du mois de décembre 1641. id. p. 108.* Ils peuvent être marchands en gros. *lett. de Louis VIII de l'année 1638. id. p. 102.* Vérification & enregistrement des Lettres de noblesse accordées aux Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon. *arr. du Parlement du 4 janvier 1644. id. p. 108.* Les Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon , qui ont exercé ces charges jusqu'au dernier décembre 1639 , sont confirmés , ainsi que leurs descendants , dans la noblesse , sans payer aucune finance. Ceux qui ont exercé depuis 1640 jusqu'au dernier décembre 1690 , & leurs descendants confirmés en payant finance. *déclar. du 10 juillet 1691 id. p. 199.* Ceux qui ont été Echevins de la ville de Lyon depuis 1690 , sont tenus de payer la somme de 4000 liv. chacun. *édit du 21 octobre 1704. id. p. 277 & 278.* Les Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon confirmés dans le privilège de la noblesse , & déclarés exempts de la taxe ordonnée par l'édit d'octobre 1704. *édit du mois de février 1705 , id. p. 279 & 280.* Les annoblis par l'Echevinage

de la ville de Lyon , depuis l'année 1643 jusques & compris l'année 1715 , sont déchargés du droit de confirmation de leur noblesse à eux demandé , en exécution de la Déclaration du 17 septembre 1723 & Arrêts du Conseil des 5 juin & 1er. juillet 1725 , au moyen du paiement de la somme de 200,000 liv. que les Prévôt & Echevins de ladite ville ont payée. *arr. du Conf. du 18 mars 1732. id. p. 361.*

M

MAJORITÉ féodale , commence pour les mâles , quand ils ont 21 ans commencés & pour les filles , quand elles ont 14 ans accomplis. *ord. de S. Louis , du mois de mai 1246. ab. ch. p. 1.*

MAIRES & ECHEVINS des villes d' *Abbeville, Angers, Angoulême, Cognac, Bourges, Lyon, Nantes, Niort, Péronne, Poitiers, la Rochelle, Saint-Jean-d'Angely, S. Maixent, Toulouse & Tours.* Les Maires & Echevins de la ville de Saint-Jean-d'Angely sont annoblis. *Lettres de Charles V sans date. ab. ch. p. 18.* Les Maires & Echevins de la ville de la Rochelle sont annoblis , & peuvent tenir des fiefs. *Lettres de Charles V, du 8 janv. 1572. ab. ch. p. 22.* La noblesse leur est confirmée. *Lett. de Charles VI, de l'année 1380. id. p. 25.* Les Maires & Echevins, de la ville de Niort jouissent du privilege de la noblesse , & ses habitans de l'exemption du ban & arriere-ban. *Lett. de Jean, fils de France, du 6 juillet 1414. id. p. 29.* Les Maires & Echevins de la ville de Niort jouissent de la noblesse , & peuvent tenir des fiefs. A quelle charge. *Lett. de Louis XI, de l'année 1461. id. p. 31.* Le privilege de la noblesse est accordé aux Maires & Echevins de la ville de Tours. Quels est la durée de l'exercice des Maire & des

Echevins de cette ville. Quelle est la durée de l'exercice des Maire & des Echevins. Quels droits leur sont accordés. *Lett. de Louis XI, de l'année 1461. id. p. 31.* Les Maire & Echevins de la ville d'Angers sont annoblis. *Lett. de Louis XI, du 11 février 1474. id. p. 34.* Le privilege de la noblesse accordé à la ville de la Rochelle lui est confirmé. *Lett. de Charles VIII, du mois de décembre 1483. id. p. 35.* Les Maire & Echevins de la ville de Bourges sont confirmés dans leur noblesse ; elle est en même temps révoquée dans certains cas. *Lett. de Charles VIII, de l'année 1491. id. p. 36.* Les Maire & Echevins de la ville de la Rochelle sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. de Louis XII, du mois de juin 1491. id. p. 37.* Les Maire & Echevins de la ville de Péronne sont annoblis. Par quel motif. *Lett. de François premier, de l'année 1556. id. p. 79.* Election d'un Maire & des Echevins dans la ville de Nantes. Quelle étoit la durée de leur exercice ; le privilege de la noblesse leur est attribué. *Lett. de François II, de l'année 1559. id. p. 44.* sont confirmés dans leur noblesse. *Arr. de la Chambre des Comptes de Nantes, du 28 janvier 1581. id. p. 68.* Les enfans des Maires, Consuls & Echevins des villes qui se prétendent nobles, sous prétexte des charges de leurs peres, sont imposés à la taille. *ed. du mois de mars 1583. id. p. 70.* Les Maire & Echevins de la ville de Niort, & les Conseillers jurés de ladite ville, & leurs enfans mâles qui ont vécu & vivent noblement, & qui ont servi ou servent le Roi, ou ne servent plus par vieillesse, sont confirmés dans la noblesse. *Jugement des Commissaires pour le régallement des tailles, du 1 juin 1601. id. p. 84.* Les Echevins nobles de la ville de Niort ne peuvent transmettre la noblesse à leurs enfans qu'en mourant dans leurs emplois. *Arr. du Conseil, du*

7 mars 1608. *id.* p. 86. Les Maire & Echevins de la ville de Niort sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. de Louis XIII, du mois de juin 1610. id.* p. 87. Révocation de la noblesse accordée aux Maire & Echevins de la Rochelle. *Lett. de Louis XIII, de l'année 1628. id.* p. 96. Les Maires, Consuls, Echevins & Conseillers des villes ayant privilege de noblesse par ancienne concession, ne pourront jouir de l'exemption que pendant l'exercice de leurs charges, sans que leurs enfans puissent prétendre à la noblesse. *Ed. du mois de janvier 1634. id.* p. 98. Les Maire & Echevins de la ville de Bourges sont tenus, lors de leur nomination, de déclarer au greffe de la ville, s'ils entendent vivre noblement pour jouir de la noblesse à eux accordée. *Arrêt de la cour des Aides, du 18 décembre 1635. id.* p. 101. Les Maires & Echevins des villes sont confirmés dans leur noblesse, moyennant finance, à faute de paiement de laquelle déchu. *Déclaration du dernier février 1640. id.* p. 105 & 106. Les enfans des Echevins nobles de la ville de Niort sont déclarés nobles de races. *Arr. du Conseil privé, du 6 mai 1641. id.* p. 106. Les Maire & Echevins de la ville de Nantes sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. pat. du mois de mars 1644. id.* p. 108. Ceux de la ville de Niort le sont également. *Lett. pat. du mois de mars 1650. id.* p. 114. Révocation des privileges des Maires & Echevins des villes de Lyon, Bourges, Poitiers, Niort, Angoulême, Angers, & autres. Qui sont ceux qui en sont exceptés. A quelle condition. *Arr. du Conseil, du 6 décembre 1666. id.* p. 159. La noblesse des Maires, Echevins & Conseillers des villes de Poitiers, Niort, Bourges, Angoulême, Tours, Angers, Abbeville & Cognac, est de même révoquée. Les descendants desdits Maires & Echev

ont exercé depuis 1600, sont tenus de payer le droit de confirmation. *Edit du mois de mars 1667. id. p. 164.* Les descendants des Maires & Echevins qui se sont soumis au paiement de la taxe pour être confirmés, sont tenus d'y satisfaire, sinon déchus. *même éd. ib. p. 164 & 165.* Les Maires & Echevins de la ville de Bourges en charge sont maintenus dans le privilege de noblesse; à quelle condition. Le Maire seul, pour l'avenir, jouira du privilege de noble; & à quelle condition. *Arr. du Conseil royal des Finances, du 7 mai 1667. id. p. 168.* Les descendants des Maires & Echevins des villes d'Abbeville, Angers, Angoulême, Bourges, Cognac, Niort, Poitiers & Tours depuis 1600, sont maintenus dans leur noblesse, nonobstant la révocation prononcée par Edit de Mars 1667: à quelle condition. *Arr. du conseil, du 14 mai 1667. id. p. 169.* Les Maires & Echevins des villes, & les descendants de ceux qui ont exercé de pareilles charges depuis 1600, sont confirmés dans leur noblesse: à quelle condition. *Arr. du conseil, du 3 octobre 1667. id. p. 171.* Les Maire, Echevins & Greffiers de la ville de Nantes, depuis 1600, sont confirmés dans leur noblesse, en payant une taxe, & ceux d'avant 1600, sans être taxés. *Arr. du Conf. du 20 juin 1699. id. p. 183.* Les Maire & Echevins de la ville d'Angers qui auront été élus deux fois différentes, & auront servi pendant quatre ans, jouiront du privilege de la noblesse. *Arr. du Conf. du 23 septembre 1670. id. p. 187 & 188.* Le Maire de ladite ville d'Angers est rétabli seul dans le privilege de la noblesse: à quelle charge. *Lett. pat. de l'année 1673. id. p. 1873.* Les Maire & Echevins de la ville de Bourges sont confirmés dans leur noblesse. *Arr. du Conf. du 27 août 1673; & Lett. pat. de l'année 1674. id. p. 194.* Arrêt de

la Cour des Aides de Paris , portant enregistrement des Lettres-patentes confirmatives des privilèges attribués aux Maire & Echevins de la ville d'Angers , du 15 Juin 1675, *id.* p. 191. Les Maire & Echevins de la ville de Poitiers sont confirmés dans leur noblesse : par quel motif , & à quelle condition. *Arr. du Conf. du 4 janv. 1685 ; & Lett. pat. du mois de décembre 1686. id.* p. 193 & 194. Les Maires , Echevins & Officiers des villes de Lyon , Toulouse , Abbeville , Angers , Angoulême , Cognac , Nantes , Nion , Poitiers , la Rochelle , Saint-Jean-d'Angely , & autres jouissant ci-devant des privilèges révoqués par Edit du mois de Mars 1667 , qui ont exercé depuis 1600 & leurs descendans , de même que les Maires & Echevins auxquels Sa Majesté avoit accordé la continuation des privilèges , qui ont exercé jusqu'au dernier Décembre 1687 , & leurs descendans confirmés moyennant finance. *ed. du mois de juin 1691. id.* p. 197 , 198 & 199. Les Maires des villes où la noblesse leur est attribuée , & leurs Lieutenans en jouiront paisiblement. *Décl. du 19 août 1702. id.* p. 258 & 259. Les Maires , Echevins & Capitouls des villes du Royaume sont tenus de payer une somme pour être confirmés dans leur noblesse. *Ed. du mois de janvier 1714. id.* p. 309. Les Maires , Prévôt des Marchands , Echevins , Capitouls & Juras des villes qui ont exercé depuis 1643 , ou leurs descendans , sont taxés pour droit de confirmation , & à faute du paiement de la taxe déchu. *Arr. du Conf. du 30 septembre 1723 ; & 1 juil. 1725. id.* p. 343 & 347. Ceux qui jouissent de la noblesse , soit par lettres d'annoblissement , maintenue , confirmation , rétablissement ou réhabilitation , soit par Mairies , Prévôtés des Marchands , Echevinages ou Capitoulats depuis 1643 jusqu'au 1 Janvier 1715 , tenus de satisfaire dans

ois mois au paiement d'une taxe , à cause de
avènement du Roi à la couronne , sous quelle
eine. *Arr. du conf. du 2 mai 1730. id. p. 359.*
ous ceux qui depuis le 1 Janvier 1715 ont été
aires ou revêtus de quelques offices municipi-
aux des différentes villes du Royaume , ou au-
res auxquels sont attachés les privilèges de la
oblesse transmissible , sont confirmés moyen-
ant une taxe de 6000 liv. à l'exception de la
ville de Paris. *Ed. du mois d'avril 1771. id.*
384.

MAISON DU ROI.) Commissaires des
Troupes de la-) Voyez *Commissaires*.

Maison royale de S. Louis à Saint-Cyr. A
quel âge on y est admis. Quelle possession de
noblesse il faut justifier. Entre les mains de qui
les titres sont remis. Ces titres doivent être ori-
ginaux. *régl. de l'année 1736. ab. ch. p. 362 &*
363.

Maison royale de l'Enfant Jesus. Quelles
sont les preuves nécessaires pour y être admis.
R. d. p. d. p. 437.

Maison de Demoiselles de Rennes. Voyez
Rennes.

MAÎTRES (les) d'Hôtel du Roi doivent
être nobles de race. *édit de Henri III du mois*
de mai 1579. ab. ch. p. 65.

Maîtres des Requêtes. (Draps défendus aux)
Habillemens qui leur sont permis. Leurs fem-
mes peuvent porter des dorures la première
année de leur mariage. *décl. du 22 avril 1561.*
ab. ch. p. 68. Les Maîtres des Requêtes peuvent
porter le taffetas & le satin en robes. *déclar. du*
10 février 1563. id. p. 49.

Maîtres des Comptes. (Habillemens des)
décl. des 22 avril 1561 , 10 février 1563 , &
régl. du 4 février 1567. ab. ch. p. 48 , 49 & 51.

MAÎTRISE. (grande) générale & souveraine
Z

des armoiries. Voyez *Grande Maîtrise*.

MARÉCHAL d'armes , (création d'un) avec pouvoir de faire peindre les armes de tous les Ducs , Princes , Comtes , Barons & autres Nobles. *lett. pat. de Charles VIII du 17 juil. 1487. ab. ch. p. 36.*

MARÉCHAUSSEES de France. Les Officiers de Maréchaussées , qui n'étant nobles de race auroient pris la qualité d'Ecuyer , sont déclarés Usurpateurs. Lesquels sont exceptés. *arrêt du Conseil du 22 mars 1666. ab. ch. p. 152.* Les Prévôts-généraux , Prévôts provinciaux & particuliers , vice-Baillis , vice-Sénéchaux , Lieutenans criminels de Robe courte , & leurs Lieutenans & Assesseurs , sont maintenus dans la qualité d'Ecuyer , tant qu'ils seront revêtus de leurs charges seulement. *déclar. du 6 mai 1692. id. p. 199 & 200.* Les Prévôts-généraux & provinciaux des Maréchaussées & les Lieutenans anciens peuvent prendre la qualité d'Ecuyer. *arr. du Cons. des 26 février 1697 & 10 novembre 1699. id. p. 127 & 244.* Le seul Lieutenant de la Prévôté-générale des Monnoies & Maréchaussées de France est confirmé dans la qualité d'Ecuyer. *ord. des Commissaires députés par le Roi, du 24 avril 1704. id. p. 269.* Les Prévôt , Lieutenans & Exempts des Compagnies de Maréchaussées sont privés du privilège d'exemption de taille personnelle. *édit du mois de mars 1762. id. p. 374.* Celsdits Prévôt , Lieutenans & Exempts des Compagnies de Maréchaussées sont déclarés exempts de la taille personnelle. *édit du mois de juillet 1766. id. p. 378.*

MARCHANDS) Les femmes des) ne peuvent porter ni perles ni dorures. *régl. du 4^e février 1567. ab. ch. p. 51 & 52.*

MARC D'OR. (droit de) Toutes lettres de provisions ou commissions d'offices , lettres de

noblesse , de reconnoissance ou de confirmation de noblesse y sont assujetties. *édit du mois de décembre 1770. ab. ch. p. 382 & 383.* Les citoyens nobles de Perpignan y sont sujets. *arr. du Conf. du 22 décembre 1785. id. p. 414 & 415.*

MARINE. (Colléges de la) Il n'y sera admis comme destinés au service de la marine que des jeunes gens qui feront les preuves de noblesse exigées pour le service militaire. *ord. du 1er. janvier 1786. ab. ch. p. 415.*

Marine. (Inspecteurs généraux de la Marine & des Galeres) Voy. *Inspecteurs généraux.*

MARQUIS. (titre ou qualité de) V. *Qualification.*

MAZARIN. (Collège) Quelles preuves sont requises pour y être admis. *R. d. p. d. p. 437.*

MÉDECIN. (qualité de) Voyez *Qualification.*

MÉMOIRE (le) des services du Chevalier nommé à l'Ordre du Saint-Esprit , & de ses charges & grades , est rapporté au Roi par le Chancelier. *stat. de cet Ordre du mois de décembre 1578. ab. ch. p. 63.*

MESSIRE. (titre ou qualité de) Voy. *Qualification.*

MESTRES DE CAMP , (les-) Capitaines , &c. doivent être pris parmi les Gentilshommes ou les vieux soldats. *édit du mois de mars 1600. ab. ch. p. 84.* Les commissions de Mestre de camp , tant de cavalerie que d'infanterie , même de Gouverneur de places , ne sont point réputées faire souche de noblesse. *arr. du Conf. du 4 juin 1668. id. p. 178.*

METZ. (Anoblis par les Evêques de) Voy. *Anoblis.*

Metz. (Parlement de) Voyez *Parlement.*

Metz. (Bureau des Finances de) Voy. *Trésoriers de France.*

Metz. (Chapitre de l'Eglise de) Quelles sont les preuves exigées pour y être admis. *lett. pat. sur brevet du mois de mai 1777. ab. ch. p. 401.*

Metz. (Chapitre de S. Louis de) Quelles preuves de noblesse on est tenu de faire pour y être admis. *R. d. p. d. p. 438.*

MILITAIRE. (Noblesse) Ce que c'est. *Disc. prél. p. 24.*

Militaire. (création d'une noblesse) *édit de mois de novembre 1750. ab. ch. p. 364.*

Militaire. (service) *Voy. Service.*

MINUTES (toutes les) des Tabellions de Normandie doivent être gardées en un seul lieu, pour en éviter le dispersément. *arr. du Conf. de 16 août 1666. ab. ch. p. 155 & 156.* Les Notaires, Greffiers, & autres personnes publiques sont tenus de représenter leurs minutes aux proposés à la recherche des Usurpateurs. *arr. du Conf. du 23 septembre 1666. id. p. 154.* La représentation des minutes est exigée en preuves de noblesse. *arr. du Conf. du 3 octobre 1667. id. p. 173.*

MINUTES. *Voy. Titres.*

MONNOIES. (Prévôté générale des) de France. *Voy. Maréchaussées.*

Monnoies. Les Seigneurs ne pouvoient faire battre aucunes monnoies d'or ni d'argent. *ord. de S. Louis de l'année 1262. ab. ch. p. 2.* Les monnoies frappées par des Seigneurs n'avoient cours que dans leurs terres. *ordon. de S. Louis de l'année 1265. id. p. 3.*

MONTAUBAN. (Bureau des Finances de) *Voy. Trésoriers de France.*

MONTPELLIER. (Bureau des Finances de) *Voy. Trésoriers de France.*

MOULINS. (Bureau des Finances de) *Voy. Trésoriers de France.*

MUNICIPALE (noblesse) ou de Cloche. Ce que c'est. *Disc. prél. p. 21.*

N.

NANTES. (Chambre des Comptes de Bretagne séante à) Voy. *Chambre des Comptes.*

Nantes. (Maires & Echevins de la ville de) Voy. *Maires & Echevins.*

NAVARRE. Exemption en faveur des habitants de Navarre & de Béarn de la recherche générale des Usurpateurs de noblesse ordonnée en 1666. *arr. du Cons. du 11 novembre 1669. ab. ch. p. 187.*

NÉGOCE. Les Nobles ne paieront rien de la valeur de leurs biens meubles, ni même de leur capital, s'ils ne font point le négoce. *lett. de Philippe IV de l'année 1295. ab. ch. p. 9.*

NIORT. (Maires & Echevins de la ville de) Voy. *Maires & Echevins.*

NOBLE. (titre ou qualité de) Voyez *Qualification.*

Noble. Le Noble, en mariant son fils, ou en le faisant recevoir Chevalier, doit lui donner le tiers de sa terre. *établi. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 4.* La femme noble ayant enfans mâles, n'a pas la propriété, mais seulement l'usufruit de sa terre. *établi. de S. Louis de l'année 1270. id. p. 4 & 5.* Quelle étoit anciennement l'armure du Noble. Quelle étoit sa solde. *ord. de Philippe de Valois de l'année 1338. id. p. 13.*

Noble homme. (titre ou qualité de) Voyez *Qualification.*

Nobles. Comment s'est introduite la distinction des familles nobles & des familles roturières, dans les divers gouvernemens *Disc. prél. p. 10.* Quels étoient les privilèges & prérogatives des Nobles en France. *id. p. 15.* Leur ma-

niere de combattre. *id.* p. 16. Différence de leurs habits. Comment ils étoient représentés dans leurs sceaux. *id.* p. 16. Les Nobles ne peuvent acquérir des Offices vénaux. *ordon. de S. Louis de l'année 1256. ab. ch. p. 2.* Les Nobles sont déclarés exempts de la taille, & néanmoins s'ils ont des biens roturiers qu'ils n'occupent pas, ils doivent la taille pour ces biens. *étab. de S. Louis de l'année 1270. id. p. 5.* Les Nobles qui ne se sont point trouvés à l'armée du Roi, après y avoir été convoqués, paieront une amende que S. M. fixe. *mand. de Philippe III du mois de septembre 1274. id. p. 6.* Les seuls Nobles d'ancienne race sont exempts de charges publiques. *décl. de Charles II, Comte de Provence, de l'année 1290. id. p. 7.* Les Nobles ne paieront rien de la valeur de leurs biens meubles, ni même de leur capital, s'ils ne font point le négoce. *lett. de Philippe IV de l'année 1295. id. p. 9.* Les Nobles exempts de divers impôts dans les coutumes de Charroux. *lett. de Philippe IV. de l'année 1308. id. p. 9 & 10.*

Nobles. Pauvres filles nobles. L'argent qui provient du droit de chambellage est employé à les marier. *édit de Philippe IV du mois de mars 1309. ab. ch. p. 10.*

Nobles. Les Nobles de champagne en action réelle & en accusation de crimes, ne peuvent être jugés que par les Baillis. *ord. de Louis X du mois de mai 1315. ab. ch. p. 11.* Nuls Nobles ou Gendarmes ne peuvent sortir du royaume, pendant la guerre, sans la permission du Roi. *ordon. de Charles, fils aîné, & Lieutenant de Jean Ier, de l'année 1356. id. p. 17.* Les gardes qui appartiennent au Roi dans la Normandie ne peuvent être affermées à des Nobles. *Régl. de la Chambre des Comptes de l'année 1366. id. p. 18.* Les non-Nobles, nés de peres

non-nobles & de meres nobles, paient les droits de francs-fiefs pour les fiefs & arriere-fiefs qu'ils ont acquis des Nobles, & pour ceux qui leur reviennent de la succession de leur mere ou de celle de leurs parens nobles du côté de leurs meres. *Chartre de Charles V de l'année 1370. id. p. 19.* Les Nobles ne seront point reçus à enchérir les fermes du Roi. *lett. du 8 novembre 1371. id. p. 21.* Les Sergens d'armes & les autres Officiers du Roi, qui ne seront point nobles, ou qui ne sont point annoblis par des lettres-royaux expédiées en la Chambre des Comptes, paient les droits de francs-fiefs pour les biens qu'ils acquèrent des Nobles. *ord. de Charles V de l'année 1372. id. p. 21 & 22.* Dans le Briançonois, les Officiers Delphinaux & les Nobles ne pourront prendre à ferme les biens appartenans à l'Eglise, sous peine de 50 marcs d'argent fin. *lettr. de Charles VI de l'année 1382. id. p. 26.* Les Généraux des Aides veilleront à ce que les Nobles, les Officiers royaux & ceux des Seigneurs ne prennent point les Aides à ferme, & ne les fassent point prendre par leurs gens, officiers & serviteurs. *lettr. de Charles VI de l'année 1388. id. p. 27.* Lorsqu'après un long-temps, il ne se présentera point d'enchérisseurs sur les fermes des Aides, les Nobles & les Officiers du Roi pourront faire leurs encheres. *lettr. de Charles VI de l'année 1393. id. p. 27 & 28.* Entre ceux qui seront élus pour remplir les places vacantes des Officiers du Parlement, il y en aura quelques-uns de Nobles. *lettr. de Charles VI de l'année 1400. id. p. 28.* Le Dauphin-Régent voulant secourir Dreux & combattre les ennemis, donne ordre au Gouverneur de Dauphiné de convoquer les Nobles & tenans fiefs & arriere-fiefs audit pays pour se trouver en armes le 25 novembre 1421 à Vendôme, sur.

peine de confiscation de corps & de biens, démolition de maisons, privation de fonctions, & des prérogatives de noblesse. *lett. de Charles, Dauphin-Régent, du 5 août 1421. id. p. 29.* Ceux qui se disent nobles, sans justifier leur qualité, sont imposés aux rôles des tailles. *arr. du 8 novembre 1546. id. p. 41.* Les Nobles qui ne font service au Roi sont recherchés. *arr. de la Cour des Aides de l'année 1595. id. p. 76.* Toutes procédures & instructions faites par les Elus contre les Nobles, pour raison de leurs titres, qualités & armoiries, sont cassées & annullées. *arr. du Conf. du 26 juillet 1634. id. p. 99 & 100.* Les Nobles & tenans fiefs sont tenus de comparoître au ban & arrière-ban. *régl. du 30 juillet 1635. id. p. 101.* Les enfans des Echevins de la ville de Niort sont déclarés nobles de race. *arr. du Conf. privé du 6 mai 1641. id. p. 106.* Tous Nobles peuvent prendre à ferme les terres & seigneuries appartenans aux Princes & Princesses du Sang, sans déroger. *arr. du Conf. du 25 février 1720. id. p. 336.*

Nobles du pays de Provence. Voy. Provence & preuves de noblesse.

Nobles de la ville d'Avignon & du Comté Venaissin. Voy. Citoyens de la ville d'Avignon & du Comté Venaissin.

Nobles. (les citoyens & immatriculés de la ville de Perpignan. Voy. Citoyens nobles.

NOBLESSE. Ce que c'étoit que la noblesse à Rome. *desc. prél. p. 10.* Ce que c'étoit que la noblesse originairement chez les François. *id. p. 11.* Difficulté de fixer l'origine de la noblesse en France. *id. p. 11.* Idée des principaux systèmes sur ce point. *id. p. 12 & 13.* Classification de la noblesse durant le gouvernement féodal. *id. p. 15.* Comment se distinguoient les Nobles de chaque classe. *id. p. 15.* La noblesse s'affoiblit

Le luxe, les guerres & les croisades. *id.* p. 10. Se régénere par l'usage des annoblissemens. p. 20. Distinction de la noblesse d'ancienne & de la noblesse de concession, relativement à son origine & aux effets de la dérogeance. *id.* p. 37, 38, 39, 40 & 41. Motif de cette distinction. *id.* Elle est comme de l'essence de la Monarchie François. *id.* p. 49. Ce qui rélège sa ruine & son extinction. *id.* p. 47, 48, 49, 50 & 52. Comment elle se justifie dans ses preuves, & par quels titres. *id.* p. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 & 37. La noblesse est la principale force de l'Etat. *édit de Henri III du mois de mai 1579. ab. ch. 64.* Elle est l'appui le plus ferme des Couronnes. *édit du mois de novembre 1666. id. p. 157.*

Noblesse inféodée. Voy. *annoblissement par les fiefs.*

Noblesse des Secrétaires du Roi. Ce que c'est. *disc. prél. p. 22.* Conditions nécessaires à remplir pour qu'elle devienne transmissible. *id. p. 22.*

Noblesse municipale ou de Cloche. Ce que c'est. *disc. prél. p. 21.*

Noblesse archère. Ce que c'est. *disc. prél. p. 21 & 22.*

Noblesse civile. Ce que c'est. *disc. prél. p. 23.*

Noblesse graduelle. Ce que c'est. *disc. prél. p. 23.*

Noblesse utérine ou coutumière. Ce que c'est. *disc. prél. p. 21.* Admise dans une grande partie de la France. Extinction de son usage. *id. p. 21.*

Noblesse camitive. Ce que c'est. *disc. prél. p. 22 & 23.*

Noblesse militaire. Ce que c'est. *disc. prélim. p. 24.*

Noblesse parfaite. Ce que c'est. *disc. prél. p. 23.*

Noblesse (la) plus distinguée doit jouir des honneurs de la Cour. *décision du Roi du 17 avril 1760. ab. ch. p. 373 & 374.*

Noblesse. (Lettres de) Voy. *Lettres.*

Noblesse. (Preuves de) Voy. *Preuves.*

Noblesse. (Recherche des Usurpateurs de) Voy. *Recherche & Usurpateur.*

Noblesse (la) acquise par la tierce-foi. *art. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 5.* Le privilege de la noblesse accordé, moyennant 100 liv. à un particulier qui se prétendoit noble, mais qui n'avoit pu prouver suffisamment la noblesse. *lett. de Charles V du 24 février 1374 id. p. 24.* Ce privilege est de même accordé, moyennant une somme par composition, à un particulier qui vouloit prouver sa noblesse par certaines lettres de certification faites sous le scel aux causes de la ville d'Abbeville. *lett. de Charles V du 21 mai 1375. id. p. 24.* Ce privilege est accordé également moyennant une somme par composition à un particulier qui proposoit de prouver sa noblesse par témoins. *lett. de Charles V du 10 mars 1376. id. p. 25.* Ce privilege est encore accordé, moyennant une somme par composition à un particulier qui, pour preuve de sa noblesse, produisoit plusieurs lettres scellées des sceaux de plusieurs Chevaliers de son lignage, & qui demandoit à faire une enquête. *lett. de Charles V du 4 août 1377. id. p. 25.* La possession des fiefs en Bigorre & Béarn confere la noblesse après cent ans. *R. d. p. d. p. 424.*

Noblesse. (Cahier des remontrances faites au Roi par la) aux Etats tenus en 1614. *ab. ch. p. 88.*

Noblesse. Les Juges & les Avocats ne dérogent point à la noblesse. *déclar. du 4 mars 1703. ab. ch. p. 262.*

Noblesse des freres de la Pucelle d'Orléans.
Abolition du privilege de la Noblesse transmissible par les femmes issues des freres de la Pucelle d'Orléans. *édit de Henri IV de l'année 1598. ab. ch. p. 81.*

Noblesse. Le privilege de la noblesse accordé aux Bourgeois de Paris. *lett. de Charles V de l'année 1371. ab. ch. p. 20.* De temps immémorial les citoyens de Paris ont le droit de se servir de frins dorés, & des autres ornemens de la Milice, (Chevalerie) & de pouvoir être élevés au grade de la Milice armée, comme les Nobles d'origine. *lettres de Charles V de l'année 1371. id. p. 20.* Les Bourgeois de Paris sont maintenus dans le privilege de la noblesse. *Charte de Louis XI de l'année 1464. id. p. 32.* La noblesse des Bourgeois de Paris réduite au Prévôt des Marchands & aux quatre Echevins. *Charte de Henri III du mois de janvier 1577. id. p. 56.* Le privilege de la noblesse accordé aux Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Paris & à leur postérité. *édit de Henri III du mois de janvier 1577. id. p. 57.* Les Echevins, Procureur du Roi, Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Paris sont confirmés dans le privilege de la noblesse. *édit du mois de novembre 1706. id. p. 292 & 293.* La noblesse au premier chef accordée à ces Officiers est révoquée. *édit du mois d'août 1715. id. p. 322.* Le privilege de la noblesse est accordé aux Echevins, Procureur du Roi, Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Paris. A quelle condition à l'égard des trois derniers de ces Officiers. *édit du mois de juin 1716. id. p. 326 & 327.*

Noblesse. *Parlement de Paris.* Le Privilege de la Noblesse est accordé aux Présidens, Conseillers du Parlement de Paris. A quelle condi-

tion. *éd. du mois de juillet 1644, ab. ch. p. 109.* Ces Officiers sont confirmés dans leur Noblesse. *id. de l'année 1659, id. p. 132.* La Noblesse au premier degré qui avoit été accordée à ces mêmes Officiers, est révoquée, & ils sont remis à la Noblesse graduelle. *éd. du mois de juillet 1669, id. p. 183.* La Noblesse au premier degré leur est de nouveau accordée. *éd. du mois de novembre 1690, id. p. 195.* Elle est de même attribuée au premier Huissier & au Greffier en chef Criminel de la Cour de Parlement de Paris. *décl. du 2 janvier 1691, id. p. 196.* La Noblesse est aussi attribuée aux Substituts du Procureur-Général du même Parlement de Paris. *décl. du 29 juin 1704, in. p. 272.*

Noblesse. Parlement de Dombes. La Noblesse au premier degré est accordée aux Officiers de cette Cour. *décl. du Souverain de Dombes, du mois d'avril 1571, ab. ch. p. 52 & 53, mars 1604, id. p. 85 & 86, & novembre 1694, id. p. 209.* La Noblesse accordée aux enfans des Officiers de ce Parlement leur est confirmée. *arr. du Conseil du 8 décembre 1714, id. p. 313.*

Noblesse. Parlement de Grenoble. Les Officiers de ce Parlement qui ont eu ou auront perc & aïeul exerçans lefdits Offices, ou qui auront servi 20 ans en iceux, acquerront le titre de Noblesse, à eux & à leur postérité. *régl. du 24 octobre 1639, ab. ch. p. 104, & décl. du 10 avril 1706, id. p. 290.*

Noblesse. Parlement de Metz. Attribution de la Noblesse aux Officiers de cette Cour. A quelle condition. *éd. du mois de septembre 1658, ab. ch. p. 131 & 132.*

Noblesse. Parlement de Besançon. Les Officiers de la Chancellerie de ce Parlement jouissent de la Noblesse. *éd. du mois d'août 1692, ab. ch. p. 200 & 201.* Attribution de la Noblesse au

premier degré aux Officiers du Parlement de Be-fançon. *décl. du 11 mars 1694, id. p. 209.* La Noblesse leur est confirmée. *éd. des mois de novembre 1698, id. p. 239, & d'octobre 1704, id. p. 276.*

Noblesse. Parlement de Dôle. La Noblesse accordée aux Officiers de cette Cour leur est confirmée. *décl. du 21 février 1694, ab. ch. p. 209, & éd. du mois de novembre 166, id. p. 220.*

Noblesse. Parlement de Flandres. Attribution de la Noblesse au premier degré aux Officiers de ce Parlement. *éd. du mois de décembre 1713, ab. ch. p. 305.* Elle leur est confirmée. *décl. du 4 janvier 1755, id. p. 372.*

Noblesse. Chambre des Comptes de Paris. La Noblesse est attribuée aux Présidens, Maîtres Ordinaires, Correcteurs & Auditeurs, Avocats & Procureurs-Généraux & au Greffier en chef de cette Chambre. A quelle charge. *éd. du mois de janvier 1645, ab. ch. p. 110.* Elle leur est de nouveau attribuée. *éd. du mois d'avril 1704 & 1714, id. p. 269 & 312.*

Noblesse. Chambre des Comptes de Grenoble. La Noblesse est acquise aux Officiers de cette Chambre & à leur postérité, lorsqu'ils ont eu ou auront pere & aïeul exerçant lesdits Offices, ou auront servi 20 ans en iceux. *régl. du 24 octobre 1639, ab. ch. p. 104, & éd. du mois de décembre 1708, id. p. 298 & 299.*

Noblesse. Chambre des Comptes de Bretagne. (Nantes.) La Noblesse est acquise par l'exercice des charges de Procureur-Général & de Président en cette Chambre. *éd. du mois d'août 1669, ab. ch. p. 184.* La Noblesse au premier degré accordée aux Auditeurs de cette même Chambre, leur est confirmée. Pour quelle raison. *édit du mois de décembre 1692, id. p. 203, & arr. du*

Conseil du 7 juillet 1693, id. p. 208.

Noblesse. Cour des Comptes, Aides & Finances de Montpellier. Confirmation de la Noblesse accordée à cette Cour, à l'instar des Chambres des Comptes & Cour des Aides de Paris. *éd. du mois de novembre 1690, ab. ch. p. 195.*

Noblesse. Chambre des Comptes de Dôle. La Noblesse au premier degré accordée aux Officiers de cette Chambre leur est confirmée. *id. du mois d'août 1706, ab. ch. p. 290.*

Noblesse. Chambre des Comptes de Blois. Les Officiers de cette Chambre sont confirmés dans leur Noblesse. *lett.-pat. du mois de février 1715, ab. ch. p. 315.* Le privilège de la Noblesse héréditaire accordé aux Officiers de la Chambre des Comptes de Blois, supprimé par l'Edit de Juillet 1775, ensemble à leurs veuves, enfans & descendans. *décl. du 9 septembre 1781, id. p. 403.*

Noblesse. Cour des Aides de Paris. La Noblesse au premier degré confirmée aux Officiers de cette Cour. *édit de l'année 1659, ab. ch. p. 132,* révoquée, & lesdits Officiers remis à la Noblesse graduelle. *éd. du mois de juillet 1669, id. p. 183.* Création d'Officiers dans cette Cour. Nombre des Officiers dont elle doit être composée, & attribution de la Noblesse auxdits Officiers jusqu'au premier Huissier inclusivement. *éd. du mois de mars 1691, ab. ch. p. 197.* Attribution de la Noblesse aux Offices créés dans la Cour des Aides de Paris. A quelle condition. *éd. des mois de novembre 1704, id. p. 278 & 279, & avril 1714, id. p. 312.*

Noblesse. Cour des Aides de Bordeaux. Attribution de la Noblesse au deuxième degré aux Officiers de cette Cour, créée à l'instar de celle de Paris & aux mêmes privilèges. *éd. du mois de décembre 1629, ab. ch. p. 90.*

Noblesse. Cour des Aides de Grenoble, La

Noblesse acquise aux Officiers de cette Cour & à leur postérité, lorsqu'ils ont eu ou auront pere & aïeul exerçant lesdits Offices, ou auront servi 20 ans en iceux. *régl. du 24 octobre 1639, ab. ch. p. 104.*

Noblesse. Cour des Aides de Rouen. La Noblesse est attribuée aux deux Notaires-Secrétaires de cette Cour, comme faisant partie du Corps d'icelle. *lett.-pat. du 11 mars 1653, ab. ch. p. 117 & 118.*

Noblesse. Grand-Conseil. Attribution de la Noblesse au premier degré aux Présidents, Conseillers & autres Officiers de cette Cour. A quelle condition. *éd. du mois de décembre 1644, ab. ch. p. 110.* Révocation de cette Noblesse. *éd. du mois de mars 1669, id. p. 184.* Attribution de la Noblesse aux Premier Président, Présidens, Conseillers & autres Officiers du Grand-Conseil. A quelle condition. *décl. du mois d'août 1717, id. p. 329 & 330.* La Noblesse au premier degré est attribuée au Doyen des Substituts du Procureur-Général du Roi au Grand-Conseil seulement. *décl. du 22 mai 1719, id. p. 335.*

Noblesse. Conseil-Privé. La Noblesse au premier degré est attribuée aux 4 Secrétaires des Finances & Greffiers de ce Conseil. *lett.-pat. du 18 juillet 1784, ab. ch. p. 412.*

Noblesse. Conseil de Dombes. La Noblesse au premier degré attribuée aux Officiers de ce Conseil. *décl. du Souverain de Dombes, des mois d'avril 1571, ab. ch. p. 52 & 53, mars 1604, id. p. 85 & 86, & novembre 1694, id. p. 205.*

Noblesse. Conseil Supérieur de Douay. La Noblesse transmissible accordée aux Officiers de ce Conseil. A quelle condition. *éd. du 5 mai 1772, ab. ch. p. 392.*

Noblesse. (Requêtes du Palais.) La Noblesse au premier degré est attribuée à l'Avocat du Roi

544 **TABLE RAISONNÉE**
aux) *décl. du 2 janvier 1691, ab. ch. p. 196.*

Noblesse. Bureau des Finances & Chambre du Domaine à Paris. La Noblesse au premier chef est accordée aux Présidens, Trésoriers de France & autres Officiers du Bureau des Finances & Chambre du Domaine à Paris. A quelle charge. *éd. du mois d'avril 1705, ab. ch. p. 280 & 281. Révoquée. éd. du mois d'août 1715, id. p. 311. Rétablie. éd. du mois de septembre 1720, id. p. 337.*

Noblesse. Concession aux Officiers de chacune des Cours de Parlement, Chambre des Comptes, Cour des Aides, Conseils-Supérieurs & Bureaux des Finances du Royaume, à l'exception des Cours de Parlement, Chambre des Comptes & Cour des Aides de Paris, de 4 dispenses d'un degré de service pour acquérir la Noblesse transmissible, & de deux dispenses d'un degré aux Doyen & Sous-Doyen de chacun desdits Corps. *éd. du mois d'octobre 1704, ab. ch. p. 274. Révocation de la Noblesse au premier degré accordée aux Officiers qui ont acquis les dispenses d'un degré de service, qui sont ceux qui sont exceptés. éd. du mois d'août 1715, id. p. 321. Révocation de la Noblesse, tant au premier chef que graduelle, accordée aux Officiers, tant Militaires que de Judicature, Police & Finance. éd. du mois d'août 1715, id. p. 322.*

Noblesse. Cour des Monnoies de Paris. La Noblesse au premier chef accordée aux Premier-Président, Présidens, Conseillers & autres Officiers de cette Cour. A quelle condition. *éd. du mois de mars 1719, ab. ch. p. 335.*

Noblesse. Châtelet de Paris. Le Privilège de la Noblesse accordé aux Officiers de cette Cour. A quelle condition. *lett.-pat. du mois d'août 1768, ab. ch. p. 379 & 380.*

Noblesse. Les Conseillers, Secrétaires du Roi,

Maison & Couronne de France sont réputés Nobles de 4 races & capables de recevoir tous Ordres de Chevalerie. *lett.-pat. du mois de février 1484, ab. ch. p. 35, & éd. du mois de mars 1704, id. p. 268.* La Noblesse au premier degré accordée aux Notaires, *Secrétaires du Grand-Conseil* leur est confirmée, & ils sont assimilés aux quatre Notaires-Secrétaires du Grand-Conseil. *éd. des années 1635 & 1636, id. p. 101.* Ils sont confirmés dans leur Noblesse. *décl. du 24 octobre 1643, id. p. 108, & éd. du mois d'avril 1672, id. p. 189.* Les Secrétaires du Roi servant dans la Chancellerie près le Parlement de Bretagne, sont confirmés dans le privilège de la Noblesse. *déc. du 5 décembre 1672, id. p. 120.* Les Secrétaires du Roi en la Chancellerie établie près la Chambre des Comptes de Dôle, jouissent du privilège de la Noblesse. *arr. du Conseil du 7 avril 1699, id. p. 241.* Attribution de la Noblesse aux Officiers des Chancelleries établies près les Cours supérieures & des Chancelleries Présidiales. *éd. du mois d'octobre 1701, id. p. 254.* La Noblesse est attribuée aux Conseillers, Notaires & Secrétaires du Roi, créés par Edit du mois d'avril 1672, près des Requêtes de l'Hôtel, dans les Chambres des Enquêtes & des Requêtes du Palais du Parlement de Paris, & près de la Cour des Aides de Paris. A quelle condition. *décl. du 24 juin 1702, id. p. 257.* La Noblesse accordée aux 4 *Chausse-cire-Scelleurs héréditaires de la Grande Chancellerie* leur est confirmée. *décl. du 13 mai 1704, id. p. 270.* La Noblesse est accordée aux *Secrétaires-Audienciers-Contrôleurs* dans les Chancelleries établies près le Conseil-Provincial de Valenciennes & le Présidial d'Ypres. *décl. du 20 décembre 1712, id. p. 308.* Création de nouveaux Officiers dans les Chancelleries près les Cours supérieures & celles des

Présidiaux, avec privilège de Noblesse. *éd. du mois de juin 1715, id. p. 317, 318 & 319.* Révocation de la Noblesse accordée à tous les Officiers des Chancelleries. Moyen d'exception. *éd. du mois de juin 1715, id. p. 319.* Révocation de la Noblesse accordée aux Secrétaires du Roi & autres Officiers des Chancelleries près des Cours & Conseils Supérieurs & Provinciaux & aux Gardes-Scels des Chancelleries Présidiales. *éd. du mois de juillet 1724, id. p. 344.* La Noblesse est attribuée à tous ces Officiers, après un exercice successif de 60 années. *Même éd. id. p. 344.* Révocation de la Noblesse au premier chef accordée aux Secrétaires du Roi & autres Officiers des Chancelleries près des Cours & Conseils Supérieurs. Dans quel cas ils jouissent du privilège de la Noblesse. *arr. du Conseil du 15 août 1724, id. p. 346.* Le privilège de la Noblesse est confirmé aux 60 Offices de Secrétaires du Roi rétablis des 100 supprimés en 1724, de même qu'aux veuves & descendans desdits Secrétaires du Roi, décédés. *éd. du mois d'octobre 1727, id. p. 350.* La Noblesse au premier degré est rendue aux *Conseillers-Gardes des Sceaux* & autres Officiers établis près les Cours Supérieures. A quelle charge & sur quel pied. *éd. du mois de décembre 1727, id. p. 351.* Le privilège de la Noblesse au premier degré accordé en faveur de l'ancien *Office de Secrétaire établi avec le Grand-Conseil* & aux Secrétaires créés à l'instar de ceux du Parlement, est reconnu. *arr. du Conseil du 27 février 1759, id. p. 373.*

Noblesse. La Noblesse transmissible est attribuée aux *Chevaliers d'honneur* créés dans les Cours. *décl. du 8 décembre 1703, id. p. 267.*

Noblesse. Création de 2 Offices de *Trésoriers-Payeurs des augmentations de gages de la Grande & Petite Chancellerie*, avec attribution de

la Noblesse. éd. du mois de novembre 1709, ab. ch. p. 302.

Noblesse. Attribution de la Noblesse transmissible aux *Commissaires Ordinaires Provinciaux des Guerres.* éd. du mois de mars 1704, ab. ch. p. 269. Aux 130 *Commissaires Ordinaires des Guerres.* éd. du mois d'octobre 1709, id. p. 300 & 301. Aux *Commissaires Ordinaires des Guerres.* éd. du mois de juillet 1710, id. p. 303. Aux *Syndics des Commissaires & Contrôleurs Ordinaires des Guerres.* décl. du 5 mai 1711, id. p. 304 & 305. Et aux *Commissaires des Troupes de la Maison du Roi*, comment se comptent les années de leurs services. éd. du mois de mai 1711, id. p. 304 & 305.

Noblesse. Quelle sorte de Noblesse doivent avoir les *Gentilshommes de la Chambre, Maîtres d'Hôtel du Roi*, &c. édit de Henri III, du mois de mai 1579, ab. ch. p. 65. Les *Commissions de Mestre-de-Camp*, tant de Cavalerie que d'Infanterie, même de *Gouverneur de Place*, ne sont point censées faire souche de Noblesse. arr. du Conseil du 4 juin 1668, id. p. 178.

Noblesse. Maires, Echevins, Capitouls, &c. Création d'un Maire & d'Echevins dans la ville d'Angoulême, avec attribution de la noblesse. Lett. de Charles V, de l'année 1373. ab. ch. p. 23. Le privilege de la noblesse est accordé aux Maire & Echevins de la ville de la Rochelle. Lett. de Charles VI, du mois de février 1380. id. p. 25. L'hôtel-de-ville de Niort jouit du privilege de la noblesse, & ses habitans de l'exemption du ban & arriere ban. Lett. de Jean, fils de France, du 6 juillet 1414. id. p. 29. Les Maire & Echevins de la Rochelle sont confirmés dans leur noblesse. Lett. de Charles VII, du 16 mars 1423. id. p. 29 & 30. Les Capitouls de la

ville de Toulouse sont confirmés dans la jouissance de leur noblesse. *Lett. de Charles VII, de l'année 1425. id. p. 30.* Les Administrateurs de la ville de Saint-Maixent sont honorés du privilège de la noblesse. *Lett. de Charles VII, de l'année 1544. id. p. 30.* La ville de la Rochelle est confirmée dans sa noblesse. *Lett. de Louis XI, au mois de novembre 1461. id. p. 31.* La ville de Niort est confirmée dans sa noblesse. *Lett. de Louis XI, de l'année 1466. id. p. 33.* La noblesse est accordée aux Maire, Echevins & Officiers de la ville d'Angers. *Charte de Louis XI, du 11 février 1474. id. p. 34.* La ville de la Rochelle est de nouveau confirmée dans sa noblesse. *Lett. de Charles VIII, du mois de décembre 1483. id. p. 35.* La ville de Niort est confirmée dans sa noblesse. *Lett. de Charles VIII, de l'année 1483. id. p. 35.* Les Maire & Echevins de la ville de Lyon sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. de Louis XII, de l'année 1498. id. p. 37.* La ville de la Rochelle est confirmée dans sa noblesse. *Lett. de Louis XII, du mois de juin 1498. id. p. 37.* La ville de Niort est confirmée dans le privilège de la noblesse. *Lett. de Louis XII, de l'année 1508. id. p. 37; & lett. de François Ier, des années 1514. 1515 & 1534. id. p. 38 & 39.* La ville de Lyon est confirmée dans sa noblesse. *lett. de François Ier, de l'année 1544. id. p. 41.* La ville de Niort est également confirmée dans sa noblesse. *lett. de Henri II, de l'année 1547. id. p. 41.* La ville de Lyon est confirmée dans sa noblesse. *lett. de Henri II, des années 1550. id. p. 43 & 1554. id. p. 44.* Le privilège de la noblesse est accordé aux Maire & Echevins de la ville de Nantes. *lett. de François II, de l'année 1559. id. p. 44.* La ville de Lyon est confirmée dans sa noblesse. *lett. de François II, de l'année 1559. id. p. 49.* La ville de Niort est confir-

finée dans sa noblesse. *Lett. de François II, de l'année 1559. id. p. 44, & de Charles IX de l'année 1560. id. p. 46.* La ville de Lyon est confirmée dans sa noblesse. *Lett. de Charles IX de l'année 1570. id. p. 52.* La ville de Niort est confirmée dans sa noblesse. *Lett. de Henri III, de l'année 1576. id. p. 54.* Les Maires & Echevins de la ville de Nantes, sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. de Henri III, du mois de décembre 1580. id. p. 68, & arr. de la Chambre des Comptes de Nantes du 28 janvier 1581. id. p. 68.* Les Maires & Echevins de la ville d'Angers sont confirmés dans leur noblesse. *arr. du Parlement du 21 avril 1584. id. p. 77.* Les Maires & Echevins de la ville de Niort sont confirmés dans leur Noblesse. *Lett. de Henri IV, de l'année 1591. id. p. 77.* Le Maire, les Echevins & Conseillers jurés de la ville de Niort, & leurs enfans mâles nés en loyal mariage qui vivent & vivront noblement, & qui ont servi ou servent le Roi, ou ne le servent plus par vieillesse, sont confirmés dans leur noblesse. *Jugement des Commissaires nommés par le Roi, pour le régalément des Tailles, en Poitou, enregistré à la Chambre des Comptes de Paris, le premier juin 1601. id. p. 84.* La noblesse est confirmée aux Maire & Echevins de la ville de Lyon, qui sont réduits au nombre de 4. *Lett. de Henri IV du mois de novembre 1602. id. p. 84.* La noblesse des Echevins nobles de la ville de Niort n'est transmissible à leurs enfans qu'en mourant dans leurs emplois. *Arr. du Conseil du 7 mars 1608. id. p. 86.* Les 4 Echevins de Lyon sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. de Henri IV. du mois de mars 1609. id. p. 86.* La noblesse du Capitoul de Toulouse, restreinte aux seuls enfans nés depuis son élection. *Lett. de Louis XIII du mois de juin 1610. id. p. 87.*

Les Maires & Echevins de la ville de Lyon sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. de Louis XIII du mois de juin 1618. id. p. 95.* La noblesse des Maire & Echevins de la Rochelle est révoquée. *Lett. de Louis XIII de l'année 1628. id. p. 96.* La noblesse des Maires, Consuls, Echevins, & Conseillers des Villes ayant privilege de noblesse, restreinte au temps de l'exercice de leurs charges. *éd. du mois de janvier 1634. id. p. 98.* Pour jouir de la noblesse a eux accordée les Maires & Echevins de la ville de Bourges sont tenus de déclarer au Greffe de la Ville, lors de leur nomination, s'ils entendent vivre noblement. *arr. de la Cour des Aides du 18 décembre 1635. id. p. 101.* Les 4 Echevins de la ville de Lyon sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. du mois de décembre 1641. id. p. 108.* Les Maires & Echevins de la ville de Nantes sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. Pat. du mois de mars 1644. id. p. 108.* Les Maires & Echevins de la ville de Niort, sont confirmés dans leur noblesse. *Lett. Pat. du mois de mars 1650. id. p. 114.* Révocation des privilèges des Maires & Echevins des villes de Lyon, Bourges, Poitiers, Niort, Angoulême & autres du Royaume. *arr. du Conf. du 6 décembre 1666. id. p. 159.* & édit du mois de mars 1667. *id. p. 164.* Le Maire de la ville de Bourges jouira seul du privilege de noblesse, à quelle condition. *arr. du Conf. du 7 mai 1667. id. p. 168.* Confirmation de la noblesse accordée aux descendants des Maires & Echevins des villes d'Abbeville, Bourges, Angers, Cognac, Lyon & autres, à quelle charge. *arr. du Conf. du 14 mai 1667. id. p. 169.* Les Maires & Echevins des Villes & les descendants de ceux qui ont exercé de pareilles charges depuis 1600, confirmés dans leur

noblesse. A quelle condition. *arr. du Conf. du 3 octobre 1667. id. p. 171.* Les Maire & Echevins de la ville de Nantes depuis 1600 l'ont confirmés dans la jouissance de la noblesse. A quelle charge. *arr. du Conf. d'Etat du 20 juin 1669. id. p. 183.* Les Maire & Echevins de la ville d'Angers qui auront été élus deux fois différentes, & auront servi pendant quatre ans, jouiront du privilege de la noblesse. *arr. du Conf. du 23 sept. 1670. id. p. 187 & 188.* Rétablissement de la noblesse pour la personne du Maire de la ville d'Angers seulement. A quelle charge. *Lett. pat. de l'année 1673. id. p. 189.* Les Maires & Echevins de la ville de Bourges sont maintenus dans leur noblesse. *arr. du Conf. du 27 août 1673. id. p. 190. & Lett. Pat. de l'année 1674. id. p. 191.* La noblesse accordée aux Maires & Echevins de Lyon, Toulouse, Bordeaux, Abbeville, Angers, Angoulême, Cognac, Nantes, Niort, Poitiers, Tours, la Rochelle, Saint-Jean-d'Angely, Bourges & autres, qui ont exercé depuis 1600, leur est confirmée. Ceux même qui ont renoncé au titre de Noblesse, confirmés pour l'avenir. A quelle condition. *éd. du mois de juin 1691. id. p. 197, 198 & 199. éd. des mois de novembre 1706. id. p. 294, & de janvier 1714. id. p. 309.* Confirmation de la noblesse accordée aux Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon qui ont exercé ces charges jusqu'au dernier décembre 1639, & leurs descendans, sans payer finance. Ceux qui ont exercé depuis 1640, jusqu'au dernier décembre 1690, & leurs descendans, confirmés en payant finance. *déc. du 10 juillet 1671. id. p. 199.* Les Maires & leurs Lieutenans des Villes où la Noblesse leur est attribuée, en jouiront paisiblement. *déc. du 19 août 1702. id. p. 258 & 259.* Les Prévôt

552 **T A B L E R A I S O N N É E**
des Marchands & Echevins de la ville de Lyon
sont confirmés dans le privilège de la noblesse.
éd. du mois de fév. 1705. id. p. 279 & 280.
Ceux qui jouissent de la Noblesse par Mairies,
Prévôtés des Marchands, Echevinages ou Ca-
pitoulats depuis 1643 jusqu'au premier janvier
1715, sont tenus de satisfaire dans trois mois, au
paiement d'une taxe, à cause de l'avènement du
Roi à la Couronne. *arrêt du Conf. du 2 mai*
1730. id. p. 359.

Noblesse. Révocation de tous les privilèges de
noblesse, accordés soit par lettres, soit par
office. *édit. du mois d'août 1715. ab. ch. p. 320,*
321 & 322.

Noblesse. Quelle possession de noblesse il
falloit prouver pour être maintenu dans la no-
blesse. *décl. du 22 juin 1664. ab. ch. p. 140.*
Quel est le terme prescrit pour la possession
de la noblesse dans le Comté de Bourgogne. *déc.*
du 3 mars 1699. id. p. 241, & dans les Pro-
vinces de Flandres, Hainaut & Artois. décl. du
8 déc. 1699. id. p. 249. La preuve de noblesse
centenaire déclarée suffisante pour être mainte-
nue. *décl. du 16 janvier 1714. id. p. 310 & 311.*
La preuve de noblesse centenaire ne prévaut que
lorsqu'elle a été paisible & antérieure à toute
assignation. *décl. du 7 octobre 1717. id. p. 331*
& 332.

Noblesse. Conditions requises en Dauphiné
pour jouir des privilèges de la noblesse. *régl. du*
24 octobre 1639. ab. ch. p. 104. Combien d'an-
nées de possession de noblesse il faut compter
pour avoir séance dans l'ordre de la noblesse aux
États de Bretagne. *Voyez Bretagne.*

Noblesse. Caractère dans les différentes qua-
lifications de noblesse dans les Provinces. *arr. du*
Conf. du 15 mai 1703. ab. ch. p. 264.

Noblesse. Le commerce de mer ou le com-
merce

merce en gros est déclaré compatible avec la noblesse. *arr. du Conf. du 27 avril 1727. ab. ch. p. 349.*

Noblesse. L'usurpation de la qualité de noblesse défendue ; sous quelle peine, *ord. de Henri II, du 26 mars 1555. ab. ch. ab. p. 44.* Les usurpateurs du titre de noblesse mulctés d'amendes arbitraires. *éd. de Charles IX de l'année 1560. id. p. 45.* L'on n'a aucun égard aux Sentences & Jugemens de maintenue de noblesse subreptivement obtenus. *éd. du mois de mars 1583. id. p. 69.* Règlement pour le Jugement des contestations qui concernent la noblesse, *décl. du 8 mai 1583. id. p. 75.* Qu'aucuns ne doivent prendre le nom & le titre de noblesse qu'ils ne soient issus de 3 races nobles du côté des peres. *Délib. du Conf. du Roi du mois de nov. 1583. id. p. 75 & 76.* Les Elus d'Artois sont maintenus dans la connoissance du fait de noblesse. *arr. du Conf. du 26 octobre 1644. id. p. 109 & 110.* Ceux qui soutiendroient être nobles, tenus de justifier devant les Commissaires comme eux, leur pere & aïeul ont pris la qualité de Chevalier & d'Ecuyer depuis l'année 1560, & de prouver leurs filiations sans traces de dérogeance, ni de roture antérieure. *arr. du Conf. du 19 mars 1667. id. p. 165 & 166.* Tous ceux qui ont obtenu des lettres de maintenue ou de rétablissement d'ancienne noblesse, ou de réhabilitation en tant que de besoin depuis 1690, ou des lettres d'annoblissement depuis les mois d'août & de septembre 1664, confirmés dans ces privilèges, moyennant une taxe. *décl. du 17 & arr. du Conseil du 24 janvier 1696. id. p. 210 & 211.* Ceux qui n'ont été maintenus, ni par les sieurs Commissaires départis dans les Provinces pour la recherche des faux nobles, ni par ceux du

Conseil, tenus de prouver leur noblesse depuis 1560. *arr. du Conf. du 11 juin 1697. id. p. 231.* Evocation de toutes les instances concernant la noblesse pendantes dans les Cours, lesquelles sont renvoyées pardevant les Srs. Commissaires-généraux, départis dans les Provinces pour l'exécution de la recherche des faux nobles. *arr. du Conf. du 15 mai 1703. id. p. 264.* La connoissance des instances de noblesse est interdite aux Cours des Aides. Elle est réservée aux Srs. Commissaires établis par S. M. *décl. du 4 septembre 1696. id. p. 215; du 30 mai 1702. id. p. 256; du 30 janvier 1703. id. p. 261; & arr. du Conf. du 20 octobre 1705. id. p. 286.* Toutes les affaires de noblesse qui ont été renvoyées à l'ancien Bureau de la noblesse, seront instruites pardevant de nouveaux Commissaires, pour y être jugées en dernier ressort. *arr. du Conf. du 24 octobre 1719. id. p. 335 & 336.* Prorogation de la commission de la recherche de la noblesse, jusqu'au premier avril 1721. *arr. du Conf. du 28 juin 1720. id. p. 337.* Prorogation jusqu'au premier avril 1721, du temps prescrit par l'arrêt du 28 juin 1720, pour le jugement des affaires de noblesse qui étoient en instance devant les Commissaires-généraux. *arr. du Conseil du 29 novembre 1720. id. p. 338.* Les appellations des jugemens rendus pour raison de la noblesse ne seront plus admises après le premier avril 1721. *Même arrêt, & même page.* Les questions de noblesse incidentes aux matières qui sont de la compétence des Parlemens, peuvent être jugées par eux & les juges ordinaires qui leur sont subordonnés. *décl. du 8 octobre 1729. id. p. 358.* Toutes les contestations concernant l'usurpation du titre de noblesse sont attribuées aux Cours des Aides. Qui sont celles qui en sont exceptées. Toutes les

instances restées indécises y sont renvoyées. *Même décl. & même page.* Arrêt de la Cour des Aides de Clermont-Ferrand, qui ordonne la représentation des titres de noblesse ou autres exemptions, dans l'étendue de son ressort. *Du 28 mai 1762. id. p. 377.*

Noblesse Militaire. (création d'une) *éd. du mois de novembre 1750. ab. ch. p. 364.* Quel est le nombre des degrés de services nécessaires pour l'acquérir. *Même éd. id. p. 365, 366, 367 & 368.* Quel est le grade qui la confère de droit. *Même éd. id. p. 365.* Comment la preuve s'en justifie. *Même éd. id. p. 366 & 367.*

Noblesse Corse. Devant qui elle est tenue de faire ses preuves, & quelles sont ces preuves. *éd. du mois d'avril 1770. ab. ch. p. 382.*

NON-NOBLES. Les non-nobles qui ont fait, depuis 30 ans, des acquisitions dans les fiefs & arrière-fiefs du roi, sans son consentement à quoi tenus. *Ord. de Philippe de Valois de l'année 1328. ab. ch. p. 12 & 13.* Les non-nobles possédant fiefs sont tenus d'en fournir déclaration pour en payer le droit. *Lett. de Henri II, du 7 janvier 1547. id. p. 41.*

NORMANDIE. Taxes mises pour le recouvrement des rentes de cette Province. Quelles personnes sont tenues de les payer. Les anciens nobles de noms & d'armes exemptes. *arr. du Consf. du 23 sept. 1645. ab. ch. p. 111.* Création de 50 nobles dans toutes les Villes franches de ladite Province. Quels privilèges leur sont accordés, & à quelle condition. *éd. du mois d'octobre 1645. id. p. 112.* Les annoblis depuis 1606, & même avant confirmés. *éd. du mois d'octobre 1650. id. p. 115.* Les annoblis de la Province de Normandie de 1606, qui avoient payé la finance pour la confirmation de leur annoblissement, seront taxés de nouveau sur les

rôles arrêtés au Conseil, & faute du paiement de la taxe à laquelle ils seront imposés, déchu.
arr. du Conf. du 8 janvier 1653. ab. ch. p. 117.
 Règlement des taxes donné sur les remontrances de la Chambre des Comptes de Normandie.
 Recouvrement de ces taxes ordonné. Oppositions ou appellations évoquées au Conseil, les parties renvoyées devant les directeurs des finances.
arr. du Conf. du 12 juillet 1653. id. p. 119 & 120. Les annoblissemens depuis 1614 dans la Province de Normandie, & depuis 1611 dans le reste du Royaume, sont supprimés.
éd. au mois d'août 1664. id. p. 141. Remontrances faites au Roi par les trois Ordres de cette Province, au sujet des annoblis révoqués. Ces annoblis rétablis dans les titres & qualités de nobles.
décl. du 15 mars 1655. id. p. 120. Commissaires députés dans cette même Province, pour la vérification des titres de noblesse. Procès-verbaux dressés & envoyés au Conseil.
décl. du 15 mars 1655. id. p. 120. Les annoblis mentionnés dans l'Edit du mois de décembre 1656 confirmés dans leur noblesse, moyennant finance.
arr. du Conf. du 27 janvier 1657. id. p. 123 & 124. Les annoblis de cette Province, depuis l'avènement de Louis XIV au Trône, rétablis dans le titre & qualité de nobles. Par quel motif & à quelle condition.
décl. du 14 juin 1659. id. p. 133. La recherche de la noblesse est ordonnée dans cette Province. Les Commissaires députés doivent dresser des procès-verbaux des titres.
déc. du 10 mars 1665. id. p. 145.

Normandie. Voyez *Qualification*.

NOTAIRES - Secrétaires du Roi. Voyez *Secrétaires du Roi*.

Notaires-Secrétaires du grand Conseil (les) sont confirmés dans la noblesse au premier de

ré, & assimilés aux quatre Notaires - Secrétaires du Parlement. *Ed. de l'année 1636. ab. h. p. 101.* Ils jouissent des privilèges & fonctions contenus dans les édits de création des années 1635 & 1636. *Décl. du 6 Mars 1719. id. p. 334.*

Notaires-Secrétaires de la Cour des Aides de Rouen. La noblesse leur est attribuée comme faisant partie du corps de cette Cour. *Lett. pat. du 11 mars 1653. ab. ch. p. 117 & 118.*

Notaires (les) même avant l'année 1560, sont censés avoir dérogé à la noblesse, & exercé une profession roturière. *arr. du Conseil du 4 juin 1668. ab. ch. p. 178.* Les Notaires, Greffiers & autres personnes publiques, sont tenus de représenter leurs minutes, registres, protocoles, &c. aux préposés à la recherche des faux nobles. *arr. du Conf. du 23 septembre 1666. id. p. 156.*

O.

OFFICES venaux. (les nobles ne peuvent acquérir des) *Ord. de Saint-Louis de l'année 1256. ab. ch. p. 2.*

Offices Militaires, de Judicature, Police & Finances, (révocation de la noblesse au premier chef, accordée à différens) créés depuis le premier janvier 1689. *éd. du mois d'août 1715. ab. ch. p. 322.*

Offices conférant la noblesse assujettis au droit de Marc d'or, & outre ce droit à un second pareil à celui des lettres de noblesse. *éd. du mois de décembre 1770. ab. ch. p. 383.*

OFFICIER général (le grade d') confère la noblesse de droit à ceux qui y parviendront, & à toute leur postérité. *éd. du mois de nov. 1750. ab. ch. p. 365.*

Officier (l') dont le pere aura été exempt de la taille, s'il veut jouir de la même exemption, en quittant le service du Roi, doit avoir servi 30 ans, dont 20 avec le grade de Capitaine. Tout officier dont le pere & l'aïeul auront été Chevaliers de Saint-Louis, & auront servi trente ans, ou seront morts au service, sera noble de droit. *éd. du mois de nov. 1750. ab. ch. p. 364, 365 & 367.*

Officiers des Troupes du Roi. (défenses aux préposés à la recherche des usurpateurs de noblesse de faire aucunes poursuites à l'encontre des) *arr. du Conf. du 10 mai 1667. ab. ch. p. 168.* Ils jouissent seuls de la surseance à l'exécution de la recherche des faux nobles, accordée par l'arrêt du 10 mai 1667. *arr. du Conf. du 13 octobre 1667. id. p. 173.* Les Officiers servants dans les armées de terre & de mer, sont exceptés de la recherche de la noblesse. *décl. du 4 septembre 1696. ip. p. 217.* Les seuls Officiers, Gardes, Gendarmes & Cheval-légers employés dans les Etats, jouissent des mêmes privileges que les Commensaux. *décl. du 2 août 1698. id. p. 238.* Les Officiers de terre & de mer qui ont usurpé la qualité d'Ecuyer & de Chevalier, sont assignés pour représenter leurs titres. *arr. du Conf. du 10 décembre 1701. id. p. 255.* Les Officiers de terre & de mer sont exceptés de la recherche de la noblesse. *arr. du Conf. du 15 mars 1703. id. p. 262.* La surseance pour l'exécution de la recherche des faux nobles, accordée aux Officiers des troupes de terre & de mer, restreinte à ceux qui servent. *Même arrêt id. p. 264.* Les Officiers qui, par leurs charges, ont droit de prendre la qualité de nobles & d'écuyer, à quoi tenus. *Même arr. id. p. 266.* Les Officiers de terre & de mer déclarés exempts de la recherche de la noblesse pendant la guerre

Re. décl. du 16 janv. 1714. id. p. 311.

Officiers de Judicature, Police, Finances, &c. (tous) sont confirmés dans leurs privilèges, en payant le droit de confirmation, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne. *Décl. du 27 septembre 1723. ab. ch. p. 342.*

Officiers des fils de France. Voyez *Fils de France.*

Officiers (les) de la Maison de Madame la Duchesse de Bourgogne jouissent des mêmes privilèges que ceux des Maisons de la Reine & de Madame la Dauphine. *Décl. du 16 mai 1698. ab. ch. p. 237 & 238.*

OMISSION de qualifications nobles. Ses effets. *Disc. prél. p. 35.* Comment on s'en relève. *id. p. 36.*

ORDONNANCES de condamnation des Srs Commissaires départis sur le fait de noblesse (la connoissance des appellations interjetées des) interdite aux Cours. *Arr. du cons. du 26 juin 1718. ab. ch. p. 333 & 34.*

ORDRE de Saint-Michel. Le Roi en est le Chef & Souverain. *Stat. de cet Ordre, du 3 août 1469. ab. ch. p. 33.* Le nombre des Chevaliers de cet ordre est fixé à cent. *Stat. de cet Ordre, du 12 janvier 1665. id. p. 141.* La preuve que son admission requiert doit être de deux races. Le récipiendaire doit être âgé de 30 ans, & avoir servi le Roi pendant dix ans. *mém. statuts. id. p. 142.*

Ordre du Saint-Esprit. Espèce de la preuve exigée pour l'admission dans cet Ordre. *Disc. prél. p. 18 & r. d. p. d. p. 435.*

Ordre de Saint-Lazare. Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel & de Saint-Lazare. Pour être admis dans lesdits Ordres, il faudra avoir trente ans, & faire preuve de huit degrés ou générations d'une noblesse paternelle non interrompue

sans annoblissement connu , & ce non compris le présent. *Régl. de Louis XV, souverain Chef, du 20 mars 1773. ab. ch. p. 398. Renouvéllé par MONSIEUR. Régl. du 31 décembre 1778. id. p. 390; & r. d. p. d. p. 435.*

Ordre de Malte. Espèce de la preuve requise pour être admis dans cet Ordre. *Rec. de p. d. p. 435.*

ORIGINAUX. (Ce qu'on entend par titres) *Disc. prél. p. 42.*

Originaux. (titres) Voyez *Titres.*

ORLÉANS, Descendants de la Pucelle d') vivant noblement , sont maintenus dans leur état. Leurs filles & femmes n'annobliissent plus ceux qui les épousent. *Ed. du mois de janvier 1634. ab. ch. p. 98 & 93.*

Orléans. (Bureau des Finances d') Voyez *Trésoriers de France.*

P

PAGES du Roi , de la Reine & des Princes. Quelles preuves de Noblesse ils sont tenus de faire. *r. d. p. d. p. 436.*

Pages de la Chambre du Roi. Quelles preuves de Noblesse ils sont tenus de faire. *régl. du 18 septembre 1734, ab. ch. p. 361 & 362.*

Pages du Roi dans sa Grande-Ecurie. (ce qui est nécessaire pour être reçu dans les) A qui il faut s'adresser. Quels titres de Noblesse il faut produire. En quel temps entrent les Pages. *régl. des mois de mai 1721 & juillet 1727, ab. ch. p. 338, 339 & 340.*

Pages du Roi dans sa Petite-Ecurie. (ce qui étoit nécessaire pour être reçu dans les) Quels titres de Noblesse on devoit produire , & jusqu'où devoit remonter la preuve à faire. *régl. du mois de juin 1729, ab. ch. p. 355, 356 & 357.*

Pages des Ecuries de la Reine. Qui les nomme. Quelles preuves de Noblesse ils sont tenus de faire. *régl. de l'année 1725, ab. ch. p. 346 & 347.*

Pages des Princes & autres Seigneurs. Leurs habits. *déclar. du 12 juillet 1549, ab. ch. p. 42 & 43.*

Pages des Seigneurs & Gentilshommes. Draps qui leur sont défendus, Ce qui est réservé à ceux du Roi & de la Reine. *régl. du 4 février 1567, ab. ch. p. 50.*

PAIRS de France: Ce qu'ils étoient dans l'Ordre de la Noblesse. *disc. prél. p. 15.*

PANNETIERS du Roi ne peuvent faire le commerce, ni personnellement, ni par des personnes interposées, ni être associés avec des Commerçans. *ord. de Jean Ier. de l'année 1355, ab. ch. p. 16.*

PARIS. Bourgeois & Citoyens de Paris. Les Citoyens de la Cité franche de Paris maintenus dans le privilège d'user de freins dorés & autres ornemens appartenans à l'état de Chevalerie. *lett. de Charles V, de l'année 1371, ab. ch. p. 20.* Les Bourgeois de Paris confirmés dans les privilèges de posséder Fiefs, Alleux & arrière-Fiefs, sans payer aucune taxe; dans le droit d'user de tous les ornemens appartenans à l'état de Chevalerie, & de porter des armoiries timbrées, ainsi que les Nobles d'extraction. *charte de Charles V, du 9 août 1371, id. p. 20 & 24.* Les Parisiens confirmés dans le privilège de Noblesse à eux accordé. Ils peuvent en outre se parer d'habillemens appartenans à l'état de Chevalerie, comme Nobles d'origine, & faire porter des brides d'or à leurs chevaux. *charte de Charles VI, du 5 août 1390, id. p. 27.* Les Parisiens confirmés dans le privilège de Noblesse & exempts du Ban & arrière-Ban. *charte de*

Louis XI, du 18 février 1464, id. p. 32. Les Bourgeois de Paris ne peuvent être contraints de loger en leur ville aucuns Officiers du Roi, gens de guerre & autres, si bon ne leur semble. *lett. pat. de Louis XI, du mois de septembre 1465, id. p. 32.* Les Parisiens confirmés dans le privilège de la Noblesse & l'exemption du Ban & arrière Ban. *charte de Louis XI, du mois de novembre 1465, id. p. 32.* Les Bourgeois de Paris sont confirmés dans le privilège de ne pouvoir être tirés hors des murs & clôture de cette ville pour plaider ailleurs, s'il ne leur plaît. Les Nobles & les Bourgeois tenant Fiefs & arrière-Fiefs, ne sont point tenus de servir au Ban ou arrière-Ban. *lett. pat. de Louis XI, du 9 novembre 1465, id. p. 33.* Les Bourgeois de Paris sont confirmés dans leurs privilèges. *lett. pat. de Charles VIII, de l'année 1483, id. p. 35. lett. de Louis XII, de l'année 1512, id. p. 38. charte de François Ier. de l'année 1515, id. p. 38.* La Noblesse des Bourgeois de Paris réduite au Prévôt des Marchands & aux 4 Echevins. *charte de Henri III, du mois de janv. 1577, id. p. 56.* Les Bourgeois de Paris qui ont pris ci-devant les qualités de Chevalier & d'Ecuyer, sont recherchés. *arrêt du Conseil du 13 octobre 1667, id. p. 174.* Les Bourgeois de Paris qui ont pris la qualité de Chevalier & d'Ecuyer & fait des déclarations collusoires ou conditionnées au Greffe des Commissaires proposés à la recherche des faux Nobles, sont tenus d'en faire de nouvelles. *arr. du Conseil du 17 février 1668, id. p. 174 & 175.* Tous ceux qui demeurent dans la Ville & Election de Paris, & qui auront usurpé la qualité de Noble, d'Ecuyer, de Chevalier, de Messire ou autres, tenus de produire leurs titres justificatifs de Noblesse, généalogie, filiation. *arr. du Conseil du 11 juin 1697, id. p. 231.*

Paris. (Hôtel-de-Ville de) Prévôt des Marchands, Echevins, Procureur du Roi, Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Paris. Les privilèges accordés aux Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris leur sont confirmés. *lett. de Charles VI, du 10 septembre 1409, ab. ch. p. 28. lett. de Charles VII, de l'année 1437, id. p. 30. lett. de Louis XI, du mois de septembre 1441, id. p. 30.* Les Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris sont déclarés exempts de tous Subsidés, Tailles, &c. pendant qu'ils sont en charge seulement. *lett.-pat. de Louis XI, du 14 octobre 1465, id. p. 32.* Les 24 Conseillers de la Ville de Paris auront leurs causes commises aux Requêtes du Palais à Paris. *lett.-pat. de l'année 1536, id. p. 39.* Les Prévôt des Marchands, Echevins, Procureur du Roi, Greffier & Receveur de la Ville de Paris, auront leurs causes commises aux Requêtes du Palais du Roi à Paris. *lett.-pat. du mois de septembre 1543, id. p. 40.* Le privilège de Noblesse est accordé aux Prévôt des Marchands & Echevins de la Ville de Paris & à leur postérité. *éd. de Henri II, du mois de janvier 1577, id. p. 57.* Le Prévôt des Marchands & les Echevins de la Ville de Paris sont confirmés dans leurs anciennes prérogatives. *arr. du Parlement du 30 mars 1624, id. p. 96.* Le Prévôt des Marchands, les Echevins, Procureur du Roi & de la Ville, le Greffier & le Receveur, sont maintenus dans leurs privilèges; à quelle condition, à l'égard de ces trois derniers Officiers. *éd. du mois de juillet 1656, id. p. 121.* Le Prévôt des Marchands, lesdits Officiers de l'Hôtel-de-Ville de Paris, sont confirmés dans leurs privilèges. *lett.-pat. du mois de mars 1669, id. p. 182.* Le Prévôt des Marchands de ladite Ville est confirmé dans la qualité de Chevalier, & les Officiers dudit Hôtel-de-Ville maintenus

dans le privilège de Noblesse, à quelle condition à l'égard des Greffier & Receveur dudit Hôtel-de-Ville. *éd. du mois de novembre 1706, id. p. 292 & 293.* Les Echevins de la Ville de Paris ne pourront être dépossédés de l'Echevinage que par le remboursement qui sera fait à chacun d'eux par leurs successeurs, de la somme de 20,000 liv. *décl. du 15 mars 1707, id. p. 295.* Le Prévôt des Marchands de ladite Ville confirmé dans la qualité de Chevalier. *éd. du mois de novembre 1707, id. p. 298.* La Noblesse au premier degré accordée aux Echevins, Procureur du Roi, Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Paris, est révoquée. *éd. du mois d'août 1715, id. p. 322.* Ces Officiers sont gratifiés du privilège de Noblesse, à quelle condition à l'égard des trois derniers. *éd. du mois de juin 1716, id. p. 326 & 327.* Les Echevins de la Ville de Paris sont exceptés du paiement de la taxe de 6000 liv. imposées sur ceux qui, depuis le 1^{er}. Janvier 1715, ont été Maires, Echevins, Jurats, Consuls, Capitouls, ou revêtus de quelques Offices municipaux des différentes villes du Royaume ou autres auxquels sont attachés les privilèges de la Noblesse transmissible. *éd. du mois d'avril 1771, id. p. 384.*

Paris. (Parlement de) Voyez *Parlement.*

Paris. (Chambre des Comptes de) Voyez *Chambre des Comptes.*

Paris. (Cour des Aides de) Voyez *Cour des Aides.*

Paris. (Cour des Monnoies de) Voyez *Cour des Monnoies.*

Paris. (Bureau des Finances de) Voyez *Trésoriers de France.*

Paris. (Châtelet de) Voyez *Châtelet de Paris.*

PARLEMENT de Paris. Entre ceux qui se-

ront nommés pour remplir les places vacantes des Officiers du Parlement, il y en aura quelques-uns de nobles. *Lett. de Charles VI, de l'année 1400. ab. ch. p. 28.* Les Présidens, Conseillers, &c. du Parlement de Paris sont déclarés nobles. Ils jouissent des privilèges attribués aux Barons & Gentilshommes du Royaume; à quelle condition. *Ed. du mois de juillet 1644. id. p. 109.* Les Officiers de ce Parlement sont confirmés dans la noblesse au premier degré. *Ed. de l'année 1659. id. p. 132.* La noblesse au premier degré accordée à cesdits Officiers est révoquée, & iceux réunis à la noblesse graduelle. *Ed. du mois de juillet 1669. id. p. 183.* La noblesse au premier degré est accordée aux Officiers du Parlement de Paris. *Ed. du mois de novembre 1690. id. p. 195.* Le Greffier en chef criminel & le premier Huissier de la Cour de Parlement jouissent du privilège de la noblesse transmissible, de même que les Officiers de cette Cour. *Décl. du 2 janvier 1691. id. p. 196.*

Parlement de Dombes. La noblesse au premier degré, accordée aux Officiers de cette Cour. *Décl. du Souverain de Dombes, du mois d'avril 1571. ab. ch. p. 52 & 54.; du mois de mars 1604. ib. p. 85 & 86.; & du mois de novembre 1694. id. p. 209.*

Parlement de Grenoble. Les Officiers de cette Cour acquerront la noblesse au bout de vingt ans d'exercice, ou lorsque leur pere ou aïeul auront exercé lesdits offices. *Régl. du 24 octobre 1639. ab. ch. p. 104.; & décl. du 10 avril 1706. id. p. 290.*

Parlement de Metz. La noblesse est attribuée aux Officiers de cette Cour. À quelle condition. *Ed. du mois de septembre 1658. ab. ch. p. 131 & 132.*

Parlement de Besançon. Création d'une chan-

cellerie près cette Cour. Nombre des Officiers dont elle doit être composée; leurs privilèges. *Ed. du mois d'août 1692. ab. ch. p. 200 & 201.* Attribution aux Officiers de cette chancellerie des droits dont jouissent ceux tant de la grande chancellerie de France, que des autres chancelleries du Royaume. *Décl. du 4 janv. 1693. id. p. 203.* La noblesse au premier chef est attribuée aux Officiers du Parlement de Belançon. *Décl. du 11 mars 1694. id. p. 209.* Ils sont confirmés dans ce privilège. *Ed. du mois de novembre 1698. id. p. 239. du mois d'octobre 1704. id. p. 276. & du mois de mars 1706. id. p. 287 & 288.*

Parlement de Dôle. Les Officiers de cette Cour sont confirmés dans le privilège de la noblesse. *Décl. du 21 février 1654. ab. ch. p. 209 ; & Edit du mois de novembre 1655 id. p. 220.*

Parlement de Flandres. La noblesse au premier degré est accordée aux Officiers de cette Cour. *Edit du mois de décembre 1713. ab. ch. p. 309.* Sont confirmés dans ce privilège. *Décl. du 4 janvier 1755. id. p. 372.*

Parlemens (les Conseillers des) peuvent porter le taffetas & le satin de soie en robes; leurs femmes demoiselles de même. *Régl. du 4 février 1567, ab. ch. p. 51.*

Parlemens (les) sont maintenus dans le pouvoir de connoître des questions de Noblesse incidentes aux matières de leur compétence. *décl. du 8 octobre 1719, ab. ch. p. 358.*

PARTAGE noble, prouve la Noblesse en Bretagne. Ses conditions. *r. d. p. d. p. 426.*

PAYEURS des gages des Officiers des Chancelleries, créés par Edit du mois de novembre 1707; leurs veuves, enfans & descendans rétablis dans le privilège de la Noblesse. A quelle condition. *éd. du mois de décembre 1727, ab. ch. p. 353.*

PAYS-BAS. Nul dans ces Provinces ne peut prendre la qualité d'Écuyer ou des armoiries timbrées, s'il n'est Noble, celle de Baron, s'il n'a Fief décoré de ce titre, ni se nommer Chevalier, s'il ne l'a été créé réellement. *éd. de Philippe, Roi d'Arragon, Duc de Bourgogne, du 23 septembre 1595, ab. ch. p. 78, 79 & 80.* Les Lettres d'annoblissement, de port d'armes, augmentation ou changement d'icelles, légitimation, rétablissement de Noblesse, confirmation ou approbation d'icelles, Lettres de Chevalerie, création de Terre, Fief ou Seigneurie en titre d'honneur, & autres Lettres, doivent être présentées au Roi, ou au premier Roi, ou Héraut d'Armes pour être enregistrées. *éd. & ord. d'Albert & Isabelle-Clara-Eugenia, Infante d'Espagne, Archiducs d'Autriche, du 14 décembre 1616, id. p. 94 & 95.*

PERLES, dorures & pierres. Les perles & dorures défendues aux femmes de Marchands. *régl. du 4 février 1567, ab. ch. p. 51 & 52.* Les perles & pierres permises aux Princes & Princesses. *déclar. du 14 mars 1583, id. p. 72.* L'usage des perles & pierres en or émaillé, permis aux Dames, Filles & Demoiselles des Reines. *Même décl. id. p. 73.*

PÉRONNE. (Maires & Echevins de) Voy. *Maires & Echevins.*

PERPIGNAN. (Citoyens-Nobles & immatriculés de la ville de) Voy. *Citoyens-Nobles.*

POITIERS. (Bureau des Finances de) Voy. *Trésoriers de France.*

Poitiers. (Maires & Echevins de) Voy. *Maires & Echevins.*

PORTE-MANTEAUX du Roi. Voy. *Chambre du Roi.*

Porte-manteaux de MONSIEUR. Voy. *Chambre de MONSIEUR.*

POSSESSION. En Normandie, celui qui a possédé par an & jour est maintenu dans la possession. *ord. de Louis X, du 22 juillet 1315, ab. ch. p. 11 & 12.*

Possession de noblesse. La possession de noblesse justifiée depuis l'année 1550 est suffisante pour être maintenu dans la qualité d'Ecuyer. *décl. du 22 juin 1664. ab. ch. p. 140.* La possession de la qualité de Chevalier & d'Ecuyer depuis l'année 1560 déclarée suffisante pour être maintenu dans cette qualité. *arr. du Conf. du 19 mars 1667. id. p. 165.* La possession centenaire de noblesse déclarée suffisante pour être maintenu, *décl. du 8 décembre 1699. id. p. 249. & décl. du 16 janvier 1714. id. p. 310 & 311.* Doit avoir été paisible & antérieure à l'assignation. *décl. du 7 octobre 1717. id. p. 331 & 332.*

Possession de noblesse. Voy. Preuves.

Possessions acquises par des personnes non-nobles dans les fiefs ou arrière-fiefs des Rois. Combien on paie d'évaluation. *ord. de Philippe V du mois de mars 1320. ab. ch. 12.*

PRÉLATS. Nombre d'habits qu'ils doivent avoir par an. *ord. de Philippe IV. de l'année 1294. ab. ch. p. 8.*

PRÉSENTATIONS A LA COUR. Voyez *Honneurs de la Cour.*

PRÉSIDENTS des Cours supérieures. Leurs femmes peuvent porter des dorures la première année de leur mariage. *décl. du 22 avril 1561. ab. ch. p. 48.* Draps de soie qui leur sont interdits. Habillemens de soie qui leur sont permis & à leurs femmes. *même déclar. & même page.* Les Présidens & Maîtres des Requêtes peuvent porter le taffetas & le satin de soie en robes. *décl. du 10 février 1563. id. p. 49.* Les robes de soie leur sont permises, & à leurs femmes. *régl. du 4 février 1567. id. p. 51.*

Présidens-Trésoriers de France aux Bureaux des Finances. Voyez *Trésoriers de France*.

PRÉSIDIAUX. Création d'un Conseiller Chevalier d'honneur dans chacun des Présidiaux du royaume. *édit du mois de mars 1691. ab. ch. p. 197.*

PREUVES DE NOBLESSE. Origine de l'usage des preuves. *diff. prél. p. 24 & 25.* Notice des différentes preuves de noblesse qui se font en France, avec l'indication des époques où elles doivent être remontées, ou du nombre des degrés ou quartiers qui les composent. *R. d. p. d. p. 435.* Différence de la preuve testimoniale & de la preuve littérale. *diff. prél. p. 25.* Les preuves des Chevaliers de S. Michel doivent être de deux races. *stat. de cet Ordre du 12 janvier 1665. ab. ch. p. 142.* Les preuves de noblesse des Commandeurs & Chevaliers de l'Ordre du Saint-Esprit doivent être de trois races paternelles. *stat. de cet Ordre du mois de décembre 1578. id. p. 58.* Comment doivent être faites. En quel temps seront remises au Chancelier des Ordres, leur examen & rapport. Celles des étrangers. *Même stat. id. p. 58, 59, 60 & 61.* Les preuves des Chevaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel & de Saint-Lazare doivent être de huit degrés ou générations paternelles, sans annoblissement connu, & en ce non compris le présent. *régl. de Louis XV, souverain Chef, du 20 mars 1773, renouvelé par Monsieur le 31 décembre 1778. id. p. 398 & 399.* Espèce de la preuve requise pour l'admission dans l'Ordre de Malte. *R. d. p. d. p. 436.* Dans la confrérie noble de Saint-Georges en Franche-Comté, *ibid. p. 435.* Dans la confrérie noble de Saint-Hubert de Bar. *ibid. p. 435.* Pour jouir des honneurs de la Cour. *régl. du Roi du 17 avril 1760. ab. ch. p. 373.* Pour être reçu Page de la Chambre du

Roi. *régl. du 18 septembre 1734. id. p. 361 & 362.* Pour être reçu Page du Roi dans la grande Ecurie. *régl. des mois de mai 1721 & juil. 1727. id. p. 338 & 339.* Quelles étoient les preuves requises pour être reçu Page du Roi dans la petite Ecurie. *régl. du mois de juin 1729. id. p. 355.* Quelles preuves sont tenues de faire les Pages & les Ecuyers des Ecuries de la Reine. *régl. de l'année 1725. id. p. 346 & 347.* Espece de la preuve requise pour le service militaire. *décision du Roi du 22 mai 1781. id. p. 402.* Quelles preuves de noblesse sont tenues de faire les Bleves de l'Ecole royale militaire. *édit du mois de janvier 1751. id. p. 369. & déclar. du 24 août 1760. id. p. 376.* Quelles preuves sont tenues de faire les Eleves de la maison royale de S. Louis à Saint-Cyr. *régl. de l'année 1736. id. p. 363.* Quelle preuve de noblesse est tenue de faire la noblesse Corse. *édit du mois d'avril 1770. id. p. 382.* Les demoiselles Corfées dispensées de faire d'autres preuves, pour entrer à Saint-Cyr, que celles que leurs parens ont faites au Conseil supérieur de l'Ile. *lett. pat. du 13 avril 1777. id. p. 400 & 401.* Quelles preuves sont tenues de faire les Chevaliers d'honneur créés dans chacun des Présidiaux du royaume. *édit du mois de mars 1691. id. p. 197.* Quelles sont celles que doivent faire les Chevaliers d'honneur créés dans chacune des Cours. *édit du mois de juillet 1702. id. p. 258.* Quelle doit être la preuve de noblesse des habitans des Colonies. *lett. pat. du 24 août 1782. id. p. 406 & 407.* Espece de la preuve exigée pour l'entrée aux Etats d'Artois. *régl. de M^M. de la noblesse d'Artois de l'année 1666. id. p. 147.* Combien d'années de noblesse il faut prouver pour avoir séance dans l'ordre de la noblesse en Bretagne. *décl. du 26 juin 1736. id. p. 364.* Comment se

font les preuves en Allemagne, en Angleterre, en Irlande, en Ecosse, en Espagne, en Italie & en France. *disc. prél. p. 26.* Comment se font les preuves de noblesse des familles de Geneve, de Lucques, de Bologne, de l'isle de Corse. *R. d. p. d. p. 419, 420, 421, 422, 423, 428, 429 & 430.* Quelle est la forme des preuves de noblesse des familles du royaume d'Irlande. *id. p. 428.* Quelles sont les preuves de noblesse de Bretagne. *id. p. 425.* Quelles sont celles des familles de Bigorre & de Béarn. *id. p. 424.* Règlement sur les formalités dont les nobles du pays de Provence doivent faire revêtir les expéditions qu'ils représentent en preuves de noblesse. *lett. pat. du 18 octobre 1783. ab. ch. p. 408, 409, 410 & 411.* Quelle est la forme dans laquelle les citoyens de la ville d'Avignon & du Comté Venaissin peuvent établir leurs preuves de noblesse. *lett. pat. du 30 avril 1784. id. p. 412.* Exemple d'un particulier, qui n'ayant pu prouver suffisamment sa noblesse, obtint néanmoins la jouissance de ce privilege moyennant finance. *lett. de Charles V du 24 février 1374. id. p. 24.* Exemple d'un particulier qui, voulant prouver sa noblesse par certaines lettres de certification faites sous le scel aux causes de la ville d'Abbeville, obtint la jouissance de ce privilege moyennant finance. *lett. de Charles V du 21 mai 1375. id. p. 24.* Exemple d'un particulier qui, produisant, pour prouver sa noblesse, plusieurs lettres scellées des sceaux de plusieurs Chevaliers de son lignage, & demandant à faire une enquête, obtint la jouissance de ce privilege moyennant finance. *lett. de Charles V du 4 août 1377. id. p. 25.* Exemple d'un particulier qui, proposant de prouver sa noblesse par témoins, obtint la jouissance de ce privilege moyennant finance. *lett. de Charles V.*

572 T A B L E R A I S O N N É E
 du 10 mars 1376. *id.* p. 25. Les certificats, &
 même ceux des Gentilshommes ne sont point
 regardés comme prouvant suffisamment la no-
 blesse. *lett. de Charles V du 4 août 1377. id.*
p. 25. Déposition de témoins n'est point admise
 en preuve de noblesse. *lett. de Charles V du 10*
mars 1376. id. p. 25. Ceux qui se disent nobles
 sans justifier de leur qualité, sont imposés au
 rôles des tailles. *décl. du 9 octobre 1546. id. p.*
41. Les copies collationnées ne sont point admi-
 ses en preuves de noblesse, & les actes doivent
 être représentés en originaux. *régl. pour le ré-*
glement des tailles du 23 août 1598. id. p. 81.
 La preuve prescrite pour être maintenue dans la
 noblesse doit être remontée à l'année 1606, c'est-
 à-dire à un demi siècle. *décl. du 30 décembre*
1656. id. p. 122. Les actes qui servent à la for-
 mer doivent être originaux. *même décl. p. 121.*
 Les Gentilshommes assignés pour prouver leur
 noblesse, tenus de représenter leurs titres en
 originaux. *décl. du 8 février 1661. id. p. 136.*
 La possession centenaire, terme de preuve né-
 cessaire pour être maintenue dans la qualité de
 Noble. *décl. du 22 juin 1664. id. p. 139 & 140.*
 Les particuliers assignés pour prouver leur no-
 blesse, tenus de justifier la possession de leur
 qualité depuis l'année 1550, par titres repré-
 sentés en grosses originales ou en minutes. *Même*
décl. & même page. Les originaux des titres doi-
 vent être représentés en preuve de noblesse.
décl. du 26 février 1665. id. p. 144. Les Gentils-
 hommes & les Usurpateurs tenus, pendant la
 recherche, de représenter dans leurs produc-
 tions même les Arrêts rendus, tant au Conseil,
 Requêtes de l'Hôtel, Cours des Aides, qu'an-
 tres Jurisdictions, & les pièces sur lesquelles ils
 ont été rendus, pour y être de nouveau vérifiés.
arr. du Conf. du 22 mars 1666. id. p. 148. Ceux

qui soutiendront être Nobles , tenus de justifier
comme eux , leurs peres & aïeux ont pris la
qualité d'Ecuyer , depuis 1560. Possession de
fiefs , emplois & services requise dans ces preu-
ves. Traces de roture antérieure à l'année 1560 ,
la rendent nulle. *arr. du Conf. du 19 mars*
1667. id. p. 165 & 166. Ceux qui ont produit
des grosses de contrats , précédant l'année 1560 ,
jusques & compris l'année 1570 , tenus d'en ap-
porter les minutes. *arr. du Conseil du 3 octobre*
1667. id. 173. La preuve nécessaire pour être
maintenu lors de la recherche des faux Nobles
de 1696 , devoit être remontée à l'année 1560.
arr. du Conf. du 26 février 1697. id. p. 226.
Ceux qui n'ont point été maintenus , tenus de
faire preuve depuis 1560. *arr. du Conf. du 11*
juin 1697. id. p. 231. Quelle doit être la preuve
de noblesse en Franche-Comté , pour être main-
tenu dans la recherche des faux Nobles. *décl.*
du 1 mars 1699. id. p. 241. La preuve de pos-
session centenaire déclarée suffisante pour être
maintenue. *décl. du 8 décembre 1699. id. p. 249.*
La preuve de noblesse limitée à 100 ans. *décl.*
du 16 janvier 1714. id. p. 311. Cette possession
centenaire doit avoir été paisible , & antérieure
à toute assignation. *décl. du 7 octobre 1717. ab.*
ch. p. 331. Tous ceux qui , pour production de
faux titres , se trouveront impliqués dans la re-
cherche des faussaires , qui a été poursuivie &
jugée à la Chambre de l'Arsenal , sont tenus de
rapporter des titres depuis 1560 , nonobstant la
Déclaration de 1714. *arr. du Conf. du 12 fé-*
vrier 1715. id. p. 313 & 314. Preuve de noblesse
militaire établie d'abord par des certificats de
services. *édit du mois de novembre 1750. id.*
p. 366. Ensuite par des Lettres du grand sceau.
décl. du 22 janvier 1752. id. p. 371. Comment
la filiation & la noblesse se justifient dans les

preuves ; conformément aux usages des différentes provinces du royaume. *disc. prél. p. 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36 & 37.* Comment les preuves de noblesse peuvent être contestées. *Id. p. 42, 43 & 44.*

Preuves de noblesse en matière contentieuse. Ce que c'est. *disc. prél. p. 34.*

Preuves de noblesse. Difficulté attachée à la profession des Commissaires du Roi, chargés de la vérification de ces preuves. *disc. prél. p. 44 & 45.* Quel seroit le moyen de dispenser désormais les véritables Gentilshommes d'en faire. *disc. prél. p. 51.*

Preuves de noblesse. Voyez *Noblesse, Titres & Qualifications.*

PREVOT & Maître des Cérémonies de l'Ordre du Saint-Esprit. (Création de la charge de) Fera preuve de noblesse. Ses fonctions, ses gages. *stat. de cet Ordre du mois de décembre 1578. ab. ch. p. 63.*

Prévôts-généraux des Maréchauffées. Voyez *Maréchauffées.*

PRINCES. Seront Chevaliers de l'Ordre du Saint-Esprit à 25 ans. *stat. de cet Ordre du mois de décembre 1578. ab. ch. p. 58.*

PRINCESSES DU SANG. (Les Dames & Demoiselles de la suite des) ont seules le droit de porter des draps d'or & d'argent en habillemens. *décl. du 12 juillet 1549. ab. ch. p. 42.*

PRISONNIERS pour dettes, (Privilege de ne pouvoir être constitués) attribué aux Gentilshommes. Pour quel temps & à quelle condition. *décl. du 29 avril 1639. ab. ch. p. 112 & 113.*

PRIVILEGES, (Suspension des) & exemption de taille. collecte, & autres charges publiques. *décl. du 11 juin 1709. ab. ch. p. 299.*

PROCÉDURES faites devant différens Juges par les annoblis qui demandent diminution des

taxes évoquées au Conseil. Les Parties renvoyées devant les Directeurs des Finances. *arr. du Conf. du 12 juillet 1653. ab. ch. p. 120.*

PROCÈS-VERBAUX des preuves des Chevaliers de l'Ordre du Saint-Esprit seront gardés par le Greffier de l'Ordre. *stat. de cet Ordre du mois de Décembre 1578. ab. ch. p. 62.*

PROCUREUR DU Roi (un) nommé en la Commission , de la recherche des Usurpateurs de noblesse. *lett. pat. du 20 septembre 1666. ab. ch. p. 156.*

Procureur en la Chambre des Comptes déclaré n'avoir pas dérogé. *décl. du 6 septembre 1500. ab. ch. p. 37.*

PROFESSION de foi du Chevalier , nommé à l'Ordre du Saint-Esprit , sera faite entre les mains du grand Aumônier , ou de l'un des Prélats. *stat. de cet Ordre du mois de décembre 1578. ab. ch. p. 58.*

PROVENCE. Quelle est la preuve de noblesse requise pour être admis dans l'Ordre de la noblesse aux Etats de Provence. *R. d. p. d. p. 441.*

Provence. La recherche des faux Nobles ordonnée dans ce pays. Commissaires nommés pour y procéder , avec pouvoir de juger souverainement. *arr. du Conf. du 16 août 1666. ab. ch. p. 154 & 155.* Règlement pour cette recherche. *arr. du Conf. du 4 juin 1668. id. p. 178.* Les Seigneurs du pays de Provence sont déclarés non contribuables aux impositions , pour raison des biens roturiers. *arr. du Conf. du 15 juin 1668. id. p. 179.* Les Nobles du pays sont maintenus dans la faculté de compenser les biens roturiers par eux acquis depuis un certain temps avec les biens nobles qu'ils avoient aliénés. Biens qui auroient demeuré cinq ans sous le cadastre , seuls perpétuellement compensables. *même arr.*

id. p. 180 & 181. Nulle distinction ne doit régner entre les familles nobles de Provence, sous prétexte de descendance ou alliance avec des Juifs, Sarrazins & autres Infideles. *édit du mois d'avril 1778.* *id.* p. 401. Règlement sur les formalités dont les Nobles du pays de Provence doivent faire revêtir les expéditions qu'ils représentent en preuve de noblesse. *lett. pat. du 18 octobre 1783.* *id.* p. 408, 409, 410 & 411.
PUCELLE d'Orléans. (la) Voy. Orléans.

Q

QUALIFICATIONS; qualités, titres de Noble, de Noble-Homme; de Damoiseau, de Valet ou Varlet, de Messire, d'Ecuyer, de Chevalier, de Comte, de Vicomte, de Marquis, de Baron, de Juge Royal, d'Avocat & de Médecin.

Qualifications nobles. Les qualités de Chevalier, d'Ecuyer, de Damoiseau, de Valet ou Varlet, distinctives de la Noblesse d'avec la Roture. *disc. prél. p. 19.* Caractères des qualifications nobles dans l'usage des Provinces. *disc. prél. p. 32.* Sa possession doit être au moins centenaire pour constater la Noblesse. *id.* p. 32. Ce qui en détruit le bénéfice. *id.* p. 32. Combien l'abus de l'usurpation des qualifications est préjudiciable à la Noblesse, à la classe des contribuables & aux mœurs. *id.* p. 46, 47, 48, 49, 50 & 52. Recherches ordonnées à différentes époques pour le réprimer. *id.* p. 50 & 51. Ce qui a manqué à leur entière utilité. *id.* p. 51. Combien il est instant que le Gouvernement fasse cesser l'impunité qui favorise les progrès des usurpations. *id.* p. 48. Quelles sont les qualifications caractéristiques de Noblesse dans la République de Lucques. *r. d. p. d. p. 421.* Pour
les

les familles nobles de Bologne. *ibid.* p. 421. Et dans la Province de Bretagne. *ibid.* p. 426. L'usurpation de la qualité de Noblesse défendue. Sous quelle peine. *ord. de Henri II, du 26 mars 1555, ab. ch. p. 44.* Les Usurpateurs des qualités de Noble, Noble-Homme, Ecuyer, Messire, Chevalier & autres, recherchés & condamnés à l'amende. *ord. de Charles IX, de l'année 1560, id. p. 45 & 46. Placard du 17 février 1576, id. p. 54 & 55. édit du mois de juillet 1576, id. p. 56.* Les qualités & habillemens des Nobles interdits à tous Roturiers. *éd. du mois de juillet 1576, ab. ch. p. 56.* La qualité d'Ecuyer défendue à ceux qui ne sont pas Gentilshommes. Sous quelle peine. *éd. d'Henri III, du mois de mai 1579, id. p. 64 & 65.* Les titre, qualité ou armes des Nobles, interdits, à qui. *éd. d'Henri III, du mois de mai 1579, id. p. 64.* La qualité d'Ecuyer défendue aux Roturiers. Sous quelle peine. *arr. de la Chambre de l'Edit, du 8 août 1582, id. p. 68.* Nul ne peut prendre la qualité d'Ecuyer & porter des armoiries timbrées, s'il n'est Noble de race. *édit du mois de mars 1583, id. p. 69.* Nuls Sujets dans le Duché de Bourgogne & les Pays-Bas ne peuvent prendre la qualité d'Ecuyer ou de Noble, s'ils ne sont Nobles ou annoblis. *éd. & ord. de Philippe, Roi d'Arragon, Duc de Bourgogne, du 23 sept. 1595, id. p. 79.* Ni s'arroger les titres & qualités de Baron ou autres, s'ils ne possèdent des Terres, Fiefs & Seigneuries décorés de ces mêmes titres. *mêmes éd. & ord. id. p. 79 & 80.* Ni prendre la qualité de Chevalier, s'ils n'ont été faits & créés tels. *mêmes éd. & ord. id. p. 80.* Le titre d'Ecuyer interdit à ceux qui ne sont pas issus d'un aïeul & d'un pere qui aient fait profession des armes. *éd. du mois de mars 1600, id. p. 83.* Attribution de la qualité d'Ecuyer aux Porte-manteaux & Huif-

fiers de la Chambre & du Cabinet du Roi. *lett. pat. du 10 mars 1615, id. p. 91. & du mois de juillet 1653, id. p. 119.* Nul ne peut prendre le titre de Noblesse ni la qualité d'Ecuyer, ni porter armoiries timbrées, s'il n'est de Maison & extraction noble. *éd. du mois de janvier 1634, id. p. 97.* Les Gardes-du-Corps du Roi, de celui de la Reine, ainsi que les Gardes de la Porte du Château, sont confirmés dans la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conseil du 30 mai 1656, id. p. 120 & 121.* Les Gendarmes & les Cheval-Légers maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *arrêt du Conseil du 16 avril 1657, id. p. 124 & 125.* Tous ceux qui se trouvent sans être Nobles & sans titres valables avoir usurpé la qualité de Chevalier ou d'Ecuyer avec armes timbrées, ou le titre de Noblesse, ou exemption de Taille, imposés à la Taille & condamnés à l'amende. *déclar. du 8 février 1661, id. p. 135.* La qualité d'Ecuyer défendue à ceux qui ne sont pas Gentilshommes. Ceux qui l'auront prise induement, condamnés à une amende. *décl. du 30 août 1661, id. p. 134 & 135.* La qualité de Noble & de Chevalier interdite à qui. *décl. du 26 févr. 1665, id. p. 143 & 144.* La qualité de Juge Royal, d'Avocat ou de Médecin n'est point réputée faire tige de Noblesse, si elle n'est établie par une possession de la qualité d'Ecuyer ou de Noble; mais elle n'est point cependant exclusive de Noblesse. *arr. du Conseil du 4 juin 1668, id. p. 176.* La qualité de Noble-Homme prise dans des Contrats avant & depuis 1560, ne peut établir une possession de Noblesse. *même arr. & même page.* La qualification de Noble a le même effet que celle d'Ecuyer. *même arr. & même page.* La qualification de Noble, prise dans des Actes dans lesquels les assignés ou leurs auteurs n'auront assisté que comme témoins, n'établit ni la No-

blesse , ni l'usurpation. *même arr. id. p. 177.* Les Prévôts-Généraux , Prévôts Provinciaux & Particuliers , Vice-Baillifs , Vice-Sénéchaux , Lieutenans-Criminels de Robe-courte & leurs Lieutenans & Assesseurs , & autres Officiers des Maréchaussées & Vice-Sénéchaussées du Royaume , sont confirmés dans la qualité d'Ecuyer , tant qu'ils seront revêtus de leurs charges seulement. *décl. du 6 mai 1692 , id. p. 199. & 200.* L'usurpation des qualifications de Noble-Homme , d'Ecuyer , de Messire & de Chevalier est défendue. *décl. du 4 septembre 1696 , id. p. 217.* Les Valets-de-Chambre du Roi ont la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conseil du 13 novembre 1696 , id. p. 221.* Les Valets de Garderobe du Roi sont maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conseil du 18 février 1697 , id. p. 225.* Les qualifications nobles , prises dans des Arrêts de Cours supérieures , dans des Sentences , &c. , ne sont point regardés comme titres de Noblesse. *arr. du Conseil du 26 février 1697 , id. p. 227.* Les Prévôts-Généraux & Provinciaux des Maréchaussées peuvent prendre la qualité d'Ecuyer. *même arr. & même page.* Les Valets de Garderobe du Roi sont déchargés des taxes & maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *décl. du 26 mars 1697 , id. p. 228 , 229 & 230.* Les Porte-manteaux & les Valets-de-Chambre de MONSIEUR sont déchargés de la recherche pour raison de la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conseil du 9 juillet 1697 , id. p. 232 & 233.* Les Trésoriers des Gardes-du-Corps sont maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *arrêt du Conseil du 6 août 1697 , id. p. 237.* Le Gentilhomme Ordinaire & le Trésorier-Général des Venneries sont maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conseil du 26 novembre 1697 , id. p. 237.* Les Usurpateurs des qualités de Noble , de Noble-Homme, Ecuyer , Messire , Chevalier,

Illustre, Eminent, Haut & Puissant & Généreux Seigneur, Marquis, Comte, Vicomte & Baron, dans la Province de Franche-Comté, sont recherchés. *décl. du 3 mars 1699, id. p. 241.* La qualité d'Ecuyer attribuée aux Porte-manteaux, Huissiers de la Chambre & du Cabinet, Valets-de-Chambre & de Garderobe & Huissiers de l'Antichambre du Roi, &c. déclarée non-transmissible à leurs descendans. *arr. du Conseil du 24 mars 1699, id. p. 241.* La qualité d'Ecuyer attribuée aux Huissiers de l'Antichambre du Roi, tant qu'ils seront revêtus de leurs Offices, & iceux assimilés aux Valets-de-Chambre de S. M. *arr. du Conseil du 5 mai 1699, id. p. 242.* La qualité d'Ecuyer attribuée aux 6 Garçons de la Chambre du Roi. *arr. du Conseil du 18 mai 1699, id. p. 243.* La qualité d'Ecuyer attribuée aux seuls Prévôts-Généraux & Provinciaux des Maréchaussées & aux anciens Lieutenans servant près leurs personnes. *arr. du Conseil du 10 novembre 1699, id. p. 244.* La qualité de Chevalier défendue à ceux qui n'ont point été faits Chevaliers. La qualité de Marquis, Comte, Baron de Terres titrées, possédées par des Roturiers, défendue, même aux Nobles qui n'ont point de Terres décorées de pareils titres; sous quelle peine. *décl. du 8 décembre 1699, id. p. 247, 248 & 249.* Un Valet-de-Chambre de Madame la Dauphine est maintenu dans la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conseil du 12 juillet 1700, id. p. 251 & 252.* Ceux qui ont usurpé la qualité de Noble-Homme, Ecuyer, Messire, Chevalier, lesquels n'ont point encore été condamnés comme Usurpateurs, sont déchargés des peines par eux encourues; à quelle charge. *décl. du 30 mai 1702, id. p. 256.* Ceux qui, depuis leur renonciation, auront pris les qualités d'Ecuyer, Chevalier ou autres, sont condamnés à

l'amende. *décl. du 30 janvier 1703, id. p. 261.*
 Assignation pour en justifier la possession. *arrêt du Conseil en forme de règlement, du 15 mai 1703, id. p. 263.* La qualité de Noble est une qualification de Noblesse dans les Provinces de Flandres, Hainaut, Artois, Franche-Comté, Lyonnais, Dauphiné, Provence, Languedoc & Roussillon & dans l'étendue des Parlemens de Toulouse, Bordeaux & Pau; celle de Chevalier dans tout le Royaume, & celle de Noble-Homme dans la Normandie seulement. *arr. du Conseil du 15 mai 1703, id. p. 264.* Les Officiers qui, par leurs charges, ont droit de prendre la qualité de Noble & d'Ecuyer; à quoi tenus. *même arr. id. p. 266.* Le seul Lieutenant de la Prévôté générale des Monnoies & Maréchaussées de France est maintenu dans la qualité d'Ecuyer. *ord. des Commissaires du Roi, du 24 avril 1704, id. p. 269.* La qualité d'Ecuyer est attribuée aux Capitaines généraux, leurs Lieutenans & autres Officiers créés. *éd. du mois de février 1706, id. p. 279.* Le Prévôt des Marchands de Paris est confirmé dans la qualité de Chevalier. *éd. des mois de novembre 1706 & 1707, id. p. 292, 293 & 298.* La qualification de Noble est interdite à toutes personnes, tant de la ville que des autres villes & lieux du Comtat d'Avignon, si elles ne sont véritablement Nobles. *ord. du Vice-Légat d'Avignon, du 4 février 1729, id. p. 355.* La qualité d'Ecuyer interdite en Lorraine à ceux qui ne prouveroient point leur Noblesse. *ord. de François, Duc de Lorraine, du 18 mai 1731, id. p. 360.*

QUARTIERS. Usage des quartiers pour prouver la Noblesse en Allemagne. *Disc. prél. page 25.* Tableau des 16 quartiers de Mgr. le Dauphin. *r. d. p. d. p. 441.*

R

RECHERCHE des faux Nobles. Origine de ces recherches. *disc. prél. p. 24.* Quelle est la plus fameuse. *id. p. 51.* Ce qui a manqué à son entière exécution. *id. p. 52.* La recherche des Usurpateurs de noblesse ordonnée au pays d'Artois par le Lieutenant-Gouverneur Capitaine-Général. *Placard du 17 février 1576. ab. ch. p. 54, 55 & 56.* La recherche de ceux qui, depuis 40 ans, ont usurpé le titre de noblesse en Dauphiné, ordonnée. *Régl. du 24 octobre 1639. id. p. 104.* La recherche des Usurpateurs ordonnée. Son exécution confiée à des Commissaires tirés de la Cour des Aides de Paris. *décl. du 30 décembre 1656. id. p. 122.* Ceux qui prétendent jouir du titre de noblesse, sont tenus de prouver une possession de 50 ans, (depuis 1606) & de représenter leurs titres en originaux. *Même décl. id. p. 123.* La recherche des faux Nobles est continuée dans l'étendue du ressort de la Cour des Aides. *arr. du Conf. du 14 mars 1658. id. p. 131.* Règlement pour la recherche, & condamnation des Usurpateurs de noblesse. *décl. du 8 février 1661. id. p. 134.* La recherche générale des usurpateurs de noblesse est ordonnée. *décl. du 2 juin 1664. id. p. 139.* Règlement des procédures & formalités qui seront faites pour l'exécution de ladite recherche ordonnée par la Déclaration du 8 février 1661. Les Usurpateurs du titre de noblesse condamnés à l'amende. *décl. du 26 février 1665. id. p. 143.* Règlement pour l'exécution des Déclarations des 8 février 1661 & 22 juin 1664, concernant la recherche des Usurpateurs de noblesse. *décl. du 27 février 1665. id. p. 145.* Recherche de la noblesse faite en Normandie par des Commissaires qui doivent dresser

des procès-verbaux des titres. *décl. du 10 mars 1665. id. p. 145.* La surseance de la recherche des faux Nobles portée par l'Arrêt du 1er juin 1663 est levée. *arr. du Conf. du 22 mars 1666. id. p. 148 & suiv.* Sera procédé à la continuation d'icelle par les sieurs Commissaires départis dans les provinces pour son exécution. *id. p. 148.* Ceux qui seront déclarés usurpateurs du titre de noblesse par les sieurs Commissaires départis dans les provinces pour l'exécution de la recherche, ne pourront appeller de leur Jugement qu'au Conseil. La faculté d'appeller limitée à six mois. *même arr. id. p. 150.* La connoissance des oppositions qui pourront intervenir est interdite à toutes les Cours des Aides, & autres Juges, à peine de nullité, S. M. se la réservant. *même arr. id. p. 153.* Commissaires généraux nommés pour juger définitivement ceux qui se laisseront contumacer, & les Usurpateurs qui se départiront. *Commission du 14 mai 1666. id. p. 154.* Défenses aux Préposés à la recherche des faux Nobles de faire aucunes poursuites contre les Officiers des Troupes de S. M. *arr. du Conf. du 10 mai 1667. id. p. 168.* Recherche des Usurpateurs de noblesse ordonnée dans la province de Bretagne. *arr. du Conf. du 20 janvier 1668. id. p. 174.* Les personnes pourvues de dignités sont exemptes de la représentation de leurs titres dans la recherche des faux Nobles. *arr. du Conf. du 13 février 1669. id. pl 181.* Les habitans du royaume de Navarre & de la province de Béarn sont exempts de la recherche générale des Usurpateurs de noblesse ordonnée en 1666. *arr. du Conf. du 11 novembre 1669. id. p. 187.* Evocation au Conseil de toutes les instances concernant cette recherche. *arr. du Conf. du 18 décembre 1670. id. p. 188.* La Commission créée pour cette même recherche est établie. *arr. du*

Conf. du 6 janvier 1674. id. p. 190. Les jugemens de confirmation & de condamnation rendus pendant la recherche de la noblesse, tant par les Commissaires généraux, que par ceux départis dans ladite province pour son exécution, sont remis au Généalogiste des Ordres, chargé de dresser le Catalogue général de la noblesse du Royaume. *arr. du Conf. des 10 avril & 12 juin 1683. id. p. 193.* La recherche exacte de ceux qui ont contrinué d'usurper le titre de noblesse, est de nouveau ordonnée. Qui sont ceux qui en sont exceptés. *décl. du 4 septembre 1696. id. p. 215, 216 & 217.* Ceux qui ont été maintenus dans la précédente recherche des faux Nobles (en 1666) sont dispensés de représenter de nouveau leurs titres. *arr. du Conf. du 26 août 1658. id. p. 238.* Les assignés pour la recherche de la Noblesse sont tenus de représenter les pieces justificatives de noblesse ancienne, sur lesquelles ils auroient obtenu des Lettres de réhabilitation. *même arr. id. p. 238.* Recherche exacte des faux Nobles ordonnée dans la Franche-Comté. Quelle doit être la preuve. *décl. du 3 mars 1699. id. p. 241.* Pareille recherche ordonnée dans les provinces de Flandres, Hainaut & Artois, conformément aux anciennes Ordonnances de ces Provinces. *décl. du 8 décembre 1699. id. p. 245.* Les appellans des Jugemens des Commissaires départis pour l'exécution de la recherche des faux Nobles devant les Commissaires généraux, tenus de faire juger l'appel dans l'année, sinon imposés à la taille. *arr. du Conf. des 28 décembre 1700 & 15 février 1701. id. p. 252 & 253.* La recherche des faux Nobles n'a point eu lieu dans la province d'Artois. *arr. du Conf. du 16 janvier 1703. id. p. 260.* La recherche de la noblesse est continuée, excepté contre les Offi-

siers de terre & de mer. *arr. du Conf. du 15 mars 1703. id. p. 262.* L'appel des Ordonnances ou Jugemens définitifs, rendus par les Commissaires départis pour l'exécution de la recherche des faux Nobles ne sera reçu par les Commissaires généraux, s'il n'a été interjeté dans le mois du jour de la signification de l'Ordonnance. *arr. du Conseil du 15 mai 1703. id. p. 265.* Le préposé à la recherche de la noblesse en est déchargé, & elle est continuée aux frais du Roi. *arr. du Conf. des 9 juin & 21 juillet 1705. id. p. 283.* Continuation de la recherche qui doit finir dans le courant de l'année 1715. *décl. du 16 janvier 1714. id. p. 311.* La recherche de la noblesse continuée devant les Commissaires départis pour son exécution, & les Commissaires généraux, *arr. du Conf. 14 décembre 1715, id. p. 323.* Elle est continuée pendant l'année 1717, seulement pour raison des procès qui ont été intentés à ce sujet. *arr. du Conf. du 1er mai 1717. id. p. 328.* Elle est prorogée jusqu'au 1er juillet 1718 que la Commission est supprimée. *arr. du Conf. du 18 décembre 1717. id. p. 332.* Suppression de la Commission de la recherche. *arr. du Conf. du 26 juin 1718. id. p. 333.* La connoissance de l'appellation interjetée des ordonnances de condamnation sur le fait de noblesse, rendues par les Commissaires départis dans les provinces pour l'exécution de la recherche des faux Nobles interdite aux Cours. *arr. du Conf. du 26 juin 1718. id. p. 333 & 334.* La recherche de la Noblesse est prorogée jusqu'au 1er avril 1721. *arr. du Conf. du 28 juin 1710. id. p. 337.* Prorogation jusqu'au 1er avril 1721 du tems prescrit par l'arrêt du 28 juin 1720, pour le jugement des affaires de noblesse qui étoient en instance devant les Commissaires généraux, *arr. du Conf. du 25 novembre 1720. id. p. 338.* Les appellations de juge-

mens rendus pour raison de la noblesse ne seront plus admises après le 1^{er} avril 1721. *même arrêt, même page.* Les jugemens de confirmation & de condamnation rendus pendant la recherche de la noblesse, tant par les Commissaires généraux que par ceux départis dans les provinces pour son exécution, doivent être remis au Généalogiste des Ordres, chargé de dresser le catalogue général de la noblesse du royaume. *arr. du Conf. du 11 mai 1728. id. p. 354.* La recherche des Usurpateurs de noblesse est déclarée finie. Toutes instances indécises sont renvoyées aux Cours des Aides, & réservées au Conseil de S. M. *décl. du 8 octobre 1726. id. p. 357 & 358.* Recherche des Usurpateurs de noblesse ordonnée par la Cour des Aides de Clermont-Ferrand dans son ressort. *arr. de cette Cour du 28 mai 1762. id. p. 377.* La recherche de la noblesse n'a point eu lieu dans les provinces de Bigorre & de Béarn. *R. d. p. d. p. 425.*

RECONNOISSANCE de noblesse (les lettres de) sont assujetties au droit de marc d'or. *Edit du mois de décembre 1770. ab. ch. p. 382 & 383.* Formes des preuves des Gentilshommes d'Italie & d'Irlande pour obtenir des lettres de reconnaissance de leur noblesse en France. *r. d. p. d. p. 419, 420, 421, 422, 423, 424, 429, 430 & 431.*

RÉFORMATION des tailles ordonnée. Commissaires nommés pour y présider. Leurs instructions à ce sujet. *Edit du mois de mars ab. ch. p. 69, 70 & 71.*

RÉGLEMENT pour le jugement des contestations qui concernent la noblesse. *Décl. du 8 moi 1583. ab. ch. p. 75.* Autre pour l'exécution des Déclarations du 8 février 1661 & 22 juin 1664. concernant la recherche des usurpateurs de noblesse. *Déclarat. du 27 février 1665. id. p. 145.*

REMIREMONT. Chapitre noble de) Voy. *Preuves de Noblesse.*

REMONTRANCES (Cahier des) faites au Roi Louis XIII par la Noblesse, 1614. *ab. ch. p. 88.*

RÉHABILITATION. (Lettres de) Les Gentilshommes qui auront suffisamment prouvé leur noblesse, & qui néanmoins se trouveront avoir dérogé, seront condamnés à l'amende, & tenus d'obtenir des lettres de réhabilitation. Les enfans & descendans d'un Noble, non tenus de rapporter aucunes lettres de réhabilitation, si leur pere ou leur auteur n'ont dérogé. *Arrêt du Conseil du 4 juin 1668. id. p. 178.* Les réhabilités ou ceux qui ont été confirmés dans leur noblesse, tenus de rapporter leurs titres justificatifs de noblesse depuis l'année 1560, quand même ils auroient payé la taxe ordonnée par la Déclaration du mois de janvier 1656, pour y être confirmés. *Arrêt du Conseil du 15 mai 1703. id. p. 266.*

RÉHABILITÉS. Voyez *Lettres de Réhabilitation.*

RELIEF de dérogeance. Voyez *Lettres de Réhabilitation.*

RENNES. (College de) Quelle est la preuve de noblesse requise pour y être admis. *R. d. p. d. p. 437.*

Rennes. (Maison de Demoiselles de) Quelle est la preuve de noblesse requise pour y être admis. *R. d. p. d. p. 437.*

REQUÊTES du Palais du Roi. Les Prévôt des Marchands & Echevins, Procureur du Roi, Greffier & Receveur de la Ville de Paris y auront leurs causes commises. *Lett. pat. du mois de septembre 1545. ab. ch. p. 40.* L'Avocat du Roi aux Requêtes du Palais jouit du privilege de la noblesse. *Décl. du 2 janvier 1691. id. p. 196.*

Requêtes de l'Hôtel. (Les instances en inf-

cription de faux sont renvoyées aux) & par elles jugées en dernier ressort. *Commission du 14 mai 1666. ab. ch. p. 154.* Les Secrétaires du Roi établis près des Requêtes de l'Hôtel ont les mêmes privilèges que ceux de la grande Chancellerie. *Décl. du 24 juin 1702. id. p. 257.*

Requêtes. (Maîtres des) Voyez *Maîtres.*

RÉTABLISSEMENT de la Noblesse au premier chef, accordé aux Présidens, Trésoriers de France, Avocats & Procureurs du Roi au Bureau des Finances & Chambre du Domaine de Paris. *Ed. du mois de septembre 1720. ab. ch. p. 337.* Rétablissement de soixante Offices de Secrétaires du Roi, du nombre desquels cent supprimés par l'Edit du mois de Juillet 1724, pour avec les deux cens quarante réservés par ledit Edit, faire le nombre de trois cens, qui jouiront de tous les privilèges attachés à la noblesse. Comment le temps de leur service, pour obtenir des lettres d'honneur sera compté. Confirmation de leurs privilèges. *Edit du mois d'octobre 1727. id. p. 349, 350 & 351.* Rétablissement de la Noblesse au premier degré accordé aux Conseillers-Gardes-des-Sceaux, Conseillers-Secrétaires, Maison, Couronne de France - Audienciers, Conseillers - Secrétaires, Maison, Couronne de France-Contrôleurs, Conseillers-Secrétaires, Maison-Couronne de France, créés par Edit de juin 1713, dans les Chancelleries près des Cours, Conseils supérieurs & provinciaux du Royaume, ensemble aux Payeurs des gages des offices desdites Chancelleries. A quelle charge. *Edit du mois de décembre 1727. id. p. 351.*

RÉVISION (Les assignés pendant la recherche des faux nobles, afin de) tenus de rapporter les titres sur lesquels les jugemens auront été rendus. *Arr. du Conf. du 15 mai 1703. id. p. 265.*

RÉVOCATION. Délibération du Conseil,

qui porte que les annoblissemens faits moyennant finance depuis le décès du Roi Henri II, doivent être révoqués. *du mois de novembre 1583. ab. ch. p. 76.* Revocation du privilege de la noblesse transmissible par les femmes issues des freres de la Pucelle d'Orléans. *Edit d'Henri IV, de l'année 1598. id. p. 81.* De tous les annoblissemens accordés depuis vingt ans (c'est-à-dire depuis 1578.) *Edit de l'année 1598. id. p. 82.* De la noblesse des Maire & Echevins de la ville de la Rochelle. *Lett. de Louis XIII, de l'année 1628. id. p. 96.* Des privileges de noblesse des Maires, Consuls, Echevins & Conseillers des villes qui en jouissent en vertu d'ancienne concession. *Ed. du mois de janvier 1634. id. p. 98.* De tous les annoblissemens accordés depuis 1610. *Edit du mois de novembre 1640. id. p. 106.* Quels sont ceux qui en sont exceptés. *ibid.* De tous les annoblissemens accordés depuis 1613. *Décl. du 18 juin 1643. id. p. 107.* De ceux accordés depuis 1614, dans la province de Normandie, & depuis 1611 dans le reste du Royaume. *Edit du mois d'août 1664. id. p. 141.* des lettres de noblesse accordées depuis le 1 janvier 1611 & depuis le 1 janvier 1634. *Décl. du mois de septembre 1664. id. p. 341.* des privileges des Mairies & Echevinages du Royaume. *Arr. du Conseil, du 6 décembre 1666. id. p. 159.* de la noblesse accordée aux Maires & Echevins du Royaume. *Edit du mois de mars 1667. id. p. 164.* des offices de Commissaires & Contrôleurs des Guerres, même *Edit & même page.* de la noblesse au premier degré, accordée aux Officiers du Grand-Conseil. *Edits des mois de mars & d'août 1669, id. p. 182 & 184.* de la noblesse au premier degré, accordée aux Officiers du Parlement & de la Cour des Aides de Paris, & lesdits Officiers remis à la noblesse graduelle.

Edit du mois de juillet 1669. id. p. 183. des lettres de réhabilitation de noblesse non registrées aux Cours des Aides depuis 1600. *Edit du mois de décembre 1692. id. p. 203.* des privilèges accordés par l'établissement des offices de judicature, police & finance créés depuis le premier janvier 1689. *Edit du mois d'août 1705. id. p. 284.* des privilèges & exemptions acquis depuis 1689. *Edit du mois de septembre 1706. id. p. 290.* du privilège de noblesse accordé aux Officiers des Chancelleries. Moyen d'exception. *Edit du mois de juin 1715. id. p. 319.* de tous les annoblissemens accordés depuis le 1^{er} janv. 1689, par lettres, moyennant finance ou autrement. *Edit du mois d'août 1715. id. p. 320.* de la noblesse au premier degré accordée aux Officiers des Cours & Compagnies supérieures, & bureaux des finances du Royaume, qui ont acquis la dispense d'un degré de service créé par Edit d'octobre 1704. Qui sont ceux qui en sont exceptés. De la noblesse au premier degré accordée aux Officiers du Bureau des Finances de la Généralité de Paris, de même qu'aux Echevins, Procureur du Roi, Greffier & Receveur de l'Hôtel-de-Ville de Paris, & en général de celle qui a été pareillement attribuée, d'une manière graduelle ou autrement, à différens Officiers tant militaires que de judicature, police & finance, créés depuis le premier janvier 1689, ou auparavant. *Edit du mois d'août 1715. id. p. 320, 321 & 322.* de la noblesse au premier chef, accordée aux Secrétaires du Roi, & autres Officiers des Chancelleries près des Cours & Conseils supérieurs & provinciaux, & aux Gardes-sceaux des Chancelleries présidiales. *Edit du mois de juillet 1724. id. p. 344.*

R I O M. (Bureau des Finances de) Voyez
Foriers de France.

ROBES, selon les différens états. *Ord. de Philippe IV, de l'année 1294. ab. ch. p. 7 & 8.*

ROCHELLE. (Maire & Echevins de la)
Voyez *Maires & Echevins.*

ROCHELLE. (Bureau des Finances de la)
Voyez *Trésoriers de France.*

ROSLES. Sur les Rôles arrêtés au Conseil des amendes auxquels sont condamnés les usurpateurs du titre de noblesse , le Garde du Trésor Royal doit expédier ses quittances. *Arrêt du Conseil, du 22 avril 1666. ab. ch. p. 154.* Les rôles des sommes imposées sur ceux qui auront continué l'usurpation, sont arrêtés au Conseil. *Arrêt du Conseil, du 30 octobre 1656. id. p. 220.*

ROTURE (La preuve de) dans une famille, quoiqu'antérieure à l'année 1560, suffit pour détruire l'effet de la possession de noblesse remontée à cette époque. *Arr. du Conseil, du 19 mars 1667. ab. ch. p. 166.*

ROTURIERS. Distinction des familles nobles & des familles roturieres. *Disc. prél. p. 10.* Vivoient, durant le gouvernement féodal, dans la servitude. *id. p. 15.* Combattoient à pied. *id. p. 16.* Comment se sont annoblis. *id. p. 20.* Les descendans d'un Roturier, qui a acquis un fief, deviennent Nobles à la tierce foi. *Ordonn. de S. Louis, de l'année 1270. ab. ch. p. 5.* Philippe le Hardi se fait payer une indemnité par les Roturiers qui avoient acquis des fiefs, avec diminution de service. *Ordonn. de ce Prince, de l'année 1275. id. p. 7.* Philippe-le-Bel se fait de même payer une indemnité par les Roturiers pour les fiefs qu'il avoient acquis à service compétent. *Ordonn. de ce Prince, de l'année 1291. id. p. 7.* L'Ordre de Chevalerie ne pouvoit être donné en Provence sans la permission du Souverain. *décl. de Charles II, Roi de Naples & Comte de Provence, du 24 janvier 1294. id. p.*

8 & 9. Le roturier qui achete d'un noble un fief dépendant du Roi , paie une indemnité. Entre les mains de qui. *ord. de la Chambre des Comptes de Paris du 14 février 1375. id. p. 224.* Les roturiers ne peuvent tenir des héritages féodaux. *lett. de François I du 6 septembre 1520. id. p. 39.* Les femmes de roturiers ne peuvent porter les habits des Demoiselles. *édit du mois de juillet 1576. id. p. 56.* Les roturiers & non-Nobles achetant Fiefs nobles , ne sont pour ce annoblis, de quelque revenu que soient les Fiefs par eux acquis. *édit d'Henri III du mois de mai 1579. id. p. 64.*

ROUEN. (Parlement de) Voy. *Parlement.*

Rouen. (Cours des Aides de) Voy. *Cours des Aides.*

Rouen. (Bureau des Finances de) Voy. *Trésoriers de France.*

S

SAINT-CYR. (Maison royale de S. Louis à) V. *Maison royale de S. Louis à Saint-Cyr.* Quelles preuves de noblesse sont tenues de faire les Demoiselles Corfées pour y être admises. *Lett. pat. du 13 avril 1777. ab. ch. p. 401.*

SAINT-ESPRIT. (Ordre du) Voy. *Ordre du Saint-Esprit.*

SAINT-GEORGES en Franche-Comté. (Confrérie noble de) Voy. *Confrérie noble de Saints-Georges.*

SAINT - HUBERT DE BAR. (Confrérie noble de) Voy. *Confrérie noble de Saint-Hubert de Bar.*

SAINT-JEAN D'ANGELY. (Maire & Echevins de la ville de) Voy. *Maires & Echevins.*

SAINT-JEAN de Jérusalem (Ordre de) ou de Malte. Voy. *Ordre de Malte.*

SAINT-LAZARE de Jérusalem. (Ordre de Notre-Dame du Mont-Carmel & de) Voyez *Ordre de Saint-Lazare de Jérusalem.*

SAINT-MAIXENT. (Administrateurs de la ville de) Voy. *Administrateurs.*

SAINT-MICHEL. (Ordre de) Voy. *Ordre de Saint-Michel.*

SAMNITES. Belle coutume des Samnites. *dis. prél. p. 18.*

SECRÉTAIRE des Ordres du Roi. Voyez *Greffier.*

Secrétaires du Roi. Origine de leur noblesse. *Discours préliminaire page 22.* Les Secrétaires du Roi réduits au nombre de onze. *Ordonn. de Charles V de l'année 1365. abr. chron. p. 18.* Création de l'ancien College des Secrétaires du Roi , Maison , Couronne de France , &c. *édit du mois de nov. 1482. id. p. 34.* Sont confirmés dans leurs privilèges & annoblis en tant que de besoin. Déclarés capables de recevoir tous ordres de chevalerie. *lettres-patentes du Roi Charles VIII, du mois de février 1484. id. p. 35.* Confirmés de nouveau. *lett. pat. du mois de déc. 1518. id. p. 38.* Les Secrétaires du Roi , Maison & Couronne de France seuls ne paient point la taille pour les biens ruraux d'ancienne contribution, situés au pays de Languedoc. *décl. du 26 mars 1543. id. p. 40.* Création d'une charge de Secrétaire du Roi Audiencier en la Chancellerie du Parlement de Rouen, avec concession à ceux qui en seront pourvus des privilèges attribués aux Notaires-Secrétaires du Roi , Maison , Couronne de France. *édit du mois de janvier 1551. id. p. 43.* Les Notaires-Secrétaires du grand Conseil, confirmés dans la noblesse au premier degré à eux accordés , & assimilés aux Notaires-Secrétaires du Parlement. *édit de l'année 1635.*

id. p. 101. Les Secrétaires du Roi sont exceptés de la révocation de tous les annoblissemens accordés depuis 30 ans. *édit du mois de nov. 1640. id. p. 106.* Sont confirmés dans les privilèges qui leur ont été accordés par Charles VIII, par ses Lettres-Patentes du mois de nov. 1484. *décl. du 24 octobre 1643. id. p. 108.* Les Secrétaires du Roi qui se démettront de leurs Offices, ou qui décéderont avant vingt années de service, & qui n'auront pas après lesdites vingt années de service obtenu des lettres de vétérance, demeureront privés eux, leurs veuves & postérité du privilège de la Noblesse. Les lettres d'honneur accordées aux Secrétaires du Roi, qui n'auront pas servi vingt ans, en cette qualité, déclarées nulles. *édit du mois d'août 1669. id. p. 185.* Les Secrétaires du Roi, confirmés dans la noblesse à eux accordée par l'édit du mois de novembre 1482. *édit du mois d'avril 1672. id. p. 189.* Les Secrétaires du Roi servant dans la Chancellerie près le Parlement de Bretagne, sont confirmés dans leurs privilèges, ainsi que les Audienciers & Officiers de la même Chancellerie. *décl. du 5 décembre 1672. id. p. 189* & 190. Les Secrétaires du Roi Audienciers en la Chancellerie du Parlement de Rouen, confirmés dans leurs privilèges. *décl. du 7 janvier 1673. id. p. 190.* Les Secrétaires du Roi en la Chancellerie, près la Chambre des Comptes de Dôle, jouissent du privilège de la noblesse. *arrêt du Conf. du 7 avril 1699. id. p. 241* & 242. Création de Secrétaires du Roi dans les Chancelleries près les Cours. *édit du mois d'octobre 1701. id. p. 253.* Les Offices de Secrétaires du Roi déclarés compatibles avec le Commerce en gros. *édit du mois de décembre 1701. id. p. 254.* Les Secrétaires du Roi, éta-

blis près les Requêtes de l'Hôtel, près des Chambres des Enquêtes, des Requêtes du Palais, & de la Cour des Aides de Paris, jouissent des mêmes privilèges que ceux de la grande Chancellerie. À quelle charge. *décl. du 24 juin 1702. id. p. 257.* Création d'Offices de Secrétaires du Roi, dans les Chancelleries près les Cours. *édit du mois de janvier 1703. id. p. 260.* Fixation du nombre des Secrétaires du Roi dans les Chancelleries près les Cours, & attribution des mêmes privilèges, dont jouissent les Secrétaires de la grande Chancellerie. *édit du mois de février 1703. id. p. 262.* Les Secrétaires du Roi, réputés nobles de quatre races, & capables de recevoir tous ordres de chevalerie. *édit du mois de mars 1704. id. p. 268.* Les Particuliers qui, pour faire cesser les poursuites des préposés à la recherche des faux nobles, se sont fait pourvoir d'Offices de Secrétaires du Roi, sont poursuivis devant les Commissaires généraux. *arrêt du 5 mai 1705. id. p. 282.* Création d'Offices de Secrétaires du Roi dans les Chancelleries près les Cours. *édit du mois d'avril 1707. id. p. 296.* Le nombre des Secrétaires du Roi, près les Parlemens, & les Cours supérieures, fixé avec attribution de tous les privilèges & honneurs, accordés aux Officiers de la grande Chancellerie. *Même édit. id. p. 296 & 297.* Les Secrétaires-Audenciers & Contrôleurs dans les Chancelleries, établis près le Conseil Provincial de Valenciennes & le Présidial d'Ypres, jouissent du privilège de la noblesse. À quelle condition. *décl. du 20 déc. 1712. id. p. 308.* Le nombre des Secrétaires du Roi, fixé à 340, pour servir près de S. M. dans ses Conseils, à la grande Chancellerie, en celle près le Parlement de Paris, & dans les Cours & Compagnies supérieures, avec con-

Confirmation de leurs privilèges. *édit du mois de juin 1715. id. p. 315.* Les Secrétaires du Roi, déclarés nobles de quatre races, & capables de recevoir tous les ordres de Chevalerie. *édit du mois de juin 1715. id. p. 316.* Les Secrétaires de la Cour des Aides de Bordeaux, rétablis avec la qualité de Secrétaires du Parlement. *décl. du mois d'avril 1718. id. p. 333.* Suppression de cent Offices de Conseillers-Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France & de ses Finances. La noblesse au premier Chef accordée aux Secrétaires du Roi, & autres Officiers des Chancelleries, près des Cours & Conseils supérieurs & Provinciaux, & aux Gardes-Scels des Chancelleries Présidiales est révoquée & restreinte à un exercice successif de 60 années. *édit du mois de juillet 1724. id. p. 344.* Les Secrétaires du Roi, maintenus dans leurs privilèges. *édit du mois de juillet 1724. id. p. 345.* Révocation de la Noblesse accordée aux Secrétaires du Roi, & autres Officiers des Chancelleries, près des Cours & Conseils supérieurs & Provinciaux. Dans quelle occasion ces Offices donnent la noblesse aux titulaires. *arr. du Conf. du 15 août 1724. id. p. 346.* Rétablissement de soixante Offices de Secrétaires du Roi, du nombre des 100 supprimés par l'édit du mois de juillet 1724, pour avec les 240 réservés par ledit édit faire le nombre de 300, qui jouiront de tous les privilèges attribués à la noblesse. Comment le temps de leur service pour obtenir des lettres d'honneur sera compté. Confirmation de leurs privilèges. *édit du mois d'octobre 1727. id. p. 349, 350 & 351.* Les veuves, enfans & descendans de ceux des Conseillers, Secrétaires du Roi qui sont décédés depuis l'édit du mois de juillet 1724, & dont les charges supprimées par ledit édit, se trouveront du nombre

des rétablies, jouissent des privilèges de la noblesse, & de tous les avantages dont jouissent les veuves, enfans & descendans des Conseillers-Secrétaires, décédés revêtus de leurs Offices. *édit du mois d'octobre 1727. id. p. 350.* Les Conseillers Gardes des Sceaux, Conseillers-Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France - Audienciers, Conseillers-Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France - Contrôleurs, Conseillers-Secrétaires du Roi, Maison, Couronne de France, créés par édit de Juin 1715, dans les Chancelleries près des Cours, Conseils supérieurs & Provinciaux du Royaume, rétablis dans la noblesse au premier degré. *édit du mois de décembre 1727. id. p. 351.* Reconnoissance de la noblesse au premier degré, accordée à l'ancien Office de Secrétaire du grand Conseil, & aux Secrétaires créés à l'instar de ceux du Parlement. *arrêt du Cons. du 27 fév. 1759. id. p. 373.*

Secrétaires des Finances & Greffiers du Conseil-Privé. Attribution de la Noblesse héréditaire à ces Officiers. *lett.-pat. du 18 juillet 1784, id. p. 412.*

SEIGNEURS. Leurs entreprises donnerent naissance au Gouvernement féodal. *disc. prél. p. 13 & 14.*

SÉMINAIRE de Joyeuse. Quelle est la preuve de Noblesse requise pour y être admis. *rec. d. p. d. p. 437.*

SÈNECHAUX. Voyez *Baillis.*

SENTENCES & Jugemens de maintenue de Noblesse, subreptivement obtenus. L'on n'y a aucun égard, à moins qu'ils n'aient été confirmés par Arrêt des Cours de Parlemens ou des Aides. *éd. du mois de mars 1583, ab. ch. p. 69.*

SERFS. Ne sont point admis en jugement avec les personnes franches. *ord. de Louis-le-*

Gros , de l'année 1118 , ab. ch. p. 1. S'affranchissent de la servitude d'un Seigneur en s'avouant Bourgeois du Roi. lett. de Jean Ier. du mois de novembre 1355 , id. p. 17.

SERGENS d'Armes qui ne sont pas Nobles , sont annoblis , lorsqu'ils sont créés , sans être tenus de prendre des Lettres d'annoblissement. *lett. de Charles VI , de l'année 1410 , ab. ch. p. 28.*

SERVICE militaire. Quelle est la preuve nécessaire pour y être admis. *Décision du Roi , du 22 mai 1781 , ab. ch. p. 402.* Les fils des Chevaliers de St. Louis dispensés de faire preuve de Noblesse pour y entrer. *Même Décision & même page.*

Service de la Marine. Quelle est la preuve nécessaire pour y être admis. *ord. du 1er. janvier 1786 , ab. ch. p. 415.*

SINDICS des Commissaires & Contrôleurs ordinaires des Guerres jouissent du privilège de la Noblesse. *décl. du 5 mai 1711 , ab. ch. p. 304 & 305.*

SOISSONS. (Bureau des Finances de) Voy. *Trésoriers de France.*

SOLDE de Noble-Homme , d'Arbaletrier à pied , de Fantassin sans arbaletre , d'Ecuyer ayant un cheval , du moins de 25 livres , non couvert , d'un Chevalier avec bannière , d'un simple Chevalier , d'un Ecuyer ayant un cheval de 40 liv. au moins , couvert de fer , de cuir , de corne. D'un Noble à pied , armé d'une tyrique , d'une gambière & d'un bassinot , s'il est mieux armé. D'un Chevalier avec double bannière , & d'un Ecuyer avec bannière. *ord. de Philippe de Valois , de l'année 1338 , ab. ch. p. 13 & 14.*

SOUS-LIEUTENANT des Gardes-du-Corps de S. M. (Espece de la preuve requise pour être) *disc. prél. p. 28.*

SOUS-LIEUTENANCES. (Tous Sujets préposés pour être nommés à des) dans les Régimens d'Infanterie Françoisè, de Cavalerie, de Cheveu-Légers, de Dragons & de Chasseurs à cheval, tenus de faire les mêmes preuves que les Elèves de l'Ecole Royale Militaire, (c'est-à-dire, de 4 générations de Noblesse de pere.) les fils de Chevaliers de Saint-Louis exceptés. *Décision du Roi du 22 mai 1781, ab. ch. p. 402.*

SOYE en robes ou doublure défendue. A qui. *décl. du 17 décembre 1485, ab. ch. p. 36.* La soye interdite aux Trésoriers de France. Ceux à qui elle est permise & comment. Défendue aux Artisans, Serviteurs, &c. *décl. du 22 avril 1561, id. p. 48.*

SUBSTITUTS. Attribution de la Noblesse aux Substituts du Procureur-Général du Parlement de Paris. *décl. du 29 juin 1704, ab. ch. p. 272.* Les Substituts du Procureur-Général de la Cour des Aides de Paris réputés Nobles; à quelle condition. *édit du mois de novembre 1704, id. p. 279.* Fils & petits-fils de Substituts du Procureur-Général du Parlement de Paris confirmés dans leur Noblesse. *arr. des Commissaires-Généraux, du 18 octobre 1708, id. p. 298.* Le Doyen des Substituts du Procureur-Général au Grand-Conseil jouit du privilège de la Noblesse. *décl. du 22 mai 1719, id. p. 335.* Les Substituts du Procureur-Général en la Chambre des Comptes de Bourgogne, séante à Dôle, jouissent de la portion colonique. *décl. du 20 février 1731, id. p. 361.*

SUCCESSION. La fille noble convaincue d'avoir perdu son honneur, est privée de sa part dans les successions de ses pere & mere. *établ. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 3.* Le fils aîné d'un Noble, décédé sans avoir testé, qui ne laisse point de femme, a tous les meu-

bles & paie les dettes. *même étab. & même page.*
 Si le Noble ne laisse que des filles , l'aînée a le
 chefé ou le vol du chapon en avantage , pour
 garantir les puînés en parage. *même établ. &*
même page. En succession de roturier , tous les
 enfans partagent également. *même établ. id. p. 6.*

SUPPRESSION d'Offices de Secrétaires du
Roi. *édit du mois d'août 1669. ab. ch. p. 184.*
 De quatorze Offices de Commissaires ordinaires
 des Guerres. *édit du mois de mars 1709. id. p.*
299. Des cent offices de Commissaires de la Ma-
 rine & des Galeres ; des cent offices de Com-
 missaires de la Marine aux classes des huit offi-
 ces de Commissaires-Inspecteurs des Vivres de
 la Marine & des Galeres. *édit du mois d'avril*
1716. id. p. 326. De la commission de la recher-
 che de la noblesse. *arr. du Conf. du 26 juin*
1718. id. p. 333. De cent offices de Conseillers-
 Secrétaires du Roi , Maison , Couronne de
 France. *édit du mois de juillet 1724. id. p. 344.*
 De tous les offices de Conseillers Gardes-Scels ,
 Conseillers-Secrétaires-Audienciers , Conseillers-
 Secrétaires - Contrôleurs , & Conseillers-Secré-
 taires créés par édit de juin 1715 , dans chacune
 des Chancelleries Présidiales. *édit du mois de*
décembre 1717. id. p. 353. De la Chambre des
 Comptes de Blois . & de tous les offices qui la
 composent. *édit du mois de juillet 1775. id. p.*
400.

SUPPRESSION. Voy. *Révocation & Noblesse.*

SURNOMS. (Epoque de l'hérédité des)
disc. prél. p. 16.

T

TABELLIONS (toutes les minutes des) de
 Normandie doivent être gardées en un seul lieu.
arr. du Conf. du 16 août 1666. ab. ch. p. 155 ,
156.

TAILLE.

TAILLE. Les Nobles ne sont pas sujets à la taille , mais ils la doivent , s'ils ont un bien roturier qu'ils n'occupent pas par eux-mêmes. *ord. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 5.* La réformation des tailles ordonnée. *édit du mois de mars 1583. id. p. 69.* Règlement pour les tailles, & la recherche des Usurpateurs de noblesse. *décl. du 29 octobre 1583. id. p. 75.* Règlement sur les tailles. *édits des mois de mars 1600. id. p. 22, 83 & 84, & janvier 1634. id. p. 97.* Les Greffiers des Elections tenus d'envoyer aux Greffes des Commissaires départis dans les Généralités du royaume pour l'exécution de la recherche des faux Nobles , des extraits des noms, surnoms & qualités des Exempts des tailles. *arr. du Conf. du 20 janvier 1667. id. p. 163.* Les particuliers employés aux rôles des tailles , comme Exempts , tenus de représenter leurs titres de noblesse par-devant les Commissaires de la recherche des faux Nobles. *décl. du 17 novembre 1667. id. p. 174.* Tout officier des troupes de S. M. exempt de la taille , tant qu'il conservera cette qualité. *édit du mois de novembre 1750. id. p. 365.* Tout Officier non-noble , d'un grade inférieur à celui de Maréchal de camp , qui aura été créé Chevalier de l'ordre royal & militaire de S. Louis , & qui se retirera après 30 ans de service non interrompus ; dont il aura passé 20 ans avec la commission de Capitaine , jouit sa vie durant de l'exemption de la taille, *même édit & même page.* Les particuliers qui , nés taillables , se sont affranchis par acquisition d'Office du paiement de la Taille , deviennent contribuables. *décl. de l'année 1757. id. p. 371.* Les Prévôts , Lieutenans & Exempts des Compagnies des Maréchaussées sont privés du privilège d'exemption de taille personnelle. *édit du mois de mars 1760. id. p. 374.*

TAFFETAS & Satin de soie en robes, (l'usage des) permis aux Présidens, Maîtres des Requêtes, &c. *décl. du 10 fév. 1563. ab. ch. p. 49.* Taffetas & Satins de soie en robes, permis aux Conseillers des Parlemens, & à leurs femmes-demoiselles. Quelle sorte de taffetas en est excepté. *réglement du 4 février 1567. id. p. 51.*

TAXES. Finance payée pour annoblissement ou acquisition de Fiefs, faite dans les Fiefs ou arrière-Fiefs du Roi. *Réglement de Charles V, du 18 mai 1373. ab. ch. 23.* Les annoblis tenus de payer une Finance, tant par leur noblesse, que pour les Fiefs par eux acquis avant leur annoblissement, à moins qu'ils n'en aient été exemptés par lettres du Roi. *Commission de Charles V, de l'année 1373. id. p. 23.* Le privilege de la noblesse, accordé moyennant finance, à un particulier qui se prétendoit noble, mais qui n'avoit pu prouver suffisamment sa noblesse. *lett. de Charles V, du 24 fév. 1374. id. p. 24.* Le privilege de la noblesse, accordé moyennant finance, par composition à un particulier qui vouloit prouver sa noblesse par certaines lettres de certification faites sous le scel aux causes de la ville d'Abbeville. *lett. de Charles V, du 21 mai 1375. id. p. 24.* Le privilege de la noblesse accordé moyennant finance à un particulier qui proposoit de prouver sa noblesse par témoins. *lett. de Charles V, du 10 mars 1376. id. p. 25.* Le privilege de la noblesse accordé moyennant finance à un particulier qui, pour preuve de sa noblesse, produisoit plusieurs lettres scellées des sceaux de plusieurs chevaliers de son lignage, & qui demandoit à faire une enquête. *lett. de Charles V, du 4 août 1377. id. p. 25.* Le Roi Charles VI donne au Duc de Berry son frere & son lieu-

venant, en différens pays, le pouvoir d'accorder des lettres d'annoblissement, & de faire payer finance aux annoblis. *lett. de ce Prince de l'année 1380. id. p. 25.* Annoblissement de douze personnes, moyennant finance. *édit du mois de janvier 1568. id. p. 52.* Annoblissement de plusieurs personnes dans onze des généralités du Royaume, moyennant finance. *édit du mois de juin 1576. id. p. 56.* Taxe imposée sur les annoblis par lettres, & les Maires & Echevins pour droit de confirmation. *décl du dernier fév. 1640. id. p. 106.* Autre taxe imposée à cause des rentes de la Province de Normandie, sur qui. Qui en sont exempts. *arrêt du Conseil du 23 Septembre 1645. id. p. 111.* Les annoblis depuis 1610, dans la province de Normandie, & ceux qui avoient obtenu des lettres de réhabilitation qui ne se trouveroient pas dans le troisieme degré, de payer une finance. *édit du mois d'octobre 1645. id. p. 111.* Les annoblis depuis 1606, même précédemment confirmés dans cette province, moyennant finance. *édit du mois d'octobre 1650. id. p. 115.* Les annoblis, depuis la déclaration du mois de mars 1606, déclarés sujets à payer une nouvelle finance. *arr. du Conf. du 8 janvier 1652. id. p. 117.* Taxe imposée sur les annoblis de la province de Normandie, pour confirmation de leur noblesse. *arr. du Conf. du 8 janvier 1653. id. p. 117.* Taxe imposée sur les annoblis de la province de Normandie, pour confirmation de leur noblesse. *arr. du Conf. du 18 juin 1653. id. p. 118 & 119.* Les annoblis de cette même province, depuis 1650 jusqu'à la fin de 1653, taxés pour confirmation. *arr. du Conf. du 12 juillet 1753, taxés pour confirmation. arr. du Conf. du 12 juillet 1653. id. p. 119 & 120.* Les annoblis depuis 1606 confirmés dans leur noblesse, moyen-

nant finance. *décl. du 30 décembre 1656. id. p. 122.* Les annoblis de la province de Normandie mentionnés dans l'Edit de décembre 1656, confirmés dans leur noblesse moyennant finance. *arr. du Conf. du 27 janvier 1657. id. p. 123 & 124.* Les annoblis depuis 1606 confirmés moyennant finance. *décl. du 17 septembre 1657. id. p. 125.* Les annoblis de la province de Normandie, depuis l'avènement de Louis XIV à la Couronne, rétablis dans le titre & qualité des Nobles. Par quel motif & à quelle condition. *décl. du 14 juin 1659. id. p. 133.* Les annoblis depuis 1606 jusqu'en 1761 confirmés moyennant finance. *décl. du 8 février 1661. id. p. 137.* Les annoblis depuis 1606 déclarés exempts de payer désormais aucune finance pour la confirmation de leur noblesse. *arr. du Conf. du 5 décembre 1663. id. p. 139.* Un descendant d'un Capitoul de Toulouse déchargé de la taxe à laquelle il avoit été imposé à la recherche faite en Bourgogne. *arr. de la Cour des Aides de Paris de l'année 1663. id. p. 138.* Taxe imposée sur les descendants des Maires & Echevins qui ont acquis la noblesse depuis l'année 1600. *arr. du Conf. du 6 décembre 1666. id. p. 159.* édit du mois de mars 1667. *id. p. 164 & 165.* *arr. du Conf. du 14 mai 1667. id. p. 169 & 170.* Sur les Maires, Echevins & Conseillers des villes & leurs descendants pour droit de confirmation. *arr. du Conf. du 3 octobre 1667. id. p. 171 & 172.* Taxe imposée pour le droit de confirmation des privilèges des Maire, Echevins & Greffiers de la ville de Nantes depuis 1600. *arr. du Conf. du 20 juin 1669. id. p. 183.* Taxe imposée pour droit de confirmation sur les Maires, Echevins & Officiers des villes de Lyon, Toulouse, Bordeaux, Abbeville, Angers, Cognac, Nantes, Niort, Poitiers, Bourges, Saint-Jean-d'Angely, la Ro-

chelle & autres jouissant ci-devant des privilèges révoqués par Edit du mois de mars 1667, qui ont exercé depuis 1600, & sur leurs descendants, de même que sur les Maires & Echevins auxquels S. M. avoit accordé la continuation des privilèges, qui ont exercé jusqu'au dernier décembre 1687, & sur leurs descendants. *édit du mois de juin 1651. id. p. 197, 198 & 199.* Les Prévôt des Marchands & Echevins de la ville de Lyon, qui ont exercé ces charges depuis 1640 jusqu'au dernier décembre 1650, & leurs descendants, confirmés en payant une taxe. *décl. du 10 juillet 1691. id. p. 199.* Taxe imposée sur les lettres de réhabilitation de noblesse non-registrées aux Cours des Aides depuis 1600. *édit du mois de décembre 1692. id. p. 203.* Taxe imposée sur tous ceux qui ont obtenu des Lettres de maintenue, ou de rétablissement d'ancienne noblesse, ou de réhabilitation, en tant que de besoin, depuis 1600, & des Lettres d'annoblissement depuis les mois d'août & de septembre 1664, pour droit de confirmation. *décl. du 17, & arr. du Cons. du 24 janvier 1696. id. p. 211* Les annoblis par les Ducs de Lorraine & par les Evêques de Metz, Toul & Verdun, révoqués par l'Ordonnance du 4 mars 1671, confirmés moyennant une taxe. *décl. du 18 septembre 1696. id. p. 218.* Les acquéreurs des lettres de noblesse créées par les édits des mois de mars 1696 & mai 1702, tenus de payer une finance. Quelle elle est. *édit du mois d'octobre 1704. id. p. 276.* Taxe imposée sur ceux qui ont été Echevins de la ville de Lyon depuis 1690, & sur ceux qui ont exercé les fonctions de Capitouls de la ville de Toulouse depuis 1687. *même édit & même page.* Taxe imposée sur les Maires, Echevins & Officiers des villes de Lyon, Angers, Toulouse & autres, qui ont exercé depuis 1600.

édit du mois de novembre 1706. id. p. 294. Sur les Maires, Echevins & Capitouls des villes du royaume jouissant de la noblesse. *édit du mois de janvier 1714. id. p. 309.* Sur tous les Officiers de judicature, police & finance, & autres, à cause de l'avènement du Roi à la Couronne, les Cours supérieures seules en sont exceptées. *décl. du 27 septembre 1723. id. p. 342 & 343.* Sur ceux qui ont obtenu des Lettres de noblesse depuis l'année 1643. *arr. du Conf. du 30 septembre 1723. id. p. 343.* Sur les Prévôts des Marchands, Maires, Echevins, Capitouls ou Jurats des villes qui ont exercé depuis 1643, ou leurs descendants qui n'auroient point payé le droit de confirmation. *arr. du Conf. du 30 septembre 1723, & 1er. juillet 1725. id. p. 343 & 347.* Taxe imposée à cause de l'avènement du Roi à la Couronne sur ceux qui jouissent de la noblesse, soit par Lettres d'annoblissement, maintenue, confirmation, rétablissement ou réhabilitation, soit par Mairies, Prévôtés des Marchands, Echevinages ou Capitoulats depuis 1643 jusqu'au 1er. janvier 1715. *arr. du Conf. du 2 mai 1710. id. p. 359.* Les Offices conférant la noblesse sont assujettis au droit de marc d'or, & ce outre le droit à un second pareil à celui des Lettres de noblesse, *édit du mois de déc. 1770. id. p. 383.*

TAXES. Voyez *Finance.*

TESTAMENT. Le Noble peut disposer par testament du tiers de ses propres, soit qu'il ait enfans ou non. *établi. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 5.*

TESTIMONIALE. (Preuve) Ce que c'est. *disc. prél. p. 25.*

TIERCE-FOI. (La possession des fiefs annobliroit à la) *disc. prél. p. 20.* La tierce-foi donnoit la noblesse. *ord. de S. Louis de l'année 1270. ab. ch. p. 5.*

TIERS ETAT. Sa naissance. *disc. prél. p.*
19.

TITRE ou qualité de Noble. Voy. *Qualification.*

Titres ou Actes produits en preuves. Distinction des titres ou actes primordiaux, constitutifs, confirmatifs de la qualité, civils & portant qualification. *disc. prél. p. 29, 30, 31 & 32.* Ce qu'on entend par titres originaux. *ibid. p. 42.* Les actes servant à la preuve des Chevaliers du S. Esprit, doivent être représentés pardevant les Commissaires en originaux. Dans le cas où les Récipiendaires ne pourroient recouvrer les originaux, lesdits Commissaires se transporteront sur les lieux pour les vérifier, & où ils ne pourroient y aller, il sera expédié une Commission d'anciens Seigneurs des Provinces pour procéder à cette vérification. *stat. de cet Ordre du mois de décembre 1578, ab. ch. p. 59 & 60.* Les actes doivent être représentés en originaux dans les preuves de Noblesse. *régl. pour le règlement des Tailles, du 23 août 1598, id. p.* Ceux qui prétendent jouir du titre de noblesse, sont tenus, pour prouver leur possession, de représenter leurs titres en originaux. *décl. du 30 décembre 1656. id. p. 123.* Les pieces justificatives de noblesse doivent être représentées en originaux. *régl. des Commissaires-généraux du 8 octobre 1657. id. p. 127 & 128.* Les originaux des titres sont exigés en preuves de noblesse. *décl. du 8 février 1661, id. p. 136. du 12 juin 1664, id. p. 139 & 140. décl. du 26 février 1665, id. p. 144.* Les titres justificatifs de noblesse & de filiation doivent être rapportés devant les Commissaires départis pour l'exécution de la recherche des faux Nobles. Quels sont ceux qui doivent être regardés comme tels. *ar. du Conf. du 26 février 1697, id. p. 227.* Les titres justificatifs

de noblesse, sur lesquels des Lettres de réhabilitation auront été obtenues, doivent être représentés pour la recherche de la noblesse. *arr. du Conf. du 26 août 1698, id. p. 238.* La représentation des titres originaux exigée. Ce qu'on entend par titres originaux, & ce qui est admis comme tel. *régl. du 18 septembre 1734, id. p. 362.* La représentation des titres originaux exigée. *régl. de l'année 1736, id. p. 363.* Ce qu'on entend par titres originaux. Ils sont seuls admis en preuves de noblesse. *décl. du 24 août 1760, id. p. 376.*

TITRES. Voy. *Minutes & Preuves.*

Titres ou Actes faux. Comment se décele la fabrication des Actes faux. *disc. prél. p. 43.* Les Usurpateurs de noblesse qui rapporteront des titres faux, condamnés à l'amende. *arr. du Conf. du 26 mai 1699, ab. ch. p. 243.* Ceux qui, dans leurs preuves, produiront des titres faux, condamnés à l'amende. *décl. du 31 janvier 1703, id. p. 261. & arr. du Conf. du 15 mai 1703, id. p. 263.* Ceux qui, pour production de titres faux, se trouveront impliqués dans la recherche des faussaires, qui a été poursuivie & jugée à la Chambre de l'Arsenal, sont tenus de rapporter des titres depuis 1560, nonobstant la déclaration de 1714. *arr. du Conf. du 12 février 1715, id. p. 313 & 314.*

Titres faux. Voy. *Faussaires.*

TOUL. (annoblis par les Evêques de) Voy. *Annoblis.*

TOULOUSE. (Capitouls de) V. *Capitouls.*

TOURNOIS, sont défendus pendant que le Roi est en guerre. *ord. de Philippe-le-Bel, de l'année 1296, ab. ch. p. 9.*

TOURS. (Bureau des Finances de) Voyez *Trésoriers de France.*

Tours. (Maires & Echevins de) V. *Maires & Echevins.*

TRÉSORIERS de France (les Présidens) au Bureau des Finances & Chambre du Domaine de Paris & aux Bureaux des Finances des Généralités & Provinces du Royaume. Les Trésoriers au Bureau des Finances de Grenoble acquerront la Noblesse au bout de 20 ans d'exercice , ou lorsque leur pere ou aïeul auront exercé lesdits Offices. *régl. du 24 octobre 1639, ab. ch. p. 104.* Les Trésoriers de France sont exempts du droit de joyeux avènement. Par quel motif. *édit du mois d'avril 1694, id. p. 209. arr. du Conseil en faveur des Trésoriers de France au Bureau des Finances de Grenoble, du 6 décembre 1695, id. p. 210.* Ils sont confirmés dans leur Noblesse. A quelle condition. *édit du mois d'octobre 1706, id. p. 291 & 292.* Attribution de la Noblesse au premier chef aux Trésoriers de France au Bureau des Finances & Chambre du Domaine à Paris, ainsi qu'aux Présidens & autres Officiers. *édit du mois d'avril 1705, id. p. 280 & 281.* Elle est révoquée. *édit du mois d'août 1715, id. p. 321.* Elle leur est rendue. *édit du mois de septembre 1720, id. p. 337.* Tous ceux qui, depuis le 1^{er}. Janvier 1715, ont été annoblis, comme ayant obtenu des Lettres de Vétérance, après avoir été pourvus, soit au second degré d'Offices de Présidens-Trésoriers de France, Procureurs & Avocats du Roi, & Greffiers en chef aux Bureaux des Finances des Généralités du Royaume, soit au premier degré de pareils Offices au Bureau des Finances & Chambre du Domaine de Paris, sont confirmés, moyennant une taxe de 6000 liv. *édit du mois d'avril 1771, id. p. 384.* Les Trésoriers de France au Bureau des Finances de Paris sont seuls en possession du privilège de la Noblesse au premier degré. *arr. du Conseil du 10 février 1774, id. p. 400.* Les Présidens-Trésoriers de France, Chevalier d'hon-

610 TABLE RAISONNÉE

neur, Procureurs & Avocats du Roi, Greffier en chef & premiers Huissiers des Bureaux des Finances des Généralités de Soissons, Amiens, Châlons, Orléans, Tours, Bourges, Moulins, Riom, Lyon, Poitiers, Limoges, la Rochelle, Bordeaux, Montauban, Rouen, Caen, Alençon, Grenoble, Dijon, Toulouse, Montpellier, Aix, Metz & Lille, leurs veuves & vétérans, reçus opposans à l'exécution de la Déclaration du 27 Septembre 1723, qui ordonne le droit de confirmation, à cause de l'avènement de S. M. à la Couronne. *arrêt du Conseil d'Etat du 14 mai 1726, id. p. 347 & 348.*

Trésoriers (les) des Gardes-du-Corps du Roi maintenus dans le droit de prendre la qualité d'Ecuyer & déchargés des assignations qui leur avoient été donnés à la requête du Préposé à la recherche de la Noblesse. *arr. du Conseil du 6 août 1697, id. p. 237.*

Trésoriers-Payeurs des augmentations des gages des Grande & Petite Chancellerie, (création de 2 Offices de) avec attribution de la Noblesse. *édit du mois de novembre 1709, ab. ch. p. 302.*

TRAFFIC de marchandises défendu à tous Gentilshommes. *édit de Charles IX, de l'année 1560, ab. ch. p. 45.*

TROUPES des Colonies. Voy. *Cadets-Gentilshommes des Troupes des Colonies.*

Troupes réglées. Voy. Service militaire.

V

VALENCIENNES, (les Secrétaires, Audienciers & Contrôleurs des Chancelleries établies près le Conseil Provincial de) & le Présidial d'Ypres, jouissent du privilège de la Noblesse. A quelle condition. *décl. du 20 décembre 1712, ab. ch. p. 308.*

VALET ou **VARLET**. Qualité caractéristique de Noblesse. *disc. prél. p. 19.*

Valets-de-Chambre du Roi. Voyez Chambre du Roi.

Valets-de-Chambre de Madame la Dauphine. Voy. Chambre de Madame la Dauphine.

VASSAUX. Leur origine. *disc. prél. p. 14.* Quels étoient les Vassaux immédiats de la Couronne. *id. p. 15.*

VAVASSEURS. Ce qu'ils étoient dans l'Ordre de la Noblesse. *disc. prél. p. 15.*

VELOURS, tant cramoisi qu'autre, défendu à tous Sujets. *décl. du 17 décembre 1485, ab. ch. p. 36.* Longues housses de velours sur les chevaux défendues. A qui permises. *déclar. du 24 mars 1583, id. p. 74.*

VENNERIES. *arr. du Conseil en faveur des Gentilshommes de la grande Vannerie, du 13 décembre 1695, ab. ch. p. 210.* Le Trésorier-Général & le Gentilhomme ordinaire des Veneries, maintenus dans la qualité d'Ecuyer. *arr. du Conseil du 26 novembre 1697, id. p. 237.*

VERDUN. (annoblis par les Evêques de) *Voyez Annoblis.*

VICOMTE. (titre ou qualité de) *Voyez Qualification.*

USURPATEURS des qualités ou titres de Noble, de Noble-Homme, de Messire, d'Ecuyer, de Chevalier, de Marquis, de Comte, de Vicomte, de Baron & autres, caractéristiques de Noblesse & d'armoiries timbrées. Les Usurpateurs de la qualité de Noblesse mulctés d'amende. *ord. de Henri II, du 26 mars 1555, ab. ch. p. 44. ord. de Charles IX, de l'année 1560, id. p. 45 & 46.* La recherche des Usurpateurs du titre de Noblesse est ordonnée au pays d'Artois. *Placard du 17 février 1576, id. p. 54, 55 & 56.* Défenses d'usurper le titre de

Pag. 238 , lig. 27 , Elle ordonne , *lis. S. M. ordonne.*

Pag. 254 , lig. première , du mois de d'Avril ,
lis. du mois d'Avril.

Pag. 268 , lig. 29 , veut que lesdits 340 , *lis. veut que les 340.*

Pag. 270 , lig. 4. L'Ordonnance du Roi , du 13
Mai 1704 , doit être portée à la *page* 272 ,
après l'Edit du mois d'Octobre 1703.

Pag. 300 , lig. 3 , suspension des Tailles , *lis. suspension des exemptions des Tailles.*

Pag. 312 , lig. 9 , Cours , *lis. Cour.*

Pag. 317 , lig. 12 & 13 , Couronne de France ,
Audienciers , *lis. Couronne de France - Audienciers.*

lig. 14 , Couronne de France , Contrôleurs ,
lis. Couronne de France - Contrôleurs.

lig. 26 & 27 , Couronne de France , Audienciers , *lis. Couronne de France - Audienciers.*

lig. 28 & 29 , Couronne de France , Contrôleurs , *lis. Couronne de France - Contrôleurs.*

Pag. 322 , lig. 17 , 1696 , *lis. 1689.*

lig. 26 , 1696 , *lis. 1689.*

Pag. 345 , lig. 23. L'Edit du mois de Septembre
1724 doit être porté après l'Arrêt du Conseil
du 15 Août qui suit & finit à la *page* 346.

Page 351 , lig. 19 , Couronne de France , Audienciers , *lis. Couronne de France - Audienciers.*

lig. 20 & 21 , Couronne de France , Contrôleurs , *lis. Couronne de France - Contrôleurs.*

Pag. 361 , lig. 11 , 1723 , *lis. 1730.*

Pag. 429 , lig. 27. Il ne leur reste , *lis. il ne leur reste.*

Pag. 430 , lig. 8 , On a , *lis. on a.*

J' A V O I S déjà livré , depuis plusieurs mois , ce Recueil à l'impression , lorsqu'il a paru dans le public la seconde édition d'un ouvrage intitulé : *Remarques sur la Noblesse , avec supplément.*

Cet Ouvrage , qui n'est revêtu d'aucune approbation , a été infiniment répandu.

Sans vouloir interpréter ici les motifs personnels qui auront fait agir l'Auteur , je n'ai pu m'empêcher de reconnoître dans son livre , avec tous ceux qui l'ont lu , qu'on paroïssoit y avoir principalement pour objet de décréditer la Jurisprudence , suivant laquelle l'état des Nobles a été jugé jusqu'à ce jour en France ; que l'on représentoit cette Jurisprudence , consacrée par l'autorité des Souverains , les décisions de leur Conseil & les Arrêts des Cours , comme injuste , tyrannique & contradictoire ; que l'on entreprenoit de lui substituer des maximes ,

dont l'effet tendoit visiblement à faciliter encore davantage le progrès des usurpations , déjà si pernicieux à l'ordre de la Noblesse & à la masse des Contribuables ; & qu'enfin l'on essayoit de répandre dans l'esprit des Gentilshommes d'injustes soupçons & de fausses craintes , soit à l'égard de l'exécution des Réglemens qui décident de l'authenticité de leurs preuves ; soit à l'égard des lumières & de l'exactitude des différens Commissaires que le Gouvernement a honorés de sa confiance en cette partie.

Je me contenterai de citer de cet Ouvrage , un seul trait qui peut suffire pour donner une idée de l'attention qu'il mérite.

Y a-t-il des loix en matière de preuves de Noblesse ?

On ne doit , sans doute , faire d'autre réponse à un Auteur qui , s'étant proposé d'écrire sur la Noblesse , est capable d'a-

giter une pareille question , que de le ren-
voyer au titre de cet Abrégé. S'il eût
été besoin de produire une réfutation de
tous les raisonnemens établis par le même
Auteur en matiere de preuves de No-
blesse , la publication du présent Recueil
en feroit une , ce semble , plus que suffi-
sante.

A P P R O B A T I O N.

J'AI lu par ordre de Monseigneur le Garde des Sceaux un *Abrégé chronologique d'Edits, Déclarations, Réglemens, Arrêts & Lettres-Patentes des Rois de France de la troisième race*, concernant le fait de Noblesse; précédé d'un Discours sur l'origine de la Noblesse, ses différentes especes, ses droits & prérogatives, la manière d'en dresser les preuves, & les causes de sa décadence, par L. N. H. CHÉRIN, Conseiller de la Cour des Aides & Généalogiste des Ordres du Roi. A Paris ce 20 Juillet 1788.

GAILLARD.

P R I V I L E G E D U R O I.

LOUIS, PAR LA GRACE DE DIEU, ROI DE FRANCE ET DE NAVARRE: A nos amés & féaux Conseillers, les Gens tenant nos Cours de Parlement, Maîtres ordinaires des Requêtes de notre Hôtel, Grand Conseil, Prévôt de Paris, Baillis, Sénéchaux, leurs Lieutenans Civils, & autres nos Justiciers qu'il appartiendra, SALUT. Notre amé le sieur L. N. H. CHÉRIN, notre Conseiller en notre Cour des Aides; & Généalogiste de nos Ordres, Nous a fait exposer qu'il désireroit faire imprimer & donner au Public l'*Abrégé chronologique d'Edits, Déclarations, Réglemens, Arrêts & Lettres-Patentes des Rois de France de la troisième Race*, concernant le fait de la Noblesse, précédé d'un Discours sur l'origine de la Noblesse, ses différentes especes, ses droits & prérogatives, la manière d'en dresser les preuves, & les causes de sa décadence; qu'il Nous plairoit lui accorder nos Lettres de Privi-

lege à ce nécessaires. A CES CAUSES , voulant favorablement traiter l'Exposant , Nous lui avons permis & permettons par ces présentes , de faire imprimer ledit Ouvrage autant de fois que bon lui semblera , & de le vendre , faire vendre & débiter par tout notre Royaume ; Voulons qu'il jouisse de l'effet du présent Privilège , pour lui & ses hoirs à perpétuité , pourvu qu'il ne le rétrocède à personne ; & si cependant il jugeoit à propos de faire une cession , l'acte qui la contiendra sera enregistré en la Chambre Syndicale de Paris , à peine de nullité , tant du Privilège que de la Cession ; & alors , par le fait seul de la Cession enregistrée , la durée du présent Privilège sera réduite à celle de la vie de l'Exposant , ou à celle de dix années , à compter de ce jour , si l'Exposant décède avant l'expiration desdites dix années ; le tout conformément aux articles IV & V de l'Arrêt du Conseil du 30 Août 1777, portant Règlement sur la durée des Privilèges en Librairie. Faisons défenses à tous Imprimeurs , Libraires , & autres personnes de quelque qualité & condition qu'elles soient , d'en introduire d'impression étrangere dans aucun lieu de notre obéissance : comme aussi d'imprimer ou faire imprimer , vendre , faire vendre , débiter , ni contrefaire ledit Ouvrage , sous quelque prétexte que ce puisse être , sans la permission expresse & par écrit dudit Exposant , ou de celui qui le représentera , à peine de fausse & de confiscation des Exemplaires contrefaits , de six mille livres d'amende qui ne pourra être modérée , pour la première fois , de pareille amende & de déchéance d'état en cas de récidive , & de tous dépens , dommages & intérêts , conformément à l'Arrêt du Conseil du 30 Août 1777 , concernant les Contrefaçons. A la charge que ces Présentes seront enregistrées tout au long sur le Régistre de la Communauté des Imprimeurs & Libraires de Paris , dans trois mois de la date d'icelles ; que l'impression dudit Ouvrage sera faite dans notre Royaume , & non ailleurs , en bon papier & beaux caractères , conformément aux Réglemens de la Librairie , à peine de déchéance du

présent Privilège; qu'avant de l'exposer en vente, le Manuscrit qui aura servi de copie à l'impression dudit Ouvrage, sera remis dans le même état où l'Approbation y aura été donnée, es mains de notre très-cher & féal Chevalier, Garde des Sceaux de France, le Sieur DE LAMOIGNON, Commandeur de nos Ordres; qu'il en sera ensuite remis deux Exemplaires dans notre Bibliothèque publique, un dans celle de notre Château du Louvre, un dans celle de notre très-cher & féal Chevalier, Chancelier de France, le Sieur DE MAUPEOU, & un dans celle dudit Sieur DE LAMOIGNON; le tout à peine de nullité des Présentes. Du contenu desquelles vous mandons & enjoignons de faire jouir ledit Exposant & ses hoirs, pleinement & paisiblement, sans souffrir qu'il leur soit fait aucun trouble ou empêchement. Voulons que la copie des Présentes, qui sera imprimée tout au long au commencement ou à la fin dudit Ouvrage, soit renue pour dûment signifiée, & qu'aux Copies collationnées par l'un de nos amés & féaux Conseillers-Secrétaires, foi soit ajoutée comme à l'original. COMMANDONS au premier notre Huissier ou Sergent sur ce requis, de faire pour l'exécution d'icelles tous Actes requis & nécessaires, sans demander autre permission; & nonobstant clameur de Haro, Charte Normande, & Lettres à ce contraires: CAR tel est notre plaisir. DONNÉ à Versailles le vingtième jour du mois d'Août, l'an de grace mil sept cent quatre-vingt-huit, & de notre Règne le quinzième.

Par le Roi en son Conseil.

Signé, LE BEGUE.

Registré sur le Registre XXIV de la Chambre Royale & Syndicale des Libraires & Imprimeurs de Paris, N°. 1457. fol. 17. conformément aux dispositions énoncées dans le présent Privilège: & à la

charge de remettre à ladite Chambre les neuf Exemplaires prescrits par l'Arrêt du Conseil du 16 Avril 1785.

A Paris, le 22 Août 1788, KNAPEN, Syndic

